

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

Administration générale de la Coopération au Développement. Appel n° 33/98. Recrutement d'un coordinateur pour le projet « Développement de la Sécurité sociale au Laos », p. 5076. — Appel n° 34/98. Recrutement des membres des sections de coopération, p. 5078. — Appel n° 1/99. Appui au Centre national de Formation judiciaire au Rwanda, p. 5080.

Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement

Institut national d'assurance maladie-invalidité. Vacance d'emploi. Appel aux candidats, p. 5081.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Avis concernant une réglementation nouvelle du champ d'application de commissions paritaires, p. 5083. — Avis aux organisations représentatives d'employeurs, de travailleurs ouvriers et de travailleurs employés. Nomination de conseillers et de juges sociaux auprès des juridictions du travail, p. 5085. — Juridictions du travail. Avis aux organisations représentatives d'employeurs. Place vacante d'un juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Tournai, p. 5086. — Dépôt de conventions collectives de travail, p. 5086. — Avis rectificatif, p. 5093.

Les Publications légales et Avis divers ne sont pas repris dans ce sommaire mais figurent aux pages 5094 à 5132.

Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking. Oproep nr. 33/98. Aanwerving van een coördinator voor het project « Uitbouw van de Sociale Voorzorg » in Laos, bl. 5076. — Oproep nr. 34/98. Aanwerving van leden van de samenwerkingssecties, bl. 5078. — Oproep nr. 1/99. Steun aan het « Centre national de Formation judiciaire » in Rwanda, bl. 5080.

Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. Vacante betrekking. Oproep aan kandidaten, bl. 5081.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Bericht betreffende een nieuwe regeling van de werkingssfeer van paritaire comités, bl. 5083. — Bericht aan de representatieve organisaties van werkgevers, werknemers-arbeiders en werknemers-bedienden. Benoeming van raadsheren en rechters in sociale zaken bij de arbeidsgerechten, bl. 5085. — Arbeidsgerechten. Bericht aan de representatieve organisatie van werkgevers. Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Tournai, bl. 5086. — Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 5086. — Advies van rechtzetting, bl. 5093.

De Wettelijke Bekendmakingen en Verschillende Berichten worden niet opgenomen in deze inhoudsopgave en bevinden zich van bl. 5094 tot bl. 5132.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 430

[C — 99/21031]

Arrêt n° 9 /99 du 28 janvier 1999

Numéro du rôle : 1262

En cause : le recours en annulation de l'article 8, 1°, de la loi du 26 juin 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité », en ce qu'il confirme l'arrêté royal du 4 février 1997 « portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne », introduit par la société de droit néerlandais « Merck Sharp & Dohme BV ».

La Cour d'arbitrage, composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du référendaire faisant fonction de greffier R. Moerenhout, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 décembre 1997 et parvenue au greffe le 24 décembre 1997, la société de droit néerlandais « Merck Sharp & Dohme BV », dont le siège social est établi à Haarlem (Pays-Bas), Waarderweg 39, et dont le siège d'opérations en Belgique est établi à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 1135, a introduit un recours en annulation de l'article 8, 1°, de la loi du 26 juin 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité » (publiée au *Moniteur belge* du 28 juin 1997), en ce qu'il confirme l'arrêté royal du 4 février 1997 « portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne ».

II. *La procédure*

Par ordonnance du 24 décembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 9 février 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 12 février 1998.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 27 mars 1998.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 20 avril 1998.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 15 mai 1998.

Par ordonnances du 27 mai 1998 et du 26 novembre 1998, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 23 décembre 1998 et 23 juin 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Le Conseil des ministres a fait parvenir à la Cour, le 26 juin 1998, un « mémoire en réplique » qui est rejeté des débats, un tel document n'étant pas prévu par la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Par ordonnance du 23 septembre 1998, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 4 novembre 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 septembre 1998.

A l'audience publique du 4 novembre 1998 :

- ont comparu :

. Me X. Leurquin, avocat au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;

. Me J. Vanden Eynde et Me J.-M. Wolter, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Premier moyen

Position de la requérante

A.1.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 160 de la Constitution, le principe de la séparation des pouvoirs et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que l'arrêté royal attaqué du 4 février 1997 et l'article 8, 1^o, de la loi de confirmation du 26 juin 1997 qui s'en approprie le contenu sont irréguliers pour le motif que l'arrêté royal précité ne peut trouver de fondement ni dans l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, ni dans l'article 10, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, ce qui implique que ledit arrêté royal ne peut pas être considéré, ni comme pris en vertu de la première loi du 26 juillet 1996, au sens de son article 6, § 2, alinéa 2, ni comme un arrêté pris en exécution de la seconde loi du 26 juillet 1996, au sens de son article 51, § 1^{er}, en manière telle que la loi de confirmation du 26 juin 1997 n'est ni une de ces lois visées à l'article 6, § 2, alinéa 2, de la première loi du 26 juillet 1996, ni une loi visée à l'article 51, § 1^{er}, de la seconde loi du 26 juillet 1996, ce qui conduit à devoir considérer que l'objet de la loi de confirmation du 26 juin 1997 ne peut être que de donner de manière rétroactive un fondement légal à l'arrêté royal du 4 février 1997, qui en était totalement dépourvu, à un moment où, par ailleurs, ledit arrêté royal était l'objet d'un litige contestant sa légalité, pendant devant la section d'administration du Conseil d'Etat et introduit par la présente requérante ».

Position du Conseil des ministres

A.1.2. L'absence de référence à la loi en exécution de laquelle est pris un arrêté royal, de même que l'erreur d'une telle référence, n'est pas une condition de la légalité de celui-ci. La section de législation du Conseil d'Etat n'a pas critiqué le fondement invoqué, qui est l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, ce qui n'implique pas que l'arrêté ne puisse avoir un autre fondement, à savoir l'article 10, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

L'arrêté royal ne devait pas être confirmé avant le 31 décembre 1996 mais avant le 30 avril 1997, conformément à l'article 51 de cette dernière loi.

La disposition attaquée avait bien pour effet de confirmer, dans le délai légal, l'arrêté royal du 4 février 1997, et non de lui donner rétroactivement un fondement légal dont il aurait été dépourvu. Il s'agit donc bien d'une confirmation et non d'une validation, et il convient d'appliquer la jurisprudence de l'arrêt n^o 49/95.

Réponse de la requérante

A.1.3. La confirmation inscrite dans une loi d'habilitation ne peut viser que les arrêtés royaux portés dans le respect des conditions de fond et de formes prescrites par la loi d'habilitation, ainsi que par les lois qui doivent être combinées avec elle. Elle ne peut couvrir les irrégularités d'un arrêté royal qui ne respecterait pas les limitations de matières et de temps imposées par les mêmes lois.

En l'espèce, il a été démontré que l'arrêté royal du 4 février 1997 était dépourvu de fondement légal. La loi du 26 juin 1997 ne peut donc avoir pour seul objet et pour seul effet que de donner rétroactivement force de loi à un arrêté royal illégal, attaqué devant le Conseil d'Etat. Cet arrêté est d'ailleurs affecté d'autres illégalités : non-respect de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale; violation de l'article 3bis des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973. Il s'agit donc bien d'une validation législative, qui ne peut être admise, parce qu'aucune circonstance particulière ne la justifie.

Les autres moyens sont pris, à titre subsidiaire, pour le cas où il serait jugé que l'arrêté royal du 4 février 1997 peut théoriquement trouver un fondement légal dans la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

*Deuxième moyen**Position de la requérante*

A.2.1. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 160 de la Constitution, le principe de la séparation des pouvoirs et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, « En ce que l'arrêté royal attaqué du 4 février 1997 et sa loi de confirmation du 26 juin 1997 qui s'en approprie le contenu sont irréguliers pour le motif que ledit arrêté royal se borne, sans justifications apparentes, déclarées ou admissibles, à imposer, pour 1997, aux firmes pharmaceutiques ayant réalisé pour les médicaments remboursables un chiffre d'affaires en 1996 sur le marché belge, une "cotisation" égale à 1 p.c. de ce chiffre d'affaires, tout en s'abstenant d'exiger, pour la même année, une quelconque contribution, d'une part, des pharmaciens tenant officine ouverte au public ainsi que des médecins autorisés à tenir un dépôt de médicaments et, d'autre part, des grossistes répartiteurs en médicaments agréés, bien que ces trois catégories de personnes soient explicitement visées par l'article 10, 4°, de la loi précitée du 26 juillet 1996, imposant de la sorte aux firmes pharmaceutiques une obligation discriminatoire, ce qui implique que l'arrêté royal du 4 février 1997 ne peut être considéré comme pris en vertu de la loi du 26 juillet 1996, pour la raison que l'habilitation qu'elle contient doit être présumée conforme aux articles 10 et 11 de la Constitution, en manière telle que la loi de confirmation du 26 juin 1997 ne saurait être regardée comme une des lois visées à l'article 51, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996, ce qui amène à devoir considérer que l'objet de la loi de confirmation du 26 juin 1997 consiste à couvrir rétroactivement l'inconstitutionnalité, au demeurant non permise par la loi du 26 juillet 1996, de l'arrêté royal du 4 février 1997, à un moment où, par ailleurs, ce dernier était l'objet d'une contestation juridique portée devant la section d'administration du Conseil d'Etat par l'actuelle requérante ».

Position du Conseil des ministres

A.2.2. L'habilitation donnée au Roi n'implique pas qu'il devait opérer le même système de prélèvement que celui de l'article 191, 15°, de la loi du 14 juillet 1994. Il convient de rappeler les arrêts nos 24/91 et 41/91, dont l'argumentation peut être reprise en l'espèce.

Réponse de la requérante

A.2.3. Rien, dans le rapport au Roi, ne justifie que les entreprises pharmaceutiques soient traitées différemment des autres catégories de personnes visées à l'article 191, 19° et 20°, de la loi du 14 juillet 1994. Les trois catégories de personnes sont suffisamment comparables en ce qu'elles appartiennent toutes trois, ainsi que l'a dit la Cour dans ses arrêts des 10 octobre 1991 et 13 mai 1992, à la catégorie de ceux « dont le chiffre d'affaires est en relation étroite avec les dépenses supportées par l'assurance soins de santé ».

Puisque l'arrêté royal du 4 février 1997 méconnaît les articles 10 et 11 de la Constitution, il n'est pas conforme à l'habilitation dont il entend s'autoriser et la loi qui prétend le confirmer dégénère en une loi de validation qui n'est pas celle prévue par la loi du 26 juillet 1996.

*Troisième moyen**Position de la requérante*

A.3.1. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 105 ainsi que les articles 170 et 172 de la Constitution, le principe de la séparation des pouvoirs et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que l'arrêté royal du 4 février 1997 et la loi de confirmation du 26 juin 1997 qui s'en approprie le contenu sont irréguliers pour le motif que ledit arrêté royal établit, pour l'année 1997, un impôt à charge des firmes pharmaceutiques qu'il vise, un impôt qui est demeuré établi par voie purement réglementaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de confirmation du 26 juin 1997, ladite confirmation et la rétroactivité qui y est imprimée n'ayant d'autre objet que de tenter de couvrir l'irrégularité de l'établissement de cet impôt en soustrayant l'arrêté confirmé à tout contrôle juridictionnel opéré sur base de l'article 159 de la Constitution et des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, ladite confirmation législative intervenant, par ailleurs, à un moment où l'arrêté royal est contesté devant le Conseil d'Etat, les firmes pharmaceutiques ayant de la sorte été privées, à tout le moins lors de l'établissement de l'impôt et pendant toute la durée qui sépare l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 4 février 1997 de sa confirmation législative, d'une garantie essentielle consistant en ce que nul ne peut être soumis à un impôt ou en être exonéré que par décision d'une assemblée délibérante démocratiquement élue, les mêmes firmes pharmaceutiques étant, au surplus, privées après coup du droit de contester devant les juridictions judiciaires et administratives la régularité d'une atteinte ainsi portée à ladite garantie essentielle ».

Position du Conseil des ministres

A.3.2. Les cotisations se différencient radicalement d'impôts en ce qu'elles ne sont pas payées aux autorités qui ont le pouvoir de lever l'impôt, qu'elles ne figurent pas au budget de l'Etat et échappent à l'universalité de l'impôt et en ce qu'elles constituent des recettes d'affectation. En outre, il existe un lien entre l'assurance soins de santé et les firmes assujetties à la cotisation. Enfin, la cotisation est déductible fiscalement.

Même s'il s'agissait d'un impôt, en vertu du processus d'habilitation, la cotisation a été valablement établie par une loi, conformément aux articles 170 et 172 de la Constitution.

Réponse de la requérante

A.3.3. Dans l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt n° 24/91, le Conseil des ministres soutenait que la cotisation était bien un impôt. C'est l'opinion de la requérante de même que celle de la section de législation du Conseil d'Etat.

Il n'existe pas, à côté des rétributions, visées à l'article 173 de la Constitution, et des impôts, dont il est question aux articles 170 et 172, une catégorie intermédiaire comprenant la « parafiscalité ».

Il ressort de l'arrêt n° 18/98 qu'une délégation au Roi dans une matière réservée au législateur n'est compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution qu'à la double condition que des circonstances exceptionnelles la justifient et que les mesures prises par le Roi fassent l'objet d'une confirmation dans un délai relativement court. Rien ne démontre qu'il serait satisfait à la première condition.

Si même les deux conditions étaient réunies, il reste que la loi du 26 juin 1997 est intervenue à un moment où un recours était pendant au Conseil d'Etat, ce qui suffit à démontrer la violation des dispositions invoquées au moyen.

*Quatrième moyen**Position de la requérante*

A.4.1. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 160 de la Constitution, le principe de la séparation des pouvoirs et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que l'arrêté royal attaqué du 4 février 1997 et la loi de confirmation du 26 juin 1997 qui s'en approprie le contenu sont irréguliers pour le motif qu'il ne résulte pas du préambule de l'arrêté royal du 4 février 1997 qu'il a effectivement été soumis à l'avis du "Comité de gestion de la sécurité sociale" prévu à l'article 15 de la loi du

25 avril 1963 précitée et que partant, il y a tout lieu de croire qu'il n'a pas été soumis à cette formalité substantielle, ce qui implique que l'arrêté royal ne saurait être considéré comme un de ces arrêtés pris en vertu de ladite loi au sens de son article 51, § 1^{er}, en manière telle que la loi de confirmation du 26 juin 1997 ne saurait être regardée comme une des lois visées audit article 51, § 1^{er}, de cette même loi du 26 juillet 1996, ce qui conduit à devoir considérer que l'objet de la loi de confirmation du 26 juin 1997 ne peut être que de couvrir rétroactivement l'illégalité de l'arrêté royal du 4 février 1997 à un moment où, par ailleurs, ce dernier était l'objet d'un litige contestant sa légalité, porté devant la section d'administration du Conseil d'Etat par l'actuelle requérante ».

Position du Conseil des ministres

A.4.2. Aucun avis n'a été sollicité du comité de gestion, cette formalité n'étant pas nécessaire puisque l'arrêté a été pris d'urgence.

Réponse de la requérante

A.4.3. L'urgence alléguée n'est appuyée que par une formule-type qui permet de douter de sa réalité. L'avis pouvait être donné dans un délai de dix jours (article 15, alinéa 2, de la loi du 25 avril 1963) et l'article 50 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale permettait de l'abrèger davantage encore.

Cinquième moyen

Position de la requérante

A.5.1. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 105, 170 et 172 de la Constitution, le principe de la séparation des pouvoirs et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que l'arrêté royal du 4 février 1997 et la loi de confirmation du 26 juin 1997 qui s'en approprie le contenu sont irréguliers parce que ledit arrêté royal procède d'une habilitation, contenue dans la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique européenne, qui est à ce point large, étendue et vague, que cette loi du 26 juillet 1996 ne peut être considérée comme une loi attribuant formellement des pouvoirs au Roi,

Et en ce que l'arrêté royal du 4 février 1997 et la loi de confirmation du 26 juin 1997 qui s'en approprie le contenu sont irréguliers pour le motif que ledit arrêté royal établit, pour 1997, un impôt à charge des firmes pharmaceutiques qu'il vise, un impôt qui, en tout état de cause, est demeuré établi par voie purement réglementaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de confirmation du 26 juin 1997, ladite confirmation et la rétroactivité qui lui est donnée n'ayant d'autre objet que de couvrir l'irrégularité de l'impôt en soustrayant l'arrêté confirmé à tout contrôle juridictionnel opéré sur base de l'article 159 de la Constitution et des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, ladite confirmation législative intervenant, par ailleurs, à un moment où la régularité de l'arrêté royal est contestée devant le Conseil d'Etat, les firmes pharmaceutiques concernées ayant de la sorte été privées irrégulièrement, à tout le moins lors de l'établissement de l'impôt et pendant toute la durée qui sépare l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 4 février 1997 de sa confirmation législative, d'une garantie essentielle consistant en ce que nul ne peut être soumis à un impôt ou en être exonéré que par décision d'une assemblée délibérante démocratiquement élue, les mêmes firmes pharmaceutiques étant, au surplus, privées après coup du droit de contester devant les juridictions judiciaires et administratives la régularité de l'atteinte ainsi portée à une garantie essentielle revenant à tout justiciable ».

Position du Conseil des ministres

A.5.2. La loi d'habilitation définit les objectifs précis que le Roi doit poursuivre (article 3, § 1^{er}, 4^o). Quand elle autorise le Roi à prendre des mesures dans des matières réservées au législateur, les principes inscrits aux articles 170 et 172 de la Constitution sont préservés dès lors que la confirmation intervient promptement, ce qui fut le cas en l'espèce.

Réponse de la requérante

A.5.3. Les illégalités déjà signalées dans l'élaboration de l'arrêté royal du 4 février 1997 entraînent l'illégalité de celui-ci et transforment la loi de confirmation en loi de validation.

Les pouvoirs accordés au Roi sont, ainsi que l'avait souligné la section de législation du Conseil d'Etat, formulés de manière large et imprécise et ne satisfont pas à l'exigence de précision contenue à l'article 105 de la Constitution.

- B -

Quant à l'objet du recours

B.1. Le 26 juillet 1996, le législateur a adopté trois lois conférant des pouvoirs spéciaux au Roi. Deux de ces lois intéressent le présent recours en annulation :

- la loi visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne,
- la loi portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

B.2. Le 4 février 1997, le Roi a pris un arrêté « portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques en application de l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne ». L'article 1^{er} de cet arrêté oblige les firmes pharmaceutiques qui ont réalisé en 1996, sur le marché belge, un chiffre d'affaires sur certains médicaments à le déclarer. L'article 3 les soumet à l'obligation de verser une cotisation égale à 1 p.c. de ce chiffre d'affaires.

B.3. Le 26 juin 1997, le législateur a adopté une loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des trois lois du 26 juillet 1996 mentionnées en B.1.

L'article 8, 1^o, de cette loi porte confirmation de l'arrêté royal précité du 4 février 1997, avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Quant au premier moyen

B.4.1. L'article 3 de l'arrêté royal du 4 février 1997, confirmé par la loi du 26 juin 1997, met à charge des firmes pharmaceutiques, pour l'année 1997, une cotisation dont l'article 4 précise qu'elle doit être versée, avant le 1^{er} mai 1997, à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

B.4.2. Une telle mesure pouvait être prise par le Roi en vertu de l'habilitation que Lui donnait la disposition mentionnée dans l'intitulé de l'arrêté royal et invoquée dans le rapport au Roi précédant celui-ci : l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. Cet article est ainsi rédigé :

« § 1^{er}. Le Roi peut prendre des mesures pour :

[...]

2^o adapter, abroger, modifier ou remplacer les impôts, taxes, droits, rétributions, accises, amendes et autres recettes, et, en particulier, la base, le taux, les modalités de prélèvement et de perception et la procédure, à l'exclusion des procédures juridictionnelles;

[...]

4° garantir l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale; »

Cet article donne un fondement légal à l'arrêté royal du 4 février 1997.

B.4.3. La confirmation de cet arrêté royal a été faite dans le respect de l'article 6 de la même loi du 26 juillet 1996, dont le paragraphe 2, alinéa 2, dispose :

« Un projet de loi portant confirmation des arrêtés pris en vertu de la présente loi entre le 1^{er} octobre 1996 et le 31 mars 1997 est déposé à la Chambre des représentants à l'occasion du dépôt des projets concernant le contrôle budgétaire pour l'année 1997. Ces arrêtés cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant le 30 juin 1997. »

Le projet qui allait aboutir à la loi de confirmation a été déposé le 16 avril 1997 et la loi elle-même a été adoptée le 26 juin 1997 : les délais précités ont été respectés.

B.4.4. Il est vrai que la cotisation litigieuse paraît correspondre davantage à l'objectif spécifique inscrit à l'article 10, 4°, de l'autre loi du 26 juillet 1996, « portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions ».

L'article 10 de cette loi dispose, en effet :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, apporter toutes les modifications nécessaires aux dispositions de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, afin :

[...]

4° d'apporter des modifications aux ressources de l'assurance, notamment en prolongeant les cotisations et prélèvements visés à l'article 191, 15°, 19° et 20°; »

Le préambule de l'arrêté royal du 4 février 1997 vise d'ailleurs l'article 191, 15°, de la loi précitée coordonnée le 14 juillet 1994, cité à l'article 10, 4°, précité. Cet article 191, 15°, mentionne, parmi les ressources de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, le produit d'une cotisation sur le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises pharmaceutiques, sur le marché belge de certains médicaments, le Roi étant autorisé à en fixer le taux par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Sans doute la section de législation du Conseil d'Etat avait-elle estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire référence, dans l'article 5 de l'arrêté en projet, à cet article 191, 15°, puisque l'arrêté ne se fondait pas sur cette disposition (avis du 23 décembre 1996, *Moniteur belge* du 13 mars 1997, p. 5934). Il reste que, en la mentionnant dans le préambule, le Roi a clairement indiqué que la cotisation litigieuse serait, pour l'année 1997, celle que l'article 191, 15°, L'avait autorisé à prévoir pour les exercices précédents.

Il apparaît donc que le Roi s'est fondé sur l'habilitation plus large que Lui donne la loi du 26 juillet 1996 qui poursuit un objectif budgétaire pour prendre une mesure qu'Il pouvait prendre en exécution de la loi du même jour qui poursuit un objectif propre à la sécurité sociale.

B.4.5. Aux termes de l'article 105 de la Constitution, « le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que Lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même ».

B.4.6. Lorsque plusieurs lois habilient le Roi à prendre certaines mesures, une référence erronée dans l'intitulé ou dans le préambule d'un arrêté ne suffit pas à rendre celui-ci illégal s'il apparaît que le Roi est resté dans les limites des pouvoirs que ces lois Lui accordent.

B.4.7. En l'espèce, le législateur avait prévu que les habilitations générales données par la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne pourraient recouvrir les habilitations spécifiques données par l'autre loi du même jour propre à la matière de la sécurité sociale. L'article 3, § 2, alinéa 2, de la première de ces deux lois précise, en effet, au sujet des arrêtés pris en vertu de cette loi :

« Ces arrêtés ne peuvent toutefois porter préjudice aux dispositions de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Au sujet de cet article, la section de législation du Conseil d'Etat avait observé :

« Cette disposition pose un sérieux problème qui est celui de la délimitation exacte du champ d'application des deux lois d'habilitation, spécialement au regard des mesures que le Roi est habilité à prendre en vertu de l'article 3, § 1^{er}, 4°, du projet examiné. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 608/1, p. 20, note (1))

Dans l'exposé des motifs de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, le législateur précisa que cette disposition « implique [...] une restriction substantielle de l'habilitation au Roi » :

« L'article 3, § 2, alinéa 2, implique que, lorsqu'une matière n'est pas réglée par la loi portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, le Gouvernement peut, dans le cadre du présent projet de loi, prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'équilibre global de la sécurité sociale. Si, par contre, la matière est effectivement traitée par la loi portant modernisation de la sécurité sociale, les arrêtés d'application du présent projet de loi doivent respecter les dispositions de cette dernière. Dès lors, le contrôle juridictionnel du respect de l'habilitation se fera non seulement par référence au présent projet de loi, mais aussi par référence au projet de loi sur la modernisation de la sécurité sociale. »

B.4.8. Il s'ensuit que, lorsque le Roi prend des mesures fondées sur l'objectif budgétaire que s'est donné une des lois du 26 juillet 1996, Il ne peut méconnaître les mesures propres à la sécurité sociale dont l'objectif particulier est défini par l'autre loi du même jour qui a spécifiquement cette matière pour objet. Mais Il n'excède pas Ses pouvoirs en fondant sur l'habilitation qui Lui est donnée en matière budgétaire une mesure qui touche à la sécurité sociale dès lors que cette mesure n'est pas inconciliable avec celles qu'Il était habilité à prendre en cette matière, par l'article 10, 4°, de la loi du 26 juillet 1996, qui concerne la sécurité sociale et qui renvoie à l'article 191, 15°, de la loi relative à l'assurance contre la maladie et l'invalidité. La cotisation litigieuse ne porte pas davantage préjudice aux mesures que le Roi avait déjà prises dans le passé et qu'Il était habilité à prolonger par l'article 10, 4°, de la loi qui concerne la sécurité sociale.

B.4.9. L'arrêté royal du 4 février 1997 trouve donc son fondement légal dans l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. La confirmation de cet arrêté, qui est conforme à l'article 6, § 2, alinéa 2, de cette loi, n'a pas pour objet ni pour effet de valider un arrêté royal dépourvu de base légale. Cette confirmation explicitement prévue par cette disposition ayant été faite dans le délai légal, elle ne peut être tenue pour violant les articles 10 et 11 de la Constitution, même si elle a un effet rétroactif et même si elle a rendu incompétent le Conseil d'Etat, saisi d'un recours contre l'arrêté royal du 4 février 1997.

B.4.10. Le premier moyen n'est pas fondé.

Quant au deuxième moyen

B.5.1. L'article 191 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994, prévoit qu'une cotisation sera prélevée sur le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises pharmaceutiques (15°), par les pharmaciens tenant officine ouverte au public et par les médecins autorisés à tenir un dépôt de médicaments (19°), ainsi que par les grossistes répartiteurs (20°).

B.5.2. L'arrêté royal du 4 février 1997 n'impose le paiement de cette cotisation qu'aux entreprises visées à l'article 191, 15°, et non aux autres catégories de personnes visées à l'article 191, 19° et 20°. Il traite donc les entreprises pharmaceutiques différemment des autres personnes qui interviennent dans la distribution des médicaments.

B.5.3. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne que l'habilitation donnée au Roi par l'article 10, 4°, de cette loi vise un double objectif : d'une part, « prendre les mesures utiles dans ce domaine, tant en matière de recettes que de dépenses, afin de garantir l'équilibre financier des régimes »; d'autre part, assurer le financement « alternatif » de la sécurité sociale.

Cet objectif est détaillé de la manière suivante :

« Le deuxième objectif concerne le financement alternatif de la sécurité sociale. Ce mécanisme a été mis progressivement en place ces dernières années. Dans le cadre d'une politique active en faveur de l'emploi, il est en effet souhaitable de diminuer les charges qui pèsent sur le travail et partant, une compensation par le renforcement du financement alternatif sous forme d'une attribution de recettes fiscales à la sécurité sociale. Les mécanismes qui doivent permettre la réalisation de cet objectif ont pour but de rendre les recettes de la sécurité sociale moins dépendantes de l'évolution de la conjoncture économique. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 608/1, p. 8)

B.5.4. Il appartient au législateur, lorsqu'il recherche un financement « alternatif » de la sécurité sociale, d'apprécier quelles catégories de personnes doivent supporter la charge de cotisations qui sont affectées au financement du secteur des soins de santé de l'assurance maladie-invalidité.

B.5.5. Ce faisant, le législateur ne peut cependant méconnaître la portée des articles 10 et 11 de la Constitution en traitant les entreprises pharmaceutiques de façon discriminatoire par rapport à des catégories de personnes qui leur seraient comparables.

Les catégories de personnes mentionnées à l'article 191, 15°, 19° et 20°, de la loi du 9 août 1963 sont comparables en ce qu'elles interviennent à des étapes différentes de la mise sur le marché de produits pharmaceutiques.

B.5.6. En l'espèce, le législateur poursuit l'objectif général, en vue de l'adhésion de la Belgique à l'Union économique et monétaire, « de limiter le déficit public global à 3 pour cent du PIB, [de] poursuivre la réduction du ratio d'endettement et de garantir l'équilibre financier de la sécurité sociale » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 608/1, p. 4). Il n'a cependant attribué des pouvoirs au Roi que dans la mesure où les décisions qu'il prendra ont un effet direct sur les budgets 1996 ou 1997 (*ibid.*, p. 5). Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 4 février 1997 précise que la cotisation litigieuse est prévue « en attendant l'exécution de mesures structurelles » (*Moniteur belge*, 13 mars 1997, p. 5933) et il motive la mesure par la constatation suivante :

« L'évolution récente des dépenses de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités montre, pour 1996, un dépassement important de l'objectif budgétaire fixé.

Sur base de ces constatations, on peut s'attendre pour l'année 1997 également à un dépassement plus que probable de l'objectif global. » (*ibid.*)

B.5.7. L'article 3 de l'arrêté royal confirmé du 4 février 1997 impose le versement d'une cotisation de 1 p.c. du chiffre d'affaires réalisé, en vertu de l'article 1^{er}, sur « les médicaments inscrits dans les listes qui sont annexées à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés ».

Il est conforme à l'objectif mentionné en B.5.6, dans le contexte rappelé dans les travaux préparatoires précités, de lever une cotisation sur les médicaments qui donnent lieu à un remboursement par l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

B.5.8. Sans doute le Roi pourrait-il prélever une cotisation à charge de chacune des catégories de personnes mentionnées à l'article 191 précité.

Mais les pharmaciens tenant une officine ouverte au public et les médecins autorisés à tenir un dépôt de médicaments doivent respecter des obligations déontologiques particulières et obéir à des contraintes plus strictes en matière de prix. En outre, de même que les grossistes répartiteurs, ils ne peuvent influencer l'offre de médicaments de la même manière que les firmes pharmaceutiques.

Il existe donc, entre les catégories de personnes mentionnées à l'article 191, des différences objectives qui justifient qu'elles puissent être traitées différemment, sans que ce traitement inégal soit discriminatoire.

B.5.9. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

Quant au troisième moyen

B.6.1. L'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne délègue au Roi une compétence qui peut l'amener à exercer une compétence fiscale. Une telle délégation est, en principe, interdite par les articles 170 et 172 de la Constitution, qui réservent cette compétence à la loi.

B.6.2. En l'espèce, les pouvoirs spéciaux attribués au Roi sont cependant justifiés par la nécessité de permettre à la Belgique de participer en temps utile à l'Union économique et monétaire. En outre, l'article 6, § 2, de la même loi du 26 juillet 1996 a prévu que les mesures prises par le Roi seraient examinées par le pouvoir législatif, dans un délai relativement court, en vue de leur confirmation. En confirmant, le 26 juin 1997, l'arrêté royal du 4 février 1997, le législateur s'est conformé à cette disposition.

B.6.3. Une telle procédure de confirmation renforce le contrôle du législateur sur l'exercice du pouvoir qu'il consent au Roi. La disposition attaquée ne peut donc être considérée comme ayant pour objet de paralyser le contrôle de légalité instauré par l'article 159 de la Constitution. La circonstance que l'arrêté royal du 4 février 1997 faisait l'objet d'un recours en annulation pendant devant le Conseil d'Etat ne peut priver le législateur d'une compétence qu'il s'était expressément réservée.

B.6.4. Il s'ensuit que, sans qu'il y ait lieu d'examiner si la cotisation litigieuse est un impôt, la loi attaquée ne peut être considérée comme visant à valider un arrêté royal illégal, de telle sorte qu'elle n'a pas privé une catégorie de personnes de la garantie des articles 170 et 172 de la Constitution.

B.6.5. Le moyen n'est pas fondé.

Quant au quatrième moyen

B.7.1. En vertu de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963, l'arrêté royal du 4 février 1997 devait être préalablement soumis à l'avis du comité de gestion, « sauf en cas d'urgence ». L'urgence est expressément visée dans le préambule de l'arrêté. Pour justifier que l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat fût demandé dans le délai de trois jours mentionné à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, il était allégué « qu'il est urgent de prendre des mesures pour rétablir l'équilibre financier de la sécurité sociale, compte tenu du dépassement significatif de l'objectif budgétaire du secteur de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités » (*Moniteur belge*, 13 mars 1997, p. 5933).

B.7.2. L'absence de consultation du comité de gestion étant justifiée par l'urgence, l'arrêté royal du 4 février 1997 n'a pas été pris en méconnaissance de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963.

B.7.3. Le moyen étant manifestement mal fondé, il n'y a pas lieu d'examiner sa recevabilité.

Quant au cinquième moyen

B.8.1. Si l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 4^o, précité attribue au Roi des pouvoirs étendus, il ne s'ensuit pas que tout arrêté pris en vertu de cette habilitation serait irrégulier. En confirmant l'arrêté du 4 février 1997, le législateur a nécessairement considéré que cet acte réglementaire n'excédait pas les limites de l'habilitation accordée au Roi. La mesure litigieuse est d'ailleurs identique à celle que le Roi avait été autorisé à prendre, pour des exercices antérieurs, par l'article 191, 15^o, de la loi précitée coordonnée le 14 juillet 1994.

B.8.2. Les autres critiques développées au cinquième moyen se confondent avec celles qui ont été examinées avec les moyens précédents.

B.8.3. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 28 janvier 1999.

Le greffier f.f.,

R. Moerenhout.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 99 — 430

[C - 99/21031]

Arrest nr. 9 /99 van 28 januari 1999

Rolnummer 1262

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 8, 1^o, van de wet van 26 juni 1997 « tot bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen », in zoverre het het koninklijk besluit van 4 februari 1997 « houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2^o en 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie » bekrachtigt, ingesteld door de vennootschap naar Nederlands recht « Merck Sharp & Dohme BV ».

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door referendaris R. Moerenhout, waarnemend griffier, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 december 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 24 december 1997, heeft de vennootschap naar Nederlands recht « Merck Sharp & Dohme BV », met maatschappelijke zetel te Haarlem (Nederland), Waarderweg 39, en met bedrijfszetel in België te 1180 Brussel, Waterloostraatweg 1135, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 8, 1^o, van de wet van 26 juni 1997 « tot bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 juni 1997), in zoverre het het koninklijk besluit van 4 februari 1997 « houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2^o en 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie » bekrachtigt.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 24 december 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 9 februari 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1998.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 27 maart 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 20 april 1998 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 15 mei 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 27 mei 1998 en 26 november 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, respectievelijk verlengd tot 23 december 1998 en 23 juni 1999.

De Ministerraad heeft het Hof op 26 juni 1998 een « memorie van wederantwoord » overgezonden, die uit de debatten wordt geweerd, aangezien in een dergelijk document niet is voorzien bij de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Bij beschikking van 23 september 1998 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 4 november 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 september 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 4 november 1998 :

- zijn verschenen :

. Mr. X. Leurquin, advocaat bij de balie te Brussel voor de verzoekende partij;

. Mr. J. Vanden Eynde en Mr. J.-M. Wolter, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Eerste middel

Standpunt van de verzoekende partij

A.1.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 160 van de Grondwet, het beginsel van de scheiding der machten en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« doordat het bestreden koninklijk besluit van 4 februari 1997 en artikel 8, 1°, van de bekrachtigingswet van 26 juni 1997, dat zich de inhoud ervan toe-eigent, onregelmatig zijn om reden dat het voormeld koninklijk besluit geen grondslag kan vinden in artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, noch in artikel 10, 4°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, hetgeen inhoudt dat het voormeld koninklijk besluit niet kan worden beschouwd als zijnde genomen krachtens de eerste wet van 26 juli 1996, in de zin van artikel 6, § 2, tweede lid, ervan, noch als zijnde genomen ter uitvoering van de tweede wet van 26 juli 1996, in de zin van artikel 51, § 1, ervan, zodat de bekrachtigingswet van 26 juni 1997 noch één van die wetten bedoeld in artikel 6, § 2, tweede lid, van de eerste wet van 26 juli 1996, noch een wet bedoeld in artikel 51, § 1, van de tweede wet van 26 juli 1996 is, hetgeen ertoe leidt dat moet worden gesteld dat het doel van de bekrachtigingswet van 26 juni 1997 enkel erin kan bestaan met terugwerkende kracht een wettelijke grondslag te verlenen aan het koninklijk besluit van 4 februari 1997, dat een dergelijke grondslag volkomen ontbeerde, op een ogenblik waarop overigens het voormeld koninklijk besluit het voorwerp uitmaakte van een geschil tot betwisting van de wettigheid ervan, hangende voor de afdeling administratie van de Raad van State en ingeleid door de huidige verzoekende partij ».

Standpunt van de Ministerraad

A.1.2. De niet-verwijzing naar de wet ter uitvoering waarvan een koninklijk besluit wordt genomen, alsmede de fout in een dergelijke verwijzing, doet geen afbreuk aan de wettigheid ervan. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft de aangevoerde grondslag niet betwist, namelijk artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, wat niet inhoudt dat het besluit geen andere grondslag zou kunnen hebben, namelijk artikel 10, 4°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Het koninklijk besluit diende niet te worden bekrachtigd vóór 31 december 1996 maar vóór 30 april 1997, overeenkomstig artikel 51 van de laatstvermelde wet.

De aangevochten bepaling had wel degelijk tot gevolg dat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 binnen de wettelijke termijn werd bekrachtigd, en niet dat het retroactief een wettelijke grondslag kreeg dat het niet zou hebben gehad. Het gaat dus wel degelijk om een bekrachtiging en niet om een geldigverklaring, en de rechtspraak van het arrest nr. 49/95 dient dus te worden toegepast.

Antwoord van de verzoekende partij

A.1.3. De bekrachtiging die in een machtigingswet is ingeschreven, kan enkel betrekking hebben op de koninklijke besluiten die zijn aangenomen met inachtneming van de grond- en vormvoorwaarden die bij de machtigingswet zijn voorgeschreven, alsmede bij de wetten die in samenhang ermee moeten worden gelezen. Zij kan de onregelmatigheden niet dekken van een koninklijk besluit dat de materiële en temporele beperkingen die door dezelfde wetten zijn opgelegd, niet in acht zou nemen.

Te dezen is aangetoond dat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 wettelijke grondslag miste. De wet van 26 juni 1997 kan dus niet als enig doel en enig gevolg hebben retroactief kracht van wet te verlenen aan een onwettig koninklijk besluit dat voor de Raad van State wordt aangevochten. Dat besluit is trouwens door andere onwettigheden aangetast : niet-inachtneming van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg; schending van artikel 3bis van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State. Het gaat dus wel degelijk om een wettelijke geldigverklaring, die niet kan worden toegestaan, omdat geen enkele bijzondere omstandigheid ze verantwoordt.

De andere middelen zijn subsidiair aangevoerd, voor het geval dat zou worden geoordeeld dat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 theoretisch een wettelijke grondslag kan vinden in de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

*Tweede middel**Standpunt van de verzoekende partij*

A.2.1. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 160 van de Grondwet, het beginsel van de scheiding der machten en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« doordat het aangevochten koninklijk besluit van 4 februari 1997 en zijn bekrachtigingswet van 26 juni 1997, die zich de inhoud ervan toe-eigent, onregelmatig zijn om reden dat het voormeld koninklijk besluit zich zonder zichtbare, uitgesproken of toelaatbare verantwoording ertoe beperkt voor 1997 aan de farmaceutische bedrijven die met vergoedbare geneesmiddelen in 1996 een omzet op de Belgische markt hebben verwezenlijkt, een 'heffing' op te leggen, gelijk aan 1 pct. van die omzet, terwijl het zich ervan onthoudt voor hetzelfde jaar enige bijdrage te eisen, enerzijds, van de apothekers met een voor het publiek toegankelijke officina alsook van de geneesheren die een vergunning hebben om een geneesmiddelen depot te houden en, anderzijds, van de erkende groothandelverdelers van geneesmiddelen, ofschoon die drie categorieën van personen uitdrukkelijk zijn beoogd in artikel 10, 4°, van de voormelde wet van 26 juli 1996, waarbij aldus aan de farmaceutische bedrijven een discriminerende verplichting wordt opgelegd, hetgeen impliceert dat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 niet kan worden beschouwd als zijnde genomen krachtens de wet van 26 juli 1996, omdat de machtiging die zij bevat, moet worden verondersteld in overeenstemming te zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, zodat de bekrachtigingswet van 26 juni 1997 niet zou kunnen worden beschouwd als zijnde één van de wetten bedoeld in artikel 51, § 1, van de wet van 26 juli 1996, hetgeen ertoe leidt dat moet worden gesteld dat het doel van de bekrachtigingswet van 26 juni 1997 erin bestaat met terugwerkende kracht de overigens bij de wet van 26 juli 1996 niet toegestane ongrondwettigheid van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 te dekken op een ogenblik waarop overigens dat koninklijk besluit het voorwerp uitmaakte van een rechtsgeschil dat door de huidige verzoekster voor de afdeling administratie van de Raad van State was gebracht ».

Standpunt van de Ministerraad

A.2.2. De aan de Koning gegeven machtiging houdt niet in dat Hij dezelfde heffingsregeling tot stand diende te brengen als in artikel 195, 15°, van de wet van 14 juli 1994. Er dient te worden verwezen naar de arresten nrs. 24/91 en 41/91, waarvan de argumentatie te dezen kan worden overgenomen.

Antwoord van de verzoekende partij

A.2.3. In het verslag aan de Koning verantwoordt niets dat de farmaceutische bedrijven anders zouden worden behandeld dan de andere categorieën van personen die zijn bedoeld in artikel 191, 19° en 20°, van de wet van 14 juli 1994. De drie categorieën van personen zijn voldoende vergelijkbaar doordat zij, zoals het Hof heeft gezegd in zijn arresten van 10 oktober 1991 en 13 mei 1992, alle drie behoren tot de categorie van diegenen « wier omzetcijfer in nauw verband staat met de door de ziekte- en invaliditeitsverzekering gedragen uitgaven ».

Vermits het koninklijk besluit van 4 februari 1997 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, is het niet in overeenstemming met de machtiging die het zich wil toe-eigenen en de wet die beweert het te bekrachtigen, verwordt tot een wet tot geldigverklaring die niet degene is waarin de wet van 26 juli 1996 voorziet.

*Derde middel**Standpunt van de verzoekende partij*

A.3.1. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 105 alsook met de artikelen 170 en 172 van de Grondwet, het beginsel van de scheiding der machten en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« doordat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 en de bekrachtigingswet van 26 juni 1997, die zich de inhoud ervan toe-eigent, onregelmatig zijn om reden dat het voormeld koninklijk besluit, voor het jaar 1997, een belasting vestigt ten laste van de farmaceutische bedrijven die het beoogt, een belasting die gevestigd is gebleven via louter reglementaire weg tot aan de inwerkingtreding van de bekrachtigingswet van 26 juni 1997, waarbij die bekrachtiging en die terugwerkende kracht die erin is verankerd geen ander doel hebben dan te trachten de onregelmatigheid van de vestiging van die belasting te dekken door het bekrachtigde besluit te onttrekken aan iedere jurisdictionele toetsing die zou worden verricht op grond van artikel 159 van de Grondwet en de gecoördineerde wetten op de Raad van State, welke wetgevende bekrachtiging trouwens geschiedt op een ogenblik waarop het koninklijk besluit voor de Raad van State is betwist, zodat de farmaceutische bedrijven, althans bij de vestiging van de belasting en tijdens de hele periode tussen de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 en de wetgevende bekrachtiging ervan, een essentiële waarborg wordt ontzegd die erin bestaat dat niemand aan een belasting mag worden onderworpen of ervan mag worden vrijgesteld dan bij beslissing van een democratisch verkozen beraadslagende vergadering, waarbij diezelfde farmaceutische bedrijven bovendien naderhand het recht wordt ontzegd om voor de gewone en administratieve rechtscolleges de regelmatigheid te betwisten van een inbreuk die aldus wordt gemaakt op de voormelde essentiële waarborg ».

Standpunt van de Ministerraad

A.3.2. De heffingen onderscheiden zich radicaal van belastingen doordat zij niet worden betaald aan de overheden die de bevoegdheid hebben om de belasting te heffen, doordat zij niet voorkomen op de staatsbegroting en ontsnappen aan het universeel karakter van de belasting en doordat zij ontvangsten vormen met een welbepaalde bestemming. Bovendien bestaat er een verband tussen de verzekering voor geneeskundige verzorging en de firma's die aan de heffing zijn onderworpen. Tot slot is de heffing fiscaal aftrekbaar.

Zelfs al mocht het om een belasting gaan, dan is de heffing, krachtens het machtigingsproces, geldig vastgesteld door een wet, overeenkomstig de artikelen 170 en 172 van de Grondwet.

Antwoord van de verzoekende partij

A.3.3. In de zaak die aanleiding heeft gegeven tot het arrest nr. 24/91 beweerde de Ministerraad dat de heffing wel degelijk een belasting was. Dat is de mening van de verzoekende partij en ook die van de afdeling wetgeving van de Raad van State.

Naast de retributies bedoeld in artikel 173 van de Grondwet en de belastingen waarvan sprake is in de artikelen 170 en 172, bestaat er geen tussencategorie die de « parafiscaliteit » omvat.

Uit het arrest nr. 18/98 blijkt dat een machtiging aan de Koning in een aan de wetgever voorbehouden aangelegenheid niet verenigbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet dan op de dubbele voorwaarde dat uitzonderlijke omstandigheden de machtiging verantwoorden en dat de door de Koning genomen maatregelen binnen een redelijk korte termijn worden bekrachtigd. Niets toont aan dat de eerste voorwaarde zou zijn vervuld.

Zelfs indien de twee voorwaarden waren vervuld, blijft nog het feit dat de wet van 26 juni 1997 tot stand is gekomen op een ogenblik waarop een beroep voor de Raad van State hangende was, wat voldoende is om de schending van de in het middel aangevoerde bepalingen aan te tonen.

Vierde middel

Standpunt van de verzoekende partij

A.4.1. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 160 van de Grondwet, het beginsel van de scheiding der machten en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« doordat het bestreden koninklijk besluit van 4 februari 1997 en de bekrachtigingswet van 26 juni 1997, die zich de inhoud ervan toe-eigent, onregelmatig zijn om reden dat niet uit de aanhef van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 blijkt dat het daadwerkelijk is onderworpen aan het advies van het 'Beheerscomité van de sociale zekerheid' waarin artikel 15 van de voormelde wet van 25 april 1963 voorziet en er bijgevolg alle redenen toe bestaan om aan te nemen dat het niet aan die substantiële formaliteit werd onderworpen, hetgeen inhoudt dat het koninklijk besluit niet zou kunnen worden beschouwd als zijnde één van die besluiten genomen krachtens de voormelde wet in de zin van artikel 51, § 1, ervan, zodat de bekrachtigingswet van 26 juni 1997 niet zou kunnen worden aangezien als één van de wetten bedoeld in het voormelde artikel 51, § 1, van diezelfde wet van 26 juli 1996, hetgeen ertoe leidt dat moet worden gesteld dat het doel van de bekrachtigingswet van 26 juni 1997 enkel erin kan bestaan met terugwerkende kracht de onwettigheid van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 te dekken op een ogenblik waarop het laatstgenoemde overigens het voorwerp uitmaakte van een geschil tot betwisting van de wettigheid ervan, voor de afdeling administratie van de Raad van State aanhangig gemaakt door de huidige verzoekster ».

Standpunt van de Ministerraad

A.4.2. Aan het beheerscomité werd geen enkel advies gevraagd, daar die formaliteit noodzakelijk was vermits het besluit in een spoedprocedure is aangenomen.

Antwoord van de verzoekende partij

A.4.3. De vermeende spoedbehandeling wordt slechts gesteund door een type-formule die twijfel laat bestaan over de realiteit ervan. Het advies kon binnen een termijn van tien dagen worden gegeven (artikel 15, tweede lid, van de wet van 25 april 1963) en artikel 50 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid maakte het mogelijk de termijn nog meer in te korten.

Vijfde middel

Standpunt van de verzoekende partij

A.5.1. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 105, 170 en 172 van de Grondwet, het beginsel van de scheiding der machten en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« doordat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 en de bekrachtigingswet van 26 juni 1997, die zich de inhoud ervan toe-eigent, onregelmatig zijn omdat het voormeld koninklijk besluit uitgaat van een machtiging vervat in de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, machtiging die dermate ruim, uitgebreid en vaag is dat die wet van 26 juli 1996 niet kan worden beschouwd als zijnde een wet die uitdrukkelijk bevoegdheden aan de Koning toekent,

en doordat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 en de bekrachtigingswet van 26 juni 1997, die zich de inhoud ervan toe-eigent, onregelmatig zijn om reden dat het voormeld koninklijk besluit, voor 1997, ten laste van de farmaceutische firma's die het beoogt, een belasting vestigt die in ieder geval gevestigd is gebleven via louter reglementaire weg tot aan de inwerkingtreding van de bekrachtigingswet van 26 juni 1997, waarbij die bekrachtiging en de terugwerkende kracht die eraan wordt gegeven geen ander doel hebben dan de onregelmatigheid van de belasting te dekken door het bekrachtigde besluit te onttrekken aan iedere jurisdictionele toetsing die zou worden verricht op basis van artikel 159 van de Grondwet en de gecoördineerde wetten op de Raad van State, welke wetgevende bekrachtiging trouwens geschiedt op een ogenblik waarop de regelmatigheid van het koninklijk besluit voor de Raad van State is betwist, waarbij de betrokken farmaceutische bedrijven aldus op onregelmatige wijze, althans bij de vestiging van de belasting en tijdens de gehele periode tussen de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 en de wetgevende bekrachtiging ervan, een essentiële waarborg wordt ontzegd die erin bestaat dat niemand aan een belasting mag worden onderworpen of ervan mag worden vrijgesteld dan bij beslissing van een democratisch verkozen beraadslagende vergadering, waarbij diezelfde farmaceutische bedrijven bovendien naderhand het recht wordt ontzegd om voor de gewone en administratieve rechtscolleges de regelmatigheid te betwisten van de inbreuk die aldus wordt gemaakt op een essentiële waarborg die aan iedere rechtzoekende toekomt ».

Standpunt van de Ministerraad

A.5.2. De machtigingswet definieert de precieze doelstellingen die de Koning kan nastreven (artikel 3, § 1, 4°). Wanneer zij de Koning toestaat maatregelen te nemen in aangelegenheden die aan de wetgever zijn voorbehouden, worden de in de artikelen 170 en 172 van de Grondwet ingeschreven beginselen gevrijwaard als de bekrachtiging snel plaatsvindt, wat te dezen het geval was.

Antwoord van de verzoekende partij

A.5.3. De onwettigheden die reeds werden gesignaleerd bij de totstandkoming van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 brengen de onwettigheid van dat besluit met zich mee en vormen de bekrachtigingswet om tot een validatiewet.

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State had gesteld, zijn de aan de Koning toegewezen bevoegdheden geformuleerd op een ruime en onnauwkeurige manier en voldoen zij niet aan de vereiste van nauwkeurigheid die is vervat in artikel 105 van de Grondwet.

- B -

Ten aanzien van het onderwerp van het beroep

B.1. Op 26 juli 1996 heeft de wetgever drie wetten aangenomen die aan de Koning bijzondere machten toekennen. Twee van die wetten zijn in dit beroep tot vernietiging aan de orde :

- de wet strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie,
- de wet tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

B.2. Op 4 februari 1997 heeft de Koning een besluit genomen « houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische produkten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie ». Artikel 1 van dat besluit verplicht de farmaceutische firma's die in 1996 op de Belgische markt een omzet met sommige geneesmiddelen hebben verwezenlijkt, daarvan aangifte te doen. Artikel 3 verplicht hen een heffing gelijk aan 1 pct. van die omzet te betalen.

B.3. Op 26 juni 1997 heeft de wetgever een wet aangenomen tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de drie in B.1 vermelde wetten van 26 juli 1996.

Artikel 8, 1°, van die wet bekrachtigt het voormelde koninklijk besluit van 4 februari 1997, met uitwerking op de datum van de inwerkingtreding ervan.

Ten aanzien van het eerste middel

B.4.1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 4 februari 1997, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 1997, legt aan de farmaceutische firma's, voor het jaar 1997, een heffing op waarvan artikel 4 preciseert dat zij vóór 1 mei 1997 moet worden gestort aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

B.4.2. Een dergelijke maatregel kon door de Koning worden genomen krachtens de machtiging die Hem werd gegeven door de bepaling vermeld in het opschrift van het koninklijk besluit en aangevoerd in het verslag aan de Koning dat eraan voorafging : artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. Dat artikel is als volgt geformuleerd :

« § 1. De Koning kan maatregelen nemen om :

[...]

2° de belastingen, taksen, rechten, retributies, accijnzen, boeten en andere ontvangsten aan te passen, op te heffen, te wijzigen of te vervangen en inzonderheid de grondslag, het tarief, de nadere regels voor heffing en inning en de procedure, met uitsluiting van de rechtsprekende procedures;

[...]

4° het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid te waarborgen; »

Dat artikel geeft een wettelijke grondslag aan het koninklijk besluit van 4 februari 1997.

B.4.3. De bekrachtiging van dat koninklijk besluit is gebeurd met inachtneming van artikel 6 van dezelfde wet van 26 juli 1996, waarvan paragraaf 2, tweede lid, bepaalt :

« Een ontwerp van wet tot bekrachtiging van de besluiten, genomen krachtens deze wet tussen 1 oktober 1996 en 31 maart 1997, wordt bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend ter gelegenheid van de indiening van de ontwerpen inzake de begrotingscontrole voor het jaar 1997. Deze besluiten houden op uitwerking te hebben op 30 juni 1997, tenzij zij vóór die datum bij wet zijn bekrachtigd. »

Het ontwerp dat tot de bekrachtigingswet zou leiden is neergelegd op 16 april 1997 en de wet zelf is aangenomen op 26 juni 1997 : de voormelde termijnen zijn in acht genomen.

B.4.4. Het is juist dat de betwiste heffing meer lijkt overeen te stemmen met de specifieke doelstelling die is bepaald in artikel 10, 4°, van de andere wet van 26 juni 1996, « tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels ».

Artikel 10 van die wet bepaalt immers :

« De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, in de bepalingen van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, alle nuttige wijzigingen aanbrengen teneinde :

[...]

4° wijzigingen aan te brengen in de verzekeringsinkomsten, inzonderheid de heffingen bedoeld in artikel 191, 15°, 19° en 20° te verlengen; »

De aanhef van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 beoogt trouwens artikel 191, 15°, van de op 14 juli 1994 gecoördineerde wet, geciteerd in het voormelde artikel 10, 4°. Dat artikel 191, 15°, vermeldt, bij de inkomsten van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, de opbrengst van een heffing op de omzet die door de farmaceutische bedrijven is verwezenlijkt op de Belgische markt van sommige geneesmiddelen, heffing waarvan de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit het bedrag kan vaststellen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State was wellicht van oordeel dat in artikel 5 van het besluit in ontwerp niet moest worden verwezen naar dat artikel 191, 5°, vermits het besluit niet op die bepaling steunde (advies van 23 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 13 maart 1997, p. 5934). Niettemin blijft het zo dat, door de vermelding ervan in de aanhef, de Koning duidelijk heeft aangegeven dat de betwiste heffing voor het jaar 1997 dezelfde zou zijn als die welke Hij op grond van artikel 191, 15°, had kunnen vaststellen voor de voorgaande dienstjaren.

De Koning blijkt zich dus te hebben gebaseerd op de ruimere machtiging die Hem wordt gegeven door de wet van 26 juli 1996 die een budgettaire doel nastreeft om een maatregel te nemen die Hij kon nemen ter uitvoering van de wet van dezelfde dag die een doelstelling met betrekking tot de sociale zekerheid nastreeft.

B.4.5. Naar luid van artikel 105 van de Grondwet heeft « de Koning [...] geen andere macht dan die welke de Grondwet en de bijzondere wetten, krachtens de Grondwet zelf uitgevaardigd, Hem uitdrukkelijk toekennen ».

B.4.6. Wanneer verschillende wetten de Koning machtigen om bepaalde maatregelen te nemen, is een verkeerde verwijzing in het opschrift of in de aanhef van een besluit niet voldoende om dat besluit onwettig te maken indien blijkt dat de Koning binnen de perken van de bevoegdheden is gebleven die Hem door die wetten worden toegekend.

B.4.7. Te dezen had de wetgever bepaald dat de algemene machtigingen gegeven door de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie de specifieke machtigingen zouden kunnen dekken die werden gegeven door de andere wet van dezelfde dag met betrekking tot de sociale zekerheid. Artikel 3, § 2, tweede lid, van de eerste van die twee wetten bepaalt immers ten aanzien van de besluiten genomen krachtens die wet :

« Deze besluiten kunnen evenwel geen afbreuk doen aan de bepalingen van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

In verband met dat artikel had de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt :

« Deze bepaling doet een ernstig probleem rijzen in verband met de precieze afbakening van de werkingssfeer van de twee machtigingswetten, inzonderheid uit het oogpunt van de maatregelen die de Koning gemachtigd is te nemen krachtens artikel 3, § 1, 4°, van het onderzochte ontwerp. » (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 608/1, p. 20, noot (1))

In de memorie van toelichting bij de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, preciseerde de wetgever dat die bepaling « een substantiële beperking inhoudt op de delegatie aan de Koning » :

« Artikel 3, § 2, tweede lid betekent dat, wanneer in de wet tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, een bepaalde aangelegenheid niet is behandeld, de Regering, binnen het kader van dit ontwerp van wet de maatregelen kan nemen met het oog op het globaal evenwicht van de sociale zekerheid. Wanneer daarentegen de aangelegenheid wel is behandeld in de wet tot modernisering van de sociale zekerheid, dan moeten de toepassingsbesluiten van het huidig ontwerp van wet de bepalingen van de wet tot modernisering van de sociale zekerheid respecteren. Aldus zal de rechterlijke controle van de machtiging niet enkel gebeuren met verwijzing naar dit ontwerp, maar tevens met verwijzing naar het wetsontwerp tot modernisering van de sociale zekerheid. »

B.4.8. Daaruit volgt dat, wanneer de Koning maatregelen neemt die gegrond zijn op de budgettaire doelstelling die is vervat in een van de wetten van 26 juli 1996, Hij niet de maatregelen kan miskennen die eigen zijn aan de sociale zekerheid waarvan de bijzondere doelstelling is gedefinieerd in de andere wet van dezelfde dag die specifiek die aangelegenheid als onderwerp heeft. Maar Hij overschrijdt Zijn bevoegdheden niet door op de machtiging die Hem op begrotingsvlak wordt gegeven, een maatregel te gronden die verband houdt met de sociale zekerheid, aangezien die maatregel niet onverenigbaar is met de maatregelen die Hij gemachtigd was in die aangelegenheid te nemen bij artikel 10, 4°, van de wet van 26 juli 1996, dat betrekking heeft op de sociale zekerheid en verwijst naar artikel 191, 15°, van de wet betreffende de ziekte- en invaliditeitsverzekering. De betwiste heffing doet evenmin afbreuk aan de maatregelen die de Koning reeds in het verleden had genomen en die Hij door artikel 10, 4°, van de wet die op de sociale zekerheid betrekking heeft, gemachtigd was te verlengen.

B.4.9. Het koninklijk besluit van 4 februari 1997 vindt dus zijn wettelijke grondslag in artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. De bekrachtiging van dat besluit, die in overeenstemming is met artikel 6, § 2, tweede lid, van die wet, heeft niet tot doel, noch tot gevolg een koninklijk besluit zonder wettelijke basis geldig te verklaren. Aangezien die bekrachtiging, die uitdrukkelijk is voorgeschreven bij die bepaling, binnen de wettelijke termijn is gebeurd, kan zij niet worden geacht de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te schenden, zelfs al heeft zij een terugwerkend effect en zelfs al heeft zij de Raad van State, waarbij een beroep tegen het koninklijk besluit van 4 februari 1997 aanhangig is gemaakt, onbevoegd gemaakt.

B.4.10. Het eerste middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

B.5.1. Artikel 191 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994, bepaalt dat een heffing zal worden uitgevoerd op de omzet verwezenlijkt door de farmaceutische firma's (15°), door de apothekers met een voor het publiek toegankelijke officina en door de geneesheren die een vergunning hebben om een geneesmiddelen depot te houden (19°), alsmede door de groothandelverdelers (20°).

B.5.2. Het koninklijk besluit van 4 februari 1997 legt de betaling van die heffing enkel op aan de bedrijven die zijn bedoeld in artikel 191, 15°, en niet aan de andere categorieën van personen die zijn bedoeld in artikel 191, 19° en 20°. Het behandelt de farmaceutische bedrijven dus anders dan de andere personen die optreden in de distributie van geneesmiddelen.

B.5.3. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie blijkt dat de machtiging die door artikel 10, 4°, van die wet aan de Koning is gegeven, een dubbele doelstelling heeft : enerzijds, « de nodige maatregelen nemen, zowel inzake ontvangsten als inzake uitgaven, om het financieel evenwicht te verzekeren »; anderzijds, de alternatieve financiering van de sociale zekerheid verzekeren.

Die doelstelling is op de volgende manier uiteengezet :

« De tweede doelstelling heeft betrekking op de alternatieve financiering van de sociale zekerheid. Deze is de jongste jaren geleidelijk uitgebouwd. Het is de bedoeling van de Regering deze verder te ontwikkelen. In het kader van een actieve werkgelegenheidsbeleid is immers een vermindering wenselijk van de lasten die wegen op arbeid en dus een compensatie via de versterking van de alternatieve financiering onder vorm van een toewijzing van fiscale ontvangsten aan de sociale zekerheid. De mechanismen die dit doel moeten realiseren, beogen de inkomsten van de sociale zekerheid minder afhankelijk te maken van de evolutie van de economische conjunctuur. » (*Gedr. St., Kamer, 1995-1996, nr. 608/1, p. 8*)

B.5.4. Het komt de wetgever toe, wanneer hij een alternatieve financiering van de sociale zekerheid beoogt, te oordelen welke categorieën van personen de last van bijdragen dienen te dragen die bestemd zijn voor de financiering van de sector geneeskundige verzorging van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

B.5.5. Daarbij vermag de wetgever evenwel niet de draagwijdte van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te miskennen door de farmaceutische bedrijven op discriminerende wijze te behandelen ten opzichte van met hen vergelijkbare categorieën van personen.

De categorieën van personen vermeld in artikel 191, 15°, 19° en 20°, van de wet van 9 augustus 1963 zijn vergelijkbaar doordat zij optreden in verschillende stadia van de commercialisering van de farmaceutische producten.

B.5.6. Te dezen heeft de wetgever, met het oog op de toetreding van België tot de Economische en Monetaire Unie, als algemene doelstelling « het globale overheidstekort tot 3 pct. van het BBP te beperken, de schuldratio verder te verminderen en het financieel evenwicht van de sociale zekerheid te waarborgen » (*Gedr. St., Kamer, 1995-1996, nr. 608/1, p. 4*). Hij heeft aan de Koning evenwel slechts bevoegdheden toegekend in zoverre de beslissingen die Hij zal nemen een rechtstreeks effect hebben op de begrotingen 1996 of 1997 (*ibid.*, p. 5). In het verslag aan de Koning voorafgaand aan het koninklijk besluit van 4 februari 1997 is gesteld dat de betwiste heffing is voorgeschreven « in afwachting van de tenuitvoerlegging van structurele maatregelen » (*Belgisch Staatsblad*, 13 maart 1997, p. 5933) en de maatregel wordt door de volgende vaststelling gemotiveerd :

« Uit de recente evolutie van de uitgaven in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen blijkt een aanzienlijke overschrijding van het vastgestelde begrotingsobjectief in 1996.

Ook voor 1997 kan op basis van deze vaststellingen een meer dan waarschijnlijke overschrijding van het globaal objectief verwacht worden. » (*ibid.*)

B.5.7. Artikel 3 van het bekrachtigd koninklijk besluit van 4 februari 1997 legt de verplichting op een bijdrage van 1 pct. te storten op de omzet verwezenlijkt, krachtens artikel 1, op « de geneesmiddelen ingeschreven in de lijsten die als bijlage gevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde produkten ».

Het is in overeenstemming met de doelstelling vermeld in B.5.6, in de context waaraan in de voormelde parlementaire voorbereiding wordt herinnerd, een bijdrage te heffen op de geneesmiddelen die aanleiding geven tot een terugbetaling door de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

B.5.8. De Koning zou wellicht een bijdrage kunnen opleggen aan iedere categorie van personen opgenomen in het voormelde artikel 191.

Maar de apothekers met een voor het publiek toegankelijke officina en de geneesheren die een vergunning hebben om een geneesmiddelenpot te houden dienen bijzondere deontologische verplichtingen na te leven en striktere regels inzake prijzen in acht te nemen. Bovendien kunnen zij, evenmin als de groothandelverdelers, het aanbod van geneesmiddelen niet op dezelfde manier beïnvloeden als de farmaceutische bedrijven.

Er bestaan dus tussen in artikel 191 vermelde categorieën van personen objectieve verschillen die verantwoordend dat zij verschillend kunnen worden behandeld, zonder dat die ongelijke behandeling discriminerend zou zijn.

B.5.9. Het tweede middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het derde middel

B.6.1. Artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie verleent aan de Koning een bevoegdheid die Hem ertoe kan brengen een fiscale bevoegdheid uit te oefenen. Een dergelijke delegatie is in beginsel verboden door de artikelen 170 en 172 van de Grondwet, die die bevoegdheid aan de wet voorbehouden.

B.6.2. Te dezen worden de aan de Koning toegewezen bijzondere machten evenwel verantwoord door de noodzakelijkheid om België in staat te stellen te gepasten tijde aan de Economische en Monetaire Unie deel te nemen. Bovendien heeft artikel 6, § 2, van dezelfde wet van 26 juli 1996 erin voorzien dat de door de Koning genomen maatregelen binnen een relatief korte termijn door de wetgevende macht zullen worden onderzocht met het oog op hun bekrachtiging. Door het koninklijk besluit van 4 februari 1997 op 26 juni 1997 te bekrachtigen, heeft de wetgever zich naar die bepaling geschikt.

B.6.3. Een dergelijke bekrachtigingsprocedure verstevigt de controle van de wetgever op de uitoefening van de macht die hij aan de Koning geeft. De aangevochten bepaling kan dus niet worden geacht tot doel te hebben de bij artikel 159 van de Grondwet ingestelde wettigheidstoetsing onmogelijk te maken. De omstandigheid dat het koninklijk besluit van 4 februari 1997 het voorwerp was van een beroep tot vernietiging voor de Raad van State, kan de wetgever er niet van weerhouden een bevoegdheid uit te oefenen die hij zich uitdrukkelijk heeft voorbehouden.

B.6.4. Daaruit volgt dat, zonder dat moet worden onderzocht of de betwiste heffing een belasting is, de aangevochten wet niet kan worden geacht tot doel te hebben een onwettig koninklijk besluit geldig te verklaren, zodat zij de in de artikelen 170 en 172 van de Grondwet bepaalde waarborg niet aan een categorie van personen heeft ontzegd.

B.6.5. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vierde middel

B.7.1. Krachtens artikel 15 van de wet van 25 april 1963 diende het koninklijk besluit van 4 februari 1997 vooraf te worden onderworpen aan het advies van het beheerscomité, « behoudens in spoedeisende gevallen ». De spoedbehandeling is uitdrukkelijk beoogd in de aanhef van het besluit. Om te verantwoorden dat het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State werd gevraagd binnen de termijn van drie dagen, vermeld in artikel 84, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, werd aangevoerd « dat dringend maatregelen moeten genomen om het financieel evenwicht van de sociale zekerheid te herstellen, rekening houdende met de beduidende overschrijding van het begrotingsobjectief in de sector van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen » (*Belgisch Staatsblad*, 13 maart 1997, p. 5933).

B.7.2. Aangezien het niet raadplegen van het beheerscomité werd verantwoord door het spoedeisend karakter, is het koninklijk besluit van 4 februari 1997 niet genomen met schending van artikel 15 van de wet van 25 april 1963.

B.7.3. Aangezien het middel klaarblijkelijk ongegrond is, dient de ontvankelijkheid ervan niet te worden onderzocht.

Ten aanzien van het vijfde middel

B.8.1. Kent het voormelde artikel 3, § 1, 2° en 4°, weliswaar uitgebreide machten toe aan de Koning, dan volgt daaruit nog niet dat elk besluit genomen krachtens die machtiging onregelmatig zou zijn. Door het besluit van 4 februari 1997 te bekrachtigen heeft de wetgever noodzakelijkerwijze geoordeeld dat die verordeningsakte de grenzen van de aan de Koning toegekende machtiging niet overschreed. De betwiste maatregel is trouwens identiek met de maatregel die de Koning was toegestaan te nemen voor de vorige dienstjaren, op grond van artikel 191, 15°, van de voormelde op 14 juli 1994 gecoördineerde wet.

B.8.2. De andere punten van kritiek die in het vijfde middel zijn uiteengezet, vallen samen met die welke zijn onderzocht bij de vorige middelen.

B.8.3. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 28 januari 1999.

De wnd. griffier,
R. Moerenhout.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 99 — 430

[C - 99/21031]

Urteil Nr. 9 /99 vom 28. Januar 1999

Geschäftsverzeichnisnummer 1262

In Sacher: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 8 Nr. 1 des Gesetzes vom 26. Juni 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion, des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Förderung der Beschäftigung und zur präventiven Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit ergangen sind», soweit er den königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 «zur Festlegung - für das Jahr 1997 - einer Abgabe auf den Umsatz mit bestimmten pharmazeutischen Erzeugnissen, in Anwendung des Artikels 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion» bestätigt, erhoben von der Gesellschaft niederländischen Rechts «Merck Sharp & Dohme BV».

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Referenten R. Moerenhout als stellvertretender Kanzlers, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 23. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 24. Dezember 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Gesellschaft niederländischen Rechts «Merck Sharp & Dohme BV», mit Gesellschaftssitz in Haarlem (Niederlande), Waarderweg 39, und mit belgischem Betriebssitz in 1180 Brüssel, chaussée de Waterloo 1135, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 8 Nr. 1 des Gesetzes vom 26. Juni 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion, des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Förderung der Beschäftigung und zur präventiven Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit ergangen sind» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Juni 1997), soweit er den königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 «zur Festlegung - für das Jahr 1997 - einer Abgabe auf den Umsatz mit bestimmten pharmazeutischen Erzeugnissen, in Anwendung des Artikels 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion» bestätigt.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 24. Dezember 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 9. Februar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Februar 1998.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 27. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 20. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 15. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 27. Mai 1998 und vom 26. November 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 23. Dezember 1998 bzw. 23. Juni 1999 verlängert.

Der Ministerrat hat dem Hof am 26. Juni 1998 einen «Gegenerwidierungsschriftsatz» übermittelt, der von der Verhandlung ausgeschlossen wird, da ein solches Schriftstück nicht im Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof vorgesehen ist.

Durch Anordnung vom 23. September 1998 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 4. November 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 24. September 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 4. November 1998

- erschienen

. RA X. Leurquin, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,

. RA J. Vanden Eynde und RA J.-M. Wolter, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

*Erster Klagegrund**Standpunkt der klagenden Partei*

A.1.1. Der erste Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 160 der Verfassung, dem Grundsatz der Gewaltentrennung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem der angefochtene königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 und Artikel 8 Nr. 1 des Bestätigungsgesetzes vom 26. Juni 1997, der sich dessen Inhalt anmaßt, rechtswidrig sind, weil der vorgenannte königliche Erlaß weder in Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion noch in Artikel 10 Nr. 4 des Gesetzes vom

26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen eine Grundlage finden kann, was bedeutet, daß der vorgenannte königliche Erlaß weder als kraft des erstgenannten Gesetzes vom 26. Juli 1996 im Sinne von Artikel 6 § 2 Absatz 2 dieses Gesetzes ergangen noch als zur Durchführung des zweiten Gesetzes vom 26. Juli 1996 im Sinne von Artikel 51 § 1 dieses Gesetzes ergangen betrachtet werden kann, so daß das Bestätigungsgesetz vom 26. Juni 1997 weder eines dieser Gesetze im Sinne von Artikel 6 § 2 Absatz 2 des erstgenannten Gesetzes vom 26. Juli 1996 noch ein Gesetz im Sinne von Artikel 51 § 1 des zweiten Gesetzes vom 26. Juli 1996 ist, was dazu führt, daß festzuhalten ist, daß das Ziel des Bestätigungsgesetzes vom 26. Juni 1997 nur darin bestehen kann, dem königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 rückwirkend eine gesetzliche Grundlage zu vermitteln, der einer solchen Grundlage vollkommen entbehre, übrigens zu einem Zeitpunkt, wo der vorgenannte königliche Erlaß Gegenstand einer vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats anhängigen und von der gegenwärtigen klagenden Partei eingeleiteten Streitsache zur Anfechtung seiner Gesetzmäßigkeit war».

Standpunkt des Ministerrats

A.1.2. Das Nichtvorhandensein einer Bezugnahme auf das Gesetz, zu dessen Durchführung ein königlicher Erlaß ergehe, oder der Fehler in einer solchen Bezugnahme beeinträchtigt nicht seine Gesetzmäßigkeit. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats habe die angeführte Grundlage nicht bestritten, und zwar Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion, was nicht bedeute, daß der Erlaß keine andere Grundlage haben könnte, und zwar Artikel 10 Nr. 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen.

Der königliche Erlaß habe nicht vor dem 31. Dezember 1996, sondern vor dem 30. April 1997 gemäß Artikel 51 des letztgenannten Gesetzes bestätigt werden sollen.

Die angefochtene Bestimmung habe tatsächlich zur Folge gehabt, daß der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 innerhalb der gesetzlichen Frist bestätigt worden sei, nicht aber, daß ihm rückwirkend eine gesetzliche Grundlage verliehen worden sei, welche er nicht gehabt hätte. Es handele sich also tatsächlich um eine Bestätigung und nicht um eine Wirksamklärung, weshalb die Rechtsprechung des Urteils Nr. 49/95 anzuwenden sei.

Erwiderung der klagenden Partei

A.1.3. Die in einem Ermächtigungsgesetz enthaltene Bestätigung könne sich lediglich auf die königlichen Erlasse beziehen, die unter Beachtung der durch das Ermächtigungsgesetz sowie durch die in Verbindung damit zu betrachtenden Gesetze vorgesehenen Grund- und Formbedingungen ergangen seien. Sie könne nicht die Gesetzwidrigkeiten eines königlichen Erlasses decken, der die durch dieselben Gesetze auferlegten materiellen und zeitlichen Beschränkungen nicht beachten würde.

Im vorliegenden Fall sei dargelegt worden, daß der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 der gesetzlichen Grundlage entbehre. Das Gesetz vom 26. Juni 1997 könne also nicht zum alleinigen Ziel und zur alleinigen Folge haben, daß einem gesetzwidrigen, vor dem Staatsrat angefochtenen königlichen Erlaß rückwirkend Gesetzeskraft verliehen werde. Dieser Erlaß sei übrigens mit weiteren Gesetzwidrigkeiten behaftet: Nichtbeachtung des Gesetzes vom 25. April 1963 über die Verwaltung der Einrichtungen öffentlichen Interesses für soziale Sicherheit und Sozialfürsorge; Verletzung von Artikel 3bis der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat. Es handele sich also tatsächlich um eine gesetzgeberische Wirksamklärung, die nicht statthaft sei, weil sie durch keinen besonderen Umstand gerechtfertigt werde.

Die weiteren Klagegründe würden hilfsweise vorgebracht, für den Fall, daß geurteilt werden sollte, daß der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 theoretisch im Gesetz vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen eine gesetzliche Grundlage finden könnte.

Zweiter Klagegrund

Standpunkt der klagenden Partei

A.2.1. Der Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 160 der Verfassung, dem Grundsatz der Gewaltentrennung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem der angefochtene königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 und sein Bestätigungsgesetz vom 26. Juni 1997, das sich dessen Inhalt anmaßt, rechtswidrig sind, da der vorgenannte königliche Erlaß sich ohne ersichtliche, erklärte oder zulässige Begründung darauf beschränkt, für 1997 den pharmazeutischen Unternehmen, die mit erstattungsfähigen Arzneimitteln 1996 einen Umsatz auf dem belgischen Markt getätigt haben, eine ' Abgabe ' in Höhe von einem Prozent von diesem Umsatz aufzuerlegen, während er für dasselbe Jahr keinerlei Beitrag verlangt von einerseits den Apothekern, die eine für die Öffentlichkeit zugängliche Apotheke betreiben, sowie den Ärzten, die ermächtigt sind, ein Arzneimitteldepot zu führen, und andererseits den zugelassenen Großhandelsverteilern von Arzneimitteln, obwohl diese drei Kategorien ausdrücklich in Artikel 10 Nr. 4 des vorgenannten Gesetzes vom 26. Juli 1996 ins Auge gefaßt werden, wodurch somit den pharmazeutischen Unternehmen eine diskriminierende Verpflichtung auferlegt wird, was bedeutet, daß der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 nicht als kraft des Gesetzes vom 26. Juli 1996 ergangen betrachtet werden kann, weil die darin enthaltene Ermächtigung als den Artikeln 10 und 11 der Verfassung entsprechend zu gelten hat, so daß das Ermächtigungsgesetz vom 26. Juni 1997 nicht als eines der Gesetze im Sinne von Artikel 51 § 1 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 betrachtet werden könnte, was dazu führt, daß festzuhalten ist, daß das Ziel des Bestätigungsgesetzes vom 26. Juni 1997 darin besteht, die übrigens durch das Gesetz vom 26. Juli 1996 nicht erlaubte Verfassungswidrigkeit des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 rückwirkend zu decken, und zwar zu einem Zeitpunkt, wo übrigens dieser königliche Erlaß Gegenstand eines durch die gegenwärtige Klägerin vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats anhängig gemachten Streitfalls war».

Standpunkt des Ministerrats

A.2.2. Die dem König erteilte Ermächtigung bedeute nicht, daß Er die gleiche Abgabenregelung hätte zustande bringen müssen wie in Artikel 195 Nr. 15 des Gesetzes vom 14. Juli 1994. Es sei auf die Urteile Nrn. 24/91 und 41/91 zu verweisen, deren Argumentation im vorliegenden Fall übernommen werden könne.

Erwiderung der klagenden Partei

A.2.3. Der Bericht an den König enthalte keine Begründung dafür, daß die pharmazeutischen Unternehmen anders behandelt würden als die anderen Kategorien von Personen, auf die sich Artikel 191 Nrn. 19 und 20 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 beziehe. Die drei Kategorien von Personen seien in ausreichendem Maße vergleichbar, indem sie - wie der Hof in seinen Urteilen vom 10. Oktober 1991 und vom 13. Mai 1992 erkannt habe - alle drei zur Kategorie derjenigen gehörten, «deren Umsatz in engem Zusammenhang mit den von der Kranken- und Invalidenversicherung zu deckenden Ausgaben steht».

Da der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, stehe er nicht in Übereinstimmung mit der Ermächtigung, die er sich anmaßen wolle, und das Gesetz, das ihn bestätigen wolle, werde zu einem Wirksamklärungsgesetz, das nicht dem Sinn des Gesetzes vom 26. Juni 1996 entspreche.

Dritter Klagegrund

Standpunkt der klagenden Partei

A.3.1. Der Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 105 sowie mit den Artikeln 170 und 172 der Verfassung, dem Grundsatz der Gewaltentrennung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 und das Bestätigungsgesetz vom 26. Juni 1997, das sich dessen Inhalt anmaßt, regelwidrig sind, da der vorgenannte königliche Erlaß für das Jahr 1997 eine Steuer zu Lasten der pharmazeutischen Unternehmen, die darin ins Auge gefaßt werden, einführt, wobei diese Steuer lediglich im Verordnungswege bis zum Inkrafttreten des Bestätigungsgesetzes vom 26. Juni 1997 festgesetzt geblieben ist, wobei diese Bestätigung und die darin vorgesehene Rückwirkung kein anderes Ziel haben, als zu versuchen, die Regelwidrigkeit der Festsetzung dieser Steuer zu decken, indem der bestätigte Erlaß jeder richterlichen Prüfung entzogen wird, die aufgrund von Artikel 159 der Verfassung und der koordinierten Gesetze über den Staatsrat durchgeführt werden würde, wobei diese gesetzgeberische Bestätigung übrigens zu einem Zeitpunkt erfolgt, wo der königliche Erlaß vor dem Staatsrat angefochten worden ist, so daß den pharmazeutischen Unternehmen wenigstens bei der Festsetzung der Steuer und während des ganzen Zeitraums zwischen dem Inkrafttreten des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 und dessen gesetzgeberischer Bestätigung eine wesentliche Garantie versagt wird, die darin besteht, daß niemand mit einer Steuer belegt oder davon befreit werden darf, es sei denn durch Entscheidung einer demokratisch gewählten beratenden Versammlung, wobei denselben pharmazeutischen Unternehmen außerdem nachträglich das Recht versagt wird, vor den ordentlichen und Verwaltungsgerichten die Regelmäßigkeit eines somit gegen die besagte wesentliche Garantie begangenen Verstoßes anzufechten».

Standpunkt des Ministerrats

A.3.2. Die Abgaben würden sich radikal von den Steuern unterscheiden, indem sie nicht an die für die Steuererhebung zuständigen Behörden bezahlt würden, indem sie nicht im Staatshaushalt vorgesehen seien und sich dem Universalcharakter der Steuer entzögen und indem sie Einnahmen mit eindeutiger Zweckbestimmung darstellen würden. Außerdem gebe es einen Zusammenhang zwischen der Gesundheitspflegeversicherung und den Unternehmen, die mit der Abgabe belegt würden. Schließlich sei die Abgabe steuerlich absetzbar.

Auch wenn es um eine Steuer gehen würde, so sei die Abgabe kraft des Ermächtigungsverfahrens in rechtsgültiger Weise durch ein Gesetz festgelegt worden, und zwar gemäß den Artikeln 170 und 172 der Verfassung.

Erwiderung der klagenden Partei

A.3.3. In der Rechtssache, die zum Urteil Nr. 24/91 geführt habe, habe der Ministerrat behauptet, daß die Abgabe tatsächlich eine Steuer gewesen sei. Dies entspreche der Meinung der klagenden Partei sowie der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats.

Neben den Abgaben, auf die sich Artikel 173 der Verfassung beziehe, und den Steuern, von denen in den Artikeln 170 und 172 die Rede sei, gebe es keine Zwischenkategorie, die die «Parafiskalität» umfassen würde.

Aus dem Urteil Nr. 18/98 gehe hervor, daß eine Ermächtigung an den König in einer dem Gesetzgeber vorbehaltenen Angelegenheit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung nur unter der doppelten Voraussetzung vereinbar sei, daß außergewöhnliche Umstände die Ermächtigung rechtfertigen würden und daß die vom König ergriffenen Maßnahmen innerhalb einer angemessenerweise kurzen Frist bestätigt würden. Er zeige sich keineswegs, daß die erstgenannte Bedingung erfüllt wäre.

Auch wenn die beiden Bedingungen erfüllt wären, sei immerhin darauf hinzuweisen, daß das Gesetz vom 26. Juni 1997 zu einem Zeitpunkt zustande gekommen sei, wo eine Klage vor dem Staatsrat anhängig gewesen sei, was die Verletzung der im Klagegrund angeführten Bestimmungen in ausreichendem Maße unter Beweis stelle.

Vierter Klagegrund

Standpunkt der klagenden Partei

A.4.1. Der Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 160 der Verfassung, dem Grundsatz der Gewaltentrennung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem der angefochtene königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 und das Bestätigungsgesetz vom 26. Juni 1997, das sich dessen Inhalt anmaßt, regelwidrig sind, weil aus der Präambel zum königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 nicht hervorgeht, daß er tatsächlich dem Gutachten des ' Geschäftsführenden Ausschusses der sozialen Sicherheit ' unterworfen worden ist, welches in Artikel 15 des vorgenannten Gesetzes vom 25. April 1963 vorgesehen ist, und es demzufolge jeden Grund zur Annahme gibt, daß er nicht dieser wesentlichen Formalität unterworfen wurde, was bedeutet, daß der königliche Erlaß nicht als einer dieser kraft des vorgenannten Gesetzes im Sinne von Artikel 51 § 1 ergangenen Erlasse betrachtet werden könnte, so daß das Bestätigungsgesetz vom 26. Juni 1997 nicht als eines der Gesetze im Sinne des vorgenannten Artikels 51 § 1 desselben Gesetzes vom 26. Juli 1996 betrachtet werden könnte, was dazu führt, daß festzuhalten ist, daß das Ziel des Bestätigungsgesetzes vom 26. Juni 1997 lediglich darin bestehen kann, die Gesetzwidrigkeit des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 rückwirkend zu decken, und zwar zu einem Zeitpunkt, wo letzterer übrigens Gegenstand eines von der gegenwärtigen Klägerin anhängig gemachten Streitfalls auf Anfechtung seiner Gesetzmäßigkeit vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats war».

Standpunkt des Ministerrats

A.4.2. Der Geschäftsführende Ausschuß sei nicht um ein Gutachten gebeten worden, da diese Formalität nicht erforderlich gewesen sei, weil der Erlaß im Schnellverfahren ergangen sei.

Erwiderung der klagenden Partei

A.4.3. Das angebliche Schnellverfahren beruhe lediglich auf einer Musterformel, die Zweifel über sein wirkliches Vorhandensein entstehen lasse. Das Gutachten habe innerhalb einer zehntägigen Frist abgegeben werden können (Artikel 15 Absatz 2 des Gesetzes vom 25. April 1963), und Artikel 50 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit habe eine weitere Fristverkürzung ermöglicht.

*Fünfter Klagegrund**Standpunkt der klagenden Partei*

A.5.1. Der Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 105, 170 und 172 der Verfassung, dem Grundsatz der Gewaltentrennung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 und das Bestätigungsgesetz vom 26. Juni 1997, das sich dessen Inhalt anmaßt, regelwidrig sind, weil der vorgenannte königliche Erlaß von einer im Gesetz vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion enthaltenen Ermächtigung ausgeht, die derart weitgefaßt, ausgedehnt und vage ist, daß dieses Gesetz vom 26. Juli 1996 nicht als ein Gesetz betrachtet werden kann, welches dem König ausdrücklich Zuständigkeiten einräumt,

und indem der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 und das Bestätigungsgesetz vom 26. Juni 1997, welches sich dessen Inhalt anmaßt, regelwidrig sind, weil der vorgenannte königliche Erlaß für 1997 zu Lasten der pharmazeutischen Unternehmen, die darin ins Auge gefaßt werden, eine Steuer einführt, die auf jeden Fall lediglich im Verordnungswege bis zum Inkrafttreten des Bestätigungsgesetzes vom 26. Juni 1997 festgesetzt geblieben ist, wobei diese Bestätigung und die diesbezüglich verliehene Rückwirkung lediglich zum Zweck haben, die Regelwidrigkeit der Steuer zu decken, indem der bestätigte Erlaß jeder richterlichen Prüfung aufgrund von Artikel 159 der Verfassung und der koordinierten Gesetze über den Staatsrat entzogen wird, wobei diese gesetzgeberische Bestätigung übrigens zu einem Zeitpunkt erfolgt, wo die Regelmäßigkeit des königlichen Erlasses vor dem Staatsrat angefochten wird, wobei den betroffenen pharmazeutischen Unternehmen somit auf regelwidrige Weise, wenigstens bei der Festsetzung der Steuer und während des gesamten Zeitraums zwischen dem Inkrafttreten des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 und der gesetzgeberischen Bestätigung desselben eine wesentliche Garantie versagt wird, die darin besteht, daß niemand mit einer Steuer belegt und davon befreit werden darf, es sei denn, durch eine Entscheidung einer demokratisch gewählten beratenden Versammlung, wobei denselben pharmazeutischen Unternehmen außerdem nachträglich das Recht versagt wird, vor den ordentlichen und Verwaltungsgerichten die Regelmäßigkeit des somit begangenen Verstoßes gegen eine wesentliche, einem jeden Rechtsuchenden zustehende Garantie anzufechten».

Standpunkt des Ministerrats

A.5.2. Das Ermächtigungsgesetz definiere die genauen Zielsetzungen, die der König verfolgen könne (Artikel 3 § 1 Nr. 4). Wenn sie dem König erlaube, Maßnahmen in dem Gesetzgeber vorbehaltenen Angelegenheiten zu ergreifen, würden die in den Artikeln 170 und 172 der Verfassung verankerten Grundsätze beachtet, wenn die Bestätigung rasch erfolge, was im vorliegenden Fall zutrefte.

Erwiderung der klagenden Partei

A.5.3. Die bereits bei der Entstehung des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 hervorgehobenen Gesetzwidrigkeiten würden die Gesetzwidrigkeit dieses Erlasses mit sich bringen und das Bestätigungsgesetz zu einem Wirksamklärungsgesetz machen.

Wie die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats hervorgehoben habe, seien die dem König zugewiesenen Zuständigkeiten weit gefaßt und ungenau formuliert worden und entsprächen sie nicht dem Erfordernis der Genauigkeit im Sinne von Artikel 105 der Verfassung.

- B -

Hinsichtlich des Klagegegenstands

B.1. Am 26. Juli 1996 hat der Gesetzgeber drei Gesetze verabschiedet, die dem König Sondervollmachten einräumen. Zwei von diesen Gesetzen stehen im Rahmen dieser Nichtigkeitsklage zur Debatte:

- das Gesetz zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion,
- das Gesetz zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen.

B.2. Am 4. Februar 1997 hat der König einen Erlaß «zur Festlegung - für das Jahr 1997 - einer Abgabe auf den Umsatz mit bestimmten pharmazeutischen Erzeugnissen, in Anwendung des Artikels 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion» ergehen lassen. Artikel 1 dieses Erlasses verpflichtet die pharmazeutischen Unternehmen, die 1996 auf dem belgischen Markt einen Umsatz mit bestimmten Arzneimitteln getätigt haben, dazu, eine diesbezügliche Erklärung abzugeben. Artikel 1 verpflichtet sie dazu, eine Abgabe in Höhe von 1 Prozent dieses Umsatzes zu entrichten.

B.3. Am 26. Juni 1997 hat der Gesetzgeber ein Gesetz zur Bestätigung der in Anwendung der drei in B.1 genannten Gesetze vom 26. Juli 1996 ergangenen königlichen Erlasse verabschiedet.

Artikel 8 Nr. 1 dieses Gesetzes bestätigt den vorgenannten königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 mit Wirkung vom Tag seines Inkrafttretens.

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

B.4.1. Artikel 3 des durch das Gesetz vom 26. Juni 1997 bestätigten königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 belegt die pharmazeutischen Unternehmen für das Jahr 1997 mit einer Abgabe, wobei Artikel 4 präzisiert, daß sie vor dem 1. Mai 1997 an das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung zu überweisen ist.

B.4.2. Eine solche Maßnahme konnte vom König ergriffen werden kraft der Ermächtigung, die Ihm durch die Bestimmung erteilt wurde, welche in der Überschrift des königlichen Erlasses genannt und im vorausgehenden Bericht an den König angeführt wurde: Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion. Dieser Artikel lautet folgendermaßen:

«§ 1. Der König kann Maßnahmen ergreifen, um

[...]

2. die Steuern, Abgaben, Gebühren, Akzisen, Bußgelder und andere Einnahmen anzupassen, aufzuheben, abzuändern oder zu ersetzen und insbesondere die Grundlage, den Satz, die Modalitäten der Erhebung und Eintreibung und das Verfahren, unter Ausschluß der Rechtsprechungsverfahren;

[...]

4. das finanzielle Gleichgewicht der Systeme der sozialen Sicherheit zu gewährleisten;»

Dieser Artikel verleiht dem königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 eine gesetzliche Grundlage.

B.4.3. Die Bestätigung dieses königlichen Erlasses erfolgte unter Beachtung des Artikels 6 desselben Gesetzes vom 26. Juli 1996, dessen Paragraph 2 Absatz 2 bestimmt:

«Ein Gesetzesentwurf zur Bestätigung der zwischen dem 1. Oktober 1996 und dem 31. März 1997 kraft dieses Gesetzes ergangenen Erlasse wird bei der Einreichung der Entwürfe bezüglich der Haushaltskontrolle für das Jahr 1997 bei der Abgeordnetenkommission eingereicht. Diese Erlasse werden am 30. Juni 1997 unwirksam, wenn sie vor diesem Datum nicht durch ein Gesetz bestätigt worden sind.»

Der Entwurf, der zum Bestätigungsgesetz führen sollte, wurde am 16. April 1997 hinterlegt, und das Gesetz selbst wurde am 26. Juni 1997 verabschiedet; die vorgenannten Fristen sind somit beachtet worden.

B.4.4. Es ist richtig, daß die fragliche Abgabe vielmehr mit der spezifischen Zielsetzung übereinzustimmen scheint, die in Artikel 10 Nr. 4 des anderen Gesetzes vom 26. Juni 1996, «zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen», festgelegt wurde.

Artikel 10 dieses Gesetzes bestimmt nämlich:

«Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß an den Bestimmungen des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung alle zweckdienlichen Änderungen vornehmen, um

[...]

4. an den Einkünften der Versicherung Änderungen vorzunehmen, insbesondere durch die Verlängerung der Beiträge im Sinne von Artikel 191 Nrn. 15, 19 und 20;»

Die Präambel zum königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 bezieht sich übrigens auf Artikel 191 Nr. 15 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes, auf den sich der vorgenannte Artikel 10 Nr. 4 bezieht. Dieser Artikel 191 Nr. 15 erwähnt unter den Einkünften der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung den Ertrag eines Beitrags auf den Umsatz, den die pharmazeutischen Betriebe auf dem belgischen Markt für bestimmte Arzneimittel tätigen, wobei der König durch im Ministerrat beratenen Erlaß die Höhe dieses Beitrags festlegen kann.

Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats hat zwar die Ansicht vertreten, daß in Artikel 5 des im Entwurfsstadium befindlichen Erlasses nicht auf diesen Artikel 191 Nr. 5 verwiesen werden müsse, da der Erlaß nicht auf dieser Bestimmung beruhe (Gutachten vom 23. Dezember 1996, *Belgisches Staatsblatt* vom 13. März 1997, S. 5934). Nichtsdestoweniger ist weiterhin festzuhalten, daß der König durch die Erwähnung in der Präambel eindeutig angegeben hat, daß die fragliche Abgabe für das Jahr 1997 mit derjenigen identisch sein würde, die er aufgrund von Artikel 191 Nr. 15 für die vorangehenden Geschäftsjahre hätte festsetzen können.

Der König hat sich angeblich also auf die weiterreichende Ermächtigung basiert, die ihm durch das Gesetz vom 26. Juli 1996 erteilt wird, welches ein Haushaltsziel verfolgt, um eine Maßnahme zu ergreifen, die er zur Durchführung des Gesetzes vom selben Tag, welches eine Zielsetzung bezüglich der sozialen Sicherheit verfolgt, ergreifen konnte.

B.4.5. Laut Artikel 105 der Verfassung hat «der König [...] keine andere Gewalt als die, die ihm die Verfassung und die aufgrund der Verfassung selbst ergangenen besonderen Gesetze ausdrücklich übertragen».

B.4.6. Wenn mehrere Gesetze den König dazu ermächtigen, bestimmte Maßnahmen zu ergreifen, ist ein falscher Hinweis in der Überschrift oder in der Präambel eines Erlasses nicht ausreichend, damit dieser Erlaß gesetzwidrig wird, wenn es sich herausstellt, daß der König die Grenzen der Zuständigkeiten, die ihm durch die Gesetze zuerkannt werden, nicht überschritten hat.

B.4.7. Im vorliegenden Fall hatte der Gesetzgeber bestimmt, daß die allgemeinen Ermächtigungen durch das Gesetz vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion die spezifischen Ermächtigungen decken könnten, die durch das andere Gesetz vom selben Tag bezüglich der sozialen Sicherheit erteilt wurden. Artikel 3 § 2 Absatz 2 des ersten Gesetzes bestimmt nämlich angesichts der kraft dieses Gesetzes ergangenen Erlasse:

«Diese Erlasse dürfen jedoch den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen keinen Abbruch tun.»

In Zusammenhang mit diesem Artikel hatte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats folgendes betont:

«Diese Bestimmung führt zu einem ernsthaften Problem in Zusammenhang mit der genauen Abgrenzung des Wirkungsbereichs der beiden Ermächtigungsgesetze, insbesondere aus der Sicht der Maßnahmen, die der König kraft des Artikels 3 § 1 Nr. 4 des geprüften Entwurfs zu ergreifen berechtigt ist.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 608/1, S. 20, Note (1))

In der Begründung zum Gesetz vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion präzisierte der Gesetzgeber, daß diese Bestimmung «eine wesentliche Einschränkung der dem König erteilten Delegation beinhaltet»:

«Artikel 3 § 2 Absatz 2 bedeutet, daß, wenn im Gesetz zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen eine bestimmte Angelegenheit nicht behandelt wurde, die Regierung im Rahmen dieses Gesetzesentwurfs die Maßnahmen im Hinblick auf das gesamte Gleichgewicht der sozialen Sicherheit ergreifen kann. Wenn hingegen die Angelegenheit sehr wohl im Gesetz zur Modernisierung der sozialen Sicherheit behandelt wurde, so müssen die Anwendungserlasse des vorliegenden Gesetzesentwurfs die Bestimmung des Gesetzes zur Modernisierung der sozialen Sicherheit beachten. Somit wird die richterliche Kontrolle über die Ermächtigung nicht nur unter Bezugnahme auf diesen Entwurf erfolgen, sondern gleichzeitig unter Bezugnahme auf den Gesetzesentwurf zur Modernisierung der sozialen Sicherheit.»

B.4.8. Daraus ergibt sich, daß, wenn der König Maßnahmen ergreift, die auf der haushaltsmäßigen Zielsetzung beruhen, welche in einem der Gesetze vom 26. Juli 1996 enthalten ist, er nicht die Maßnahmen mißachten kann, die der sozialen Sicherheit eigen sind, deren besondere Zielsetzung in dem anderen Gesetz vom selben Tag definiert worden ist, welches spezifisch diese Angelegenheit betrifft. Er überschreitet allerdings seine Zuständigkeiten nicht, indem er auf die im Haushaltsbereich ihm erteilte Ermächtigung eine Maßnahme gründet, die mit der sozialen Sicherheit zusammenhängt, da diese Maßnahme nicht mit jenen Maßnahmen unvereinbar ist, die er in dieser Angelegenheit aufgrund von Artikel 10 Nr. 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 ergreifen konnte, welcher sich auf die soziale Sicherheit bezieht und auf Artikel 191 Nr. 15 des Gesetzes über die Kranken- und Invalidenversicherung Bezug nimmt. Die fragliche Abgabe tut jenen Maßnahmen genausowenig Abbruch, die der König bereits in der Vergangenheit ergriffen hat und die er durch Artikel 10 Nr. 4 des Gesetzes, das sich auf die soziale Sicherheit bezieht, zu verlängern berechtigt war.

B.4.9. Der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 findet somit seine gesetzliche Grundlage in Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion. Die Bestätigung dieses Erlasses, die im Einklang ist mit

Artikel 6 § 2 Absatz 2 des Gesetzes, hat weder zum Ziel noch zur Folge, daß ein königlicher Erlaß ohne gesetzliche Grundlage für wirksam erklärt wird. Da diese Bestätigung, die in dieser Bestimmung ausdrücklich vorgesehen ist, innerhalb der gesetzlichen Frist erfolgt ist, ist nicht davon auszugehen, daß sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt, auch wenn sie Rückwirkung hat und auch wenn sie den Staatsrat, bei dem eine Klage gegen den königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 anhängig gemacht worden ist, unzuständig gemacht hat.

B.4.10. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

B.5.1. Artikel 191 des durch den königlichen Erlaß vom 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes vom 9. August 1963 zur Einführung und Regelung der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung sieht vor, daß ein Beitrag auf den Umsatz, den die pharmazeutischen Betriebe (Nr. 15), die Apotheker, die eine für die Öffentlichkeit zugängliche Apotheke betreiben, und die Ärzte, die ermächtigt sind, ein Arzneimitteldepot zu führen (Nr. 19), sowie die Großhandelsverteiler (Nr. 20) erzielen, eingeführt wird.

B.5.2. Der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 erlegt die Verpflichtung zur Leistung dieses Beitrags nur jenen Unternehmen auf, auf die sich Artikel 191 Nr. 15 bezieht, und nicht den anderen Personenkategorien, auf die sich Artikel 191 Nrn. 19 und 20 bezieht. Er behandelt die pharmazeutischen Unternehmen also anders als die anderen Personen, die im Rahmen des Arzneimittelvertriebs tätig sind.

B.5.3. Aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion ergibt sich, daß die durch Artikel 10 Nr. 4 dieses Gesetzes dem König erteilte Ermächtigung eine zweifache Zielsetzung verfolgt, und zwar einerseits «die nötigen Maßnahmen zu ergreifen, sowohl im Bereich der Einnahmen als auch im Bereich der Ausgaben, damit das finanzielle Gleichgewicht gewährleistet wird», und andererseits die alternative Finanzierung der sozialen Sicherheit zu gewährleisten.

Diese Zielsetzung wurde folgenderweise dargelegt:

«Die zweite Zielsetzung bezieht sich auf die alternative Finanzierung der sozialen Sicherheit. Diese ist in den letzten Jahren schrittweise aufgebaut worden. Die Absicht der Regierung besteht darin, diese weiterzuentwickeln. Im Rahmen einer aktiven Beschäftigungspolitik ist nämlich eine Verringerung der auf der Beschäftigung lastenden Kosten wünschenswert, und somit ein Ausgleich durch die Verstärkung der alternativen Finanzierung in der Form einer Zuweisung von Steuereinnahmen an die soziale Sicherheit. Die Mechanismen, mit denen dieses Ziel erreicht werden soll, bezwecken eine geringere Abhängigkeit der Einnahmen der sozialen Sicherheit von der Entwicklung der wirtschaftlichen Konjunktur.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 608/1, S. 8).

B.5.4. Es ist Sache des Gesetzgebers, wenn er eine alternative Finanzierung der sozialen Sicherheit bezweckt, zu beurteilen, welche Personenkategorien die Last von Beiträgen zu tragen haben, die für die Finanzierung des Gesundheitspflegebereichs der Kranken- und Invalidenversicherung bestimmt sind.

B.5.5. Dabei darf der Gesetzgeber allerdings nicht die Tragweite der Artikel 10 und 11 der Verfassung mißachten, indem er die pharmazeutischen Unternehmen gegenüber den mit ihnen vergleichbaren Personenkategorien diskriminierend behandelt.

Die Personenkategorien, auf die sich Artikel 191 Nrn. 15, 19 und 20 des Gesetzes vom 9. August 1963 bezieht, sind vergleichbar, indem sie in den verschiedenen Phasen der Vermarktung pharmazeutischer Erzeugnisse auftreten.

B.5.6. Im vorliegenden Fall hat der Gesetzgeber im Hinblick auf den Beitritt Belgiens zur Wirtschafts- und Währungsunion das allgemeine Ziel verfolgt, «das gesamte Haushaltsdefizit auf drei Prozent des Bruttoinlandsprodukts zu beschränken, die Verschuldungsquote weiter herabzusetzen und das finanzielle Gleichgewicht der sozialen Sicherheit zu gewährleisten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 608/1, S. 4). Er hat dem König allerdings nur insofern Zuständigkeiten eingeräumt, als die Entscheidungen, die er treffen soll, sich unmittelbar auf die Haushalte 1996 oder 1997 auswirken (ebenda, S. 5). Im Bericht an den König, der dem königlichen Erlaß vom 4. Februar 1997 vorausgeht, heißt es, daß die fragliche Abgabe vorgeschrieben wurde «in Erwartung der Durchführung von Strukturmaßnahmen» (*Belgisches Staatsblatt*, 13. März 1997, S. 5933), und die Maßnahme wird durch die folgende Feststellung begründet:

«Aus der neueren Entwicklung der Ausgaben in der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung ergibt sich eine erhebliche Überschreitung des festgesetzten Haushaltsziels für 1996.

Auch für 1997 steht aufgrund dieser Feststellungen eine durchaus wahrscheinliche Überschreitung des Gesamtziels zu erwarten.» (ebenda)

B.5.7. Artikel 3 des bestätigten königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 erlegt die Verpflichtung auf, einen Beitrag in Höhe von 1 Prozent auf den Umsatz zu überweisen, der kraft Artikel 1 mit den «Arzneimitteln, aufgeführt in den Listen im Anhang zum königlichen Erlaß vom 2. September 1980 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Kranken- und Invalidenpflichtversicherung sich an den Kosten der pharmazeutischen Spezialitäten und der damit gleichgestellten Produkte beteiligt» erzielt wird.

Es entspricht der in B.5.6 genannten Zielsetzung, in dem in den vorgenannten Vorarbeiten in Erinnerung gerufenen Rahmen, eine Abgabe auf die Arzneimittel zu erheben, die Anlaß zur Rückerstattung durch die Kranken- und Invalidenversicherung geben.

B.5.8. Der König könnte vielleicht jeder Personenkategorie, auf die sich der vorgenannte Artikel 191 bezieht, einen ähnlichen Beitrag auferlegen.

Die Apotheker, die eine die Öffentlichkeit zugängliche Apotheke betreiben, und die Ärzte, die ermächtigt sind, ein Arzneimitteldepot zu führen, haben jedoch besondere deontologische Pflichten zu beachten und strengere Regeln in bezug auf Preise einzuhalten. Außerdem können sie, genauso wie die Großhandelsverteiler, das Angebot an Arzneimitteln nicht auf die gleiche Art und Weise beeinflussen wie die pharmazeutischen Unternehmen.

Es gibt also zwischen den in Artikel 191 genannten Personenkategorien objektive Unterschiede, die rechtfertigen, daß sie unterschiedlich behandelt werden können, ohne daß diese unterschiedliche Behandlung diskriminierend wäre.

Es ist somit nicht diskriminierend, diesen Beitrag nur für den Umsatz der pharmazeutischen Unternehmen vorzusehen.

B.5.9. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des dritten Klagegrunds

B.6.1. Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion verleiht dem König eine Zuständigkeit, die ihn dazu veranlassen kann, eine Steuerkompetenz auszuüben. Eine solche Übertragung ist grundsätzlich durch die Artikel 170 und 172 der Verfassung verboten, die diese Zuständigkeit dem Gesetz vorbehalten.

B.6.2. Im vorliegenden Fall werden die dem König erteilten Sondervollmachten jedoch gerechtfertigt durch die Notwendigkeit, Belgien in die Lage zu versetzen, sich zu gelegener Zeit an der Wirtschafts- und Währungsunion zu beteiligen. Außerdem hat Artikel 6 § 2 desselben Gesetzes vom 26. Juli 1996 vorgesehen, daß die vom König ergriffenen Maßnahmen innerhalb relativ kurzer Frist durch die gesetzgebende Gewalt untersucht werden sollen, im Hinblick auf ihre Bestätigung. Durch die Bestätigung des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 am 26. Juni 1997 hat der Gesetzgeber sich nach dieser Bestimmung gerichtet.

B.6.3. Ein derartiges Bestätigungsverfahren verstärkt die Kontrolle des Gesetzgebers über die Ausübung der Befugnisse, die er dem König erteilt. Es ist also nicht davon auszugehen, daß die angefochtene Bestimmung zum Zweck hat, die durch Artikel 159 der Verfassung eingeführte Gesetzmäßigkeitsprüfung unmöglich zu machen. Der Umstand, daß der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 Gegenstand einer Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat war, kann den Gesetzgeber nicht davon abhalten, eine Zuständigkeit auszuüben, die er sich ausdrücklich vorbehalten hat.

B.6.4. Daraus ergibt sich, daß, ohne daß geprüft werden soll, ob die fragliche Abgabe eine Steuer ist, nicht davon auszugehen ist, daß das angefochtene Gesetz zum Zweck hat, einen gesetzwidrigen königlichen Erlaß für wirksam zu erklären, so daß es die in den Artikeln 170 und 172 der Verfassung verankerte Garantie nicht einer bestimmten Kategorie von Personen versagt hat.

B.6.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des vierten Klagegrunds

B.7.1. Kraft Artikel 15 des Gesetzes vom 25. April 1963 mußte der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 vorher dem Geschäftsführenden Ausschuß zur Begutachtung vorgelegt werden, «außer in Dringlichkeitsfällen». Die dringliche Behandlung wurde in der Präambel zum Erlaß ausdrücklich bezweckt. Zur Begründung der Tatsache, daß das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats innerhalb der dreitägigen Frist im Sinne von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beantragt wurde, wurde angeführt, «daß dringende Maßnahmen ergriffen werden müssen, um das finanzielle Gleichgewicht der sozialen Sicherheit wiederherzustellen, in Anbetracht der bedeutenden Überschreitung des Haushaltsziels im Sektor der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung» (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. März 1997, S. 5933).

B.7.2. Da die Tatsache, daß der Geschäftsführende Ausschuß nicht zu Rate gezogen wurde, durch die Dringlichkeit gerechtfertigt wurde, ist der königliche Erlaß vom 4. Februar 1997 nicht unter Verletzung von Artikel 15 des Gesetzes vom 25. April 1963 ergangen.

B.7.3. Da der Klagegrund offensichtlich unbegründet ist, gibt es keinen Anlaß dazu, ihn auf seine Zulässigkeit hin zu prüfen.

Hinsichtlich des fünften Klagegrunds

B.8.1. Wenn der vorgenannte Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 dem König zwar weitreichende Vollmachten erteilt, so ergibt sich daraus immerhin nicht, daß jeder kraft dieser Ermächtigung ergangene Erlaß regelwidrig wäre. Durch die Bestätigung des Erlasses vom 4. Februar 1997 hat der Gesetzgeber notwendigerweise geurteilt, daß dieser Verwaltungsakt die Grenzen der dem König erteilten Ermächtigung nicht überschritt. Die fragliche Maßnahme ist übrigens mit jener Maßnahme identisch, die der König aufgrund von Artikel 191 Nr. 15 des vorgenannten am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes für die vorangegangenen Geschäftsjahre ergreifen durfte.

B.8.2. Die übrigen Beanstandungen, die im fünften Klagegrund dargelegt worden sind, entsprechen jenen, die bei den vorherigen Klagegründen geprüft wurden.

B.8.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 28. Januar 1999.

Der Stellv. Kanzler,
R. Moerenhout.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 99 — 431

[99/03034]

22 DECEMBRE 1998. — Loi contenant le dix-huitième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1998 — Sections 19 « Ministère de la Fonction publique » et 18 « Ministère des Finances » (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74, 3^o, de la Constitution.

Art. 2. . Le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 est ajusté, en ce qui concerne les sections 19 — « Ministère de la Fonction publique » et 18 — « Ministère des Finances », conformément aux totaux des programmes figurant dans les tableaux des crédits ajustés annexés à la présente loi.

CHAPITRE II. — *Dispositions diverses*

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Fonction publique,

A. FLAHAUT

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Références parlementaires :**Session ordinaire 1998-1999.*

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1870/1. — Rapport, n° 1870/2. — Texte adopté, n° 1870/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 17 décembre 1998.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 431

[99/03034]

22 DECEMBER 1998. — Wet houdende achttiende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 — Secties 19 « Ministerie van Ambtenarenzaken » en 18 « Ministerie van Financiën » (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74, 3^o, van de Grondwet.

Art. 2. De Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 wordt, voor wat de secties 19 — « Ministerie van Ambtenarenzaken » en 18 — « Ministerie van Financiën » betreft, aangepast overeenkomstig de totalen van de programma's zoals vermeld in de bij deze wet gevoegde aangepaste krediettabellen.

HOOFDSTUK II. — *Diverse bepalingen*

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

De Minister van Ambtenarenzaken,

A. FLAHAUT

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :**Gewone zitting 1998-1999.*

Parlementaire Stukken. — Wetsontwerp, nr. 1870/1. — Verslag, nr. 1870/2. — Aangenomen tekst, nr. 1870/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 december 1998.

TABLEAUX ANNEXES A LA LOI

LEGENDE :

Colonne (2) :

- DO : division organique.
- PA : programme d'activité.
- AB : allocation de base.

Check digit : les 4 valeurs à 2 chiffres correspondent aux check digits de 4 types des dépenses :

- année en cours (cb1)
- années antérieures (cb2)
- reports de crédits de l'année en cours (cb3)
- reports de crédits années antérieures (cb4).

Colonne (3) : CRIP

- C : dépenses affectées au service financier de dépenses pré-financées.
- R : dépenses totalement prises en considération pour la recherche et les services publics scientifiques.
- I : dépenses totalement prises en considération en tant qu'investissement public.
- P : transfert (en tout ou en partie) à un « parastatal ».

Colonne (11) :

- cnd : crédits non dissociés (entre parenthèses : les crédits pour créances d'années antérieures)
- crd : crédits dissociés
- fon : crédits variables des fonds organiques
- tot : cnd + crd + fon.

TABELLEN GEVOEGD BIJ DE WET

LEGENDE :

Kolom (2) :

- OA : organisatie-afdeling.
- PA : programma-activiteit.
- BA : basisallocatie.

Check digit : de 4 waarden met 2 cijfers komen overeen met de check digits van de 4 uitgavetypes :

- lopend jaar (cb1)
- vorige jaren (cb2)
- transporten van kredieten van het lopend jaar (cb3)
- transporten van kredieten vorige jaren (cb4).

Kolom (3) : CRIP

- C : uitgaven bestemd voor de financiële dienst van geprefinancierde uitgaven.
- R : uitgaven volledig beschouwd als wetenschappelijk onderzoek of als wetenschappelijk dienstbetoon.
- I : uitgaven volledig beschouwd als overheidsinvestering.
- P : transfer (geheel of gedeeltelijk) naar een « parastataal ».

Kolom (4) :

- ngk : niet-gesplitste kredieten (tussen haakjes : kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren)
- gkr : gesplitste kredieten
- fon : veranderlijke kredieten van de organieke fondsen
- tot : ngk + gkr + fon.

19 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

(en millions de francs)

19 MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

(in miljoenen frank)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			Crédits d'ordonnancement Ordonnanceringskredieten			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basisallocaties
				1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast	1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DIVISION 54 BUREAU FEDERAL D'ACHATS											AFDELING 54 FEDERAAL AANKOOPBUREAU
0 Programme de subsistance											0 Bestaansmiddelenprogramma
01 Dépenses de personnel											01 Personeelsuitgaven
Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : — personnel statutaire définitif et sta- giaire	54 01 1103 58 92 29 63		cnd	86,5	—	86,5	86,5	—	86,5	ngk	Bezoldigingen en allerhande toelagen : — vast en stagedoend statutair perso- neel
— personnel autre que statutaire	54 01 1104 59 93 30 64		cnd	18,2	—	18,2	18,2	—	18,2	ngk	— ander dan statutair personeel
02 Frais de fonctionnement											02 Werkingskosten
Dépenses permanentes pour achat de biens non durables et de services (cf. art. 1-01-7 Budget général des dépen- ses)	54 02 1201 68 05 39 73		cnd	14,3	—	14,3	14,3	—	14,3	ngk	Bestendige uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en diensten. (cf. art. 1-01-7 Algemene uitgavenbegro- ting)
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables.	54 02 7401 60 94 31 65	I	cnd	6,8	+ 29,0	35,8	6,8	+ 29,0	35,8	ngk	Uitgaven voor de aankoop van duur- zame roerende goederen.
03 Autres dépenses relatives au fonction- nement											03 Andere werkingsuitgaven
Frais d'études, d'enquêtes, d'essais de laboratoire relatifs à des matériaux, pro- cédés de construction, transport, etc.	54 03 1223 02 36 70 07		cnd	0,3	—	0,3	0,3	—	0,3	ngk	Kosten voor studies, onderzoeken, laboratoriumproeven betreffende mate- rialen, bouwmethodes, vervoer, enz.
Confection et diffusion de documents scientifiques et de propagande relatifs à l'activité du Département	54 03 1231 10 44 78 15		cnd	1,5	—	1,5	1,5	—	1,5	ngk	Opmaken en verspreiden van weten- schappelijke en propagandaschriften betreffende de activiteit van het Depar- tement
Totaux pour le programme 19.54.0 et pour la division organique 19-54			cnd	127,6	+ 29,0	156,6	127,6	+ 29,0	156,6	ngk	Totaux pour le programme 19.54.0 en voor de organisatie-afdeling 54
TOTAUX : 19 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE			cnd		+ 29,0			+ 29,0		ngk	TOTALEN : 19 MINISTERIE VAN AMB- TENARENZAKEN
Totaux cnd + crd + fon			tot		+ 29,0			+ 29,0		tot	Totaux ngk + gkr + fon

18 MINISTERE DES FINANCES

(en millions de francs)

18 MINISTERIE VAN FINANCIEN

(in miljoenen frank)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			Crédits d'ordonnancement Ordonnancingskredieten			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basisallocaties
				1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast	1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DIVISION 60											AFDELING 60
ADMINISTRATION DU BUDGET ET DU CONTROLE DES DEPENSES											ADMINISTRATIE VAN DE BEGRO- TING EN DE CONTROLE OP DE UITGAVEN
1 Crédits provisionnels interdépartemen- taux											1 Interdepartementale provisionele kre- dieten
10 Divers											10 Diversen
Crédit provisionnel destiné à couvrir des dépenses de toute nature liées à l'adaptation de l'index, la program- mation sociale et les recrutements, ainsi que les dépenses relatives au financement de l'achat de bâtiment et de l'infrastructure des institutions européennes (cf. art. 2- 18-3 budget général des dépenses)	60 10 0103 28 62 96 33		cnd	1 622,8	—	1 622,8	1 622,8	—	1 622,8	ngk	Provisioneel krediet bestemd tot het dek- ken van alle uitgaven verbonden aan de indexaanpassing, de sociale programma- tie en de aanwervingen, evenals de uit- gaven voor de financiering van de aan- koop van gebouwen en van de infrastructureur van de Europese instellin- gen (cf. art. 2-18-3 algemene uitgavenbe- groting)
Crédit provisionnel destiné à couvrir les frais de personnel des agents de la Régie des Transports Maritimes qui, dans le cadre de sa restructuration, seront occupés dans les différents départements fédéraux, ainsi que les frais de personnel et de fonctionnement du service radio- maritime de BELGACOM à la suite de son transfert vers un organisme fédéral approprié. (cf. art. 2-18-10 budget général des dépenses)	60 10 0106 31 65 02 36		cnd	231,6	—	231,6	231,6	—	231,6	ngk	Provisioneel krediet bestemd om de per- soneelskosten te dekken van de ambte- naren van de Regie voor Maritiem Trans- port die door de herstructurering in de verschillende federale departementen zul- len worden gebezigd, alsook de personeels- en werkingskosten van de dienst voor zeeverbindingen van BELGA- COM, ingevolge de overheveling van deze naar een geëigende federale instel- ling. (cf. art. 2-18-10 algemene uitgaven- begroting)
Crédit provisionnel destiné à couvrir des dépenses relatives à la « société de l'information » et au « climat d'investissement » (cf. art. 2-18-13 bud- get général des dépenses).	60 10 0108 33 67 04 38		cnd	243,8	- 29,0	214,8	243,8	- 29,0	214,8	ngk	Provisioneel krediet bestemd om de uit- gaven te dekken in verband met de « informatiemaatschappij » en het « inves- teringsklimaat » (cf. art. 2-18-13 alge- mene uitgavenbegroting).
Totaux pour le programme 18.60.1			cnd	2 098,2	- 29,0	2 069,2	2 098,2	- 29,0	2 069,2	ngk	Totaux pour het programma 1
Totaux pour la division organique 18.60			cnd		- 29,0			- 29,0		ngk	Totaux voor de organisatie-afdeling 18-60
TOTAUX : 18 MINISTERE DES FINANCES			cnd		- 29,0			- 29,0		ngk	TOTALEN : 18 MINISTERIE VAN FINANCIEN
Totaux cnd + crd + fon			tot		- 29,0			- 29,0		tot	Totaux ngk + gkr + fon

F. 99 — 432

[99/03033]

10 JANVIER 1999. — Loi contenant le douzième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 — Section 18 « Ministère des Finances » (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74, 3° de la Constitution.

Art. 2. § 1^{er}. Le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 est ajusté, en ce qui concerne la section 18 — « Ministère des Finances », conformément au total du programme figurant dans le tableau des crédits ajustés annexé à la présente loi.

§ 2. Le crédit ouvert par la présente loi sera couvert par les ressources générales du Trésor.

CHAPITRE II. — *Dispositions diverses*

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1999.

ALBERT

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

(1) *Références parlementaires :*

Session ordinaire 1998-1999.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1797/1. — Rapport n° 1797/2. — Texte adopté, n° 1797/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 17 décembre 1998.

N. 99 — 432

[99/03033]

10 JANUARI 1999. — Wet houdende twaalfde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 — Sectie 18 « Ministerie van Financiën » (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74, 3° van de Grondwet.

Art. 2. § 1. De Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 wordt, voor wat de sectie 18 — « Ministerie van Financiën » betreft, aangepast overeenkomstig het totaal van het programma zoals vermeld in de bij deze wet gevoegde aangepaste krediettabel.

§ 2. Het krediet geopend door de huidige wet zal gedekt worden door de algemene middelen der Schatkist.

HOOFDSTUK II. — *Diverse bepalingen*

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

Gewone zitting 1998-1999.

Parlementaire Stukken. — Westontwerp, nr. 1797/1. — Verslag, nr. 1797/2. — Aangenomen tekst, nr. 1797/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 december 1998.

TABLEAUX ANNEXES A LA LOI

LEGENDE :

Colonne (2) :

- DO : division organique.
- PA : programme d'activité.
- AB : allocation de base.

Check digit : les 4 valeurs à 2 chiffres correspondent aux check digits de 4 types des dépenses :

- année en cours (cb1)
- années antérieures (cb2)
- reports de crédits de l'année en cours (cb3)
- reports de crédits années antérieures (cb4).

Colonne (3) : CRIP

- C : dépenses affectées au service financier de dépenses pré-financées.
- R : dépenses totalement prises en considération pour la recherche et les services publics scientifiques.
- I : dépenses totalement prises en considération en tant qu'investissement public.
- P : transfert (en tout ou en partie) à un « parastatal ».

Colonne (11) :

- cnd : crédits non dissociés (entre parenthèses : les crédits pour créances d'années antérieures)
- crd : crédits dissociés
- fon : crédits variables des fonds organiques
- tot : cnd + crd + fon.

TABELLEN GEVOEGD BIJ DE WET

LEGENDE :

Kolom (2) :

- OA : organisatie-afdeling.
- PA : programma-activiteit.
- BA : basisallocatie.

Check digit : de 4 waarden met 2 cijfers komen overeen met de check digits van de 4 uitgaventypes :

- lopend jaar (cb1)
- vorige jaren (cb2)
- transporten van kredieten van het lopend jaar (cb3)
- transporten van kredieten vorige jaren (cb4).

Kolom (3) : CRIP

- C : uitgaven bestemd voor de financiële dienst van geprefinancierde uitgaven.
- R : uitgaven volledig beschouwd als wetenschappelijk onderzoek of als wetenschappelijk dienstbetoon.
- I : uitgaven volledig beschouwd als overheidsinvestering.
- P : transfer (geheel of gedeeltelijk) naar een « parastataal ».

Kolom (4) :

- ngk : niet-gesplitste kredieten (tussen haakjes : kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren)
- gkr : gesplitste kredieten
- fon : veranderlijke kredieten van de organieke fondsen
- tot : ngk + gkr + fon.

18 MINISTERE DES FINANCES

(en millions de francs)

18 MINISTERIE VAN FINANCIEN

(in miljoenen frank)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			Crédits d'ordonnement Ordonnanceringskredieten			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basisallocaties
				1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast	1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DIVISION 61 ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE											AFDELING 61 ADMINISTRATIE DER THESOURIE
0 Subsistance											0 Bestaansmiddelen
01 Dépenses de personnel											01 Personeelsuitgaven
Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : — personnel statutaire définitif et sta- giaire	61 01 1103 04 38 72 09		cnd	720,0	—	720,0	720,0	—	720,0	ngk	Bezoldigingen en allerhande toelagen : — vast en stagedoend statutair perso- neel
Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : — personnel autre que statutaire	61 01 1104 05 39 73 10		cnd	90,0	—	90,0	90,0	—	90,0	ngk	Bezoldigingen en allerhande toelagen : — ander dan statutair personeel
Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : — personnel statutaire définitif et sta- giaire de la Caisse nationale des Calami- tés.	61 01 1106 07 41 75 12		cnd	7,4	—	7,4	7,4	—	7,4	ngk	Bezoldigingen en allerhande toelagen : — vast en stagedoend statutair perso- neel van de Nationale Kas voor Rampen- schade
Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : — personnel statutaire définitif et sta- giaire de la Caisse nationale des Pensi- ons de la Guerre.	61 01 1107 08 42 76 13		cnd	3,1	—	3,1	3,1	—	3,1	ngk	Bezoldigingen en allerhande toelagen : — vast en stagedoend statutair perso- neel van de Nationale Kas voor Oorlogs- pensioenen.
02 Frais de fonctionnement											02 Werkingskosten
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services. (cf. art. 1-01-7 budget général des dépen- ses)	61 02 1201 14 48 82 19		cnd	114,4	—	114,4	114,4	—	114,4	ngk	Bestendige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van dien- sten. (cf. art. 1-01-7 algemene uitgaven- begroting)
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables.	61 02 7401 06 40 74 11	I	cnd	22,7	—	22,7	22,7	—	22,7	ngk	Uitgaven voor de aankoop van duur- zame roerende goederen.
03 Autres dépenses relatives au fonction- nement											03 Andere werkingsuitgaven
Taxes et frais résultant de l'emploi du Service des chèques postaux par les diverses administrations du départe- ment.	61 03 1224 46 80 17 51		cnd	160,0	—	160,0	160,0	—	160,0	ngk	Retributies en kosten voortvloeiend uit de tussenkomst van de Postcheckdienst in de verrichtingen van de verschillende administraties van het departement.
Crédit destiné à couvrir les dépenses à résulter de la création et du fonctionne- ment des centres de traitement de l'information du Ministère des Finances.	61 03 1228 50 84 21 55		cnd	99,5	—	99,5	99,5	—	99,5	ngk	Krediet bestemd om de uitgaven te dekken van de oprichting en de werking van de informatieverwerkende centra van het Ministerie van Financiën.

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten				Crédits d'ordonnancement Ordonnancingskredieten				ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basisallocaties
				1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast	1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
Pertes résultant de déficits des comptes de l'Etat ainsi que d'événements extraordinaires.	61 03 3441 32 66 03 37		cnd	0,4	—	0,4	0,4	—	0,4	ngk	Verliezen voortvloeiend uit tekorten van de rekenplichtigen van de Staat alsmede uit buitengewone voorvallen.		
06 Remboursements											06 Terugbetalingen		
Remboursements généralement quelconques de l'Administration de la Trésorerie et des autres administrations de recettes.	61 06 1601 62 96 33 67		cnd	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	ngk	Allerhande terugbetalingen van de Administratie der thesaurie en andere besturen van ontvangsten		
Couverture de remboursement par la Banque nationale de billets dont la contre-valeur a été versée à l'Etat en vertu de l'article 9 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939.	61 06 5730 20 54 88 25		cnd	42,0	—	42,0	42,0	—	42,0	ngk	Dekking van de terugbetaling door de Nationale Bank van biljetten waarvan de tegenwaarde aan de Staat werd gestort krachtens artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939.		
08 Dotations											08 Dotaties		
Dotation à verser à la Caisse nationale des Calamités.	61 08 6101 21 55 89 26		cnd	—	+ 2 500,0	2 500,0	—	+ 2 500,0	2 500,0	ngk	Dotatie af te dragen aan de Nationale Kas voor Rampenschade.		
09 Divers											09 Diversen		
Régularisation des écritures des receveurs chargés du recouvrement des droits de succession payés sous forme de dation d'œuvres d'art ou de titres.	61 09 7422 90 27 61 95		cnd	0,3 (0,2)	—	0,3 (0,2)	0,3 (0,2)	—	0,3 (0,2)	ngk	Regularisatie van de boeken van de ontvangers belast met de inning van successierechten onder de vorm van een dation van kunstwerken of effecten.		
Totaux pour le programme 18.61.0			cnd	1 260,8 (0,2)	+ 2 500,0	3 760,8 (0,2)	1 260,8 (0,2)	+ 2 500,0	3 760,8 (0,2)	ngk	Totaux voor het programma 18.61.0		
Totaux pour la division organique 18.61			cnd		+ 2 500,0			+ 2 500,0		ngk	Totaux voor de organisatie-afdeling 18.61		
TOTAUX : 18 MINISTERE DES FINANCES			cnd		+ 2 500,0			+ 2 500,0		ngk	TOTALEN : 18 MINISTERIE VAN FINANCIEN		
Totaux cnd + crd + fon			tot		+ 2 500,0			+ 2 500,0		tot	Totaux ngk + gkr + fon		

F. 99 — 433

[C - 99/03046]

25 JANVIER 1999. — Loi portant modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus conformément à la directive n° 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 5 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par la loi du 5 mai 1966, la loi du 28 juin 1967, la loi du 26 février 1969, la loi du 10 juillet 1969, la loi du 24 mars 1970, la loi du 7 juillet 1972, la loi du 23 décembre 1974, la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal du 27 janvier 1981 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5.- § 1^{er}. A l'exception des véhicules et des ensembles de véhicules affectés au transport par route de marchandises, d'une masse maximale autorisée d'au moins 12 tonnes, sont exempts de la taxe :

1° les véhicules affectés exclusivement à un service public de l'Etat, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations ou des communes;

2° les véhicules employés exclusivement pour les transports en commun de personnes en vertu :

a) d'une autorisation délivrée en vue de l'exploitation de services publics d'autobus ou de services spéciaux d'autobus, en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles;

b) d'une autorisation délivrée en exécution de la loi du 29 août 1931 permettant à la Société nationale des chemins de fer vicinaux et aux concessionnaires de lignes de tramways d'établir des services d'autobus destinés à améliorer les conditions d'exploitation de leurs lignes ferrées;

c) d'une concession des pouvoirs publics;

3° les auto-ambulances et les véhicules utilisés comme moyens de locomotion personnelle par de grands invalides de la guerre ou par des infirmes;

4° les véhicules utilisés exclusivement à l'essai par les fabricants ou marchands ou par leurs employés;

5° les bateaux et les canots;

6° a) les tracteurs proprement dits, les véhicules-outils spécialement conçus pour l'agriculture et les remorques, lorsque ces véhicules sont utilisés exclusivement pour effectuer les travaux agricoles, même s'ils transportent le personnel, les objets ou les produits indispensables à cette fin, et pour transporter les produits résultant de l'exécution desdits travaux en un lieu quelconque de l'exploitation du cultivateur pour le compte duquel ceux-ci ont été réalisés.

Pour autant qu'il en soit le propriétaire ou qu'il en ait la disposition permanente ou habituelle, le cultivateur peut aussi, en exemption de la taxe, utiliser ces véhicules pour transporter le bétail, les denrées et les marchandises provenant de son exploitation agricole ou destinés à celle-ci ainsi que le bois de chauffage destiné à son usage personnel. Il en est de même lorsque ces véhicules appartiennent à l'un des membres d'un groupe de cultivateurs travaillant en commun et, fût-ce momentanément, transportent du bétail, des denrées ou marchandises provenant de l'exploitation de l'un d'eux ou destinés à celle-ci.

Les camions, camionnettes et voitures mixtes qui sont utilisés par le cultivateur, pour son compte propre, dans les limites et aux conditions fixées aux deux alinéas qui précèdent, sont également exempts, pour autant que le cultivateur soit propriétaire de ces véhicules ou en ait la disposition permanente ou habituelle depuis une date antérieure au 1^{er} juillet 1965;

b) les tracteurs et remorques qui appartiennent aux entreprises de rouissage et de teillage de lin et sont utilisés exclusivement pour les besoins de l'exploitation du propriétaire dans un rayon de dix kilomètres au maximum, soit pour amener le lin aux installations de ces entreprises, soit pour transporter le lin au cours des opérations de rouissage et de teillage, y compris le transport du lin teillé au lieu de livraison.

N. 99 — 433

[C - 99/03046]

25 JANUARI 1999. — Wet houdende wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen overeenkomstig de richtlijn nr. 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 5 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij de wet van 5 mei 1966, de wet van 28 juni 1967, de wet van 26 februari 1969, de wet van 10 juli 1969, de wet van 24 maart 1970, de wet van 7 juli 1972, de wet van 23 december 1974, de wet van 8 augustus 1980 en het koninklijk besluit van 27 januari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5.- § 1. Met uitzondering van de voertuigen en van de samengestelde voertuigen gebruikt voor het vervoer van goederen over de weg, met een maximaal toegelaten massa van minstens 12 ton, zijn van de belasting vrijgesteld :

1° de voertuigen uitsluitend gebruikt voor een openbare dienst van de Staat, de gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de agglomeraties of de gemeenten;

2° de voertuigen uitsluitend gebruikt voor gemeenschappelijk vervoer van personen krachtens :

a) een machtiging afgeleverd met het oog op het exploiteren van openbare autobusdiensten of van bijzondere autobusdiensten, ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van autovoertuigen;

b) een machtiging afgeleverd ter uitvoering van de wet van 29 augustus 1931, waarbij de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en de concessiehouders van tramweglijnen toelating krijgen om autobusdiensten tot stand te brengen, met het doel de exploitatievoorwaarden van hun spoorlijnen te verbeteren;

c) een concessie van de openbare machten;

3° de ziekenauto's en de voertuigen als persoonlijk vervoermiddel gebruikt door grootoorlogsinvaliden of door gebrekkigen;

4° de voertuigen uitsluitend op proef gebruikt door de fabrikanten of handelaars of door hun bedienden;

5° de vaartuigen en bootjes;

6° a) de eigenlijke tractoren, de voertuigen-werktuigmachines die speciaal zijn ontworpen voor de landbouw, en de aanhangwagens, wanneer die voertuigen uitsluitend worden gebruikt om landbouwarbeid te verrichten, zelfs indien ze het personeel, de voorwerpen of de produkten vervoeren die daarvoor onmisbaar zijn en om de voortbrengselen van de uitvoering van die arbeid te vervoeren naar om het even welke plaats van de onderneming van de landbouwer voor wiens rekening de werken werden uitgevoerd.

Voor zover hij er eigenaar van is of er het bestendig of gewoonlijk gebruik van heeft, mag de landbouwer eveneens, met vrijstelling van belasting, deze voertuigen gebruiken voor het vervoer van vee, waren of goederen, welke voortkomen van zijn landbouwbedrijf of ervoor zijn bestemd, zomede van brandhout bestemd voor eigen verbruik. Dit geldt ook wanneer deze voertuigen toebehoren aan een van de leden van een groep landbouwers die, zij het tijdelijk, in gemeenschap werken, en waarmede vee, waren of goederen worden vervoerd die voortkomen van het bedrijf van een van hen of ervoor zijn bestemd.

De vrachtauto's, lichte vrachtauto's en de auto's voor dubbel gebruik die door de landbouwer voor eigen rekening worden aangewend binnen de perken en onder de voorwaarden gesteld bij de vorige twee leden zijn eveneens vrijgesteld, voor zover de landbouwer, sedert een datum vóór 1 juli 1965, eigenaar is van die voertuigen of er het bestendig of gewoonlijk gebruik van heeft;

b) de tractoren en aanhangwagens die aan de ondernemingen van vlasrotting en vlaszwingeling toebehoren en die uitsluitend voor de noodwendigheden van de onderneming van de eigenaar binnen een straal van ten hoogste tien kilometer worden gebruikt, hetzij om het vlas naar de installaties van deze ondernemingen te brengen, hetzij om het vlas tijdens de rotting- en zwingelverrichtingen te vervoeren, met inbegrip van het vervoer van het gezwingeld vlas naar de plaats van levering.

Le Ministre des Finances prescrit toutes mesures de contrôle qu'il juge utiles;

7° les cyclomoteurs et les motocyclettes pourvus d'un moteur d'une cylindrée maximum de 250 centimètres cubes.

Le Ministre des Finances prescrit toutes mesures de contrôle qu'il juge utiles;

8° les véhicules automobiles affectés exclusivement, soit à un service de taxis, soit à la location avec chauffeur;

9° les véhicules automobiles utilisés par un résident belge et mis à sa disposition par son employeur établi à l'étranger et qui y sont immatriculés.

Le Roi peut définir les conditions et modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2. En ce qui concerne les véhicules et les ensembles de véhicules, affectés au transport sur route de marchandises, d'une masse maximale autorisée d'au moins 12 tonnes, sont exemptés de la taxe :

1° les véhicules affectés exclusivement à la défense nationale, à la protection civile, aux services de lutte contre les incendies et aux autres services d'urgence, au maintien de l'ordre ainsi qu'à l'entretien des routes et identifiés comme tels;

2° les véhicules qui ne circulent qu'occasionnellement sur la voie publique en Belgique et qui sont utilisés par des personnes physiques ou morales dont l'activité principale n'est pas le transport de marchandises, à condition que les transports effectués par ces véhicules n'entraînent pas de distorsions de concurrence. ».

Art. 3. L'article 7 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7.- La taxe est due, selon le cas, en raison de la puissance du moteur, de sa cylindrée ou de la masse maximale autorisée du véhicule telle qu'elle est déterminée par l'autorité compétente.

Le Roi détermine les règles à suivre pour l'établissement, la constatation et le contrôle de la puissance des moteurs. ».

Art. 4. L'article 8 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8.- Les fractions de cheval-vapeur sont forcées ou négligées selon qu'elles dépassent ou non la moitié.

Les fractions de décilitre de cylindrée sont forcées ou négligées selon qu'elles dépassent ou non un demi-décilitre. ».

Art. 5. L'article 9 du même Code, modifié par la loi du 23 décembre 1974, la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal du 27 janvier 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9.- La taxe est fixée, soit par période de douze mois consécutifs, soit par année civile :

A. *Voitures, voitures mixtes et minibus*

Lorsque la puissance imposable ne dépasse pas 20 chevaux-vapeur, la taxe est fixée d'après le barème suivant :

De Minister van Financiën schrijft alle controlemaatregelen voor die hij nuttig acht;

7° de bromfietsen en de motorfietsen voorzien van een motor met een cilinderinhoud van maximum 250 kubieke centimeter.

De Minister van Financiën schrijft alle controlemaatregelen voor die hij nuttig acht;

8° de autovoertuigen die uitsluitend aangewend worden, hetzij tot een taxidienst, hetzij tot verhuring met bestuurder;

9° de autovoertuigen gebruikt door een Belgische verblijfhouder en ter zijner beschikking gesteld door zijn in het buitenland gevestigde werkgever en die er zijn ingeschreven.

De Koning kan de voorwaarden en de toepassingsmodaliteiten van deze paragraaf vaststellen.

§ 2. Wat betreft de voertuigen en de samengestelde voertuigen gebruikt voor het vervoer van goederen over de weg met een maximaal toegelaten massa van minstens 12 ton, zijn van de belasting vrijgesteld :

1° de voertuigen uitsluitend bestemd voor de landsverdediging, voor de diensten van de burgerbescherming en de rampeninterventie, voor de brandweerdiensten en andere hulpdiensten, voor de diensten die verantwoordelijk zijn voor handhaving van de openbare orde en voor de diensten voor onderhoud en beheer van de wegen en die als zodanig geïdentificeerd zijn;

2° de voertuigen die slechts af en toe op de openbare weg in België rijden en die worden gebruikt door natuurlijke of rechtspersonen die het goederenvervoer niet als hoofdactiviteit hebben, mits het vervoer door deze voertuigen niet leidt tot concurrentievervalsing. ».

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7.- De belasting is, naar gelang van het geval, verschuldigd op grond van het vermogen van de motor, van zijn cilinderinhoud of van de maximaal toegelaten massa van het voertuig zoals die is vastgesteld door de bevoegde overheid.

De Koning stelt de regelen vast die in acht te nemen zijn voor de bepaling, de opneming en de controle van het vermogen van de motoren. ».

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8.- Breuken van paardekracht worden naar boven of naar beneden afgerond, naargelang zij al dan niet de helft overschrijden.

Breuken van deciliter van de cilinderinhoud worden naar boven of naar beneden afgerond, naargelang zij al dan niet een halve deciliter overschrijden. ».

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 23 december 1974, de wet van 8 augustus 1980 en het koninklijk besluit van 27 januari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9.- De belasting wordt ofwel per periode van twaalf opeenvolgende maanden ofwel per kalenderjaar vastgesteld :

A. *Personenauto's, auto's voor dubbelgebruik en minibussen*

Wanneer het belastbaar vermogen 20 paardekracht niet te boven gaat, wordt de belasting volgens onderstaande schaal vastgesteld :

Nombre de CV — Aantal PK	Montant de la taxe en francs — Bedrag van de belasting in frank
4 et moins 4 en minder	2.064
5	2.580
6	3.732
7	4.872
8	6.024
9	7.176
10	8.316
11	10.788
12	13.260
13	15.732

Nombre de CV — Aantal PK	Montant de la taxe en francs — Bedrag van de belasting in frank
14	18.204
15	20.676
16	27.084
17	33.492
18	39.900
19	46.296
20	52.704

Lorsque la puissance imposable est supérieure à 20 chevaux-vapeur, la taxe est fixée à 52.704 francs, plus 2.880 francs par cheval-vapeur au-delà de 20.

B. Véhicules à moteur destinés au transport de marchandises d'une masse maximale autorisée de moins de 3.500 kilogrammes

La taxe est fixée à 780 francs par 500 kilogrammes de masse maximale autorisée.

C. Motocyclettes

La taxe est fixée uniformément à 1.464 francs.

D. Autobus et autocars

Lorsque la puissance imposable ne dépasse pas 10 chevaux-vapeur, la taxe est fixée à 180 francs par cheval-vapeur, avec un minimum de 2.068 francs.

Lorsque la puissance imposable est supérieure à 10 chevaux-vapeur, le taux, par cheval-vapeur, applicable à la puissance imposable entière, est de 180 francs, plus 13 francs par cheval-vapeur au-delà de 10, avec un maximum de 505 francs par cheval-vapeur.

E. Véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, à l'exception des tracteurs

Lorsque la masse maximale autorisée du véhicule ou du train, selon le cas, atteint au moins 3.500 kilogrammes, la taxe est fixée d'après le barème suivant :

Wanneer het belastbare vermogen 20 paardekracht te boven gaat, is de belasting vastgesteld op 52.704 frank, verhoogd met 2.880 frank per paardekracht boven de 20.

B. Motorvoertuigen bestemd voor het vervoer van goederen met een maximaal toegelaten massa van minder dan 3.500 kilogram

De belasting is vastgesteld op 780 frank per 500 kilogram maximaal toegelaten massa.

C. Motorfietsen

De belasting is eenvormig vastgesteld op 1.464 frank.

D. Autobussen en autocars

Wanneer het belastbaar vermogen 10 paardekracht niet te boven gaat, is de belasting vastgesteld op 180 frank per paardekracht met een minimum van 2.068 frank.

Wanneer het belastbaar vermogen 10 paardekracht te boven gaat, bedraagt de aanslagvoet, per paardekracht en toepasselijk op het volledige belastbaar vermogen, 180 frank, verhoogd met 13 frank per paardekracht boven 10, met een maximum van 505 frank per paardekracht.

E. Motorvoertuigen bestemd voor het vervoer van goederen met uitzondering van de tractors

Wanneer de maximaal toegelaten massa van het voertuig of van de sleep, naargelang het geval, minstens 3.500 kilogram bedraagt, wordt de belasting volgens de onderstaande schaal vastgesteld :

De — Van	A — Tot	Montant de la taxe en francs — Bedrag van de belasting in frank
3.500 kg	3.999 kg	3.024
4.000 kg	4.999 kg	3.780
5.000 kg	5.999 kg	4.536
6.000 kg	6.999 kg	5.292
7.000 kg	7.999 kg	6.048
8.000 kg	8.999 kg	6.792
9.000 kg	9.999 kg	7.548
10.000 kg	10.999 kg	8.304
11.000 kg	11.999 kg	9.060
12.000 kg	12.999 kg	9.816
13.000 kg	13.999 kg	10.572
14.000 kg	14.999 kg	11.328
15.000 kg	15.999 kg	12.084
16.000 kg	16.999 kg	12.840
17.000 kg	17.999 kg	13.596
18.000 kg	18.999 kg	14.352
19.000 kg	19.999 kg	15.108
20.000 kg	20.999 kg	15.108
21.000 kg	21.999 kg	15.312
22.000 kg	22.999 kg	16.008
23.000 kg	23.999 kg	16.704
24.000 kg	24.999 kg	17.400

De — Van	A — Tot	Montant de la taxe en francs — Bedrag van de belasting in frank
25.000 kg	25.999 kg	18.096
26.000 kg	26.999 kg	18.792
27.000 kg	27.999 kg	19.488
28.000 kg	28.999 kg	20.184
29.000 kg	29.999 kg	20.880
30.000 kg	30.999 kg	21.576
31.000 kg	31.999 kg	22.272
32.000 kg	32.999 kg	22.968
33.000 kg	33.999 kg	23.664
34.000 kg	34.999 kg	24.360
35.000 kg	35.999 kg	25.056
36.000 kg	36.999 kg	25.752
37.000 kg	37.999 kg	26.448
38.000 kg	38.999 kg	27.144
39.000 kg	39.999 kg	27.840
40.000 kg	40.999 kg	28.536
41.000 kg	41.999 kg	29.232
42.000 kg	42.999 kg	29.928
43.000 kg	44.000 kg	30.624

F. Tracteurs

Lorsque la masse maximale autorisée du train atteint au moins 3.500 kilogrammes, la taxe est fixée d'après le barème suivant :

F. Tractors

Wanneer de maximaal toegelaten massa van de sleep minstens 3.500 kilogram bedraagt, wordt de belasting volgens de onderstaande schaal vastgesteld :

De — Van	A — Tot	Montant de la taxe en francs — Bedrag van de belasting in frank
3.500 kg	3.999 kg	3.024
4.000 kg	4.999 kg	3.780
5.000 kg	5.999 kg	4.536
6.000 kg	6.999 kg	5.292
7.000 kg	7.999 kg	6.048
8.000 kg	8.999 kg	6.792
9.000 kg	9.999 kg	7.548
10.000 kg	10.999 kg	8.304
11.000 kg	11.999 kg	9.060
12.000 kg	12.999 kg	9.816
13.000 kg	13.999 kg	10.572
14.000 kg	14.999 kg	11.328
15.000 kg	15.999 kg	12.084
16.000 kg	16.999 kg	12.840
17.000 kg	17.999 kg	13.596
18.000 kg	18.999 kg	14.352
19.000 kg	19.999 kg	15.108
20.000 kg	20.999 kg	15.864
21.000 kg	21.999 kg	16.620
22.000 kg	22.999 kg	17.376
23.000 kg	23.999 kg	18.132
24.000 kg	24.999 kg	18.888
25.000 kg	25.999 kg	19.644

De — Van	A — Tot	Montant de la taxe en francs — Bedrag van de belasting in frank
26.000 kg	26.999 kg	20.388
27.000 kg	27.999 kg	21.144
28.000 kg	28.999 kg	21.900
29.000 kg	29.999 kg	22.656
30.000 kg	30.999 kg	23.412
31.000 kg	31.999 kg	23.412
32.000 kg	32.999 kg	23.412
33.000 kg	33.999 kg	24.048
34.000 kg	34.999 kg	24.756
35.000 kg	35.999 kg	25.464
36.000 kg	36.999 kg	26.172
37.000 kg	37.999 kg	26.880
38.000 kg	38.999 kg	27.588
39.000 kg	39.999 kg	28.284
40.000 kg	40.999 kg	28.992
41.000 kg	41.999 kg	29.700
42.000 kg	42.999 kg	30.408
43.000 kg	44.000 kg	31.116

G. Remorques et semi-remorques

Lorsque la masse maximale autorisée du véhicule atteint au moins 500 kilogrammes, la taxe est fixée d'après le barème suivant :

G. Aanhangwagens en opleggers

Wanneer de maximaal toegelaten massa van het voertuig minstens 500 kilogram bedraagt, wordt de belasting volgens de onderstaande schaal vastgesteld :

De — Van	A — Tot	Montant de la taxe en francs — Bedrag van de belasting in frank
500 kg	3.999 kg	2.004
4.000 kg	17.999 kg	3.000
18.000 kg	44.000 kg	3.996

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, du même Code, les mots "500 francs" sont remplacés par les mots "937 francs".

§ 2. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° pour les voitures, les voitures mixtes, les minibus et les motocyclettes, mis en circulation depuis plus de vingt-cinq ans au moment de la déduction de l'impôt; ».

§ 3. A l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les mots "articles 29 et 31" sont remplacés par les mots "articles 30 et 32".

Art. 7. L'article 14 du même Code, remplacé par la loi du 27 juin 1972 et modifié par la loi du 22 décembre 1977 et l'arrêté royal du 27 janvier 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. - La taxe est réduite de 25 p.c. pour tout véhicule employé exclusivement pour le transport rémunéré de personnes en vertu d'une autorisation délivrée en vue de l'exploitation de services d'autocars en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946, mis en circulation depuis cinq ans au moins au moment de la déduction de l'impôt. La date de première mise en circulation est celle qui est reprise comme telle sur le certificat d'immatriculation du véhicule.

La réduction est également accordée pour les remorques tirées exclusivement par les véhicules à moteur visés à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 6. § 1. In artikel 10, § 1, eerste lid, en § 2, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "500 frank" vervangen door "937 frank".

§ 2. Artikel 10, § 1, eerste lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° voor de personenauto's, de auto's voor dubbel gebruik, de minibussen en de motorfietsen die bij het ontstaan van de belastingsschuld sedert meer dan vijftientig jaar in het verkeer zijn gebracht; ».

§ 3. In artikel 10, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "artikelen 29 en 31" vervangen door de woorden "artikelen 30 en 32".

Art. 7. Artikel 14 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 27 juni 1972 en gewijzigd door de wet van 22 december 1977 en het koninklijk besluit van 27 januari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14.- De belasting wordt verminderd met 25 pct. voor elk voertuig, dat uitsluitend wordt gebruikt voor het bezoldigd vervoer van personen krachtens een machtiging uitgereikt voor de exploitatie van autocardiens ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946, dat bij het ontstaan van de belastingsschuld sedert ten minste vijf jaar in het verkeer is gebracht. De datum waarop het voertuig voor het eerst in het verkeer werd gebracht, is die welke op het inschrijvingsbewijs van het voertuig is vermeld.

De vermindering wordt eveneens verleend voor aanhangwagens die uitsluitend door de in het eerste lid bedoelde motorvoertuigen worden getrokken. ».

Art. 8. L'article 15 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. - Pour les véhicules servant exclusivement au transport de marchandises ou d'objets quelconques, la taxe est réduite de 75 p.c. lorsque ces véhicules sont utilisés exclusivement dans le cadre de l'activité portuaire dans l'enceinte des ports, telle que celle-ci est déterminée par le Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances prescrit toutes mesures de contrôle jugées nécessaires.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux taxes établies par l'article 10, § 1^{er}. ».

Art. 9. L'article 16 du même Code, modifié par la loi du 26 février 1969 et l'arrêté royal du 27 janvier 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. - La taxe est réduite de 10 p.c. lorsqu'elle résulte d'une déclaration régulièrement souscrite par un redevable qui, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, et ce jusqu'au 30 juin au moins, déclare 3 véhicules à moteur ou plus, investis dans une exploitation commerciale ou industrielle et qui sont, en outre, employés exclusivement pour le transport rémunéré de personnes en vertu d'une autorisation délivrée en vue de l'exploitation de services d'autocars en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946.

La réduction de 10 p.c. ne s'applique pas à la taxe déjà réduite en vertu de l'article 15. ».

Art. 10. Sont abrogés :

- A) les articles 18 et 19 du même Code;
- B) l'article 20 du même Code, remplacé par la loi du 27 juin 1972.

Art. 11. § 1^{er}. Les articles 21 à 23 du même Code, modifiés par la loi du 11 avril 1983, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 21.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation, aussi longtemps qu'un véhicule est ou doit être inscrit au nom de cette personne dans le répertoire matricule de la Direction pour l'immatriculation des véhicules.

Les véhicules visés à l'alinéa 1^{er} sont les voitures, les voitures mixtes, les voitures mixtes lentes, les minibus, les ambulances, les motocyclettes, les tricycles à moteur, les quadricycles à moteur, les camionnettes, les camionnettes lentes, les remorques à bateau, les remorques de camping, les véhicules de camping, les remorques et semi-remorques d'une masse maximale autorisée jusqu'à 3.999 kg.

Art. 22.- § 1^{er}. La taxe est due par périodes successives de douze mois consécutifs, la première prenant cours le premier jour du mois au cours duquel le véhicule est ou doit être inscrit audit répertoire.

§ 2. Toute période de douze mois consécutifs visée au § 1^{er} constitue un exercice d'imposition. Celui-ci est désigné par le millésime de l'année au cours de laquelle se situe le début de cette période.

Art. 23.- Lorsque les conditions justifiant une exemption ne sont plus réunies au cours d'un exercice d'imposition, la taxe est due à concurrence des mois non écoulés. ».

§ 2. Des articles 23bis et 23ter, rédigés comme suit, sont insérés dans le même Code :

« Art. 23bis.- Lorsqu'au cours d'un exercice d'imposition un véhicule cesse d'être inscrit au répertoire matricule ou fait l'objet d'une exemption, la taxe payée est restituée à concurrence des mois non écoulés ou, dans la même limite, est imputée sur la taxe due par le redevable pour un autre véhicule.

Art. 23ter.- La taxe payée pour des camions, tracteurs, remorques et semi-remorques est remboursée lorsque ces véhicules effectuent des parcours dans le cadre d'un transport combiné, telle que cette notion est définie par l'article 1^{er} de la directive n° 92/106/CEE du Conseil des Communautés européennes du 7 décembre 1992 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre États membres.

Ce remboursement est calculé de manière forfaitaire étant entendu qu'il ne peut jamais excéder 80 p.c. du montant annuel de la taxe.

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15.- Voor de voertuigen die uitsluitend dienen voor het vervoer van goederen of enigerlei voorwerpen, wordt de belasting verminderd met 75 pct. wanneer deze voertuigen uitsluitend worden gebruikt in het kader van de havenactiviteit binnen de havenomheining, zoals deze door de Minister van Financiën wordt bepaald.

De Minister van Financiën schrijft alle nodig geoordeelde controlemaatregelen voor.

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de belastingen vastgesteld overeenkomstig artikel 10, § 1. ».

Art. 9. Artikel 16 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 februari 1969 en het koninklijk besluit van 27 januari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16.- De belasting wordt met 10 pct. verminderd wanneer zij is verschuldigd krachtens een regelmatige aangifte ingediend door een belastingsschuldige die, op 1 januari van het aanslagjaar, en dit tot minstens 30 juni, 3 of meer motorvoertuigen aangeeft die zijn geïnvesteerd in een handels- of nijverheidsbedrijf en die daarenboven uitsluitend worden gebruikt voor het bezoldigd vervoer van personen krachtens een machtiging uitgereikt voor de exploitatie van autocardiensten, ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946.

De vermindering van 10 pct. is niet van toepassing op de belasting verminderd krachtens artikel 15. ».

Art. 10. Opgeheven worden :

- A) de artikelen 18 en 19 van hetzelfde Wetboek;
- B) artikel 20 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 juni 1972.

Art. 11. § 1. De artikelen 21 tot 23, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 11 april 1983, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 21.- De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die vermeld is of het moet zijn op het inschrijvingsbewijs zolang een voertuig op naam van deze persoon is of moet zijn ingeschreven in het repertorium van de Directie voor de Inschrijving van de Voertuigen.

De in het eerste lid beoogde voertuigen zijn de personenauto's, de auto's voor dubbel gebruik, de trage auto's voor dubbel gebruik, de minibussen, de ziekenauto's, de motorfietsen, de motorfietsendriewielers, de motorfietsen-vierwielers, de lichte vrachtauto's, de trage lichte vrachtauto's, de bootaanhangwagens, de kampeeraanhangwagens, de kampeerauto's, de aanhangwagens en opleggers met een maximaal toegelaten massa tot 3.999 kg.

Art. 22.- § 1. De belasting is verschuldigd per opeenvolgende tijdperken van twaalf achtereenvolgende maanden, waarvan het eerste ingaat de eerste dag van de maand waarin het voertuig in bedoeld repertorium is of moet worden ingeschreven.

§ 2. Elk tijdperk van twaalf achtereenvolgende maanden bedoeld in § 1 vormt een aanslagjaar. Dit laatste wordt genoemd naar het jaar waarin het tijdperk een aanvang neemt.

Art. 23.- Wanneer de voorwaarden tot vrijstelling in de loop van een aanslagjaar niet meer vervuld zijn, is de belasting verschuldigd naar verhouding van de niet verstreken maanden. ».

§ 2. De artikelen 23bis en 23ter, luidend als volgt, worden ingevoegd in hetzelfde Wetboek :

« Art. 23bis. - Wanneer een voertuig in de loop van een aanslagjaar wordt afgevoerd van het repertorium of vrijstelling komt te genieten, wordt de betaalde belasting teruggegeven naar verhouding van de niet verstreken maanden of, in dezelfde mate, aangerekend op de belasting die door de belastingsschuldige voor een ander voertuig is verschuldigd.

Art. 23ter.- De belasting betaald voor vrachtauto's, tractoren, aanhangwagens en opleggers wordt terugbetaald wanneer die voertuigen afstanden afleggen in het raam van gecombineerd vervoer, zoals dat begrip is omschreven in artikel 1 van Richtlijn nr. 92/106/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 7 december 1992 houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd vervoer van goederen tussen lidstaten.

Die terugbetaling wordt op forfaitaire wijze berekend, maar kan nooit meer bedragen dan 80 pct. van het jaarlijkse bedrag van de belasting.

Le Roi arrête les conditions et les modalités d'application du présent article. ».

Art. 12. L'article 24 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. - Sauf dérogation pouvant résulter de conventions internationales, les véhicules automobiles qui sont utilisés en Belgique par des personnes n'ayant dans ce pays ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe et qui n'ont pas été soumis à la taxe de circulation, sont assujettis, à raison de leur séjour en Belgique, à une taxe quotidienne dont les taux sont fixés ci-après :

1° pour les véhicules servant exclusivement ou principalement au transport de marchandises ou d'objets quelconques :

a) lorsque la masse maximale autorisée n'atteint pas 7.500 kg : 1.200 francs par jour;

b) lorsque la masse maximale autorisée est de 7.500 kg ou plus, sans atteindre 19.000 kg : 1.600 francs par jour;

c) lorsque la masse maximale autorisée est de 19.000 kg ou plus : 3.300 francs par jour;

2° pour les véhicules servant exclusivement ou principalement au transport rémunéré de personnes : 300 francs par jour.

La taxe quotidienne est assimilée à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles. ».

Art. 13. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre X du Titre II du même Code, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre X.- Etablissement et recouvrement ».

§ 2. Les articles 29, modifié par la loi du 24 mars 1970, à 32 du même Code sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 29.- La taxe doit être versée de la manière et dans le délai indiqués sur l'avis adressé à cette fin au redevable par le fonctionnaire ou le service désigné par le directeur général des contributions directes. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à huit jours.

A défaut d'un tel avis, la taxe doit être versée, selon les modalités déterminées par le Roi, au plus tard à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel elle est due.

Art. 30.- Le lieu d'imposition est la commune qui figure ou doit figurer au certificat d'immatriculation au moment de la débiton de la taxe.

Art. 31.- Des rappels de la taxe peuvent être établis pendant trois ans à compter du premier jour de l'exercice d'imposition pour lequel elle est due. Dégrèvement de la taxe peut être accordé d'office pendant le même délai lorsque celle-ci a été soit payée soit établie indûment.

Art. 32.- Les réclamations doivent être motivées et présentées, sous peine de déchéance, au plus tard quatre mois à partir du dernier jour de la période pour laquelle la taxe est due, sans cependant que le délai puisse être inférieur à six mois à partir de la date de l'avertissement-extrait de rôle ou de l'avis de cotisation. ».

§ 3. Les articles 33 à 36 du même Code sont abrogés.

Art. 14. L'article 36bis du même Code, inséré par la loi du 27 juin 1972 et modifié par l'arrêté royal du 27 janvier 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36bis.- Les dispositions des chapitres III, VIII et X ne sont pas applicables :

1° aux véhicules de tout genre qui sont soumis à la réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques et qui font l'objet d'une immatriculation temporaire;

2° aux véhicules de tout genre qui ne sont pas visés à l'article 21;

3° aux véhicules de tout genre qui ne sont pas soumis à la réglementation visée sub 1°.

Par contre, lesdits véhicules sont soumis aux dispositions de l'article 36ter. ».

Art. 15. L'article 36ter du même Code, inséré par la loi du 27 juin 1972, est remplacé par la disposition suivante :

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels voor de toepassing van dit artikel. ».

Art. 12. Artikel 24 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 24.- Behoudens afwijkingen die kunnen voortvloeien uit internationale overeenkomsten worden de autovoertuigen die in België worden gebruikt door personen die in dit land geen woonplaats, verblijfplaats of vaste vestiging hebben en waarvoor geen verkeersbelasting is verschuldigd, naar verhouding van hun verblijf in België onderworpen aan een dagelijkse belasting waarvan de aanslagvoet hieronder wordt vastgesteld :

1° voor de voertuigen die uitsluitend of hoofdzakelijk worden gebruikt voor het vervoer van goederen of enigerlei voorwerpen :

a) wanneer de maximaal toegelaten massa minder dan 7.500 kg bedraagt : 1.200 frank per dag;

b) wanneer de maximaal toegelaten massa 7.500 kg of meer, maar minder dan 19.000 kg bedraagt : 1.600 frank per dag;

c) wanneer de maximaal toegelaten massa 19.000 kg of meer bedraagt : 3.300 frank per dag;

2° voor de voertuigen die uitsluitend of hoofdzakelijk worden gebruikt voor het bezoldigd vervoer van personen : 300 frank per dag.

De dagelijkse belasting wordt gelijkgesteld met de verkeersbelasting op de autovoertuigen. ».

Art. 13. § 1. Het opschrift van hoofdstuk X van Titel II van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk X. - Vestiging en invordering ».

§ 2. De artikelen 29, gewijzigd door de wet van 24 maart 1970, tot 32 van hetzelfde Wetboek, worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 29.- De belasting dient te worden gestort op de wijze en binnen de termijn aangeduid op het bericht dat te dien einde door de ambtenaar of de dienst, aangeduid door de directeur-generaal der directe belastingen, aan de belastingschuldige wordt verzonden. Deze termijn mag echter niet minder dan acht dagen zijn.

Bij gebrek aan dergelijk bericht moet de belasting volgens de door de Koning vastgestelde modaliteiten worden gestort uiterlijk bij het verstrijken van de maand volgend op die tijdens dewelke zij verschuldigd is.

Art. 30.- De plaats van aanslag is de gemeente die vermeld is of het moet zijn op het inschrijvingsbewijs op het ogenblik van het ontstaan van de belastingschuld.

Art. 31.- De belasting kan worden nagevorderd gedurende drie jaar, te rekenen van de eerste dag van het aanslagjaar waarvoor ze verschuldigd is. Ontlasting kan binnen dezelfde termijn ambtshalve worden verleend als de belasting ten onrechte betaald of geheven is.

Art. 32.- De bezwaarschriften moeten gemotiveerd en op straffe van verval ingediend worden uiterlijk vier maanden vanaf de laatste dag van het tijdperk waarvoor de belasting is verschuldigd, zonder dat het tijdperk nochtans minder dan zes maanden mag bedragen vanaf de datum van het aanslagbiljet of van de kennisgeving van de aanslag. ».

§ 3. De artikelen 33 tot 36 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 14. Artikel 36bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 27 juni 1972 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 januari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36bis.- De bepalingen van de hoofdstukken III, VIII en X zijn niet van toepassing op :

1° de voertuigen van alle aard die onderworpen zijn aan de reglementering voor de inschrijving van de motorvoertuigen en de aanhangwagens en die het voorwerp uitmaken van een tijdelijke inschrijving;

2° de voertuigen van alle aard die niet in artikel 21 worden bedoeld;

3° de voertuigen van alle aard die niet onderworpen zijn aan de sub 1°, bedoelde reglementering.

De voormelde voertuigen zijn daarentegen onderworpen aan de bepalingen van artikel 36ter. ».

Art. 15. Artikel 36ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 27 juni 1972, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36ter.- § 1^{er}. La taxe est due pour le nombre de mois compris entre le 1^{er} jour du mois au cours duquel le véhicule est mis en usage sur la voie publique dans le courant d'une année civile et le 31 décembre de la même année.

Le montant dû est égal à un douzième de la taxe annuelle, multiplié par le nombre de mois déterminé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La taxe ou le supplément de taxe est payable au fonctionnaire ou service désigné par le directeur général des contributions directes, avant le 1^{er} janvier si le véhicule est employé à cette date et, dans le cas contraire, préalablement à tout usage. Le redevable doit, au préalable, souscrire une déclaration qui doit contenir tous les éléments nécessaires au calcul de l'impôt et à la surveillance.

§ 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, aucune taxe n'est due pour le mois de décembre lorsque l'usage commence après le 15 décembre.

§ 4. Après paiement, il est remis au déclarant un signe distinctif dont le véhicule doit être constamment pourvu. Au besoin, ce signe distinctif est renouvelé chaque année.

Le Roi détermine les règles à suivre pour l'apposition des signes distinctifs.

§ 5. En cas de cessation d'usage dans le courant d'un mois, la taxe payée pour le restant de l'année est restituée, contre remise du signe distinctif, à concurrence des mois non écoulés.

§ 6. En cas de modification d'un véhicule, le redevable est tenu de modifier sa déclaration avant la mise en usage du véhicule modifié et, le cas échéant, d'acquitter en même temps le supplément de taxe pour les mois non écoulés restant à courir jusqu'au 31 décembre suivant.

§ 7. En cas de remplacement définitif d'un véhicule avant le 16 décembre, la taxe payée pour ce véhicule pourra être déduite, en ce qui concerne les mois non écoulés, de la taxe relative au véhicule de remplacement.

Le minimum fixé par l'article 10, § 2, s'applique au montant global des taxes dues pour les deux véhicules.

§ 8. A défaut de notification contraire, la déclaration remise pour une année est valable pour les années suivantes.

§ 9. Aussi longtemps que le changement apporté dans la détention du véhicule n'a pas été déclaré, l'ancien détenteur est responsable de la taxe, sauf son recours contre l'acquéreur. ».

Art. 16. L'article 36^{quater} du même Code est abrogé.

Art. 17. L'article 40, alinéa 2, du même Code est abrogé.

Art. 18. Les articles 1^{er} à 5, 6, § 1^{er} et § 2, 7, 8, 9 et 10 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

L'article 6, § 3, produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Les articles 11 à 17 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

« Art. 36ter.- § 1. De belasting is verschuldigd voor het aantal maanden begrepen tussen de eerste dag van de maand tijdens dewelke het voertuig in de loop van een burgerlijk jaar in gebruik werd genomen op de openbare weg en 31 december van hetzelfde jaar.

Het verschuldigde bedrag is gelijk aan een twaalfde van de jaarlijkse belasting, vermenigvuldigd met het aantal maanden bepaald in het eerste lid.

§ 2. De belasting of de aanvullende belasting moet worden betaald bij de door de directeur-generaal der directe belastingen aangewezen ambtenaar of dienst vóór 1 januari, indien het voertuig op die datum in gebruik is en, in het tegenovergestelde geval, voor elk gebruik. De belastingschuldige moet, vooraf, een aangifte onderschrijven die alle gegevens moet behelzen die nodig zijn voor het berekenen van de belasting en voor het toezicht.

§ 3. In afwijking van §§ 1 en 2, is geen enkele belasting verschuldigd voor de maand december wanneer het gebruik na 15 december begint.

§ 4. Na betaling wordt aan de aangever een kenteken uitgereikt, waarvan het voertuig voortdurend moet voorzien zijn. Zo nodig, wordt dit kenteken elk jaar vernieuwd.

De Koning stelt de regelen vast, die in acht moeten worden genomen voor het aanbrengen van de kentekens.

§ 5. Ingeval het gebruik in de loop van een maand ophoudt, wordt de belasting die voor het overige van het jaar was betaald, tegen afgifte van het kenteken terugbetaald ten belope van het bedrag van de niet verstreken maanden.

§ 6. Ingeval van wijziging van een voertuig, is de belastingschuldige gehouden hiervan aangifte te doen voor het in gebruik stellen van het gewijzigde voertuig en, desgevallend, terzelfdertijd de aanvullende belasting te betalen voor de niet verstreken maanden die nog tot 31 december daaropvolgend blijven lopen.

§ 7. Wanneer een voertuig voor 16 december definitief wordt vervangen, mag de voor dat voertuig betaalde belasting over de nog niet verstreken maanden van de belasting betreffende het vervangende voertuig worden afgetrokken.

Het in artikel 10, § 2, vastgestelde minimum geldt voor het totaal bedrag van de voor de twee voertuigen verschuldigde belastingen.

§ 8. Bij gebrek aan andersluidende kennisgeving, is de voor een jaar ingediende aangifte geldig voor de volgende jaren.

§ 9. Zolang er geen aangifte is gedaan van de verandering betreffende het houden van het voertuig, is de vroegere houder aansprakelijk voor de belasting, behoudens zijn verhaal op de verkrijger. ».

Art. 16. Artikel 36^{quater} van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 40, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 18. De artikelen 1 tot 5, 6, § 1 en § 2, 7, 8, 9 en 10 treden in werking op 1 januari 1999.

Artikel 6, § 3, heeft uitwerking op 1 januari 1991.

De artikelen 11 tot 17 treden in werking op 1 januari 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Note	Nota
(1) <i>Références parlementaires</i> :	(1) <i>Parlementaire verwijzingen</i> :
Chambres des représentants.	Kamer van volksvertegenwoordigers.
<i>Documents parlementaires.</i>	<i>Parlementaire Stukken.</i>
<i>Session 1997-1998.</i>	<i>Zitting 1997-1998.</i>
Projet de loi, n° 1668/1.	Wetsontwerp, nr. 1668/1.
<i>Session 1998-1999.</i>	<i>Zitting 1998-1999.</i>
Amendements, n°s 1668/2 à 5. — Rapport, n° 1668/6. — Texte adopté par la Commission, n° 1668/7. — Errata, n° 1668/8. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1668/9.	Amendementen, nrs. 1668/2 tot 5. — Verslag, nr. 1668/6. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1668/7. — Errata, nr. 1668/8. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1668/9.
<i>Annales parlementaires.</i>	<i>Parlementaire Handelingen.</i>
<i>Annales de la Chambre</i> : 8 et 10 décembre 1998.	<i>Handelingen van de Kamer</i> : 8 en 10 december 1998.
<i>Senat</i>	<i>Senaat</i>
<i>Session 1998-1999.</i>	<i>Zitting 1998-1999.</i>
<i>Document parlementaires.</i> — <i>Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1192/1.</i> — <i>Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1192/2.</i>	<i>Parlementaire stukken.</i> — <i>Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1192/1.</i> — <i>Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat, nr. 1-1192/2.</i>

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 434

[C - 99/09179]

5 FEVRIER 1999. — Arrêté ministériel établissant le modèle du titre de légitimation justifiant la qualité d'officier de protection des agents de la Sûreté de l'Etat affectés aux missions de protection des personnes

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, notamment les articles 6 § 3, 5°, 22 et 33;

Considérant que pour l'exercice de leurs missions visées aux articles 23 à 34 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, les officiers de protection désignés conformément à l'article 22 de la loi précitée doivent pouvoir justifier de leur qualité au moyen d'un titre de légitimation dont ils sont porteurs;

Vu l'avis conforme du Ministre de l'Intérieur donné le 3 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que les officiers de protection doivent pouvoir exécuter leurs missions de protection des personnes conformément aux articles 23 à 34 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité dès l'entrée en vigueur de ladite loi,

Arrête :

Article 1^{er}. L'administrateur général de la Sûreté de l'Etat délivre aux agents de la Sûreté de l'Etat affectés aux missions de protection des personnes visées aux articles 7, 3° et 8, 5° de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité un titre de légitimation justifiant leur qualité d'officier de protection.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 434

[C - 99/09179]

5 FEBRUARI 1999. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van legitimatiebewijs dat blijkt geeft van de hoedanigheid van beschermingsofficier voor de agenten van de Veiligheid van de Staat belast met de opdrachten van persoonsbescherming

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, in het bijzonder de artikelen 6 § 3, 5°, 22 en 33;

Overwegende dat voor de uitoefening van hun opdrachten bedoeld in de artikelen 23 tot 34 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, de beschermingsofficieren, aangewezen overeenkomstig artikel 22 van voormelde wet, van hun hoedanigheid moeten kunnen blijken door middel van een legitimatiebewijs waarvan zij houder zijn;

Gelet op het eensluidend advies van de Minister van Binnenlandse Zaken gegeven op 3 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3 § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat de beschermingsofficieren hun opdrachten van persoonsbescherming moeten kunnen uitoefenen overeenkomstig de artikelen 23 tot 34 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten vanaf de inwerkingtreding van deze wet,

Besluit :

Artikel 1. De administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat bezorgt de agenten van de Veiligheid van de Staat belast met opdrachten van persoonsbescherming bedoeld in de artikelen 7, 3° en 8, 5° van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten een legitimatiebewijs dat doet blijken van hun hoedanigheid van beschermingsofficier.

Art. 2. Le titre de légitimation est conforme au modèle figurant en annexe du présent arrêté.

Il a la forme d'un rectangle de 100 mm de longueur et de 76 mm de largeur et est plastifié.

Art. 3. § 1^{er}. Le titre de légitimation porte au recto les mentions suivantes :

1° un en-tête « Royaume de Belgique » et sous l'en-tête, le texte suivant : « Le Ministre de la Justice certifie que »;

2° sur la partie gauche, sous l'en-tête et le texte décrits au 1°, une photographie d'identité en couleur du titulaire, d'un format minimum de 25 mm sur 33 mm;

3° à la droite de la photographie, le texte suivant :

« M. (nom et prénom du titulaire en caractères italiques).....

Grade (en caractères italiques).....

de la Sûreté de l'Etat

a été désigné(e) comme officier de protection par A.M. du..... »

4° dans la partie inférieure gauche, sous la photographie, le numéro d'ordre du titre;

5° dans la partie inférieure droite, un cadre dans lequel figurera la signature du titulaire.

Le sceau de l'Etat apparaît sous les mentions figurant au 3°.

Le sceau sec « Ministère de la Justice - Sûreté de l'Etat » est apposé sur la photographie du titulaire.

§ 2. Le verso du titre de légitimation porte les mentions suivantes :

1° « Il/Elle est affecté(e) aux missions de protection de personnes visées aux articles 7, 3° et 8, 5° de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.

Il/Elle est habilité(e) à exercer les compétences prévues aux articles 23 à 34 de cette loi.

Lorsqu'il est mis en danger dans l'exercice de sa mission ou lorsque des personnes sont en danger, tout officier de protection peut requérir l'aide ou l'assistance des personnes présentes sur place. En cas d'absolue nécessité, il peut de même requérir l'aide ou l'assistance de toute autre personne utile.

L'aide ou l'assistance requise ne peut mettre en danger la personne qui la prête. »

2° au centre de la partie inférieure, la formule :

« Au nom du Ministre, l'Administrateur général, »

ainsi que la signature de l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat et l'indication de son nom.

§ 3. Le titre de légitimation porte en bordure un encadré aux trois couleurs nationales.

Art. 4. Les mentions visées à l'article 3, §1^{er}, 1°, 3° à 5° et § 2, 1° et 2° sont établies en français, en néerlandais et en allemand.

Art. 5. L'administrateur général de la Sûreté de l'Etat fixe les règles relatives à la perte, au vol ou à la détérioration du titre de légitimation.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.

Bruxelles le 5 février 1999,

T. VAN PARYS

Art. 2. Het legitimatiebewijs wordt opgesteld overeenkomstig het model dat als bijlage bij huidig besluit is opgenomen.

Het heeft de vorm van een rechthoek die een lengte heeft van 100 mm en een breedte van 76 mm en is geplastificeerd.

Art. 3. § 1. Het legitimatiebewijs bevat op de voorzijde de volgende vermeldingen :

1° een hoofding « Koninkrijk België » en onder de hoofding, de volgende tekst : « De Minister van Justitie verklaart dat »;

2° in het linkergedeelte, onder de hoofding en de tekst beschreven in 1°, een pasfoto in kleur van de houder met een minimumgrootte van 25 mm op 33 mm;

3° rechts van de foto, de volgende tekst :

« M. (naam en voornaam van de houder cursief gedrukt)....

Graad (cursief gedrukt).....

van de Veiligheid van de Staat

werd als beschermingsofficier aangewezen bij M.B. van..... »

4° links onderaan, onder de foto, het volgnummer van het bewijs;

5° rechts onderaan, een kader waarin de handtekening van de houder voorkomt.

's Lands zegel verschijnt onder de vermeldingen zoals beschreven in 3°.

De droogstempel "Ministerie van Justitie-Veiligheid van de Staat" wordt aangebracht op de foto van de houder.

§ 2. De achterzijde van het legitimatiebewijs bevat de volgende vermeldingen :

1° « Hij/Zij is belast met de opdrachten van persoonsbescherming bedoeld in de artikelen 7, 3° en 8, 5° van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

Hij/Zij is gemachtigd de in de artikelen 23 tot 34 van deze wet bepaalde bevoegdheden uit te oefenen.

Wanneer hij in gevaar gebracht wordt bij het vervullen van zijn opdracht of wanneer personen in gevaar zijn, kan iedere beschermings-officier de hulp of bijstand vorderen van de ter plaatse aanwezige personen. In geval van absolute noodzaak kan hij eveneens de hulp of bijstand van enig ander nuttig persoon vorderen.

De gevorderde hulp of bijstand mag de persoon die ze verleent niet in gevaar brengen. »

2° in het middenondergedeelte, de formule :

« Namens de Minister, de Administrateur-generaal, »

evenals de handtekening van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat en de vermelding van zijn naam.

§ 3. Het legitimatiebewijs is omkaderd door een band met de nationale driekleur.

Art. 4. De vermeldingen bedoeld in artikel 3 § 1, 1°, 3° tot 5° en § 2, 1° en 2° zijn opgesteld in het Frans, Nederlands en Duits.

Art. 5. De administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat bepaalt de regels inzake verlies, diefstal of beschadiging van het legitimatiebewijs.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de datum van de inwerkingtreding van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

Brussel op 5 februari 1999.

T. VAN PARYS

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 435

[C - 99/16051]

12 FEVRIER 1999. — Arrêté ministériel
portant des mesures temporaires complémentaires
concernant la commercialisation de poires

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes
Entreprises,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de
l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment
l'article 3, §§ 1^{er} et 2, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1999 relatif à des mesures temporaires
concernant la commercialisation de poires, notamment l'article 6, § 1^{er},
modifié par l'arrêté royal du 4 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,
notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980,
16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures
complémentaires afin d'assurer la commercialisation de poires qui
répondent aux normes concernant la teneur maximale en résidus de
pesticides,

Arrête :

Article 1^{er}. A la demande du détenteur, le Service peut également
délivrer l'autorisation de commercialisation de poires, visée à l'article 3,
§ 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 janvier 1999 relatif à des mesures
temporaires concernant la commercialisation de poires, au moyen
d'une étiquette autocollante, conforme au modèle en annexe du présent
arrêté, à apposer sur l'emballage individuel.

Art. 2. Le Service est habilité à délivrer, sous les conditions qu'il
détermine et sans prélèvement d'échantillons, une autorisation de
commercialisation au détenteur :

— de lots de poires qui sont originaires de pays dont les instances
officielles ou des instances agréées par elles prouvent au Service que
l'utilisation de chlorméquat en culture de poires y est interdite,

ou

— de lots de poires qui sont originaires de pays où l'utilisation de
chlorméquat en culture de poires est autorisée et qui sont accompagnés
d'une attestation délivrée par les instances officielles compétentes (ou
un organisme de contrôle agréé par elles) prouvant que la teneur
maximale de résidus n'est pas dépassée.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au
Moniteur belge.

Bruxelles, le 12 février 1999.

K. PINXTEN

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 99 — 435

[C - 98/16051]

12 FEBRUARI 1999. — Ministerieel besluit houdende bijkomende
tijdelijke maatregelen met betrekking tot de verhandeling van
peren

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote
Ondernemingen,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in
landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op arti-
kel 3, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1999 betreffende
tijdelijke maatregelen met betrekking tot de verhandeling van peren,
inzonderheid op artikel 6, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van
4 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op
12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten
van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en
4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld bijkomende maat-
regelen te nemen om de verhandeling van peren die voldoen aan de
normen inzake het maximumgehalte aan residuen van bestrijdingsmid-
delen te verzekeren,

Besluit :

Artikel 1. Op verzoek van de houder kan de Dienst de toelating tot
verhandeling van peren, bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk
besluit van 29 januari 1999 betreffende tijdelijke maatregelen met
betrekking tot de verhandeling van peren, ook verlenen door middel
van een op de individuele verpakking aan te brengen zelfklevend
etiket, overeenkomstig het model in bijlage bij dit besluit.

Art. 2. De Dienst is gemachtigd om, onder de voorwaarden die hij
bepaalt en zonder monsterneming, een toelating tot verhandeling af te
leveren aan de houder :

— van partijen peren die van oorsprong zijn uit landen waarvan de
bevoegde officiële instanties of door hen erkende instanties aan de
Dienst bewijzen dat het gebruik van chlorméquat er bij de teelt van
peren verboden is,

of

— van partijen peren die van oorsprong zijn uit landen waar het
gebruik van chlorméquat bij de teelt van peren toegelaten is en die
vergezeld zijn van een door de bevoegde officiële instanties (of een door
hen erkend controleorganisme) afgeleverd attest dat aantoonde dat het
maximumgehalte van residuen niet overschreden is.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het
Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Brussel, 12 februari 1999.

K. PINXTEN

Annexe

<p>TOELATING TOT VERHANDELING</p> <p>AUTORISATION DE COMMERCIALISATION</p> <p>AUTHORIZATION FOR TRADING</p> <p>K.B./A.R. 29/01/1999</p> <p>(Numéro d'ordre)</p>
--

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 février 1999.

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Bijlage

<p>TOELATING TOT VERHANDELING</p> <p>AUTORISATION DE COMMERCIALISATION</p> <p>AUTHORIZATION FOR TRADING</p> <p>K.B./A.R. 29/01/1999</p> <p>(Volgnummer)</p>
--

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 februari 1999.

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

K. PINXTEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 99 — 436

[C - 99/03066]

2 FEVRIER 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 110, § 4, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 110, § 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 8 juillet 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 23 juillet 1997;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 26 juillet 1997, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 janvier 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'Administration des contributions directes transmet pour le quinzième jour de chaque mois ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, à l'ONSS-Gestion globale visée à l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, un relevé faisant apparaître :

1^o l'ensemble, perçu au cours du mois écoulé, des soldes en matière de cotisation spéciale pour la sécurité sociale qui subsistent après déduction des retenues opérées conformément à l'article 109 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par les lois du 20 décembre 1995 et du 29 avril 1996 et par l'arrêté royal du 8 août 1997 et du supplément visé à l'article 125, 1^o, de la même loi du 30 mars 1994;

2^o le total, remboursé ou imputé sur l'impôt sur les revenus au cours du mois écoulé, des excédents en matière de cotisation spéciale pour la sécurité sociale qui subsistent après déduction des retenues opérées conformément à l'article 109 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par les lois du 20 décembre 1995 et du 29 avril 1996 et par l'arrêté royal du 8 août 1997 et du supplément visé à l'article 125, 1^o, de la même loi du 30 mars 1994;

3^o le produit à verser par l'Administration des contributions directes pour le mois écoulé à l'ONSS-Gestion globale, conformément à l'article 110, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par l'arrêté royal du 8 août 1997;

4^o les excédents à rembourser par l'ONSS-Gestion globale pour le mois écoulé pour compte de l'Administration des contributions directes, conformément à l'article 110, § 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 8 août 1997.

§ 2. Le dixième jour du mois qui suit celui au cours duquel le relevé visé au paragraphe 1^{er} est envoyé ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'Administration des contributions directes verse à l'ONSS-Gestion globale le montant du produit visé au paragraphe 1^{er}, 3^o, pour le mois concerné.

Ce montant est versé au numéro de compte 001-2122501-23 de l'ONSS-Gestion globale, avec mention des mots "cotisation spéciale pour la sécurité sociale" et du mois et de l'année concernés.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 436

[C - 99/03066]

2 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 110, § 4, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 110, § 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën uitgebracht op 8 juli 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 23 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 26 juli 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 januari 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De Administratie der directe belastingen zendt de vijftiende dag van elke maand of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, de daaropvolgende werkdag, aan de RSZ-Globaal Beheer, genoemd in artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, een opgave met de volgende vermeldingen :

1^o de in de afgelopen maand geïnde som van de saldi inzake bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid die overblijven na aftrek van de overeenkomstig artikel 109 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 29 april 1996 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, gedane inhoudingen en van het supplement genoemd in artikel 125, 1^o, van dezelfde wet van 30 maart 1994;

2^o het in de loop van de afgelopen maand teruggestorte of met de inkomstenbelastingen verrekende totaalbedrag van de overschotten inzake bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid die nog bestaan na aftrek van de overeenkomstig artikel 109 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 29 april 1996 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, gedane inhoudingen en van het supplement genoemd in artikel 125, 1^o, van dezelfde wet van 30 maart 1994;

3^o de opbrengst die de Administratie der directe belastingen voor de afgelopen maand aan de RSZ-Globaal Beheer dient te storten overeenkomstig artikel 110, § 1, tweede lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

4^o de overschotten die door de RSZ-Globaal Beheer voor de afgelopen maand voor rekening van de Administratie der directe belastingen moeten worden teruggestort overeenkomstig artikel 110, § 3, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

§ 2. Op de tiende dag van de maand na die waarin de in paragraaf 1 genoemde opgave wordt toegezonden of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de Administratie der directe belastingen aan de RSZ-Globaal Beheer het bedrag van de opbrengst bedoeld in paragraaf 1, 3^o, voor de betrokken maand.

Dat bedrag wordt gestort op rekeningnummer 001-2122501-23 van de RSZ-Globaal Beheer, met vermelding van de woorden "bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid" en van de betrokken maand en het betrokken jaar.

§ 3. Le dixième jour du mois qui suit celui au cours duquel le relevé visé au paragraphe 1^{er} est envoyé ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'ONSS-Gestion globale rembourse pour compte de l'Administration des contributions directes le montant des excédents visés au paragraphe 1^{er}, 4^o, pour le mois concerné.

Ce montant est versé sur le fonds particulier visé à l'article 110, § 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Art. 2. Tout retard de paiement aussi bien par l'Administration des contributions directes que par l'ONSS-Gestion globale donne lieu, pour la durée du retard, à déduction de l'intérêt légal, calculé par mois civil. Cet intérêt est calculé sur la somme due, arrondie au millier inférieur; le mois de l'échéance est négligé, mais le mois au cours duquel a lieu le paiement est compté pour un mois entier.

Art. 3. Le dixième jour du deuxième mois qui suit celui durant lequel le présent arrêté est publié au *Moniteur belge* ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'Administration des contributions directes verse sur le numéro de compte mentionné à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, le montant total du produit qui a été réalisé par l'Administration des contributions directes jusqu'à la fin du mois qui précède le mois pour lequel un relevé visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, a été transmis.

Art. 4. Le dixième jour du deuxième mois qui suit celui durant lequel le présent arrêté est publié au *Moniteur belge* ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'ONSS-Gestion globale rembourse, pour compte de l'Administration des contributions directes, sur le fonds particulier visé à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 2, le montant total des excédents qui ont été restitués par l'Administration des contributions directes jusqu'à la fin du mois qui précède le mois pour lequel un relevé visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, a été transmis.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.

Loi sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996, err. 8 octobre 1996.

§ 3. Op de tiende dag van de maand na die waarin de in paragraaf 1 genoemde opgave wordt toegezonden of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de RSZ-Globaal Beheer, voor rekening van de Administratie der directe belastingen, het bedrag van de overschotten genoemd in paragraaf 1, 4^o, terug voor de betrokken maand.

Dat bedrag wordt gestort in het bijzonder fonds bedoeld in artikel 110, § 3, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

Art. 2. Elke vertraging in de betaling zowel door de Administratie der directe belastingen als door de RSZ-Globaal Beheer geeft aanleiding, voor de duur van het verwijl, tot de betaling van de wettelijke interest, berekend per kalendermaand. Die interest wordt berekend op de verschuldigde som, afgerond op het lagere duizendtal; de vervalmaand wordt niet medegerekend, doch de maand waarin de betaling geschiedt, wordt voor een volle maand geteld.

Art. 3. Op de tiende dag van de tweede maand na die waarin dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de Administratie der directe belastingen op het in artikel 1, § 2, tweede lid, vermelde rekeningnummer, het totale bedrag van de opbrengst die de Administratie der directe belastingen heeft tot stand gebracht tot aan het einde van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor een opgave genoemd in artikel 1, § 1, is toegezonden.

Art. 4. Op de tiende dag van de tweede maand na die waarin dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de RSZ-Globaal Beheer voor rekening van de Administratie der directe belastingen, in het bijzonder fonds genoemd in artikel 1, § 3, tweede lid, het totale bedrag van de overschotten terug die door de Administratie der directe belastingen zijn teruggegeven tot het einde van de maand vóór de maand waarvoor een opgave genoemd in artikel 1, § 1, is toegezonden.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 3 maart 1994.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996, err. 8 oktober 1996.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 437

[C - 99/22113]

9 FEVRIER 1999. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 2, § 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, modifiée par les lois des 5 janvier 1976 et 3 mars 1982, l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, la loi du 1^{er} août 1985, l'arrêté royal n° 484 du 22 décembre 1986, les lois des 7 novembre 1987, 29 décembre 1990, 20 juillet 1991 et 12 janvier 1993, l'arrêté royal du 12 décembre 1996 et la loi du 25 janvier 1999, notamment l'article 169;

Vu l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif aux programmes de transition professionnelle, modifié par l'accord de coopération du 15 mai 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 janvier 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence toujours trop élevé rend nécessaire d'utiliser le minimum de moyens d'existence d'une manière plus active; que le Gouvernement a décidé dans ce cadre d'étendre aux personnes bénéficiaires du minimum de moyens d'existence l'accès à différents programmes de mise au travail prévus pour les chômeurs et permettant une activation de leurs allocations; que cet arrêté traduit également l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions, modifiant l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif aux programmes de transition professionnelle; qu'une bonne collaboration entre l'Etat fédéral et les Régions exige que les modifications réglementaires nécessaires soient prises le plus rapidement possible; qu'il y a lieu pour les employeurs disposés à créer des emplois pour des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence de pouvoir les concrétiser sans délai; que le présent arrêté est indispensable au lancement effectif de tous les programmes de mise au travail permettant l'activation du minimum de moyens d'existence contenue à l'article 2, § 5, premier alinéa de la loi du 7 août 1974, instituant le droit à un minimum de moyen d'existence, entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les conditions d'accès des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence aux différents programmes d'insertion en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi. Il fixe les conditions d'octroi et les montants mensuels de minimum de moyens d'existence spécifiques à chaque programme d'insertion, appelé ci-après le minimum de moyens d'existence activé.

Art. 2. Pour l'octroi du minimum de moyens d'existence activé, l'intéressé doit, au moment de l'engagement, remplir toutes les conditions d'accès au programme d'insertion.

L'octroi du minimum de moyens d'existence activé est reconnu dans le chef de chacun des conjoints vivant sous le même toit lorsqu'il remplit personnellement les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

L'octroi du minimum de moyens d'existence activé est limité à la durée maximale de mise au travail fixée dans le programme d'insertion concerné.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 437

[C - 99/22113]

9 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit genomen tot uitvoering van artikel 2, § 5, eerste lid, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1976 en 3 maart 1982, het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 484 van 22 december 1986, de wetten van 7 november 1987, 29 december 1990, 20 juli 1991 en 12 januari 1993, het koninklijk besluit van 12 december 1996 en de wet van 25 januari 1999, inzonderheid op artikel 169;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de doorstromingsprogramma's, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het nog steeds te groot aantal bestaansminimumgerechtigden het noodzakelijk maakt het bestaansminimum op een meer actieve wijze aan te wenden; dat de Regering in dit verband beslist heeft de toegang tot verschillende tewerkstellingsprogramma's die voor de werklozen zijn voorzien en die een activering van hun uitkeringen mogelijk maakt, uit te breiden tot de personen gerechtigd op het bestaansminimum; dat dit besluit ook uitwerking geeft aan het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de federale Staat en de Gewesten, tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de federale Staat en de Gewesten betreffende de doorstromingsprogramma's; dat een goede samenwerking tussen de federale Staat en de Gewesten het noodzakelijk maakt dat de reglementaire wijzigingen onverwijld zouden worden aangebracht; dat de werkgevers die bereid zijn arbeidsplaatsen te creëren voor bestaansminimumgerechtigden ze onverwijld moeten kunnen verwezenlijken; dat dit besluit onontbeerlijk is voor het effectief opstarten van alle tewerkstellingsprogramma's die het activeren mogelijk maken van het bestaansminimum, voorzien in artikel 2, § 5, eerste lid, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, dat in werking is getreden op 1 januari 1998.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Onderhavig besluit legt de voorwaarden vast waaronder gerechtigden op het bestaans-minimum kunnen deelnemen aan de onderscheidene inschakelingsprogramma's met het oog op hun integratie op de arbeidsmarkt. Het legt de toekenningsvoorwaarden en de maandelijkse bedragen vast van het bestaansminimum, specifiek voor elk inschakelingsprogramma, hierna het geactiveerd bestaansminimum genoemd.

Art. 2. Voor de toekenning van het geactiveerd bestaansminimum moet de betrokkene, op het ogenblik van de aanwerving, alle voorwaarden voor de toegang tot het inschakelingsprogramma vervullen.

Het geactiveerd bestaansminimum wordt toegekend aan elk van de echtgenoten die onder hetzelfde dak wonen wanneer zij de in het eerste lid bedoelde voorwaarden persoonlijk vervullen.

De toekenning van het geactiveerd bestaansminimum is beperkt tot de maximumduur van de tewerkstelling bepaald in het betrokken inschakelingsprogramma.

TITRE 2. — Les différents programmes d'insertion**CHAPITRE Ier. — Les programmes de transition professionnelle****Section 1^{re}. — Conditions d'accès**

Art. 3. § 1^{er}. Peuvent être engagés à partir du 1^{er} janvier 1998 dans un programme de transition professionnelle reconnu sur la base de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° l'employeur ne tombe pas sous l'application de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant les mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand;

2° au moment de l'engagement, l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficie du minimum de moyens d'existence depuis au moins douze mois sans interruption;

3° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail conclu pour une durée déterminée de six mois, prolongeable une fois de six mois, ou d'un contrat de travail de douze mois.

§ 2. Peuvent être engagés à partir du 1^{er} juin 1998 dans un programme de transition professionnelle reconnu sur la base de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° l'employeur ne tombe pas sous l'application de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant les mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand;

2° au moment de l'engagement, l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficie du minimum de moyens d'existence depuis au moins douze mois sans interruption;

3° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

§ 3. Peuvent être engagés à partir du 1^{er} juillet 1998 dans un programme de transition professionnelle reconnu sur la base de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° au moment de l'engagement, l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficie du minimum de moyens d'existence depuis au moins douze mois sans interruption;

2° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

§ 4. Peuvent être engagés à partir du 1^{er} octobre 1998 dans un programme de transition professionnelle reconnu sur la base de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° au moment de l'engagement, l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficie sans interruption du minimum de moyens d'existence soit depuis au moins douze mois soit depuis au moins neuf mois lorsqu'il a moins de vingt-cinq ans et ne dispose pas d'un diplôme, d'une attestation ou d'un brevet de l'enseignement secondaire supérieur;

2° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

Section 2. — Périodes assimilées

Art. 4. Pour l'application de l'article 3, les périodes suivantes sont assimilées à des périodes de bénéfice du minimum de moyens d'existence :

1° les périodes d'emprisonnement au cours desquelles le bénéfice du minimum de moyens d'existence a été suspendu;

2° les périodes de bénéfice de l'aide sociale financière lorsque le bénéfice du minimum de moyens d'existence ne pouvait être reconnu;

3° les périodes d'occupation dans le cadre d'un programme de transition professionnelle;

TITEL 2. — De onderscheidene inschakelingsprogramma's**HOOFDSTUK I. — De doorstromingsprogramma's****Afdeling 1. — Toetredingsvoorwaarden**

Art. 3. § 1. Gerechtigden op het bestaansminimum kunnen met ingang van 1 januari 1998 worden aangeworven in een doorstromingsprogramma erkend op basis van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° werkgever valt niet onder de toepassing van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector;

2° het ogenblik van de aanwerving is de betrokkene ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op het bestaansminimum sedert ten minste twaalf maanden zonder onderbreking;

3° betrokkene wordt aangeworven met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur van zes maanden, eenmaal verlengbaar met zes maanden, of met een arbeidsovereenkomst van twaalf maanden.

§ 2. Gerechtigden op het bestaansminimum kunnen met ingang van 1 juni 1998 worden aangeworven in een doorstromingsprogramma erkend op basis van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° werkgever valt niet onder de toepassing van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector;

2° het ogenblik van de aanwerving is de betrokkene ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op het bestaansminimum sedert ten minste twaalf maanden zonder onderbreking;

3° betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

§ 3. Gerechtigden op het bestaansminimum kunnen met ingang van 1 juli 1998 worden aangeworven in een doorstromingsprogramma erkend op basis van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° het ogenblik van de aanwerving is de betrokkene ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op het bestaansminimum sedert ten minste twaalf maanden zonder onderbreking;

2° betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

§ 4. Gerechtigden op het bestaansminimum kunnen met ingang van 1 oktober 1998 worden aangeworven in een doorstromingsprogramma erkend op basis van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° het ogenblik van de aanwerving is de betrokkene ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op het bestaansminimum zonder onderbreking sedert tenminste twaalf maanden ofwel sedert ten minste negen maanden indien hij jonger is dan vijftientig jaar en niet beschikt over een diploma, getuigschrift of brevet van het hoger middelbaar onderwijs;

2° betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

Afdeling 2. — Gelijkgestelde periodes

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 3 worden de volgende periodes gelijkgesteld met een periode van gerechtigd zijn op het bestaansminimum :

1° de periodes van gevangenzetting gedurende dewelke het recht op het bestaansminimum werd opgeschort;

2° de periodes gedurende dewelke financiële maatschappelijke hulp werd verleend omdat het bestaansminimum niet kon worden toegekend;

3° de periodes van tewerkstelling in een doorstromingsprogramma;

4° les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

5° les autres périodes pour lesquelles l'intéressé n'a pas bénéficié du minimum de moyens d'existence ou de l'aide sociale financière visée au 2°, notamment les périodes au cours desquelles l'intéressé était lié par un contrat de travail, totalisant au maximum quatre mois.

*Section 3. — Montants mensuels
du minimum de moyens d'existence activé*

Art. 5. § 1^{er}. Pour les engagements à partir du 1^{er} janvier 1998, le montant du minimum de moyens d'existence activé s'élève à :

1° BEF 10 000 par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle dont le régime de travail est au moins à mi-temps;

2° BEF 12 000 par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle dont le régime de travail comprend au moins les trois quarts d'un horaire à temps plein.

Les montants de minimum de moyens d'existence activé visés à l'alinéa précédent, sont augmentés de BEF 2 000 lorsque l'intéressé a effectué, précédemment à son engagement dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, régulièrement des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi.

Les montants de minimum de moyens d'existence activé visés aux alinéas précédents sont toutefois limités au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois calendrier concerné.

§ 2. Pour les engagements à partir du 1^{er} juin 1998, le montant du minimum de moyens d'existence activé s'élève à :

1° BEF 10 000 par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle dont le régime de travail est au moins à mi-temps;

2° 13 000 BEF par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle dont le régime de travail comprend au moins quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein;

Les montants de minimum de moyens d'existence activé visés à l'alinéa précédent, sont augmentés de BEF 2 000 lorsque l'intéressé a effectué, précédemment à son engagement dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, régulièrement des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi.

Pour les travailleurs qui, au moment de leur engagement, résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage qui dépasse de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, le montant du minimum de moyens d'existence activé s'élève à BEF 17 500 par mois calendrier lorsque l'intéressé est mis au travail au moins à mi-temps et à BEF 22 000 par mois calendrier lorsque l'intéressé est mis au travail dans un régime de travail qui comprend au moins les quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein.

Ces montants du minimum de moyens d'existence activé sont fixés à la date du début de l'exécution du contrat de travail et restent valables pour toute la durée de la mise au travail, sans préjudice de la durée maximale de prise en compte de l'emploi dans le cadre du programme de transition professionnelle prévue à l'article 7, § 2.

La liste des communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région est fixée annuellement par l'Office national de l'Emploi. Elle est valable pour la période du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante et est publiée chaque année au *Moniteur belge* avant le 31 août. La liste des communes concernées est établie pour la première fois sur la base des données de chômage au 30 juin 1997.

Les montants majorés du minimum de moyens d'existence activé visés aux alinéas 2 et 3, ne sont pas cumulables.

Les montants de minimum de moyens d'existence activé visés aux alinéas précédents sont toutefois limités au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois calendrier concerné.

Art. 6. § 1. Le travailleur qui au 1^{er} juin 1998 bénéficie d'un montant de minimum de moyens d'existence activé de BEF 12 000 éventuellement augmenté de BEF 2 000 sur la base de prestations effectuées auparavant dans le cadre des agences locales pour l'emploi, continue à bénéficier dudit montant de minimum de moyens d'existence activé jusqu'à la fin de son contrat.

4° de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

5° de andere periodes gedurende dewelke de betrokkene geen recht had op het bestaansminimum of op financiële maatschappelijke hulp zoals bedoeld in 2°, inzonderheid de periodes tijdens dewelke de betrokkene verbonden was door een arbeidsovereenkomst, met een sameengevoegde duur van ten hoogste vier maanden.

*Afdeling 3. — Maandelijke bedragen
van het geactiveerd bestaansminimum*

Art. 5. § 1. Voor de indienstnemeningen vanaf 1 januari 1998 bedraagt het geactiveerd bestaansminimum :

1° 10 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeids-overeenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma waarvan de uurregeling minstens halftijds is;

2° 12 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma waarvan de uurregeling minstens drie vierden bedraagt van een voltijds uurrooster.

De bedragen van het geactiveerd bestaansminimum, bedoeld in het vorig lid, worden verhoogd met 2 000 BEF indien de betrokkene vóór zijn aanwerving in een doorstromingsprogramma werkzaamheden in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen regelmatig heeft verricht.

De bedragen van het geactiveerd bestaansminimum, bedoeld in de voorgaande leden, worden evenwel begrensd tot het nettoloon waarop de werknemer voor de betreffende kalendermaand recht heeft.

§ 2. Voor de indienstnemeningen vanaf 1 juni 1998 bedraagt het geactiveerd bestaansminimum :

1° 10 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma waarvan de uurregeling minstens halftijds is;

2° 13 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeids-overeenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma waarvan de uurregeling minstens vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster.

De bedragen van het geactiveerd bestaansminimum bedoeld in het vorig lid, worden verhoogd met 2 000 BEF indien de betrokkene, vóór zijn aanwerving in een doorstromingsprogramma, werkzaamheden in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen regelmatig heeft verricht.

Voor de werknemers die, op het ogenblik van hun indienstneming, doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidsgraad die jaarlijks op 30 juni tenminste 20 % hoger is dan de gemiddelde werkloosheidsgraad van hun Gewest, bedraagt het geactiveerd bestaansminimum 17 500 BEF per kalendermaand indien de betrokkene tenminste halftijds tewerkgesteld is en 22 000 BEF per kalendermaand indien de betrokkene tewerkgesteld is in een uurregeling die minstens vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster.

Deze bedragen van het geactiveerd bestaansminimum worden vastgesteld de dag waarop de arbeidsovereenkomst begint te lopen en blijven geldig gedurende de hele tewerkstellingsperiode, onverminderd de in artikel 7, § 2, bedoelde maximale duur waarvoor de betrekking in aanmerking wordt genomen in het kader van de doorstromingsprogramma's.

De lijst van de gemeenten met een werkloosheidsgraad die jaarlijks op 30 juni tenminste 20 % hoger is dan de gemiddelde werkloosheidsgraad van hun Gewest, wordt jaarlijks door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening vastgesteld. Zij geldt van 1 september tot 31 augustus van het volgende jaar en wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt voor 31 augustus. De lijst van de betrokken gemeenten wordt voor het eerst opgemaakt op grond van de werkloosheidscijfers op 30 juni 1997.

De verhoogde bedragen van het geactiveerd bestaansminimum, bedoeld in het tweede en derde lid, mogen niet gecumuleerd worden.

De bedragen van het geactiveerd bestaansminimum, bedoeld in de voorgaande leden, worden evenwel begrensd tot het netto-loon waarop de werknemer voor de betreffende kalendermaand recht heeft.

Art. 6. § 1. De werknemer die op 1 juni 1998 gerechtigd was op een geactiveerd bestaansminimum ten bedrage van 12 000 BEF, gebeurlijk verhoogd met 2 000 BEF op basis van voorheen verrichte werkzaamheden in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen, blijft tot op het einde van zijn contract gerechtigd op dit bedrag aan geactiveerd bestaansminimum.

§ 2. A partir du 1^{er} juin 1998, le montant du minimum de moyens d'existence activé s'élève à BEF 12 000 BEF lorsque le régime de travail comprend au moins les trois quarts et moins des quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein, pour autant que l'engagement du travailleur soit effectué avant le 1^{er} janvier 1999.

Section 4. — Durée de la mise au travail ouvrant le droit au minimum de moyens d'existence activé

Art. 7. § 1^{er}. Pour les travailleurs, engagés à partir du 1^{er} janvier 1998, la mise au travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle est de douze mois maximum.

Pour les travailleurs qui ont effectué, précédemment à leur engagement dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, régulièrement des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi, la période de la mise au travail peut être prolongée une fois de douze mois maximum ou deux fois chaque fois de six mois maximum.

§ 2. Pour les travailleurs, engagés à partir du 1^{er} juin 1998, la période de mise au travail prise en compte dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, est de vingt-quatre mois maximum au cours de la carrière professionnelle.

Pour les travailleurs qui ont effectué, précédemment à leur engagement dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, régulièrement des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour les travailleurs qui résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année et, pour la première fois, le 30 juin 1997, un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, la période de mise au travail prise en compte dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, peut être portée à trente-six mois maximum durant la carrière professionnelle.

Les contrats de travail en cours au moment où le taux de chômage communal cesse de dépasser de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, peuvent être exécutés jusqu'à leur terme.

CHAPITRE II. — *Les postes de travail reconnus dans le cadre de la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée*

Section 1^{re}. — Conditions d'accès

Art. 8. Peuvent être engagés dans un poste de travail reconnu en vertu de l'arrêté royal du 8 août 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée, les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence, lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° l'intéressé est au moment de l'engagement inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficiaire du minimum de moyens d'existence sans interruption soit depuis au moins trente-six mois, soit depuis au moins vingt-quatre mois à la condition qu'il ne soit pas détenteur d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, ni d'un diplôme de l'enseignement supérieur;

2° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail à mi-temps.

Section 2. — Périodes assimilées

Art. 9. Pour l'application de l'article 8, les périodes suivantes sont assimilées à des périodes de bénéfice du minimum de moyens d'existence :

1° les interruptions, y compris les périodes de travail à temps partiel, d'une durée de moins de trois mois calendrier complets;

2° les périodes d'engagement dans un poste de travail reconnu en application de l'arrêté royal du 8 août 1997 précité;

3° les périodes de bénéfice de l'aide sociale financière lorsque le bénéfice du minimum de moyens d'existence ne pouvait être reconnu;

4° les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

§ 2. Met ingang van 1 juni 1998 bedraagt het geactiveerd bestaansminimum 12 000 BEF wanneer de uurregeling minstens drie vierden en minder dan vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster, in zoverre de aanwerving van de werknemer gebeurd is vóór 1 januari 1999.

Afdeling 4. — Duur van de tewerkstelling die recht geeft op het geactiveerd bestaansminimum

Art. 7. § 1. Voor de werknemers, aangeworven vanaf 1 januari 1998, bedraagt de duur van hun tewerkstelling in het kader van een doorstromingsprogramma maximum twaalf maanden.

Voor de werknemers die, vóór hun aanwerving in een doorstromingsprogramma, regelmatig werkzaamheden hebben verricht in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen, kan de tewerkstellingsperiode één maal verlengd worden met maximum twaalf maanden of twee maal telkens voor maximum zes maanden.

§ 2. Voor de werknemers, aangeworven vanaf 1 juni 1998, bedraagt de duur van hun tewerkstelling in het kader van een doorstromingsprogramma maximum vierentwintig maanden per beroepsloopbaan.

Deze tewerkstellingsduur kan verhoogd worden tot maximum zesentwintig maanden per beroepsloopbaan voor de werknemers die, vóór hun aanwerving in een doorstromingsprogramma, regelmatig werkzaamheden hebben verricht in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen of die doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidsgraad die jaarlijks op 30 juni en voor het eerst op 30 juni 1997, tenminste 20 % hoger is dan de gemiddelde werkloosheidsgraad van hun Gewest.

De arbeidsovereenkomsten die lopen op het moment dat de gemeentelijke werkloosheidsgraad ophoudt de gemiddelde werkloosheidsgraad van het Gewest met ten minste 20 % te overschrijden, kunnen worden uitgevoerd tot ze vervallen.

HOOFDSTUK II. — *De erkende arbeidsposten in het kader van de herinschakeling van de langdurig werklozen*

Afdeling 1. — Toetredingsvoorwaarden

Art. 8. Gerechtigden op het bestaansminimum kunnen worden aangeworven in een arbeidspost erkend krachtens het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de herinschakeling van de langdurig werklozen, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° de betrokkene is op het ogenblik van de aanwerving ingeschreven als werkzoekende en gerechtigde op het bestaansminimum zonder onderbreking sedert tenminste zesentwintig maanden of sedert ten minste vierentwintig maanden indien hij niet in het bezit is van een diploma van het hoger secundair onderwijs, noch van een diploma van het hoger onderwijs;

2° de betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

Afdeling 2. — Gelijkgestelde periodes

Art. 9. Voor de toepassing van artikel 8 worden de volgende periodes gelijkgesteld met een periode van gerechtigd zijn op het bestaansminimum :

1° de onderbrekingen, met inbegrip van de periodes van deeltijdse arbeid, met een duurtijd korter dan drie volledige kalendermaanden;

2° de periodes gedurende dewelke men in dienst is in een erkende arbeidspost bij toepassing van voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

3° de periodes gedurende dewelke financiële maatschappelijke hulp werd verleend omdat het bestaansminimum niet kon worden toegekend;

4° de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

*Section 3. — Montants mensuels
du minimum de moyens d'existence activé*

Art. 10. Le montant du minimum de moyens d'existence activé s'élève à :

1° BEF 17 500 par mois calendrier pour lequel l'intéressé est lié par un contrat de travail qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps dans le cadre d'un poste de travail reconnu au sens de l'article 2 de l'arrêté royal précité du 8 août 1997;

2° 22 000 BEF par mois calendrier pour lequel l'intéressé est lié par un contrat de travail qui prévoit un horaire de travail qui comprend au moins les quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein dans le cadre d'un poste de travail reconnu au sens de l'article 2 de l'arrêté royal précité du 8 août 1997.

Le montant du minimum de moyens d'existence activé visé à l'alinéa 1^{er} est toutefois limité au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois calendrier concerné.

*Section 4. — Durée de la mise au travail
ouvrant le droit au minimum de moyens d'existence activé*

Art. 11. Les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence qui remplissent les conditions visées à l'article 8, ont droit au montant du minimum de moyens d'existence activé visé à l'article 10 pendant une période maximale de trente-six mois.

CHAPITRE III. — *Le plan d'embauche*

Section 1^{re}. — Conditions d'accès

Art. 12. Peuvent être engagés dans le cadre du plan d'embauche permettant l'octroi du minimum de moyens d'existence activé visé à l'article 14, les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° l'intéressé est au moment de l'engagement inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficiaire du minimum de moyens d'existence depuis au moins trente-six mois sans interruption;

2° l'employeur a droit à la dispense des cotisations patronales visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

Section 2. — Périodes assimilées

Art. 13. Pour l'application de l'article 12, les périodes suivantes sont assimilées à des périodes de bénéfice du minimum de moyens d'existence :

1° les interruptions, y compris les périodes de travail à temps partiel, d'une durée de moins de trois mois calendrier complets;

2° les périodes d'engagement dans un poste de travail reconnu en application de l'arrêté royal du 8 août 1997 précité;

3° les périodes de bénéfice de l'aide sociale financière lorsque le bénéfice du minimum de moyens d'existence ne pouvait être reconnu;

4° les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Section 3

Montants mensuels du minimum de moyens d'existence activé

Art. 14. Le montant du minimum de moyens d'existence activé s'élève à 6 000 BEF par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

Le montant du minimum de moyens d'existence activé visé à l'alinéa précédent est toutefois limité au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois calendrier concerné.

*Section 4. — Durée de la mise au travail
ouvrant le droit au minimum de moyens d'existence activé*

Art. 15. Les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence qui remplissent les conditions visées à l'article 12, ont droit au montant du minimum de moyens d'existence activé visé à l'article 14, pour une période limitée au trimestre de l'entrée en service et aux quatre trimestres suivants.

*Afdeling 3. — Maandelijkse bedragen
van het geactiveerd bestaansminimum*

Art. 10. Het geactiveerd bestaansminimum bedraagt :

1° 17 500 BEF per kalendermaand waarin de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster in het kader van een arbeidspost erkend in de zin van artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

2° 22 000 BEF per kalendermaand waarin de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst die voorziet in een uurrooster dat minstens vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster in het kader van een arbeidspost erkend in de zin van artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

Het bedrag van het geactiveerd bestaansminimum bedoeld in het eerste lid, wordt evenwel begrensd tot het netto-loon waarop de werknemer voor de betreffende kalendermaand recht heeft.

*Afdeling 4. — Duur van de tewerkstelling
die recht geeft op het geactiveerd bestaansminimum*

Art. 11. De gerechtigden op het bestaansminimum die de in artikel 8 bedoelde voorwaarden vervullen, hebben recht op het bedrag van het geactiveerd bestaansminimum, bedoeld in artikel 10, gedurende een periode van maximum zesendertig maanden.

HOOFDSTUK III. — *Het banenplan*

Afdeling 1. — Toetredingsvoorwaarden

Art. 12. Gerechtigden op het bestaansminimum kunnen worden aangeworven in het kader van het banenplan dat de toekenning van het geactiveerd bestaansminimum, bedoeld in artikel 14, mogelijk maakt, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° de betrokkene is op het ogenblik van de aanwerving ingeschreven als werkzoekende en gerechtigde op het bestaansminimum sedert tenminste zesendertig maanden zonder onderbreking;

2° de werkgever is gerechtigd op de vrijstelling van werkgeversbijdragen bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

Afdeling 2. — Gelijkgestelde periodes

Art. 13. Voor de toepassing van artikel 12 worden de volgende periodes gelijkgesteld met een periode van gerechtigd zijn op het bestaansminimum :

1° de onderbrekingen, met inbegrip van de periodes van deeltijdse arbeid, met een duur van minder dan drie volledige kalendermaanden;

2° de periodes gedurende dewelke men in dienst is in een erkende arbeidspost bij toepassing van voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

3° de periodes gedurende dewelke financiële maatschappelijke hulp werd verleend omdat het bestaansminimum niet kon worden toegekend;

4° de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Afdeling 3

Maandelijkse bedragen van het geactiveerd bestaansminimum

Art. 14. Het bedrag van het geactiveerd bestaansminimum bedraagt 6 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst die minstens in een halftijds uurrooster voorziet.

Het bedrag van het geactiveerd bestaansminimum bedoeld in het vorig lid, wordt evenwel begrensd tot het netto-loon waarop de werknemer voor de betreffende kalendermaand recht heeft.

*Afdeling 4. — Duur van de tewerkstelling
die recht geeft op het geactiveerd bestaansminimum*

Art. 15. De bestaansminimumgerechtigden die de voorwaarden, bedoeld in artikel 12, vervullen, hebben recht op het bedrag van het geactiveerd bestaansminimum, bedoeld in artikel 14, voor een periode beperkt tot het kwartaal van de indienstname en de vier volgende kwartalen.

TITRE 3. — Dispositions finales

Art. 16. A partir du 1^{er} juin 1998, le travailleur peut, pour la même période, avoir seulement droit à un des montants du minimum de moyens d'existence activé visés aux articles 5, § 2, 6, 10 et 14.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998, excepté l'article 3, § 2, l'article 5, § 2, l'article 6, l'article 7, § 2, et l'article 16, qui produisent leurs effets le 1^{er} juin 1998; l'article 3, § 3, qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1998 et l'article 3, § 4, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 1998.

Art. 18. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

TITEL 3. — Slotbepalingen

Art. 16. Met ingang van 1 juni 1998 kan de werknemer voor dezelfde periode slechts gerechtigd zijn op één van de bedragen van het geactiveerd bestaansminimum bedoeld in de artikelen 5, § 2, 6, 10 en 14.

Art. 17. Onderhavig besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998 met uitzondering van artikel 3, § 2, artikel 5, § 2, artikel 6, artikel 7, § 2, en artikel 16, die uitwerking hebben met ingang van 1 juni 1998; artikel 3, § 3, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1998 en artikel 3, § 4, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 1998.

Art. 18. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

F. 99 — 438

[C - 99/22112]

9 FEVRIER 1999. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 57^{quater} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 57^{quater}, § 2, introduit par l'article 172 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales;

Vu l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif aux programmes de transition professionnelle, modifié par l'accord de coopération du 15 mai 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 janvier 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que le Gouvernement a décidé, à l'instar des mesures d'activation prévues pour les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence, de stimuler l'intégration sociale par la mise au travail des personnes de nationalité étrangère, inscrites au registre de la population, qui en raison de leur nationalité ne peuvent prétendre au minimum de moyens d'existence et bénéficient de ce fait de l'aide sociale financière; qu'il y a donc lieu d'utiliser également l'aide sociale financière d'une manière plus active; que le Gouvernement a décidé dans ce cadre d'étendre aux personnes de nationalité étrangère précitées bénéficiaires de l'aide sociale financière, l'accès à différents programmes de mise au travail prévus pour les chômeurs et permettant une activation de leurs allocations; que cet arrêté traduit également l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions, modifiant l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif aux programmes de transition professionnelle qui est entré en vigueur le 15 mai 1998; qu'une bonne collaboration entre l'Etat fédéral et les Régions exige que les modifications réglementaires nécessaires soient prises le plus rapidement possible; qu'il y a lieu pour les employeurs disposés à créer des emplois pour des bénéficiaires de l'aide sociale financière de pouvoir les concrétiser sans délai; que le présent arrêté est indispensable au lancement effectif de tous les programmes de mise au travail permettant l'activation de l'aide sociale financière contenue à l'article 57^{quater} de la loi du 8 juillet 1976

N. 99 — 438

[C - 99/22112]

9 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit genomen tot uitvoering van artikel 57^{quater} van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 57^{quater}, § 2, ingevoegd door artikel 172 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de doorstromingsprogramma's, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de Regering beslist heeft naar analogie met de activeringsmaatregelen voorzien voor de bestaansminimumgerechtigden, de maatschappelijke integratie aan te moedigen aan de hand van de tewerkstelling van personen van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het bevolkingsregister, die omwille van hun nationaliteit geen aanspraak kunnen maken op het bestaansminimum en aldus gerechtigd zijn op financiële maatschappelijke hulp; dat het derhalve gepast voorkomt de financiële maatschappelijke hulp eveneens op een meer actieve wijze aan te wenden; dat de Regering in dit verband beslist heeft de toegang tot verschillende tewerkstellingsprogramma's die voor de werklozen zijn voorzien en die een activering van hun uitkeringen mogelijk maakt, uit te breiden tot de bovenvermelde personen van vreemde nationaliteit, gerechtigd op financiële maatschappelijke hulp; dat dit besluit ook uitwerking geeft aan het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de federale Staat en de Gewesten, tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de federale Staat en de Gewesten betreffende de doorstromingsprogramma's, dat op 15 mei 1998 in werking is getreden; dat een goede samenwerking tussen de federale Staat en de Gewesten het noodzakelijk maakt dat de reglementaire wijzigingen onverwijld zouden worden aangebracht; dat de werkgevers die bereid zijn arbeidsplaatsen te creëren voor gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp ze onverwijld moeten

organique des centres publics d'aide sociale, produisant ses effets le 1^{er} janvier 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté détermine en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion en faveur des personnes de nationalité étrangère inscrites au registre de la population et qui en raison de leur nationalité ne peuvent prétendre au minimum de moyens d'existence et bénéficier de l'aide sociale financière, appelées ci-après les bénéficiaires de l'aide sociale financière. Il fixe les conditions d'octroi et les montants mensuels de l'aide sociale financière spécifiques à chaque programme d'insertion, appelée ci-après l'aide sociale activée. Il fixe enfin les conditions d'octroi d'un complément d'aide financière lorsque le montant des ressources dont dispose l'intéressé par sa mise au travail est inférieur à celui fixé à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence pour la catégorie de personnes à laquelle appartient l'intéressé.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'octroi de l'aide sociale activée, l'intéressé doit, au moment de l'engagement, remplir toutes les conditions d'accès au programme d'insertion.

L'octroi de l'aide sociale activée est reconnu dans le chef de chacun des conjoints vivant sous le même toit lorsqu'il remplit personnellement les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

L'octroi de l'aide sociale activée est limitée à la durée maximale de mise au travail fixée dans le programme d'insertion concerné.

§ 2. Lorsque l'intéressé dispose par sa mise au travail d'un montant de ressources inférieur à celui fixé à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence pour la catégorie de personnes à laquelle il appartient, un complément d'aide financière lui est accordé. Ce complément est déterminé conformément aux dispositions de l'article 2, § 3, et de l'article 5 de la même loi.

TITRE 2. — Les différents programmes d'insertion

CHAPITRE I^{er}. — Les programmes de transition professionnelle

Section 1^{ère}. — Conditions d'accès

Art. 3. § 1^{er}. Peuvent être engagés à partir du 1^{er} juin 1998 dans un programme de transition professionnelle reconnu sur la base de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les bénéficiaires de l'aide sociale financière lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° l'employeur ne tombe pas sous l'application de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant les mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand;

2° au moment de l'engagement, l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficiaire de l'aide sociale financière depuis au moins douze mois sans interruption;

3° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

§ 2. Peuvent être engagés à partir du 1^{er} juillet 1998 dans un programme de transition professionnelle reconnu sur la base de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les bénéficiaires de l'aide sociale financière lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° au moment de l'engagement, l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficiaire de l'aide sociale financière depuis au moins douze mois sans interruption;

2° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

kunnen verwezenlijken; dat dit besluit onontbeerlijk is voor het effectief opstarten van alle tewerkstellingsprogramma's die het activeren mogelijk maken van de financiële maatschappelijke hulp, voorzien in artikel 57^{quater} van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1998.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Onderhavig besluit legt de voorwaarden vast waaronder personen van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het bevolkingsregister, die omwille van hun nationaliteit geen aanspraak kunnen maken op het bestaansminimum en gerechtigd zijn op financiële maatschappelijke hulp, hierna de gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp genoemd, kunnen deelnemen aan de onderscheidene inschakelingsprogramma's met het oog op hun integratie op de arbeidsmarkt. Het legt de toekenningsvoorwaarden en de maandelijks bedragen vast van de financiële maatschappelijke hulp, specifiek voor elk inschakelingsprogramma, hierna de geactiveerde maatschappelijke hulp genoemd. Het bepaalt tenslotte de voorwaarden tot toekenning van een aanvullende financiële steun wanneer het bedrag van de inkomsten waarover de betrokkene beschikt door zijn tewerkstelling, lager is dan het bedrag bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum voor de categorie van personen waartoe de betrokkene behoort.

Art. 2. § 1. Voor de toekenning van de geactiveerde maatschappelijke hulp moet de betrokkene, op het ogenblik van de aanwerving, alle voorwaarden voor de toegang tot het inschakelingsprogramma vervullen.

De geactiveerde maatschappelijke hulp wordt toegekend aan elk van de echtgenoten die onder hetzelfde dak wonen wanneer zij de in het eerste lid bedoelde voorwaarden persoonlijk vervullen.

De toekenning van de geactiveerde maatschappelijke hulp is beperkt tot de maximumduur van de tewerkstelling bepaald in het betrokken inschakelingsprogramma.

§ 2. Wanneer de betrokkene door zijn tewerkstelling beschikt over een bedrag van inkomsten dat lager ligt dan het bedrag bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum voor de categorie van personen waartoe hij behoort, wordt hem een aanvullende financiële steun toegekend. Deze aanvullende steun wordt vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 3, en van artikel 5 van dezelfde wet.

TITEL 2. — De onderscheidene inschakelingsprogramma's

HOOFDSTUK I. — De doorstromingsprogramma's

Afdeling 1. — Toetredingsvoorwaarden

Art. 3. § 1. Gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp kunnen met ingang van 1 juni 1998 worden aangeworven in een doorstromingsprogramma erkend op basis van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° de werkgever valt niet onder de toepassing van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector;

2° op het ogenblik van de aanwerving is de betrokkene ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op financiële maatschappelijke hulp sedert tenminste twaalf maanden zonder onderbreking;

3° de betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeids-overeenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

§ 2. Gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp kunnen met ingang van 1 juli 1998 worden aangeworven in een doorstromingsprogramma erkend op basis van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° op het ogenblik van de aanwerving is de betrokkene ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op financiële maatschappelijke hulp sedert tenminste twaalf maanden zonder onderbreking;

2° de betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeids-overeenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

§ 3. Peuvent être engagés à partir du 1^{er} octobre 1998 dans un programme de transition professionnelle reconnu sur la base de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les bénéficiaires de l'aide sociale financière lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° au moment de l'engagement, l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficie sans interruption de l'aide sociale financière soit depuis au moins douze mois soit depuis au moins neuf mois lorsqu'il a moins de vingt-cinq ans et ne dispose pas d'un diplôme, d'une attestation ou d'un brevet de l'enseignement secondaire supérieur;

2° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

Section 2. — Périodes assimilées

Art. 4. Pour l'application de l'article 3, les périodes suivantes sont assimilées à des périodes de bénéfice de l'aide sociale financière :

1° les périodes d'emprisonnement au cours desquelles le bénéfice de l'aide sociale financière a été suspendu;

2° les périodes d'occupation dans le cadre d'un programme de transition professionnelle;

3° les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

4° les autres périodes pour lesquelles l'intéressé n'a pas bénéficié de l'aide sociale financière, notamment les périodes au cours desquelles l'intéressé était lié par un contrat de travail, totalisant au maximum quatre mois.

Section 3. — Montants mensuels de l'aide sociale activée

Art. 5. Le montant de l'aide sociale activée s'élève à :

1° 10 000 BEF par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle dont le régime de travail est au moins à mi-temps;

2° 13 000 BEF par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, dont le régime de travail comprend au moins quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein;

Les montants de l'aide sociale activée visés à l'alinéa précédent, sont augmentés de 2 000 BEF lorsque l'intéressé a effectué, précédemment à son engagement dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, régulièrement des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi.

Pour les travailleurs qui, au moment de leur engagement, résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage qui dépasse de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, le montant de l'aide sociale activée s'élève à 17 500 BEF par mois calendrier lorsque l'intéressé est mis au travail au moins à mi-temps et à 22 000 BEF par mois calendrier lorsque l'intéressé est mis au travail dans un régime de travail qui comprend au moins les quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein.

Ces montants de l'aide sociale activée sont fixés à la date du début de l'exécution du contrat de travail et restent valables pour toute la durée de la mise au travail, sans préjudice de la durée maximale de prise en compte de l'emploi dans le cadre du programme de transition professionnelle prévue à l'article 7, § 2.

La liste des communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région est fixée annuellement par l'Office national de l'Emploi. Elle est valable pour la période du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante et est publiée chaque année au *Moniteur belge* avant le 31 août. La liste des communes concernées est établie pour la première fois sur la base des données de chômage au 30 juin 1997.

Les montants majorés de l'aide sociale activée visés aux alinéas 2 et 3 ne sont pas cumulables.

Les montants de l'aide sociale activée visés aux alinéas précédents sont toutefois limités au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois calendrier concerné.

Art. 6. Pour autant que l'engagement du travailleur soit effectué avant le 1^{er} janvier 1999, le montant de l'aide sociale activée s'élève à 12 000 BEF lorsque le régime de travail comprend au moins les trois quarts et moins des quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein.

§ 3. Gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp kunnen met ingang van 1 oktober 1998 worden aangeworven in een doorstromingsprogramma erkend op basis van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° op het ogenblik van de aanwerving is de betrokkene ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op financiële maatschappelijke hulp zonder onderbreking sedert ten minste twaalf maanden ofwel sedert ten minste negen maanden indien hij jonger is dan vijftientig jaar en niet beschikt over een diploma, getuigschrift of brevet van het hoger middelbaar onderwijs;

2° de betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

Afdeling 2. — Gelijkgestelde periodes

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 3 worden de volgende periodes gelijkgesteld met een periode van gerechtigd zijn op financiële maatschappelijke hulp :

1° de periodes van gevangenzetting gedurende dewelke het recht op financiële maatschappelijke hulp werd opgeschort;

2° de periodes van tewerkstelling in een doorstromingsprogramma;

3° de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4° de andere periodes gedurende dewelke de betrokkene geen recht had op financiële maatschappelijke hulp, inzonderheid de periodes tijdens dewelke de betrokkene verbonden was door een arbeidsovereenkomst met een samengevoegde duur van ten hoogste vier maanden.

Afdeling 3. — Maandelijks bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp

Art. 5. De geactiveerde maatschappelijke hulp bedraagt :

1° 10 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma waarvan de uurregeling minstens halftijds is;

2° 13 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma waarvan de uurregeling minstens vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster.

De bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp bedoeld in het vorig lid, worden verhoogd met 2 000 BEF indien de betrokkene vóór zijn aanwerving in een doorstromingsprogramma werkzaamheden in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen regelmatig heeft verricht.

Voor de werknemers die op het ogenblik van hun indienstneming, doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidsgraad die jaarlijks op 30 juni ten minste 20 % hoger is dan de gemiddelde werkloosheidsgraad van hun Gewest, bedraagt de geactiveerde maatschappelijke hulp 17 500 BEF per kalendermaand indien de betrokkene ten minste halftijds tewerkgesteld is en 22 000 BEF per kalendermaand indien de betrokkene tewerkgesteld is in een uurregeling die minstens vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster.

Deze bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp worden vastgesteld de dag waarop de arbeidsovereenkomst begint te lopen en blijven geldig gedurende de hele tewerkstellingsperiode, onverminderd de in artikel 7, § 2, bedoelde maximale duur waarvoor de betrekking in aanmerking wordt genomen in het kader van de doorstromingsprogramma's.

De lijst van de gemeenten met een werkloosheidsgraad die jaarlijks op 30 juni ten minste 20 % hoger is dan de gemiddelde werkloosheidsgraad van hun Gewest, wordt jaarlijks door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening vastgesteld. Zij geldt van 1 september tot 31 augustus van het volgende jaar en wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt voor 31 augustus. De lijst van de betrokken gemeenten wordt voor het eerst opgemaakt op grond van de werkloosheidscijfers op 30 juni 1997.

De verhoogde bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp, bedoeld in het tweede en derde lid, mogen niet gecumuleerd worden.

De bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp, bedoeld in de voorgaande leden, worden evenwel begrensd tot het netto-loon waarop de werknemer voor de betreffende kalendermaand recht heeft.

Art. 6. In zoverre de aanwerving van de werknemer gebeurd is vóór 1 januari 1999, bedraagt de geactiveerde maatschappelijke hulp 12 000 BEF wanneer de uurregeling minstens drie vierden en minder dan vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster.

Section 4. — Durée de la mise au travail ouvrant le droit à l'aide sociale activée

Art. 7. La période de mise au travail prise en compte dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, est de vingt-quatre mois maximum au cours de la carrière professionnelle.

Pour les travailleurs qui ont effectué, précédemment à leur engagement dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, régulièrement des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour les travailleurs qui résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année et, pour la première fois, le 30 juin 1997, un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, la période de mise au travail prise en compte dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, peut être portée à trente-six mois maximum durant la carrière professionnelle.

Les contrats de travail en cours au moment où le taux de chômage communal cesse de dépasser de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, peuvent être exécutés jusqu'à leur terme.

CHAPITRE II. — Les postes de travail reconnus dans le cadre de la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée

Section 1^{ère}. — Conditions d'accès

Art. 8. Peuvent être engagés dans un poste de travail reconnu en vertu de l'arrêté royal du 8 août 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée, les bénéficiaires de l'aide sociale financière, lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° l'intéressé est au moment de l'engagement inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficiaire de l'aide sociale financière sans interruption soit depuis au moins trente-six mois, soit depuis au moins vingt-quatre mois à la condition qu'il ne soit détenteur ni d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, ni d'un diplôme de l'enseignement supérieur;

2° l'intéressé est engagé dans les liens d'un contrat de travail constaté par écrit et qui prévoit un horaire de travail à mi-temps.

Section 2. — Périodes assimilées

Art. 9. Pour l'application de l'article 8, les périodes suivantes sont assimilées à des périodes de bénéfice de l'aide sociale financière :

1° les interruptions, y compris les périodes de travail à temps partiel, d'une durée de moins de trois mois calendrier complets;

2° les périodes d'engagement dans un poste de travail reconnu en application de l'arrêté royal du 8 août 1997 précité;

3° les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Section 3. — Montants mensuels de l'aide sociale activée

Art. 10. Le montant de l'aide sociale activée s'élève à :

1° BEF 17 500 par mois calendrier pour lequel l'intéressé est lié par un contrat de travail qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps dans le cadre d'un poste de travail reconnu au sens de l'article 2 de l'arrêté royal précité du 8 août 1997;

2° BEF 22 000 par mois calendrier pour lequel l'intéressé est lié par un contrat de travail qui prévoit un horaire de travail qui comprend au moins les quatre cinquièmes d'un horaire à temps plein dans le cadre d'un poste de travail reconnu au sens de l'article 2 de l'arrêté royal précité du 8 août 1997.

Le montant de l'aide sociale activée visé à l'alinéa 1^{er} est toutefois limité au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois calendrier concerné.

Section 4. — Durée de la mise au travail ouvrant le droit à l'aide sociale activée

Art. 11. Les bénéficiaires de l'aide sociale financière qui remplissent les conditions visées à l'article 8 ont droit au montant de l'aide sociale activée visé à l'article 10 pendant une période maximale de trente-six mois.

Afdeling 4. — Duur van de tewerkstelling die recht geeft op de geactiveerde maatschappelijke hulp

Art. 7. De tewerkstellingsduur in het kader van een doorstromingsprogramma bedraagt maximum vierentwintig maanden per beroepsloopbaan.

Deze tewerkstellingsduur kan verhoogd worden tot maximum zesendertig maanden per beroepsloopbaan voor de werknemers die vóór hun aanwerving in een doorstromingsprogramma, regelmatig werkzaamheden hebben verricht in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen of die doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidsgraad die jaarlijks op 30 juni en voor het eerst op 30 juni 1997, ten minste 20 % hoger is dan de gemiddelde werkloosheidsgraad van hun Gewest.

De arbeidsovereenkomsten die lopen op het moment dat de gemeentelijke werkloosheidsgraad ophoudt de gemiddelde werkloosheidsgraad van het Gewest met ten minste 20 % te overschrijden, kunnen worden uitgevoerd tot ze vervallen.

HOOFDSTUK II. — De erkende arbeidsposten in het kader van de herinschakeling van de langdurig werklozen

Afdeling 1. — Toetredingsvoorwaarden

Art. 8. Gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp kunnen worden aangeworven in een arbeidspost erkend krachtens het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de herinschakeling van de langdurig werklozen, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° de betrokkene is op het ogenblik van de aanwerving ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op financiële maatschappelijke hulp zonder onderbreking sedert tenminste zesendertig maanden of sedert tenminste vierentwintig maanden indien hij niet in het bezit is van een diploma van het hoger secundair onderwijs, noch van een diploma van het hoger onderwijs;

2° de betrokkene wordt aangeworven met een schriftelijke arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster.

Afdeling 2. — Gelijkgestelde periodes

Art. 9. Voor de toepassing van artikel 8 worden de volgende periodes gelijkgesteld met een periode van gerechtigd zijn op financiële maatschappelijke hulp :

1° de onderbrekingen, met inbegrip van de periodes van deeltijdse arbeid, met een duurtijd korter dan drie volledige kalendermaanden;

2° de periodes gedurende dewelke men in dienst is in een erkende arbeidspost bij toepassing van voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

3° de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Afdeling 3. — Maandelijke bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp

Art. 10. De geactiveerde maatschappelijke hulp bedraagt :

1° 17 500 BEF per kalendermaand waarin de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst die minstens voorziet in een halftijds uurrooster in het kader van een arbeidspost erkend in de zin van artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

2° 22 000 BEF per kalendermaand waarin de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst die voorziet in een uurrooster dat minstens vier vijfden bedraagt van een voltijds uurrooster in het kader van een arbeidspost erkend in de zin van artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

Het bedrag van de geactiveerde maatschappelijke hulp, bedoeld in het eerste lid, wordt evenwel begrensd tot het netto-loon waarop de werknemer voor de betreffende kalendermaand recht heeft.

Afdeling 4. — Duur van de tewerkstelling die recht geeft op de geactiveerde maatschappelijke hulp

Art. 11. De gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp die de in artikel 8 bedoelde voorwaarden vervullen, hebben recht op het bedrag van de geactiveerde maatschappelijke hulp, bedoeld in artikel 10, gedurende een periode van maximum zesendertig maanden.

CHAPITRE III. — *Le plan d'embauche**Section 1^{ère}. — Conditions d'accès*

Art. 12. Peuvent être engagés dans le cadre du plan d'embauche permettant l'octroi de l'aide sociale activée visé à l'article 14, les bénéficiaires de l'aide sociale financière lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° l'intéressé est au moment de l'engagement inscrit comme demandeur d'emploi et bénéficiaire de l'aide sociale financière depuis au moins trente-six mois sans interruption;

2° l'employeur a droit à la dispense des cotisations patronales visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

Section 2. — Périodes assimilées

Art. 13. Pour l'application de l'article 12, les périodes suivantes sont assimilées à des périodes de bénéfice de l'aide sociale financière :

1° les interruptions, y compris les périodes de travail à temps partiel, d'une durée de moins de trois mois calendrier complets;

2° les périodes d'engagement dans un poste de travail reconnu en application de l'arrêté royal du 8 août 1997 précité;

3° les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Section 3. — Montants mensuels de l'aide sociale activée

Art. 14. Le montant de l'aide sociale activée s'élève à BEF 6 000 par mois calendrier lorsque l'intéressé est lié par un contrat de travail qui prévoit un horaire de travail au moins à mi-temps.

Le montant de l'aide sociale activée visé à l'alinéa précédent est toutefois limité au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois calendrier concerné.

Section 4. — Durée de la mise au travail ouvrant le droit à l'aide sociale activée

Art. 15. Les bénéficiaires de l'aide sociale financière qui remplissent les conditions visées à l'article 12, ont droit au montant de l'aide sociale activée visé à l'article 14, pour une période limitée au trimestre de l'entrée en service et aux quatre trimestres suivants.

TITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le travailleur peut, pour la même période, avoir seulement droit à un des montants de l'aide sociale activée visés aux articles 5, 6, 10 et 14.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998, excepté les articles 3, § 1^{er}, 4 à 7 et 16, qui produisent leurs effets le 1^{er} juin 1998, l'article 3, § 2, qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1998 et l'article 3, § 3, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 1998.

Art. 18. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

HOOFDSTUK III. — *Het banenplan**Afdeling 1. — Toetredingsvoorwaarden*

Art. 12. Gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp kunnen worden aangeworven in het kader van het banenplan dat de toekenning van de geactiveerde maatschappelijke hulp, bedoeld in artikel 14, mogelijk maakt, indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° de betrokkene is op het ogenblik van de aanwerving ingeschreven als werkzoekende en gerechtigd op financiële maatschappelijke hulp sedert ten minste zesentwintig maanden zonder onderbreking;

2° de werkgever is gerechtigd op de vrijstelling van werkgeversbijdragen bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

Afdeling 2. — Gelijkgestelde periodes

Art. 13. Voor de toepassing van artikel 12 worden de volgende periodes gelijkgesteld met een periode van gerechtigd zijn op financiële maatschappelijke hulp :

1° de onderbrekingen, met inbegrip van de periodes van deeltijdse arbeid, met een duur van minder dan drie volledige kalendermaanden;

2° de periodes gedurende dewelke men in dienst is in een erkende arbeidspost bij toepassing van het voormeld koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

3° de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Afdeling 3. — Maandelijke bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp

Art. 14. Het bedrag van de geactiveerde maatschappelijke hulp bedraagt 6 000 BEF per kalendermaand wanneer de betrokkene verbonden is door een arbeidsovereenkomst die minstens in een halfjuids uurrooster voorziet.

Het bedrag van de geactiveerde maatschappelijke hulp bedoeld in het vorig lid, wordt evenwel begrensd tot het netto-loon waarop de werknemer voor de betreffende kalendermaand recht heeft.

Afdeling 4. — Duur van de tewerkstelling die recht geeft op de geactiveerde maatschappelijke hulp

Art. 15. De gerechtigden op financiële maatschappelijke hulp die de voorwaarden, bedoeld in artikel 12, vervullen, hebben recht op het bedrag van de geactiveerde maatschappelijke hulp, bedoeld in artikel 14, voor een periode beperkt tot het kwartaal van de indiening en de vier volgende kwartalen.

TITEL 3. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De werknemer kan voor dezelfde periode slechts gerechtigd zijn op één van de bedragen van de geactiveerde maatschappelijke hulp bedoeld in de artikelen 5, 6, 10 en 14.

Art. 17. Onderhavig besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998, met uitzondering van de artikelen 3, § 1, 4, 5, 6, 7 en 16, die uitwerking hebben met ingang van 1 juni 1998, het artikel 3, § 2, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1998 en het artikel 3, § 3, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 1998.

Art. 18. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 99 — 439

[99/07030]

28 JANVIER 1999. — Arrêté royal relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces armées

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif au statut des sous-officiers de réserve, notamment l'article 6, § 1er;

Vu le protocole du comité de négociation du personnel militaire, clôturé le 20 mars 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'aucune insécurité juridique ne peut subsister en ce qui concerne la carrière et l'avancement des sous-officiers, qui serait causée par une situation peu claire concernant les groupes d'emploi auxquels sont affectés les sous-officiers des forces armées;

Considérant que cette sécurité juridique est mise en péril par le prescrit d'une part, de l'article 7 de l'arrêté royal du 14 juillet 1998 répartissant l'enveloppe en personnel pour les militaires du cadre actif en période de paix et d'autre part, de l'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Considérant que les groupes d'emplois fixés dans l'arrêté royal du 19 février 1973 ne correspondent pas aux groupes d'emplois tels qu'ils sont définis dans l'arrêté royal du 14 juillet 1998 en vue de la détermination des effectifs à atteindre;

Considérant qu'aucune équivoque concernant la notion de groupe d'emplois et son application statutaire ne peut exister et qu'une saine gestion nécessite de prévenir à temps tout différend possible;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La force terrestre comprend les groupes d'emplois de sous-officiers ci-après :

- 1° infanterie;
- 2° troupes blindées;
- 3° artillerie;
- 4° aviation légère;
- 5° génie;
- 6° troupes de transmission;
- 7° logistique;
- 8° administration et services.

Art. 2. La force aérienne comprend les groupes d'emploi de sous-officiers ci-après :

- 1° personnel navigant;
- 2° personnel non-navigant.

Art. 3. La marine comprend les groupes d'emplois de sous-officiers ci-après :

- 1° personnel de pont;
- 2° personnel technique;
- 3° personnel des services.

Art. 4. Le service médical comprend le groupe d'emplois personnel support médical.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 439

[99/07030]

28 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de krijgsmacht behoren

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende het statuut van de reserveonderofficieren, inzonderheid op artikel 6, § 1;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van het militair personeel, afgesloten op 20 maart 1998;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er geen enkele rechtsonzekerheid mag blijven bestaan inzake de loopbaan en de bevordering van de onderofficieren die veroorzaakt zou worden door een onduidelijke toestand inzake de ambtengroepen waartoe de onderofficieren van de krijgsmacht behoren;

Overwegende dat die rechtszekerheid in het gedrang gebracht wordt door hetgeen dienaangaande bepaald is enerzijds in artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 juli 1998 houdende verdeling van de personeelsenvolpe voor de militairen van het actief kader in periode van vrede en anderzijds in het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, en lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren;

Overwegende dat de ambtengroepen vastgelegd in het koninklijk besluit van 19 februari 1973 immers niet overeenkomen met de ambtengroepen zoals zij met het oog op het vaststellen van de na te streven getalsterkten gedefinieerd worden in het koninklijk besluit van 14 juli 1998;

Overwegende dat er geen enkele dubbelzinnigheid inzake het begrip ambtengroepen en de statutaire toepassing ervan mag bestaan en dat een goed beheer het noodzakelijk maakt elk mogelijk geschil tijdig te voorkomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij de landmacht bestaan de volgende ambtengroepen voor onderofficieren :

- 1° infanterie;
- 2° pantsertroepen;
- 3° artillerie;
- 4° licht vliegwezen;
- 5° genie;
- 6° transmissietroepen;
- 7° logistiek;
- 8° administratie en diensten.

Art. 2. Bij de luchtmacht bestaan de volgende ambtengroepen voor onderofficieren :

- 1° varend personeel;
- 2° niet-varend personeel.

Art. 3. Bij de marine bestaan de volgende ambtengroepen voor onderofficieren :

- 1° dekpersoneel;
- 2° technisch personeel;
- 3° personeel van de diensten.

Art. 4. Bij de medische dienst bestaat de ambtengroep medisch ondersteunend personeel.

Art. 5. l'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif au statut des sous-officiers de réserve, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. les dispositions de l'arrêté royal du 28 janvier 1999 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces armées sont applicables aux sous-officiers de réserve. ».

Art. 6. Les groupes d'emplois énumérés dans l'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, sont intégrés dans les groupes d'emplois mentionnés aux articles 1er à 4 conformément au tableau A de l'annexe au présent arrêté.

Le sous-officier prend rang dans son nouveau groupe d'emplois avec son grade et son ancienneté dans ce grade.

Art. 7. L'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emploi auxquels sont affectés les sous-officiers des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 30 mai 1974, 8 novembre 1979, 10 mars 1981, 6 janvier 1985, 22 juin 1987, 3 juin 1996, 5 janvier 1998 et 16 avril 1998 est abrogé, sans préjudice des dispositions transitoires de l'article 8.

Art. 8. Jusqu'au 31 décembre 2002, les sous-officiers peuvent être nommés dans les groupes d'emplois énumérés dans l'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 30 mai 1974, 8 novembre 1979, 10 mars 1981, 6 janvier 1985, 22 juin 1987, 3 juin 1996, 5 janvier 1998 et 16 avril 1998.

En dérogation à l'alinéa 1er, les sous-officiers de la force aérienne peuvent être nommés à partir du 4 janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2002 dans les groupes d'emplois énumérés dans le tableau B de l'annexe au présent arrêté. En tenant compte des limites fixées au tableau B, le ministre de la Défense nationale peut répartir les emplois des groupes d'emplois repris dans l'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, énumérés ci-après :

- 11 contrôle des opérations et du trafic aérien;
- 24 armement et munitions;
- 26 métaux;
- 27 survie et toile;
- 30 électronique et transmissions;
- 70 services et troupe.

Jusqu'au 31 décembre 2002, les cours et épreuves en vue de l'avancement peuvent, le cas échéant, être organisés tenant compte des anciens groupes d'emplois.

Art. 9. Aussi longtemps que l'appellation « force navale » n'est pas modifiée en « marine » dans la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, il y a lieu de lire « force navale » chaque fois que le terme « marine » est utilisé dans le présent arrêté.

Art. 10. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Art. 5. Artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende het statuut van de reserveonderofficieren, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De bepalingen van het koninklijk besluit van 28 januari 1999 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de krijgsmacht behoren, zijn toepasselijk op de reserveonderofficieren. ».

Art. 6. De ambtengroepen opgesomd in het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren, gaan op in de ambtengroepen vermeld in de artikelen 1 tot 4 van dit besluit overeenkomstig de tabel A in bijlage bij dit besluit.

De onderofficier wordt in zijn nieuwe ambtengroep gerangschikt volgens de graad en zijn anciënniteit in die graad.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 mei 1974, 8 november 1979, 10 maart 1981, 6 januari 1985, 22 juni 1987, 3 juni 1996, 5 januari 1998 en 16 april 1998 wordt opgeheven, onverminderd de overgangsbepalingen van artikel 8.

Art. 8. Tot 31 december 2002 mogen de onderofficieren benoemd worden in de ambtengroepen opgesomd in het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 mei 1974, 8 november 1979, 10 maart 1981, 6 januari 1985, 22 juni 1987, 3 juni 1996, 5 januari 1998 en 16 april 1998.

In afwijking van het eerste lid kunnen de onderofficieren van de luchtmacht worden benoemd vanaf 4 januari 1999 tot 31 december 2002 in de ambtengroepen opgesomd in tabel B in bijlage bij dit besluit. Binnen de grenzen opgelegd door tabel B, kan de minister van Landsverdediging de ambten verdelen van de hierna opgesomde ambtengroepen van het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren :

- 11 controle van operaties en van het luchtverkeer;
- 24 bewapening en munitie;
- 26 metalen;
- 27 overleving en doek;
- 30 elektronica en transmissies;
- 70 diensten en troep.

Tot 31 december 2002 mogen de cursussen en examens voor de bevordering, in voorkomend geval, georganiseerd worden rekening houdend met de vroegere ambtengroepen.

Art. 9. Zolang de benaming « zeemacht » niet gewijzigd is in « marine » in de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, moet telkens « zeemacht » gelezen wanneer de term « marine » gebruikt wordt in dit besluit.

Art. 10. Onze Minister van landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

Annexe à l'arrêté royal du 28 janvier 1999

Tableau A : Correspondance des groupes d'emplois

Groupes d'emplois de l'arrêté royal du 28 janvier 1999 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces armées :	Groupes d'emplois de l'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emploi auxquels sont affectés les sous-officiers des force terrestre, aérienne et navale et du service médical :
<u>FORCE TERRESTRE :</u>	<u>FORCE TERRESTRE :</u>
1° infanterie	10 infanterie - para-commando - police militaire;
2° troupes blindées;	13 troupes blindées;
3° artillerie;	17 artillerie;
4° aviation légère;	18 personnel non-navigant de l'aviation légère; 19 personnel navigant de l'aviation légère;
5° génie;	20 génie;
6° troupes de transmission;	30 opération des transmissions; 31 technique et électronique des transmissions;
7° logistique;	40 ravitaillement et services. Réparation d'équipement; 42 transport et contrôle des mouvements; 43 préparation des vivres; 50 approvisionnement en matériel; 52 mécanique matériel et travail des métaux; 54 réparation armement et instruments; 55 électronique armement - missiles - transmissions; 58 explosifs et munitions;
8° administration et services.	71 secrétaires, bibliothécaires. Assistants psycho-techniciens; 74 informatique; 75 techniciens de l'ERM; 77 éducation physique; 78 administration.

<u>FORCE AERIENNE :</u> 1° personnel navigant;	<u>FORCE AERIENNE :</u> 15 mécaniciens de bord; 16 support opérationnel;
2° personnel non-navigant.	11 contrôle des opérations et du trafic aérien; 12 exploitation des transmissions; 14 météorologie; 20 contrôleur d'industrie; 21 technique d'avions; 22 électricité d'avions; 23 électromécanique; 24 armement et munitions; 25 engins et matériel roulant; 26 métaux; 27 survie et toile; 28 photographie; 30 électronique et transmissions; 40 équipement; 50 installations aériennes; 69 éducation physique et sport; 70 services et troupe; 80 services généraux.
<u>MARINE :</u> 1° personnel de pont;	<u>FORCE NAVALE :</u> 1 pont; 2 communications;
2° personnel technique;	3 mécaniciens de marine; 4 électriciens de marine; 5 réparateurs de matériel; 6 techniciens en électronique et télécommunications;
3° personnel des services.	7 administration; 8 approvisionnement; 10 infanterie de marine.
<u>SERVICE MEDICAL :</u> personnel support médical.	<u>SERVICE MEDICAL :</u> 62 personnel support médical.

Tableau B. — Groupes d'emplois pour la force aérienne et leurs origines

Groupes d'emplois pour la force aérienne de l'article 8, alinéa 2, du présent arrêté :	Groupes d'emplois de l'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical :
<u>PERSONNEL NAVIGANT</u> 11 mécanicien de bord;	15 mécaniciens de bord;
12 SARSO;	11 contrôle des opérations et du trafic aérien;
13 plongeur-sauveteur,	16 support opérationnel; 70 services et troupe;
14 loadmaster-steward.	16 support opérationnel; 70 services et troupe.

<u>PERSONNEL NON-NAVIGANT</u>	
21 opérations aériennes;	11 contrôle des opérations et du trafic aérien; 14 météorologie; 70 services et troupe;
22 technique d'avions;	21 technique d'avions; 22 électricité d'avions 24 armement et munitions; 26 métaux; 27 survie et toile; 30 électronique et transmissions,
23 communications et informatique;	26 métaux; 30 électronique et transmissions; 70 services et troupe;
24 opérations terrestres;	69 éducation physique et sport; 70 services et troupes;
25 support technique;	23 électromécanique; 24 armement et munitions; 25 engins et matériel roulant; 26 métaux; 27 survie et toile; 50 installations aériennes;
26 support non-technique;	12 exploitation des transmissions; 28 photographie; 70 services et troupes; 80 services généraux;
27 équipement;	40 équipement;
28 contrôle d'industrie.	20 contrôleur d'industrie.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Bijlage aan het koninklijk besluit van 28 januari 1999

Tabel A. — Overeenkomst der ambtengroepen

Ambtengroepen van het koninklijk besluit van 28 januari 1999 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de krijgsmacht behoren :	Ambtengroepen van het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren :
<u>LANDMACHT :</u>	<u>LANDMACHT :</u>
1° infanterie	10 infanterie - para-commando - militaire politie;
2° pantsertroepen;	13 pantsertroepen;
3° artillerie;	17 artillerie;
4° licht vliegwezen;	18 niet-varend personeel van het lichte vliegwezen; 19 varend personeel van het lichte vliegwezen;
5° genie;	20 genie;

6° transmissietroepen;	30 operaties van de transmissies; 31 techniek en elektronica van de transmissies;
7° logistiek;	40 ravitaillering en diensten. Herstelling van de uitrusting; 42 transport en controle der bewegingen; 43 bereiding der levensmiddelen; 50 bevoorrading in materieel; 52 mechanica materieel en metaalbewerking; 54 herstelling wapening en instrumenten; 55 elektronica wapening - missiles - transmissies; 58 springstoffen en munities;
8° administratie en diensten.	71 secretarissen, bibliothecarissen. Psychotechnische assistenten; 74 informatiek; 75 technici van de KMS; 77 lichamelijke opvoeding; 78 administratie.

<u>LUCHTMACHT :</u> 1° varend personeel	<u>LUCHTMACHT :</u> 15 boordmechaniciens 16 operationele steun;
2° niet-varend personeel.	11 controle van de operaties en van het luchtverkeer; 12 uitbating van de transmissies; 14 weerkunde; 20 industriecontroleur; 21 vliegtuigtechniek; 22 elektriciteit van vliegtuigen; 23 elektromechanica; 24 wapening en munities; 25 tuigen en rollend materieel; 26 metalen; 27 overleving en doek; 28 fotografie; 30 elektronica en transmissies; 40 uitrusting; 50 luchtinstallaties; 69 lichamelijke opvoeding en sport; 70 diensten en troep; 80 algemene diensten.

<u>MARINE :</u> 1° dekpersoneel;	<u>ZEEMACHT :</u> 1 dek; 2 verbindingen;
2° technisch personeel;	3 scheepswerktuigkundigen; 4 scheepselektriciens; 5 herstellere van materieel; 6 technici in elektronica en televerbindingen;
3° personeel van de diensten.	7 administratie; 8 bevoorrading; 10 marine-infanterie.

<u>MEDISCHE DIENST :</u> medisch ondersteunend personeel.	<u>MEDISCHE DIENST :</u> 62 medisch ondersteunend personeel.
--	---

Tabel B. — Ambtengroepen voor de luchtmacht en hun oorsprong

Ambtengroepen voor de luchtmacht bij artikel 8, tweede lid, van dit besluit :	Ambtengroepen van het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van de ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren :
<u>VAREND PERSONEEL</u>	
11 boordmecaniciën;	15 boordmecaniciën;
12 SARCO;	11 controle van de operaties en van het luchtverkeer;
13 redder-duiker;	16 operationele steun; 70 diensten en troep;
14 loadmaster-steward.	16 operationele steun; 70 diensten en troep.
<u>NIET-VAREND PERSONEEL</u>	
21 luchtoperaties;	11 controle van de operaties en van het luchtverkeer; 14 weerkunde; 70 diensten en troep;
22 techniek vliegtuigen;	21 vliegtuigtechniek; 22 elektriciteit van vliegtuigen 24 bewapening en munitieën; 26 metalen; 27 overleving en doek; 30 elektronica en transmissies;
23 communicaties en informatica;	26 metalen; 30 elektronica en transmissies; 70 diensten en troep;
24 grondoperaties;	69 lichamelijke opvoeding en sport; 70 diensten en troep;
25 technische steun;	23 elektromechanica; 24 bewapening en munitieën; 25 tuigen en rollend materieel; 26 metalen; 27 overleving en doek; 50 luchtinstallaties;
26 niet-technische steun;	12 uitbating van de transmissies; 28 fotografie; 70 diensten en troep; 80 algemene diensten;
27 uitrusting;	40 uitrusting;
28 industriecontrole.	20 industriecontroleur.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 440

[S - C - 99/35183]

**15 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering
betreffende de adviserende beroepscommissie inzake gezins- en welzijnsaangelegenheden**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 1997 houdende oprichting van een Gezins- en Welzijnsraad en van een adviserende beroepscommissie inzake gezins- en welzijnsaangelegenheden, inzonderheid op artikel 13 tot en met 16 en artikel 26;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 14 december 1983 houdende sommige maatregelen tot harmonisatie van de werking en van de presentiegelden en vergoedingen van adviesorganen, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap, gegeven op 28 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 6 mei 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 5 mei 1998, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 juli 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 15 juli 1997 houdende oprichting van een Gezins- en Welzijnsraad en van een adviserende beroepscommissie inzake gezins- en welzijnsaangelegenheden;

2° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen;

3° gezins- en welzijnsaangelegenheden : het geheel van de aangelegenheden, bedoeld in artikel 5, § 1, II, 1° tot en met 7° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

4° administratie : de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

5° openbare instelling : de instelling Kind en Gezin of het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap;

6° commissie : de adviserende beroepscommissie inzake gezins- en welzijnsaangelegenheden, bedoeld in artikel 13 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — De adviserende beroepscommissie inzake gezins- en welzijnsaangelegenheden

Afdeling 1. — Samenstelling

Art. 2. § 1. De commissie is samengesteld uit zeven leden onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter. Elk lid heeft een plaatsvervanger.

De voorzitter, de ondervoorzitter en hun plaatsvervangers zijn houder van het diploma van licentiaat of doctor in de rechten en hebben nuttige, aantoonbare juridische ervaring opgedaan.

De overige leden en hun plaatsvervangers zijn deskundig in gezins- en welzijnsaangelegenheden en hebben nuttige, aantoonbare ervaring opgedaan in de gezins- en welzijnssector.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter, de overige leden en hun plaatsvervangers worden door de minister benoemd voor een telkens hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Art. 3. Het lidmaatschap van de commissie is onverenigbaar met :

1° het lidmaatschap van de Gezins- en Welzijnsraad of van de vaste commissies en werkgroepen, die zijn opgericht binnen die raad;

2° de hoedanigheid van personeelslid van de administratie;

3° de hoedanigheid van personeelslid of van lid van de raad van bestuur van een openbare instelling;

4° de hoedanigheid van voorzitter, beheerder of personeelslid van een federatie of belangenorganisatie in de gezins- en welzijnssector.

Art. 4. De minister kan op verzoek van de betrokkene een einde maken aan het mandaat van een lid of plaatsvervangend lid van de commissie.

Bovendien kan de minister, na advies van de commissie, ambtshalve een einde maken aan het mandaat van een lid of plaatsvervangend lid van de commissie in de volgende gevallen :

1° als de betrokkene driemaal na elkaar zonder kennisgeving afwezig is;

2° als de betrokkene het vertrouwelijk karakter van de beraadslagingen niet respecteert of vertrouwelijke documenten verspreidt;

3° als de betrokkene zich in een geval van onverenigbaarheid bevindt als bedoeld in artikel 3.

Art. 5. Een lid of plaatsvervangend lid van de commissie, dat wordt benoemd in de plaats van een overleden lid of van een lid van wie het mandaat voortijdig is beëindigd, zet diens mandaat voort tot het einde van de aanvankelijk vooropgestelde termijn.

Afdeling 2. — Opdracht

Art. 6. De commissie heeft als opdracht de minister te adviseren over een beroep, bezwaar of verweer dat overeenkomstig artikel 7, § 1, wordt ingediend tegen een beslissing als bedoeld in artikel 13 van het decreet, die op basis van de toepasselijke sectorale regelgeving in gezins- en welzijnsaangelegenheden door de minister of een openbare instelling is genomen of tegen het door de minister of die instelling op basis van die regelgeving geuite en formeel betekende voornemen tot het nemen van een dergelijke beslissing.

Afdeling 3. — Werking

Art. 7. § 1. Een gemotiveerd beroeps-, bezwaar- of verweerschrift tegen een beslissing of een formeel betekend voornemen als bedoeld in artikel 6 wordt overeenkomstig de toepasselijke sectorale regelgeving per aangetekende brief ingediend bij de administratie of de bevoegde openbare instelling. De administratie of de instelling beoordeelt de ontvankelijkheid ervan op grond van de toepasselijke sectorale regelgeving. Ze bezorgt het ontvankelijke beroeps-, bezwaar- of verweerschrift, samen met het volledige administratieve dossier en de eventuele verweermiddelen, binnen vijftien dagen na ontvangst aan de commissie.

§ 2. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 9, § 2, verleent de commissie haar advies op stukken.

§ 3. Behoudens afwijking in de toepasselijke sectorale regelgeving bezorgt de commissie haar advies aan de minister en aan de administratie of de bevoegde openbare instelling uiterlijk drie maanden na ontvangst van het beroeps-, bezwaar- of verweerschrift en van het administratieve dossier.

Het advies is met redenen omkleed. Het maakt ook melding van een afwijkend standpunt als een lid of plaatsvervangend lid daarom verzoekt.

Art. 8. § 1. Enkel de voorzitter, de ondervoorzitter, de overige leden of hun plaatsvervangers zijn stemgerechtigd.

De commissie kan alleen geldig beraadslagen en stemmen als ten minste de voorzitter of de ondervoorzitter en drie leden, of hun plaatsvervangers, aanwezig zijn.

Beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid.

Bij de stemming worden onthoudingen niet in aanmerking genomen voor het bereiken van de vereiste meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. In afwijking van § 1, tweede en derde lid, moeten minstens vijf leden of plaatsvervangende leden hun instemming verlenen bij :

1° het advies inzake het beëindigen van een mandaat, bedoeld in artikel 4, tweede lid;

2° het voorstel van huishoudelijk reglement, bedoeld in artikel 11, eerste lid;

3° de oprichting en samenstelling van een kamer, bedoeld in artikel 13, § 2;

4° het ambtshalve beëindigen van het mandaat van een lid of plaatsvervangend lid van een kamer, bedoeld in artikel 13, § 5, tweede lid;

5° de afschaffing van een kamer, bedoeld in artikel 13, § 7.

Art. 9. § 1. De administratie of de bevoegde openbare instelling kan een personeelslid afvaardigen om tijdens de commissievergadering het dossier toe te lichten waarop het behandelde beroeps-, bezwaar- of verweerschrift betrekking heeft. Dat personeelslid neemt niet deel aan de beraadslaging.

§ 2. De commissie hoort de indiener van het beroeps-, bezwaar- of verweerschrift indien hij daarom heeft verzocht in dat geschrift.

§ 3. De commissie kan een beroep doen op deskundigen.

Art. 10. De vergaderingen van de commissie zijn niet openbaar. De beraadslagingen van de commissie zijn vertrouwelijk.

Art. 11. De commissie legt, binnen drie maanden na haar concrete samenstelling aan de minister een voorstel van huishoudelijk reglement voor. De minister stelt vervolgens binnen een maand het huishoudelijk reglement vast.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk en van hoofdstuk III regelt het huishoudelijk reglement onder meer de nadere werking van de commissie, de werking van de kamers, bedoeld in artikel 13, en de relatie tussen de kamers en de commissie.

Art. 12. De administratie neemt het secretariaat van de commissie waar.

De administratie of de bevoegde openbare instelling bezorgt een voorstel van beslissing aan de minister binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de commissie of, bij ontstentenis van dit advies, binnen vijfenveertig dagen na het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 7, § 3, eerste lid.

Art. 13. § 1. De commissie kan worden bijgestaan door kamers die binnen een specifiek domein van de gezins- en welzijnsaangelegenheden haar adviezen voorbereiden.

§ 2. Wanneer de commissie het noodzakelijk acht om voor een specifiek domein één of meerdere kamers op te richten, brengt ze dit ter kennis van de minister. Na overleg met de minister, stelt de commissie de kamer of kamers samen, onverminderd de toepassing van § 3.

§ 3. De kamers zijn samengesteld uit vijf leden, onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter. Elk lid heeft een plaatsvervanger.

De voorzitter, de ondervoorzitter en hun plaatsvervangers moeten houder zijn van het diploma van licentiaat of doctor in de rechten en nuttige, aantoonbare juridische ervaring opgedaan hebben. De overige leden en hun plaatsvervangers moeten over een specifieke deskundigheid beschikken in het domein waarvoor de kamer wordt opgericht.

§ 4. Het mandaat van de leden van de kamers verstrijkt op hetzelfde ogenblik als het mandaat van de leden van de commissie.

§ 5. Op het lidmaatschap van een kamer zijn artikel 3 en 5 van overeenkomstige toepassing.

De commissie kan een einde maken aan het mandaat van een lid of plaatsvervangend lid van een kamer, hetzij op verzoek van de betrokkene, hetzij ambtshalve en na advies van de betrokken kamer in de gevallen, bedoeld in artikel 4, tweede lid.

§ 6. Wat de werking van een kamer betreft, zijn artikel 7, § 3, tweede lid, artikel 8, § 1, eerste, derde en vierde lid, artikel 10 en artikel 12, eerste lid, van overeenkomstige toepassing.

Een kamer kan alleen geldig beraadslagen en stemmen als ten minste de voorzitter of de ondervoorzitter en twee leden, of hun plaatsvervangers, aanwezig zijn.

Indien de commissie een kamer belast met de voorbereiding van haar advies, zal, in afwijking van artikel 9, § 1 en § 2, het personeelslid van de administratie of de bevoegde openbare instelling het dossier enkel voor die kamer kunnen toelichten en zal die kamer de indiener van het betrokken beroeps-, bezwaar- of verweerschrift horen. Het voornoemde personeelslid neemt niet deel aan de beraadslaging.

Onder voorbehoud van het bepaalde in het vorige lid, verleent een kamer haar advies op stukken.

§ 7. De commissie kan een kamer slechts afschaffen na overleg met de minister.

HOOFDSTUK III. — *De beslissing van de Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen*

Art. 14. § 1. De minister kan alleen een definitieve beslissing nemen na ontvangst van het advies van de commissie of, bij ontstentenis daarvan, na het verstrijken van de termijn, genoemd in artikel 7, § 3, eerste lid.

Die beslissing is met redenen omkleed. Behoudens afwijking in de toepasselijke sectorale regelgeving wordt ze binnen twee maanden nadat de minister het advies van de commissie heeft ontvangen, door de administratie of de bevoegde openbare instelling aan de indiener van het beroeps-, bezwaar- of verweerschrift per aangetekende brief meegedeeld. Bij ontstentenis van advies deelt die administratie of instelling de beslissing van de minister binnen drie maanden na het verstrijken van de termijn, genoemd in artikel 7, § 3, eerste lid, per aangetekende brief mee aan voornoemde indienen

§ 2. Indien de beslissing van de minister niet binnen de termijnen, bedoeld in § 1, tweede lid, aan de indiener van het beroeps-, bezwaar- of verweerschrift wordt meegedeeld, wordt het beroep, bezwaar of verweer van rechtswege geacht ingewilligd te zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Presentiegelden en vergoedingen*

Art. 15. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de commissie, alsook de voorzitters, ondervoorzitters en leden van de kamers en de door de commissie uitgenodigde deskundigen kunnen per vergadering aanspraak maken op de presentiegelden en vergoedingen die worden bepaald in het besluit van de Vlaamse regering van 14 december 1983 houdende sommige maatregelen tot harmonisatie van de werking en van de presentiegelden en vergoedingen van adviesorganen.

Art. 16. Aan punt 4 van de bijlage gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 december 1983 houdende sommige maatregelen tot harmonisatie van de werking en van de presentiegelden en vergoedingen van adviesorganen, wordt een streepje toegevoegd, dat luidt als volgt: "de adviserende beroepscommissie inzake gezins- en welzijnsaangelegenheden en de binnen die commissie opgerichte kamers".

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 17. § 1 Artikel 13 tot en met 16 van het decreet treden in werking op 1 oktober 1998, met uitzondering van artikel 14, § 1, tweede lid, § 2, tweede lid en § 4, die in werking treden op 1 maart 1999.

§ 2. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1998, met uitzondering van artikel 6, artikel 7, artikel 8, § 2, 3°, 4° en 5°, artikel 9, artikel 12, tweede lid, artikel 13 en artikel 14, die in werking treden op 1 maart 1999.

Art. 18. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 15 september 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

L. MARTENS

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 440

[S - C - 99/35183]

15 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la commission consultative d'appel pour les questions de la famille et de l'aide sociale

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 15 juillet 1997 portant création d'un Conseil de la Famille et de l'Aide sociale et d'une commission consultative d'appel pour les questions de la famille et de l'aide sociale, notamment l'article 13 à 16 inclus et l'article 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 1983 portant certaines mesures en vue d'harmoniser le fonctionnement, les jetons de présence et les indemnités aux organes consultatifs, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis du Conseil d'administration du "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap" (Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées), donné le 28 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 6 mai 1998;

Vu la délibération du Gouvernement flamand le 5 mai 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° décret : le décret du 15 juillet 1997 portant création d'un Conseil de la Famille et de l'Aide sociale et d'une commission consultative d'appel pour les questions de la famille et de l'aide sociale;

2° Ministre : le Ministre flamand chargé de l'assistance aux personnes;

3° questions de la famille et de l'aide sociale : l'ensemble matières, visées à l'article 5, § 1^{er}, il, 1° à 7 inclus de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

4° administration : l'administration de la Famille et de l'Aide sociale du Ministère de la Communauté flamande;

5° organisme public : l'organisme "Kind en Gezin" (Enfance et Famille) ou le "Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap";

6° commission : la commission consultative d'appel pour les questions de la famille et de l'aide sociale, visée à l'article 13 du décret.

CHAPITRE II. — La commission consultative d'appel pour les questions de la famille et de l'aide sociale

Section I^{er}. — Composition

Art. 2. La commission est composée de sept membres parmi lesquels un président et un vice-président. Chaque membre a un suppléant.

Le président, le vice-président et leurs suppléants sont porteurs d'un diplôme de licencié ou docteur en droit et possèdent une expérience juridique utile et justifiable.

Les autres membres et leurs suppléants sont compétents en questions de la famille et de l'aide sociale et possèdent une expérience utile et justifiable dans le domaine du secteur de la famille et de l'aide sociale.

§ 2. Le président, le vice-président, les autres membres et leurs suppléants sont nommés par le Ministre pour un mandat chaque fois renouvelable de cinq ans.

Art. 3. La qualité de membre de la commission est incompatible avec :

1° la qualité de membre du Conseil de la Famille et de l'Aide sociale ou des commissions et groupes de travail permanents créés au sein de ce conseil;

2° la qualité de membre du personnel de l'administration;

3° la qualité de membre du personnel ou de membre du conseil d'administration d'un organisme public;

4° la qualité de président, gestionnaire ou membre du personnel d'une fédération ou d'un groupement d'intérêt dans le secteur de la famille et de l'aide sociale.

Art. 4. Sur la demande de l'intéressé, le Ministre peut mettre fin au mandat d'un membre ou d'un membre suppléant de la commission.

Le Ministre peut également, après avis de la commission, mettre fin d'office mandat d'un membre ou d'un membre suppléant de la commission dans les cas suivants :

1° quand l'intéressé s'est absenté trois fois d'affilée sans s'être excusé;

2° quand l'intéressé ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou diffuse des documents confidentiels;

3° quand l'intéressé se trouve dans une situation d'incompatibilité, telle que visée à l'article 3.

Art. 5. Un membre ou un membre suppléant de la commission qui est nommé en remplacement d'un membre décédé ou d'un membre dont le mandat s'est achevé prématurément, achève ce mandat jusqu'à son échéance initiale.

Section 2. — Mission

Art. 6. La commission a pour mission de conseiller le Ministre sur tout recours, réclamation ou défense qui est introduit, conformément à l'article 7, § 1^{er}, contre une décision, telle que visée à l'article 13 du décret, qui a été prise par le Ministre ou par un organisme public en vertu de la réglementation sectorielle applicable en matière de questions de la famille et de l'aide sociale ou contre l'intention du Ministre ou de cet organisme, exprimée et formellement notifiée en vertu de cette réglementation de prendre une telle décision.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 7. § 1^{er}. Un recours, une réclamation ou un mémoire de défense motivés contre une décision ou une intention formellement notifiée, telle que visée à l'article 6, est adressé par lettre recommandée à l'administration ou à l'organisme public compétent, conformément la réglementation sectorielle applicable. L'administration ou l'organisme apprécie sa recevabilité à la lumière de la réglementation sectorielle applicable. Elle transmet à la commission, dans les quinze jours qui suivent la réception, le recours, la réclamation ou le mémoire de défense, conjointement avec le dossier administratif complet et les moyens de défense éventuels.

§ 2. Sous réserve des dispositions de l'article 9, § 2, la commission rend son avis sur Pièces.

§ 3. Sauf dérogation prévue par la réglementation sectorielle applicable, la commission transmet son avis au Ministre et à l'administration ou l'organisme public compétent, au plus tard trois mois de la réception du recours, de la réclamation ou du mémoire de défense et du dossier administratif.

L'avis est motivé. Il fait également mention d'un point de vue divergent, si un membre ou un membre suppléant en fait la demande.

Art. 8. § 1^{er}. Seuls le président, le vice-président, les autres membres ou leurs suppléants ont voix délibérative.

La commission peut seulement délibérer et voter valablement si au moins le président ou le vice-président et trois membres ou leurs suppléants, sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Lors du vote, les abstentions ne sont pas prises en compte pour atteindre la majorité requise. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéas deux et trois, au moins cinq membres ou membres suppléants doivent approuver :

1° l'avis sur la cessation d'un mandat, visée à l'article 4, alinéa deux;

2° la proposition de règlement intérieur, visée à l'article 1^{er}, alinéa premier;

3° la création et la composition d'une chambre, visée à l'article 13, § 2;

4° la cessation d'office du mandat d'un membre ou d'un membre suppléant d'une chambre, visée à l'article 13, § 5, alinéa deux;

5° la suppression d'une chambre, visée à l'article 13, § 7.

Art. 9. § 1^{er}. L'administration ou l'organisme public compétent peut déléguer un membre du personnel pour commenter au cours de la réunion de la commission le dossier faisant l'objet du recours, de la réclamation ou du mémoire de défense. Ce membre du personnel ne prend pas part à la délibération.

§ 2. La commission entend l'auteur du recours, de la réclamation ou du mémoire de défense s'il en a fait la demande dans cet écrit.

§ 3. La commission peut faire appel à des experts.

Art. 10. Les réunions de la commission ne sont pas publiques. Les délibérations de la commission sont confidentielles.

Art. 11. La commission soumet au Ministre une proposition de règlement intérieur, dans les trois mois qui suivent sa composition effective. Le Ministre établit par la suite dans un mois, le règlement intérieur.

Sans préjudice de l'application des dispositions du présent chapitre et du chapitre III, le règlement intérieur précise entre autres le fonctionnement de la commission et celui des chambres, visées à l'article 13 et les relations entre les chambres et la commission.

Art. 12. L'administration assure le secrétariat de la commission.

L'administration ou l'organisme public compétent fait parvenir au Ministre, une proposition de décision, dans les trente jours de la réception de l'avis de la commission ou, à défaut de cet avis, dans les quarante-cinq jours de l'expiration du délai visé à l'article 7, § 3 alinéa premier.

Art. 13. § 1^{er}. La commission peut se faire assister par des chambres qui préparent ses avis dans un domaine spécifique des questions de la famille et de l'aide sociale.

§ 2. Lorsque la commission le juge utile de créer une ou plusieurs chambres pour traiter d'un domaine spécifique, elle en informe le Ministre. Après s'être concertée avec le Ministre, la commission compose la ou les chambres, sans préjudice de l'application du § 3.

§ 3. Les chambres sont composées de cinq membres, parmi lesquels un président et un vice-président. Chaque membre a un suppléant.

Le président, le vice-président et leurs suppléants sont porteurs d'un diplôme de licencié au docteur en droit et possèdent une expérience juridique utile et justifiable. Les autres membres et leurs suppléants doivent avoir une compétence spécifique dans le domaine pour lequel la chambre a été créée.

§ 4. Le mandat des membres des chambres expire au même moment que le mandat des membres de la commission.

§ 5. Les articles 3 et 5 s'appliquent par analogie à la qualité de membre d'une chambre.

La commission peut mettre fin au mandat d'un membre ou d'un membre suppléant d'une chambre, soit sur demande de l'intéressé, soit d'office et après avis de la chambre intéressée dans les cas visés à l'article 4, alinéa deux.

§ 6. Quant au fonctionnement d'une chambre, l'article 7 § 3, alinéa deux, l'article 8, § 1^{er}, alinéas premier, trois et quatre, l'article 10 et l'article 12, alinéa premier, s'appliquent par analogie.

Une chambre peut seulement délibérer et voter valablement si au moins le président ou le vice-président et deux membres ou leurs suppléants, sont présents.

Si la commission charge une chambre de préparer son avis, le membre du personnel de l'administration ou l'organisme public compétent ne pourra, par dérogation à l'article 9, §§ 1^{er} et 2, commenter le dossier que devant cette chambre et celle-ci entendra l'auteur du recours, de la réclamation ou du mémoire de défense concernés. Le membre du personnel précité ne prend pas part à la délibération.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, une chambre rend son avis sur pièces.

§ 7. La commission ne peut supprimer une chambre qu'après concertation avec le Ministre.

CHAPITRE III. — La décision Ministre charge de l'assistance aux personnes

Art. 14. § 1^{er}. Le Ministre ne peut prendre une décision définitive qu'après réception de l'avis de la commission ou, à défaut de ce dernier, après expiration du délai visé à l'article 7, § 3, alinéa premier.

Cette décision est motivée. Sauf dérogation prévue par la réglementation sectorielle applicable, elle est notifiée par lettre recommandée, par l'administration ou l'organisme public compétent, à l'auteur du recours, de la réclamation ou du mémoire de défense, dans les deux mois de la réception de l'avis de la commission par le Ministre. En l'absence d'avis, cette administration ou cet organisme notifie la décision du Ministre, par lettre recommandée, à l'auteur précité, dans les trois mois qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 7, § 3, premier alinéa.

§ 2. Si la décision du Ministre n'est pas notifiée à l'auteur du recours, de la réclamation ou du mémoire de défense, dans les délais visés au § 1^{er}, alinéa deux, le recours, la réclamation ou le mémoire de défense est censé accueilli.

CHAPITRE IV. — *Jetons de présence et indemnités*

Art. 15. Le président, le vice-président et les membres de la commission, ainsi que les présidents, les vice-présidents et les membres des chambres et des experts invités par la commission, ont droit par séance, aux jetons de présence et indemnités prévus par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 1983 portant certaines mesures en vue d'harmoniser le fonctionnement, les jetons de présence et les indemnités aux organes consultatifs.

Art. 16. Il est ajouté au point 4° de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 1983 portant certaines mesures en vue d'harmoniser le fonctionnement, les jetons de présence et les indemnités aux organes consultatifs, un tiret, libellé comme suit: " - la commission consultative d'appel pour les questions de la famille et de l'aide sociale et les chambres créées au sein de cette commission".

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 17. § 1^{er}. L'article 13 à 16 inclus du décret entrent en vigueur le 1^{er} octobre 1998, à l'exclusion de l'article 14, § 1^{er}, alinéa deux, § 2, alinéa deux et § 4, qui entrent en vigueur le 1^{er} mars 1999.

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1998, à l'exclusion de l'article 6, l'article 7, l'article 8, § 2, 3°, 4° et 5°, l'article 9, l'article 12, alinéa deux, l'article 13 et l'article 14, qui entrent en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Art. 18. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS



N. 99 — 441

[S - C - 99/35152]

**18 DECEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering
houdende oprichting van een tijdelijke stuurgroep ter ondersteuning van de PMS-centra en de MST-equipies
bij hun omvorming tot centra voor leerlingenbegeleiding**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 1 december 1998 betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding, inzonderheid op de artikelen 199 tot 204;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 15 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat overeenkomstig het decreet van 1 december 1998 betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding vanaf 1 januari 1999 tot en met 31 augustus 2003 een tijdelijke stuurgroep wordt ingesteld;

Overwegende dat voor een tijdige implementatie van het decreet van 1 december 1998 betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding het onontbeerlijk is dat de tijdelijke stuurgroep vanaf 1 januari 1999 met haar werkzaamheden kan starten;

Op voorstel van de Vlaamse minister, bevoegd voor het gezondheidsbeleid, en van de Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Ten einde de omvorming van PMS-centra en MST-equipies tot centra voor leerlingenbegeleiding vanaf 1 januari 1999 te ondersteunen wordt een tijdelijke stuurgroep opgericht.

Art. 2. § 1. De voorzitter van de tijdelijke stuurgroep is de minister, bevoegd voor het onderwijs. Hij kan zich laten vertegenwoordigen door een ambtenaar van het departement Onderwijs.

§ 2. De vice-voorzitter van de tijdelijke stuurgroep is de minister, bevoegd voor het gezondheidsbeleid. Hij kan zich laten vertegenwoordigen door een ambtenaar van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur.

Art. 3. § 1. De tijdelijke stuurgroep is samengesteld uit 15 voltijdse personeelsleden die na voordracht gezamenlijk aangeduid worden door de minister bevoegd voor het onderwijs en de minister bevoegd voor het gezondheidsbeleid.

§ 2. Voor de officiële centra worden zes voltijdse personeelsleden vóór 31 december 1998 gezamenlijk voorgedragen door de Autonome Raad van het Gemeenschapsonderwijs, het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap en de Cel voor het Vlaams Provinciaal Onderwijs.

De voorgedragen personeelsleden hebben een totaal omkaderingsgewicht, bedoeld in artikel 77 van het decreet betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding van 1 december 1998 van maximum 7,2.

Ten minste vier van de voorgedragen personeelsleden behoren tot een PMS-centrum van het gemeenschapsonderwijs. De overige personeelsleden behoren tot één van de drie hierna vermelde centra of MST-equipies:

- een PMS-centrum van het gemeenschapsonderwijs;
- een gesubsidieerd officieel PMS-centrum;
- een gesubsidieerde officiële MST-equipe.

In de gezamenlijke voordracht wordt ook aangeduid welke twee personeelsleden worden voorgesteld om deel uit te maken van de stuurgroep, bedoeld in artikel 200, § 1, 3°, van het decreet betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding van 1 december 1998.

§ 3. Voor de gesubsidieerde vrije centra worden negen voltijdse personeelsleden vóór 31 december 1998 gezamenlijk voorgedragen door het Vlaams Secretariaat voor Katholiek Onderwijs, de Centrale voor Studie- en Beroepsoriëntering en het Verbond van Medisch-Sociale Instellingen. De voorgedragen personeelsleden hebben een totaal omkaderingsgewicht, bedoeld in artikel 77 van het decreet betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding van 1 december 1998 van maximum 10,8.

Deze personeelsleden behoren of wel tot een een gesubsidieerd vrij PMS-centrum, of wel tot een gesubsidieerde vrije MST- equipe.

In de gezamenlijke voordracht wordt ook aangeduid welke drie personeelsleden worden voorgesteld om deel uit te maken van de stuurgroep, bedoeld in artikel 200, § 1, 3°, van hetzelfde decreet.

Art. 4. Voor de berekening van het omkaderingsgewicht, bedoeld in artikel 3, § 2 en § 3, worden volgende criteria gehanteerd:

coördinerend geneesheer, geneesheer of arts:	1,6 omkaderingsgewicht
directeur of directeur van het vormingscentrum:	1,6 omkaderingsgewicht
psycho-pedagogisch consulent en werkleider voor de psycho- pedagogische discipline :	1,3 omkaderingsgewicht
paramedisch werker, werkleider voor de paramedische discipline of personeelslid belast met verpleegkundige en sociaal- verpleegkundige taken :	1,0 omkaderingsgewicht
psycho-pedagogisch werker :	1,0 omkaderingsgewicht
maatschappelijk werker :	1,0 omkaderingsgewicht

Art. 5. In afwijking van artikel 3, § 1, kunnen personeelsleden die het ambt van arts uitoefenen, een halftijdse opdracht in de tijdelijke stuurgroep vervullen. In voorkomend geval kunnen zij niet worden aangeduid om deel uit te maken van de stuurgroep, bedoeld in artikel 200, § 1, 3°, van het decreet betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding d.d. 1 december 1998.

Art. 6. De voordracht zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van de officiële centra en de voordracht zoals bedoeld in artikel 3, § 3, vanwege de vrije centra, bevat elk ten minste een personeelslid dat een ambt of de functie uitoefent van :

- coördinerend geneesheer, geneesheer of arts;
- psycho-pedagogisch consulent of psycho-pedagogisch werker;
- maatschappelijk werker;
- paramedisch werker of personeelslid belast met verpleegkundige en sociaal-verpleegkundige taken.

Art. 7. Personeel dat behoort tot een MST-equipe en wordt toegewezen aan de tijdelijke stuurgroep, blijft voor de overdracht van personeel, bedoeld in de artikelen 188 tot en met 195 van hetzelfde decreet, gealloceerd aan de MST-equipe van herkomst.

Zij worden gesubsidieerd overeenkomstig de salarisschalen die opgenomen zijn in de bijlage vier bij het besluit van de Vlaamse regering van 30 juli 1985 betreffende de verplichtingen en de opdrachten inzake medisch schooltoezicht, en houdende de erkenningsvoorwaarden en subsidiëring van equipes en centra voor medisch schooltoezicht.

Art. 8. De bewezen werkingskosten van de tijdelijke stuurgroep worden vergoed tot een maximum van twee miljoen frank.

Art. 9. De voorzitter van de tijdelijke stuurgroep roept maandelijks de leden van de stuurgroep, bedoeld in artikel 200, § 1, 3°, van hetzelfde decreet bijeen.

Hij bepaalt in overleg met de vice-voorzitter de agenda van de vergadering.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 11. De Vlaamse minister, bevoegd voor het gezondheidsbeleid, en de Vlaamse minister bevoegd voor het onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 december 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
E. BALDEWIJNS

—
TRADUCTION

18 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand portant création d'un comité directeur temporaire à l'appui des centres PMS et des équipes d'inspection médicale scolaire lors de leur transformation en centres d'encadrement des élèves

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves, notamment les articles 199 à 204;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 15 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est institué, du 1^{er} janvier 1999 au 31 août 2003, un comité directeur temporaire conformément au décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves;

Considérant qu'il est impératif que le comité directeur temporaire puisse lancer ses activités dès le 1^{er} janvier 1999 en vue d'une exécution à temps du décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves;

Sur la proposition du Ministre flamand compétent pour la politique de santé et du Ministre flamand compétent pour l'enseignement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Afin d'appuyer la transformation des centres PMS et des équipes de l'inspection médicale scolaire à compter du 1^{er} janvier 1999, il est institué un comité directeur temporaire.

Art. 2. § 1^{er}. La présidence du comité directeur temporaire est assumée par le Ministre ayant l'enseignement dans ses attributions. Il lui est loisible de se faire représenter par un fonctionnaire du Département de l'Enseignement.

§ 2. Le vice-président du comité directeur temporaire est le Ministre ayant la politique de santé dans ses attributions. Il peut se faire représenter par un fonctionnaire du Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture.

Art. 3. § 1^{er}. Le comité directeur temporaire est composé de 15 membres du personnel à temps plein désignés en commun, sur proposition, par le ministre chargé de l'enseignement et le ministre chargé de la politique de santé.

§ 2. Avant le 31 décembre 1998, l'"Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs" (Conseil autonome de l'enseignement), l'"Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap" (Secrétariat de l'enseignement des villes et communes de la Communauté flamande) et la "Cel voor het Vlaams Provinciaal Onderwijs" (Cellule pour l'enseignement provincial flamand) proposent en commun six membres du personnel à temps plein pour les centres officiels.

Les membres du personnel proposés ont une pondération totale d'encadrement, visée à l'article 77 du décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves, de 7,2 au maximum.

Au moins quatre des membres du personnel proposés appartiennent à un centre PMS de l'enseignement communautaire. Les autres membres du personnel appartiennent à un des trois centres ou équipes d'inspection médicale scolaire cités ci-après :

- un centre PMS de l'enseignement communautaire;
- un centre PMS officiel subventionné;
- une équipe d'inspection médicale scolaire officielle subventionnée.

Dans la proposition commune sont également indiqués les deux membres du personnel proposés à participer au comité directeur, visé à l'article 200, § 1^{er}, 3^o, du décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves.

§ 3. Avant le 31 décembre 1998, le "Vlaams Secretariaat voor Katholiek Onderwijs" (Secrétariat flamand de l'Enseignement catholique), la "Centrale voor Studie- en Beroepsoriëntering" (Centrale d'orientation d'études et professionnelle) et la "Verbond van Medisch-Sociale Instellingen" (Association des établissements médico-sociaux) proposent en commun neuf membres du personnel à temps plein pour les centres libres subventionnés.

Les membres du personnel proposés ont une pondération totale d'encadrement, visée à l'article 77 du décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves, de 10,8 au maximum.

Ces personnels appartiennent ou bien à un centre PMS libre subventionné ou bien à une équipe d'inspection médicale scolaire subventionnée.

Dans la proposition commune, sont également indiqués les trois membres du personnel proposés à participer au comité directeur, visé à l'article 200, § 1^{er}, 3^o, du même décret.

Art. 4. Pour le calcul de la pondération, visée à l'article 3, § 2 et § 3, les critères suivants sont appliqués :

médecin coordinateur, médecin :	pondération 1,6
directeur ou directeur d'un centre de formation :	pondération 1,6
conseil psychopédagogique et chef de travaux pour la discipline psychopédagogique :	pondération 1,3
auxiliaire paramédical, chef de travaux pour la discipline paramédicale ou membre du personnel chargé de tâches de nursing et de nursing social :	pondération 1,0
auxiliaire psychopédagogique :	pondération 1,0
assistant social :	pondération 1,0

Art. 5. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, les personnels exerçant la fonction de médecin peuvent remplir une mission à temps partiel dans le comité directeur temporaire. Le cas échéant, ils ne peuvent pas être désignés comme membres du comité directeur temporaire, visé à l'article 200, § 1^{er}, 3^o, du décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves.

Art. 6. La proposition telle que visée à l'article 3, § 2, des centres officiels et la proposition telle que visée à l'article 3, § 3, des centres libres, comprend chacune au moins un membre du personnel exerçant une fonction de :

- médecin coordinateur ou médecin;
- conseil psychopédagogique ou auxiliaire psychopédagogique;
- assistant social
- auxiliaire paramédical ou membre du personnel chargé de tâches de nursing ou de nursing social.

Art. 7. Les personnels appartenant à une équipe de l'inspection médicale scolaire et désignés à faire partie du comité directeur temporaire, restent, pour le transfert des personnels, visé aux articles 188 à 195 inclus du même décret, affectés à l'équipe d'inspection médicale scolaire d'origine.

Ils sont subventionnés conformément aux échelles de traitement figurant à l'annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 juillet 1985 concernant les obligations et les missions dans le domaine de l'inspection médicale scolaire, fixant les conditions d'agrément des équipes et des centres d'inspection médicale scolaire et réglant le subventionnement de ces équipes et de ces centres.

Art. 8. Les frais de fonctionnement justifiés du comité directeur temporaire sont indemnisés à un maximum de deux millions de francs.

Art. 9. Le président du comité directeur temporaire convoque mensuellement les membres du comité directeur, visé à l'article 200, § 1^{er}, 3°, du même décret.

De concert avec le vice-président, il fixe l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 11. Le Ministre flamand compétent pour la politique de santé et le Ministre flamand compétent pour l'enseignement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
E. BALDEWIJNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 442

[C - 99/29071]

29 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 55;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 24 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 16 juin 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 septembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2° loi : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

3° autorité : le conseiller, le conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse ou le directeur, le directeur adjoint de l'aide à la jeunesse, selon le cas;

4° débiteur : soit le jeune, soit la ou les personnes qui doivent des aliments au jeune;

5° part contributive : le montant mis à charge du débiteur appelé à contribuer dans les frais d'entretien, d'éducation et de traitement résultant de chaque mesure prise en faveur d'un jeune en application des articles 36, § 6, 38 et 39 du décret ou de la loi et entraînant des débours à charge du budget de la Communauté française conformément aux réglementations propres au subventionnement des mesures d'aide à la jeunesse ou de protection de la jeunesse;

6° seuil de récupération : montant minimum permettant la mise en recouvrement par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Art. 2. § 1^{er}. La part contributive est fixée sur une base journalière lorsque la prise en charge du jeune donne lieu à la liquidation de subventions journalières calculées en fonction de ses présences ou absences assimilées aux présences.

§ 2. La part contributive est fixée sur une base journalière lorsque la prise en charge du jeune donne lieu à la liquidation de subventions journalières calculées en fonction de ses présences ou absences assimilées aux présences.

Sont notamment concernées les mesures confiant le jeune :

— à une institution d'hébergement agréée par le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

— à une institution d'hébergement ressortissant à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

— à un service d'hébergement conventionné avec l'Institut National d'Assurances Maladie Invalidité;

— à une famille d'accueil encadrée ou non par un service de placement familial.

Lorsque le jeune est amené à intervenir dans ses frais d'entretien, cette participation entraîne la réduction à due concurrence de toute part contributive journalière fixée antérieurement.

§ 3. La part contributive est fixée sur une base autre que journalière telle qu'elle est précisée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, lorsque la prise en charge du jeune donne lieu à la liquidation de subventions périodiques à tout service ou particulier n'entrant pas dans les catégories énumérées au § 2.

Art. 3. Sauf en cas de force majeure, l'autorité fixe la part contributive dans les trois mois à dater de la mesure prise en faveur du jeune.

La part contributive est due à partir de la date à laquelle la mesure est devenue effective sans que cette date puisse être antérieure de plus de trois mois à la décision de l'autorité.

Art. 4. § 1^{er}. La part contributive est déterminée en référence aux revenus mensuels nets imposables du débiteur. Les rentes et pensions alimentaires sont ajoutées ou déduites des revenus selon qu'elles sont perçues ou versées.

Le montant de la part contributive fixée sur une base journalière est établi en référence au barème indexable joint en annexe 1.

Le montant de la part contributive fixée sur une base autre que journalière est établi en référence au barème indexable joint en annexe 2. Ce barème est établi sur une base mensuelle. Cette base mensuelle peut être fractionnée en référence à d'autres critères tels que notamment le type de service, la nature des prestations, leur durée ou leur fréquence.

§ 2. Pour les montants indexables prévus aux annexes 1 et 2 du présent arrêté et qui ne constituent pas des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1^{er} janvier 1990.

§ 3. Le montant maximum de la part contributive figurant à chacun des barèmes visés au § 1^{er} est fixé à charge de tout débiteur qui ne fournit pas la preuve de ses revenus.

Art. 5. Aucune part contributive n'est fixée à charge des personnes relevant de l'indigence ou de l'aide dispensée par le Centre Public d'Aide Sociale ou ne bénéficiant pas de revenus supérieurs au montant du minimex auquel elles auraient pu prétendre.

Art. 6. Le seuil de récupération est fixé à 1 000 F par an pour l'ensemble des parts contributives d'un même débiteur. Lorsque l'ensemble des parts contributives à fixer à charge d'un débiteur n'atteint pas le seuil de récupération, ces parts sont fixées à zéro franc.

Art. 7. L'autorité peut déroger aux montants de part contributive prévus aux barèmes de référence du présent arrêté sur la base d'un rapport justificatif écrit qu'elle transmet à l'administration.

Les investigations sociales, menées selon le cas par le service de l'aide à la jeunesse ou le service de protection judiciaire, sont déterminantes pour adapter la participation financière du débiteur.

Art. 8. A tout moment, la modification des revenus mensuels nets du débiteur engendre l'adaptation de sa part contributive soit à l'initiative de l'autorité, soit à la requête de l'intéressé.

Art. 9. Sur la base des éléments produits par l'administration de l'enregistrement et des domaines quant à l'insolvabilité du débiteur, le Ministre ou la personne qu'il délègue à cet effet peut surseoir au recouvrement des arriérés de paiement de la part contributive et, au cas où le débiteur devient solvable, provoquer auprès de l'autorité la révision de la part contributive pour l'avenir.

Art. 10. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 décembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Barème des parts contributives journalières

Tranche de revenus mensuels nets	Part contributive journalière
20 000 - 29 999	17,41
30 000 - 39 999	43,53
40 000 - 49 999	65,29
50 000 - 59 999	87,05
60 000 - 69 999	130,58
70 000 - 79 999	217,63
80 000 - 89 999	304,69
90 000 - 99 999	391,75
100 000 et plus	478, 80

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1998 relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Barème des parts contributives autres que journalières

Tranche de revenus mensuels nets	Part contributive autre que journalière
20 000 - 29 999	52,23
30 000 - 39 999	130,58
40 000 - 49 999	195,87
50 000 - 59 999	261,16
60 000 - 69 999	391,75
70 000 - 79 999	652,91
80 000 - 89 999	914,08
90 000 - 99 999	1 175,24
100 000 et plus	1 436,41

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1998 relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 442

[S - C - 99/29071]

29 DECEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op het advies van de Raad van de Franse Gemeenschap voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 24 september 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 april 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juni 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 omtrent de aanvraag om advies binnen een maximale termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 september 1998, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° wet : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

3° overheid : de adviseur, de adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur, adjunct-directeur voor hulpverlening aan de jeugd, naargelang het geval;

4° bijdrageverschuldigde : ofwel de jongere, ofwel de persoon (personen) die de jongere levensonderhoud verschuldigd is (zijn);

5° bijdrage : het bedrag ten laste van de bij drageverschuldigde die moet bijdragen tot de kosten voor het levensonderhoud, de opvoeding en de behandeling ten gevolge van iedere maatregel genomen ten gunste van een jongere met toepassing van de artikelen 36, § 6, 38 en 39 van het decreet of de wet en waarbij uitgaven worden gedaan ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap overeenkomstig de regelingen eigen aan het betoelagen van maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd of jeugdbescherming;

6° invorderingsminimum : minimumbedrag waarbij de invordering door de administratie der registratie en domeinen kan gebeuren.

Art. 2. § 1. Voor iedere maatregel wordt de bijdrage ofwel per dag ofwel op een andere basis vastgelegd.

§ 2. De bijdrage wordt per dag vastgesteld wanneer de tenlasteneming van de jongere aanleiding geeft tot de uitbetaling van dagelijkse toelagen berekend in functie van zijn aanwezigheden of zijn met aanwezigheden gelijkgestelde afwezigheden.

In aanmerking komen namelijk de maatregelen waardoor de jongere toevertrouwd wordt aan :

- een huisvestingsinstelling erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;
- een huisvestingsinstelling die onder de "Office de la Naissance et de l'Enfance" ressorteert;
- een huisvestingsdienst die een overeenkomst heeft gesloten met het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;
- een opvangfamilie begeleid of niet door een dienst voor plaatsing in een gezin.

Wanneer de jongere ertoe gebracht wordt tegemoet te komen in zijn onderhoudskosten, brengt deze tegemoetkoming een vermindering ten belope van elke op voorhand vastgestelde dagelijkse bijdrage met zich mee.

§ 3. De bijdrage wordt vastgelegd op een andere basis dan een dagelijkse basis zoals bepaald bij artikel 4, § 1, lid 3, wanneer de tenlasteneming van de jongere aanleiding geeft tot de uitbetaling van periodieke toelagen voor elke dienst of particulier die niet tot de categorieën opgenomen in § 2 hoort.

Art. 3. Behoudens overmacht, stelt de overheid de bijdrage vast binnen de drie maanden van de maatregel genomen ten gunste van de jongere.

De bijdrage wordt verschuldigd vanaf de datum waarop de maatregel uitwerking heeft zonder dat deze datum meer dan drie maanden voor de beslissing van de overheid een aanvang mag nemen.

Art. 4. § 1. De bijdrage wordt bepaald op grond van de belastbare netto maandinkomsten van de bijdrageverschuldigde. De onderhoudsrenten en -uitkeringen worden toegevoegd of afgetrokken van de inkomsten naargelang ze ontvangen of gestort worden.

Het bedrag van de bijdrage vastgesteld op dagelijkse basis wordt bepaald op grond van het in de bijlage 1 gevoegd indexeerbaar barema.

Het bedrag van de dagelijkse bijdrage vastgesteld op een andere dan de dagelijkse basis wordt bepaald op grond van het in de bijlage 2 gevoegd indexeerbaar barema. Dit barema wordt vastgesteld op maandelijkse basis. Deze maandelijkse basis kan gewogen worden op grond van andere criteria zoals, onder andere, het type dienst, de aard van de prestaties, hun duur of frequentie.

§ 2. Voor de indexeerbaar bedragen bedoeld bij de bijlagen 1 en 2 die geen bezoldiging of gelijkgestelde kosten vertegenwoordigen, wordt de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, toegepast. Deze bedragen worden aan de spilindex 138,01 gekoppeld: de indexeringscoëfficiënt 1,000 stemt overeen met de op 1 januari 1990 geïndexeerde bedragen.

§ 3. Het maximaal bedrag van de bijdrage opgenomen naast ieder van de barema's bedoeld bij § 1 wordt vastgesteld ten laste van elke bijdrageverschuldigde die het bewijs niet levert van zijn inkomsten.

Art. 5. Er wordt geen bijdrage bepaald ten laste van behoeftige personen of die de hulp genieten van een OCMW of die inkomsten genieten die niet hoger zijn dan het bedrag van het bestaansminimum waarop ze aanspraak hadden kunnen maken.

Art. 6. Wanneer het geheel van de hij dragen die ten laste van de bijdrageverschuldigde te bepalen zijn het invorderingsminimum niet bereikt, worden deze bijdrage op nul frank vastgesteld.

Het invorderingsminimum wordt op 1 000 F per jaar bepaald voor het geheel van de bijdragen van eenzelfde bijdrageverschuldigde.

Art. 7. De overheid kan afwijken van de bedragen van de bijdrage bedoeld bij de basisbarema's van dit besluit op basis van een schriftelijk verantwoordend verslag dat overgezonden wordt naar het bestuur.

Het sociaal onderzoek, gevoerd naargelang het geval door de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de dienst voor gerechtelijke bescherming, is doorslaggevend voor de aanpassing van de bijdrage van de bijdrageverschuldigde.

Art. 8. Op ieder ogenblik brengt de wijziging van de netto maandinkomsten van de bijdrageverschuldigde een wijziging van zijn bijdrage met zich mee, hetzij op initiatief van de overheid, hetzij op verzoek van betrokkene.

Art. 9. Op basis van de elementen voortgebracht door de administratie der registratie en domeinen qua insolabiliteit van de bijdrageverschuldigde, kan de Minister of de door hem te dien einde afgevaardigde persoon, de invordering van de verschuldigde betaling van de bijdrage uitstellen, en, zo de bijdrageverschuldigde solvabel wordt, de overheid ertoe aanzetten de toekomstige bijdrage te herzien.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 december 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1
Barema van de dagelijkse bijdragen

Schijf netto maandinkomsten	Dagelijkse bijdrage
20 000 - 29 999	17,41
30 000 - 39 999	43,53
40 000 - 49 999	65,29
50 000 - 59 999	87,05
60 000 - 69 999	130,58
70 000 - 79 999	217,63
80 000 - 89 999	304,69
90 000 - 99 999	391,75
100 000 en meer	478, 80

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 29 december 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 2
Bijlage van andere dan dagelijkse bijdragen

Schijf netto maandinkomsten	Andere dan dagelijkse bijdrage
20 000 - 29 999	52,23
30 000 - 39 999	130,58
40 000 - 49 999	195,87
50 000 - 59 999	261,16
60 000 - 69 999	391,75
70 000 - 79 999	652,91
80 000 - 89 999	914,08
90 000 - 99 999	1 175,24
100 000 en meer	1 436,41

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 29 december 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 443

[C - 98/31576]

10 FEVRIER 1998. — Arrêté portant exécution de l'ordonnance du 16 juillet 1998 organisant une aide régionale à la constitution de garantie locative en matière de logement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 organisant une aide régionale à la constitution de garantie locative en matière de logement;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 8 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet portant sur la demande d'avis dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 20 octobre 1998, en application de l'article 84, premier alinéa, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre-Président ayant le logement dans ses attributions et du Secrétaire d'Etat qui lui est adjoint,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er} - Définitions**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° l'ordonnance : l'ordonnance du 16 juillet 1998 organisant une aide régionale à la constitution de garantie locative en matière de logement;

2° le Fonds : la Société coopérative à responsabilité limitée dénommée le « Fonds du logement des Familles de la Région de Bruxelles-Capitale »;

3° le Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat compétent pour le logement;

4° l'association : l'association qui, en vertu de l'arrêté de l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1992 relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations oeuvrant à l'insertion par le logement, est agréée en tant qu'association oeuvrant à l'insertion par le logement;

5° ménage : la personne habitant seule ou les personnes partageant le même logement,

6° revenus : les revenus imposables globalement du ménage, de l'avant-dernière année qui précède l'année de la demande, en y ajoutant s'il échet, pour la même période, les revenus imposables distinctement et/ou les revenus des personnes visées à l'article 4 du Code des impôts sur le revenu 1992, qui ne sont pas assujetties à l'impôt des personnes physiques,

7° demandeur : la ou les personnes qui ont conclu ou s'engagent à conclure le contrat de location et qui introduisent la demande d'aide à la constitution de garantie locative.

CHAPITRE II - Conditions d'accès

Art. 2. §1. Pour bénéficier d'une aide régionale à la constitution de garantie locative en matière de logement, le demandeur doit :

1° être âgé, à la date d'introduction de sa demande, d'au moins dix-huit ans,

2° avoir conclu ou s'engager à conclure, pour un logement situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, un contrat de bail d'une durée minimale d'un an et conforme à la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant certaines dispositions du Code Civil relatives aux baux à loyer;

3° s'inscrire à cette adresse aux registres de la population ou aux registres des étrangers, dans les trois mois de la signature du bail,

4° déclarer sur l'honneur que le logement faisant l'objet du contrat de bail répond aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité et d'habitabilité définies par l'arrêté royal du 8 juillet 1997 déterminant les

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 443

[C - 98/31576]

10 FEBRUARI 1998. — Besluit tot uitvoering van de ordonnantie van 16 juli 1998 houdende organisatie van de toekenning door het Gewest van een toelage voor de samenstelling van een huurwaarborg inzake huisvesting

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 houdende organisatie van de toekenning door het Gewest van een toelage voor de samenstelling van een huurwaarborg inzake huisvesting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Minister-Voorzitter bevoegd voor de huisvesting en van de hem toegevoegde Staatssecretaris,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 - Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° de ordonnantie : de ordonnantie van 16 juli 1998 houdende organisatie van de toekenning door het Gewest van een toelage voor de samenstelling van een huurwaarborg inzake huisvesting;

2° het Fonds : de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, genoemd « Woningfonds van de Gezinnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »;

3° de Minister : de Minister of Staatssecretaris bevoegd voor huisvesting;

4° de vereniging : de vereniging die op grond van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 16 juli 1992 betreffende de toekenning van subsidies aan verenigingen die zich inzetten voor de integratie via de huisvesting, erkend is als vereniging die zich inzet voor de integratie via de huisvesting;

5° gezin : de persoon die alleen woont of de personen die in dezelfde woning leven,

6° inkomens : de gezamenlijk belastbare inkomens van het gezin van het voorlaatste jaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat, te verhogen in voorkomend geval voor dezelfde periode met de afzonderlijke belastbare inkomens en/of de inkomens van de in artikel 4 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde personen die niet onderworpen zijn aan de personenbelasting.

7° aanvrager : de persoon (of de personen) die een huurcontract heeft (of hebben) afgesloten of die zich ertoe verplicht(en) een huurcontract af te sluiten en die een aanvraag om toelage voor de samenstelling van de huurwaarborg aanvraagt (of aanvragen).

HOOFDSTUK II - Toegangsvoorwaarden

Art. 2. § 1. Om van een gewestelijke toelage voor de samenstelling van een huurwaarborg inzake huisvesting te kunnen genieten, moet de aanvrager :

1° op de datum van de indiening van de aanvraag minstens achttien jaar oud zijn;

2° een huurcontract voor een woning, gelegen op het Brusselse Hoofdstedelijke grondgebied, voor minimum één jaar in overeenstemming met de wet van 20 februari 1991 houdende wijziging en aanvulling van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur afgesloten hebben of zich ertoe verplichten af te sluiten;

3° zich op dit adres in de bevolkingsregisters of in de vreemdelingenregisters inschrijven binnen drie maanden na ondertekening van het huurcontract;

4° op zijn erewoord verklaren dat de woning, die het voorwerp van een huurcontract uitmaakt, beantwoordt aan de elementaire vereisten inzake veiligheid, gezondheid en bewoonbaarheid bepaald in het

conditions minimales à remplir pour qu'un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale soit conforme aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité et d'habitabilité;

5° ne pas disposer de droit réel sur un bien immeuble dont le revenu cadastral est supérieur à dix mille francs,

6° ne pas avoir de dettes envers le Fonds en matière de garantie locative, ni avoir bénéficié d'une aide régionale en matière de garantie locative dans les trois dernières années qui précèdent l'introduction de la demande.

§ 2. Les revenus globalisés de tous les membres du ménage, à l'exception des enfants à charge ne peuvent être supérieurs aux revenus d'admission du logement social, fixés par le Gouvernement en vertu de l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social,

§ 3. Le demandeur doit être en mesure, eu égard aux ressources financières du ménage, de pouvoir payer le montant du loyer net ainsi que le remboursement échelonné de la garantie.

§ 4. Sont exclus du bénéfice du présent arrêté, les logements mis en location par le Fonds du Logement des Familles de la Région de Bruxelles-Capitale, la Société du Logement de la Région bruxelloise, une Société Immobilière de Service Public, une commune, un Centre Public d'Aide Sociale, la Société de Développement Régional de Bruxelles et par une agence immobilière sociale agréée.

CHAPITRE III - *Forme de l'aide octroyée*

Art. 3. L'aide à la constitution de garantie locative consiste en un prêt sans intérêt consenti par le Fonds et remboursable suivant les modalités que ce dernier détermine, ou en une caution octroyée par le Fonds.

Ces modalités seront fixées dans la convention prévue à l'article 6 de l'ordonnance.

Art. 4. En aucun cas l'aide octroyée ne peut être supérieure à 90 % du montant de la garantie locative effectivement exigée dans le contrat de bail.

Art. 5. Le prêt est consenti suivant les termes d'un modèle rédigé par le Fonds, approuvé par le Ministre.

Ce modèle prévoit notamment :

1° le montant des mensualités de remboursement du prêt, réparties sur un délai de maximum 18 mois à dater de la souscription du prêt, sans que ce délai ne puisse dépasser la durée initiale du bail;

2° les causes sur la base desquelles le remboursement anticipé du prêt peut être exigé;

3° l'obligation pour le demandeur de déposer la garantie locative constituée avec l'aide du Fonds sur un compte bloqué avec la double signature du bailleur et du preneur, conformément à l'article 10 du Livre III, titre VIII, chapitre II, section II du Code Civil.

CHAPITRE IV - *Procédure*

Art. 6. La demande d'aide est introduite au moyen d'un formulaire type établi par le Fonds et soumis à l'approbation du Ministre, et accompagnée des annexes prévues par ce formulaire.

La demande est introduite sous pli recommandé ou contre accusé de réception, soit directement au Fonds, soit à la commune, au Centre Public d'Aide Sociale ou à l'association, qui, en application de l'article 7 de l'ordonnance, s'est vu déléguer des tâches en la matière.

Art. 7. § 1. Lorsque le dossier complet est adressé directement au Fonds, celui-ci dispose d'un délai de 15 jours calendrier à dater de la réception de la demande, pour notifier sa décision au demandeur; passé ce délai, la demande est réputée rejetée.

§ 2. Lorsque le dossier de demande est adressé à une commune, un centre public d'aide sociale ou une association, ces organismes disposent d'un délai de sept jours calendrier pour faire savoir au demandeur si son dossier est recevable. Le dossier complet est transmis au Fonds endéans ce délai.

koninklijk besluit van 8 juli 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan ten minste voldaan moet zijn wil een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats in overeenstemming zijn met de elementaire vereisten inzake veiligheid, gezondheid en woonbaarheid;

5° geen zakelijk recht bezitten op een onroerend goed waarvan het kadastraal inkomen tienduizend frank overschrijdt;

6° geen schulden hebben bij het Fonds met betrekking tot de huurwaarborg en, binnen de drie jaar die de indiening van het dossier voorafgaan, geen gewestelijke toelage inzake huurwaarborg ontvangen hebben.

§ 2. De geglobaliseerde inkomens van alle gezinsleden, met uitzondering van de kinderen ten laste mogen niet hoger zijn dan de toelatingsinkomens in de sociale huisvesting zoals bepaald door de Regering op grond van de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting.

§ 3. De aanvrager moet in staat zijn om, rekening houdend met de financiële middelen van het gezin, het bedrag van de nettohuurprijs te betalen en om de waarborg gespreid te betalen.

§ 4. De woningen, verhuurd door het Woningfonds van de Gezinnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, een openbare vastgoedmaatschappij, een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij en een erkend sociaal woningbureau kunnen niet van de voordelen van dit besluit genieten.

HOOFDSTUK III - *Vorm van de toegekende toelage*

Art. 3. De toelage voor de samenstelling van de huurwaarborg bestaat uit een door het Fonds toegekende renteloze lening, terugbetaalbaar volgens de door het Fonds vastgestelde modaliteiten, of uit een door het Fonds toegekende borgtocht.

Deze modaliteiten zullen in de in artikel 6 van de ordonnantie bedoelde overeenkomst nader bepaald worden.

Art. 4. In geen geval mag de toegekende toelage hoger zijn dan 90 % van het bedrag van de in het huurcontract werkelijk opgeëiste huurwaarborg.

Art. 5. De lening wordt toegekend krachtens een model dat het Fonds opstelt en dat de Minister goedkeurt.

Dit model stelt onder meer vast :

1° de bedragen van de maandelijkse afbetaling, verdeeld over een termijn van ten hoogste 18 maanden te rekenen vanaf de datum waarop de lening wordt aangegaan zonder dat deze termijn de oorspronkelijke duur van het huurcontract mag overschrijden;

2° de redenen op grond waarvan een vervroegde terugbetaling van de lening kan worden geëist;

3° de verplichting voor de aanvrager om de huurwaarborg, samengesteld dankzij de toelage van het Fonds, op een rekening te storten die door de dubbele handtekening van de verhuurder en van de huurder geblokkeerd is, overeenkomstig artikel 10 van het Boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II van het Burgerlijk Wetboek.

HOOFDSTUK V - *Procedure*

Art. 6. De aanvraag om toelage wordt geformuleerd volgens een type-formulier dat het Fonds opstelt en dat aan de goedkeuring van de Minister wordt onderworpen en vergezeld door de in dit formulier voorziene bijlagen.

De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs ingediend, hetzij rechtstreeks bij het Fonds, hetzij bij de gemeente, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de vereniging waaraan met toepassing van artikel 7 van de ordonnantie terzake taken zijn opgedragen.

Art. 7. § 1. Wanneer het volledig dossier rechtstreeks aan het Fonds wordt toegezonden, beschikt het Fonds over een termijn van vijftien kalenderdagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag om zijn beslissing aan de aanvrager mede te delen; na deze termijn wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn.

§ 2. Wanneer het aanvraagdossier aan een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging wordt toegezonden, beschikken deze instellingen over een termijn van zeven kalenderdagen om de aanvrager mede te delen of zijn dossier ontvankelijk is. Het volledige dossier wordt aan het Fonds binnen deze termijn overgemaakt.

Le Fonds dispose d'un délai de quatorze jours calendrier à dater de la réception du dossier pour notifier sa décision au demandeur et à la commune, au Centre Public d'Aide Sociale ou à l'association concernée; passé ce délai, la demande est réputée rejetée.

Art. 8. §1. En cas de décision négative ou d'absence de décision du Fonds dans les délais fixés à l'article 7, le demandeur peut introduire un recours auprès du Ministre endéans les 15 jours calendrier de la communication de la décision négative du Fonds ou de l'expiration des délais prévus à l'article 7.

§ 2. Le Ministre dispose d'un délai de 7 jours calendrier pour accuser réception de cette demande et faire procéder par le Fonds au réexamen du dossier et d'un délai total de 21 jours calendrier pour communiquer la décision définitive au demandeur, passé ce délai, la demande est réputée refusée.

§ 3. En cas de réponse négative du Ministre, la demande doit être considérée comme étant définitivement rejetée.

CHAPITRE V - *Délégation du suivi administratif et social des dossiers*

Art. 9. Les communes, centres publics d'aide sociale ou associations qui souhaitent assurer le suivi administratif et social des demandes d'aide régionale à la constitution de la garantie locative effectuent leur demande auprès du Fonds, par lettre recommandée.

Cette lettre reprendra notamment la motivation de la demande et les horaires d'accessibilité au public.

CHAPITRE VI - *Contrôle*

Art. 10. Le rapport prévu à l'article 8, premier alinéa de l'ordonnance comportera notamment les renseignements complets relatifs au traitement éventuel des demandes par les communes, centres publics d'aide sociale ou associations.

Art. 11. Le Fonds peut, à tout moment, contrôler les activités menées par les communes, centres publics d'aide sociale ou associations dans le cadre de la mission qui leur est déléguée par le présent arrêté.

CHAPITRE VII - *Sanctions*

Art. 12. En cas de non respect par les communes, centres publics d'aide sociale ou associations des dispositions contenues dans l'ordonnance et dans le présent arrêté, ou de manquement aux engagements prévus par la convention prévue à l'article 7 de l'ordonnance, le Ministre peut retirer son approbation à la convention par simple décision motivée, notifiée à la commune, au Centre Public d'Aide Sociale ou à l'association, copie en étant adressée au Fonds.

Cette décision est adressée à la commune, au Centre Public d'Aide Sociale à l'association concernée par lettre recommandée et produit ses effets un mois après sa notification par lettre recommandée.

CHAPITRE VIII - *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 décembre 1998.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat chargé du Logement,
E. TOMAS

Het Fonds beschikt over een termijn van veertien kalenderdagen te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier om zijn beslissing aan de aanvrager en aan de gemeente, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de betrokken vereniging mede te delen; na deze termijn wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn.

Art. 8. § 1. In geval van een negatieve beslissing of bij gebrek aan een beslissing van het Fonds binnen de in artikel 7 bedoelde termijnen kan de aanvrager beroep bij de Minister aantekenen binnen vijftien kalenderdagen na de kennisgeving van de negatieve beslissing van het Fonds of na verloop van de in artikel 7 bedoelde termijnen.

§ 2. De Minister beschikt over een termijn van zeven kalenderdagen om op deze aanvraag te reageren en om het Fonds te belasten met het nieuwe onderzoek van de aanvraag en over een totale termijn van eenentwintig kalenderdagen om de definitieve beslissing aan de aanvrager mede te delen, na deze termijn wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn.

§ 3. In geval van een negatief antwoord van de Minister wordt de aanvraag als definitief verworpen geacht.

HOOFDSTUK V - *Delegatie voor de administratieve en sociale opvolging van de dossiers*

Art. 9. De gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de verenigingen die voor de administratieve en sociale opvolging van de aanvragen om gewestelijke toelage voor de samenstelling van de huurwaarborg willen zorgen, dienen hun aanvraag per aangetekende brief in bij het Fonds.

Deze brief moet onder meer de motivering van de aanvraag vermelden alsmede de uren waar het publiek toegang tot deze dienstverlening kan hebben.

HOOFDSTUK VI - *Controle*

Art. 10. Elk jaar overhandigt het Fonds aan de Minister een volledig verslag over het gebruik van het in het kader van dit besluit als voorschot ontvangen bedrag. Dit verslag moet de volledige inlichtingen over de eventuele behandeling van de aanvragen door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de verenigingen vermelden.

Art. 11. Op elk ogenblik kan het Fonds de door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de verenigingen in het kader van de hen bij dit besluit gedelegeerde opdracht uitgevoerde activiteiten controleren

HOOFDSTUK VII - *Sancties*

Art. 12. Worden de bepalingen van de ordonnantie en van dit besluit door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de verenigingen niet in acht genomen of worden verplichtingen, zoals bepaald in de in artikel 7 van de ordonnantie bedoelde overeenkomst niet vervuld, dan kan de Minister unilateraal een einde stellen aan de overeenkomst door een eenvoudige gemotiveerde beslissing die aan de gemeente, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de vereniging wordt medegedeeld en waarvan het Fonds een afschrift ontvangt.

Deze beslissing wordt per aangetekende brief aan de gemeente, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de betrokken vereniging medegedeeld mits een opzegtermijn van een maand.

HOOFDSTUK VIII - *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. De Minister bevoegd voor de huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 december 1998.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Staatssecretaris voor Huisvesting,
E. TOMAS

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 444

[C - 98/31560]

27 NOVEMBRE 1998. — Décret contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1998 (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 1998, les recettes de la Commission communautaire française sont réévaluées à :

(en millions de francs)

Recettes courantes	8 179,3
Recettes en capital	10,0
Total des recettes	8 189,3

conformément au tableau ci-annexé.

Art. 3. L'article 3 du budget initial des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1998 est complété comme suit : le Collège est habilité à vendre l'immeuble sis rue Ducale.

Art. 4. Le Collège est autorisé à conclure toute opération de gestion réalisée dans l'intérêt de la trésorerie et toute opération de gestion de la dette.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le jour du vote par l'Assemblée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 novembre 1998.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations
internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Documents de l'Assemblée.— Projet de décret, n° 5-III A, n° 1. — Rapport, 5-III A, n° 2.

Compte rendu intégral — Discussion et adoption : Séance du 27 novembre 1998.

Annexe

(en millions de francs)

Articles	Désignation des produits	Evaluation pour 1998	P r e m i e r ajustement	Deuxième ajustement	Evaluations ajustées pour 1998
	TITRE Ier. — Recettes courantes				
06.02	Recettes diverses	16,6			16,6
06.05	Recettes du Complexe sportif provincial	7,0		+ 1,5	8,5
06.06	Remboursement de traitements	1,0		+ 0,1	1,1
06.07	Remboursement soldes comptables	0,5		+ 4,9	5,4
29.06	Intérêts financiers	45,0		- 8,0	37,0
46.05	Droit de tirage sur le budget de la Région de Bruxelles-Capitale (art. 86 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat)	2 520,2			2 520,2
46.06	Dotation spéciale de la Communauté française (art. 7, §§ 1 ^{er} à 6, du décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 et du décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission Communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française)	4 130,8		+ 3,4	4 134,2
46.07	Dotation liée à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré (art. 7, § 7, du décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 et du décret III de l'Assemblée de la Communauté française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française)	66,2		- 10,6	55,6
46.08	Dotation spéciale destinée au financement de l'enseignement	788,8			788,8
46.09	Dotation spéciale destinée au financement des missions provinciales (hors culture)	274,3	- 18,0		256,3
46.10	Recettes liées à l'enseignement	93,0		+ 3,0	96,0
46.11	Transfert du CGRI	30,0		- 30,0	0,0
46.13	Remboursement FOREm	0,0			0,0
46.14	Remboursement IFPME	0,0			0,0
46.15	Intervention ORBEM (Primes ACS)	0,0			0,0
46.16	Remboursement Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	172,6		+ 30,0	202,6
46.17	Remboursement SPABS	10,0			10,0
46.18	Remboursement IBFFP	13,0	+ 34,0		47,0
	Total recettes courantes	8 169,0	+ 16,0	- 5,7	8 179,3
	TITRE II. — Recettes de capital				
76.01	Vente bâtiment	15,4		- 5,4	10,0
	Total recettes de capital	15,4		- 5,4	10,0
	TOTAL DES RECETTES	8 184,4	+ 16,0	- 11,1	8 189,3

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 444

[C - 98/31560]

27 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende de tweede aanpassing van de middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1998 (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1998 worden de ontvangsten van de Franse Gemeenschapscommissie opnieuw geraamd als volgt :

(in miljoen frank)

Lopende ontvangsten	8 179,3
Kapitaalontvangsten	10,0
Totaal	8 189,3

overeenkomstig bijgevoegde tabel.

Art. 3. Artikel 3 van de oorspronkelijke middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1998 wordt als volgt aangevuld : het College mag het gebouw in de Hertogstraat verkopen.

Art. 4. Het College mag iedere beheersverrichting, gedaan in het belang van de schatkist, alsook iedere schuldbeheersverrichting afsluiten.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking de dag het gestemd wordt in de Vergadering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 november 1998.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,
alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie,
Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

Nota

(1) Gewone zitting 1998-1999.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 5-III A, nr. 1. — Verslag, nr. 5-III A, nr. 2.

Volledig verslag. — Debat en aanneming : Zitting van 27 november 1998.

Bijlage

(in miljoen frank)

Artikelen	Omschrijving van de ontvangsten	Evaluatie voor 1998	1e aanpassing	2e aanpassing	Evaluaties aangepast voor 1998
	TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN				
06.02	Verschillende ontvangsten	16,6			16,6
06.05	Opbrengsten van het provinciaal sportcomplex	7,0		+ 1,5	8,5
06.06	Terugbetaling van de bezoldiging	1,0		+ 0,1	1,1
06.07	Terugbetaling van de boekhoudkundige saldi	0,5		+ 4,9	5,4
29.06	Financiële interesten	45,0		- 8,0	37,0
46.05	Trekkingsrecht op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (art. 86 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur)	2 520,2			2 520,2
46.06	Speciale dotatie van de Franse Gemeenschap (art. 7, §§ 1 tot 6 van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie)	4 130,8		+ 3,4	4 134,2
46.07	Dotatie verbonden aan de vergoeding en aan de werkingskosten van het overgedragen personeel (art. 7, § 7, van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van het decreet III van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie)	66,2		- 10,6	55,6
46.08	Speciale dotatie voor de financiering van het onderwijs	788,8			788,8
46.09	Speciale dotatie voor de financiering van de provinciale opdrachten (cultuur uitgezonderd)	274,3	- 18,0		256,3
46.10	Opbrengsten i.v.m. het onderwijs	93,0		+ 3,0	96,0
46.11	Overdracht CGRI	30,0		- 30,0	0,0
46.13	Terugbetaling FOREM	0,0			0,0
46.14	Terugbetaling IBKMO	0,0			0,0
46.15	Tegemoetkoming ORBEM (ACS premies)	0,0			0,0
46.16	Terugbetaling Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	172,6		+ 30,0	202,6
46.17	Terugbetaling OBMS	10,0			10,0
46.18	Terugbetaling BFIBO	13,0	+ 34,0		47,0
	Totaal lopende ontvangsten	8 169,0	+ 16,0	- 5,7	8 179,3
	TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN				
76.01	Verkoop gebouw	15,4		- 5,4	10,0
	Totaal kapitaalontvangsten	15,4		- 5,4	10,0
	TOTAAL VAN DE ONTVANGSTEN	8 184,4	+ 16,0	- 11,1	8 189,3

F. 99 — 445

[98/31561]

27 NOVEMBRE 1998. — Décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1998 (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, § 1^{er}, 121, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Conformément au tableau annexé au présent décret, les crédits inscrits au budget général des dépenses pour l'année 1998 sont ajustés comme suit :

(en millions de francs)

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Crédits non dissociés		
Initiaux	7.779,7	7.779,7
Premier ajustement	+23,9	+23,9
Deuxième ajustement	+ 48,3	+ 48,3
Ajustés	7.851,9	7.851,9
Crédits années antérieures	3,9	3,9
Crédits dissociés		
Initiaux	1.008,3	549,9
Premier ajustement	+6,0	+15,0
Deuxième ajustement	- 25,8	- 91,0
Ajustés	988,5	470,9
TOTAUX		
Initiaux	8.788,0	8.326,6
Ajustés	8.840,4	8.322,8
Crédits années antérieures	3,9	3,9

Art. 3. L'article 8 du décret contenant le budget général des dépenses pour l'année 1998 est complété comme suit :

21.00.12.04 Frais de formation du personnel
 21.00.12.05 Frais liés à l'informatisation de l'administration
 22.30.74.01 Investissements Etoile Polaire

Art. 4. L'article 9 du décret contenant le budget général des dépenses pour l'année 1998 est complété et modifié comme suit :

22.40.33.12 Subventions aux services agréés d'aide aux familles
 22.40.33.14 Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées
 22.40.33.15 Subventions aux centres de formation d'aides familiales
 23.10.33.13 Subventions pour des initiatives en matière de santé
 26.10.43.04 Remboursement ORBEM

Art. 5. Par dérogation à l'article 4 de la réglementation déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique, le Collège de la Commission communautaire française est autorisé à engager et ordonnancer des crédits en faveur de l'a.s.b.l. « Passage et Culture ».

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le jour du vote par l'Assemblée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 novembre 1998.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,
 chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
 ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
 de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

—
 Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Documents de l'Assemblée : Projet de décret n° 5-IV A, n° 1 - Rapport 5-IV A, n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : Séance du 27 novembre 1998.

TABLEAU ANNEXE AU DECRET

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
DIVISION 01 : CABINET DU PRESIDENT DU COLLEGE H. HASQUIN								
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	1	0	0	11.02	cnd	23,4	23,4	23,4
Frais de fonctionnement du cabinet	1	0	0	12.19	cnd	3,0	4,0	4,0
Dépenses patrimoniales du cabinet	1	0	0	74.01	cnd	1,0	0,0	0,0
TOTAL DIVISION 01					cnd	27,4	27,4	27,4
DIVISION 02 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE Ch. PICQUE								
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	2	0	0	11.02	cnd	13,1	13,1	13,1
Frais de fonctionnement du cabinet	2	0	0	12.19	cnd	1,1	1,1	1,1
Dépenses patrimoniales du cabinet	2	0	0	74.01	cnd	0,7	0,7	0,7
TOTAL DIVISION 02					cnd	14,9	14,9	14,9
DIVISION 03 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE D. GOSUIN								
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	3	0	0	11.02	cnd	13,3	13,3	13,3
Frais de fonctionnement du cabinet	3	0	0	12.19	cnd	1,3	1,3	1,3
Dépenses patrimoniales du cabinet	3	0	0	74.01	cnd	0,3	0,3	0,3
TOTAL DIVISION 03					cnd	14,9	14,9	14,9
DIVISION 04 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. ANDRE								
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	4	0	0	11.02	cnd	14,9	14,9	14,9
Frais de fonctionnement du cabinet	4	0	0	12.19	cnd	2,1	2,1	2,1
Dépenses patrimoniales du cabinet	4	0	0	74.01	cnd	0,7	0,7	0,7
TOTAL DIVISION 04					cnd	17,7	17,7	17,7

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
DIVISION 05 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. TOMAS								
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	5	0	0	11.02	cnd	22,6	22,6	22,6
Frais de fonctionnement du cabinet	5	0	0	12.19	cnd	4,0	4,0	4,0
Dépenses patrimoniales du cabinet	5	0	0	74.01	cnd	0,9	0,9	0,9
TOTAL DIVISION 05					cnd	27,5	27,5	27,5
DIVISION 06 : ASSEMBLEE DE LA C.C.F.								
Dotation à l'Assemblée	6	0	0	01.01	cnd	290,8	290,8	290,8
TOTAL DIVISION 06					cnd	290,8	290,8	290,8
DIVISION 21 : ADMINISTRATION								
Prog. 0 : Subsistance								
Crédit provisionnel pour la rémunération du personnel transféré de la C.F.	21	0	0	11.02	cnd	10,3	2,5	0,0
Rémunérations du personnel statutaire	21	0	0	11.03	cnd	232,0	232,0	235,0
Rémunérations du personnel contractuel	21	0	0	11.04	cnd	69,0	69,0	86,0
Frais liés au personnel	21	0	0	11.05	cnd	19,2	19,6	19,6
Pensions directes au personnel	21	0	0	11.06	cnd	15,6	15,6	12,0
Charges et provisions pour les pensions	21	0	0	11.07	cnd	39,2	39,2	39,2
Rémunération personnel de la cellule de contrôle des subsides	21	0	0	11.08	cnd	0,0	3,0	3,0
Pensions pour cause d'inaptitude	21	0	0	11.30	cnd	0,0	0,0	0,0
Frais de fonctionnement (y compris loyers)	21	0	0	12.01	cnd	61,1	60,4	60,4
Frais de gestion du personnel	21	0	0	12.03	cnd	15,3	17,2	17,2
Frais de formation du personnel	21	0	0	12.04	cnd	0,0	1,8	1,8
Frais liés à l'informatisation de l'administration	21	0	0	12.05	cnd	0,0	5,0	10,5
Frais de déménagement et de première installation	21	0	0	12.07	cnd	1,5	1,0	1,0
Frais destinés aux missions de contrôle des subsides	21	0	0	12.08	cnd	7,0	0,0	0,0
Missions SHE et médecine du travail	21	0	0	12.09	cnd	1,0	1,0	1,5
Frais de fonctionnement pour la mission de contrôle des subsides	21	0	0	12.10	co ce	0,0 0,0	4,0 11,0	0,0 11,0
Dotation au Service social	21	0	0	33.01	cnd	6,2	7,5	7,5
Subventions de politique générale	21	0	0	33.02	cnd	0,0	0,0	0,0

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Subvention à l'Orbem pour le cofinancement d'emplois contractuels subventionnés	21	0	0	40.01	cnd	65,0	65,0	40,0
Achat d'un bâtiment administratif	21	0	0	71.01	cnd	0,0	0,0	0,0
Aménagement bâtiment administratif	21	0	0	72.01	co	10,0	10,0	10,0
					ce	50,0	50,0	50,0
Dépenses patrimoniales	21	0	0	74.01	cnd	2,5	2,5	2,5
Achat de matériel informatique et bureautique	21	0	0	74.02	cnd	9,0	4,0	2,0
Total programme 0					cnd	553,9	546,3	539,2
					co	10,0	14,0	10,0
					ce	50,0	61,0	61,0
Prog. 1 : Dotation spéciale de la Communauté française								
Intérêts dus en vertu de l'article 7, § 8, du décret II du 19.7.1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	21	1	0	21.01	cnd	0,0	0,7	1,0
Remboursement de la dotation	21	1	0	41.01	cnd	0,0	22,9	22,9
Total programme 1					cnd	0,0	23,6	23,9
TOTAL DIVISION 21					cnd	553,9	569,9	563,1
					co	10,0	14,0	10,0
					ce	50,0	61,0	61,0
DIVISION 22 : AIDE AUX PERSONNES								
Prog. 1 : Action sociale								
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de missions (déplacements, séjours...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	22	1	0	12.01	cnd	1,5	1,4	1,4
Promotion, publication, diffusion	22	1	0	12.02	cnd	0,5	0,5	0,5
Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale, 3e âge	22	1	0	33.01	cnd	17,9	17,9	17,9
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale	22	1	0	33.02	cnd	0,5	0,5	0,5
					caa		0,1	0,1
Subventions aux centres de service social et d'action sociale globale	22	1	0	33.03	cnd	66,0	61,1	61,1
Frais de raccordement, de placement et de location d'un appareil téléphonique et frais d'un système de télévigilance	22	1	0	33.04	cnd	5,0	5,0	5,0
Subvention à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	22	1	0	33.05	cnd	1,7	1,7	1,7

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Subventions aux centres d'accueil pour adultes et maisons maternelles	22	1	0	33.06	cnd	46,0	111,0	111,0
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale (secteur public)	22	1	0	43.02	cnd	3,5	3,5	3,5
Subventions aux maisons maternelles (secteur public)	22	1	0	43.06	cnd	64,0	0,0	0,0
Total programme 1					cnd caa	206,6	202,6 0,1	202,6 0,1
Prog 2 : Cohabitation des communautés locales								
Dépenses de toute nature en matière d'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	12.02	cnd	3,0	2,7	2,7
Subventions aux associations visant à l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	33.04	cnd caa	75,0	73,7 0,3	83,1 0,3
Subvention à l'A.S.B.L. « Centre Bruxellois d'Action Interculturelle »	22	2	0	33.05	cnd	0,0	5,2	5,2
Subventions aux communes en vue de l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	43.05	cnd caa	141,0	141,0	138,6 0,1
Total programme 2					cnd caa	219,0	222,6 0,3	229,6 0,4
Progr. 3 : Personnes handicapées								
Activité 0 : Politique d'aide aux personnes handicapées								
Rémunération du personnel de l'Etoile Polaire	22	3	0	11.01	cnd	11,7	11,7	14,6
Dépenses de fonctionnement de l'Etoile Polaire	22	3	0	12.01	cnd	2,7	2,7	1,7
Dépenses de toute nature pour la politique d'aide aux personnes handicapées	22	3	0	12.03	cnd	1,0	1,0	1,0
Subvention en vue de payer la prime syndicale	22	3	0	33.01	cnd caa	0,3	0,8 0,9	0,8 0,9
Subventions aux services d'aide précoce	22	3	0	33.07	cnd	0,0	0,0	0,0
Subventions aux services d'accompagnement et d'aide précoce	22	3	0	33.08	cnd	26,0	26,0	25,3
Subventions relatives à la prévention, promotion, à l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées	22	3	0	33.09	cnd	15,0	15,0	15,7
Subventions aux Institutions médico-socio-pédagogiques (IMP – secteur privé)	22	3	0	33.10	cnd	1 525,3	1 525,3	1 519,7
Dotation au Fonds bruxellois pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	22	3	0	41.03	cnd	0,0	0,0	0,0
Intervention dans l'enseignement spécial de la Communauté française (jeunes adultes)	22	3	0	41.04	cnd	7,5	7,5	7,5

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées – Intérêts sur emprunts	22	3	0	43.04	cnd	6,5	6,5	6,5
Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées – Remboursement d'emprunts	22	3	0	63.04	cnd	6,9	6,9	6,9
Investissements de l'Etoile Polaire	22	3	0	74.01	cnd caa	1,0	1,0	0,9 0,3
Total activité 0					cnd caa	1 603,9	1 604,4 0,9	1 600,6 1,2
Activité 1 : Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées								
Crédit provisionnel destiné à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	22	3	1	01.01	cnd	805,0	805,0	805,0
Total activité 1					cnd	805,0	805,0	805,0
Total programme 3					cnd caa	2 408,9	2 409,4 0,9	2 405,6 1,2
Programme 4 : Famille								
Dépenses de toute nature en matière de politique familiale	22	4	0	12.04	cnd	0,8	0,8	0,8
Subventions aux services agréés d'aide aux familles	22	4	0	33.12	cnd	536,0	536,0	555,5
Subventions aux centres PMF	22	4	0	33.13	cnd	155,8	155,8	148,8
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées (secteur privé)	22	4	0	33.14	cnd	2,4	2,4	2,4
Formation d'aides familiales	22	4	0	33.15	cnd	6,6	6,6	6,0
Total programme 4					cnd	701,6	701,6	713,5
Programme 5 : Infrastructures sociales								
Infrastructures sociales subventions aux pouvoirs locaux (intérêts)	22	5	0	43.21	cnd	5,0	5,0	3,6
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur privé)	22	5	0	52.01	co ce	77,0 60,0	77,0 60,0	82,0 60,0
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur public)	22	5	0	63.21	co ce	25,5 20,0	25,5 20,0	20,5 20,0

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Subventions aux communes pour achat et aménagement de terrains de camping pour nomades	22	5	0	63.24	cnd	0,2	0,2	0,2
Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (amortissements)	22	5	0	63.26	cnd	1,5	1,5	1,5
Total programme 5					cnd co ce	6,7 102,5 80,0	6,7 102,5 80,0	5,3 102,5 80,0
TOTAL DIVISION 22					cnd co ce caa	3 542,8 102,5 80,0	3 542,9 102,5 80,0 1,3	3 556,6 102,5 80,0 1,7
DIVISION 23 : SANTE								
Progr. 1 : Support de la politique générale								
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	23	1	0	12.01	cnd caa	2,0	1,8 0,1	1,3 0,1
Promotion, publications, diffusion	23	1	0	12.02	cnd	2,6	2,6	3,0
Subventions pour recherches dans le domaine de la santé	23	1	0	33.01	cnd	4,1	4,1	4,1
Subventions aux centres de santé intégrée	23	1	0	33.02	cnd	0,0	0,0	0,0
Subventions aux associations en matière de santé	23	1	0	33.03	cnd	0,0	0,0	0,0
Subvention à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	23	1	0	33.11	cnd	4,0	4,0	4,0
Subventions pour des initiatives en matière de Santé	23	1	0	33.13	cnd caa	20,0	27,0 0,1	34,6 0,1
Subventions pour des initiatives en matière de promotion à la Santé	23	1	0	33.14	cnd	4,0	4,0	4,0
Total programme 1					cnd caa	36,7	43,5 0,2	51,0 0,2
Progr. 2 : Services ambulatoires								
Promotion et diffusion	23	2	0	12.02	cnd	0,0	0,0	0,0
Subventions aux services de santé mentale	23	2	0	33.04	cnd	338,0	338,0	338,0
Subventions aux centres de télé-accueil	23	2	0	33.05	cnd	22,0	21,0	21,0
Subventions pour des études et des initiatives originales en santé mentale	23	2	0	33.06	cnd	0,0	0,0	0,0
Subventions pour les lieux d'accompagnement psycho-social de la petite enfance	23	2	0	33.07	cnd	0,0	0,0	0,0

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Subventions aux associations de santé intégrée	23	2	0	33.15	cnd	45,0	41,0	41,0
Subventions aux services actifs en matière de toxicomanie	23	2	0	33.16	cnd	95,0	100,0	100,0
Subventions aux services de promotion et de développement sanitaires	23	2	0	33.17	cnd	8,0	6,0	6,0
Total programme 2					cnd	508,0	506,0	506,0
Prog. 3 : Lutte contre les toxicomanies								
Subventions aux actions dans le domaine des toxicomanies	23	3	0	33.08	cnd	0,0	0,0	0,0
Subventions aux initiatives	23	3	0	33.12	cnd	0,0	0,0	0,0
Total programme 3					cnd	0,0	0,0	0,0
Prog. 4 : Soins à domicile								
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs	23	4	0	33.09	cnd	15,0	15,0	15,0
Subventions aux centres de coordination	23	4	0	33.10	cnd	35,0	35,0	31,4
Total programme 4					cnd	50,0	50,0	46,4
Prog. 5 : Infrastructure								
Subventions d'investissement dans les infrastructures de santé	23	5	0	52.01	co ce	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0
Total programme 5					co ce	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0
TOTAL DIVISION 23					cnd co ce caa	594,7 20,0 40,0	599,5 31,0 35,0 0,2	603,4 31,0 35,0 0,2
DIVISION 24 : TOURISME								
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	24	0	0	12.01	cnd	6,0	5,8	2,8
Promotion, publication, diffusion	24	0	0	12.02	cnd caa	4,0	3,6	6,6 1,1
Frais de fonctionnement — Auberges de jeunesse	24	0	0	12.03	cnd	1,7	1,7	1,7
Subventions aux associations actives en matière sociale	24	0	0	33.02	cnd caa	41,7	38,3	43,3 0,1

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Subventions aux associations de tourisme social	24	0	0	33.03	cnd	0,0	0,0	0,0
Subvention de fonctionnement à l'O.P.T.	24	0	0	43.01	cnd	105,5	110,7	111,1
Subvention d'investissement en tourisme social (secteur privé)	24	0	0	52.03	co ce	10,0 90,0	10,0 90,0	9,4 90,0
Subvention d'équipement touristique (privé)	24	0	0	52.04	co ce	20,0 50,0	20,0 50,0	20,0 45,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. privé)	24	0	0	53.02	cnd	0,0	0,0	0,0
Investissement en tourisme social (sect. privé)	24	0	0	53.03	co ce	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Subventions d'équipements touristiques (secteur privé)	24	0	0	53.04	co ce	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Subvention à l'O.P.T. pour ses dépenses d'investissement	24	0	0	63.01	cnd	5,2	0,0	0,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. public)	24	0	0	63.03	co	0,0	0,0	0,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. public)	24	0	0	63.04	co ce	20,0 30,0	5,0 10,0	5,0 10,0
Investissements Indications touristiques	24	0	0	70.01	co ce	0,0 0,0	15,0 20,0	15,0 40,0
Investissement en tourisme social (sect. public)	24	0	0	73.01	co ce	42,5 45,0	42,5 45,0	29,0 31,5
TOTAL DIVISION 24					cnd co ce caa	164,1 92,5 215,0	160,1 92,5 215,0	165,5 78,4 216,5 1,2
DIVISION 25 : TRANSPORTS SCOLAIRES								
Rémunération du personnel d'accompagnement	25	0	0	11.04	cnd	24,5	24,5	24,5
Dépenses de toute nature relatives aux transports scolaires	25	0	0	12.02	cnd	7,0	7,0	10,0
Frais de transport	25	0	0	12.03	cnd	118,5	118,5	118,5
TOTAL DIVISION 25					cnd	150,0	150,0	153,0
DIVISION 26 : FORMATION PROFESSIONNELLE								
Prog. 1 : Support général de la politique de formation professionnelle								
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	26	1	0	12.01	cnd	1,0	1,0	1,0

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Promotion, publication, diffusion	26	1	0	12.02	cnd caa	2,0	1,8 0,2	1,8 0,2
Intervention dans la mise en œuvre et l'évaluation des programmes européens des objectifs 3 et 4 du F.S.E. et des initiatives communautaires	26	1	0	12.03	co ce	1,9 2,3	1,9 2,3	0,0 2,6
Promotion d'activités et soutien en concertation avec l'I.B.F.F.P. et la cellule F.S.E. à des actions d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.01	cnd	3,5	3,5	5,7
Décret du 27.4.1995 : agrément et fonctionnement de base	26	1	0	33.02	cnd	59,2	59,2	59,1
Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'apiculture	26	1	0	33.03	cnd	0,4	0,4	0,4
Initiatives de formation pour appointés et salariés hors I.B.F.F.P., notamment les indemnités de promotion sociale	26	1	0	33.04	cnd	0,5	0,5	0,5
Intervention dans le traitement du personnel des A.S.B.L. bruxelloises d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.05	cnd	3,7	3,7	3,8
Subventions d'initiatives de diffusion et d'information liées aux activités d'insertion socio-professionnelle et notamment le magazine Insertion	26	1	0	33.06	cnd	0,8	0,8	0,8
Subventions à des activités de toute nature organisées par d'autres pouvoirs publics, en ce compris pour les activités de la délégation interministérielle aux solidarités urbaines	26	1	0	43.03	cnd	4,0	4,0	2,0
Remboursement à l'ORBEM d'un paiement indu dans comptes 1996	26	1	0	43.04	cnd	0,0	0,0	3,7
Total programme 1					cnd co ce caa	75,1 1,9 2,3	74,9 1,9 2,3 0,2	78,8 0,0 2,6 0,2
Prog. 2 : Classes moyennes								
Dépenses de toute nature en faveur de la formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	12.01	cnd	4,0	4,0	4,0
Subvention en matière de formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	33.01	cnd	4,0	4,0	4,0
Subvention pour la formation des indépendants	26	2	0	41.01	cnd	149,6	156,6	153,6
Subvention de fonctionnement à l'I.F.P.M.E.	26	2	0	41.02	cnd	37,1	37,1	43,1
Charges immobilières des centres de formation	26	2	0	61.01	cnd	32,0	31,6	28,6
Total programme 2					cnd	226,7	233,3	233,3

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Prog. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle								
Subvention à l'Institut pour son fonctionnement et ses actions de formation organisées dans le cadre de la gestion paritaire (y compris la sous-traitance avec des tiers et la collaboration avec les secteurs professionnels)	26	3	0	43.05	cnd	682,2	682,2	682,2
Subventions accordées à l'Institut pour les actions de formation organisées dans le cadre de partenariat avec des acteurs privés ou publics	26	3	0	43.06	cnd	80,0	80,0	80,0
Total programme 3					cnd	762,2	762,2	762,2
TOTAL DIVISION 26					cnd co ce caa	1 064,0 1,9 2,3	1 070,4 1,9 2,3 0,2	1 074,3 0,0 2,6 0,2
DIVISION 27 : DETTES								
Activité 1 : Bâtiments scolaires								
Frais de fonctionnement	27	0	1	12.01	cnd	0,0	1,0	1,1
Intérêts emprunt de soudure	27	0	1	43.02	cnd	0,0	0,0	0,0
Dotation à la Spabs	27	0	1	43.03	cnd	561,0	561,0	561,0
Amortissement emprunt de soudure	27	0	1	63.02	cnd	0,0	0,0	0,0
Total activité 1					cnd	561,0	562,0	562,1
Activité 2 : Dette ex-Province								
Intérêts des emprunts	27	0	2	21.11	cnd	0,0	0,0	0,0
Amortissement des emprunts	27	0	2	91.11	cnd	0,0	0,0	0,0
Total activité 2					cnd	0,0	0,0	0,0
Activité 3 : Emprunts garantis par le Fonds de garantie des bâtiments scolaires								
Intérêts des emprunts	27	0	3	21.11	cnd	2,4	2,4	2,4
Amortissements	27	0	3	91.11	cnd	3,1	3,1	3,1
Total activité 3					cnd	5,5	5,5	5,5
TOTAL DIVISION 27					cnd	566,5	567,5	567,6

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
DIVISION 28 : EQUIPEMENTS SPORTIFS								
Subventions aux associations	28	0	0	33.01	cnd	0,0	0,0	0,0
Subventions aux associations en matière d'investissement	28	0	0	52.01	cnd	7,0	7,0	7,0
Investissement en matière d'infrastructures sportives privées (A.R. 01/04/77)	28	0	0	52.02	co ce	10,0 10,0	10,0 10,0	10,0 10,0
Investissements en matière d'infrastructures sportives privées	28	0	0	63.01	co ce	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
TOTAL DIVISION 28					cnd co ce	7,0 10,0 10,0	7,0 10,0 10,0	7,0 10,0 10,0
DIVISION 29 : DEPENSES LIEES A LA SCISSION DE LA PROVINCE DE BRABANT								
Activité 1 : Subsistance								
Dépenses relatives aux pensions des agents de l'ex-province de Brabant admis à la retraite avant le 1/1/95	29	0	1	11.20	cnd	44,0	44,0	44,0
Total activité 1					cnd	44,0	44,0	44,0
Activité 2 : Complexe sportif								
Rémunération du personnel	29	0	2	11.01	cnd	18,2	18,2	21,0
Charges et provisions pour les pensions	29	0	2	11.02	cnd	3,4	3,4	3,4
Dépenses de fonctionnement	29	0	2	12.01	cnd	7,2	7,2	8,0
Dépenses patrimoniales	29	0	2	74.01	cnd	18,0	18,0	18,0
Total activité 2					cnd	46,8	46,8	50,4
Activité 3 : Enseignement								
Rémunération du personnel hors Haute-Ecole	29	0	3	11.01	cnd	270,0	270,0	300,0
Rémunération du personnel de la Haute-Ecole	29	0	3	11.02	cnd	47,0	47,0	53,0
Charges et provisions pour les pensions	29	0	3	11.03	cnd	49,0	49,0	25,0
Rémunérations des animateurs et coordinateurs des activités parascolaires	29	0	3	11.04	cnd	1,3	1,3	1,3
Frais relatifs aux missions internationales	29	0	3	12.00	cnd	1,0	1,0	1,0
Dépenses de fonctionnement des écoles de la Commission communautaire française, hors Haute-Ecole	29	0	3	12.01	cnd	193,0	193,0	211,0

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
Activités parascolaires	29	0	3	12.02	cnd	0,7	0,7	0,7
Subventions de fonctionnement à la Haute-Ecole Lucia de Brouckère	29	0	3	43.05	cnd	15,0	15,0	15,0
Subvention de fonctionnement aux établissements de la Commission Communautaire française à gestion séparée	29	0	3	43.06	cnd	0,0	0,0	0,0
Achat de biens meubles durables pour les établissements de la Commission Communautaire française à gestion séparée	29	0	3	63.06	cnd	0,0	0,0	0,0
Achat de biens meubles durables pour la Haute Ecole	29	0	3	63.07	cnd	0,0	0,0	0,0
Achat de terrains et de bâtiments, construction, aménagement	29	0	3	72.01	co ce	200,0 400,0	200,0 400,0	129,0 370,0
Sortie d'indivision	29	0	3	72.02	cnd	0,0	0,0	0,0
Achat de biens meubles pour les établissements de la Commission communautaire française, hors Haute-Ecole	29	0	3	74.01	cnd	34,0	34,0	34,0
Achat de biens meubles durables pour la Haute-Ecole	29	0	3	74.02	cnd	9,4	9,4	9,4
Achat de biens meubles durables pour les activités parascolaires	29	0	3	74.03	cnd	0,5	0,5	0,5
Total activité 3					cnd co ce	620,9 200,0 400,0	620,9 200,0 400,0	650,9 129,0 370,0
Activité 5 : Autres dépenses liées à la scission de la Province de Brabant								
Dépenses relatives à la culture	29	0	5	01.01	cnd caa	0,0	0,0 0,6	0,0 0,6
Travaux de rénovation et d'aménagement	29	0	5	72.10	cnd	0,0	0,0	0,0
Total activité 5					cnd caa	0,0	0,0 0,6	0,0 0,6
TOTAL DIVISION 29					cnd co ce caa	711,7 200,0 400,0	711,7 200,0 400,0 0,6	745,3 129,0 370,0 0,6

BUDGET 1998 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.
<i>(en millions)</i>								
DIVISION 30 : RELATIONS INTERNATIONALES ET POLITIQUE GENERALE								
Activité 0 : Relations internationales								
Frais de missions et de réceptions des Membres du Collège et des membres de cabinet	30	0	0	12.00	cnd	2,0	2,0	1,6
Prestations de tiers, missions, frais d'études, colloques	30	0	0	12.01	cnd	0,8	0,8	0,6
Dépenses de promotion, diffusion, publication	30	0	0	12.02	cnd	1,2	1,2	0,4
Subventions aux associations	30	0	0	33.01	cnd	8,5	8,5	1,4
Transfert au C.G.R.I.	30	0	0	45.01	cnd			
Total activité 0	30				cnd	12,5	12,5	4,0
Activité 1 : Politique générale								
Promotion, publication & diffusion	30	0	1	12.01	cnd	2,0	6,6	2,1
Subventions de politique générale	30	0	1	33.01	cnd	17,3	12,3	11,8
Infrastructure (Bruxelles 2000)	30	0	1	74.01	co ce	110,0 211,0	110,0 211,0	110,0 213,4
Dépenses patrimoniales	30	0	1	74.02	cnd	0,0	0,0	5,0
Total activité 1					cnd co ce	19,3 110,0 211,0	18,9 110,0 211,0	18,9 110,0 213,4
TOTAL DIVISION 30					cnd co ce	31,8 110,0 211,0	31,4 110,0 211,0	22,9 110,0 213,4
TOTAL BUDGET MATIERES TRANSFEREES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET DE LA PROVINCE					cnd co ce caa	7 779,7 546,9 1 008,9	7 803,6 561,9 1 014,3 2,3	7 851,9 470,9 988,5 3,9
Total cnd + co + caa						8 326,6	8 367,8	8 326,7

VERTALING

N. 99 — 445

[C - 98/31561]

27 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1998 (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikelen 115, § 1, lid 1, 116, § 1, 121, § 1, lid 1, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.**Art. 2.** Overeenkomstig de bij dit decreet gevoegde tabel worden de kredieten, ingeschreven in de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998, als volgt aangepast :*(in miljoen frank)*

	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
Niet-gesplitste kredieten		
Oorspronkelijke	7.779,7	7.779,7
Eerste aanpassing	+ 23,9	+ 23,9
Tweede aanpassing	+ 48,3	+ 48,3
Aangepast	7.851,9	7.851,9
Kredieten vorige jaren	3,9	3,9
Gesplitste kredieten		
Oorspronkelijke	1.008,3	549,9
Eerste aanpassing	+ 6,0	+ 15,0
Tweede aanpassing	- 25,8	- 91,0
Aangepast	988,5	470,9
TOTALEN		
Oorspronkelijke	8.788,0	8.326,6
Aangepast	8.840,4	8.322,8
Kredieten vorige jaren	3,9	3,9

Art. 3. Artikel 8 van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 wordt als volgt aangevuld :

21.00.12.04	Opleidingskosten van het personeel
21.00.12.05	Kosten voor de informatisering van het bestuur
22.30.74.01	Investerings Etoile Polaire

Art. 4. Artikel 9 van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1998 wordt als volgt aangevuld en gewijzigd :

22.40.33.12	Toelagen aan de erkende diensten voor gezinsbijstand
22.40.33.14	Toelagen aan de diensten voor het dagonthaal van bejaarden
22.40.33.15	Toelagen aan de centra voor gezinsbijstandsopleidingen
23.10.33.13	Toelagen voor gezondheidszorginitiatieven
26.10.43.04	Terugbetaling BGDA

Art. 5. In afwijking op artikel 4 van de reglementering betreffende de voorwaarden voor de toekenning van toelagen door de Staat voor de uitbreiding van de toeristische voorzieningen, mag het College van de Franse Gemeenschapscommissie kredieten vastleggen en ordonnanceren voor de vzw «Passage et Culture».**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking de dag dat het door de Vergadering wordt gestemd.Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 november 1998.

H. HASQUIN,
 Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
 belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,
 alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,
 Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,
 Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,
 Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,
 Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing,
 Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

 Nota

(1) Gewone Vergadering 1998-1999.

Documenten van de Raad : Ontwerpdecreet nr. 5-IV A, nr. 1. - Verslag nr. 5-IV A, n. 2.

Volledig verslag. — Debat en aanneming : Zitting van 27 november 1998.

BIJLAGE

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
AFDELING 01 : KABINET VAN DE VOORZITTER VAN HET COLLEGE H. HASQUIN								
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab.	1	0	0	11.02	ngk	23,4	23,4	23,4
Werkingskosten van het Kabinet	1	0	0	12.19	ngk	3,0	4,0	4,0
Vermogensuitgaven van het Kabinet	1	0	0	74.01	ngk	1,0	0,0	0,0
TOTAAL AFDELING 01					ngk	27,4	27,4	27,4
AFDELING 02 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE Ch. PICQUE								
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab.	2	0	0	11.02	ngk	13,1	13,1	13,1
Werkingskosten van het Kabinet	2	0	0	12.19	ngk	1,1	1,1	1,1
Vermogensuitgaven van het Kabinet	2	0	0	74.01	ngk	0,7	0,7	0,7
TOTAAL AFDELING 02					ngk	14,9	14,9	14,9
AFDELING 03 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE D. GOSUIN								
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab.	3	0	0	11.02	ngk	13,3	13,3	13,3
Werkingskosten van het Kabinet	3	0	0	12.19	ngk	1,3	1,3	1,3
Vermogensuitgaven van het Kabinet	3	0	0	74.01	ngk	0,3	0,3	0,3
TOTAAL AFDELING 03					ngk	14,9	14,9	14,9
AFDELING 04 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. ANDRE								
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab	4	0	0	11.02	ngk	14,9	14,9	14,9
Werkingskosten van het Kabinet	4	0	0	12.19	ngk	2,1	2,1	2,1
Vermogensuitgaven van het Kabinet	4	0	0	74.01	ngk	0,7	0,7	0,7
TOTAAL AFDELING 04					ngk	17,7	17,7	17,7

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
AFDELING 05 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. TOMAS								
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab	5	0	0	11.02	ngk	22,6	22,6	22,6
Werkingskosten van het Kabinet	5	0	0	12.19	ngk	4,0	4,0	4,0
Vermogensuitgaven van het Kabinet	5	0	0	74.01	ngk	0,9	0,9	0,9
TOTAAL AFDELING 05					ngk	27,5	27,5	27,5
AFDELING 06 : Raad van de Franse Gemeenschapscommissie								
Dotatie aan de Raad	6	0	0	01.01	ngk	290,8	290,8	290,8
TOTAAL AFDELING 06					ngk	290,8	290,8	290,8
AFDELING 21 : ADMINISTRATIE								
Prog. 0 : Bestaansmiddelen								
Provisioneel krediet voor de bezoldiging van het personeel overgeheveld van de F.G.	21	0	0	11.02	ngk	10,3	2,5	0,0
Bezoldiging van het personeel	21	0	0	11.03	ngk	232,0	232,0	235,0
Bezoldiging van het contractueel personeel	21	0	0	11.04	ngk	69,0	69,0	86,0
Personeelsonkosten	21	0	0	11.05	ngk	19,2	19,6	19,6
Directe pensioenen van het personeel	21	0	0	11.06	ngk	15,6	15,6	12,0
Kosten en provisie pensioenen	21	0	0	11.07	ngk	39,2	39,2	39,2
Vergoeding personeel controlecel toelagen	21	0	0	11.08	ngk	0,0	3,0	3,0
Pensioenen omwille van onbekwaamheid	21	0	0	11.30	ngk	0,0	0,0	0,0
Werkingskosten (huur inbegrepen)	21	0	0	12.01	ngk	61,1	60,4	60,4
Kosten personeelsbeheer	21	0	0	12.03	ngk	15,3	17,2	17,2
Kosten personeelsopleiding	21	0	0	12.04	ngk	0,0	1,8	1,8
kosten voor informatisering bestuur	21	0	0	12.05	ngk	0,0	5,0	10,5
Kosten voor verhuis en eerste vestiging	21	0	0	12.07	ngk	1,5	1,0	1,0
Kosten voor opdrachten i.v.m. controle toelagen	21	0	0	12.08	ngk	7,0	0,0	0,0
Opdrachten SHE en arbeidsgeneeskunde	21	0	0	12.09	ngk	1,0	1,0	1,5
Werkingskosten voor controle toelagen	21	0	0	12.10	ok	0,0	4,0	0,0
					vk	0,0	11,0	11,0
Toelage aan de Sociale Dienst	21	0	0	33.01	ngk	6,2	7,5	7,5
Toelagen voor algemeen beleid	21	0	0	33.02	ngk	0,0	0,0	0,0

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Toelage aan de BGDA voor de co-financiering van gesubsidi- eerde contractuele betrekkingen	21	0	0	40.01	ngk	65,0	65,0	40,0
Aankoop van een administratief gebouw	21	0	0	71.01	ngk	0,0	0,0	0,0
Inrichting administratief gebouw	21	0	0	72.01	ok	10,0	10,0	10,0
					vk	50,0	50,0	50,0
Vermogensuitgaven	21	0	0	74.01	ngk	2,5	2,5	2,5
Aankoop van informatica en kantoorbenodigdheden	21	0	0	74.02	ngk	9,0	4,0	2,0
Totaal programma 0					ngk	553,9	546,3	539,2
					ok	10,0	14,0	10,0
					vk	50,0	61,0	61,0
Prog. 1 : Bijzondere dotatie van de Franse Gemeenschap								
Interesten verschuldigd krachtens artikel 7, § 8 van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden aan het WG en aan de Franse Gemeenschapscom- missie	21	1	0	21.01	ngk	0,0	0,7	1,0
Terugbetaling van de dotatie	21	1	0	41.01	ngk	0,0	22,9	22,9
Totaal programma 1					ngk	0,0	23,6	23,9
TOTAAL AFDELING 21					ngk	553,9	569,9	563,1
					ok	10,0	14,0	10,0
					vk	50,0	61,0	61,0
AFDELING 22 : BIJSTAND AAN PERSONEN								
Prog. 1 : Sociale actie								
Prestaties van derden, studiekosten, colloquium, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van de leden van de administratie en van niet tot de administratie behorende perso- nen	22	1	0	12.01	ngk	1,5	1,4	1,4
Promotie, publicatie & verspreiding	22	1	0	12.02	ngk	0,5	0,5	0,5
Toelagen aan instellingen voor sociale en familiale hulpverlening en aan de derde leeftijd	22	1	0	33.01	ngk	17,9	17,9	17,9
Toelagen voor studies en initiatieven op sociaal vlak (privé)	22	1	0	33.02	ngk	0,5	0,5	0,5
					kvj		0,1	0,1
Centra voor maatschappelijke dienstverlening en algemene maatschappelijke initiatieven	22	1	0	33.03	ngk	66,0	61,1	61,1
Aansluitings-, plaatsings- en huurkosten van een telefoontoestel en kosten van een teledieningsysteem	22	1	0	33.04	ngk	5,0	5,0	5,0

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Toelage aan de v.z.w. "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	22	1	0	33.05	ngk	1,7	1,7	1,7
Toelagen aan de opvangcentra voor volwassenen en moederhuizen	22	1	0	33.06	ngk	46,0	111,0	111,0
Toelagen voor studies en initiatieven op sociaal vlak (openbare sector)	22	1	0	43.02	ngk	3,5	3,5	3,5
Toelagen aan moederhuizen (openbare sector)	22	1	0	43.06	ngk	64,0	0,0	0,0
Totaal programma 1					ngk kvj	206,6	202,6 0,1	202,6 0,1
Prog 2 : Samenleven van lokale gemeenschappen								
Uitgaven van allerlei aard op het vlak van sociale integratie van de lokale gemeenschappen en hun samenleving	22	2	0	12.02	ngk	3,0	2,7	2,7
Toelagen aan verenigingen voor de sociale integratie van migranten en hun samenleving	22	2	0	33.04	ngk kvj	75,0	73,7 0,3	83,1 0,3
Toelage aan v.z.w. « Centre Bruxellois d'Action Interculturelle »	22	2	0	33.05	ngk	0,0	5,2	5,2
Toelagen aan de gemeenten voor de sociale integratie van migranten en hun samenleving	22	2	0	43.05	ngk kvj	141,0	141,0	138,6 0,1
Totaal programma 2					ngk kvj	219,0	222,6 0,3	229,6 0,4
Progr. 3 : Gehandicapte personen								
Activiteit 0 : Beleid voor bijstand aan gehandicapten								
Etoile Polaire - Bezoldiging van personeel	22	3	0	11.01	ngk	11,7	11,7	14,6
Etoile Polaire - Werkingsuitgaven	22	3	0	12.01	ngk	2,7	2,7	1,7
Uitgaven van allerlei aard voor het beleid voor bijstand aan gehandicapten	22	3	0	12.03	ngk	1,0	1,0	1,0
Toelagen voor de betaling van de vakbondspremie	22	3	0	33.01	ngk kvj	0,3	0,8 0,9	0,8 0,9
Toelagen aan initiatieven voor vroegtijdige hulpverlening	22	3	0	33.07	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor de begeleidingsdiensten	22	3	0	33.08	ngk	26,0	26,0	25,3
Toelagen inzake preventie, promotie, bijstand en de sociale integratie van de gehandicapte personen	22	3	0	33.09	ngk	15,0	15,0	15,7
Toelagen aan de medisch-sociaal-pedagogische instellingen (PMS privé-sector)	22	3	0	33.10	ngk	1 525,3	1 525,3	1 519,7

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Dotatie aan het Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	22	3	0	41.03	ngk	0,0	0,0	0,0
Tegemoetkoming in het bijzonder onderwijs van de Franse Gemeenschap (adolescenten)	22	3	0	41.04	ngk	7,5	7,5	7,5
Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces - interesten op leningen	22	3	0	43.04	ngk	6,5	6,5	6,5
Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces - aflossing van leningen	22	3	0	63.04	ngk	6,9	6,9	6,9
Investeringen Etoile Polaire	22	3	0	74.01	ngk kvj	1,0	1,0	0,9 0,3
Totaal activiteit 0					ngk kvj	1 603,9	1 604,4 0,9	1 600,6 1,2
Activiteit 1: Sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces								
Provisioneel krediet voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	22	3	1	01.01	ngk	805,0	805,0	805,0
Totaal activiteit 1					ngk	805,0	805,0	805,0
Totaal programma 3					ngk kvj	2 408,9	2 409,4 0,9	2 405,6 1,2
Programma 4 : Gezin								
Uitgaven van allerlei aard inzake het gezinsbeleid	22	4	0	12.04	ngk	0,8	0,8	0,8
Toelagen aan de erkende diensten voor bijstand aan gezinnen	22	4	0	33.12	ngk	536,0	536,0	555,5
Toelagen aan de raadplegingscentra voor huwelijk en gezin	22	4	0	33.13	ngk	155,8	155,8	148,8
Toelagen aan dagonthaaldiensten voor bejaarde personen (privé-sector)	22	4	0	33.14	ngk	2,4	2,4	2,4
Opleiding voor gezinsbijstand	22	4	0	33.15	ngk	6,6	6,6	6,0
Totaal programma 4					ngk	701,6	701,6	713,5
Programma 5 : Sociale infrastructuren								
Sociale infrastructuren : toelagen aan plaatselijke besturen (interesten)	22	5	0	43.21	ngk	5,0	5,0	3,6
Investering in sociale infrastructuren (privé-sector)	22	5	0	52.01	ok vk	77,0 60,0	77,0 60,0	82,0 60,0

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Investering in sociale infrastructuur (openbare sector)	22	5	0	63.21	ok vk	25,5 20,0	25,5 20,0	20,5 20,0
Toelagen aan de gemeenten voor de aankoop en de aanleg van kampeertreinen voor zwervers	22	5	0	63.24	ngk	0,2	0,2	0,2
Sociale infrastructuur : toelagen aan plaatselijke besturen (afschrijvingen)	22	5	0	63.26	ngk	1,5	1,5	1,5
Totaal programma 5					ngk ok vk	6,7 102,5 80,0	6,7 102,5 80,0	5,3 102,5 80,0
TOTAAL AFDELING 22					ngk ok vk kvj	3 542,8 102,5 80,0	3 542,9 102,5 80,0 1,3	3 556,6 102,5 80,0 1,7
AFDELING 23 : GEZONDHEID								
Prog. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid								
Uitkeringen aan derden, studieonkosten, colloquia, onkosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van leden van het bestuur en van personen die niet tot het bestuur behoren	23	1	0	12.01	ngk kvj	2,0	1,8 0,1	1,3 0,1
Promotie, publicatie en verspreiding	23	1	0	12.02	ngk	2,6	2,6	3,0
Toelagen voor onderzoek op het gebied van gezondheid	23	1	0	33.01	ngk	4,1	4,1	4,1
Toelagen aan de geïntegreerde gezondheidscentra	23	1	0	33.02	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan verenigingen voor gezondheidszorg	23	1	0	33.03	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelage aan de V.Z.W. "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	23	1	0	33.11	ngk	4,0	4,0	4,0
Toelagen voor initiatieven op het vlak van de gezondheid	23	1	0	33.13	ngk kvj	20,0	27,0 0,1	34,6 0,1
Toelagen voor initiatieven op het vlak van de bevordering van de gezondheid	23	1	0	33.14	ngk	4,0	4,0	4,0
Totaal programma 1					ngk kvj	36,7	43,5 0,2	51,0 0,2
Prog. 2 : Geestelijke gezondheidszorg								
Promotie en verspreiding	23	2	0	12.02	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg	23	2	0	33.04	ngk	338,0	338,0	338,0
Toelagen aan de centra voor tele-onthaal	23	2	0	33.05	ngk	22,0	21,0	21,0
Toelagen voor originele studies en initiatieven voor geestelijke gezondheidszorg	23	2	0	33.06	ngk	0,0	0,0	0,0

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Toelagen voor de psycho-sociale begeleiding van kleine kinderen	23	2	0	33.07	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan verenigingen met geïntegreerde gezondheidszorg	23	2	0	33.15	ngk	45,0	41,0	41,0
Toelagen aan verenigingen die werkzaam zijn op het vlak van de drugverslaving	23	2	0	33.16	ngk	95,0	100,0	100,0
Toelagen aan diensten voor bevordering en ontwikkeling van de gezondheidszorg	23	2	0	33.17	ngk	8,0	6,0	6,0
Totaal programma 2					ngk	508,0	506,0	506,0
Prog. 3 : Bestrijding van het druggebruik								
Toelagen voor de initiatieven op het vlak van druggebruik	23	3	0	33.08	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor de initiatieven	23	3	0	33.12	ngk	0,0	0,0	0,0
Totaal programma 3					ngk	0,0	0,0	0,0
Prog. 4 : Thuisverpleging								
Toelagen aan verenigingen op het vlak van palliatieve zorgen	23	4	0	33.09	ngk	15,0	15,0	15,0
Toelagen aan de coördinatiecentra	23	4	0	33.10	ngk	35,0	35,0	31,4
Totaal programma 4					ngk	50,0	50,0	46,4
Prog. 5 : Infrastructuur								
Investeringsstoelagen in de gezondheidsinfrastructuren	23	5	0	52.01	ok vk	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0
Totaal programma 5					ok vk	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0
TOTAAL AFDELING 23					ngk ok vk kvj	594,7 20,0 40,0	599,5 31,0 35,0 0,2	603,4 31,0 35,0 0,2
AFDELING 24 : TOERISME								
Uitkeringen aan derden, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van de leden van de administratie en van personen die niet tot de administratie behoren	24	0	0	12.01	ngk	6,0	5,8	2,8
Promotie, publicatie en verspreiding	24	0	0	12.02	ngk kvj	4,0	3,6	6,6 1,1
Werkingskosten - jeugdherbergen	24	0	0	12.03	ngk	1,7	1,7	1,7

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Toelagen aan verenigingen actief op sociaal vlak	24	0	0	33.02	ngk kvj	41,7	38,3	43,3 0,1
Toelagen aan verenigingen voor sociaal toerisme	24	0	0	33.03	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelage voor de werking van de O.P.T.	24	0	0	43.01	ngk	105,5	110,7	111,1
Investerings­toelagen in sociaal toerisme	24	0	0	52.03	ok vk	10,0 90,0	10,0 90,0	9,4 90,0
Toelage voor toeristische voorzieningen (privé)	24	0	0	52.04	ok vk	20,0 50,0	20,0 50,0	20,0 45,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (privé-sector)	24	0	0	53.02	ngk	0,0	0,0	0,0
Investeringen in sociaal toerisme (privé-sector)	24	0	0	53.03	ok vk	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (privé-sector)	24	0	0	53.04	ok vk	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Toelage aan de O.P.T. voor haar investeringsuitgaven	24	0	0	63.01	ngk	5,2	0,0	0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (openbare sect)	24	0	0	63.03	ok	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (openbare sect)	24	0	0	63.04	ok vk	20,0 30,0	5,0 10,0	5,0 10,0
Investeringen toeristische richtingwijzers	24	0	0	70.01	ok vk	0,0 0,0	15,0 20,0	15,0 40,0
Investeringen in sociaal toerisme (openbare sector)	24	0	0	73.01	ok vk	42,5 45,0	42,5 45,0	29,0 31,5
TOTAAL AFDELING 24					ngk ok vk kvj	164,1 92,5 215,0	160,1 92,5 215,0	165,5 78,4 216,5 1,2
AFDELING 25 : SCHOOLVERVOER								
Bezoldiging van het begeleidend personeel	25	0	0	11.04	ngk	24,5	24,5	24,5
Uitgaven van allerlei aard betreffende het schoolvervoer	25	0	0	12.02	ngk	7,0	7,0	10,0
Vervoerskosten	25	0	0	12.03	ngk	118,5	118,5	118,5
TOTAAL AFDELING 25					ngk	150,0	150,0	153,0
AFDELING 26 : BEROEPSOPLEIDING								
Prog. 1 : Algemene ondersteuning van het beleid inzake beroepsopleiding								
Prestaties van derden, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van leden van de administratie en niet tot de administratie behorende personen	26	1	0	12.01	ngk	1,0	1,0	1,0

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Promotie, publicatie en verspreiding	26	1	0	12.02	ngk kvj	2,0	1,8 0,2	1,8 0,2
Tegemoetkoming in de uitvoering en de evaluatie van de Europese programma's van doelstellingen 3 en 4 van het ESF en van de gemeenschapsinitiatieven	26	1	0	12.03	ok vk	1,9 2,3	1,9 2,3	0,0 2,6
Promotie van activiteiten en steun in overleg met BFIB en de cel ESF aan acties voor socioprofessionele inschakeling	26	1	0	33.01	ngk	3,5	3,5	5,7
Decreet van 27 april 1995 : goedkeuring en algemene werking	26	1	0	33.02	ngk	59,2	59,2	59,1
Toelagen aan verenigingen voor amateurs tuinbouwers en bijenkwekers	26	1	0	33.03	ngk	0,4	0,4	0,4
Initiatieven voor de opleiding van bezoldigden en loontrekken- den die niet behoren tot het BFIB, onder meer de vergoedingen voor sociale promotie	26	1	0	33.04	ngk	0,5	0,5	0,5
Tegemoetkoming in de wedde van het personeel van de Brusselse v.z.w.'s voor socioprofessionele inschakeling	26	1	0	33.05	ngk	3,7	3,7	3,8
Toelagen voor initiatieven inzake verspreiding en berichtgeving i.v.m. socioprofessionele inschakeling en meer bepaald het tijdschrift "Insertion"	26	1	0	33.06	ngk	0,8	0,8	0,8
Toelagen voor Interministeriële delegatie voor stedelijke solida- riteit en allerhande activiteiten andere overheden	26	1	0	43.03	ngk	4,0	4,0	2,0
Terugbetaling BGDE van foute betaling in rekening 1996	26	1	0	43.04	ngk	0,0	0,0	3,7
Totaal programma 1					ngk ok vk kvj	75,1 1,9 2,3	74,9 1,9 2,3 0,2	78,8 0,0 2,6 0,2
Prog. 2 : Middenstand								
Uitgaven van allerlei aard ten gunste van de opleiding van de zelfstandigen en de middenstand	26	2	0	12.01	ngk	4,0	4,0	4,0
Toelage inzake de opleiding van zelfstandigen en de midden- stand	26	2	0	33.01	ngk	4,0	4,0	4,0
Toelage voor de opleiding van zelfstandigen	26	2	0	41.01	ngk	149,6	156,6	153,6
Werkingsstoelage voor het IBKMO	26	2	0	41.02	ngk	37,1	37,1	43,1
Onroerende lasten van de opleidingscentra	26	2	0	61.01	ngk	32,0	31,6	28,6
Totaal programma 2					ngk	226,7	233,3	233,3

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Prog. 3 : Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding								
Toelage toegekend aan het Instituut voor zijn werking en opleidingsinitiatieven georganiseerd in het raam van het paritair beheer (met inbegrip van de onderaanneming met derden en de samenwerking met de beroepssectoren)	26	3	0	43.05	ngk	682,2	682,2	682,2
Toelagen toegekend aan het Instituut voor de opleidingsacties die zijn georganiseerd in het raam van de partnerschapovereenkomst met de openbare of privé-partners	26	3	0	43.06	ngk	80,0	80,0	80,0
Totaal programma 3					ngk	762,2	762,2	762,2
TOTAAL AFDELING 26					ngk ok vk kvj	1 064,0 1,9 2,3	1 070,4 1,9 2,3 0,2	1 074,3 0,0 2,6 0,2
AFDELING 27 : SCHULDEN								
Activiteit 1 : Schoolgebouwen								
Werkingskosten	27	0	1	12.01	ngk	0,0	1,0	1,1
Interesten overbruggingslening	27	0	1	43.02	ngk	0,0	0,0	0,0
Dotaties aan de OBMS	27	0	1	43.03	ngk	561,0	561,0	561,0
Aflossing overbruggingslening	27	0	1	63.02	ngk	0,0	0,0	0,0
Totaal activiteit 1					ngk	561,0	562,0	562,1
Activiteit 2 : Schuld voormalige provincie								
Interesten op de leningen	27	0	2	21.11	ngk	0,0	0,0	0,0
Aflossing van de leningen	27	0	2	91.11	ngk	0,0	0,0	0,0
Totaal activiteit 2					ngk	0,0	0,0	0,0
Activiteit 3 : Leningen gewaarborgd door het Garantiefonds van de Schoolgebouwen								
Interesten op de leningen	27	0	3	21.11	ngk	2,4	2,4	2,4
Aflossingen	27	0	3	91.11	ngk	3,1	3,1	3,1
Totaal activiteit 3					ngk	5,5	5,5	5,5
TOTAAL AFDELING 27					ngk	566,5	567,5	567,6

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
AFDELING 28 : SPORTUITRUSTINGEN								
Toelagen aan verenigingen	28	0	0	33.01	ngk	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan verenigingen voor investeringen	28	0	0	52.01	ngk	7,0	7,0	7,0
Investering in privé-sportinfrastructuren (KB 01/04/77)	28	0	0	52.02	ok vk	10,0 10,0	10,0 10,0	10,0 10,0
Investering in privé-sportinfrastructuren	28	0	0	63.01	ok vk	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
TOTAAL AFDELING 28					ngk ok vk	7,0 10,0 10,0	7,0 10,0 10,0	7,0 10,0 10,0
AFDELING 29 : UITGAVEN VERBONDEN AAN DE OPSPLIT- SING VAN DE PROVINCIE BRABANT								
Activiteit 1 : Bestaansmiddelen								
Uitgaven i.v.m. de pensioenen van de ambtenaren van de voormalig provincie Brabant oprustgesteld vóór 1/1/95	29	0	1	11.20	ngk	44,0	44,0	44,0
Totaal activiteit 1					ngk	44,0	44,0	44,0
Activiteit 2 : Sportcomplex								
Vergoeding van het personeel	29	0	2	11.01	ngk	18,2	18,2	21,0
Lasten en provisies pensioenen	29	0	2	11.02	ngk	3,4	3,4	3,4
Werkingskosten	29	0	2	12.01	ngk	7,2	7,2	8,0
Vermogensuitgaven	29	0	2	74.01	ngk	18,0	18,0	18,0
Totaal activiteit 2					ngk	46,8	46,8	50,4
Activiteit 3 : Onderwijs								
Vergoeding van het personeel buiten Haute Ecole	29	0	3	11.01	ngk	270,0	270,0	300,0
Vergoeding van het personeel Haute Ecole	29	0	3	11.02	ngk	47,0	47,0	53,0
Lasten en provisies pensioenen	29	0	3	11.03	ngk	49,0	49,0	25,0
Bezoldigingen van animatoren en coördinatoren van parasco- laire activiteiten	29	0	3	11.04	ngk	1,3	1,3	1,3
Onkosten voor internationale opdrachten	29	0	3	12.00	ngk	1,0	1,0	1,0
Werkingskosten	29	0	3	12.01	ngk	193,0	193,0	211,0
Parascolaire activiteiten	29	0	3	12.02	ngk	0,7	0,7	0,7

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
Werkingsstoelage aan Haute Ecole Lucia de Brouckère	29	0	3	43.05	ngk	15,0	15,0	15,0
Werkingsstoelage aan instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie met afzonderlijk beheer	29	0	3	43.06	ngk	0,0	0,0	0,0
Aankoop van duurzame goederen voor instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie met afzonderlijk beheer	29	0	3	63.06	ngk	0,0	0,0	0,0
Aankoop van duurzame goederen voor Haute Ecole	29	0	3	63.07	ngk	0,0	0,0	0,0
Aankoop van terreinen en gebouwen; bouw en aanleg	29	0	3	72.01	ok vk	200,0 400,0	200,0 400,0	129,0 370,0
Afstand van medeïgendom	29	0	3	72.02	ngk	0,0	0,0	0,0
Aankoop van meubels voor instellingen die het stelsel van afzonderlijk beheer niet toepassen	29	0	3	74.01	ngk	34,0	34,0	34,0
Aankoop van duurzame goederen voor de Haute Ecole	29	0	3	74.02	ngk	9,4	9,4	9,4
Aankoop van duurzame goederen voor parascolaire activiteiten	29	0	3	74.03	ngk	0,5	0,5	0,5
Totaal activiteit 3					ngk ok vk	620,9 200,0 400,0	620,9 200,0 400,0	650,9 129,0 370,0
Activiteit 5 : Andere uitgaven verbonden aan de opsplitsing van de Provincie Brabant								
Uitgaven inzake cultuur	29	0	5	01.01	ngk kvj	0,0	0,0 0,6	0,0 0,6
Renovatie- en verbouwwerken	29	0	5	72.10	ngk	0,0	0,0	0,0
Totaal activiteit 5					ngk kvj	0,0	0,0 0,6	0,0 0,6
TOTAAL AFDELING 29					ngk ok vk kvj	711,7 200,0 400,0	711,7 200,0 400,0 0,6	745,3 129,0 370,0 0,6

BEGROTING 1998 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.
<i>(in miljoen)</i>								
AFDELING 30 : INTERNATIONALE BETREKKINGEN (OVERGEHEVELDE MATERIES) EN ALGEMEEN BELEID								
Activiteit 0 : Internationale betrekkingen								
Onkosten voor opdrachten en voor recepties van Leden van het College en Kabinetsmedewerkers	30	0	0	12.00	ngk	2,0	2,0	1,6
Uitgaven van derden, opdrachten, studiekosten, colloquia	30	0	0	12.01	ngk	0,8	0,8	0,6
Uitgaven voor promotie, verspreiding, publicatie	30	0	0	12.02	ngk	1,2	1,2	0,4
Toelagen aan de verenigingen	30	0	0	33.01	ngk	8,5	8,5	1,4
Overdracht aan het CGIB	30	0	0	45.01	ngk			
Totaal activiteit 0	30				ngk	12,5	12,5	4,0
Activiteit 1 : Algemeen beleid								
Promotie, publicatie en verspreiding	30	0	1	12.01	ngk	2,0	6,6	2,1
Toelagen voor algemeen beleid	30	0	1	33.01	ngk	17,3	12,3	11,8
Infrastructuur (Brussel 2000)	30	0	1	74.01	ok vk	110,0 211,0	110,0 211,0	110,0 213,4
Vermogensuitgaven	30	0	1	74.02	ngk	0,0	0,0	5,0
Totaal activiteit 1					ngk ok vk	19,3 110,0 211,0	18,9 110,0 211,0	18,9 110,0 213,4
TOTAAL AFDELING 30					ngk ok vk	31,8 110,0 211,0	31,4 110,0 211,0	22,9 110,0 213,4
TOTAAL BEGROTING OVERGEHEVELDE MATERIES VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP EN VAN DE PROVINCIE					ngk ok vk kvj	7 779,7 546,9 1 008,9	7 803,6 561,9 1 014,3 2,3	7 851,9 470,9 988,5 3,9
Totaal ngk + ok + kvj						8 326,6	8 367,8	8 326,7

**27 NOVEMBRE 1998. — Décret contenant le budget des voies et moyens
de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999 (1)**

L'assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, paragraphe 1^{er}, 121, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 1999, les recettes de la Commission communautaire française sont évaluées à :
(en millions de francs)

Recettes courantes	8 324,4
Recettes en capital	227,0
Total des recettes	8.551,4

conformément au tableau ci-annexé.

Art. 3. Le Collège est habilité à vendre les biens immobiliers de l'ancienne Province de Brabant hérités en pleine propriété, ainsi que l'immeuble sis rue Ducale, et à vendre en commun les biens immobiliers en copropriété.

Art. 4. Le Collège est autorisé à conclure toute opération de gestion réalisée dans l'intérêt de la trésorerie et toute opération de gestion de la dette.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 novembre 1998.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998 -1999.*

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : 4 - IA, n° 1 - Rapport : 4 - IA, n° 2. — Avis des Commissions permanentes : 4 - IA, n° 3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : Séance du 27 novembre 1998.

Annexe

(en millions de francs)

Articles	Désignation des produits	Evaluation pour 1999
TITRE 1 - RECETTES COURANTES		
06.02	Recettes diverses	17,0
06.03	Recettes du Complexe sportif	11,5
06.04	Remboursement de traitements	1,0
06.05	Remboursement solde des comptables extraordinaires	0,5
29.02	Intérêts financiers	45,0
46.41	Transfert du CGRI	
46.42	Remboursement FOREm	
46.43	Remboursement IBFFP	100,0
46.44	Intervention ORBEM (Primes ACS)	
46.45	Remboursement Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	55,0
46.50	Recettes liées à l'enseignement	96,0
49.22	Dotations spéciales de la Communauté française (art. 7 §§ 1 à 6 du décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 et du décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française)	4.209,0
49.23	Dotations liées à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré (art. 7 § 7 du décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 et du décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française)	69,8
49.24	Dotations Relations internationales	30,0
49.32	Droit de tirage sur le budget de la Région de Bruxelles-Capitale (art. 86 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat)	2.575,6
49.33	Dotations spéciales destinées au financement de l'enseignement	857,0
49.34	Dotations spéciales destinées au financement des missions provinciales (hors culture)	257,0
Total recettes courantes		8.324,4
TITRE II - RECETTES DE CAPITAL		
76.30	Vente bâtiment	227,0
Total recettes de capital		227,0
Total des recettes		8.551,4

VERTALING

N. 99 — 446

[C - 98/31563]

27 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende de middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1999 (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikelen 115, paragraaf 1, lid 1, 116, paragraaf 1, 121, paragraaf 1, lid 1, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1999 worden de ontvangsten van de Franse Gemeenschapscommissie geraamd als volgt :

(in miljoen frank)

Lopende ontvangsten	8 324,4
Kapitaalontvangsten	227,0
Totaal	8.551,4

overeenkomstig bijgevoegde tabel.

Art. 3. Het College mag de onroerende goederen van de voormalige provincie Brabant, die zijn geërfd als volle eigendom, alsook het gebouw in de Hertogstraat, verkopen en alle onroerende goederen die zij bezit in medeëigendom gemeenschappelijk verkopen.

Art. 4. Het College mag iedere beheersverrichting die is gedaan in het belang van de schatkist en iedere schuldbeheerverrichting afsluiten.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 november 1998.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,
alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing,
Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

Nota

(1) Gewone zitting 1998-1999.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet : 4 - IA, nr. 1. — Verslag : 4 - IA, nr. 2. — Advies van de Vaste Commissies : 4 - IA, nr. 3.

Volledig verslag. — Debat en aanneming : zitting van 27 november 1998.

Bijlage

(in miljoen frank)

Artikelen	Omschrijving van de ontvangsten	Evaluatie voor 1999
TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN		
06.02	Verschillende ontvangsten	17,0
06.03	Opbrengsten van het provinciaal sportcomplex	11,5
06.04	Terugbetaling van de bezoldiging	1,0
06.05	Terugbetaling van de boekhoudkundige saldi	0,5
29.02	Financiële interesten	45,0
46.41	Overdracht CGRI	
46.42	Terugbetaling FOREM	
46.43	Terugbetaling BFIBO	100,0
46.44	Tegemoetkoming ORBEM (ACS premies)	
46.45	Terugbetaling Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	55,0
46.50	Ontvangsten ivm het onderwijs	96,0
49.22	Speciale dotatie van de Franse Gemeenschap (art. 7 §§ 1 tot 6 van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie)	4.209,0
49.23	Dotatie verbonden aan de vergoeding en aan de werkingskosten van het overgedragen personeel (art. 7 § 7 van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van het decreet III van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie)	69,8
49.24	Dotatie internationale betrekkingen	30,0
49.32	Trekingsrecht op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (art. 86 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur)	2.575,6
49.33	Speciale dotatie voor de financiering van het onderwijs	857,0
49.34	Speciale dotatie voor de financiering van de provinciale opdrachten (cultuur uitgezonderd)	257,0
Totaal lopende ontvangsten		8.324,4
TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN		
76.30	Verkoop gebouw	227,0
Totaal kapitaalontvangsten		227,0
TOTAAL VAN DE ONTVANGSTEN		8.551,4

**27 NOVEMBRE 1998. — Décret contenant le budget général des dépenses
de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999 (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, § 1^{er}, 121, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire française afférentes à l'année budgétaire 1999, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(en millions de francs)

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Crédits non dissociés	8.114,9	8.114,9
Crédits dissociés	695,6	540,7
TOTAUX	8.810,5	8.655,6

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846 et de l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement de l'engagement des dépenses des services d'administration, des avances de fonds d'un montant de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 200 000 francs (TVA incluse).

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 200 000 francs et pour autant qu'elles n'excèdent pas 400 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers peuvent également se faire par avance de fonds, pour autant qu'elles n'excèdent pas 400 000 francs.

Le comptable extraordinaire désigné par le Collège est autorisé à payer les créances n'excédant pas 400 000 francs (TVAC) à l'aide des avances de fonds imputées aux allocations de base suivantes : 22.32.12.10 et 22.32.74.01.

Le comptable du complexe sportif sis à Anderlecht est autorisé à payer des créances n'excédant pas 300 000 francs à l'aide des avances de fonds imputées aux allocations de base 29.02.12.11 et 29.02.74.01.

En matière d'enseignement, des avances de fonds d'un maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires 29.03.12.11 et 29.03.74.01 des Institutions d'enseignement de la Commission communautaire française dont les noms suivent :

- l'institut Emile Gryson;
- l'institut Redoute-Peiffer;
- l'internat de la Commission communautaire française;
- l'institut Roger Guilbert;
- CERIA, Affaires générales;
- l'institut Roger Lambion.

En matière d'enseignement, des avances de fonds peuvent être consenties sur l'allocation de base 29.03.74.01 (achats de biens durables), à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 400 000 francs (TVA incluse).

Des avances de fonds, d'un maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire à charge de l'article budgétaire relatif au paiement des frais de transport scolaire.

En matière de transport scolaire, les avances de fonds peuvent servir les créances, quel qu'en soit le montant, pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

Art. 4. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances visées à l'article 15-2^o de ladite loi peuvent servir à payer les frais de raccordement, de placement et de location d'un appareil téléphonique et les frais d'un système de télévigilance imputés à l'allocation de base 22.10.33.04.

Art. 5. Par dérogation à l'article 40, § 1^{er}, des lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles prévues à l'article 41 des mêmes lois.

Art. 6. Des provisions peuvent être allouées aux avocats, aux experts et aux huissiers de justice agissant pour le compte de la Commission communautaire française.

Art. 7. Les intérêts et amortissements des emprunts imputés respectivement aux allocations de base :

22.50.43.21	Emprunts des infrastructures sociales (intérêts)
22.50.63.26	Emprunts des infrastructures sociales (amortissement)
27.01.43.03	Dotation à la Société d'Administration des Bâtiments scolaires bruxellois
27.03.21.11	Emprunts garantis par le Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (intérêts)
27.03.91.11	Emprunts garantis par le Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (amortissement)
27.04.21.11	Emprunts de l'ex-Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées - Intérêts
27.04.91.11	Ex-Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées - Amortissement

peuvent être payés selon la procédure des dépenses fixes.

Cette procédure s'applique aussi aux dépenses imputées à l'allocation de base 21.00.12.11 et qui concernent les frais bancaires et postaux - notamment les assignations postales.

Cette procédure s'applique également aux dépenses concernant les jetons de présence et allocations de traitement à des personnes non soumises au régime de la TVA imputées aux allocations de base :

21.00.12.04	Frais de formation du personnel (Commission d'évaluation de l'acquis, honoraires des formateurs)
21.00.12.11	Frais de fonctionnement (Chambre de recours disciplinaire, Chambre de recours relative à l'évaluation, Commission relative à la publicité des actes administratifs)
22.10.12.01	Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de missions des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration (Conseil consultatif Aide aux personnes)
22.20.12.02	Dépenses de toute nature en matière d'immigration (Comité d'experts - Secteur de l'insertion sociale)
23.10.12.01	Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de missions des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration (Conseil consultatif Santé)
29.03.12.11	Dépenses de fonctionnement des Ecoles de la CCF hors Haute Ecole (enseignement - jury d'examen, conférences, leçons didactiques)

Art. 8. Par dérogation aux articles 5 et 6 des lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des créances d'années antérieures peuvent être apurées à charge des crédits ouverts par le présent décret et relatives aux :

AB 01.00.11.02 :	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Président du Collège H. HASQUIN
AB 02.00.11.02 :	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège C. PICQUE
AB 03.00.11.02 :	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège D. GOSUIN
AB 04.00.11.02 :	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège E. ANDRE
AB 05.00.11.02 :	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège E. TOMAS
AB 21.00.11.03 :	Rémunération du personnel
AB 21.00.11.04 :	Rémunération du personnel contractuel
AB 21.00.11.05 :	Frais liés au personnel
AB 21.00.11.06 :	Pensions directes payées au personnel
AB 21.00.11.07 :	Charges et provisions de pension
AB 21.00.11.30 :	Pensions pour cause d'invalidité
AB 21.00.12.03 :	Frais de gestion du personnel
AB 21.00.12.04 :	Frais de formation du personnel
AB 21.00.12.05 :	Frais liés à l'informatisation de l'administration
AB 21.00.12.11 :	Frais généraux de fonctionnement
AB 21.00.12.12. :	Location de bâtiments
AB 21.00.74.01 :	Dépenses patrimoniales
AB 22.10.33.03 :	Subventions aux Centres de Service social et d'action sociale globale
AB 22.10.33.05 :	Subvention à l'a.s.b.l. Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale

AB 22.30.11.01 :	Rémunération du personnel Etoile Polaire
AB 22.30.33.01 :	Subvention prime syndicale
AB 22.30.33.10 :	Subventions aux Institutions Médico-socio-pédagogiques (IMP secteur privé)
AB 22.30.74.01 :	Etoile Polaire (patrimoine)
AB 22.32.11.01 :	Rémunération du personnel de l'Etoile Polaire
AB 22.32.11.02 :	Rémunération du Service à gestion séparée
AB 22.32.12.10 :	Dépenses de fonctionnement - Service à gestion séparée
AB 22.32.12.11 :	Dépenses de fonctionnement - Etoile Polaire
AB 22.32.74.01 :	Dépenses patrimoniales du Service à gestion séparée
AB 22.32.74.02 :	Dépenses patrimoniales de l'Etoile polaire
AB 22.40.33.12 :	Subventions aux services agréés d'aide aux familles
AB 22.40.33.13 :	Subventions centres PMF
AB 22.40.33.15 :	Formation d'aides familiales
AB 23.20.33.04 :	Subventions aux services de santé mentale
AB 23.20.33.05 :	Subventions aux centres de télé-accueil
AB 23.20.33.06 :	Subventions pour des études et des initiatives originales en matière de santé mentale
AB 23.20.33.16 :	Subvention aux services actifs en matière de toxicomanie
AB 24.00.12.01 :	Prestations de tiers, frais de réunions
AB 24.00.12.02 :	Promotion, publication, diffusion
AB 25.00.11.04 :	Rémunération du personnel Transport scolaire
AB 26.10.33.04 :	Initiatives de formation pour appointés et salariés hors IBFFP
AB 29.01.11.20 :	Pensions des agents ex-Province de Brabant admis à la retraite au 1 ^{er} janvier 1995
AB 29.02.11.01 :	Rémunération du personnel Complexe sportif
AB 29.02.11.02 :	Charges et provisions de pension (Complexe sportif)
AB 29.03.11.01 :	Rémunération du personnel hors Haute Ecole
AB 29.03.11.02 :	Rémunération du personnel Haute Ecole
AB 29.03.11.03 :	Charges et provisions de pension
AB 29.03.11.04 :	Activités parascolaires : Rémunération des animateurs et coordonnateurs
AB 29.03.12.10 :	Dépenses de fonctionnement des activités parascolaires
AB 29.03.12.11 :	Dépenses de fonctionnement

Art. 9. Le Collège est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement et d'investissement à charge des allocations de base figurant dans le budget administratif et reprises ci-après :

21.00.33.01 :	Subventions au Service social
21.00.40.01 :	Subventions à l'ORBEM pour le cofinancement d'emplois contractuels subventionnés
22.10.33.01 :	Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale et du 3 ^{ème} âge
22.10.33.02 :	Subventions pour les études et des initiatives en matière sociale
22.10.33.04 :	Subsides en matière de télévigilance
22.10.33.05 :	Subvention à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »
22.10.33.06 :	Subvention aux centres d'accueil pour adultes et maisons maternelles
22.10.43.02 :	Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale (secteur public)
22.20.33.04 :	Subventions aux associations visant l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation

22.20.33.05 :	Subventions à l'a.s.b.l. Centre bruxellois d'action inter-culturelle
22.20.43.05 :	Subventions aux communes en vue de l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation
22.30.33.01	Subvention prime syndicale
22.30.33.08 :	Subventions aux services d'accompagnement et d'aide précoce
22.30.33.09 :	Subventions relatives à la prévention, la promotion, l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées
22.30.41.04 :	Intervention dans l'enseignement spécial de la Communauté française
22.31.01.01 :	Crédit provisionnel destiné à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées
22.33.41.03 :	Dotation au service à gestion séparée
22.40.33.12 :	Subventions aux services agréés d'aide aux familles
22.40.33.14 :	Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées
22.40.33.15 :	Subventions aux centres de formation d'aides familiales
22.50.63.24 :	Subventions aux communes pour l'achat et l'aménagement de terrains de campement pour nomades
23.10.33.01 :	Subventions pour la recherche dans le domaine de la santé
23.10.33.11 :	Subvention à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »
23.10.33.13 :	Subventions pour des initiatives en matière de santé
23.10.33.14 :	Subventions pour des initiatives en matière de promotion de Santé
23.20.33.15 :	Subventions aux associations de santé intégrée
23.20.33.16 :	Subventions aux services actifs en matière de toxicomanie
23.20.33.17 :	Subventions aux services de promotion et de développement sanitaire
23.40.33.09 :	Subventions aux associations en matière de soins palliatifs
23.40.33.10 :	Subventions aux centres de coordination en matière de soins à domicile
24.00.33.02 :	Subventions aux associations actives en matière de tourisme
24.00.43.01 :	Subvention de fonctionnement à l'OPT
24.00.52.03 :	Subventions d'investissement en tourisme social
24.00.52.04 :	Subventions d'équipements touristiques (secteur privé)
24.00.63.01 :	Subvention à l'OPT pour ses dépenses d'investissement
24.00.63.04 :	Subventions d'équipements touristiques (secteur public)
26.10.33.01 :	Promotion d'activités en matière de formation professionnelle
26.10.33.03 :	Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'apiculture
26.10.43.03 :	Subventions des activités de toute nature organisées par d'autres pouvoirs publics en ce compris les activités de la Délégation Régionale Interministérielle aux Solidarités Urbaines
26.20.33.01 :	Subventions en matière de formation des indépendants
26.20.41.01 :	Subventions pour la formation des indépendants
26.20.41.02 :	Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises
26.20.61.01 :	Charges immobilières des centres de formation
26.30.43.05 :	Subventions accordées à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour son fonctionnement
26.30.43.06 :	Subventions accordées à l'Institut pour les actions de formation organisées dans le cadre de partenariat avec des acteurs publics ou privés
27.01.43.03 :	Dotation de la Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires bruxellois
28.00.52.01 :	Subventions aux associations en matière d'investissement
28.00.52.02 :	Investissements en matière d'infrastructures sportives privées (A.R. 1 ^{er} avril 1977)
30.00.33.01 :	Subventions aux associations (Relations internationales)
30.01.33.01 :	Subventions aux associations (politique générale)

Art. 10. Le Collège est autorisé à imputer à l'allocation de base 28.00.74.01 le coût des investissements relatifs à un revêtement permettant la pratique de l'athlétisme en salle au Centre sportif de la Woluwe.

Art. 11. Les membres du Collège et les membres des Cabinets peuvent imputer expressément les frais relatifs aux missions et aux réceptions auxquelles ils participent, dans le cadre des Relations internationales, à l'allocation de base 30.00.12.00.

Art. 12. Est confirmée pour l'année budgétaire 1999 l'habilitation du Collège à octroyer la garantie de la Commission communautaire française aux emprunts contractés par la Société de droit public d'administration des bâtiments scolaires bruxellois à concurrence des montants non encore prélevés sur l'emprunt global de 10,0 milliards en exécution du décret du 23 novembre 1993 autorisant la Société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'Enseignement organisé par les pouvoirs publics à contracter des emprunts avec la garantie de la Commission communautaire française.

Art. 13. Par dérogation aux articles 15 et 22 des lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le crédit provisionnel inscrit à l'allocation de base 01.01 de l'activité 1 du programme 3 de la division 22 peut être redistribué entre les différents programmes des différentes divisions du budget général, par voie d'arrêté du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 14. Le Collège de la Commission communautaire française est autorisé à effectuer à charge de l'allocation de base 22.31.01.01 des opérations au nom et pour compte du Fonds bruxellois pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, y compris d'éventuelles dépenses se rapportant à des années antérieures et pour lesquelles aucun crédit n'a pu être ouvert dans les budgets précédents dudit Fonds.

Art. 15. Par dérogation à l'article 4 de la réglementation déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique, le Collège de la Commission communautaire française est autorisé à engager et ordonnancer des crédits en faveur de l'a.s.b.l. « Passage et Culture ».

CHAPITRE II. — *Organisme d'intérêt public*

Art. 16. Est approuvé le budget de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle pour l'année budgétaire 1999, annexé au présent décret.

CHAPITRE III. — *Service à gestion séparée*

Art. 17. Nonobstant la dissolution du FBFISPPH, et dans le cadre de ses missions statutaires, les services financiers dudit Fonds sont autorisés à utiliser les disponibilités de ce dernier au 31 décembre 1998 pour faire face aux paiements à exécuter au profit de ses allocataires et de son personnel.

Art. 18. Est approuvé le budget du Service à gestion séparée pour l'année budgétaire 1999, annexé au présent décret.

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 novembre 1998.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

Note

(1) Session ordinaire 1998-1999 :

Documents de l'assemblée. — Projet de décret : n° 4 - II A, n° 1. — Rapport 4 - II A, n° 2. — Avis des Commissions permanentes : 4 - II A, n° 3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : Séance du 27 novembre 1998.

TABLEAU ANNEXE AU DECRET
Budget des dépenses — Budget 99

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
DIVISION 01 : CABINET DU PRESIDENT DU COLLEGE H. HASQUIN									
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	1	0	0	11.02	cnd	23,4	23,4	23,4	23,8
Frais de fonctionnement du cabinet	1	0	0	12.19	cnd	3,0	4,0	4,0	3,0
Dépenses patrimoniales du cabinet	1	0	0	74.01	cnd	1,0	0,0	0,0	1,0
TOTAL DIVISION 01					cnd	27,4	27,4	27,4	27,8
DIVISION 02 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE Ch. PICQUE									
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	2	0	0	11.02	cnd	13,1	13,1	13,1	13,3
Frais de fonctionnement du cabinet	2	0	0	12.19	cnd	1,1	1,1	1,1	1,1
Dépenses patrimoniales du cabinet	2	0	0	74.01	cnd	0,7	0,7	0,7	0,7
TOTAL DIVISION 02					cnd	14,9	14,9	14,9	15,1
DIVISION 03 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE D. GOSUIN									
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	3	0	0	11.02	cnd	13,3	13,3	13,3	13,4
Frais de fonctionnement du cabinet	3	0	0	12.19	cnd	1,3	1,3	1,3	1,4
Dépenses patrimoniales du cabinet	3	0	0	74.01	cnd	0,3	0,3	0,3	0,3
TOTAL DIVISION 03					cnd	14,9	14,9	14,9	15,1
DIVISION 04 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. ANDRE									
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	4	0	0	11.02	cnd	14,9	14,9	14,9	15,2
Frais de fonctionnement du cabinet	4	0	0	12.19	cnd	2,1	2,1	2,1	2,1
Dépenses patrimoniales du cabinet	4	0	0	74.01	cnd	0,7	0,7	0,7	0,7
TOTAL DIVISION 04					cnd	17,7	17,7	17,7	18,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
DIVISION 05 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. TOMAS									
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	5	0	0	11.02	cnd	22,6	22,6	22,6	22,0
Frais de fonctionnement du cabinet	5	0	0	12.19	cnd	4,0	4,0	4,0	4,0
Dépenses patrimoniales du cabinet	5	0	0	74.01	cnd	0,9	0,9	0,9	0,9
TOTAL DIVISION 05					cnd	27,5	27,5	27,5	26,9
DIVISION 06 : ASSEMBLEE DE LA C.C.F.									
Dotation à l'Assemblée	6	0	0	01.01	cnd	290,8	290,8	290,8	299,7
TOTAL DIVISION 06					cnd	290,8	290,8	290,8	299,7
DIVISION 21 : ADMINISTRATION									
Prog. 0 : Subsistance									
Crédit provisionnel pour la rémunération du personnel transféré de la C.F.	21	0	0	11.02	cnd	10,3	2,5	0,0	13,7
Rémunérations du personnel statutaire	21	0	0	11.03	cnd	232,0	232,0	235,0	224,0
Rémunérations du personnel contractuel	21	0	0	11.04	cnd	69,0	69,0	86,0	112,0
Frais liés au personnel	21	0	0	11.05	cnd	19,2	19,6	19,6	16,0
Pensions directes au personnel	21	0	0	11.06	cnd	15,6	15,6	12,0	14,0
Charges et provisions pour les pensions	21	0	0	11.07	cnd	39,2	39,2	39,2	23,0
Rémunération personnel de la cellule de contrôle des subsides	21	0	0	11.08	cnd	0,0	3,0	3,0	0,0
Pensions pour cause d'invalidité	21	0	0	11.30	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais de fonctionnement (y compris loyers)	21	0	0	12.01	cnd	61,1	60,4	60,4	0,0
Frais de gestion du personnel	21	0	0	12.03	cnd	15,3	17,2	17,2	14,0
Frais de formation du personnel	21	0	0	12.04	cnd	0,0	1,8	1,8	2,5
Frais liés à l'informatisation de l'administration	21	0	0	12.05	cnd	0,0	5,0	10,5	8,4
Frais de déménagement et de première installation	21	0	0	12.07	cnd	1,5	1,0	1,0	2,0
Frais destinés aux missions de contrôle des subsides	21	0	0	12.08	cnd	7,0	0,0	0,0	0,0
Missions SHE et médecine du travail	21	0	0	12.09	cnd	1,0	1,0	1,5	1,5
Frais de fonctionnement pour la mission de contrôle des subsides et d'aide à la gestion des A.S.B.L.	21	0	0	12.10	co ce	0,0 0,0	4,0 11,0	0,0 11,0	8,0 0,0
Frais de fonctionnement	21	0	0	12.11	cnd				27,0
Frais de location	21	0	0	12.12	cnd				37,2
Dotation au Service social	21	0	0	33.01	cnd	6,2	7,5	7,5	8,2

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Subventions de politique générale	21	0	0	33.02	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention à l'Orbem pour le cofinancement d'emplois contractuels subventionnés	21	0	0	40.01	cnd	65,0	65,0	40,0	15,0
Achat d'un bâtiment administratif	21	0	0	71.01	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Aménagement bâtiment administratif	21	0	0	72.01	co ce	10,0 50,0	10,0 50,0	10,0 50,0	17,0 7,0
Dépenses patrimoniales	21	0	0	74.01	cnd	2,5	2,5	2,5	1,9
Achat de matériel informatique et bureautique	21	0	0	74.02	cnd	9,0	4,0	2,0	2,0
Total programme 0					cnd co ce	553,9 10,0 50,0	546,3 14,0 61,0	539,2 10, 61,0	522,4 25,0 7,0
Prog. 1 : Dotation spéciale de la Communauté française									
Intérêts dus en vertu de l'article 7, paragraphe 8, du décret II du 19.7.1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	21	1	0	21.01	cnd	0,0	0,7	1,0	0,0
Remboursement de la dotation	21	1	0	41.01	cnd	0,0	22,9	22,9	0,0
Total programme 1					cnd	0,0	23,6	23,9	0,0
TOTAL DIVISION 21					cnd co ce	553,9 10,0 50,0	569,9 14,0 61,0	563,1 10,0 61,0	522,4 25,0 7,0
DIVISION 22 : AIDE AUX PERSONNES									
Prog. 1 : Action sociale									
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de missions (déplacements, séjours...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	22	1	0	12.01	cnd	1,5	1,4	1,4	1,4
Promotion, publication, diffusion	22	1	0	12.02	cnd	0,5	0,5	0,5	0,1
Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale, 3e âge	22	1	0	33.01	cnd	17,9	17,9	17,9	17,0
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale	22	1	0	33.02	cnd caa	0,5 0,1	0,5 0,1	0,5 0,1	1,0
Subventions aux centres de service social et d'action sociale globale	22	1	0	33.03	cnd	66,0	61,1	61,1	72,0
Frais de raccordement, de placement et de location d'un appareil téléphonique et frais d'un système de télévigilance	22	1	0	33.04	cnd	5,0	5,0	5,0	5,0
Subvention à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	22	1	0	33.05	cnd	1,7	1,7	1,7	1,7

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Subventions aux centres d'accueil pour adultes et maisons maternelles	22	1	0	33.06	cnd	46,0	111,0	111,0	125,0
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale (secteur public)	22	1	0	43.02	cnd	3,5	3,5	3,5	0,0
Subventions aux maisons maternelles (secteur public)	22	1	0	43.06	cnd	64,0	0,0	0,0	0,0
Total programme 1					cnd caa	206,6	202,6 0,1	202,6 0,1	223,2
Prog 2 : Cohabitation des communautés locales									
Dépenses de toute nature en matière d'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	12.02	cnd	3,0	2,7	2,7	2,7
Subventions aux associations visant à l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	33.04	cnd caa	75,0	73,7 0,3	83,1 0,3	80,0
Subvention à l'A.S.B.L. « Centre Bruxellois d'Action Interculturelle »	22	2	0	33.05	cnd	0,0	5,2	5,2	5,2
Subventions aux communes en vue de l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	43.05	cnd caa	141,0	141,0	138,6 0,1	145,0
Total programme 2					cnd caa	219,0	222,6 0,3	229,6 0,4	232,9
Progr. 3 : Personnes handicapées									
Activité 0 : Politique d'aide aux personnes handicapées									
Rémunération du personnel de l'Etoile Polaire	22	3	0	11.01	cnd	11,7	11,7	14,6	0,0
Dépenses de fonctionnement de l'Etoile Polaire	22	3	0	12.01	cnd	2,7	2,7	1,7	0,0
Dépenses de toute nature pour la politique d'aide aux personnes handicapées	22	3	0	12.03	cnd	1,0	1,0	1,0	0,0
Subvention en vue de payer la prime syndicale	22	3	0	33.01	cnd caa	0,3	0,8 0,9	0,8 0,9	0,0 0,0
Subventions aux services d'aide précoce	22	3	0	33.07	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions aux services d'accompagnement et d'aide précoce	22	3	0	33.08	cnd	26,0	26,0	25,3	0,0
Subventions relatives à la prévention, promotion, à l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées	22	3	0	33.09	cnd	15,0	15,0	15,7	0,0
Subventions aux Institutions médico-socio-pédagogiques (IMP — secteur privé)	22	3	0	33.10	cnd	1525,3	1525,3	1519,7	0,0
Dotation au Fonds bruxellois pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	22	3	0	41.03	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Intervention dans l'enseignement spécial de la Communauté française (jeunes adultes)	22	3	0	41.04	cnd	7,5	7,5	7,5	0,0
Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées — Intérêts sur emprunts	22	3	0	43.04	cnd	6,5	6,5	6,5	0,0
Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées — Remboursement d'emprunts	22	3	0	63.04	cnd	6,9	6,9	6,9	0,0
Investissements de l'Etoile Polaire	22	3	0	74.01	cnd caa	1,0	1,0	0,9 0,3	0,0
Total activité 0					cnd caa	1603,9	1604,4 0,9	1600,6 1,2	0,0
Activité 1 : Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées									
Crédit provisionnel destiné à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	22	3	1	01.01	cnd	805,0	805,0	805,0	0,0
Total activité 1					cnd	805,0	805,0	805,0	0,0
Activité 2 : Subsistance du service à gestion séparée									
Rémunération du personnel de l'Etoile Polaire	22	3	2	11.01	cnd				15,0
Rémunération du personnel du service à gestion séparée	22	3	2	11.02	cnd				106,3
Dépenses de fonctionnement du service à gestion séparée	22	3	2	12.10	cnd				17,1
Dépenses de fonctionnement de l'Etoile Polaire	22	3	2	12.11	cnd				1,7
Dépenses patrimoniales du service à gestion séparée	22	3	2	74.01	cnd				1,2
Dépenses patrimoniales de l'Etoile Polaire	22	3	2	74.02	cnd				1,0
Total activité 2					cnd	0,0	0,0	0,0	142,3
Activité 3 : Service à gestion séparée									
Dotations au service à gestion séparée	22	3	3	41.03	cnd				2.351,6
Total activité 3					cnd	0,0	0,0	0,0	2.351,6
Total programme 3					cnd cnd	2.408,9	2.409,4 0,9	2.405,6 1,2	2.493,9

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Programme 4 : Famille									
Dépenses de toute nature en matière de politique familiale	22	4	0	12.04	cnd	0,8	0,8	0,8	0,8
Subvention aux services agréés d'aide aux familles	22	4	0	33.12	cnd	536,0	536,0	555,5	575,0
Subventions aux centres PMF	22	4	0	33.13	cnd	155,8	155,8	148,8	160,0
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées (secteur privé)	22	4	0	33.14	cnd	2,4	2,4	2,4	2,4
Formation d'aides familiales	22	4	0	33.15	cnd	6,6	6,6	6,0	6,6
Total programme 4					cnd	701,6	701,6	713,5	744,8
Programme 5 : Infrastructures sociales									
Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (intérêts)	22	5	0	43.21	cnd	5,0	5,0	3,6	2,5
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur privé)	22	5	0	52.01	co ce	77,0 60,0	77,0 60,0	82,0 60,0	60,0 60,0
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur public)	22	5	0	63.21	co ce	25,5 20,0	25,5 20,0	20,5 20,0	25,0 20,0
Subventions aux communes pour achat et aménagement de terrains de camping pour nomades	22	5	0	63.24	cnd	0,2	0,2	0,2	0,2
Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (amortissements)	22	5	0	63.26	cnd	1,5	1,5	1,5	1,8
Total programme 5					cnd co ce	6,7 102,5 80,0	6,7 102,5 80,0	5,3 102,5 80,0	4,5 85,0 80,0
TOTAL DIVISION 22					cnd co ce caa	3.542,8 102,5 80,0	3.542,9 102,5 80,0 1,3	3.556,6 102,5 80,0 1,7	3.699,3 85,0 80,0
DIVISION 23 : SANTE									
Prog. 1 : Support de la politique générale									
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	23	1	0	12.01	cnd	2,0	1,8	1,3	1,6
Promotion, publication, diffusion	23	1	0	12.02	caa cnd	2,6	0,1 2,6	0,1 3,0	3,0
Subventions pour recherches dans le domaine de la santé	23	1	0	33.01	cnd	4,1	4,1	4,1	4,1
Subventions aux centres de santé intégrée	23	1	0	33.02	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Subventions aux associations en matière de santé	23	1	0	33.03	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	23	1	0	33.11	cnd	4,0	4,0	4,0	4,0
Subventions pour des initiatives en matière de Santé	23	1	0	33.13	cnd	20,0	27,0	34,6	31,0
					caa		0,1	0,1	
Subventions pour des initiatives en matière de promotion à la Santé	23	1	0	33.14	cnd	4,0	4,0	4,0	8,5
Total programme 1					cnd caa	36,7	43,5 0,2	51,0 0,2	52,2
Progr. 2 : Services ambulatoires									
Promotion et diffusion	23	2	0	12.02	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions aux services de santé mentale	23	2	0	33.04	cnd	338,0	338,0	338,0	348,0
Subventions aux centres de télé-accueil	23	2	0	33.05	cnd	22,0	21,0	21,0	22,0
Subventions pour des études et des initiatives originales en santé mentale	23	2	0	33.06	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions pour les lieux d'accompagnement psycho-social de la petite enfance	23	2	0	33.07	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions aux associations de santé intégrée	23	2	0	33.15	cnd	45,0	41,0	41,0	41,5
Subventions aux services actifs en matière de toxicomanie	23	2	0	33.16	cnd	95,0	100,0	100,0	101,0
Subventions aux services de promotion et de développement sanitaires	23	2	0	33.17	cnd	8,0	6,0	6,0	8,0
Total programme 2					cnd	508,0	506,0	506,0	520,5
Prog. 3 : Lutte contre les toxicomanies									
Subventions aux actions dans le domaine des toxicomanies	23	3	0	33.08	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions aux initiatives	23	3	0	33.12	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Total programme 3					cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Prog. 4 : Soins à domicile									
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs	23	4	0	33.09	cnd	15,0	15,0	15,0	17,0
Subventions aux centres de coordination	23	4	0	33.10	cnd	35,0	35,0	31,4	35,0
Total programme 4					cnd	50,0	50,0	46,4	52,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Prog. 5 : Infrastructure Subventions d'investissement dans les infrastructures de santé	23	5	0	52.01	co ce	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0	30,0 55,0
Total programme 5					co ce	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0	30,0 55,0
TOTAL DIVISION 23					cnd co ce caa	594,7 20,0 40,0	599,5 31,0 35,0 0,2	603,4 31,0 35,0 0,2	624,7 30,0 55,0
DIVISION 24 : TOURISME									
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	24	0	0	12.01	cnd	6,0	5,8	2,8	4,0
Promotion, publication, diffusion	24		0	12.02	cnd caa	4,0	3,6	6,6 1,1	4,0
Frais de fonctionnement — Auberges de jeunesse	24		0	12.03	cnd	1,7	1,7	1,7	1,8
Subventions aux associations actives en matière sociale	24		0	33.02	cnd caa	41,7	38,3	43,3 0,1	40,7
Subventions aux associations de tourisme social	24		0	33.03	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention de fonctionnement à l'O.P.T.	24		0	43.01	cnd	105,5	110,7	111,1	131,5
Subvention d'investissement en tourisme social (secteur privé)	24		0	52.03	co ce	10,0 90,0	10,0 90,0	9,4 90,0	3,0 43,0
Subvention d'équipement touristique (privé)	24		0	52.04	co ce	20,0 50,0	20,0 50,0	20,0 45,0	29,0 2,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. privé)	24		0	53.02	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissement en tourisme social (sect. privé)	24		0	53.03	co ce	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Subventions d'équipements touristiques (secteur privé)	24		0	53.04	co ce	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Subvention à l'O.P.T. pour ses dépenses d'investissement	24		0	63.01	cnd	5,2	0,0	0,0	0,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. public)	24		0	63.03	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. public)	24		0	63.04	co ce	20,0 30,0	5,0 10,0	5,0 10,0	5,0 5,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Investissement Indications touristiques	24		0	70.01	co	0,0	15,0	15,0	25,0
					ce	0,0	20,0	40,0	5,0
Investissement en tourisme social (sect. public)	24		0	73.01	co	42,5	42,5	29,0	20,0
					ce	45,0	45,0	31,5	21,0
TOTAL DIVISION 24					cnd	164,1	160,1	165,5	182,0
					co	92,5	92,5	78,4	82,0
					ce	215,0	215,0	216,5	76,0
					caa			1,2	
DIVISION 25 : TRANSPORT SCOLAIRE									
Rémunération du personnel d'accompagnement	25	0	0	11.04	cnd	24,5	24,5	24,5	27,0
Dépenses de toute nature relatives au transport scolaire	25	0	0	12.02	cnd	7,0	7,0	10,0	0,0
Frais de transport	25	0	0	12.03	cnd	118,5	118,5	118,5	121,0
Dépenses de toute nature relatives au transport scolaire	25	0	0	12.11	cnd				8,5
TOTAL DIVISION 25					cnd	150,0	150,0	153,0	156,5
DIVISION 26 : FORMATION PROFESSIONNELLE									
Prog. 1 : Support général de la politique de formation professionnelle									
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	26	1	0	12.01	cnd	1,0	1,0	1,0	1,0
Promotion, publication, diffusion	26	1	0	12.02	cnd	2,0	1,8	1,8	2,0
					caa		0,2	0,2	
Intervention dans la mise en œuvre et l'évaluation des programmes européens des objectifs 3 et 4 du F.S.E. et des initiatives communautaires	26	1	0	12.03	co	1,9	1,9	0,0	1,7
					ce	2,3	2,3	2,6	0,6
Promotion d'activités et soutien en concertation avec l'IBFFP et la cellule FSE à des actions d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.01	cnd	3,5	3,5	5,7	3,5
Décret du 27.4.1995 : agrément et fonctionnement de base	26	1	0	33.02	cnd	59,2	59,2	59,1	63,2
Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'apiculture	26	1	0	33.03	cnd	0,4	0,4	0,4	0,4
Initiatives de formation pour appointés et salariés hors IBFFP, notamment les indemnités de promotion sociale	26	1	0	33.04	cnd	0,5	0,5	0,5	0,5

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Intervention dans le traitement du personnel des A.S.B.L. bruxelloises d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.05	cnd	3,7	3,7	3,8	3,8
Subventions d'initiatives de diffusion et d'information liées aux activités d'insertion socio-professionnelle et notamment le magazine Insertion	26	1	0	33.06	cnd	0,8	0,8	0,8	0,8
Subventions à des activités de toute nature organisées par d'autres pouvoirs publics, en ce compris pour les activités de la Délégation Interministérielle aux Solidarités Urbaines	26	1	0	43.03	cnd	4,0	4,0	2,0	4,0
Remboursement à l'ORBEM d'un paiement indu dans comptes 1996	26	1	0	43.04	cnd	0,0	0,0	3,7	0,0
Total programme 1					cnd co ce caa	75,1 1,9 2,3	74,9 1,9 2,3 0,2	78,8 0,0 2,6 0,2	79,2 1,7 0,6
Prog. 2 : Classes moyennes									
Dépenses de toute nature en faveur de la formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	12.01	cnd	4,0	4,0	4,0	5,5
Subvention en matière de formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	33.01	cnd	4,0	4,0	4,0	6,5
Subvention pour la formation des indépendants	26	2	0	41.01	cnd	149,6	156,6	153,6	175,0
Subvention de fonctionnement à l'IFPME	26	2	0	41.02	cnd	37,1	37,1	43,1	43,1
Charges immobilières des centres de formation	26	2	0	61.01	cnd	32,0	31,6	28,6	32,0
Total programme 2					cnd	226,7	233,3	233,3	262,1
Prog. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle									
Subvention à l'Institut pour son fonctionnement et ses actions de formation organisées dans le cadre de la gestion paritaire (y compris la sous-traitance avec des tiers et la collaboration avec les secteurs professionnels)	26	3	0	43.05	cnd	682,2	682,2	682,2	744,4
Subventions accordées à l'Institut pour les actions de formation organisées dans le cadre de partenariat avec des acteurs privés ou publics	26	3	0	43.06	cnd	80,0	80,0	80,0	80,0
Total programme 3					cnd	762,2	762,2	762,2	824,4
TOTAL DIVISION 26					cnd co ce caa	1.064,0 1,9 2,3	1.070,4 1,9 2,3 0,2	1.074,3 0,0 2,6 0,2	1.165,7 1,7 0,6

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
DIVISION 27 : DETTES									
Activité 1 : Bâtiments scolaires									
Frais de fonctionnement	27	0	1	12.01	cnd	0,0	1,0	1,1	0,0
Frais de fonctionnement	27	0	1	12.11	cnd				1,1
Intérêts emprunt de soudure	27	0	1	43.02	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Dotation à la Spabs	27	0	1	43.03	cnd	561,0	561,0	561,0	527,7
Amortissement emprunt de soudure	27	0	1	63.02	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Total activité 1					cnd	561,0	562,0	562,1	528,8
Activité 2 : Dette ex-Province									
Intérêts des emprunts	27	0	2	21.11	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement des emprunts	27	0	2	91.11	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Total activité 2					cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Activité 3 : Emprunts garantis par le Fonds de garantie des bâtiments scolaires									
Intérêts des emprunts	24	0	3	21.11	cnd	2,4	2,4	2,4	0,9
Amortissement	27	0	3	91.11	cnd	3,1	3,1	3,1	3,4
Total activité 3					cnd	5,5	5,5	5,5	4,3
Activité 4 : Ex-F.B.I.S.P.P.H.									
Intérêts des emprunts	27	0	4	21.11	cnd				5,4
Amortissement	27	0	4	91.11	cnd				7,1
Total activité 4					cnd				12,5
TOTAL DIVISION 27					cnd	566,5	567,5	567,6	545,6
DIVISION 28 : EQUIPEMENTS SPORTIFS									
Subventions aux associations	28	0	0	33.01	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions aux associations en matière d'investissement	28	0	0	52.01	cnd	7,0	7,0	7,0	0,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Investissement en matière d'infrastructures sportives privées (A.R. 01/04/77)	28	0	0	52.02	co ce	10,0 10,0	10,0 10,0	10,0 10,0	7,0 7,0
Investissements en matière d'infrastructures sportives privées	28	0	0	63.01	co ce	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0
Acquisition de biens d'investissement	28	0	0	74.01	cnd	0,0	0,0	0,0	10,0
TOTAL DIVISION 28					cnd co ce	7,0 10,0 10,0	7,0 10,0 10,0	7,0 10,0 10,0	10,0 7,0 7,0
DIVISION 29 : DEPENSES LIEES A LA SCISSION DE LA PROVINCE DE BRABANT									
Activité 1 : Subsistance									
Dépenses relatives aux pensions des agents de l'ex-province de Brabant admis à la retraite avant le 1/1/95	29	0	1	11.05	cnd	44,0	44,0	44,0	0,0
Dépenses relatives aux pensions des agents de l'ex-province de Brabant admis à la retraite avant le 1/1/95	29	0	1	11.20	cnd				44,4
Total activité 1					cnd	44,0	44,0	44,0	44,4
Activité 2 : Complexe sportif									
Rémunération du personnel	29	0	2	11.01	cnd	18,2	18,2	21,0	25,0
Charges et provisions pour les pensions	29	0	2	11.02	cnd	3,4	3,4	3,4	5,0
Frais de fonctionnement	29	0	2	12.01	cnd	7,2	7,2	8,0	0,0
Frais de fonctionnement	29	0	2	12.11	cnd				10,0
Dépenses patrimoniales	29	0	2	74.01	cnd	18,0	18,0	18,0	18,0
Total activité 2					cnd	46,8	46,8	50,4	58,0
Activité 3 : Enseignement									
Rémunération du personnel hors Haute-Ecole	29	0	3	11.01	cnd	270,0	270,0	300,0	310,0
Rémunération du personnel de la Haute-Ecole	29	0	3	11.02	cnd	47,0	47,0	53,0	54,0
Charges et provisions pour les pensions	29	0	3	11.03	cnd	49,0	49,0	25,0	35,6
Rémunérations des animateurs et coordinateurs des activités parascolaires	29	0	3	11.04	cnd	1,3	1,3	1,3	1,0
Frais relatifs aux missions internationales	29	0	3	12.00	cnd	1,0	1,0	1,0	1,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
Dépenses de fonctionnement des écoles de la Commission communautaire française, hors Haute-Ecole	29	0	3	12.01	cnd	193,0	193,0	211,0	0,0
Activités parascolaires	29	0	3	12.02	cnd	0,7	0,7	0,7	0,0
Dépenses de fonctionnement des activités parascolaires	29	0	3	12.10	cnd				0,5
Dépenses de fonctionnement des écoles de la Commission communautaire française, hors Haute-Ecole	29	0	3	12.11	cnd				210,0
Subventions de fonctionnement à la Haute Ecole Lucia de Brouckère	29	0	3	43.05	cnd	15,0	15,0	15,0	15,0
Subvention de fonctionnement aux établissements de la Commission communautaire française à gestion séparée	29	0	3	43.06	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de biens meubles durables pour les établissements de la Commission communautaire française à gestion séparée	29	0	3	63.06	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de biens meubles durables pour la Haute Ecole	29	0	3	63.07	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de terrains et de bâtiments, construction, aménagement	29	0	3	72.01	co	200,0	200,0	129,0	200,0
					ce	400,0	400,0	370,0	400,0
Sortie d'indivision	29	0	3	72.02	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de biens meubles pour les établissements de la Commission communautaire française, hors Haute-Ecole	29	0	3	74.01	cnd	34,0	34,0	34,0	35,0
Achat de biens meubles durables pour la Haute Ecole	29	0	3	74.02	cnd	9,4	9,4	9,4	9,4
Achat de biens meubles durables pour les activités parascolaires	29	0	3	74.03	cnd	0,5	0,5	0,5	0,5
Total activité 3					cnd co ce	620,9 200,0 400,0	620,9 200,0 400,0	650,9 129,0 370,0	672,0 200,0 400,0
Activité 5 : Autres dépenses liées à la scission de la Province de Brabant									
Dépenses relatives à la culture	29	0	5	01.01	cnd caa	0,0	0,0 0,6	0,0 0,6	0,0
Travaux de rénovation et d'aménagement	29	0	5	72.10	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0
Total activité 5					cnd caa	0,0	0,0 0,6	0,0 0,6	0,0
TOTAL DIVISION 29					cnd co ce caa	711,7 200,0 400,0	711,7 200,0 400,0 0,6	745,3 129,0 370,0 0,6	774,4 200,0 400,0

BUDGET 1999 (Décret) Intitulé	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	1998 init.	1 ^{er} ajust.	2e ajust.	1999
<i>(en millions)</i>									
DIVISION 30 : RELATIONS EXTERIEURES									
Activité 0 : Relations internationales									
Frais de missions et de réceptions des Membres du Collège et des membres de cabinet	30	0	0	12.00	cnd	2,0	2,0	1,6	0,0
Prestations de tiers, missions, frais d'études, colloques	30	0	0	12.01	cnd	0,8	0,8	0,6	0,0
Dépenses de promotion, diffusion, publication	30	0	0	12.02	cnd	1,2	1,2	0,4	0,0
Subventions aux associations	30	0	0	33.01	cnd	8,5	8,5	1,4	0,0
Transfert au C.G.R.I.	30	0	0	45.01	cnd				12,5
Total activité 0	cnd				cnd	12,5	12,5	4,0	12,5
Activité 1 : Politique générale									
Promotion, publication & diffusion	30	0	1	12.01	cnd	2,0	6,6	2,1	0,4
Subventions de politique générale	30	0	1	33.01	cnd	17,3	12,3	11,8	17,3
Infrastructure (Bruxelles 2000)	30	0	1	74.01	co	110,0	110,0	110,0	110,0
					ce	211,0	211,0	213,4	70,0
Dépenses patrimoniales	30	0	1	74.02	cnd	0,0	0,0	5,0	0,0
Total activité 1					cnd	19,3	18,9	18,9	17,7
					co	110,0	110,0	110,0	110,0
					ce	211,0	211,0	213,4	70,0
Activité 2 : Etudes et Communication									
Promotion et diffusion	30	0	2	12.01	cnd				1,3
Prestations de tiers, études	30	0	2	12.02	cnd				0,2
Total activité 2									1,5
TOTAL DIVISION 30					cnd	31,8	31,4	22,9	31,7
					co	110,0	110,0	110,0	110,0
					ce	211,0	211,0	213,4	70,0
TOTAL BUDGET MATIERES TRANSFEREES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET DE LA PROVINCE									
					cnd	7.782,7	7.803,6	7.851,9	8.114,9
					co	546,9	561,9	470,9	540,7
					ce	1.006,0	1.014,3	988,5	695,6
					caa		2,3	3,9	
Total cnd + co + caa						8.329,6	8.367,8	8.326,7	8.655,6

VERTALING

N. 99 — 447

[C - 98/31652]

27 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1999 (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, paragraaf 1, eerste lid, 116, paragraaf 1, 121, paragraaf 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de aan het begrotingsjaar 1999 verbonden begrotingsuitgaven van de Franse Gemeenschapscommissie worden kredieten geopend ten bedrage van :

(in miljoen frank)

	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
Niet-gesplitste kredieten	8.114,9	8.114,9
Gesplitste kredieten	695,6	540,7
TOTAAL	8.810,5	8.655,6

Deze kredieten worden vermeld in de bij het onderhavig decreet gevoegde tabel.

Art. 3. In afwijking op artikel 15 van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846 en artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de vastlegging van de uitgaven van de diensten van het bestuur, kunnen er voorschotten ten bedrage van 10.000.000 BEF worden toegekend aan de buitengewone boekhouders voor het betalen, los van de kleine uitgaven, van schuldvorderingen die niet meer bedragen dan 200.000BEF (BTW inbegrepen).

Machtiging wordt verleend aan deze boekhouders om aan de ambtenaren of deskundigen die naar het buitenland worden gestuurd voor een opdracht, de nodige voorschotten toe te kennen, zelfs indien deze voorschotten meer bedragen dan 200.000 BEF en voor zover ze niet meer dan 400.000 frank bedragen.

De betaling van vergoedingen aan deskundigen die uit andere landen komen en van de kosten die voortvloeien uit afspraken met vreemde landen, kunnen eveneens gebeuren via een voorschot, voor zover ze niet meer dan 400.000 frank bedragen.

De buitengewone boekhouder, die is aangesteld door het College, mag schuldvorderingen betalen die niet meer bedragen dan 400.000 BEF (BTW inclusief) aan de hand van voorschotten die zijn geboekt op de volgende basisallocaties : 22.32.12.10 en 22.32.74.01.

De boekhouder van het sportcomplex te Anderlecht mag schuldvorderingen betalen die niet meer bedragen dan 300.000 BEF aan de hand van voorschotten die zijn geboekt op basisallocaties 29.02.12.11 en 29.02.74.01.

Inzake onderwijs mogen er voorschotten worden toegekend voor een maximum van 15.000.000 frank aan de buitengewone boekhouders ten laste van de begrotingsartikelen 29.03.12.01 en 29.03.74.01 van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie waarvan de namen volgen :

- Institut Emile Gryson;
- Institut Redoute-Peiffer;
- de kostschool van de Franse Gemeenschapscommissie;
- Institut Roger Lambion;
- Institut Roger Guilbert;
- COOVI, Algemene zaken.

Inzake onderwijs mogen er voorschotten worden toegekend op basisallocatie 29.03.74.01 (aankoop van duurzame goederen) om schuldvorderingen van niet meer dan 400.000 BEF (BTW inclusief) te betalen, los van de kleine uitgaven.

Er kunnen voorschotten van maximum 25.000.000 worden toegekend aan de buitengewone boekhouder ten laste van het begrotingsartikel aangaande de betaling van de kosten voor het leerlingenvervoer.

Inzake leerlingenvervoer kunnen de voorschotten dienen voor de schuldvorderingen, ongeacht het bedrag hiervan, voor zover de opdrachten zijn vastgelegd in een contract.

Art. 4. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 betreffende de organisatie van het Rekenhof, kunnen de in artikel 15-2° van voornoemde wet bedoelde voorschotten dienen voor de betaling van de aansluitings-, plaatsings- en huurkosten van een telefoontoestel en de kosten voor een telebewakingsstelsel en dit ten laste van basisallocatie 22.10.33.04.

Art. 5. In afwijking van artikel 40, §1 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, gebeurt de betaling van de geboortepremie en van de vergoeding voor begrafeniskosten overeenkomstig de regelen die zijn voorzien in artikel 41 van dezelfde wetten.

Art. 6. Voorschotten kunnen worden toegekend aan advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders handelend voor rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 7. De interesten en aflossingen van de leningen die respectievelijk zijn geboekt op basisallocaties :

22.50.43.21	Leningen voor de sociale infrastructuren (interesten)
22.50.63.26	Leningen voor de sociale infrastructuren (aflossingen)
27.01.43.03	Dotatie aan de Bestuursmaatschappij voor Brusselse schoolgebouwen
27.03.21.11	Leningen waarvoor Garantiefonds van de schoolgebouwen borg staat (interesten)
27.03.91.11	Leningen waarvoor Garantiefonds van de schoolgebouwen borg staat (aflossingen)
27.04.21.11	Leningen van het voormalig Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces (interesten)
27.04.91.11	Leningen van het voormalig Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces (aflossingen)

kunnen worden afbetaald volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Deze procedure is eveneens van toepassing op de uitgaven die zijn geboekt op basisallocatie 21.00.12.11 en die betrekking hebben op de bank- en portkosten - meer bepaald de postassignaties.

Deze procedure is eveneens van toepassing op de uitgaven voor de zitpenningen en de toelagen voor de bezoldiging van personen die niet zijn onderworpen aan het BTW-stelsel en geboekt op volgende basisallocaties :

21.00.12.04	Kosten personeelsopleiding (Evaluatiecommissie voor de aankoop, erelonen van de opleiders)
21.00.12.11	Werkingskosten (Disciplinaire beroepskamer, beroepskamer voor de evaluatie, de Commissie voor de openbaarheid van de bestuursakten)
22.10.12.01	Prestaties van derden, studieonkosten, colloquium, onkosten voor de leden van het bestuur en personen die niet behoren tot het bestuur (Adviesraad voor Welzijnszorg)
22.20.12.02	Allerlei uitgaven inzake immigratie (Comité van Deskundigen - Sector sociale integratie)
23.10.12.01	Prestaties van derden, studieonkosten, colloquium, onkosten voor de leden van het bestuur en personen die niet behoren tot het bestuur (Adviesraad voor Gezondheidszorg)
29.03.12.11	Werkingsuitgaven van de Scholen van de FGC, uitgezonderd de Haute Ecole (onderricht, examenjury, conferenties, didactische lessen).

Art. 8. In afwijking van de artikelen 5 en 6 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kunnen schuldvorderingen van vorige jaren aangezuiverd worden ten laste van de kredieten die bij dit decreet geopend worden met betrekking tot :

B.A. 01.00.11.02	Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van de Voorzitter van het College H. Hasquin
B.A. 02.00.11.02	Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College Ch. Picque
B.A. 03.00.11.02	Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College D. Gosuin
B.A. 04.00.11.02	Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College E. Andre
B.A. 05.00.11.02	Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College E. Tomas
B.A. 21.00.11.03	Bezoldiging van het personeel
B.A. 21.00.11.04	Bezoldiging van het contractueel personeel
B.A. 21.00.11.05	Personeelsonkosten
B.A. 21.00.11.06	Pensioenen rechtstreeks uitbetaald aan het personeel
B.A. 21.00.11.07	Pensioenslasten en -provisies
B.A. 21.00.11.30	Pensioen wegens ongeschiktheid
B.A. 21.00.12.03	Kosten personeelsbeheer
B.A. 21.00.12.04	Kosten voor de personeelsopleiding

B.A. 21.00.12.05	Kosten voor de informatisering van het bestuur
B.A. 21.00.12.11	Algemene werkingskosten
B.A. 21.00.12.12	Huur gebouwen
B.A. 21.00.74.01	vermogensuitgaven
B.A. 21.10.33.03	toelagen aan Centra voor maatschappelijke dienstverlening en globale sociale actie
B.A. 22.10.33.05	toelage aan vzw sociaal intersectorieel fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen in Brussel-Hoofdstad
B.A. 22.30.11.01	Bezoldiging personeel Etoile Polaire
B.A. 22.30.33.01	Toelage vakbondspremie
B.A. 22.30.33.10	Toelagen aan PMS-instellingen (privé-sector)
B.A. 22.30.74.01	Etoile Polaire (erfgoed)
B.A. 22.32.11.01	Bezoldiging personeel Etoile Polaire
B.A. 22.32.11.02	Bezoldiging dienst in onafhankelijk beheer
B.A. 22.32.12.10	Werkingsuitgaven - dienst in onafhankelijk beheer
B.A. 22.32.12.11	Werkingsuitgaven - Etoile Polaire
B.A. 22.32.74.01	Vermogensuitgaven van de dienst in onafhankelijk beheer
B.A. 22.32.74.02	Vermogensuitgaven van Etoile Polaire
B.A. 22.40.33.12	Toelagen aan de erkende diensten voor gezinsbijstand
B.A. 22.40.33.13	Toelagen PMF-centra
B.A. 22.40.33.15	Gezinsbijstandsopleiding
B.A. 23.20.33.04	Toelagen aan diensten voor geestelijke gezondheidszorg
B.A. 23.20.33.05	Toelagen aan diensten voor tele-onthaal
B.A. 23.20.33.06	Toelagen voor studies en originele initiatieven op het vlak van de geestelijke gezondheidszorg
B.A. 23.20.33.16	Toelage aan de diensten die werkzaam zijn op het domein van de drugsverslaving
B.A. 24.00.12.01	Prestaties van derden, kosten voor vergaderingen
B.A. 24.00.12.02	Promotie, publicatie, verspreiding
B.A. 25.00.11.04	Bezoldiging van het personeel Leerlingenvervoer
B.A. 26.10.33.04	Opleidingsinitiatieven voor loontrekkenden (uitgezonderd BFIBO)
B.A. 29.01.11.20	Pensioenen ambtenaren voormalige provincie Brabant die op rust zijn gesteld op 1 januari 1995
B.A. 29.02.11.01	Bezoldiging personeel Sportcomplex
B.A. 29.02.11.02	Pensioenlasten en -provisie (Sportcomplex)
B.A. 29.03.11.01	Bezoldiging personeel uitgezonderd Haute Ecole
B.A. 29.03.11.02	Bezoldiging personeel Haute Ecole
B.A. 29.03.11.03	Pensioenlasten en -provisies
B.A. 29.03.11.04	Parascolaire activiteiten : bezoldiging animatoren en coördinatoren
B.A. 29.03.12.10	Werkingsuitgaven parascolaire activiteiten
B.A. 29.03.12.11	Werkingsuitgaven

Art. 9. Het College is gemachtigd om werkings- en investeringstoelagen toe te kennen ten laste van de hiernavolgende basisallocaties, vermeld in de administratieve begroting :

21.00.33.01	Toelagen aan de sociale dienst
21.00.40.01	Toelagen aan BGDA voor de cofinanciering van gesubsidieerde contractuele banen
22.10.33.01	Toelagen aan instellingen voor sociale hulpverlening, hulpverlening aan gezinnen en aan de derde leeftijd
22.10.33.02	Toelagen voor studiën en initiatieven op sociaal vlak
22.10.33.04	Toelagen voor telebewaking
22.10.33.05	Toelagen aan de vzw "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"

22.10.33.06	Toelagen aan de opvangcentra voor volwassenen en moederhuizen
22.10.43.02	Toelagen voor sociale studies en initiatieven (openbare sector)
22.20.33.04	Toelagen aan verenigingen ter bevordering van de sociale integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven
22.20.33.05	Toelage aan de vzw « Brussels Centrum voor interculturele actie »
22.20.43.05	Toelagen aan gemeenten ter bevordering van de sociale integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven
22.30.33.01	Toelage vakbondspremie
22.30.33.08	Toelagen aan diensten voor begeleiding en vroegtijdige hulpverlening
22.30.33.09	Toelagen betreffende preventie, bevordering, hulpverlening en sociale integratie van gehandicapten
22.30.41.04	Tegemoetkoming in het bijzonder onderwijs van de Franse Gemeenschap
22.31.01.01	Voorlopig krediet bestemd voor de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces van gehandicapten
22.33.41.03	Dotatie aan de dienst in onafhankelijk beheer
22.40.33.12	Toelagen aan erkende diensten voor bijstand aan gezinnen
22.40.33.14	Toelagen aan diensten voor dagonthaal van oudere mensen
22.40.33.15	Toelagen aan centra voor gezinsbijstandsopleidingen
22.50.63.24	Toelagen aan gemeenten voor aankoop en aanleg van kampeerterreinen voor zwervers
23.10.33.01	Toelagen voor onderzoek in de gezondheidssector
23.10.33.11	Toelagen aan de v.z.w. "Sociaal Intersectorieel fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"
23.10.33.13	Toelagen voor initiatieven op het vlak van de gezondheidszorg
23.10.33.14	Toelagen voor initiatieven op het vlak van de gezondheidspromotie
23.20.33.15	Toelagen aan verenigingen voor geïntegreerde gezondheidszorg
23.20.33.16	Toelagen aan diensten die werkzaam zijn op het vlak van de drugsverslaving
23.20.33.17	Toelagen aan diensten voor promotie en ontwikkeling gezondheidszorg
23.40.33.09	Toelagen aan verenigingen actief op het vlak van palliatieve zorg
23.40.33.10	Toelagen aan coördinatiecentra voor thuisverpleging
24.00.33.02	Toelagen aan verenigingen actief in het toerisme
24.00.43.01	Werkingsstoelage aan de OPT
24.00.52.03	Toelagen voor investeringen in sociaal toerisme
24.00.52.04	Toelagen voor toeristische infrastructuur (privé-sector)
24.00.63.01	Toelage aan de OPT voor investeringsuitgaven
24.00.63.04	Toelagen voor toeristische infrastructuur (openbare sector)
26.10.33.01	Bevordering van activiteiten inzake beroepsopleiding
26.10.33.03	Toelagen aan amateurverenigingen voor tuinbouw en bijenkweek
26.10.43.03	Toelagen aan de interministeriële delegatie inzake stedelijke solidariteit
26.20.33.01	Toelagen voor de opleiding van zelfstandigen en middenstand
26.20.41.01	Toelagen voor de opleiding van zelfstandigen
26.20.41.02	Werkingsstoelage aan het Vormingsinstituut van de Middenstand en de K.M.O.'s
26.20.61.01	Onroerende lasten van de vormingscentra
26.30.43.05	Werkingsstoelagen aan het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding
26.30.43.06	Toelagen aan v.z.w.'s en ondernemingen voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en integratie
27.01.43.03	Dotatie van de Bestuursvennootschap van Brusselse schoolgebouwen
28.00.52.01	Investeringsstoelagen aan verenigingen
28.00.52.02	Investering in particuliere sportinfrastructuur
30.00.33.01	Toelagen aan verenigingen (internationale betrekkingen)
30.01.33.01	Toelagen aan verenigingen (algemeen beleid)

Art. 10. Het College mag de kostprijs van de investeringen voor een zaalatletiekpiste in het Sportcentrum van Woluwe boeken op basisallocatie 28.00.74.01.

Art. 11. De leden van het College en de leden van de Kabinetten kunnen de kosten voor de opdrachten en voor de recepties waaraan zij deelnemen uitdrukkelijk boeken op basistoelage 30.00.12.00 in het kader van de Internationale Betrekkingen.

Art. 12. Voor het begrotingsjaar 1999 mag het College de borg van de Franse Gemeenschapscommissie toekennen voor de leningen aangegaan door de publiekrechtelijke Bestuursvennootschap van de Brusselse schoolgebouwen ten belope van de nog niet afgehouden bedragen op de totale lening van 10,0 miljard BEF in uitvoering van het decreet van 23 november 1993 waarbij de publiekrechtelijke Bestuursvennootschap van de schoolgebouwen voor het onderwijs georganiseerd door de openbare overheden leningen mag aangaan waar de Franse Gemeenschapscommissie borg voor staat.

Art. 13. In afwijking op artikelen 15 en 22 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kan het voorlopig krediet dat is ingeschreven op de basisallocatie 01.01 van activiteit 1 van programma 3 van afdeling 22 opnieuw worden verdeeld tussen de verschillende programma's van de verschillende afdelingen van de algemene begroting en dit bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 14. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie mag ten laste van basisallocatie 22.31.01.01 verrichtingen uitvoeren op naam en voor rekening van het Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, met inbegrip van eventuele uitgaven met betrekking tot vorige jaren en waarvoor geen enkel krediet kon worden geopend in de vorige begrotingen van dat Fonds.

Art. 15. In afwijking op artikel 4 van de reglementering tot bepaling van criteria voor de toekenning van toelagen vanwege de Staat voor de ontwikkeling van toeristische voorzieningen, mag het College van de Franse Gemeenschapscommissie kredieten vastleggen en ordonnanceren voor de vzw « Passage et Culture ».

HOOFDSTUK II. — *Instelling van openbaar nut*

Art. 16. De begroting van het Brussels Franstalig Instituut voor de Beroepsopleiding voor het begrotingsjaar 1999, dat bij dit decreet is gevoegd, is goedgekeurd.

HOOFDSTUK III. — *Dienst in onafhankelijk beheer*

Art. 17. Niettegenstaande de ontbinding van het BFFSIHIB en in het raam van de statutaire opdrachten, mogen de diensten van dit Fonds gebruik maken van de middelen van laatstgenoemde tot 31 december 1998 om de gesubsidieerden en het personeel te kunnen betalen.

Art. 18. De begroting van de Dienst in onafhankelijk beheer voor het begrotingsjaar 1999, dat is gevoegd bij dit decreet, is goedgekeurd.

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 november 1998.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing,
Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999 :*

Documenten van de vergadering - Ontwerpdecreet nr. 4-II A, nr. 1. - Verslag nr. 4-II A, nr. 2. - Advies van de Vaste Commissie : nr. 4-II A, nr. 3.

Volledig verslag. - Debat en aanneming : zitting van 27 november 1998.

BIJLAGE

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
AFDELING 01 : KABINET VAN DE VOORZITTER VAN HET COLLEGE H. HASQUIN									
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab.	1	0	0	11.02	ngk	23,4	23,4	23,4	23,8
Werkingskosten van het Kabinet	1	0	0	12.19	ngk	3,0	4,0	4,0	3,0
Vermogensuitgaven van het Kabinet	1	0	0	74.01	ngk	1,0	0,0	0,0	1,0
TOTAAL AFDELING 01					ngk	27,4	27,4	27,4	27,8
AFDELING 02 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE Ch. PICQUE									
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab.	2	0	0	11.02	ngk	13,1	13,1	13,1	13,3
Werkingskosten van het Kabinet	2	0	0	12.19	ngk	1,1	1,1	1,1	1,1
Vermogensuitgaven van het Kabinet	2	0	0	74.01	ngk	0,7	0,7	0,7	0,7
TOTAAL AFDELING 02					ngk	14,9	14,9	14,9	15,1
AFDELING 03 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE D. GOSUIN									
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab.	3	0	0	11.02	ngk	13,3	13,3	13,3	13,4
Werkingskosten van het Kabinet	3	0	0	12.19	ngk	1,3	1,3	1,3	1,4
Vermogensuitgaven van het Kabinet	3	0	0	74.01	ngk	0,3	0,3	0,3	0,3
TOTAAL AFDELING 03					ngk	14,9	14,9	14,9	15,1
AFDELING 04 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. ANDRE									
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab	4	0	0	11.02	ngk	14,9	14,9	14,9	15,2
Werkingskosten van het Kabinet	4	0	0	12.19	ngk	2,1	2,1	2,1	2,1
Vermogensuitgaven van het Kabinet	4	0	0	74.01	ngk	0,7	0,7	0,7	0,7
TOTAAL AFDELING 04					ngk	17,7	17,7	17,7	18,0

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
AFDELING 05 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. TOMAS									
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kab	5	0	0	11.02	ngk	22,6	22,6	22,6	22,0
Werkingskosten van het Kabinet	5	0	0	12.19	ngk	4,0	4,0	4,0	4,0
Vermogensuitgaven van het Kabinet	5	0	0	74.01	ngk	0,9	0,9	0,9	0,9
TOTAAL AFDELING 05					ngk	27,5	27,5	27,5	26,9
AFDELING 06 : Raad van de Franse Gemeenschapscommissie									
Dotatie aan de Raad	6	0	0	01.01	ngk	290,8	290,8	290,8	299,7
TOTAAL AFDELING 06					ngk	290,8	290,8	290,8	299,7
AFDELING 21 : ADMINISTRATIE									
Prog. 0 : Bestaansmiddelen									
Provisieel krediet voor de bezoldiging van het personeel overgeheveld van de F.G.	21	0	0	11.02	ngk	10,3	2,5	0,0	13,7
Bezoldiging van het personeel	21	0	0	11.03	ngk	232,0	232,0	235,0	224,0
Bezoldiging van het contractueel personeel	21	0	0	11.04	ngk	69,0	69,0	86,0	112,0
Personeelsonkosten	21	0	0	11.05	ngk	19,2	19,6	19,6	16,0
Directe persioenen van het personeel	21	0	0	11.06	ngk	15,6	15,6	12,0	14,0
Kosten en provisie pensioenen	21	0	0	11.07	ngk	39,2	39,2	39,2	23,0
Vergoeding personeel controlecel toelagen	21	0	0	11.08	ngk	0,0	3,0	3,0	0,0
Pensioenen omwille van onbekwaamheid	21	0	0	11.30	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Werkingskosten (huur inbegrepen)	21	0	0	12.01	ngk	61,1	60,4	60,4	0,0
Kosten personeelsbeheer	21	0	0	12.03	ngk	15,3	17,2	17,2	14,0
Kosten personeelsopleiding	21	0	0	12.04	ngk	0,0	1,8	1,8	2,5
kosten voor informatisering bestuur	21	0	0	12.05	ngk	0,0	5,0	10,5	8,4
Kosten voor verhuis en eerste vestiging	21	0	0	12.07	ngk	1,5	1,0	1,0	2,0
Kosten voor opdrachten i.v.m. controle toelagen	21	0	0	12.08	ngk	7,0	0,0	0,0	0,0
Opdrachten SHE en arbeidsgeneeskunde	21	0	0	12.09	ngk	1,0	1,0	1,5	1,5
Werkingskosten voor controle toelagen	21	0	0	12.10	ok	0,0	4,0	0,0	8,0
					vk	0,0	11,0	11,0	0,0
Werkingskosten	21	0	0	12.11	ngk				27,0
Huuronkosten	21	0	0	12.12	ngk				37,2
Toelage aan de Sociale Dienst	21	0	0	33.01	ngk	6,2	7,5	7,5	8,2

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Toelagen voor algemeen beleid	21	0	0	33.02	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelage aan de BGDA voor de co-financiering van gesubsidieerde contractuele betrekkingen	21	0	0	40.01	ngk	65,0	65,0	40,0	15,0
Aankoop van een administratief gebouw	21	0	0	71.01	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Inrichting administratief gebouw	21	0	0	72.01	ok	10,0	10,0	10,0	17,0
					vk	50,0	50,0	50,0	7,0
Vermogensuitgaven	21	0	0	74.01	ngk	2,5	2,5	2,5	1,9
Aankoop van informatica en kantoorbenodigdheden	21	0	0	74.02	ngk	9,0	4,0	2,0	2,0
Totaal programma 0					ngk	553,9	546,3	539,2	522,4
					ok	10,0	14,0	10,0	25,0
					vk	50,0	61,0	61,0	7,0
Prog. 1 : Bijzondere dotatie van de Franse Gemeenschap									
Interesten verschuldigd krachtens artikel 7 §8 van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden aan het WG en aan de Franse Gemeenschapscommissie	21	1	0	21.01	ngk	0,0	0,7	1,0	0,0
Terugbetaling van de dotatie	21	1	0	41.01	ngk	0,0	22,9	22,9	0,0
Totaal programma 1					ngk	0,0	23,6	23,9	0,0
TOTAAL AFDELING 21					ngk	553,9	569,9	563,1	522,4
					ok	10,0	14,0	10,0	25,0
					vk	50,0	61,0	61,0	7,0
AFDELING 22 : BIJSTAND AAN PERSONEN									
Prog. 1 : Sociale actie									
Prestaties van derden, studiekosten, colloquium, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van de leden van de administratie en van niet tot de administratie behorende personen	22	1	0	12.01	ngk	1,5	1,4	1,4	1,4
Promotie, publicatie & verspreiding	22	1	0	12.02	ngk	0,5	0,5	0,5	0,1
Toelagen aan instellingen voor sociale en familiale hulpverlening en aan de derde leeftijd	22	1	0	33.01	ngk	17,9	17,9	17,9	17,0
Toelagen voor studies en initiatieven op sociaal vlak	22	1	0	33.02	ngk	0,5	0,5	0,5	1,0
					kvj		0,1	0,1	
Centra voor maatschappelijke dienstverlening en algemene maatschappelijke initiatieven	22	1	0	33.03	ngk	66,0	61,1	61,1	72,0

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Aansluitings-, plaatsings- en huurkosten van een telefoontoestel en kosten van een telebewakingssysteem	22	1	0	33.04	ngk	5,0	5,0	5,0	5,0
Toelage aan de v.z.w. "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	22	1	0	33.05	ngk	1,7	1,7	1,7	1,7
Toelagen aan de opvangcentra voor volwassenen en moederhuizen	22	1	0	33.06	ngk	46,0	111,0	111,0	125,0
Toelagen voor studies en initiatieven op sociaal vlak (openbare sector)	22	1	0	43.02	ngk	3,5	3,5	3,5	0,0
Toelagen aan moederhuizen (openbare sector)	22	1	0	43.06	ngk	64,0	0,0	0,0	0,0
Totaal programma 1					ngk kvj	206,6	202,6 0,1	202,6 0,1	223,2
Prog 2 : Samenleven van lokale gemeenschappen									
Uitgaven van allerlei aard op het vlak van sociale integratie van de lokale gemeenschappen en hun samenleving	22	2	0	12.02	ngk	3,0	2,7	2,7	2,7
Toelagen aan verenigingen voor de sociale integratie van migranten en hun samenleving	22	2	0	33.04	ngk	75,0	73,7	83,1	80,0
					kvj		0,3	0,3	
Toelage aan vzw « Centre Bruxellois d'Action Interculturelle »	22	2	0	33.05	ngk	0,0	5,2	5,2	5,2
Toelagen aan de gemeenten voor de sociale integratie van migranten en hun samenleving	22	2	0	43.05	ngk	141,0	141,0	138,6	145,0
Totaal programma 2					kvj ngk kvj	219,0	222,6 0,3	0,1 229,6 0,4	232,9
Progr. 3 : Gehandicapte personen									
Activiteit 0 : Beleid voor bijstand aan gehandicapten									
Etoile Polaire - Bezoldiging van personeel	22	3	0	11.01	ngk	11,7	11,7	14,6	0,0
Etoile Polaire - Werkingsuitgaven	22	3	0	12.01	ngk	2,7	2,7	1,7	0,0
Uitgaven van allerlei aard voor het beleid voor bijstand aan gehandicapten	22	3	0	12.03	ngk	1,0	1,0	1,0	0,0
Toelagen voor de betaling van de vakbondspremie	22	3	0	33.01	ngk	0,3	0,8	0,8	0,0
					kvj		0,9	0,9	0,0
Toelagen aan initiatieven voor vroegtijdige hulpverlening	22	3	0	33.07	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor de begeleidingsdiensten	22	3	0	33.08	ngk	26,0	26,0	25,3	0,0
Toelagen inzake preventie, promotie, bijstand en de sociale integratie van de gehandicapte personen	22	3	0	33.09	ngk	15,0	15,0	15,7	0,0

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Toelagen aan de medisch-sociaal-pedagogische instellingen (PMS privé-sector)	22	3	0	33.10	ngk	1525,3	1525,3	1519,7	0,0
Dotatie aan het Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	22	3	0	41.03	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Tegemoetkoming in het bijzonder onderwijs van de Franse Gemeenschap (adolscenten)	22	3	0	41.04	ngk	7,5	7,5	7,5	0,0
Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces - interesten op leningen	22	3	0	43.04	ngk	6,5	6,5	6,5	0,0
Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces - affossing van leningen	22	3	0	63.04	ngk	6,9	6,9	6,9	0,0
Investerings Etoile Polaire	22	3	0	74.01	ngk kvj	1,0	1,0	0,9 0,3	0,0
Totaal activiteit 0					ngk kvj	1603,9	1604,4 0,9	1600,6 1,2	0,0
Activiteit 1 : Sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces									
Provisioneel krediet voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	22	3	1	01.01	ngk	805,0	805,0	805,0	0,0
Totaal activiteit 1					ngk	805,0	805,0	805,0	0,0
Activiteit 2 : Bestaansmiddelen van de dienst in onafhankelijk beheer									
Bezoldiging personeel Etoile Polaire	22	3	2	11.01	ngk				15,0
Bezoldiging personeel van dienst in onafhankelijk beheer	22	3	2	11.02	ngk				106,3
Werkingsuitgaven dienst in onafhankelijk beheer	22	3	2	12.10	ngk				17,1
Werkingsuitgaven Etoile Polaire	22	3	2	12.11	ngk				1,7
Vermogensuitgaven van dienst in onafhankelijk beheer	22	3	2	74.01	ngk				1,2
Vermogensuitgaven Etoile Polaire	22	3	2	74.02	ngk				1,0
Totaal activiteit 2					ngk	0,0	0,0	0,0	142,3
Activiteit 3 : Dienst in onafhankelijk beheer									
Dotatie aan de dienst in onafhankelijk beheer	22	3	3	41.03	ngk				2351,6
Totaal activiteit 3					ngk	0,0	0,0	0,0	2351,6

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Totaal programma 3					ngk ngk	2.408,9	2.409,4 0,9	2.405,6 1,2	2493,9
Programma 4 : Gezin									
Uitgaven van allerlei aard inzake het gezinsbeleid	22	4	0	12.04	ngk	0,8	0,8	0,8	0,8
Toelagen aan de erkende diensten voor bijstand aan gezinnen	22	4	0	33.12	ngk	536,0	536,0	555,5	575,0
Toelagen aan de raadplegingscentra voor huwelijk en gezin	22	4	0	33.13	ngk	155,8	155,8	148,8	160,0
Toelagen aan dagonthaaldiensten voor bejaarde personen (privé-sector)	22	4	0	33.14	ngk	2,4	2,4	2,4	2,4
Opleiding voor gezinsbijstand	22	4	0	33.15	ngk	6,6	6,6	6,0	6,6
Totaal programma 4					ngk	701,6	701,6	713,5	744,8
Programma 5 : Sociale infrastructuren									
Sociale infrastructuren : toelagen aan plaatselijke besturen (interessen)	22	5	0	43.21	ngk	5,0	5,0	3,6	2,5
Investering in sociale infrastructuren (privé-sector)	22	5	0	52.01	ok vk	77,0 60,0	77,0 60,0	82,0 60,0	60,0 60,0
Investering in sociale infrastructuren (openbare sector)	22	5	0	63.21	ok vk	25,5 20,0	25,5 20,0	20,5 20,0	25,0 20,0
Toelagen aan de gemeenten voor de aankoop en de aanleg van kampeerterrainen voor zwerfers	22	5	0	63.24	ngk	0,2	0,2	0,2	0,2
Sociale infrastructuren : toelagen aan plaatselijke besturen (afschrijvingen)	22	5	0	63.26	ngk	1,5	1,5	1,5	1,8
Totaal programma 5					ngk ok vk	6,7 102,5 80,0	6,7 102,5 80,0	5,3 102,5 80,0	4,5 85,0 80,0
TOTAAL AFDELING 22					ngk ok vk kvj	3542,8 102,5 80,0	3542,9 102,5 80,0 1,3	3556,6 102,5 80,0 1,7	3699,3 85,0 80,0
AFDELING 23 : GEZONDHEID									
Prog. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid									
Uitkeringen aan derden, studieonkosten, colloquia, onkosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van leden van het bestuur en van personen die niet tot het bestuur behoren	23	1	0	12.01	ngk	2,0	1,8	1,3	1,6
Promotie, publicatie en verspreiding	23	1	0	12.02	kvj ngk	2,6	0,1 2,6	0,1 3,0	3,0
Toelagen voor onderzoek op het gebied van gezondheid	23	1	0	33.01	ngk	4,1	4,1	4,1	4,1

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Toelagen aan de geïntegreerde gezondheidscentra	23	1	0	33.02	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan verenigingen voor gezondheidszorg	23	1	0	33.03	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelage aan de V.Z.W. "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	23	1	0	33.11	ngk	4,0	4,0	4,0	4,0
Toelagen voor initiatieven op het vlak van de gezondheid	23	1	0	33.13	ngk kvj	20,0	27,0 0,1	34,6 0,1	31,0
Toelagen voor initiatieven op het vlak van de bevordering van de gezondheid	23	1	0	33.14	ngk	4,0	4,0	4,0	8,5
Totaal programma 1					ngk kvj	36,7	43,5 0,2	51,0 0,2	52,2
Progr. 2 : Geestelijke gezondheidszorg									
Promotie en verspreiding	23	2	0	12.02	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg	23	2	0	33.04	ngk	338,0	338,0	338,0	348,0
Toelagen aan de centra voor tele-onthaal	23	2	0	33.05	ngk	22,0	21,0	21,0	22,0
Toelagen voor originele studies en initiatieven voor geestelijke gezondheidszorg	23	2	0	33.06	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor de psycho-sociale begeleiding van kleine kinderen	23	2	0	33.07	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan verenigingen met geïntegreerde gezondheidszorg	23	2	0	33.15	ngk	45,0	41,0	41,0	41,5
Toelagen aan verenigingen die werkzaam zijn op het vlak van de drugverslaving	23	2	0	33.16	ngk	95,0	100,0	100,0	101,0
Toelagen aan diensten voor bevordering en ontwikkeling van de gezondheidszorg	23	2	0	33.17	ngk	8,0	6,0	6,0	8,0
Totaal programma 2					ngk	508,0	506,0	506,0	520,5
Progr. 3 : Bestrijding van het druggebruik									
Toelagen voor de initiatieven op het vlak van druggebruik	23	3	0	33.08	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor de initiatieven	23	3	0	33.12	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Totaal programma 3					ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Progr. 4 : Thuisverpleging									
Toelagen aan verenigingen op het vlak van palliatieve zorgen	23	4	0	33.09	ngk	15,0	15,0	15,0	17,0
Toelagen aan de coördinatiecentra	23	4	0	33.10	ngk	35,0	35,0	31,4	35,0
Totaal programma 4					ngk	50,0	50,0	46,4	52,0

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Prog. 5 : Infrastructuur Investeringsstoelagen in de gezondheidsinfrastructuren	23	5	0	52.01	ok vk	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0	30,0 55,0
Totaal programma 5					ok vk	20,0 40,0	31,0 35,0	31,0 35,0	30,0 55,0
TOTAAL AFDELING 23					ngk ok vk kvj	594,7 20,0 40,0	599,5 31,0 35,0 0,2	603,4 31,0 35,0 0,2	624,7 30,0 55,0
AFDELING 24 : TOERISME									
Uitkeringen aan derden, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van de leden van de administratie en van personen die niet tot de administratie behoren	24	0	0	12.01	ngk	6,0	5,8	2,8	4,0
Promotie, publicatie en verspreiding	24		0	12.02	ngk kvj	4,0	3,6	6,6 1,1	4,0
Werkingskosten - jeugdherbergen	24		0	12.03	ngk	1,7	1,7	1,7	1,8
Toelagen aan verenigingen actief op sociaal vlak	24		0	33.02	ngk kvj	41,7	38,3	43,3 0,1	40,7
Toelagen aan verenigingen voor sociaal toerisme	24		0	33.03	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelage voor de werking van de O.P.T.	24		0	43.01	ngk	105,5	110,7	111,1	131,5
Investeringsstoelagen in sociaal toerisme	24		0	52.03	ok vk	10,0 90,0	10,0 90,0	9,4 90,0	3,0 43,0
Toelage voor toeristische voorzieningen (privé)	24		0	52.04	ok vk	20,0 50,0	20,0 50,0	20,0 45,0	29,0 2,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (privé-sector)	24		0	53.02	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Investeringsstoelagen in sociaal toerisme (privé-sector)	24		0	53.03	ok vk	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (privé-sector)	24		0	53.04	ok vk	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
Toelage aan de O.P.T. voor haar investeringsuitgaven	24		0	63.01	ngk	5,2	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (openbare sect)	24		0	63.03	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (openbare sect)	24		0	63.04	ok vk	20,0 30,0	5,0 10,0	5,0 10,0	5,0 5,0

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Investerings toeristische richtingwijzers	24		0	70.01	ok vk	0,0 0,0	15,0 20,0	15,0 40,0	25,0 5,0
Investerings in sociaal toerisme (openbare sector)	24		0	73.01	ok vk	42,5 45,0	42,5 45,0	29,0 31,5	20,0 21,0
TOTAAL AFDELING 24					ngk ok vk kvj	164,1 92,5 215,0	160,1 92,5 215,0	165,5 78,4 216,5 1,2	182,0 82,0 76,0
AFDELING 25 : SCHOOLVERVOER									
Bezoldiging van het begeleidend personeel	25	0	0	11.04	ngk	24,5	24,5	24,5	27,0
Uitgaven van allerlei aard betreffende het schoolvervoer	25	0	0	12.02	ngk	7,0	7,0	10,0	0,0
Vervoerskosten	25	0	0	12.03	ngk	118,5	118,5	118,5	121,0
Allerhande uitgaven voor schoolvervoer	25	0	0	12.11	ngk				8,5
TOTAAL AFDELING 25					ngk	150,0	150,0	153,0	156,5
AFDELING 26 : BEROEPSOPLEIDING									
Prog. 1 : Algemene ondersteuning van het beleid inzake beroepsopleiding									
Prestaties van derden, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van leden van de administratie en niet tot de administratie behorende personen	26	1	0	12.01	ngk	1,0	1,0	1,0	1,0
Promotie, publicatie en verspreiding	26	1	0	12.02	ngk kvj	2,0	1,8 0,2	1,8 0,2	2,0
Tegemoetkoming in de uitvoering en de evaluatie van de Europese programma's van doelstellingen 3 en 4 van het ESF en van de gemeenschapsinitiatieven	26	1	0	12.03	ok vk	1,9 2,3	1,9 2,3	0,0 2,6	1,7 0,6
Promotie van activiteiten en steun in overleg met BFIB en de cel ESF aan acties voor socioprofessionele inschakeling	26	1	0	33.01	ngk	3,5	3,5	5,7	3,5
Decreet van 27 april 1995 : goedkeuring en algemene werking	26	1	0	33.02	ngk	59,2	59,2	59,1	63,2
Toelagen aan verenigingen voor amateurs tuinbouwers en bijenkwekers	26	1	0	33.03	ngk	0,4	0,4	0,4	0,4
Initiatieven voor de opleiding van bezoldigden en loontrekken- den die niet behoren tot het BFIB, onder meer de vergoedingen voor sociale promotie	26	1	0	33.04	ngk	0,5	0,5	0,5	0,5
Tegemoetkoming in de wedde van het personeel van de Brusselse vzw's voor socioprofessionele inschakeling	26	1	0	33.05	ngk	3,7	3,7	3,8	3,8

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Toelagen voor initiatieven inzake verspreiding en berichtgeving i.v.m. socioprofessionele inschakeling en meer bepaald het tijdschrift "Insertion"	26	1	0	33.06	ngk	0,8	0,8	0,8	0,8
Toelagen voor Interministeriële Delegatie voor Stedelijke Solidariteit en allerhande activiteiten andere overheden	26	1	0	43.03	ngk	4,0	4,0	2,0	4,0
Terugbetaling BGDA van foute betaling in rekening 1996	26	1	0	43.04	ngk	0,0	0,0	3,7	0,0
Totaal programma 1					ngk ok vk kvj	75,1 1,9 2,3	74,9 1,9 2,3 0,2	78,8 0,0 2,6 0,2	79,2 1,7 0,6
Prog. 2 : Middenstand									
Uitgaven van allerlei aard ten gunste van de opleiding van de zelfstandigen en de middenstand	26	2	0	12.01	ngk	4,0	4,0	4,0	5,5
Toelage inzake de opleiding van zelfstandigen en de middenstand	26	2	0	33.01	ngk	4,0	4,0	4,0	6,5
Toelage voor de opleiding van zelfstandigen	26	2	0	41.01	ngk	149,6	156,6	153,6	175,0
Werkingsstoelage voor het IBKMO	26	2	0	41.02	ngk	37,1	37,1	43,1	43,1
Onroerende lasten van de opleidingscentra	26	2	0	61.01	ngk	32,0	31,6	28,6	32,0
Totaal programma 2					ngk	226,7	233,3	233,3	262,1
Prog. 3 : Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding									
Toelage toegekend aan het Instituut voor haar werking en opleidingsinitiatieven georganiseerd in het raam van het paritair beheer (met inbegrip van de onderaanneming met derden en de samenwerking met de beroepssectoren)	26	3	0	43.05	ngk	682,2	682,2	682,2	744,4
Toelagen toegekend aan het Instituut voor de opleidingsacties die zijn georganiseerd in het raam van de partnerschapovereenkomst met de openbare of privé-partners	26	3	0	43.06	ngk	80,0	80,0	80,0	80,0
Totaal programma 3					ngk	762,2	762,2	762,2	824,4
TOTAAL AFDELING 26					ngk ok vk kvj	1064,0 1,9 2,3	1070,4 1,9 2,3 0,2	1074,3 0,0 2,6 0,2	1165,7 1,7 0,6

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
AFDELING 27 : SCHULDEN									
Activiteit 1 : Schoolgebouwen									
Werkingskosten	27	0	1	12.01	ngk	0,0	1,0	1,1	0,0
Werkingskosten	27	0	1	12.11	ngk				1,1
Interesten overbruggingslening	27	0	1	43.02	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Dotaties aan de OBMS	27	0	1	43.03	ngk	561,0	561,0	561,0	527,7
Aflossing overbruggingslening	27	0	1	63.02	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Totaal activiteit 1					ngk	561,0	562,0	562,1	528,8
Activiteit 2 : Schuld voormalige provincie									
Interesten op de leningen	27	0	2	21.11	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Aflossing	27	0	2	91.11	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Totaal activiteit 2					ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Activiteit 3 : Leningen gewaarborgd door het Garantiefonds van de Schoolgebouwen									
Interesten op de leningen	24	0	3	21.11	ngk	2,4	2,4	2,4	0,9
Aflossing	27	0	3	91.11	ngk	3,1	3,1	3,1	3,4
Totaal activiteit 3					ngk	5,5	5,5	5,5	4,3
Activiteit 4									
Interesten van leningen	27	0	4	21.11	ngk				5,4
Aflossingen	27	0	4	91.11	ngk				7,1
Totaal activiteit 4					ngk				12,5
TOTAAL AFDELING 27					ngk	566,5	567,5	567,6	545,6
AFDELING 28 : SPORTUITRUSTINGEN									
Toelagen aan verenigingen	28	0	0	33.01	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Toelagen aan verenigingen voor investeringen	28	0	0	52.01	ngk	7,0	7,0	7,0	0,0

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Investering in privé-sportinfrastructuren (KB 01/04/77)	28	0	0	52.02	ok	10,0	10,0	10,0	7,0
					vk	10,0	10,0	10,0	7,0
Investering in privé-sportinfrastructuren	28	0	0	63.01	ok	0,0	0,0	0,0	0,0
					vk				0,0
Aankoop van investeringsgoederen	28	0	0	74.01	ngk	0,0	0,0	0,0	10,0
TOTAAL AFDELING 28					ngk	7,0	7,0	7,0	10,0
					ok	10,0	10,0	10,0	7,0
					vk	10,0	10,0	10,0	7,0
AFDELING 29 : UITGAVEN VERBONDEN AAN DE OPSPLIT- SING VAN DE PROVINCIE BRABANT									
Activiteit 1 : Bestaansmiddelen									
Uitgaven i.v.m. de pensioenen van de ambtenaren van de voormalig provincie Brabant oprustgesteld vóór 1/1/95	29	0	1	11.05	ngk	44,0	44,0	44,0	0,0
Uitgaven i.v.m. de pensioenen van de ambtenaren van de voormalig provincie Brabant oprustgesteld vóór 1/1/95	29	0	1	11.20	ngk				44,4
Totaal activiteit 1					ngk	44,0	44,0	44,0	44,4
Activiteit 2 : Sportcomplex									
Vergoeding van het personeel	29	0	2	11.01	ngk	18,2	18,2	21,0	25,0
Lasten en provisies pensioenen	29	0	2	11.02	ngk	3,4	3,4	3,4	5,0
Werkingskosten	29	0	2	12.01	ngk	7,2	7,2	8,0	0,0
Werkingskosten	29	0	2	12.11	ngk				10,0
Vermogensuitgaven	29	0	2	74.01	ngk	18,0	18,0	18,0	18,0
Totaal activiteit 2					ngk	46,8	46,8	50,4	58,0
Activiteit 3 : Onderwijs									
Vergoeding van het personeel buiten Haute Ecole	29	0	3	11.01	ngk	270,0	270,0	300,0	310,0
Vergoeding van het personeel Haute Ecole	29	0	3	11.02	ngk	47,0	47,0	53,0	54,0
Lasten en provisies pensioenen	29	0	3	11.03	ngk	49,0	49,0	25,0	35,6
Bezoldigingen van animatoren en coördinatoren van parasco- laire activiteiten	29	0	3	11.04	ngk	1,3	1,3	1,3	1,0
Onkosten voor internationale opdrachten	29	0	3	12.00	ngk	1,0	1,0	1,0	1,0
Werkingskosten	29	0	3	12.01	ngk	193,0	193,0	211,0	0,0

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
Parascolaire activiteiten	29	0	3	12.02	ngk	0,7	0,7	0,7	0,0
Werkingsuitgaven parascolaire activiteiten	29	0	3	12.10	ngk				0,5
Werkingsuitgaven scholen van de FGC, behalve Haute Ecole	29	0	3	12.11	ngk				210,0
Werkingsstoelage aan Haute Ecole Lucia de Brouckère	29	0	3	43.05	ngk	15,0	15,0	15,0	15,0
Werkingsstoelage aan instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie met afzonderlijk beheer	29	0	3	43.06	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Aankoop van duurzame goederen voor instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie met afzonderlijk beheer	29	0	3	63.06	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Aankoop van duurzame goederen voor Haute Ecole	29	0	3	63.07	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Aankoop van terreinen en gebouwen; bouw en aanleg	29	0	3	72.01	ok	200,0	200,0	129,0	200,0
					vk	400,0	400,0	370,0	400,0
Afstand van medeëigendom	29	0	3	72.02	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Aankoop van meubels voor instellingen die het stelsel van afzonderlijk beheer niet toepassen	29	0	3	74.01	ngk	34,0	34,0	34,0	35,0
Aankoop van duurzame goederen voor de Haute Ecole	29	0	3	74.02	ngk	9,4	9,4	9,4	9,4
Aankoop van duurzame goederen voor parascolaire activiteiten	29	0	3	74.03	ngk	0,5	0,5	0,5	0,5
Totaal activiteit 3					ngk	620,9	620,9	650,9	672,0
					ok	200,0	200,0	129,0	200,0
					vk	400,0	400,0	370,0	400,0
Activiteit 5 : Andere uitgaven verbonden aan de opsplitsing van de Provincie Brabant									
Uitgaven inzake cultuur	29	0	5	01.01	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
					kvj		0,6	0,6	
Renovatie- en verbouwwerken	29	0	5	72.10	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
Totaal activiteit 5					ngk	0,0	0,0	0,0	0,0
					kvj		0,6	0,6	
TOTAAL AFDELING 29					ngk	711,7	711,7	745,3	774,4
					ok	200,0	200,0	129,0	200,0
					vk	400,0	400,0	370,0	400,0
					kvj		0,6	0,6	

BEGROTING 1999 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT	B.A.	Kred.	1998 oor.	1e aanp.	2e aanp.	1999
<i>(in miljoen)</i>									
AFDELING 30 : INTERNATIONALE BETREKKINGEN (OVERGEHEVELDE MATERIES) EN ALGEMEEN BELEID									
Activiteit 0 : Internationale betrekkingen									
Onkosten voor opdrachten en voor recepties van Leden van het College en Kabinetsmedewerkers	30	0	0	12.00	ngk	2,0	2,0	1,6	0,0
Uitgaven van derden, opdrachten, studiekosten, colloquia	30	0	0	12.01	ngk	0,8	0,8	0,6	0,0
Uitgaven voor promotie, verspreiding, publicatie	30	0	0	12.02	ngk	1,2	1,2	0,4	0,0
Toelagen aan de verenigingen	30	0	0	33.01	ngk	8,5	8,5	1,4	0,0
Overdracht aan het CGRI	30	0	0	45.01	ngk				12,5
Totaal activiteit 0	ngk				ngk	12,5	12,5	4,0	12,5
Activiteit 1 : Algemeen beleid									
Promotie, publicatie en verspreiding	30	0	1	12.01	ngk	2,0	6,6	2,1	0,4
Toelagen voor algemeen beleid	30	0	1	33.01	ngk	17,3	12,3	11,8	17,3
Infrastructuur (Brussel 2000)	30	0	1	74.01	ok	110,0	110,0	110,0	110,0
					vk	211,0	211,0	213,4	70,0
Vermogensuitgaven	30	0	1	74.02	ngk	0,0	0,0	5,0	0,0
Totaal activiteit 1					ngk	19,3	18,9	18,9	17,7
					ok	110,0	110,0	110,0	110,0
					vk	211,0	211,0	213,4	70,0
Activiteit 2 : Studies en communicatie									
Promotie en verspreiding	30	0	2	12.01	ngk				1,3
Prestaties van derden, studies	30	0	2	12.02	ngk				0,2
Totaal activiteit 2									1,5
TOTAAL AFDELING 30					ngk	31,8	31,4	22,9	31,7
					ok	110,0	110,0	110,0	110,0
					vk	211,0	211,0	213,4	70,0
TOTAAL BEGROTING OVERGEHEVELDE MATERIES VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP EN VAN DE PROVINCIE					ngk	7.782,7	7.803,6	7.851,9	8.114,9
					ok	546,9	561,9	470,9	540,7
					vk	1.006,0	1.014,3	988,5	695,6
					kvj		2,3	3,9	
Totaal ngk + ok + kvj						8.329,6	8.367,8	8.326,7	8.655,6

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[C - 99/09180]

10 FEVRIER 1999. — Arrêté ministériel désignant certains membres de la commission d'évaluation instituée en application de l'article 14 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut pécuniaire et administratif des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, notamment l'article 17,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont désignés membres de la commission d'évaluation chargée d'émettre une appréciation sur l'aptitude de tout candidat à un emploi vacant conféré par désignation :

1° président :

M. A. Winants, Substitut du Procureur général près la cour d'appel de Bruxelles;

suppléant :

M. R. Bossuyt, Substitut du Procureur général près la cour d'appel de Bruxelles;

2° pour l'évaluation des candidats à une désignation en qualité de commissaire général de la police judiciaire et de commissaire général adjoint de la police judiciaire :

— suppléant de M. J. Baret, Secrétaire général du ministère de la Justice :

M. G. Van Belle, Directeur général de la direction générale des Etablissements pénitentiaires;

— suppléant de Mme. A. Vandesteene, Directeur général de la direction générale de l'Organisation judiciaire :

M. M. Tysebaert, Conseiller général;

— membre du Bureau-conseil en organisation et gestion du ministère de la Fonction publique :

M. J.-M. Mottoul, Chef de corps;

suppléant :

Mme. M.-C. Belleville, Conseiller de la Fonction publique;

— expert externe en management :

M. F. Pichault, Professeur à l'Université de Liège;

suppléant :

M. J.-M. Jacques, Professeur aux Facultés Universitaires Notre Dame de la Paix à Namur;

3° pour l'évaluation des candidats à une désignation en qualité de commissaire en chef de la police judiciaire :

— suppléant de Mme. A. Vandesteene, Directeur général de la direction générale de l'Organisation judiciaire :

M. M. Tysebaert, Conseiller général;

— magistrat d'un parquet près d'un tribunal de première instance du rôle linguistique néerlandais :

M. J.-M. Berkvens, Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruges;

suppléant :

Mme M.-P. Van Langenhoven, Substitut du Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Louvain;

— magistrat d'un parquet près d'un tribunal de première instance du rôle linguistique francophone :

M. J. Mathieu, Premier substitut du Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Charleroi;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C - 99/09180]

10 FEBRUARI 1999. — Ministerieel besluit tot aanwijzing van sommige leden van de evaluatiecommissie ingesteld met toepassing van artikel 14 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten

De Minister van Justitie,

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, inzonderheid op artikel 17,

Besluit :

Artikel 1. Worden aangewezen als leden van de evaluatiecommissie die te oordelen heeft over de geschiktheid van iedere gegadigde voor een vacante betrekking die bij aanwijzing wordt verleend :

1° voorzitter :

de heer A. Winants, Substituut Procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel;

plaatsvervanger :

de heer R. Bossuyt, Substituut Procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel;

2° voor de evaluatie van de kandidaten voor een aanwijzing als commissaris-generaal van de gerechtelijke politie en adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie :

— plaatsvervanger van de heer J. Baret, Secretaris-generaal van het ministerie van Justitie :

de heer G. Van Belle, Directeur-generaal van het directoraat-generaal Strafinrichtingen;

— plaatsvervanger van Mevr. A. Vandesteene, Directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie :

de heer M. Tysebaert, Adviseur-generaal;

— lid van het Adviesbureau voor organisatie en beheer van het ministerie van Ambtenarenzaken:

de heer J.-M. Mottoul, Korpschef;

plaatsvervanger :

Mevr. M.-C. Belleville, Adviseur van het Openbaar Ambt;

— extern expert in management :

de heer F. Pichault, Hoogleraar aan de Universiteit de Liège;

plaatsvervanger :

de heer J.-M. Jacques, Hoogleraar aan de Facultés Universitaires Notre Dame de la Paix te Namen;

3° voor de evaluatie van de kandidaten voor een aanwijzing als hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie :

— plaatsvervanger van Mevr. A. Vandesteene, Directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie :

de heer M. Tysebaert, Adviseur-generaal;

— magistraat van een parket bij een rechtbank van eerste aanleg van de Nederlandse taalrol :

de heer J.-M. Berkvens, Procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge;

plaatsvervanger :

Mevr. M.-P. Van Langenhoven, Substituut Procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven;

— magistraat van een parket bij een rechtbank van eerste aanleg van de Franse taalrol :

de heer J. Mathieu, Eerste substituuut Procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi;

suppléant :

M. J.-L. Lecrompe, Premier substitut du Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège;

— membre du Bureau-conseil en organisation et gestion du ministère de la Fonction publique :

M. J.-M. Mottoul, Chef de corps;

suppléant :

Mme. M.-C. Belleville, Conseiller de la Fonction publique.

Art. 2. Est désigné en qualité de secrétaire de la commission d'évaluation :

Mme L. Van Ransbeeck, Assistant administratif;

suppléant :

Mme. B. Dupont, Assistant administratif.

Bruxelles, le 10 février 1999.

T. VAN PARYS

plaatsvervanger :

de heer J.-L. Lecrompe, Eerste substituut Procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik;

— lid van het Adviesbureau voor organisatie en beheer van het ministerie van Ambtenarenzaken:

de heer J.-M. Mottoul, Korpschoofd;

plaatsvervanger :

Mevr. M.-C. Belleville, Adviseur van het Openbaar Ambt.

Art. 2. Wordt aangewezen als secretaris van de evaluatiecommissie :

Mevr. L. Van Ransbeeck, Bestuursassistent;

plaatsvervanger :

Mevr. B. Dupont, Bestuursassistent.

Brussel, 10 februari 1999.

T. VAN PARYS

[99/09111]

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 12 janvier 1999 :

Sont nommés :

Officier de l'Ordre de la Couronne :

MM. :

Beckers, Arnold, président de la commission administrative de la prison de Tongres (8 avril 1996).

Bekaert, Andrée, vice-président de la commission administrative de la prison d'Anvers (8 avril 1996).

Mme De Backer, Denise, présidente de la commission administrative de la prison de Mons (15 novembre 1994).

MM. :

Neys, Achille, aumônier à la prison centrale de Louvain (15 novembre 1996).

Piron, Michel, directeur au centre pénitentiaire école de Marneffe (15 novembre 1996).

Van Cauwenberghe, Philippe, médecin anthropologue à la prison de Gand (15 novembre 1996).

Chevalier de l'Ordre de la Couronne :

Mme Bagyary, Hajnalka, assistante sociale à la prison de Forest (15 novembre 1996).

MM. :

Beyls, Philippe, assistant social à la prison de Saint-Gilles (15 novembre 1996).

Collard, Jean, assistant social à l'établissement pénitentiaire de Jamioulx (15 novembre 1996).

de Meester de Heyndonck, Emmanuel, membre de la commission administrative des prisons de Forest et de Saint-Gilles (15 novembre 1996).

Eyckermans, Claude, assistant social principal pensionné à la prison de Forest (8 avril 1996).

Mmes :

Hanquet, Ady, membre de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire de Lantin et de l'établissement de défense sociale de Paifve (15 novembre 1994).

Thomas, Marie, membre de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire de Lantin et de l'établissement de défense sociale de Paifve (8 avril 1995).

M. Vandebossche, Désiré, chef administratif du garage central de la prison de Forest (15 novembre 1996).

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

MM. :

Andriessen, Jean, chef de quartier à la prison centrale de Louvain (8 avril 1996).

Braem, Marcel; agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Termonde (8 avril 1995).

Brilleman, Jean, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Mons (8 avril 1996).

Decandt, Roger, chef de quartier pensionné à l'établissement pénitentiaire de Oudenaarde (15 novembre 1995).

[99/09111]

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 12 januari 1999 :

Zijn benoemd :

Tot Officier in de Kroonorde :

De heren :

Beckers, Arnold, voorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Tongeren (8 april 1996).

Bekaert, Andrée, ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Antwerpen (8 april 1996).

Mevr. De Backer, Denise, voorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Bergen (15 november 1994).

De heren :

Neys, Achille aalmoezenier bij de centrale gevangenis te Leuven (15 november 1996).

Piron, Michel, directeur van het penitentiair schoolcentrum te Marneffe (15 november 1996).

Van Cauwenberghe, Philippe, geneesheer-antropoloog bij de gevangenis te Gent (15 november 1996).

Tot Ridder in de Kroonorde :

Mevr. Bagyary, Hajnalka, maatschappelijk assistente bij de gevangenis te Vorst (15 november 1996).

De heren :

Beyls, Philippe, maatschappelijke assistent bij de gevangenis te Sint-Gillis (15 november 1996).

Collard, Jean, maatschappelijke assistent bij de strafinrichting te Jamioulx (15 november 1996).

de Meester de Heyndonck, Emmanuel, lid van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Vorst en Sint-Gillis (15 november 1996).

Eyckermans, Claude, gepensioneerd eerstaanwezend sociaal assistent bij de gevangenis te Vorst (8 april 1996).

Mevr. :

Hanquet, Ady, lid van de bestuurscommissie bij de strafinrichting te Lantin en bij de inrichting tot bescherming van de maatschappij te Paifve (15 november 1994).

Thomas, Marie, lid van de bestuurscommissie bij de strafinrichting te Lantin en bij de inrichting tot bescherming van de maatschappij te Paifve (8 april 1995).

De heer Vandebossche, Désiré, bestuurschef bij de centrale garage van de gevangenis te Vorst (15 november 1996).

De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

De heren :

Andriessen, Jean, kwartierchef bij de gevangenis te Leuven centraal (8 april 1996);

Braem, Marcel, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Dendermonde (8 april 1995).

Brilleman, Jean gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Bergen (8 april 1996).

Decandt, Roger, gepensioneerd kwartierchef bij de strafinrichting te Oudenaarde (15 november 1995).

Decordier, Raymond, chef de quartier pensionné à l'établissement pénitentiaire de Oudenaarde (15 novembre 1994).

Degreef, Alfons, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Termonde (15 novembre 1994).

Delcroix, Jacques, chef de quartier pensionné à la prison de Tournai (8 avril 1995).

Delobbe, André, chef de quartier pensionné à la prison de Dinant (8 avril 1995).

Demeulenaere, Henri, surveillant principal pensionné à l'établissement pénitentiaire de Lantin (15 novembre 1996).

De sanghere, Antoine, chef de quartier pensionné au complexe pénitentiaire de Brugge (8 avril 1995).

Descamps, Marcel, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Mons (8 avril 1996).

Destate, André, chef de quartier pensionné à la prison de Verviers (8 avril 1996).

De Vleeschauwer, Ghislain, chef de quartier pensionné à l'établissement pénitentiaire de Oudenaarde (15 novembre 1994).

Dezegher, Frans, chef de quartier pensionné à la prison d'Ypres (8 avril 1996).

D'Hollander, André, agent pénitentiaire principal à la prison de Termonde (8 avril 1996).

Diependaele, André, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Forest (8 avril 1997).

Druyts, Joannes, agent pénitentiaire principal pensionné à l'établissement pénitentiaire de Merksplas (15 novembre 1995).

Dubuisson, Georget, 1^{er} surveillant pensionné à la prison de Mons (15 novembre 1996).

Evenepoel, Omer, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Forest (15 novembre 1996).

Flamand, Michel, chef de quartier pensionné à la prison d'Ypres (8 avril 1995).

Freres, Edmond, agent pénitentiaire principal pensionné au centre de détention de Saint-Hubert (15 novembre 1994).

Gilissen, Jean, surveillant principal pensionné à la prison de Forest (8 avril 1994).

Haezebrouck, Guido, chef de quartier pensionné à la prison d'Ypres (15 novembre 1995).

Jacobs, Joannes, chef technicien pensionné au centre pénitentiaire école de Hoogstraten (8 avril 1996).

Janssens, Paulus, chef de quartier pensionné à l'établissement pénitentiaire de Merksplas (8 avril 1996).

Laenen, Théodor, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Hasselt (15 novembre 1995).

Laermans, Jozef, chef de quartier pensionné à la prison centrale de Louvain (8 avril 1995).

Libotton, Henri, premier chef technicien pensionné à la prison centrale de Louvain (15 novembre 1995).

Maes, Julien, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Saint-Gilles (8 avril 1995).

Mesters, René, pensionné chef de quartier à la prison de Verviers (15 novembre 1996).

Mignon, Robert, chef technicien pensionné au centre de détention de Saint-Hubert (8 avril 1995).

Peeters, Edmondus, agent pénitentiaire principal pensionné à la colonie de bien faisance de l'Etat à Wortel (15 novembre 1995).

Pierre, Jean, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison centrale de Louvain (15 novembre 1995).

Robertz, Charles, chef technicien pensionné à la prison de Louvain (15 novembre 1995).

Roggeman, Frans, surveillant principal pensionné à la prison de Forest (8 avril 1996).

Mme Ruysveld, Renée, chef de quartier pensionné à la prison d'Anvers (8 avril 1995).

MM. :

Schoonjans, François, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Forest (15 novembre 1995).

Simons, Andreas, chef de quartier pensionné à l'établissement pénitentiaire de Merksplas (8 avril 1995).

Snoeijs, Fransiscus, chef de quartier pensionné à la colonie de bienfaisance de l'Etat à Wortel (15 novembre 1994).

Stagier, Willy, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison d'Ypres (15 novembre 1995).

Struyf, Edouard, agent pénitentiaire pensionné à la prison centrale de Louvain (15 novembre 1994).

Decordier, raymond, gepensioneerd kwartierchef bij de strafinrichting te Oudenaarde (15 november 1994).

De Greef, Alfons, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Dendermonde (15 november 1994).

Delcroix, jacques, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Doornik (8 april 1995).

Delobbe, André, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Dinant (8 april 1995).

Demeulenaere, Henri, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de strafinrichting te Lantin (15 november 1996).

Desanghere, Antoine, gepensioneerd kwartierchef bij het penitentiair complex te Brugge (8 april 1995).

Descamps, Marcel, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Bergen (8 april 1996).

Destate, André, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Verviers (8 april 1996).

De Vleeschauwer, Ghislain, gepensioneerd kwartierchef bij de strafinrichting te Oudenaarde (15 november 1994).

Dezegher, Frans, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Ieper (8 april 1996).

D'Hollander, André, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Dendermonde (8 april 1996).

Diependaele, André, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Vorst (8 april 1997).

Druyts, Joannes, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de strafinrichting te Merksplas (15 november 1995).

Dubuisson, Georget, gepensioneerd eerste bewaarder bij de gevangenis te Bergen (15 november 1996).

Evenepoel, Omer, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Vorst (15 november 1996).

Flamand, Michel, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Ieper (8 april 1995).

Frères, Edmond, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij het detentiecentrum te Sint-Hubert (15 november 1994).

Gilissen, Jean, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de gevangenis te Vorst (8 april 1994).

Haezebrouck, Guido, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Ieper (15 november 1995).

Jacobs, Joannes, gepensioneerd hoofdtechnicus bij het penitentiair schoolcentrum te Hoogstraten (8 april 1996).

Janssens, Paulus, gepensioneerd kwartierchef bij de strafinrichting te Merksplas (8 april 1996).

Laenen, Théodor, gepensioneerd, eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Hasselt (15 november 1995).

Laermans, Jozef, gepensioneerd kwartierchef bij de centrale gevangenis te Leuven (8 april 1995).

Libotton, Henri, gepensioneerd eerste hoofdtechnicus bij de centrale gevangenis te Leuven (15 november 1995).

Maes, Julien, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Sint-Gillis (8 april 1995).

Mesters, René, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Verviers (15 november 1996).

Mignon, Robert, gepensioneerd hoofdtechnicus te Sint-Hubert (8 april 1995).

Peeters, Edmondus, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de rijksweldadigheidskolonie te Wortel (15 november 1995).

Pierre, Jean, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de centrale gevangenis te Leuven (15 november 1995).

Robertz, Charles, gepensioneerd hoofdtechnicus bij de centrale gevangenis te Leuven (15 november 1995).

Roggeman, Frans, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de gevangenis te Vorst (8 april 1996).

Mevr. Ruysveld, Renée, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Antwerpen (8 april 1995).

De heren :

Schoonjans, François, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Vorst (15 november 1995).

Simons, Andreas, gepensioneerd kwartierchef bij de strafinrichting te Merksplas (8 april 1995).

Snoeijs, Fransiscus, gepensioneerd bij de Rijksweldadigheidskolonie te Wortel (15 november 1994).

Stagier, Willy, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Ieper (15 november 1995).

Struyf, Edouard, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de centrale gevangenis te Leuven (15 november 1994).

Vanbergen, Frans, chef de quartier pensionné à la prison de Forest (15 novembre 1996).

Van Den Ackerveken, Fransiscus, agent pénitentiaire principal pensionné à l'établissement pénitentiaire de Merksplas (8 avril 1996).

Van Den Driessche, Robert, chef de quartier pensionné à la prison de Saint-Gilles (15 novembre 1996).

Vanderstichele, Lucien, chef de quartier pensionné à l'établissement pénitentiaire d'Oudenaarde (15 novembre 1995).

Vangroenderbeek, Hugo, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Saint-Gilles (15 novembre 1995).

Van Haute, Herman, surveillant principal pensionné à la colonie de bienfaisance à Wortel (8 avril 1996).

Van Hauwermeiren, Jules, chef de quartier pensionné à la prison de Termonde (8 avril 1996).

Van Welden, Roger, agent pénitentiaire principal pensionné à l'établissement pénitentiaire d'Oudenaarde (8 avril 1996).

Verbeek, Joannes, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Turnhout (15 novembre 1996).

Vranken, Maurice, chef de quartier pensionné à la prison de Tongres (15 novembre 1995).

Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

MM. :

Berghman, Gery, agent pénitentiaire principal à la prison d'Anvers (8 avril 1996).

Billiet, Gilbert, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Tournai (8 avril 1995).

Evenepoel, Karolus, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Saint-Gilles (15 novembre 1995).

Geysen, Marcel, agent pénitentiaire principal pensionné à l'établissement pénitentiaire de Merksplas (8 avril 1995).

Gijssels, André, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Gand (15 novembre 1995).

Gruslin, Jean, chef de quartier pensionné à la prison d'Arlon (8 avril 1996).

Lefaible, François, surveillant principal pensionné à la prison de Saint-Gilles (8 avril 1995).

Vanden Elschen, Pierre, surveillant principal pensionné à la prison de Forest (8 avril 1996).

Vandenherrewegen, Maurice, technicien pensionné à la prison de Nivelles (15 novembre 1994).

Vanderheyden, Victor, surveillant principal pensionné à la prison de Saint-Gilles (8 avril 1995).

Van Der Motten, François, agent pénitentiaire principal pensionné à l'établissement pénitentiaire d'Oudenaarde (8 avril 1996).

Van Leeuw, Gaston, surveillant principal pensionné à la prison secondaire de Louvain (8 avril 1995).

Van Roy, Joannes, surveillant principal pensionné à la prison centrale de Louvain (8 avril 1996).

Van Synghel, Arthur, agent pénitentiaire principal pensionné à l'établissement pénitentiaire d'Oudenaarde (15 novembre 1995).

Veerlee, Marcle, agent pénitentiaire principal pensionné à la prison de Saint-Gilles (8 avril 1996).

Par arrêtés royaux du 12 janvier 1999 :

Est promu :

Officier de l'Ordre de Léopold :

M. Bourdhouxhe, Henri, vice-président de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire de Lantin et de l'établissement de défense sociale de Paifve.

Sont nommés :

Officier de l'Ordre de Léopold :

M. Vandevoorde, Pierre, vice-président de la commission administrative des prisons de Forest et Saint-Gilles (8 avril 1995).

Mme Van Leeuwen, Lidvine, vice-présidente de la Commission administrative des prisons de Forest et Saint-Gilles (8 avril 1995).

Ils porteront la décoration civile.

Sont promus :

Chevalier de l'Ordre de Léopold :

Mme Pollaert, Jeanne, assistante sociale en chef pensionnée à la prison de Forest (8 avril 1995).

MM. :

Van Gansen, François, assistant de probation principal pensionné à la prison d'Anvers (8 avril 1995).

Vanbergen, Frans, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Vorst (15 november 1996).

Van Den Ackerveken, Fransiscus, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de strafinrichting te Merksplas (8 april 1996).

Van Den Driessche, Robert, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Sint-Gillis (15 november 1996).

Vanderstichele, Lucien, gepensioneerd kwartierchef bij de strafinrichting te Oudenaarde (15 november 1995).

Vangroenderbeek, Hugo, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Sint-Gillis (15 november 1995).

Van Haute, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de Rijks-weldadigheidskolonie te Wortel (8 april 1996).

Van Hauwermeiren, Jules, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Dendermonde (8 april 1996).

Van Welden, Roger, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de strafinrichting te Oudenaarde (8 april 1996).

Verbeek, Joannes, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Turnhout (15 november 1996).

Vranken, Maurice, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Tongeren (15 november 1995).

De Zilveren Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

De heren :

Berghman, Gery, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Antwerpen (8 april 1996).

Billiet, Gilbert, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Doornik (8 april 1995).

Evenepoel, Karolus, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Sint-Gillis (15 november 1995).

Geysen, Marcel, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de strafinrichting te Merksplas (8 april 1995).

Gijssels, André, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Gent (15 november 1995).

Gruslin, Jean, gepensioneerd kwartierchef bij de gevangenis te Aarlen (8 april 1996).

Lefaible, François, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de gevangenis te Sint-Gillis (8 april 1995).

Vanden Elschen, Pierre, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de gevangenis te Vorst (8 april 1996).

Vandenherrewegen, Maurice, gepensioneerd technicus bij de gevangenis te Nijvel (15 november 1994).

Vanderheyden, Victor, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de gevangenis te Sint-Gillis (8 april 1995).

Van Der Motten, François, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de strafinrichting te Oudenaarde (8 april 1996).

Van Leeuw, Gaston, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de hulpgevangenis te Leuven (8 april 1995).

Van Roy, Joannes, gepensioneerd eerstaanwezend bewaarder bij de centrale gevangenis te Leuven (8 april 1996).

Van Synghel, Arthur, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de strafinrichting te Oudenaarde (15 november 1995).

Veerlee, Marcel, gepensioneerd eerstaanwezend penitentiair beambte bij de gevangenis te Sint-Gillis (8 april 1996).

Bij koninklijke besluiten van 12 januari 1999 :

Wordt bevorderd :

Tot Officier in de Leopoldsorde :

De heer Bourdhouxhe, Henri, ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij de strafinrichting te Lantin en de inrichting tot bescherming van de maatschappij te Paifve.

Worden benoemd :

Tot Officier in de Leopoldsorde :

De heer Vandevoorde, Pierre, ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te vorst en sint-Gillis (8 april 1995);

Mevr. Van Leeuwen, Lidvine, onderwoorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Vorst en Sint-Gillis (8 april 1995).

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Worden bevorderd :

Tot Ridder in de Leopoldsorde :

Mevr. Pollaert, Jeanne, gepensioneerd hoofd maatschappelijk assistente bij de gevangenis te Vorst (8 april 1995).

De heren :

Van Gansen, François, gepensioneerd hoofdprobatieassistent bij de gevangenis te Antwerpen (8 april 1995).

Vanpoecke, Georges, aumônier pensionné à la prison de Gand (8 avril 1995).

Ils porteront la décoration civile.

Sont nommés :

Chevalier de l'Ordre de Léopold :

M. Collet, Albert, président de la commission administrative du centre de détention de Saint-Hubert (8 avril 1995).

MM. :

Colette, Maurice, vice-président de la commission administrative du centre de détention de Saint-Hubert (8 avril 1995).

Daubioul, Jean, vice-président de la Commission administrative de la prison de Nivelles (8 avril 1995).

De Kelver, Joannes, vice-président de la commission administrative de la prison centrale et de la prison secondaire de Louvain (8 avril 1995).

Mmes :

Maes, Nicole, assistante sociale principale à la prison de Nivelles (8 avril 1995).

Marteaux, Michèle, assistante de probation principale à l'établissement pénitentiaire de Lantin (8 avril 1995).

M. Van De Wiele, Léopold, assistant de probation principal à la prison de Huy (8 avril 1995).

Ils porteront la décoration civile.

Par arrêtés royaux du 12 janvier 1999 :

Sont promus ou nommés :

Commandeur de l'Ordre de Léopold II :

Mme Verheven, Anne-Louise, président de la commission administrative des prisons de Forest et Saint-Gilles (15.11.1994).

M. De L'Escaille, Jean, président de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire de Merksplas et de la prison de Turnhout (8.4.1995).

Sont nommés :

Officier de l'Ordre de Léopold II :

Mme Buche, Yvonne, vice-président de la commission administrative de la prison de Verviers (15.11.1994);

MM. :

Claes, Luc, membre de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire de Merksplas et de la prison de Turnhout (15.11.1994);

Desmet, Albert, membre de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire de Merksplas et de la prison de Turnhout (15.11.1994);

Mme Driesen, Marthe, membre de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire de Merksplas et de la prison de Turnhout (15.11.1994);

M. Wiertz, Claude, président de la commission administrative de la prison de Verviers (15.11.1994).

Sont nommés :

Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

MM. :

De Cubber, Armand, chef surveillant pensionné à l'établissement pénitentiaire de Audenaarde (15.11.1995);

Dekie, Maurice, premier chef technicien pensionné à la prison de Saint-Gilles (8.4.1996);

Delcourt, Laurent, membre de la commission administrative du centre de détention de Saint-Hubert (15.11.1994);

De Pau, André, chef de quartier à la prison de Gent (15.11.1996);

Guns, Franz, membre de la commission administrative de la prison centrale et de la prison secondaire de Louvain (15.11.1996);

Guns, Karel, chef de quartier à la prison de Forest (15.11.1996);

Haegeman, Sylvain, chef technicien à la prison de Forest (15.11.1996);

Houben, René, premier chef technicien à la prison de Tongres (8.4.1996);

Jamotte, Michel, premier chef surveillant au centre de détention de Saint-Hubert (8.4.1996);

Lauwaert, Roger, chef de quartier à la prison de Malines (15.11.1996);

Lauwers, Marcel, agent pénitentiaire pensionné à la prison de Forest (15.11.1996);

Lemmens, Marcel, membre de la commission administrative de la prison centrale et de la prison secondaire de Louvain (8.4.1995);

Vanpoecke, Georges, gepensioneerd aalmoezenier bij de gevangenis te Gent (8 april 1995).

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Worden benoemd :

Tot Ridder in de Leopoldsorde :

De heer Collet, Albert, voorzitter van de bestuurscommissie bij het detentiecentrum te Saint-Hubert (8 april 1995).

De heren :

Colette, Maurice, ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij het detentiecentrum te Saint-Hubert (8 april 1995).

Daubioul, Jean, ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Nijvel (8 april 1995).

De Kelver, Joannes, ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij de centrale en de hulpgevangenis te Leuven (8 april 1995).

Mevrn. :

Maes, Nicole, eerstaanwezend maatschappelijk assistente bij de gevangenis te Nijvel (8 april 1996).

Marteaux, Michèle, eerstaanwezend probatieassistent bij de strafinrichting te Lantin (8 april 1996).

De heer Van De Wiele, Leopold, eerstaanwezend probatieassistent bij de gevangenis te Hoei (8 april 1996).

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Bij koninklijke besluiten van 12 januari 1999 :

Zijn benoemd of bevorderd :

Tot Commandeur in de Orde van Leopold II :

Mevr. Verheven, Anne-Louise, voorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Vorst en Sint-Gillis (15.11.1994).

De heer De L'Escaille, Jean, voorzitter van de bestuurscommissie bij de strafinrichting te Merksplas en de gevangenis te Turnhout (8.4.1995).

Worden benoemd :

Tot Officier in de Orde van Leopold II :

Mevr. Buche, Yvonne, ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Verviers (15.11.1994);

De heren :

Claes, Luc, lid van de bestuurscommissie bij de strafinrichting te Merksplas en de gevangenis te Turnhout (15.11.1994);

Desmet, Albert, lid van de bestuurscommissie bij de strafinrichting te Merksplas en de gevangenis te Turnhout (15.11.1994);

Mevr. Driesen, Marthe, lid van de bestuurscommissie bij de strafinrichting te Merksplas en de gevangenis te Turnhout (15.11.1994);

De heer Wiertz, Claude, voorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Verviers (15.11.1994).

Worden benoemd :

Tot Ridder in de Orde van Leopold I I :

De heren :

De Cubber, Armand, gepensioneerd hoofdbewaarder bij de strafinrichting te Oudenaarde (15.11.1995);

Dekie, Maurice, gepensioneerd eerste hoofdtechnicus bij de gevangenis te Sint-Gillis (8.4.1996);

Delcourt, Laurent, lid van de bestuurscommissie bij het detentiecentrum te Saint-Hubert (15.11.1994);

De Pau, André, kwartierchef bij de gevangenis te Gent (15.11.1996);

Guns, Franz, lid van de bestuurscommissie bij de centrale en de hulpgevangenis te Leuven (15.11.1996);

Guns, Karel, kwartierchef bij de gevangenis te Vorst (15.11.1996);

Haegeman, Sylvain, hoofdtechnicus bij de gevangenis te Vorst (15.11.1996);

Houben, René, eerste hoofdtechnicus bij de gevangenis te Tongeren (8.4.1996);

Jamotte, Michel, eerste hoofdbewaarder bij het detentiecentrum te Saint-Hubert (8.4.1996);

Lauwaert, Roger, kwartierchef bij de gevangenis te Mechelen (15.11.1996);

Lauwers, Marcel, gepensioneerd penitentiair beambte bij de gevangenis te Vorst (15.11.1996);

Lemmens, Marcel, lid van de bestuurscommissie bij de centrale en de hulpgevangenis te Leuven (8.4.1995);

Maes, Jozef, chef surveillant pensionné à la prison d'Anvers (8.4.1996);

Marissiaux, Robert, premier chef surveillant pensionné à la prison d'Arlon (8.4.1995);

Mercie, René, chef technicien à la prison centrale de Louvain (15.11.1996);

Moray, Jacques, chef de quartier à la prison de Mons (15.11.1996);

Remeysen, Joseph, premier chef technicien pensionné à l'établissement pénitentiaire de Merksplas (8.4.1995);

Mme Taelmans, Carmen, membre de la commission administrative de la prison de Namur (15.11.1995);

M. Vermeulen, Michel, chef surveillant pensionné à la prison de Forest (8.4.1996).

————

Par arrêté royal du 3 février 1999, M. Bocklandt, E., juge consulaire honoraire au tribunal de commerce d'Anvers, est nommé Officier de l'Ordre de la Couronne.

————

[99/09194]

Administration centrale. — Promotions

Par arrêtés royaux du 9 février 1999 sont promus par avancement de grade, dans le cadre linguistique français, au grade de conseiller général à l'Administration centrale, à partir du 1er juillet 1998 :

— M. Flore, Daniel, conseiller;

— M. Meerman, Robert, conseiller.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

————

[99/09197]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 4 février 1999, produisant ses effets le 12 février 1999, M. Van den Abbeele, A., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruges.

————

Par arrêté royal du 4 février 1999, produisant ses effets le 13 janvier 1999, M. Oudkerk, J., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Liège.

————

Par arrêté royal du 3 février 1999, Mme Lange, G., avocat, est nommé juge suppléant au tribunal de commerce d'Anvers.

————

Par arrêté royal du 3 février 1999 est nommée secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Marche-en-Famenne, Mme Desmet, N., secrétaire adjoint principal à ce parquet.

————

Par arrêté royal du 9 février 1999 est nommé secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, M. Braat, L., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai.

Maes, Jozef, gepensioneerd hoofdbewaarder bij de gevangenis te Antwerpen (8.4.1996);

Marissiaux, Robert, gepensioneerd eerste hoofdbewaarder bij de gevangenis te Aarlen (8.4.1995);

Mercie, René, hoofdtechnicus bij de centrale gevangenis te Leuven (15.11.1996);

Moray, Jacques, kwartierchef bij de gevangenis te Bergen (15.11.1996);

Remeysen, Joseph, gepensioneerd eerste hoofdtechnicus bij de strafinrichting te Merksplas (8.4.1995);

Mevr. Taelmans, Carmen, lid van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Namen (15.11.1995);

De heer Vermeulen, Michel, gepensioneerd hoofdbewaarder bij de gevangenis te Vorst (8.4.1996).

————

Bij koninklijk besluit van 3 februari 1999 is de heer Bocklandt, E., ererechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Antwerpen, benoemd tot Officier in de Kroonorde.

————

[99/09194]

Hoofdbestuur. — Bevorderingen

Bij koninklijke besluiten van 9 februari 1999 worden, met ingang van 1 juli 1998, bevorderd door verhoging in graad in het Franse taalkader tot de graad van adviseur-generaal bij het Hoofdbestuur :

— de heer Flore, Daniel, adviseur;

— de heer Meerman, Robert, adviseur.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

————

[99/09197]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 4 februari 1999, dat uitwerking heeft met ingang van 12 februari 1999, is het aan de heer Van den Abbeele, A., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brugge, eershalve te voeren.

————

Bij koninklijk besluit van 4 februari 1999, dat uitwerking heeft met ingang van 13 januari 1999, is het aan de heer Oudkerk, J., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Luik, eershalve te voeren.

————

Bij koninklijk besluit van 3 februari 1999 is Mevr. Lange, G., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de rechtbank van koophandel te Antwerpen.

————

Bij koninklijk besluit van 3 februari 1999 is benoemd tot secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Marche-en-Famenne, Mevr. Desmet, N., eerstaanwezend adjunct-secretaris bij dit parket.

————

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999 is benoemd tot adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, de heer Braat, L., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk.

Par arrêtés ministériels du 12 février 1999 :

— Mme De Belser, L., rédacteur principal au greffe du tribunal de première instance de Malines, est temporairement déléguée aux fonctions de greffier adjoint à ce tribunal;

— Mme Sabaux, M., employée à la justice de paix du second canton de Namur et du canton d'Andenne, est temporairement déléguée aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ces cantons.

Bij ministeriële besluiten van 12 februari 1999 :

— is aan Mevr. De Belser, L., eerstaanwendend opsteller bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-griffier bij deze rechtbank te vervullen;

— is aan Mevr. Sabaux, M., beambte bij het vrederecht van het tweede kanton Namen en het kanton Andenne, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-griffier bij het vrederecht van deze kantons te vervullen.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[99/07006]

22 DECEMBRE 1998. — Arrêté ministériel relatif à la composition de la commission permanente des jurys linguistiques

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée modifiée par les lois des 30 juillet 1955 et 27 décembre 1961, par l'arrêté royal du 15 octobre 1963, par les lois des 10 juin 1970, 13 novembre 1974, 13 juillet 1976, 22 juillet 1980, 24 juillet 1981, 28 décembre 1990 et 20 mai 1994;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1984 portant organisation des jurys d'examen chargés de faire subir les épreuves des examens linguistiques définis par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, notamment l'article 3,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont inscrits sur la liste visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1984, portant organisation des jurys d'examen chargés de faire subir les épreuves des examens linguistiques définis par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, les officiers indiqués à l'annexe ci-jointe.

Art. 2. L'arrêté ministériel n° 75939 du 16 janvier 1997 est abrogé.

Liste des officiers visés par l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1984, portant organisation des jurys d'examen chargés de faire subir les épreuves des examens linguistiques définis par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée

Lijst der officieren bedoeld bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1984, houdende inrichting van de examencommissies belast met het afnemen van de proeven van de taalexamens bepaald door de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[99/07006]

22 DECEMBER 1998. — Ministerieel besluit betreffende de samenstelling van de permanente commissie der taaljury's

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 27 december 1961, bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1963, bij de wetten van 10 juni 1970, 13 november 1974, 13 juli 1976, 22 juli 1980, 24 juli 1981, 28 december 1990 en 20 mei 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1984 houdende inrichting van de examencommissies belast met het afnemen van de proeven van de taalexamens bepaald door de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, inzonderheid op artikel 3;

Besluit :

Artikel 1. Zijn ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1984, houdende inrichting van de examencommissies belast met het afnemen van de proeven van de taalexamens bepaald door de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, de op de bijgevoegde bijlage vermelde officieren.

Art. 2. Het ministerieel besluit nr. 75939 van 16 januari 1997 wordt opgeheven.

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voornaam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
	1. Sous-commission de la Force terrestre Subcommissie van de Landmacht			
1	Baelen, Marc, R.C.	GenMaj	060928	NF
2	Georis, Paul, H.J.G.	GenMaj	060883	FN
3	Devignon, Alain, F.Y.	GenMaj	062305	FN
4	Jacqmin, Marc, L.A.M.G.	GenMaj	063866	FN
5	Roman, Jean-Pierre	GenMaj	062314	FN
6	Van Remoortel, Hedwig, A.	GenMaj	065427	NF
7	Dillen, Ludo, J.P.	Col BEM	065423	FN
8	Cravillon, Jean, P.E.A.S.	Kol SBH	063852	NF
9	Folens, Marc, A.C.	Kol SBH	065441	NF
10	Herreweghe, Jean-Pierre, C.	Kol SBH	068425	NF
11	Peeraerts, Freddy, H.J.	Kol IMM	063838	NF
12	Vergauwen, Pierre, J.M.	Col BEM	068449	FN
13	Vandenberghe, Jean, L.M.	Kol	067013	NF
14	Vereecke, Alain, H.M.	Kol SBH	068448	NF

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voornaam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
15	Jacques, Yvan, L.J.	Col BEM	068474	FN
16	Verlinden, Herman, J.E.	Kol SBH	067048	NF
17	Lejoly, André, J.G.	Col BEM	065431	FN
18	Debaille, Jean, F.A.	Kol IMM	067023	NF
19	Legrain, Luc, A.C.	Col BEM	067002	FN
20	Michaux, José, H.L.G.	Col BEM	065424	FN
21	Van Put, Guy, P.A.	Kol	011194	NF
22	Delcour, Charles, H.P.L.M.G.A.	Col Bem	068422	FN
23	Vandingenen, Frédéric, J.L.	Col BEM	069520	FN
24	Mommens, Patrick, J.J.E.L.	Kol	069533	NF
25	Warnauts, Jean, P.V.M.R.	Col BEM	069515	FN
26	Binamé, Raymond, H.J.J.	Col BEM	069541	FN
27	Germain, Francis, M.A.	Col IMM	069509	FN
28	Jockin, Jean, M.M.	Col BEM	068434	FN
29	Bovy, Jean-Pierre, M.H.J.	Kol SBH	067031	NF
30	Mattart, Yves, D.A.L.G.	Col BEM	068435	FN
31	Merlyn, Christian, B.V.	Kol IMM	068417	NF
32	Schryvers, Karel, M.F.	Kol SBH	069532	NF
33	Fouyn, Theodore, F.	Col IMM	069510	FN
34	Vandeputte, Michel	Col BAM	010808	FN
35	Ghenne, Christian, L.R.G.J.	Col	010815	FN
36	D'Hollander, Georges, M.A.	Kol SBH	069512	NF
37	Naert, Jacques, A.	Kol SBH	010824	NF
38	Herman, Michel, L.M.	Col BAM	010810	FN
39	De Muyer, Marc L.M.	Kol SBH	010828	NF
40	Jacobs, Bernard, M.-J.A.J.	Kol SBH	012546	NF
41	Leroy, André, J.M.	LtCol	011187	FN
42	Gillard, Jean, D.E.G.	LtCol	067054	FN
43	Meyvaert, Raymond, I.	LtKol	069818	NF
44	De Vroe, Joseph, G.L.L.A.	LtCol BEM	013697	FN
45	Meeze, Gustave, L.	LtKol IMM	069525	NF
46	Rogmans, Jean, P.M.A.	LtCol	069530	FN
47	Vermeir, Jacques, G.R.P.	LtKol	010816	NF
48	De Bock, Eduardus, G.E.C.	LtKol SBH	015406	NF
49	Walther, Jacques, L.G.J.	LtCol	010822	FN
50	Claesen, Francis, T.M.	LtKol SBH	012726	NF
51	Piette, Daniel, M.J.	LtCol	012570	FN
52	Debontridder, Eric, A.C.	LtCol	069554	FN
53	Van Der Meeren, Roland, P.R.	LtKol SBH	012738	NF
54	Warnez, José, A.	LtKol SBH	013777	NF
55	Verdonck, René, A.	LtKol MAB	012732	NF
56	Deroep, Marc, G.J.	LtKol MAB	013502	NF

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voornaam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
57	Govaert, Jacques, J.I.	LtKol MAB	013783	NF
58	Plasman, René, A.	LtCol BEM	012535	FN
59	Custers, Patrick, R.C.	LtKol SBH	012562	NF
60	Hayez, Bertrand, M.P.	LtCol BEM	012545	FN
61	Rotsaert, Jan, J.	LtKol IMM	013485	NF
62	De Jonghe, Willy, H.C.	LtKol SBH	015663	NF
63	Lievens, François, W.	LtKol IMM	013483	NF
64	Collette, Georges, C.	LtKol	013510	NF
65	Van De Velde, Ivo, O.	LtKol SBH	013480	NF
66	Degezelle, Patrick, M.	LtKol SBH	014848	NF
67	Martin, Philippe, M.J.G.	LtCol BEM	013499	FN
68	Hemeryck, Dirk	LtKol IMM	013489	NF
69	De Kimpe, Jacques, D.J.	LtKol SBH	016323	NF
70	Massaux, Francis, A.G.G.	LtCol	013484	FN
71	Thirion, Daniel, J.H.	LtCol BEM	056377	FN
72	Opsommer, Bernard, J.M.	LtKol	015867	NF
73	Peene, Georges, J.	LtKol SBH	014847	NF
74	Roothoof, Marc, S.	LtKol IMM	014849	NF
75	Vandervelde, Pierre, M.	LtCol BEM	014948	FN
76	Van Velthoven, Walter, J.F.	LtKol MAB	014949	NF
77	Livens, Antoon, M.A.L.	LtKol MAB	016338	NF
78	Clement, Guy, M.V.	LtKol SBH	015569	NF
79	Wouters, Michel, J.L.M.	LtKol SBH	017136	NF
80	Meganck, Daniel, F.I.	LtKol SBH	015582	NF
81	Scheir, Marc	LtKol IMM	016311	NF
82	De Vooght, Jean, C.L.M.T.	LtKol SBH	017115	NF
83	Martel, Marc	LtKol MAB	017117	NF
84	Vindevogel, Harry, A.G.	LtKol SBH	017101	NF
85	Swennen, Johan, J.M.	LtKol SBH	017122	NF
86	Coene, Francis, A.	LtKol IMM	017107	NF
87	Ameye, Carlos, J.M.	Maj	067028	FN
88	Dorjon, Jean, L.P.	Maj	011199	NF
89	Delande, Jacques, J.M.	Maj	069558	NF
90	Sproelants, Remigius, C.A.G.	Maj	068418	NF
91	De Coninck, Jacques, F.A.	Maj	011192	NF
92	Swales, Jean, P.	Maj	069547	FN
93	Vanderhaeghen, Patrick, T.	Maj	023189	FN
94	Daenens, Jean-Pierre, V.M.	Maj	013500	NF
95	Van Cauter, Eric, M.J.L.G.	Maj	015607	NF
96	Soutaer, Eric, W.J.	Maj	014863	NF
97	Pape, Christiaan, L.	Maj	016496	NF
98	Lescreve, François, J.M.E.	Maj	024422	NF

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voornaam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
99	Pauwels, Dominique, R.J.M.	Maj SBH	017844	NF
100	Motmans, Fabien, R.P.	Maj	015602	NF
101	KIndt, Geert, V.I.	Maj MAB	017903	NF
102	Van Mulders, Karel, J.	Maj SBH	016312	NF
103	Goris, Thierry, E.L.J.	Maj IMM	015570	FN
104	Buchsenschmidt, Guy, J.T.C.	Maj BEM	017142	FN
105	Dasseville, Philippe, E.H.P.	Maj	017679	NF
106	Reynaert, Ghislain, R.A.	Maj	023192	NF
107	Sterkendries, Jean, M.R.R.G.	Maj	016328	FN
108	Vanhoutte, Jan, R.A.	Maj MAB	017236	NF
109	De Muynck, Erik	Maj	025338	NF
110	Hauwaert, Alexis, J.A.	Maj	017850	NF
111	Van Asch, Guy, J.M.	Maj	017120	NF
112	Pirlot, Marc, C.	Maj IMM	017832	FN
113	Van Damme, Guy, C.	Maj	017845	NF
114	Houbrechts, Jean-Baptist, M.M.	Maj MAB	017846	NF
115	De Bruyne, Noël, G.E.	Maj SBH	017862	NF
116	D'Hoest, Vincent, M.V.G.	Maj	024748	NF
117	Gerits, Robert	Maj MAB	023168	NF
118	De Keyser, Jacques, F.	Maj	024764	NF
119	Claeys, Frank, M.A.G.	Maj	024794	NF
120	Sevens, Michel, P.J.J.	Maj BAM	024868	FN
121	Bauwens, Eric, R.C.	Maj MAB	024767	NF
122	Brecx, Robert, R.M.G.	Maj VI	026442	NF
123	Marchal, Richard, P.F.	Maj IMM	024724	FN
124	Dohet-Eraly, Philippe, A.L.	Maj	024771	FN
125	Decamps, Ludwig, J.M.	Maj	024749	NF
126	Muls, Alain, F.C.	Maj	026440	NF
127	Verlinde, Patrick, S.A.	Maj IMM	024723	NF
128	Maena, Guido, R.G.	Maj SBH	024729	NF
129	Callens, Ronny, M.J.	Maj MAB	024751	NF
130	Wouters, Marc, E.M.	Maj IMM	024741	NF
131	Du Four, Luc, L.J.	Maj	026486	NF
132	Annemans, Paul, F.E.	Maj	026468	NF
133	Schouwaerts, Geert, J.M.	Maj	026470	NF
134	Duyck, Bart, M.M.W.	Maj	026507	FN
135	De Leeneer, Isabelle, D.C.	Maj	026455	NF
136	Piette, Marc, R.A.E.	Maj IMM	026445	FN
137	Rabet, Luc, M.H.	Maj	026451	NF
138	Smits, Raymond, R.P.	Cdt	015860	NF
139	Tas, Alain	Cdt	012538	NF
140	Dujardin, Paul, J.A.M.	Cdt	014858	NF

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voornaam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
141	Ghekiere, Philippe, E.M.R.	Cdt	023419	NF
142	Demedts, Jos, J.G.A.	Cdt	017877	NF
143	Hallard, Robert	Cdt	028239	FN
144	Engelen, Philippe, P.E.C.	Cdt	023152	NF
145	Vanwinnendael, Guido, H.L.	Cdt	024762	NF
146	Ruebens, Johan, E.C.	Cdt	023401	NF
147	Beheydt, Wouter, W.R.	Cdt	023167	NF
148	Dirickx, Michel, V.A.	Cdt	027869	FN
149	Cammaert, Emmanuel, P.A.M.J.	Cdt	028204	NF
150	Peeters, Daniel	Cdt	026450	NF
151	Bryon, Patrick	Cdt	028192	NF
152	Cuvelier, Yves, C.G.	Cdt	028174	NF
153	Lodewyckx, Peter, J.J.	Cdt IMM	028158	NF
154	Dyckmans, Gunther, J.M.	Cdt	028155	NF
155	Boucke, Philippe, D.	Cdt	030320	NF
156	Vandeveld, Thierry, F.R.	Cdt IMM	030270	FN
157	Van Acker, Guy, J.M.	Cdt	030283	NF
158	De Hemptinne, Christophe, B.F.M.	Cdt	030272	NF
159	Perneel, Christiaan, P.R.	Cdt	030271	NF
	2. Sous-commission de la Force aérienne Subcommissie van de Luchtmacht			
160	Mardaga, Victor, H.J.M.	GenMaj VI	063860	NF
161	Hardy, Denis, J.	GenMaj d'Avi	060890	FN
162	Van Daele, August, W.J.	GenMaj v/h Vlw	060907	NF
163	Cazaerck, Ronald, J.S.	Kol v/h Vlw SBH	063878	NF
164	Cornut, Pierre, F.R.J.	Col Avi BEM	054687	FN
165	Van Eeckhoudt, Guy, P.C.	Col Avi	054692	FN
166	Montens, Robert, J.L.	Kol v/h Vlw	054503	NF
167	Loriaux, Gerard, E.M.G.	Kol v/h Vlw	063840	NF
168	De Mol, Guy, J.G.	Kol v/h Vlw SBH	055220	NF
169	Audrit, Michel, P.J.	Col Avi BEM	055249	FN
170	Eggermont, Robert, C.E.	Kol v/h Vlw	054927	NF
171	Waldeyer, Jacques, R.	Kol VI	055278	NF
172	Vanpeperstraete, Michel, G.M.	Kol v/h Vlw	054685	NF
173	Cornelis, Theophiel, J.	Kol v/h Vlw	054929	NF
174	De Winter, Jacques, E.R.G.	Col d'Avi BEM	054925	FN
175	Van Caelenberge, Gerard, L.M.	Kol VI SBH	055819	NF
176	Singele, Michel, H.C.	Col Avi BEM	055828	FN
177	Wouters, Carlo, N.H.V.	Kol v/h Vlw SBH	055285	NF
178	Gennotte, Jean-Pierre, A.G.M.	Col d'Avi	055590	FN
179	Hulpiau, Jean-Pierre, G.M.	LtKol v/h Vlw	055461	NF
180	Emonts-Gast, Marc, P.	LtKol VI SBH	055207	NF
181	Van Laethem, Daniel, A.J.M.	LtKol VI SBH	055830	NF

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voor naam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
182	Barbaix, Philippe, E.M.	LtKol v/h Vlw	055028	NF
183	De Mesmaecker, Henri, M.	LtKol v/h Vlw MAB	055023	NF
184	Coucke, Jean, P.P.	LtKol v/h Vlw MAB	055284	NF
185	De Haes, Herman, L.	LtCol d'Avi BEM	055587	FN
186	Libaers, Mark, J.L.	LtKol VI SBH	056472	NF
187	Lippens, Jackie, F.	LtCol Avi	056068	FN
188	Florquin, François, P.	LtKol v/h Vlw MAB	056655	NF
189	Salmon, Jean-Paul, L.R.	LtCol d'Avi BEM	055266	FN
190	Van De Ven, Daniel, E.J.	LtCol d'Avi BEM	055588	FN
191	Van Wesemael, Gudmund, F.L.	LtKol VI SBH	056629	NF
192	Baret, Herman, D.S.Y.G	LtCol d'Avi BEM	055585	FN
193	Gabriel, Lionel, M.H.	LtKol v/h Vlw SBH	055820	NF
194	Huylebroeck, Roland, E.	LtKol v/h Vlw SBH	055586	NF
195	Naets, Peter, L.A.	LtKol VI SBH	057056	NF
196	Wouters, Patrick, R.	LtKol VI SBH	056774	NF
197	Coen, Patrick, J.M.	LtKol v/h Vlw SBH	056580	NF
198	Huybrechts, Eric, A.J.	LtKol v/h Vlw SBH	056771	NF
199	Godfroid, Pierre, M.F.G.	LtKol v/h Vlw	056778	NF
200	Suleau, Gilbert, L.J.	LtCol d'Avi BEM	056582	FN
201	Husniaux, Albert, I.P.J.	LtKol v/h Vlw SBH	056770	NF
202	Delobel, Mike, P.	LtKol v/h VIW	056768	NF
203	Aerens, Jean, P.A.V.	Maj d'Avi	055955	FN
204	Gielen, Jean, C.D.W.	Maj v/h Vlw	055029	NF
205	De Temmerman, Danny	Maj v/h Vlw MAB	054948	NF
206	Feuillen, Jean-Luc, M.M.	Maj VI	056988	NF
207	Van Den Eynde, Bernard, J.M.	Maj v/h Vlw	055025	NF
208	Micha, Claude, R.J.O.	Maj d'Avi	055263	FN
209	Tack, Willy, G.N	Maj v/h Vlw	055269	NF
210	Waelkens, Didier, N.J.	Maj Avi	057028	FN
211	Anciaux, Cedric, T.F.	Maj VI	028630	NF
212	Heylen, Louis, H.M.	Maj v/h Vlw	055584	NF
213	Meganck, Marcus, A.S.	Maj d'Avi BAM	055833	FN
214	Seuntjens, Stephan, H.M.	Maj VI SBH	023227	NF
215	Martin, Christian, J.G.	Maj d'Avi	055591	FN
216	De Coninck, Mike, F.	Maj VI	024817	NF
217	Constant, Michel, L.J.G.	Maj v/h Vlw	056782	NF
218	Samyn, Filiep, H.M.	Maj v/h Vlw MAB	025764	NF
219	Tamsyn, Geert, M.C.	Maj v/h Vlw	057034	NF
220	Robyns de Schneidauer, Philippe	Maj d'Avi BEM	057025	FN
221	Van Reybroeck, Roland, E.H.	Maj v/h Vlw	024812	NF
222	Hennes, Jan, G.F.	Maj v/h Vlw	024811	NF
223	Ocula, Michel, L.	Maj v/h Vlw	024808	NF

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voor naam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
224	Pierre, Stéphane, M.N.	Maj Avi	036268	FN
225	Roelandts, Luc, E.A.	Maj v/h Vlw	026530	NF
226	Van Den Eede Willy, T.A.	Cdt v/h Vlw	055589	NF
227	Vienne, Arlette, L.E.I.C.	Cdt d'Avi	022765	FN
228	Sartillo, Luc, G.M.A.	Cdt v/h Vlw	057039	NF
229	Paris, Pierre, A.L.	Cdt Avi	024816	FN
230	Rosez, Christiaan, J.J.	Cdt Avi	032621	FN
231	Lecocq, Daniel, K.	Cdt v/h Vlw	023222	NF
232	Camelbeke, Luc, A.R.	Cdt v/h Vlw	026534	NF
233	Donnet, Laurent, B.M.C.	Cdt VI	038299	NF
234	Flamant, Tanguy, F.X.M.J.	Cdt VI	038281	NF
235	Van Boxsom, Alexander, W.M.	Cdt v/h Vlw MAB	026823	NF
236	Antoine, Claude	Cdt d'Avi	028247	FN
	3. Sous-commission de la Marine Subcommissie van de Marine			
237	Kockx, Albert, J.L.	KTZ MAB	096561	NF
238	Vermaere, Leo, B.R.	KTZ	096388	NF
239	Goethals, Willy, C.J.	KTZ SBH	096558	NF
240	Vanhaekendover, Michel, G.G.	FKP SBH	096560	NF
241	Warnauts, Pierre, A.J.J.	CPF BEM	096661	FN
242	Degroote, Luc, C.G.	FKP SBH	096624	NF
243	Ectors, Marc, A.A.	FKP SBH	096746	NF
244	Goddyn, Marc, A.J.	FKP SBH	096747	NF
245	Witlock, Luc, E.E.	FKP IMM	096791	NF
246	Jablonski, Jean, C.	CPC	096559	FN
247	Renquet, Marc, R.R.	KVK	017843	NF
248	Goussaert, Filip, G.A.	KVK IMM	096889	NF
249	Debouvry, Charles, A.J.F.H.	KVK	023660	NF
250	Landuyt, Guy, A.L.	ILZ	096605	NF
251	Caron, Alain, R.N.	ILZ	096767	NF
	4. Sous-commission du Service médical Subcommissie van de Medische Dienst			
252	Van Hoof, Roger, P.J.	Med Kol	065486	NF
253	De Coninck, Marc, A.M.J.	Med Kol SBH	068282	NF
254	Acke, Germain, A.C.	LtKol	011215	NF
255	Stephany, Jean, L.M.L.M.	Med LtCol	068275	FN
256	Roman, Marcel, E.A.	Med LtKol	069729	NF
257	Huard, Jean-Maurice	Med LtCol	069724	FN
258	Van Laere, Christiaan, L.A.	Med LtKol	011421	NF
259	Staelens, Ivan, A.E.	Med LtKol	012596	NF
260	Bellanger, Corneel, G.	Med LtKol	020519	NF
261	Goedert, Jean, A.I.M.G.	Med LtCol BEM	021090	FN
262	Goossens, Michel, M.G.S.	Med Maj	021091	NF

Série — Reeks	Nom et initiale du prénom — Naam en initiaal der voor naam	Grade — Graad	Numéro matricule — Stamboek- nummer	Régime linguistique — Taalregime
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
263	Vanpeperstraete, Alain, H.O.	Med Maj	012600	NF
264	Lescreve, Jean, P.F.M.	Med Maj	013861	FN
265	Chenois, Paul, E.P.F.J.G.	Maj BEM	022064	FN
266	Delcor, Hubert	Maj	023254	NF
267	De Reu, Eric, H.I.A.	Med Maj	022091	NF
268	Heuninckx, Walter, A.J.G.	Pha Maj	029289	NF
269	Ossieur, Diederik, J.S.M.	Med Cdt	031111	NF
270	Bricmont, Patrick, P.L.	Cdt	021084	NF
271	Leroy, Serge, J.M.	Cdt	021080	FN
272	Dufrane, Philippe, J.V.A.	Med Cdt	033348	FN
273	Castermans, Jan, K.C.F.	Med Cdt	027275	NF
274	De Smet, Stephan, A.R.	Med Cdt	028651	FN
275	De Geyter, Brigitte, R.	Med Cdt	030565	FN
276	Dumalin, Michele, M.M.M.	Med Cdt	030559	NF
277	Dhondt, Erwin, L.E.	Med Cdt	030561	NF

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 décembre 1998.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1998.
Bruxelles, le 22 décembre 1998.

J.-P. PONCELET

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 december 1998.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 31 december 1998.
Brussel, 22 december 1998.

J.-P. PONCELET

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[99/12097]

Juridictions du travail. — Démissions

Par arrêté royal du 9 février 1999, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Liège, est accordée, à sa demande, à M. Nizet, Jean-Marie.

Par arrêté royal du 9 février 1999, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Tournai, est accordée, à Mme Moineau, Anne-Marie, qui a atteint la limite d'âge le 21 novembre 1998.

[99/12096]

Juridictions du travail. — Nominations

Par arrêté royal du 9 février 1999, M. Danloy, Maurice, est nommé juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Liège, en remplacement de M. Lambermont, Henri, dont il achèvera le mandat.

Par arrêté royal du 9 février 1999, M. Misson, René, est nommé juge social effectif au titre de travailleur employé au tribunal du travail de Nivelles, en remplacement de M. Joly, Maurice, dont il achèvera le mandat.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[99/12097]

Arbeidsgerechten. — Ontslagen

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999 is aan de heer Nizet, Jean-Marie, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Luik.

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999 is aan Mevr. Moineau, Anne-Marie, die de leeftijdsgrens heeft bereikt op 21 november 1998, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Tournai.

[99/12096]

Arbeidsgerechten. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999 is de heer Danloy, Maurice, benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Luik, ter vervanging van de heer Lambermont, Henri, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999 is de heer Misson, Maurice, benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werknemerbediende, bij de arbeidsrechtbank te Nivelles, ter vervanging van de heer Joly, Maurice, wiens mandaat hij zal voleindigen.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C - 99/25190]

**Erkenning en subsidiëring van professionele muziekensembles, concertorganisaties, muziekclubs,
muziekeducatieve organisaties en festivals voor de periode 1999-2002**

Een besluit van de Vlaamse regering van 26 januari 1999 bepaalt :

Artikel 1. Krachtens artikel 4 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 worden de hierna genoemde muziekverenigingen voor de vierjarige erkenningsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002, erkend als professioneel muziekensemble als bedoeld in artikel 3, § 3, van hetzelfde decreet :

- 1° v.z.w. Anima Eterna, Ballaerstraat 95, 2018 Antwerpen, voor het professioneel muziekensemble 'Anima Eterna';
- 2° v.z.w. Beethoven Academie, Lange Nieuwstraat 32, 2000 Antwerpen, voor het professioneel muziekensemble 'Beethoven Academie';
- 3° v.z.w. Blindman, p/a Lunatheater, Akenkaai 2, 1000 Brussel, voor het professioneel muziekensemble 'Blindman Kwartet';
- 4° v.z.w. Brussels Jazz Orchestra, Pyckestraat 65, 2018 Antwerpen, voor het professioneel muziekensemble 'Brussels Jazz Orchestra';
- 5° v.z.w. Capilla Flamenca, Hambosstraat 31, 3150 Tildonk, voor het professioneel muziekensemble 'Capilla Flamenca';
- 6° v.z.w. Carré, Frans van Ryhovelaan 238, 9000 Gent, voor het professioneel muziekensemble 'Carré';
- 7° v.z.w. Champ d'Action, Pastorijstraat 23, 2060 Antwerpen, voor het professioneel muziekensemble 'Champ d'Action';
- 8° v.z.w. Collegium Instrumentale Brugense, Vijversdreef 9-b, 8310 Brugge (Sint-Kruis), voor het professioneel muziekensemble 'Collegium Instrumentale Brugense';
- 9° v.z.w. Collegium Vocale, Drongenhof 42, 9000 Gent, voor het professioneel muziekensemble 'Collegium Vocale';
- 10° v.z.w. Currende, Sint-Albaansbergstraat 57, 1020 Brussel, voor het professioneel muziekensemble 'Currende';
- 11° v.z.w. Ex Tempore, Koninginlaan 22, 9820 Merelbeke, voor het professioneel muziekensemble 'Ex Tempore';
- 12° v.z.w. Het Spectra Ensemble, Spitaalpoortstraat 88, 9000 Gent, voor het professioneel muziekensemble 'Het Spectra Ensemble';
- 13° v.z.w. Huelgas Ensemble, Heiken 86, 2920 Kalmthout, voor het professioneel muziekensemble 'Huelgas Ensemble';
- 14° v.z.w. Ictus, Van Volxemlaan 164, 1190 Brussel, voor het professioneel muziekensemble 'Ictus';
- 15° v.z.w. Il Fondamento, Drieluikstraat 9, 8310 Brugge, voor het professioneel muziekensemble 'Il Fondamento';
- 16° v.z.w. La Petite Bande, Putberg 56, 1730 Asse, voor het professioneel muziekensemble 'La Petite Bande';
- 17° v.z.w. Octurn, Lange Haagstraat 4, 1000 Brussel, voor het professioneel muziekensemble 'Octurn';
- 18° v.z.w. Oxalys, Maurice Wilmottestraat 59 - bus 7, 1060 Brussel, voor het professioneel muziekensemble 'Oxalys';
- 19° v.z.w. Prima La Musica, Achterdreef 80, 9270 Laarne, voor het professioneel muziekensemble 'Prima la Musica';
- 20° v.z.w. Prometheus Ensemble, Lijsterstraat 12, 1840 Londerzeel, voor het professioneel muziekensemble 'Prometheus Ensemble';
- 21° v.z.w. Quatuor Danel, Mommaertsstraat 10, 1080 Brussel, voor het professioneel muziekensemble 'Quatuor Danel';
- 22° v.z.w. Spiegel, Jan Van Ryswycklaan 155, 2018 Antwerpen, voor het professioneel muziekensemble 'Spiegel Strijkkwartet';
- 23° v.z.w. Vier op 'n Rij, Prins Albertstraat 45, 9100 Sint-Niklaas, voor het professioneel muziekensemble 'Vier op 'n Rij';
- 24° v.z.w. Wolvin, Stany Meeuwslei 40, 2900 Schoten, voor het professioneel muziekensemble 'Zita Swoon'.

Art. 2. Krachtens artikel 4 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 worden de hierna genoemde muziekverenigingen voor de vierjarige erkenningsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002, erkend als concertorganisatie als bedoeld in artikel 3, § 4, van hetzelfde decreet :

- 1° v.z.w. Centrum Netwerk, De Ridderstraat 28, 9300 Aalst, voor de concertorganisatie 'Centrum Netwerk';
- 2° v.z.w. Concertvereniging Conservatorium Antwerpen, Desguinlei 25, 2018 Antwerpen, voor de concertorganisatie 'Concertvereniging Conservatorium Antwerpen';
- 3° v.z.w. Concertvereniging van het Koninklijk Conservatorium Brussel, Regentschapsstraat 30, 1000 Brussel, voor de concertorganisatie 'Concertvereniging van het Koninklijk Conservatorium Brussel';
- 4° v.z.w. Concertvereniging van het Lemmensinstituut, Herestraat 53, 3000 Leuven, voor de concertorganisatie 'Concertvereniging van het Lemmensinstituut';
- 5° v.z.w. De Spiegel, Collegestraat 34, bus 1, 9100 Sint-Niklaas, voor de concertorganisatie 'De Spiegel';
- 6° v.z.w. De Verenigde Cultuurfabrieken, Tussen 't Pas 3, 9000 Gent, voor de concertorganisatie 'De Verenigde Cultuurfabrieken';
- 7° v.z.w. Filharmonische Vereniging van Brussel en Vereniging voor Volksconcerten, Baron Hortastraat 11, 1000 Brussel, voor de concertorganisatie 'Filharmonische Vereniging van Brussel en Vereniging voor Volksconcerten';
- 8° v.z.w. Middagconcerten van Antwerpen, Vijverlei 8, 2900 Schoten, voor de concertorganisatie 'Middagconcerten van Antwerpen';
- 9° v.z.w. Musica Flandrica, Kasteel Tillegem, 8200 Brugge (Sint-Michiels), voor de concertorganisatie 'Musica Flandrica';
- 10° Stichting Logos, instelling van openbaar nut, Kongostraat 35, 9000 Gent, voor de concertorganisatie 'Stichting Logos'.

Art. 3. Krachtens artikel 4 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 worden de hierna genoemde muziekverenigingen voor de vierjarige erkenningsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002, erkend als muziekclub als bedoeld in artikel 3, § 5, van hetzelfde decreet :

- 1° v.z.w. 4 AD, Bortierlaan 3, 8600 Diksmuide, voor de muziekclub '4AD';
- 2° v.z.w. 5 voor 12, Catharina Beersmansstraat 63, 2018 Antwerpen, voor de muziekclub '5 voor 12';
- 3° v.z.w. Ancienne Belgique, Anspachlaan 110, 1000 Brussel, voor de muziekclub 'Ancienne Belgique';
- 4° v.z.w. Cactus, Sint-Jakobsstraat 36, 8000 Brugge, voor de muziekclub 'Cactus';
- 5° v.z.w. De Kreun, Gullegemsesteenweg 1, 8501 Kortrijk-Bissegem, voor de muziekclub 'De Kreun';
- 6° v.z.w. Driewerf Hoera, Molenstraat 165, 9900 Eeklo, voor de muziekclub 'De Media';
- 7° v.z.w. De Zwerver, Vlaanderenstraat 29, 8400 Oostende, voor de muziekclub 'De Zwerver';
- 8° v.z.w. Democracy, Citadelpark z/n, 9000 Gent, voor de muziekclub 'Democracy';
- 9° v.z.w. Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen, Schoolstraat 76, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor de muziekclub 'Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen';
- 10° v.z.w. Jeugdhuis Nijdrop, Marktstraat 67 A, 1745 Opwijk, voor de muziekclub 'Jeugdhuis Nijdrop'.

Art. 4. Krachtens artikel 4 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 worden de hierna genoemde muziekverenigingen voor de vierjarige erkenningsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002, erkend als muziekeducatieve organisatie als bedoeld in artikel 3, § 7, van hetzelfde decreet :

- 1° v.z.w. CeBeDeM (Belgisch Centrum voor Muziekdocumentatie), Aarlenstraat 75-77, 1040 Brussel, voor de muziekeducatieve organisatie 'CeBeDeM';
- 2° v.z.w. De Krijtkring, Timmerwerfstraat 40, 2000 Antwerpen, voor de muziekeducatieve organisatie 'De Krijtkring';
- 3° v.z.w. De Pianofabriek, Fortstraat 35, 1060 Brussel, voor de muziekeducatieve organisatie 'De Pianofabriek';
- 4° v.z.w. Federatie van Jeugd en Muziek Vlaanderen, Koningstraat 10, 1000 Brussel, voor de muziekeducatieve organisatie 'Federatie van Jeugd en Muziek Vlaanderen';
- 5° v.z.w. Filharmonisch Jeugdorkest van Vlaanderen, Lange Lozanastraat 177, 2018 Antwerpen, voor de muziekeducatieve organisatie 'Filharmonisch Jeugdorkest van Vlaanderen';
- 6° v.z.w. Musica - Vlaams Dienstencentrum voor Muziek, Postbus 45, 3990 Peer, voor de muziekeducatieve organisatie 'Musica';
- 7° v.z.w. Muziek-O-Droom, Bootstraat 9, 3500 Hasselt, voor de muziekeducatieve organisatie 'Muziek-O-Droom';
- 8° Nationale Opera/Koninklijke Muntschouwburg, instelling van openbaar nut, Leopoldstraat 4, 1000 Brussel, voor de muziekeducatieve organisatie 'Educatieve Dienst van de Munt';
- 9° v.z.w. Vlaamse Federatie van Jeugdhuisen en Jongeren centra, Ommeganckstraat 85, 2018 Antwerpen, voor de muziekeducatieve organisatie 'Rockshop-Vlaanderen'.

Art. 5. Krachtens artikel 4 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 worden de hierna genoemde muziekverenigingen voor de vierjarige erkenningsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002, erkend als festival als bedoeld in artikel 3, § 6, van hetzelfde decreet :

- 1° v.z.w. Festival van Vlaanderen - Antwerpen, Hessenhuis, Falconrui 53, 2000 Antwerpen, voor het festival 'Festival van Vlaanderen - Antwerpen';
- 2° v.z.w. Festival van Vlaanderen - Brugge, Collaert Mansionstraat 30, 8000 Brugge, voor het festival 'Festival van Vlaanderen - Brugge';
- 3° v.z.w. Festival van Vlaanderen - Gent en Historische Steden, Kasteel Borluut, Kleine Gentstraat 46, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem), voor het festival 'Festival van Vlaanderen - Gent en Historische Steden';
- 4° v.z.w. Festival van Vlaanderen Internationaal - Brussel/Europa, Ravensteinstraat 60, 1000 Brussel, voor het festival 'Festival van Vlaanderen Internationaal -Brussel/Europa';
- 5° v.z.w. Festival van Vlaanderen - Kortrijk, Jan Breydellaan 12, 8500 Kortrijk, voor het festival 'Festival van Vlaanderen - Kortrijk';
- 6° v.z.w. Basilica Concerten - Festival van Vlaanderen - Limburg, Vlasmarkt 4, 3700 Tongeren, voor het festival 'Festival van Vlaanderen - Limburg';
- 7° v.z.w. Festival van Vlaanderen - Mechelen, Stadhuis, Grote Markt 21, 2800 Mechelen, voor het festival 'Festival van Vlaanderen - Mechelen';
- 8° v.z.w. Festival van Vlaanderen - Vlaams-Brabant, Brusselsestraat 63, 3000 Leuven, voor het festival 'Festival van Vlaanderen - Vlaams-Brabant';
- 9° v.z.w. Folkfestival Dranouter, Bellestraat 32, 8958 Loker (Heuvelland), voor het festival 'Folkfestival Dranouter';
- 10° v.z.w. Limelight, Jan Persijnstraat 5, 8500 Kortrijk, voor het festival 'Happy New Ears';
- 11° v.z.w. Kunstencentrum Vooruit, Sint-Pietersnieuwstraat 23, 9000 Gent, voor het festival 'Vooruit Geluid Festival';
- 12° v.z.w. November Music Vlaanderen, H. Lippensplein 23, 3de verd., 9000 Gent, voor het festival 'November Music Vlaanderen';
- 13° v.z.w. Open Tropen, Draaiboornstraat 6, 2300 Turnhout, voor het festival 'Open Tropen';
- 14° v.z.w. Rembetika, Beenhouwerstraat 24, 8000 Brugge, voor het festival 'Brugges Festival';
- 15° v.z.w. Sfinks Animatie, J. F. Willemsstraat 10 a, 2530 Boechout, voor het festival 'Sfinks Festival';
- 16° v.z.w. Trefpunt, Bij Sint-Jakobs 18, 9000 Gent, voor het festival 'De Gentse Feesten';
- 17° v.z.w. W.I.M., Sint-Vincentiusstraat 61, 2018 Antwerpen, voor het festival 'Free Music Festival';
- 18° v.z.w. Wereldculturencentrum Zuiderpershuis v.z.w., Timmerwerfstraat 40, 2000 Antwerpen, voor het festival 'Festival Traditionele Muziek'.

Art. 6. Krachtens artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 wordt aan de hierna genoemde professionele muziekensembles een vierjarig financieringsbudget toegekend voor het geheel van hun werking gedurende de subsidiëringsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002. Onverminderd artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 bedraagt gedurende die subsidiëringsperiode de jaarlijkse subsidie minstens het hierna vastgestelde bedrag :

- | | |
|--|------------------|
| 1° Anima Eterna v.z.w.
Ballaerstraat 95
2018 Antwerpen
rek.nr. 068-1055569-42 | 13.000.000 frank |
| 2° Beethoven Academie v.z.w.
Lange Nieuwstraat 32
2018 Antwerpen
rek.nr. 068-2142164-43 | 35.000.000 frank |
| 3° Blindman v.z.w.
p/a Lunatheater
Akenkaai 2
1000 Brussel
rek.nr. 310-1063611-92 | 2.000.000 frank |
| 4° Brussels Jazz Orchestra v.z.w.
Pyckestraat 65
2018 Antwerpen
rek.nr. 220-0783703-76 | 4.000.000 frank |
| 5° Capilla Flamenca v.z.w.
Hambosstraat 31
3150 Tildonk
rek.nr. 001-2783977-56 | 2.500.000 frank |
| 6° Carré v.z.w.
Frans Van Ryhovelaan 238
9000 Gent
rek.nr. 979-9372049-11 | 1.000.000 frank |

7°	Champ d'Action v.z.w. Pastorijstraat 23 2060 Antwerpen rek.nr. 068-2238112-58	12.000.000 frank
8°	Collegium Instrumentale Brugense v.z.w. Vijversdreef 9-b 8310 Brugge (Sint-Kruis) rek.nr. 475-1050821-36	9.000.000 frank
9°	Collegium Vocale v.z.w. Drongenhof 42 9000 Gent rek.nr. 290-0210353-78	10.000.000 frank
10°	Currende v.z.w. Sint-Albaansbergstraat 57 1020 Brussel rek.nr. 425-6159441-37	2.500.000 frank
11°	Ex Tempore v.z.w. Koninginlaan 22 9820 Merelbeke rek.nr. 290-0169137-87	3.500.000 frank
12°	Het Spectra Ensemble v.z.w. Spitaalpoortstraat 88 9000 Gent rek.nr. 068-2091416-26	2.500.000 frank
13°	Huelgas Ensemble v.z.w. Heiken 86 2920 Kalmthout rek.nr. 001-2459634-81	7.000.000 frank
14°	Ictus v.z.w. Van Volxemlaan 164 1190 Brussel rek.nr. 523-0800351-79	11.000.000 frank
15°	Il Fondamento v.z.w. Drieluikstraat 9 8310 Brugge rek.nr. 001-0665157-07	6.500.000 frank
16°	La Petite Bande v.z.w. Putberg 56 1730 Asse rek.nr. 433-0154201-93	12.000.000 frank
17°	Octurn v.z.w. Lange Haagstraat 4 1000 Brussel rek.nr. 210-0651752-61	2.000.000 frank
18°	Oxalys v.z.w. Maurice Wilmottestraat 59 - bus 7 1060 Brussel rek.nr. 068-2203496-71	5.000.000 frank
19°	Prima La Musica v.z.w. Achterdreef 80 9270 Laarne rek.nr. 290-0444177-35	7.000.000 frank
20°	Prometheus Ensemble v.z.w. Lijsterstraat 12 1840 Londerzeel rek.nr. 000-1654907-87	6.000.000 frank
21°	Quatuor Danel v.z.w. Mommaertsstraat 10 1080 Brussel rek.nr. 068-1212123-51	1.500.000 frank
22°	Spiegel v.z.w. Jan Van Ryswycklaan 155 2018 Antwerpen rek.nr. 733-1490015-28	1.000.000 frank

23°	Vier op 'n Rij v.z.w. Prins Albertstraat 45 9100 Sint-Niklaas rek.nr. 068-2086006-48	1.000.000 frank
24°	Zita Swoon/Wolvin v.z.w. Stany Meeuwslei 40 2900 Schoten rek.nr. 860-0104749-68	1.500.000 frank
Totaal subsidies professionele muziekensembles		158.500.000 frank

Art. 7. Krachtens artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 wordt aan de hierna genoemde concertorganisaties een vierjarig financieringsbudget toegekend voor het geheel van hun werking gedurende de subsidiëringsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002. Onverminderd artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 bedraagt gedurende die subsidiëringsperiode de jaarlijkse subsidie minstens het hierna vastgestelde bedrag :

1°	Concertvereniging Conservatorium Antwerpen v.z.w. Desguinlei 25 2018 Antwerpen rek.nr. 068-2216694-77	1.000.000 frank
2°	Concertvereniging van het Koninklijk Conservatorium Brussel v.z.w. Regentschapsstraat 30 1000 Brussel rek.nr. 000-0457015-48	1.000.000 frank
3°	Concertvereniging van het Lemmensinstituut v.z.w. Herestraat 53 3000 Leuven rek.nr. 000-0390103-66	700.000 frank
4°	Middagconcerten van Antwerpen v.z.w. Vijverlei 8 2900 Schoten rek.nr. 416-3240941-68	500.000 frank
5°	Musica Flandrica v.z.w. Kasteel Tillegem 8200 Brugge (Sint-Michiels) rek.nr. 552-2530900-24	750.000 frank
6°	Stichting Logos, instelling van openbaar nut Kongostraat 35 9000 Gent rek.nr. 000-0489070-93	4.000.000 frank
Totaal subsidies concertorganisaties		7.950.000 frank

Art. 8. Krachtens artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 wordt aan de hierna genoemde muziekclubs een vierjarig financieringsbudget toegekend voor het geheel van hun werking gedurende de subsidiëringsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002. Onverminderd artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 bedraagt gedurende die subsidiëringsperiode de jaarlijkse subsidie minstens het hierna vastgestelde bedrag :

1°	4AD v.z.w. Bortierlaan 3 8600 Diksmuide rek.nr. 384-0616532-84	2.000.000 frank
2°	5 voor 12 v.z.w. Catharina Beersmansstraat 63 2018 Antwerpen rek.nr. 953-0113952-43	3.000.000 frank
3°	Ancienne Belgique v.z.w. Anspachlaan 110 1000 Brussel rek.nr. 068-2230273-76	10.000.000 frank
4°	Cactus v.z.w. Sint-Jakobsstraat 36 8000 Brugge rek.nr. 380-0803962-97	2.500.000 frank
5°	De Kreun v.z.w. Gullegemsesteenweg 1 8501 Kortrijk-Bissegem rek.nr. 068-2015100-49	2.000.000 frank
6°	De Media/Driewerf Hoera v.z.w. Molenstraat 165 9900 Eeklo rek.nr. 001-1764877-38	2.000.000 frank

7°	De Zwerver v.z.w. Vlaanderenstraat 29 8400 Oostende rek.nr. 738-5090637-02	2.000.000 frank
8°	Democracy v.z.w. Citadelpark z/n 9000 Gent rek.nr. 001-1653163-68	2.000.000 frank
9°	Jeugdhuis Nijdrop v.z.w. Marktstraat 67 A 1745 Opwijk rek.nr. 001-2458187-89	2.000.000 frank
<hr/> Totaal subsidies muziekclubs		27.500.000 frank

Art. 9. Krachtens artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 wordt aan de hierna genoemde muziekeducatieve verenigingen een vierjarig financieringsbudget toegekend voor het geheel van hun werking gedurende de subsidiëringsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002. Onverminderd artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 bedraagt gedurende die subsidiëringsperiode de jaarlijkse subsidie minstens het hierna vastgestelde bedrag :

1°	De Krijtkring v.z.w. Timmerwerfstraat 40 2000 Antwerpen rek.nr. 001-3056790-08	1.500.000 frank
2°	De Pianofabriek v.z.w. Fortstraat 35 1060 Brussel rek.nr. 438-9232561-21	1.500.000 frank
3°	Federatie van Jeugd en Muziek Vlaanderen v.z.w. Koningsstraat 10 1000 Brussel rek.nr. 552-2800700-67	17.500.000 frank
4°	Filharmonisch Jeugdorkest van Vlaanderen v.z.w. Lange Lozanastraat 177 2018 Antwerpen rek.nr. 552-2800700-67	7.500.000 frank
5°	Musica v.z.w. Postbus 45 3990 Peer rek.nr. 001-2366700-73	10.000.000 frank
6°	Muziek-O-Droom v.z.w. Bootstraat 9 3500 Hasselt rek.nr. 068-2259705-20	1.500.000 frank
<hr/> Totaal subsidies muziekeducatieve organisaties		39.500.000 frank

Art. 10. Krachtens artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 wordt aan de hierna genoemde festivals een vierjarig financieringsbudget toegekend voor het geheel van hun werking gedurende de subsidiëringsperiode, die start op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2002. Onverminderd artikel 12 van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 bedraagt gedurende die subsidiëringsperiode de jaarlijkse subsidie minstens het hierna vastgestelde bedrag :

1°	Festival van Vlaanderen - Antwerpen v.z.w. Hessenhuis Falconrui 53 2000 Antwerpen rek.nr. 610-4520870-82	6.500.000 frank
2°	Festival van Vlaanderen - Brugge v.z.w. Collaert Mansionstraat 30 8000 Brugge rek.nr. 470-0811151-61	6.500.000 frank
3°	Festival van Vlaanderen - Gent en Historische Steden v.z.w. Kasteel Borluut Kleine Gentstraat 46 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem) rek.nr. 447-0015811-22	8.500.000 frank
4°	Festival van Vlaanderen Internationaal - Brussel/Europa v.z.w. Ravensteinstraat 60 1000 Brussel rek.nr. 435-9148761-92	11.000.000 frank

5°	Festival van Vlaanderen - Kortrijk v.z.w. Jan Breydellaan 12 8500 Kortrijk rek.nr. 460-0203901-47	4.700.000 frank
6°	Festival van Vlaanderen - Limburg v.z.w. Vlasmarkt 4 3700 Tongeren rek.nr. 068-0801520-36	5.500.000 frank
7°	Festival van Vlaanderen - Mechelen v.z.w. Stadhuis Grote Markt 21 2800 Mechelen rek.nr. 000-0807996-83	5.000.000 frank
8°	Festival van Vlaanderen - Vlaams-Brabant v.z.w. Brusselsestraat 63 3000 Leuven rek.nr. 739-0011001-41	6.500.000 frank
9°	Rembetika v.z.w. Beenhouwerstraat 24 8000 Brugge rek.nr. 001-2169612-88	2.000.000 frank
Totaal subsidies festivals		56.200.000 frank
Algemeen totaal muziekverenigingen		289.650.000 frank

Art. 11. De jaarlijkse subsidie, bedoeld in artikel 6 tot en met 10, die aan de muziekverenigingen wordt toegekend als werkingssubsidie voor het jaar 1999, bedraagt voor elk van die muziekverenigingen het bedrag, genoemd in artikel 6 tot en met 10.

Die subsidies voor een totaal bedrag van 289.650.000 frank (tweehonderd achtennegentig miljoen zeshonderd vijftig duizend frank) worden aangerekend op de kredieten ingeschreven onder organisatieafdeling 45, programma 40, basisallocatie 33.11 van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999.

Art. 12. De volgende professionele muziekensembles die zich uitsluitend specialiseerden in de al dan niet authentieke uitvoering van bestaande muziek en die zich als dusdanig ook artistiek profileerden, moeten niet voldoen aan de bijkomende subsidiëeringsvoorwaarde, bepaald in artikel 16, § 3, 3°, van het Muziekdecreet van 31 maart 1998 :

- 1° het muziekensemble 'Anima Eterna', Ballaerstraat 95, 2018 Antwerpen;
- 2° het muziekensemble 'Il Fondamento', Drieluikstraat 9, 8310 Brugge;
- 3° het muziekensemble 'La Petite Bande', Putberg 56, 1730 Asse.

Art. 13. De aangroei van de reserves van de begunstigen bedraagt voor elk werkingsjaar hoogstens 10 procent van de voor dat jaar toegekende werkingssubsidie of is gelijk aan het bedrag van de eigen inkomsten als dat lager ligt dan 10 procent van de subsidie. De gecumuleerde reserves mogen ten hoogste 20 procent van de gemiddelde kosten van de drie laatste werkingsjaren bedragen.

Art. 14. Als de in artikel 13 vermelde maxima voor de reservevorming worden overschreden, dan kan de Vlaamse minister, bevoegd voor de cultuur, hierop een afwijking toestaan, na gemotiveerd advies van de administratie Cultuur en na het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting.

Art. 15. De aanwending van de reserves is onderworpen aan de goedkeuring van de Vlaamse minister, bevoegd voor de cultuur.

Art. 16. Controle ter plaatse van de bewijsstukken door daartoe gemachtigde ambtenaren van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of van het Rekenhof is mogelijk.

Art. 17. In artikel 48 van het besluit van de Vlaamse regering van 19 mei 1998 betreffende de uitvoering van het muziekdecreet van 31 maart 1998 en de subsidiëring van compositieopdrachten voor muziektheater, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 5 worden de woorden 'op 15 december 1998' vervangen door de woorden 'binnen vier weken na de beslissing van de Vlaamse regering waarbij de muziekvereniging in kwestie door de Vlaamse regering erkend werd'.
- 2° in § 6 wordt het woord 'twee' vervangen door het woord 'vier' en de woorden 'één maand voor de datum waarop dat festival die eerste culturele manifestatie organiseert' vervangen door de woorden 'binnen vier weken na de beslissing van de Vlaamse regering waarbij het festival in kwestie door de Vlaamse regering erkend werd'.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op de datum van ondertekening ervan, met uitzondering van artikel 17, dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1998.

Art. 19. De Vlaamse minister, bevoegd voor de cultuur, is belast met de uitvoering van dit besluit.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[S - C - 99/29001]

26 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application, dans l'enseignement libre non confessionnel, de l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, notamment l'article 10 tel que modifié par le décret du 7 juillet 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. En ce qui concerne l'enseignement libre subventionné non confessionnel, les entités de proximité visées à l'article 10 du Décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental tel que modifié par le décret du 7 juillet 1998, sont, pour la région de langue française composées de la manière établie à l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. La Ministre-Présidente ayant l'enseignement fondamental dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 octobre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe à l'arrêté du 26 octobre 1998

Enseignement fondamental libre non confessionnel

Composition des entités

Entité de Forest

Présidence : Mme France Tillieu
Siège : Ecole en Couleurs
rue Rodenbach, 37
1190 Bruxelles

Ecole Nos Enfants
rue Meyerbeer, 15
1190 Bruxelles

Ecole en Couleurs
rue Rodenbach, 37
1190 Bruxelles

Entité d'Auderghem

Présidence : M. Orts
Siège : L'Autre Ecole
place Govaert, 1
1160 Bruxelles

L'Autre Ecole
place F. Govaert, 1
1160 Bruxelles

Entité d'Uccle

Présidence : Mme Elisabeth Servais
Siège : Ecole Decroly
Drève des Gendarmes, 45
1180 Bruxelles

Ecole Decroly
Drève des Gendarmes, 45
1180 Bruxelles

Ecole Hamaïcle
Avenue Hamoir, 31
1180 Bruxelles

Ecole Plein Air

Dieweg, 65

1180 Bruxelles

Entité de Woluwe-Saint-Lambert

Présidence :

M. Olivier Coppieters 't Wallant

Siège :

Ecole Singelijn

Avenue Chapelle aux Champs, 67

1200 Bruxelles

Ecole Singelijn

Avenue Chapelle aux Champs, 67

1200 Bruxelles

Entité de Louvain-La-Neuve

Présidence :

M. Bernard Van Noorbeeck

Siège :

Ecole Les Bruyères

Avenue des Arts, 11

1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve

Ecole Les Bruyères

Avenue des Arts, 11

1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve

Entité de Lasne, Court-Saint-Etienne, Genappe

Présidence :

M. Lamblin

Siège :

Ecole Ouverte

Chemin des Strins, 6

1380 Ohain

Ecole Ouverte

Chemin des Strins, 6

1380 Ohain

Ecole maternelle "Fondation Comte
et Comtesse Ways Ruart"

Grand Route, 43

1474 Ways

1475

Ecole Gardienne Paul Henricot

rue Ernest Cosse, 15

1490 Court-Saint-Etienne

Entité de Wavre

Présidence :

M. Hugues Van der Straten Ponthoz

Siège :

Ecole internationale Le Verseau

Route de Wavre, 60

1301 Bierges

Le Verseau-Elce

Route de Wavre, 60

1301 Bierges

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 99/29001]

26 OKTOBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing, in het niet-confessioneel vrij onderwijs, van artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, inzonderheid op artikel 10, zoals gewijzigd bij het decreet van 7 juli 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindermwzijn en de gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 1998,

Besluit :

Artikel 1. Voor het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de nabijheidseenheden bedoeld bij artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, zoals gewijzigd bij het decreet van 7 juli 1998, voor het Frans taalgebied, samengesteld op de wijze bepaald in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het basisonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 oktober 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd,
het kindermwzijn en de gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage bij het besluit van 26 oktober 1998

Niet-confessioneel vrij basisonderwijs

Samenstelling van de eenheden

Eenheid van Vorst

Voorzitterschap :

Mevr. France Tillieu

Zetel :

Ecole en Couleurs

Rodenbachstraat, 37

1190 Brussel

Ecole Nos Enfants

Meyerbeerstraat, 15

1190 Brussel

Ecole en Couleurs

Rodenbachstraat, 37

1190 Brussel

Eenheid van Oudergem

Voorzitterschap :

De heer Orts

Zetel :

L'Autre Ecole

Govaertplein, 1

1160 Brussel

L'Autre Ecole

Govaertplein, 1

1160 Brussel

Eenheid van Ukkel

Voorzitterschap :

Mevr. Elisabeth Servais

Zetel :

Ecole Decroly

Gendarmendreef, 45

1180 Brussel

Ecole Decroly

Gendarmendreef, 45

1180 Brussel

Ecole Hamaide

Hamoirlaan, 31

1180 Brussel

Ecole Plein Air

Dieweg, 65

1180 Brussel

Eenheid van Sint-Lambrechts-
Woluwe

Voorzitterschap :

De heer Olivier Coppieters 't Wallant

Zetel :

Ecole Singelijn

Veldkapellaan, 67

1200 Brussel

Ecole Singelijn

Veldkapellaan, 67

1200 Brussel

Eenheid van Louvain-La-Neuve
 Voorzitterschap : De heer Bernard Van Noorbeeck
 Zetel : Ecole Les Bruyères
 Avenue des Arts, 11
 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve

Ecole Les Bruyères
 Avenue des Arts, 11
 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve

Eenheid van Lasne, Court-Saint-Etienne, Genappe
 Voorzitterschap : De heer Lamblin
 Zetel : Ecole Ouverte
 Chemin des Strins, 6
 1380 Ohain

Ecole Ouverte
 Chemin des Strins, 6
 1380 Ohain

Kleuterschool "Fondation Comte
 et Comtesse Ways Ruart"
 Grand Route, 43
 1474 Ways
 1475

Kleuterschool Paul Henricot
 rue Ernest Cosse, 15
 1490 Court-Saint-Etienne

Eenheid van Waver
 Voorzitterschap : De heer Hugues Van der Straten
 Ponthoz
 Zetel : Ecole Internationale Le Verseau
 Route de Wavre, 60
 1301 Bierges

Le Verseau-Elce
 Route de Wavre, 60
 1301 Bierges



[C - 98/29578]

30 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant désignation des membres de la Commission des discriminations positives en application de l'article 6 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 6;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 novembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont désignés en qualité de membres de la Commission des discriminations positives sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental :

- 1° Mme Reine-Marie Braeken;
- 2° M. Jean Desert;
- 3° M. Jean Leroy;
- 4° Mme Valérie Piron;
- 5° M. Raymond Vandeuken.

Art. 2. Sont désignés en qualité de membres de la Commission des discriminations positives sur proposition du Conseil général de l'enseignement secondaire :

- 1° M. Etienne Florkin;
- 2° M. Jacques Lefere;
- 3° Mme Danielle Letier-De Bie;
- 4° M. Jean Steensels.

Art. 3. Est désigné en qualité de membre de la Commission des discriminations positives pour représenter le Gouvernement :

Mme Martine Dorchy.

Art. 4. Sont désignés en qualité de membres effectifs ou de membres suppléants de la Commission des discriminations positives, les membres du Conseil général de l'enseignement fondamental ou du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire représentant les organisations syndicales :

Membres effectifs :

- 1° M. Michel Bastien;
- 2° M. René Mercier;
- 3° M. Luc Geweld;

Membres suppléants :

- 1° M. Jacques Giot;
- 2° M. Jacques Pousset.

Art. 5. Sont désignés en qualité de membres de la Commission des discriminations positives pour représenter les centres psycho-médico-sociaux :

- 1° Mme Danielle Caty-Lemaire;
- 2° M. Paul Maurissen;
- 3° M. Michel Verhoeven.

Art. 6. Est désigné par le Gouvernement en qualité de membres de la Commission des discriminations positives avec voix consultative pour représenter le Centre pour l'Egalité des Chances et la lutte contre le Racisme :

Mme Eliane Deproost.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 novembre 1998.

Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 30 novembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion à la Santé,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

[C - 98/29578]

30 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanstelling van de leden van de Commissie voor positieve discriminatie bij toepassing van artikel 6 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op artikel 6;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindermwzijn en de gezondheidspromotie,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 november 1998,

Besluit :

Artikel 1. Worden aangesteld als lid van de Commissie voor positieve discriminatie op de voordracht van de Algemene Raad voor het basisonderwijs :

- 1° Mevr. Reine-Marie Braeken;
- 2° de heer Jean Desert;
- 3° de heer Jean Leroy;
- 4° Mevr. Valérie Piron;
- 5° de heer Raymond Vandeuren.

Art. 2. Worden aangesteld als lid van de Commissie voor positieve discriminatie op de voordracht van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs :

- 1° de heer Etienne Florkin;
- 2° de heer Jacques Lefere;
- 3° Mevr. Danielle Letier-De Bie;
- 4° de heer Jean Steensels.

Art. 3. Wordt aangesteld als lid van de Commissie voor positieve discriminatie om de Regering te vertegenwoordigen :

Mevr. Martine Dorchy.

Art. 4. Worden aangesteld als werkend of plaatsvervangend lid van de Commissie voor positieve discriminatie, de leden van de Algemene Raad voor het basisonderwijs of van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs die de vakbonden vertegenwoordigen :

Werkende leden :

- 1° de heer Michel Bastien;
- 2° de heer René Mercier;
- 3° de heer Luc Geweld;

Plaatsvervangende leden:

- 1° de heer Jacques Giot;
- 2° de heer Jacques Pousset.

Art. 5. Worden aangesteld als lid van de Commissie voor positieve discriminatie om de psycho-medische-sociale centra te vertegenwoordigen :

- 1° Mevr. Danielle Caty-Lemaire;
- 2° de heer Paul Maurissen;
- 3° de heer Michel Verhoeven.

Art. 6. Wordt door de Regering aangesteld als lid van de Commissie voor positieve discriminatie met raadgevende stem, om het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding te vertegenwoordigen :

Mevr. Eliane Deproost.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 30 november 1998.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 november 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd,
het kindermwzijn en de gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX



Nomination

[99/29108]

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 1998, Mme Nicole Clarembaux est nommée au grade d'attachée (catégorie du grade : administratif — groupe de qualification : 1) le 1er juin 1998.

VERTALING

[99/29108]

Benoeming

Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 1998 wordt Mevr. Nicole Clarembaux op 1 juni 1998 benoemd tot attaché (categorie van de graad : administratief — kwalificatiegroep : 1).

VERTALING

[98/29558]

[98/29558]

Belgische Rode Kruis. — Legaat

Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 1998 wordt het Belgische Rode Kruis, Franse Gemeenschap, Vleurgatsesteenweg 98, te 1050 Brussel, ertoe gemachtigd het legaat aan te nemen gemaakt door de heer Gaston Picalausa, geboren te Lembeek op 17 juni 1919, met woonplaats te Tubeke, chaussée d'Hondzakt 73, overleden te Tubeke op 29 november 1997.

Croix-Rouge de Belgique. — Legs

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 1998, la Croix-Rouge de Belgique, Communauté française, chaussée de Vleurgat 98, à 1050 Bruxelles, est autorisée à accepter le legs fait par M. Gaston Picalausa, né à Lembeek le 17 juin 1919, demeurant à Tubize, chaussée d'Hondzacht 73, décédé à Tubize le 29 novembre 1997.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

**CHAMBRES LEGISLATIVES
CHAMBRES DES REPRESENTANTS**
Examen de recrutement d'attaché-ingénieur bilingue

[99/19124]

La Chambre des représentants organisera prochainement un examen en vue de recrutement et de la constitution d'une réserve de recrutement d'attachés-ingénieurs bilingues porteurs d'un diplôme établi en langue néerlandaise.

I. Conditions d'admissibilité.

Les candidats doivent :

- 1° être citoyens de l'Union européenne;
- 2° être de conduite irréprochable;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° pour les candidats masculins, satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil électricien et mécanicien ou d'ingénieur civil électricien ou d'ingénieur civil mécanicien, établi en langue néerlandaise.

Ces conditions doivent être réunies à la date de clôture des inscriptions, c'est-à-dire au 12 mars 1999.

II. Programme d'examen.

1. Epreuve de maturité : résumé en langue néerlandaise et commentaire critique en langue française d'une conférence d'une durée de 20 minutes portant sur un sujet d'ordre général du niveau de l'enseignement supérieur.

N.B. : Pendant la conférence, les candidats ne peuvent pas prendre de notes.

Minimum requis : 10/20 pour chaque partie.

2. Epreuve écrite portant sur les connaissances théoriques en matière d'électromécanique et d'électrotechnique.

Minimum requis: 20/40.

3. Interview dans les deux langues nationales sur des sujets d'intérêt général.

Minimum requis : 10/20.

Chaque épreuve est éliminatoire.

III. Traitement.

Le traitement annuel brut de début de carrière est de F 1 356 582 à F 1 531 086 au coefficient actuel de liquidation, selon l'âge du candidat au moment de son entrée en service.

Le traitement maximum annuel de fin de carrière s'élève à F 3 088 043 au coefficient actuel de liquidation.

IV. Prestations.

La fin des prestations journalières est fonction des nécessités de service.

V. Inscription.

Les demandes avec *curriculum vitae* doivent être adressées par écrit, au plus tard le 12 mars 1999, aux services de la Questure de la Chambre des représentants, secrétariat des examens, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Le formulaire d'inscription et une brochure reprenant notamment le programme des épreuves sont automatiquement envoyés aux candidats qui réunissent les conditions de participation.

Les demandes antérieures doivent être renouvelées.

WETGEVENDE KAMERS
KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS
Wervingsexamen van tweetalig attaché-ingénieur

[99/19124]

De Kamer van volksvertegenwoordigers organiseert eerland een examen met het oog op de aanwerving en de samenstelling van een wervingsreserve van tweetalige attachés-ingenieurs met een in het Nederlands gesteld diploma.

I. Toelaatbaarheidsvereisten.

De kandidaten moeten :

- 1° burger zijn van de Europese unie;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de dienstplichtwetten;

5° houder zijn van een in het Nederlands gesteld diploma van burgerlijk elektrotechnisch en werktuigkundig ingenieur of van burgerlijk elektrotechnisch ingenieur of van burgerlijk werktuigkundig ingenieur.

Aan deze vereisten moet zijn voldaan op de datum van de afsluiting van de inschrijvingen, namelijk 12 maart 1999.

II. Examenprogramma.

1. Maturiteitsproef : samenvatting in het Nederlands van en kritisch commentaar in het Frans op een lezing van 20 minuten gehouden in het Nederlands over een onderwerp van algemeen belang op het niveau van het hoger onderwijs.

N.B. : Tijdens de voordracht mag de kandidaat geen aantekeningen maken.

Vereist minimum : 10/20 voor elk onderdeel.

2. Schriftelijke proef over de theoretische kennis inzake elektromechanica en elektrotechniek.

Vereist minimum : 20/40.

3. Interview in de beide landstalen over onderwerpen van algemeen belang.

Vereist minimum : 10/20.

Elk examenonderdeel geldt als een schifting.

III. Wedde.

De bruto jaarwedde bij het begin van de loopbaan bedraagt, tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt, F 1 356 582 à F 1 531 086, volgens de leeftijd van de kandidaat bij de indiensttreding.

De maximumwedde op het einde van de loopbaan bedraagt F 3 088 043 per jaar, tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt.

IV. Prestaties.

Het einde van de dagprestaties wordt bepaald volgens de vereisten van de dienst.

V. Inschrijving.

De aanvragen met *curriculum vitae* moeten schriftelijk en uiterlijk 12 maart 1999 worden gericht aan de Quaesturdiensten van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Examensecretariaat, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

Het inschrijvingsformulier en een brochure met o.a. het examenprogramma worden automatisch toegestuurd aan de kandidaten die aan de deelnemingsvoorwaarden voldoen.

Vroegere aanvragen moeten worden hernieuwd.

COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C - 98/03668]

8 DECEMBRE 1998. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des sociétés faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne

La Commission bancaire et financière,

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 26, alinéa 5, inséré par la loi du 13 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1997 portant exécution de l'article 26, alinéa 5, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment les articles 2 à 8;

Vu la liste des sociétés faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne arrêtée au 30 juin 1998, publiée au *Moniteur belge* du 23 octobre 1998 et les modifications intervenues depuis cette date,

Arrête :

La liste des sociétés faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne arrêtée au 30 juin 1998 est modifiée comme suit :

A la rubrique « Sociétés dont les titres sont inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières »

par l'inscription de :

REMI CLAEYS ALUMINIUM, Kortemarkstraat 52, 8810 Lichtervelde

ROULARTA MEDIA GROUP, Meiboomlaan 33, 8800 Roeselare

ONTEX, Genthof 5, 9255 Buggenhout

IMMO GENK-ZUID, boulevard Brand Whitlock 87, 1200 Bruxelles

par le remplacement de IMMOLEASE-TRUST, place de l'Albertine 2, bte 5, 1000 Bruxelles, par IMMOLEASE-TRUST, boulevard Brand Whitlock 87, bte 4, 1200 Bruxelles

A la rubrique « Sociétés dont les titres sont répandus dans le public, suite à une offre publique en souscription, une offre publique de vente ou une offre publique d'échange ou suite à une inscription antérieure à la cote d'une bourse de valeurs mobilières » :

par l'inscription de :

TEXTIEL DE WITTE LIETAER, Koningin Astridlaan 48, 8930 Lauwe

ALTER VISION, rue du Fossé-aux-Loups 48, 1000 Bruxelles

par le remplacement de :

SIVEK, Brusselsesteenweg 100, 3000 Leuven, par SIVEK, avenue du Port 2, 1080 Bruxelles

PARICOR, boulevard Emile Jacqmain 162, 1000 Bruxelles, par PARICOR, avenue Livingstone 6, 1000 Bruxelles.

Bruxelles, le 8 décembre 1998.

Le Président,

J.-L. Duplat.

COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIEWEEZEN

[C - 98/03668]

8 DECEMBER 1998. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen tot wijziging van de lijst van de vennootschappen die een openbaar beroep op het spaarwezen doen of gedaan hebben

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 26, vijfde lid, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1997 tot uitvoering van artikel 26, vijfde lid, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op de artikelen 2 tot 8;

Gelet op de lijst van de vennootschappen die een openbaar beroep op het spaarwezen doen of gedaan hebben, opgemaakt op 30 juni 1998 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 1998, evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen,

Besluit :

De op 30 juni 1998 opgemaakte lijst van de vennootschappen die een openbaar beroep op het spaarwezen doen of gedaan hebben, wordt als volgt gewijzigd :

In de rubriek « Vennootschappen waarvan de effecten zijn opgenomen in de notering van een effectenbeurs »

door de inschrijving van :

REMI CLAEYS ALUMINIUM, Kortemarkstraat 52, 8810 Lichtervelde

ROULARTA MEDIA GROUP, Meiboomlaan 33, 8800 Roeselare

ONTEX, Genthof 5, 9255 Buggenhout

IMMO GENK-ZUID, Brand Whitlocklaan 87, 1200 Brussel

door de vervanging van IMMOLEASE-TRUST, Albertinaplein 2, bus 5, 1000 Brussel, door IMMOLEASE-TRUST, Brand Whitlocklaan 87, bus 4, 1200 Brussel

In de rubriek « Vennootschappen waarvan de effecten in het publiek zijn verspreid als gevolg van een openbaar aanbod tot inschrijving, een openbaar aanbod tot verkoop of een openbaar aanbod tot omruiling, dan wel omdat zij voorheen waren opgenomen in de notering van een effectenbeurs »

door de inschrijving van :

TEXTIEL DE WITTE LIETAER, Koningin Astridlaan 48, 8930 Lauwe

ALTER VISION, Wolvengracht 48, 1000 Brussel

door de vervanging van :

SIVEK, Brusselsesteenweg 100, 3000 Leuven, door SIVEK, Havenlaan 2, 1080 Brussel

PARICOR, Emiel Jacqmainlaan 162, 1000 Brussel, door PARICOR, Livingstonelaan 6, 1000 Brussel.

Brussel, 8 december 1998.

De Voorzitter,

J.-L. Duplat.

[C - 98/03706]

23 DECEMBRE 1998. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 5 janvier 1998, publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1998 et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que la Commission bancaire et financière a accordé à la société Stroeve & Degroof Vermogensbeheer S.A., dont le siège est situé à 2018 Anvers, Van Putlei 33, l'agrément de société de gestion de fortune pour les services d'investissement suivants visés à l'article 46 de la loi du 6 avril 1995 :

1. a) la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;

3. la gestion, sur une base discrétionnaire et individualisée, de portefeuilles d'investissement dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments financiers,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 5 janvier 1998, est modifiée à la rubrique sociétés de gestion de fortune par l'insertion de la société Stroeve & Degroof Vermogensbeheer S.A., Van Putlei 33, à 2018 Anvers, pour les services d'investissement 1. a) et 3.

Bruxelles, le 23 décembre 1998.

Le Président,

J.-L. DUPLAT

[C - 98/03706]

23 DECEMBER 1998. — Besluit van het Commissie voor het Bank- en Financieuzen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 5 januari 1998 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1998 evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financieuzen aan Stroeve & Degroof Vermogensbeheer N.V., met maatschappelijke zetel te 2018 Antwerpen, Van Putlei 33, een vergunning heeft verleend als vennootschap voor vermogensbeheer voor de volgende in artikel 46 van de wet van 6 april 1995 bedoelde beleggingsdiensten :

1. a) het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten;

3. het per cliënt op discretionaire basis beheren van beleggingsportefeuilles op grond van een door de belegger gegeven opdracht, voor zover die portefeuilles één of meer financiële instrumenten omvatten,

Besluit :

De op 5 januari 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd in de rubriek vennootschappen voor vermogensbeheer door de toevoeging van de vennootschap Stroeve & Degroof Vermogensbeheer N.V., Van Putlei 33, te 2018 Antwerpen voor de beleggingsdiensten 1. a) en 3.

Brussel, 23 december 1998.

De Voorzitter,

J.-L. DUPLAT

[C - 98/03707]

23 DECEMBRE 1998. — Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée le 5 janvier 1998, publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1998 et les modifications intervenues depuis cette date;

[C - 98/03707]

23 DECEMBER 1998. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de lijst opstelt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 5 januari 1998 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1998 evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Considérant que la société de bourse Mignon, Hanart, Declerck SPRL, a décidé de mettre fin à l'exécution d'opérations sur instruments financiers pour son propre compte au sens de l'article 58, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1995 et que par conséquent la Commission bancaire et financière a modifié l'agrément de la société en omettant l'activité précitée,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée le 5 janvier 1998, est modifiée, sous le titre "Entreprises d'investissement de droit belge" à la rubrique "Sociétés de bourse" par l'omission de l'activité renseignée comme "A" dans l'énumération des services d'investissement et autres activités que la société Mignon, Hanart, Declerck SPRL est autorisée à effectuer.

Bruxelles, le 23 décembre 1998.

Le président,
J.-L. Duplat.

Overwegende dat de beursvennootschap Mignon, Hanart, Declerck BVBA, beslist heeft een einde te stellen aan de werkzaamheid bestaande uit het verrichten van transacties met financiële instrumenten voor eigen rekening, als bedoeld in artikel 58, § 1, tweede lid, van de wet van 6 april 1995 en dat bijgevolg de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de vergunning van de betrokken beursvennootschap gewijzigd heeft door de weglating van voormelde werkzaamheid,

Besluit :

De op 5 januari 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd onder de titel "Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht" in de rubriek "Beursvennootschappen" door de weglating van de werkzaamheid opgenomen met de vermelding "A" in de opsomming van de beleggingsdiensten en andere werkzaamheden die de beursvennootschap Mignon, Hanart, Declerck BVBA gemachtigd is te verrichten.

Brussel, 23 december 1998.

De voorzitter,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03017]

12 JANVIER 1999 Arrêté de la Commission bancaire et financière établissant la liste des bureaux de change enregistrés en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement, notamment son article 139;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1994 relatif aux bureaux de change et au commerce des devises, notamment son article 7;

Vu la liste des bureaux de change enregistrés en Belgique, arrêtée le 13 janvier 1998 et publiée au *Moniteur belge* du 3 février 1998, et les modifications intervenues et publiées au *Moniteur belge* depuis cette date,

Arrête :

La liste des bureaux de change enregistrés en Belgique au 12 janvier 1999 est arrêtée comme suit :

1. Bureaux de change constitués sous la forme d'une société

Astier-Perret SA, rue d'Havré 138, 7000 Mons
Bellword SA, avenue Winston Churchill 16, 1180 Bruxelles
Best Money Change BVBA, Markt 13, 8000 Brugge
BM Universal NV, Brouwersvliet 44, 2000 Antwerpen
Camrail SA, place Sainte Gudule 19, 1000 Bruxelles
Change Center SPRL, rue au Beurre 49, 1000 Bruxelles
Chequepoint (Belgium) SA, avenue Louise 475, 1050 Bruxelles
Copine Exchange SA, passage de la gare 13, 5000 Namur
M. De Ridder - J. Vanpaemel & Co. NV, Luchthaven Oostende, bus 8, 8400 Oostende
Dienstencentrum Van Welden NV, Hoogstraat 61-63, 9700 Oudenaarde
Pierre Drugmand SCS, rue Sylvain Guyaux 38, 7100 La Louvière
Euro-Change SA, avenue des Arts 42, 1000 Bruxelles
Eurogold SA, rue de la Bourse 30/32, 1000 Bruxelles
European Exchange & Credit SA, rue Sainte Anne 32, 1000 Bruxelles
Goffin NV, intervenant également sous les dénominations de Baslé, Best Change et Interchange, Gordunakaai 85, 9000 Gent
Goldfinger SA, rue Neuve 52, 1000 Bruxelles

[C - 99/03017]

12 JANUARI 1999. — Besluit van het Commissie voor het Bank- en Financieuzen tot vaststelling van de lijst van de in België geregistreerde wisselkantoren

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op artikel 139;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1994 betreffende de wisselkantoren en de valutahandel, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de lijst van de in België geregistreerde wisselkantoren, opgemaakt op 13 januari 1998 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 februari 1998, evenals op de sedertdien ingetreden en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte wijzigingen,

Besluit :

De lijst van de in België geregistreerde wisselkantoren wordt op 12 januari 1999 als volgt vastgesteld :

1. Wisselkantoren opgericht in de vorm van een vennootschap

Astier-Perret SA, rue d'Havré 138, 7000 Mons
Bellword NV, Winston Churchillaan 16, 1180 Brussel
Best Money Change BVBA, Markt 13, 8000 Brugge
BM Universal NV, Brouwersvliet 44, 2000 Antwerpen
Camrail NV, Sint-Goedeleplein 19, 1000 Brussel
Change Center BVBA, Boterstraat 49, 1000 Brussel
Chequepoint (Belgium) NV, Louizalaan 475, 1050 Brussel
Copine Exchange SA, Passage de la gare 13, 5000 Namur
M. De Ridder - J. Vanpaemel & Co. NV, Luchthaven Oostende, bus 8, 8400 Oostende
Dienstencentrum Van Welden NV, Hoogstraat 61-63, 9700 Oudenaarde
Pierre Drugmand SCS, rue Sylvain Guyaux 38, 7100 La Louvière
Euro-Change NV, Kunstlaan 42, 1000 Brussel
Eurogold NV, Beursstraat 30/32, 1000 Brussel
European Exchange & Credit NV, Sint-Annastraat 32, 1000 Brussel
Goffin NV, ook optredend onder de handelsnamen Baslé, Best Change en Interchange, Gordunakaai 85, 9000 Gent
Goldfinger NV, Nieuwstraat 52, 1000 Brussel

Interfix BVBA, Pelikaanstraat 78, 2018 Antwerpen
 Lembourg - Meresse - Tourisme - Change Autoroute SPRL, Autoroute E19 Bruxelles - Paris, Poste Frontière, 7350 Hensies
 Money Express & Services SPRL, boulevard M. Lemonnier 121, 1000 Bruxelles
 Roger Munters & CIE SNC, rue du Midi 97, 1000 Bruxelles
 Pillen R.W.J. BVBA, Vlamingstraat 11, 8000 Brugge
 Société Générale de Change SPRL, rue des Fripiers 55, 1000 Bruxelles
 Stevens & CIE - Wissel/Exchange NV, Vestingstraat 70, 2018 Antwerpen
 Superchange SA, rue Marché aux Herbes 55, 1000 Bruxelles
 The Thomas Cook Group Ltd., Grand Place 4, 1000 Bruxelles
 Travelex Belgium NV, Leopold II Dam, 8380 Zeebrugge
 Wats NV, De Keyserlei 44, 2018 Antwerpen

2. Bureaux de change établis comme personnes physiques

M. Jean-Luc Courtois, Vieux Marché aux Poteries 5, 7500 Tournai, intervenant sous la dénomination "J.L.C. Change, Vieux Marché aux Poteries 5, 7500 Tournai"

M. Roland Debonnet, rue de la Patrouille 2, 7760 Pottes, intervenant sous la dénomination "Change Exact +, Roland Debonnet, Autoroute E19 Bruxelles - Paris, 7350 Hensies"

M. Isidoro Friedberg - Langsam, Van Eycklei 19, 2018 Antwerpen, intervenant sous la dénomination "Isidoro Friedberg - Langsam, Hoveniersstraat 50/52, 2018 Antwerpen"

M. Haïm Hadad, Haringrodestraat 57, 2018 Antwerpen, intervenant sous la dénomination "Hadad Haïm, M.R.S. Trading, Hoveniersstraat 2 bus 429, 2018 Antwerpen"

M. Jacques Lembourg, rue de la Chaussée 1, 7000 Mons, intervenant sous la dénomination "Agence Lembourg Jacques, rue de la Chaussée 1, 7000 Mons et Autoroute E19 Tournai - Lille, poste frontière de Lamain, 7522 Lamain"

M. Eliezer Lipschutz, Helenalei 18, 2018 Antwerpen, intervenant sous la dénomination "E. Lipschutz Wisselkantoor (ELW), Schupstraat 1, 2018 Antwerpen"

Mme Marguerite-Marie Maucq, August Oleffelaan 26, 8620 Nieuwpoort, intervenant sous la dénomination "Wissel - Change - Exchange Maucq M., Van Iseghemlaan 38, 8400 Oostende"

Bruxelles, le 12 janvier 1999.

Le Président,
 J.-L. Duplat

Interfix BVBA, Pelikaanstraat 78, 2018 Antwerpen
 Lembourg - Meresse - Tourisme - Change Autoroute SPRL, Autoroute E19 Bruxelles - Paris, Poste Frontière, 7350 Hensies
 Money Express & Services BVBA, M. Lemonnierlaan 121, 1000 Brussel
 Roger Munters & CIE VOF, Zuidstraat 97, 1000 Brussel
 Pillen R.W.J. BVBA, Vlamingstraat 11, 8000 Brugge
 Société Générale de Change BVBA, Kleerkoperstraat 55, 1000 Brussel
 Stevens & CIE - Wissel/Exchange NV, Vestingstraat 70, 2018 Antwerpen
 Superchange NV, Grasmart 55, 1000 Brussel
 The Thomas Cook Group Ltd., Grote Markt 4, 1000 Brussel
 Travelex Belgium NV, Leopold II Dam, 8380 Zeebrugge
 Wats NV, De Keyserlei 44, 2018 Antwerpen

2. Wisselkantoren gevestigd als natuurlijke personen

De heer Jean-Luc Courtois, Vieux Marché aux Poteries 5, 7500 Tournai, optredend onder de handelsnaam "J.L.C. Change, Vieux Marché aux Poteries 5, 7500 Tournai"

De heer Roland Debonnet, rue de la Patrouille 2, 7760 Pottes, optredend onder de handelsnaam "Change Exact +, Roland Debonnet, Autoroute E19 Bruxelles - Paris, 7350 Hensies"

De heer Isidoro Friedberg - Langsam, Van Eycklei 19, 2018 Antwerpen, optredend onder de handelsnaam "Isidoro Friedberg - Langsam, Hoveniersstraat 50/52, 2018 Antwerpen"

De heer Haïm Hadad, Haringrodestraat 57, 2018 Antwerpen, optredend onder de handelsnaam "Hadad Haïm, M.R.S. Trading, Hoveniersstraat 2 bus 429, 2018 Antwerpen"

De heer Jacques Lembourg, rue de la Chaussée 1, 7000 Mons, optredend onder de handelsnaam "Agence Lembourg Jacques, rue de la Chaussée 1, 7000 Mons et Autoroute E19 Tournai - Lille, poste frontière de Lamain, 7522 Lamain"

De heer Eliezer Lipschutz, Helenalei 18, 2018 Antwerpen, optredend onder de handelsnaam "E. Lipschutz Wisselkantoor (ELW), Schupstraat 1, 2018 Antwerpen"

Mevr. Marguerite-Marie Maucq, August Oleffelaan 26, 8620 Nieuwpoort, optredend onder de handelsnaam "Wissel - Change - Exchange Maucq M., Van Iseghemlaan 38, 8400 Oostende"

Brussel, 12 januari 1999.

De Voorzitter,
 J.-L. Duplat

[C - 99/03042]

19 JANVIER 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière arrêtant la liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ayant une succursale enregistrée en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 65, alinéa 3, relatif à la liste des succursales enregistrées en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté,

[C - 98/03042]

19 JANUARI 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen vastleggend de lijst van de kredietinstellingen die onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en een in België geregistreerd bijkantoor hebben

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid artikel 65, derde lid, met betrekking tot de lijst van de in België geregistreerde bijkantoren van kredietinstellingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren;

Revu la liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ayant une succursale enregistrée en Belgique arrêtée au 31 décembre 1997, publiée au *Moniteur belge* du 25 février 1998, et les modifications intervenues et publiées au *Moniteur belge* depuis cette date,

Arrête :

La liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ayant une succursale enregistrée en Belgique au 31 décembre 1998 est arrêtée comme il suit :

Aachener Bank eG,
société coopérative de droit allemand
Aachener Straße 24a, 4700 Eupen
ABN AMRO Bank,
société anonyme de droit néerlandais
Boulevard du Régent 53, bte 1, 1000 Bruxelles
Banco Central Hispanoamericano,
société anonyme de droit espagnol
Rue de la Loi 227, 1040 Bruxelles
Banco Exterior de España,
société anonyme de droit espagnol
Avenue des Arts 43, 1040 Bruxelles
Banque Chaabi du Maroc,
société anonyme de droit français
Boulevard du Midi 62, 1000 Bruxelles
Banque nationale de Paris,
société anonyme de droit français
Boulevard du Régent 47-48, 1000 Bruxelles
Banque Paribas,
société anonyme de droit français
Rue Guimard 7, 5ème étage, 1040 Bruxelles
BHW Bausparkasse A.G.,
société anonyme de droit allemand
Boulevard E. Jacquain 155/10, 1210 Bruxelles
Caterpillar Finance France,
société anonyme de droit français
Rue Abbé Cuypers 3, 1040 Bruxelles
Commerzbank Aktiengesellschaft,
société anonyme de droit allemand
Boulevard Louis Schmidt 87, 1040 Bruxelles
Coöperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A., en abrégé :
Rabobank Nederland,
association coopérative par actions de droit néerlandais
Frankrijklei 156-158, 2000 Antwerpen
Crédit Agricole Indosuez,
société anonyme de droit français
Place Sainte-Gudule 14, 1000 Bruxelles
Crédit Commercial de France, en abrégé C.C.F.,
société anonyme de droit français
Avenue des Arts 46, 1000 Bruxelles
Crédit Lyonnais,
établissement de droit français nationalisé
Avenue Marnix 17, 1000 Bruxelles
De Nationale Investeringsbank N.V.,
société anonyme de droit néerlandais
Uitbreidingstraat 10-16, 2600 Antwerpen
Deutsche Bank Aktiengesellschaft,
société anonyme de droit allemand
Boulevard du Souverain 100, 1170 Bruxelles
FCE Bank PLC,
société par actions à responsabilité limitée de droit anglais
Groenenborgerlaan 16, 2610 Wilrijk (Antwerpen)
Kempen & Co,
société anonyme de droit néerlandais,
Frankrijklei 103, 2000 Antwerpen
Lloyds Bank PLC,
société par actions à responsabilité limitée de droit anglais
Avenue de Tervuren 2, 1040 Bruxelles

Na herziening van de op 31 december 1997 vastgestelde en in het *Belgisch Staatsblad* van 25 februari 1998 bekendgemaakte lijst van de kredietinstellingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en een in België geregistreerd bijkantoor hebben, evenals de sedertdien daarin aangebrachte en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte wijzigingen,

Besluit :

De lijst van de kredietinstellingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en een in België geregistreerd bijkantoor hebben, wordt op 31 december 1998 als volgt vastgelegd :

Aachener Bank eG,
coöperatieve vennootschap naar Duits recht
Aachener Straße 24a, 4700 Eupen
ABN AMRO Bank,
naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Regentlaan 53, bus 1, 1000 Brussel
Banco Central Hispanoamericano,
naamloze vennootschap naar Spaans recht
Wetstraat 227, 1040 Brussel
Banco Exterior de España,
naamloze vennootschap naar Spaans recht
Kunstlaan 43, 1040 Brussel
Banque Chaabi du Maroc,
naamloze vennootschap naar Frans recht
Zuidlaan 62, 1000 Brussel
Banque nationale de Paris,
naamloze vennootschap naar Frans recht
Regentlaan 47-48, 1000 Brussel
Banque Paribas,
naamloze vennootschap naar Frans recht
Guimardstraat 7, 5de verdieping, 1040 Brussel
BHW Bausparkasse A.G.,
naamloze vennootschap naar Duits recht
Emile Jacquainlaan 155/10, 1210 Brussel
Caterpillar Finance France,
naamloze vennootschap naar Frans recht
Priester Cuypersstraat 3, 1040 Brussel
Commerzbank Aktiengesellschaft
naamloze vennootschap naar Duits recht
Louis Schmidlaan 87, 1040 Brussel
Coöperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A., verkort :
Rabobank Nederland,
coöperatieve vereniging op aandelen naar Nederlands recht
Frankrijklei 156-158, 2000 Antwerpen
Crédit Agricole Indosuez,
naamloze vennootschap naar Frans recht
Sinter-Goedeleplein 14, 1000 Brussel
Crédit Commercial de France, verkort : C.C.F.,
naamloze vennootschap naar Frans recht
Kunstlaan 46, 1000 Brussel
Crédit Lyonnais,
genationaliseerde instelling naar Frans recht
Marnixlaan 17, 1000 Brussel
De Nationale Investeringsbank N.V.,
naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Uitbreidingstraat 10-16, 2600 Antwerpen
Deutsche Bank Aktiengesellschaft,
naamloze vennootschap naar Duits recht
Vorstaan 100, 1170 Brussel
FCE Bank plc,
vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid naar
Engels recht
Groenenborgerlaan 16, 2610 Wilrijk (Antwerpen)
Kempen & Co,
naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Frankrijklei 103, 2000 Antwerpen
Lloyds Bank PLC,
vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid naar
Engels recht
Tervurenlaan 2, 1040 Brussel

San Paolo IMI SpA
société anonyme de droit italien
Avenue Louise 350, bte 1, 1050 Bruxelles
Schretlen & Co N.V.,
société anonyme de droit néerlandais
Uitbreidingstraat 180, 2600 Antwerpen
Société Générale,
société anonyme de droit français
Tour Bastion, place du Champ de Mars 5, 1050 Bruxelles
Triodosbank,
société anonyme de droit néerlandais
Voskenslaan 97D, 9000 Gent
Volkswagen Bank GmbH,
société à responsabilité limitée de droit allemand
Avenue Louise 480, 1050 Bruxelles
Westdeutsche Landesbank Girozentrale,
établissement public de crédit de droit allemand
Chaussée de La Hulpe 166, 1170 Bruxelles
Bruxelles, le 19 janvier 1999

Le président,
J.-L. Duplat.

San Paolo IMI SpA
naamloze vennootschap naar Italiaans recht
Louizalaan 350, bus 1, 1050 Brussel
Schretlen & Co N.V.,
naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Uitbreidingstraat 180, 2600 Antwerpen
Société Générale,
naamloze vennootschap naar Frans recht
Bastion-Toren, Marsveldplein 5, 1050 Brussel
Triodosbank,
naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Voskenslaan 97D, 9000 Gent
Volkswagen Bank GmbH,
vennootschap met beperkte aansprakelijkheid naar Duits recht
Louizalaan 480, 1050 Brussel
Westdeutsche Landesbank Girozentrale,
openbare kredietinstelling naar Duits recht
Terhulpensesteenweg 166, 1170 Brussel
Brussel, 19 januari 1999

De voorzitter,
J.-L. Duplat.

[C - 99/03040]

19 JANVIER 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière arrêtant la liste des établissements de crédit agréés en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 13 relatif à la liste des établissements de crédit agréés en Belgique;

Revu la liste des établissements de crédit agréés en Belgique arrêtée au 31 décembre 1997, publiée au *Moniteur belge* du 4 mars 1998, et les modifications intervenues et publiées au *Moniteur belge* depuis cette date,

Arrête :

La liste des établissements de crédit agréés en Belgique au 31 décembre 1998 est arrêtée comme il suit :

1. Etablissements de crédit de droit belge :

1.A. Banques :

AGF/Assubel Banque, SA
Rue de Laeken 35, 1000 Bruxelles
BACOB, SC

Rue de Trèves 25, 1040 Bruxelles
Banca Monte Paschi Belgio, SA
Rue Joseph II 24, 1000 Bruxelles
Bank van Limburg, en abrégé : B.V.L., aussi appelé : Limburgs Beroepskrediet, SC

Cellebroedersstraat 11-15, 3500 Hasselt
Bankunie, SA
Parklaan 46, 2300 Turnhout
Bank J. Van Breda en C°, SA
Plantin en Moretuslei 295, 2140 Borgerhout
Bank of Yokohama (Europe), SA
Avenue Louise 287, bte 1, 1050 Bruxelles
Banque Artesia, en abrégé : Artesia, SA
Tour de Paris et des Pays-Bas

Boulevard Emile Jacqmain 162, bte 2, 1000 Bruxelles
Banque Belgoise, en abrégé : Belgolaise, SA
Cantersteen 1, 1000 Bruxelles
Banque commerciale de Bruxelles, en abrégé : Banque commerciale, SA

Rue des Colonies 1, 1000 Bruxelles
Banque Degroof, SA
Rue de l'Industrie 44, 1040 Bruxelles

[C - 99/03040]

19 JANUARI 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen vastleggend de lijst van kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen, op de kredietinstellingen, inzonderheid artikel 13 betreffende de lijst van kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Na herziening van de op 31 december 1997 vastgestelde en in het *Belgisch Staatsblad* van 4 maart 1998 bekendgemaakte lijst van kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend, evenals de sedertdien daarin aangebrachte en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte wijzigingen,

Besluit :

De lijst van kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt op 31 december 1998 als volgt vastgelegd :

1. Kredietinstellingen naar Belgisch recht :

1.A. Banken :

AGF/Assubel Bank, NV
Lakensestraat 35, 1000 Brussel

Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, in het Duits : Allgemeine Spar- und Rentenkassen-Bank, verkort : ASLK-Bank en/of ASRK-Bank, NV

Wolvengracht 48, 1000 Brussel
Antwerpse Diamantbank, NV
Pelikaanstraat 54, 2018 Antwerpen
Artesia Bank, verkort : Artesia, NV

Toren van Parijs en de Nederlanden,
Emile Jacqmainlaan 162, bus 2, 1000 Brussel
BACOB, CV

Trierstraat 25, 1040 Brussel
Banca Monte Paschi Belgio, NV
Jozef II-straat 24, 1000 Brussel

Bank Degroof, NV
Nijverheidsstraat 44, 1040 Brussel

Bank Delen & de Schaetzen, verkort : Bank Delen of Bank de Schaetzen of DDS Bank, NV

Jan Van Rijswijklaan 184, 2020 Antwerpen
Bank De Maertelaere of De Maertelaere, NV
Rijzenbergstraat 148, 9000 Gent
Bank van De Post, NV

Koloniënstraat 56, 1000 Brussel
Bank voor financieel beheer, verkort : Gesbank, NV
Rue Lebeau 3, 4000 Liège

Banque Delen & de Schaetzen, en abrégé : Banque Delen ou Banque de Schaetzen ou Banque DDS, SA
Jan Van Rijswijcklaan 184, 2020 Antwerpen
Banque De Maertelaere ou De Maertelaere, SA

Rijsenbergstraat 148, 9000 Gent
Banque Dewaay, SA
Boulevard Anspach 1, bte 39, 1000 Bruxelles
Banque diamantaire anversoise, SA
Pelikaanstraat 54, 2018 Antwerpen
Banque Drèze, SA
Rue Xhavée 3, 4800 Verviers
Banque européenne pour l'Amérique latine, en abrégé : B.E.A.L., SA
Chaussée de La Hulpe 166, 1170 Bruxelles
Banque de l'Europe méridionale, en abrégé : B.E.M.O., SA
Avenue des Arts 44, 1040 Bruxelles
Banque de Gestion financière, en abrégé : Gesbanque, SA
Rue Lebeau 3, 4000 Liège
Banque Ippa, en abrégé : Ippa, aussi dénommée : Royale Belge Finance, en abrégé : Royale Belge Fin ou R.B. Fin, SA

Boulevard du Souverain 23, 1170 Bruxelles
Banque de La Poste, SA
Rue des Colonies 56, 1000 Bruxelles
Banque MeesPierson, SA
Desguinlei 50, 2018 Antwerpen
Banque Nagelmackers 1747, SA
Avenue de l'Astronomie 23, 1210 Bruxelles
B.B.L., en entier : Banque Bruxelles Lambert, SA
Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles
BCH Benelux, SA
Rue de la Loi 227, 1040 Bruxelles
Byblos Bank Europe, SA
Rue Montoyer 10, bte 3, 1000 Bruxelles
Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque, en allemand : Allgemeine Spar- und Rentenkassen-Bank, en abrégé : CGER-Banque et/ou ASRK-Bank, SA
Rue du Fossé aux Loups 48, 1000 Bruxelles
Caisse Privée Banque, SA
Place du Champ de Mars 2, 1050 Bruxelles
CBC Banque, SA
Grand-Place 5, 1000 Bruxelles
Citibank Belgium ou Famibanque Division Citibank Belgium ou Banque Sud belge Division Citibank Belgium, SA
Boulevard Général Jacques 263g, 1050 Bruxelles
Commerzbank Belgium, SA
Boulevard Louis Schmidt 87, 1040 Bruxelles
Crédit Communal de Belgique, en abrégé : Crédit Communal, en allemand : Gemeindegeldkredit von Belgien, en abrégé : Gemeindegeldkredit, SA
Boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles
Crédit Lyonnais Belgium, en abrégé : C.L.B., SA
Lange Gasthuisstraat 9, 2000 Antwerpen
Crédit professionnel, en allemand : Beruflichen Kredit, SA

Boulevard de Waterloo 16, 1000 Bruxelles
De Laet, Poswick & Co, Banquiers-Bankiers, en anglais : De Laet, Poswick & Co, Bankers, SCS
Avenue Herrmann Debroux 46, 1160 Bruxelles
Europabank, SA

Burgstraat 170, 9000 Gent
Générale de Banque, en abrégé : G-Banque, SA
Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles
Générale de Banque Belge pour l'Etranger ou Generale Belgian Bank, en abrégé : Belgian Bank, SA
Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles
ING Bank (Belgium) S.A./N.V., en abrégé : ING Bank, SA
Rue de Ligne 1, 1000 Bruxelles
Joyo Bank (Europe), SA
Avenue Louise 283, bte 4, 1050 Bruxelles
J.P. Morgan Benelux, SA
Avenue des Arts 35, 1040 Bruxelles

Bank voor Koophandel van Brussel, verkort : Bank voor Koophandel, NV
Kolonienstraat 1, 1000 Brussel
Bank van Limburg, verkort : B.V.L., ook genoemd : Limburgs Beroepskrediet, CV
Cellebroedersstraat 11-15, 3500 Hasselt
Bank MeesPierson, NV
Desguinlei 50, 2018 Antwerpen
Bank Nagelmackers 1747, NV
Sterrenkundelaan 23, 1210 Brussel
Bankunie, NV
Parklaan 46, 2300 Turnhout
Bank J. Van Breda en C°, NV
Plantin en Moretuslei 295, 2140 Borgerhout
Bank of Yokohama (Europe), NV
Louizalaan 287, bus 1, 1050 Brussel
Banque Drèze, NV
Rue Xhavée 3, 4800 Verviers
Banque de l'Europe méridionale, verkort : B.E.M.O., NV

Kunstlaan 44, 1040 Brussel
B.B.L., voluit : Bank Brussel Lambert, NV
Marnixlaan 24, 1000 Brussel
BCH Benelux, NV
Wetstraat 227, 1040 Brussel
Belgolaise Bank, verkort : Belgolaise, NV
Kantersteen 1, 1000 Brussel
Beroepskrediet, in het Duits : Beruflichen Kredit, NV
Waterloolaan 16, 1000 Brussel
Byblos Bank Europe, NV
Montoyerstraat 10, bus 3, 1000 Brussel
CBC Banque, NV
Grote Markt 5, 1000 Brussel
Citibank Belgium of Famibank Divisie Citibank Belgium of Banque Sud belge Divisie Citibank Belgium, NV

Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 Brussel
Commerzbank Belgium, NV
Louis Schmidlaan 87, 1040 Bruxelles
Crédit Lyonnais Belgium, verkort : C.L.B., NV
Lange Gasthuisstraat 9, 2000 Antwerpen
De Laet, Poswick & Co, Bankiers-Banquiers, in het Engels : De Laet, Poswick & Co, Bankers, GCV,
Herrmann Debrouxlaan 46, 1160 Brussel
Dewaay Bank, NV
Anspachlaan 1, bus 39, 1000 Brussel
Europabank, NV

Burgstraat 170, 9000 Gent
Europese Bank voor Latijns-Amerika, verkort : B.E.A.L., NV
Terhulpensesteenweg 166, 1170 Brussel
Gemeentekrediet van België, verkort : Gemeentekrediet, in het Duits : Gemeindegeldkredit von Belgien, verkort : Gemeindegeldkredit, NV
Pachecolaan 44, 1000 Brussel
Generale Bank, verkort : G-Bank, NV

Warandeberg 3, 1000 Brussel
Générale de Banque Belge pour l'Etranger of Generale Belgian Bank, verkort : Belgian Bank, NV
Warandeberg 3, 1000 Brussel
ING Bank (Belgium) S.A./N.V., verkort : ING Bank, NV
de Lignestraat 1, 1000 Brussel
Ippa Bank, verkort : Ippa, ook genoemd : Royale Belge Finance, verkort : Royale Belge Fin of R.B. Fin, NV
Vorstlaan 23, 1170 Brussel
Joyo Bank (Europe), NV
Louizalaan 283, bus 4, 1050 Brussel
J.P. Morgan Benelux, NV
Kunstlaan 35, 1040 Brussel
KBC Bank, NV
Havenlaan 2, 1080 Brussel

KBC Bank, SA
Avenue du Port 2, 1080 Bruxelles
Mitsubishi Trust & Banking Corporation (Europe), SA
Boulevard du Régent 40, 4ème étage, 1000 Bruxelles
Ogaki Kyoritsu Bank (Europe), SA
Avenue Louise 287, bte 9, 1050 Bruxelles
Parfibank, SA
Boulevard du Régent 40, 1000 Bruxelles
Shizuoka Bank (Europe), SA
Avenue Louise 283, bte 13, 1050 Bruxelles
United Taiwan Bank, SA
Avenue des Arts 27, 1040 Bruxelles
F. van Lanschot Bankiers (België), en abrégé : F. van Lanschot Bankiers, SA
Jan Van Rijswijcklaan 4, 2018 Antwerpen
Fédération d'établissements de crédit :
Crédit Agricole SA, aussi appelé : Banque Crédit Agricole, en allemand : Landwirtschaftskredit AG ou Landwirtschaftskredit Bank, SA,
Boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 Bruxelles
(ainsi que ses établissements affiliés repris à l'annexe de la présente liste)

1.B. Banques d'épargne ou caisses d'épargne :
Argenta Spaarbank, en abrégé : ASPA, SA

Belgiëlei 49-53, 2018 Antwerpen
Caisse Hypothécaire Anversoise, aussi dénommée : ANHYP ou Banque d'Epargne ANHYP, SA
Grote Steenweg 214, 2600 Berchem
CENTEA en /of HSA-Spaarkrediet, S.A.

Mechelsesteenweg 180, 2018 Antwerpen

Centrale Kredietverlening, en abrégé : C.K.V., SA
Holstraat 59, 8790 Waregem
Crédit Maritime et Fluvial de Belgique, en abrégé : Creditmar, SA
Koornlei 17, 9000 Gent
Crédit Professionnel du Hainaut, SC
Rue Perdue 7, 7500 Tournai
DIPO, SA
Maria-Theresialei 2, 2018 Antwerpen
Eural, SA
Boulevard Emile Jacqmain 162, bte 37, 1000 Bruxelles
HBK-Banque d'Epargne, SA
Lange Lozanastraat 250, 2018 Antwerpen
Hypotheek-, Beleggingsmaatschappij en Spaarbank, en abrégé : H.B.M.-Spaarbank, SA
Kipdorp 21, 2000 Antwerpen
Krediet Arfin, SC

Steenstraat 103, 2180 Antwerpen
Krediet- en Financiële Maatschappij, en abrégé : Krefima, SA
Mechelsesteenweg 150, 2018 Antwerpen
Mauretus Spaarbank, SA
Rubenslei 11, 2018 Antwerpen
Patriotique Banque d'Epargne, SA
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen
SEFB-Record Bank, en abrégé : Record Bank ou SEFB, SC
Rue Forgeur 17-21, 4000 Liège
UPAR, SA
Grote Steenweg 214, 2600 Berchem
VDK, aussi appelé : VDK Spaarbank, en entier : Volksdepositokas ou Volksdepositokas Spaarbank, SA
Sint-Michielsplein 16, 9000 Gent
Westkrediet, SA
Markt 2, 8790 Waregem
Associations de crédit appartenant au réseau du Crédit professionnel :
Antwerps Beroepskrediet, SC
Frankrijklei 136, 2000 Antwerpen
Banque de Crédit Professionnel, en abrégé : C.P. Banque, S.C.R.L.
Rue des Croisiers 50, 5000 Namur
Beroepskrediet Vlaams-Brabant, en abrégé : +X-Leuven, SC
Minckelersstraat 48A, 3000 Leuven

Mitsubishi Trust & Banking Corporation (Europe), NV
Regentlaan 40, 4de verdieping, 1000 Brussel
Ogaki Kyoritsu Bank (Europe), NV
Louizalaan 287, bus 9, 1050 Brussel
Parfibank, NV
Regentlaan 40, 1000 Brussel
Private Kas Bank, NV
Marsveldplein 2, 1050 Brussel
Shizuoka Bank (Europe), NV
Louizalaan 283, bus 13, 1050 Brussel
United Taiwan Bank, NV
Kunstaal 27, 1040 Brussel
F. van Lanschot Bankiers (België), verkort : F. van Lanschot Bankiers, NV
Jan Van Rijswijcklaan 4, 2018 Antwerpen
Federatie van kredietinstellingen :
Landbouwkrediet NV, ook genoemd : Landbouwkrediet Bank, in het Duits : Landwirtschaftskredit AG of Landwirtschaftskredit Bank, NV,
Sylvain Dupuislaan 251, 1070 Brussel
(zie in bijlage bij deze lijst de aangesloten Landbouwkrediet-vennootschappen)

1.B. Spaarbanken of spaarkassen :
Antwerpsche Hypotheekkas, ook genoemd : ANHYP of Spaarbank ANHYP, NV
Grote Steenweg 214, 2600 Berchem
Argenta Spaarbank, verkort : ASPA, NV

Belgiëlei 49-53, 2018 Antwerpen
Belgische Zee- en Binnenvaart Kredietmaatschappij, verkort : Creditmar, NV
Koornlei 17, 9000 Gent

CENTEA en/of HSA-Spaarkrediet, S.A.
Mechelsesteenweg 180, 2018 Antwerpen
Centrale Kredietverlening, verkort : C.K.V., NV
Holstraat 59, 8790 Waregem
Crédit Professionnel du Hainaut, CV
Rue Perdue 7, 7500 Tournai
De Vaderlandsche Spaarbank, NV
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen
DIPO, NV
Maria-Theresialei 2, 2018 Antwerpen
Eural, NV
Emile Jacqmainlaan 162, bus 37, 1000 Brussel
HBK-Spaarbank, NV

Lange Lozanastraat 250, 2018 Antwerpen
Hypotheek-, Beleggingsmaatschappij en Spaarbank, verkort : H.B.M.-Spaarbank, NV
Kipdorp 21, 2000 Antwerpen
Krediet Arfin, CV
Steenstraat 103, 2180 Antwerpen
Krediet- en Financiële Maatschappij, verkort : Krefima, NV
Mechelsesteenweg 150, 2018 Antwerpen
Mauretus Spaarbank, NV
Rubenslei 11, 2018 Antwerpen
SEFB-Record Bank, verkort : Record Bank of SEFB, CV
Rue Forgeur 17-21, 4000 Liège
UPAR, NV
Grote Steenweg 214, 2600 Berchem
VDK, ook genoemd : VDK Spaarbank, voluit : Volksdepositokas of Volksdepositokas Spaarbank, NV
Sint-Michielsplein 16, 9000 Gent
Westkrediet, NV
Markt 2, 8790 Waregem
Kredietverenigingen behorend tot het net van het Beroepskrediet :
Antwerps Beroepskrediet, CV
Frankrijklei 136, 2000 Antwerpen
Banque de Crédit Professionnel, verkort : C.P. Banque, C.V.B.A.
Rue des Croisiers 50, 5000 Namur
Beroepskrediet Vlaams-Brabant, verkort : +X-Leuven, CV
Minckelersstraat 48A, 3000 Leuven

Crédit Professionnel du Brabant - Banque, en abrégé : Banque du Brabant, SC

Rue Belliard 21, 1040 Bruxelles

Crédit Professionnel des Cantons de l'Est, en allemand : Berufskredit Ostbelgien, SC

Aachener Straße 28, 4700 Eupen

Crédit Professionnel Interfédéral, SC

Rue de la Station 40, 7700 Mouscron

Federale Kas voor het Beroepskrediet, SC

Koning Albertstraat 12, 8500 Kortrijk

Middenstands Deposito- en Kredietkantoor, SC

Onze-Lieve-Vrouwstraat 114, 2800 Mechelen

Onderling Beroepskrediet, SC

Graaf van Vlaanderenplein 19, 9000 Gent

Oostvlaams Beroepskrediet, SC

Dokter Armand Rubbensstraat 45, 9240 Zele

West-Vlaamse Bank, en abrégé : WVB, SC

Adriaan Willaertstraat 9, 8000 Brugge

1.C. Banque de titres :

Bank Corluy, Effectenbankiers, en abrégé : Bank Corluy, SA

Belgiëlei 153, 2018 Antwerpen

van de Put & C°, Effectenbank - Banque de titres, en abrégé : van de Put & C°, société en commandite par actions

Mechelsesteenweg 203, 2018 Antwerpen

1D. Caisse d'épargne communal :

Caisse d'épargne de la Ville de Tournai,

Vieux Marché aux Poteries 16, 7500 Tournai

Succursales en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un Etat non membre de la Communauté européenne :

Bank of America National Trust and Savings Association, société établie suivant le "United States Code", titre XII ("Banks and Banking"), chapitre II ("National Banks"),

Assubel Building, Uitbreidingstraat 180, bte 6, 2600 Antwerpen

Bank of Baroda,

société de droit indien,

Rue de la Loi 28, 1040 Bruxelles

The Bank of New York,

société de droit américain régie par les lois de l'Etat de New York,

Avenue des Arts 35, 1040 Bruxelles

The Bank of Tokyo-Mitsubishi, Limited,

société de droit japonais,

Avenue des Arts 58, 1000 Bruxelles

Banque commerciale du Maroc,

société anonyme de droit marocain,

Boulevard Anspach 194-198, 1000 Bruxelles

The Chase Manhattan Bank,

société "incorporated" régie par les lois de l'Etat de New York,

HQ Brussels, Blue Tower, avenue Louise 326, 9ème étage, bte 51, 1050 Bruxelles

Citibank (N.A.),

société établie suivant le "United States Code", titre XII ("Banks and Banking"), chapitre II ("National Banks"),

Boulevard Général Jacques 263g, 1050 Bruxelles

Habib Bank Limited,

société établie suivant les lois de l'Etat du Pakistan,

Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles

Morgan Guaranty Trust Company of New York,

société "incorporated" régie par les lois de l'Etat de New York,

Avenue des Arts 35, 1040 Bruxelles

The Sakura Bank, Limited,

société de droit japonais,

avenue Louise 287, bte 3, 1050 Bruxelles

The Sanwa Bank Limited,

société de droit japonais,

Avenue des Arts 53-54, 1000 Bruxelles

State Bank of India,

société de droit indien,

Korte Herentalsestraat 3, 2018 Antwerpen

Berufskredit Ostbelgien, in het Frans : Crédit Professionnel des Cantons de l'Est, CV

Aachener Straße 28, 4700 Eupen

Brabants Beroepskrediet - Bank, verkort : Bank van Brabant, CV

Belliardstraat 21, 1040 Brussel

Crédit Professionnel Interfédéral, CV

Rue de la Station 40, 7700 Mouscron

Federale Kas voor het Beroepskrediet, CV

Koning Albertstraat 12, 8500 Kortrijk

Middenstands Deposito- en Kredietkantoor, CV

Onze-Lieve-Vrouwstraat 114, 2800 Mechelen

Onderling Beroepskrediet, CV

Graaf van Vlaanderenplein 19, 9000 Gent

Oostvlaams Beroepskrediet, CV

Dokter Armand Rubbensstraat 45, 9240 Zele

West-Vlaamse Bank, verkort : WVB, CV

Adriaan Willaertstraat 9, 8000 Brugge

1.C. Effectenbank :

Bank Corluy, Effectenbankiers, verkort : Bank Corluy, NV

Belgiëlei 153, 2018 Antwerpen

van de Put & C°, Effectenbank - Banque de titres, verkort : van de Put & C°, commanditaire vennootschap op aandelen

Mechelsesteenweg 203, 2018 Antwerpen

1.D. Gemeentespaarkas :

Caisse d'épargne de la Ville de Tournai,

Vieux Marché aux Poteries 16, 7500 Tournai

Bijkantoren in België van kredietinstellingen die ressorteren onder een Staat die geen lid is van de Europese Gemeenschap :

Bank of America National Trust and Savings Association,

vennootschap gevestigd overeenkomstig de "United States Code", titel XII ("Banks and Banking"), hoofdstuk II ("National Banks"),

Assubel Building, Uitbreidingstraat 180, bus 6, 2600 Antwerpen

Bank of Baroda,

vennootschap naar Indisch recht,

Wetstraat 28, 1040 Brussel

The Bank of New York,

vennootschap naar Amerikaans recht ressorterend onder de wetgeving van de Staat van New York,

Kunstlaan 35, 1040 Brussel

The Bank of Tokyo-Mitsubishi, Limited,

vennootschap naar Japans recht,

Kunstlaan 58, 1000 Brussel

Banque commerciale du Maroc,

naamloze vennootschap naar Marokkaans recht,

Anspachlaan 194-198, 1000 Brussel

The Chase Manhattan Bank,

« incorporated » vennootschap ressorterend onder de wetgeving van de Staat New York

HQ Brussels, Blue Tower, Louizalaan 326, 9de verdieping, bus 51, 1050 Brussel

Citibank (N.A.),

vennootschap gevestigd overeenkomstig de "United States Code", titel XII ("Banks and Banking"), hoofdstuk II ("National Banks"),

Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 Brussel

Habib Bank Limited,

vennootschap gevestigd overeenkomstig de wetten van de Staat Pakistan,

de Meeûsquare 35, 1000 Brussel

Morgan Guaranty Trust Company of New York,

« incorporated » vennootschap ressorterend onder de wetgeving van de Staat New York

Kunstlaan 35, 1040 Brussel

The Sakura Bank, Limited,

vennootschap naar Japans recht,

Louizalaan 287, bus 3, 1050 Brussel

The Sanwa Bank Limited,

vennootschap naar Japans recht,

Kunstlaan 53-54, 1000 Brussel

State Bank of India,

vennootschap naar Indisch recht,

Korte Herentalsestraat 3, 2018 Antwerpen

The Sumitomo Bank Limited,
société de droit japonais,
Avenue des Arts 58, 1000 Bruxelles
Wafabank,
société anonyme de droit marocain,
Boulevard du Jardin Botanique 13A, 1000 Bruxelles
Bruxelles, le 19 janvier 1999.

Le Président,
J.-L. Duplat.

The Sumitomo Bank Limited,
vennootschap naar Japans recht,
Kunstlaan 58, 1000 Brussel
Wafabank,
naamloze vennootschap naar Marokkaans recht,
Kruidtuinlaan 13A, 1000 Brussel
Brussel, 19 januari 1999.

De Voorzitter,
J.-L. Duplat.

Annexe 1 à la liste des établissements de crédit agréés en Belgique
Etablissements de crédit affiliés à un organisme central avec lequel ils
forment une fédération.

Liste des établissements affiliés au Crédit Agricole :
Caisse Coopérative de Dépôts et de Crédit Agricole, en abrégé :
Agricaïsse, SC
Boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 Bruxelles
Coöperatieve Deposito- en Kredietkas voor de Landbouw, en abrégé :
Lanbokas, SC
Boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 Bruxelles

Annexe 2 à la liste des établissements de crédit agréés en Belgique
Compagnies financières de droit belge :
Almanij, SA
Schoenmarkt 33, 2000 Antwerpen
Crédit Communal-Holding/DEXIA Belgium, en allemand :
Gemeindekredit-Holding/DEXIA Belgium, en abrégé : Crédit
Communal-Holding, Gemeindekredit-Holding ou DEXIA Belgium, SA
Boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles
Finaxis, SA

Begijnvest 113, 2000 Antwerpen
KB ABB CERA Bankverzekeringsholding, en abrégé : KBC Bankver-
zekeringsholding, SA
Avenue du Port 2, 1080 Bruxelles

Bijlage 1 bij de lijst van kredietinstellingen met vergunning in België
Kredietinstellingen aangesloten bij een centrale instelling waarmee
zij een federatie vormen.

Lijst van de instellingen aangesloten bij het Landbouwkrediet :
Caisse Coopérative de Dépôts et de Crédit Agricole, verkort :
Agricaïsse, CV
Sylvain Dupuislaan 251, 1070 Brussel
Coöperatieve Deposito- en Kredietkas voor de Landbouw, verkort :
Lanbokas, CV
Sylvain Dupuislaan 251, 1070 Brussel

Bijlage 2 bij de lijst van kredietinstellingen met vergunning in België
Financiële Holdings naar Belgisch recht :
Almanij, NV
Schoenmarkt 33, 2000 Antwerpen
Finaxis, NV

Begijnvest 113, 2000 Antwerpen
Gemeentekrediet-Holding/DEXIA Belgium, in het Duits :
Gemeindekredit-Holding/DEXIA Belgium, verkort : Gemeentekrediet-
Holding, Gemeindekredit-Holding of DEXIA Belgium, NV
Pachecolaan 44, 1000 Brussel
KB ABB CERA Bankverzekeringsholding, verkort : KBC Bankverze-
keringsholding, NV,
Havenlaan 2, 1080 Brussel

[C - 99/03041]

**19 JANVIER 1999. — Arrêté de la Commission bancaire et financière
arrêtant la liste des établissements de crédit relevant du droit d'un
autre Etat membre de la Communauté européenne qui peuvent
recevoir en Belgique, sous le régime de la libre prestation de
services des dépôts d'argent et d'autres fonds remboursables du
public**

La Commission bancaire et financière,

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des
établissements de crédit, notamment l'article 66, relatif à la liste des
établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la
Communauté européenne qui peuvent recevoir en Belgique, sous le
régime de la libre prestation de services des dépôts d'argent et d'autres
fonds remboursables du public;

Revu la liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre
Etat membre de la Communauté européenne qui peuvent recevoir en
Belgique, sous le régime de la libre prestation de services des dépôts
d'argent et d'autres fonds remboursables du public, arrêtée au 31 décem-
bre 1997 et publiée au *Moniteur belge* du 25 février 1998,

Arrête :

La liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat
membre de la Communauté européenne qui peuvent recevoir en
Belgique sous le régime de la libre prestation de services, prévu à
l'article 66 de la loi du 22 mars 1993, des dépôts d'argent et d'autres
fonds remboursables du public au 31 décembre 1998 est arrêtée comme
il suit :

3i Group plc
91 Waterloo Road, London SE1 (GB)
Abbey National Treasury Services
Abbey House, Baker Street, London NW1 6XL (GB)

[C - 99/03041]

**19 JANUARI 1999. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en
Financiewezen vastleggend de lijst van kredietinstellingen die
onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese
Gemeenschap ressorteren en die in België, in het kader van het vrij
verrichten van diensten, van het publiek gelddeposito's of andere
terugbetaalbare gelden in ontvangst mogen nemen**

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op
de kredietinstellingen, inzonderheid artikel 66, met betrekking tot de lijst
van kredietinstellingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de
Europese Gemeenschap ressorteren en die in België, in het kader van het vrij
verrichten van diensten, van het publiek gelddeposito's of andere terugbe-
taalbare gelden in ontvangst mogen nemen;

Na herziening van de op 31 december 1997 vastgestelde en in het
Belgisch Staatsblad van 25 februari 1998 bekendgemaakte lijst van
kredietinstellingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de
Europese Gemeenschap ressorteren en die in België, in het kader van
het vrij verrichten van diensten, van het publiek gelddeposito's of
andere terugbetaalbare gelden in ontvangst mogen nemen,

Besluit :

De lijst van kredietinstellingen die onder het recht van een andere
Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en die in België, in
het kader van het vrij verrichten van diensten, zoals bedoeld in arti-
kel 66 van voornoemde wet, van het publiek gelddeposito's of andere
terugbetaalbare gelden in ontvangst mogen nemen, wordt op 31 decem-
ber 1998 als volgt vastgesteld :

3i Group plc
91 Waterloo Road, London SE1 (GB)
Abbey National Treasury Services
Abbey House, Baker Street, London NW1 6XL (GB)

ABN AMRO Lease Holding NV
 Wisselweg 31-33, 1314 CB Almere-Stad (NL)
 Achmea Hypotheekbank N.V.
 Lange Houtstraat 8, 2501 CH Den Haag (NL)
 Adam & Company plc
 22 Charlotte Square, Edinburgh EH2 4DF (GB)
 AIB Capital Markets plc
 AIB International Center, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Allied Irish Banks plc
 Bankcentre, Ballsbridge, Dublin 4 (IE)
 Anglo-Romanian Bank Ltd
 3 Finsbury Square, London EC2A 1AD (GB)
 Arbuthnot Latham & Co., Ltd
 30 City Road, London EC1Y 2AY, (GB)
 Artesia Bank Luxembourg S.A.
 47, boulevard Prince Henri, 2010 Luxembourg (LU)
 Asahi Bank (Nederland) NV
 Strawinskylaan 3029, 1077 ZX Amsterdam (NL)
 Banco Borges & Irmão SA
 Rua sá da Bandeira 20, 4000 Porto (PT)
 Banco BPI
 Rua Sá da Bandeira 20, 4000 Porto (PT)
 Banco Comercial Portugues
 Rua Julio Dinis 705-719, 4000 Porto (PT)
 Banco Espírito Santo e Comercial
 Avenida da Liberdade 195, 1200 Lisboa (PT)
 Banco Essi, S.A.
 Rua Tierno Galvan, Torre 3, (Amoreiras), 14°, Andar, 1070 Lisboa (PT)
 Banco Mello Comercial, SA
 Avenida José Malhoa, Lote 1682, 1070 Lisboa (PT)
 Banco Pastor
 Canton Pequeno 1, 15003 La Coruna (ES)
 Banco Pinto & Sotto Mayor
 Rua do Ouro 28, 1100 Lisboa (PT)
 Banco Popular Español
 Velasquez St 34, 28001 Madrid (ES)
 Banco Português do Atlântico, SA
 Praça D. João I, n° 28, 4000 Porto (PT)
 Banco Santander
 Pasea de Pereda 9-12, 39004 Santander (ES)
 Banco Totta & Acores SA
 Rua do Ouro 88, 1100 Lisboa (PT)
 Bank Austria Girozentrale
 Am Hof 2, 1010 Wien (AT)
 Bankgesellschaft - Berlin (Ireland) plc
 AIB International Centre, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Bank Leumi (UK) plc
 4-7 Woodstock Street, London W1A 2AF (GB)
 Bank Nederlandse Gemeenten NV
 Koninginnegracht 2, 2500 GH Den Haag (NL)
 Bank of China International (UK) Ltd
 90 Cannon Street, London EC4N 6HA (GB)
 Bank of Wales plc
 Head Office, Kingsway, Cardiff CF1 4YB (GB)
 Banque Arabe et Internationale d'Investissement - B.A.I.I. SA
 12, place Vendôme, 75002 Paris (FR)
 Banque Cogeba-Gonet SA
 4, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Banque Colbert (Luxembourg) S.A.
 1A, rue Thomas Edison, 1442 Luxembourg (LU)
 Banque Continentale du Luxembourg SA
 2, boulevard E. Servais, 1014 Luxembourg (LU)
 Banque Coopérative et Mutuelle Nord
 4, place Richebé - BP 1009, 59011 Lille (FR)
 Banque de Bretagne SA
 283, avenue du Général-Patton, 35040 Rennes Cedex (FR)
 Banque de Gestion Edmond de Rothschild Luxembourg SA
 20, boulevard E. Servais, 2535 Luxembourg (LU)
 Banque de Réescmppte et de Placement - BAREP
 3, rue La Fayette, 75009 Paris (FR)

ABN AMRO Lease Holding NV
 Wisselweg 31-33, 1314 CB Almere-Stad (NL)
 Achmea Hypotheekbank N.V.
 Lange Houtstraat 8, 2501 CH Den Haag (NL)
 Adam & Company plc
 22 Charlotte Square, Edinburgh EH2 4DF (GB)
 AIB Capital Markets plc
 AIB International Center, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Allied Irish Banks plc
 Bankcentre, Ballsbridge, Dublin 4 (IE)
 Anglo-Romanian Bank Ltd
 3 Finsbury Square, London EC2A 1AD (GB)
 Arbuthnot Latham & Co., Ltd
 30 City Road, London EC1Y 2AY, (GB)
 Artesia Bank Luxembourg S.A.
 47, boulevard Prince Henri, 2010 Luxembourg (LU)
 Asahi Bank (Nederland) NV
 Strawinskylaan 3029, 1077 ZX Amsterdam (NL)
 Banco Borges & Irmão SA
 Rua sá da Bandeira 20, 4000 Porto (PT)
 Banco BPI
 Rua Sá da Bandeira 20, 4000 Porto (PT)
 Banco Comercial Portugues
 Rua Julio Dinis 705-719, 4000 Porto (PT)
 Banco Espírito Santo e Comercial
 Avenida da Liberdade 195, 1200 Lisboa (PT)
 Banco Essi, S.A.
 Rua Tierno Galvan, Torre 3, (Amoreiras), 14°, Andar, 1070 Lisboa (PT)
 Banco Mello Comercial, SA
 Avenida José Malhoa, Lote 1682, 1070 Lisboa (PT)
 Banco Pastor
 Canton Pequeno 1, 15003 La Coruna (ES)
 Banco Pinto & Sotto Mayor
 Rua do Ouro 28, 1100 Lisboa (PT)
 Banco Popular Español
 Velasquez St 34, 28001 Madrid (ES)
 Banco Português do Atlântico, SA
 Praça D. João I, n° 28, 4000 Porto (PT)
 Banco Santander
 Pasea de Pereda 9-12, 39004 Santander (ES)
 Banco Totta & Acores SA
 Rua do Ouro 88, 1100 Lisboa (PT)
 Bank Austria Girozentrale
 Am Hof 2, 1010 Wien (AT)
 Bankgesellschaft - Berlin (Ireland) plc
 AIB International Centre, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Bank Leumi (UK) plc
 4-7 Woodstock Street, London W1A 2AF (GB)
 Bank Nederlandse Gemeenten NV
 Koninginnegracht 2, 2500 GH Den Haag (NL)
 Bank of China International (UK) Ltd
 90 Cannon Street, London EC4N 6HA (GB)
 Bank of Wales plc
 Head Office, Kingsway, Cardiff CF1 4YB (GB)
 Banque Arabe et Internationale d'Investissement - B.A.I.I. SA
 12, place Vendôme, 75002 Paris (FR)
 Banque Cogeba-Gonet SA
 4, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Banque Colbert (Luxembourg) S.A.
 1A, rue Thomas Edison, 1442 Luxembourg (LU)
 Banque Continentale du Luxembourg SA
 2, boulevard E. Servais, 1014 Luxembourg (LU)
 Banque Coopérative et Mutuelle Nord
 4, place Richebé - BP 1009, 59011 Lille (FR)
 Banque de Bretagne SA
 283, avenue du Général-Patton, 35040 Rennes Cedex (FR)
 Banque de Gestion Edmond de Rothschild Luxembourg SA
 20, boulevard E. Servais, 2535 Luxembourg (LU)
 Banque de Réescmppte et de Placement - BAREP
 3, rue La Fayette, 75009 Paris (FR)

Banque Degroof Luxembourg SA
 7, boulevard Joseph II, 1840 Luxembourg (LU)
 Banque de la Cité
 12, avenue de Matignon, 75008 Paris (FR)
 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg
 1, place de Metz, 2954 Luxembourg (LU)
 Banque Générale du Luxembourg S.A.
 14, rue Aldringen, 2951 Luxembourg (LU)
 Banque Internationale à Luxembourg
 69, route d'Esch, 2953 Luxembourg (LU)
 Banque Ippa & Associés
 43, boulevard Prince Henri, 1724 Luxembourg (LU)
 Banque Leu (Luxembourg) S.A.
 16, rue Jean-Pierre Brasseur, 1258 Luxembourg (LU)
 Banque Nagelmackers (Luxembourg) S.A.
 B.P. 168, 2011 Luxembourg (LU)
 Banque Nationale de Paris SA
 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris (FR)
 Banque Nationale de Paris Guyane SA
 2, place Victor-Schœlcher, 97321 Cayenne Cedex (GY)
 Banque Nationale de Paris Intercontinentale SA
 20, boulevard des Italiens, 75009 Paris (FR)

Banque Paribas Luxembourg
 10A, boulevard Royal, 2093 Luxembourg (LU)
 Banque Populaire du Luxembourg
 47, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Banque pour l'Expansion Industrielle - BANEXI SA
 1, boulevard Haussmann, 75009 Paris (FR)
 Banque Scalbert Dupont SA
 33, avenue Le Corbusier, 59020 Lille Cedex (FR)
 Banque Sofirec
 10, avenue de la Grande Armée, 75017 Paris (FR)
 Barclays Bank plc
 Murray House, 1 Royal Mint Court, London EC3N 4HH (GB)
 Barclays Private Bank Limited
 54 Lombard Street, London EC3P 3AH (GB)
 Bayerische Landesbank Girozentrale
 Brienner Strae 20, 80333 München (DE)
 Bayerische Landesbank International S.A.
 3, rue Jean Monnet, 2180 Luxembourg (LU)
 Bear Stearns Bank plc
 Block 8 - Hartcourt Centre, Charlotte Way, Dublin 2 (IE)
 BHF-Bank Aktiengesellschaft
 Bockenheimer Landstrasse 10, 60323 Frankfurt am Main (DE)
 Bibuken Girobank International SA
 18-20, avenue Marie-Thérèse, 2015 Luxembourg (LU)
 BNP Finance SA
 9, boulevard des Italiens, 75002 Paris (FR)
 Brown Shipley & Co Ltd
 Founders Court, Lothbury, London EC2R 7HE (GB)
 BW Bank Ireland plc
 West Block, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Caisse Centrale Raiffeisen, société coopérative
 28, boulevard Royal, 2011 Luxembourg (LU)
 (evenals de geaffilieerde Landelijke Kassen)
 Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Nord de la France
 4, Place Richebé - BP 1009, 59011 Lille (FR)
 Caixa Economica Montepio Geral
 Rua do Ouro 219-241, 1122 Lisboa (PT)
 Chang Hwa Commercial Bank (Europe) NV
 World Trade Centre, Strawinskylaan 959, 1077 XX Amsterdam (NL)
 Charterhouse Bank Ltd
 1 Paternoster Row, St Paul's, London EC4M 7DH (GB)
 Chase Manhattan International Ltd
 125 London Wall, London EC2Y 5AJ (GB)
 Chase Manhattan plc
 Woolgate House, Coleman Street, London EC2P 2HD (GB)
 Chiao Tung Bank Europe NV
 Astrium Building, Strawinskylaan 3027, 1077 ZX Amsterdam (NL)

Banque Degroof Luxembourg SA
 7, boulevard Joseph II, 1840 Luxembourg (LU)
 Banque de la Cité
 12, avenue de Matignon, 75008 Paris (FR)
 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg
 1, place de Metz, 2954 Luxembourg (LU)
 Banque Générale du Luxembourg S.A.
 14, rue Aldringen, 2951 Luxembourg (LU)
 Banque Internationale à Luxembourg
 69, route d'Esch, 2953 Luxembourg (LU)
 Banque Ippa & Associés
 43, boulevard Prince Henri, 1724 Luxembourg (LU)
 Banque Leu (Luxembourg) S.A.
 16, rue Jean-Pierre Brasseur, 1258 Luxembourg (LU)
 Banque Nagelmackers (Luxembourg) S.A.
 B.P. 168, 2011 Luxembourg (LU)
 Banque Nationale de Paris SA
 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris (FR)
 Banque Nationale de Paris Guyane SA
 2, place Victor-Schœlcher, 97321 Cayenne Cedex (GY)
 Banque Nationale de Paris Intercontinentale SA
 20, boulevard des Italiens, 75009 Paris (FR)

Banque Paribas Luxembourg
 10A, boulevard Royal, 2093 Luxembourg (LU)
 Banque Populaire du Luxembourg
 47, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Banque pour l'Expansion Industrielle - BANEXI SA
 1, boulevard Haussmann, 75009 Paris (FR)
 Banque Scalbert Dupont SA
 33, avenue Le Corbusier, 59020 Lille Cedex (FR)
 Banque Sofirec
 10, avenue de la Grande Armée, 75017 Paris (FR)
 Barclays Bank plc
 Murray House, 1 Royal Mint Court, London EC3N 4HH (GB)
 Barclays Private Bank Limited
 54 Lombard Street, London EC3P 3AH (GB)
 Bayerische Landesbank Girozentrale
 Brienner Strae 20, 80333 München (DE)
 Bayerische Landesbank International S.A.
 3, rue Jean Monnet, 2180 Luxembourg (LU)
 Bear Stearns Bank plc
 Block 8 - Hartcourt Centre, Charlotte Way, Dublin 2 (IE)
 BHF-Bank Aktiengesellschaft
 Bockenheimer Landstrasse 10, 60323 Frankfurt am Main (DE)
 Bibuken Girobank International SA
 18-20, avenue Marie-Thérèse, 2015 Luxembourg (LU)
 BNP Finance SA
 9, boulevard des Italiens, 75002 Paris (FR)
 Brown Shipley & Co Ltd
 Founders Court, Lothbury, London EC2R 7HE (GB)
 BW Bank Ireland plc
 West Block, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Caisse Centrale Raiffeisen, société coopérative
 28, boulevard Royal, 2011 Luxembourg (LU)
 (evenals de geaffilieerde Landelijke Kassen)
 Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Nord de la France
 4, Place Richebé - BP 1009, 59011 Lille (FR)
 Caixa Economica Montepio Geral
 Rua do Ouro 219-241, 1122 Lisboa (PT)
 Chang Hwa Commercial Bank (Europe) NV
 World Trade Centre, Strawinskylaan 959, 1077 XX Amsterdam (NL)
 Charterhouse Bank Ltd
 1 Paternoster Row, St Paul's, London EC4M 7DH (GB)
 Chase Manhattan International Ltd
 125 London Wall, London EC2Y 5AJ (GB)
 Chase Manhattan plc
 Woolgate House, Coleman Street, London EC2P 2HD (GB)
 Chiao Tung Bank Europe NV
 Astrium Building, Strawinskylaan 3027, 1077 ZX Amsterdam (NL)

Christiania Bank Og Kreditkasse ASA
 Østensjøvn 43, 0667 Oslo (NO)
 CIBC Wood Gundy plc
 Cottons Centre, Cottons Lane, London SE1 2QL (GB)
 Citibank (Luxembourg) SA
 16, avenue Marie-Thérèse, 2132 Luxembourg (LU)
 Co-Operative Bank
 PO BOX 101, 1 Balloon Street, Manchester M60 4EP (GB)
 Commerzbank AG
 Neue Mainzer Straße 32-36, 60311 Frankfurt am Main (DE)
 Compagnie Financière de CIC & de l'Union européenne "Union
 européenne de CIC" SA
 4, rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02 (FR)
 Confederación Española de Cajas de Ahorros
 Alcalá 27, 28014 Madrid (ES)
 Cortal Bank
 10, rue Nicolas Adames, 2013 Luxembourg (LU)
 Coutts & Co
 440 Stand, London WC2R OQS (GB)
 Creditanstalt Bankverein AG
 Postfach 72, 1010 Wien (AT)
 Crédit Européen SA, Luxembourg
 52, route d'Esch, 2965 Luxembourg (LU)
 Credit Suisse Financial Products
 1 Cabot Square, London E14 4QJ (GB)
 Crédit Suisse (Luxembourg) SA
 56, Grand'Rue, 1660 Luxembourg (LU)
 Crédit Universel SA
 47, boulevard Diderot, 75012 Paris (FR)
 Crédito Predial Portugues
 Rua Augusta 237, 1100 Lisboa (PT)
 Cregem International Bank SA
 283, route d'Arlon, 1150 Luxembourg (LU)
 Christiana Bank OG Kreditkasse ASA
 Middelthusgt. 17, 0368 OSLO (NO)
 Crown Agents Financial Services Limited (CAFSL)
 St-Nicholas House, Sutton, Surrey SM1 1EL (GB)
 Dai-Ichi Kangyo Bank Nederland
 Appololaan 171, 1077 AS Amsterdam (NL)
 Daiwa Europe Bank plc
 Condor House, 14 St Paul's Churchyard, London EC4M 8BD (GB)
 Dao Heng Bank (London) plc
 9-10 Angel Court, London EC2R 7HP (GB)
 Den Danske Bank International SA
 2, rue du Fossé, P.O. Box 173, 2011 Luxembourg (LU)
 Den Københavnske Bank A/S
 Østergrade 4-6, 1100 København (DK)
 Den Norske Bank ASA
 Stranden 21, 0250 Oslo (NO)
 Depfa-Bank Europe plc
 PO Box 3997, West Block Building - IFSC, Dublin 1 (IE)
 Deutsche Ausgleichsbank
 Ludwig-Erhard-Platz 1-3, 53170 Bonn (DE)
 Deutsche Bank AG
 Taunusanlage 2, 60325 Frankfurt am Main (DE)
 Deutsche Bank/DB Ireland plc
 IFSC, George's Dock House, Dublin 1 (IE)
 Deutsche Bank Luxembourg SA
 Boîte Postale 586, 2015 Luxembourg (LU)
 Deutsche Bau- und Bodenbank AG (jusqu'au 31-déc-98)
 DePfa Bank AG (à partir du 01-jan-99)
 Taunusanlage 8, 60329 Frankfurt am Main (DE)
 Deutsche Handelsbank AG
 Jägerstraße 49/50, 10117 Berlin (DE)
 Deutsche Hypothekenbank (Actiengesellschaft)
 Georgsplatz 8, 30159 Hannover (DE)
 DG Bank Deutsche Genossenschaftsbank AG
 Am Platz der Republik, 60265 Frankfurt am Main (DE)
 Dornbirner Sparkasse
 Postfach 199, Bahnhofstraße 2, 6850 Dornbirn (AT)

Christiania Bank Og Kreditkasse ASA
 Østensjøvn 43, 0667 Oslo (NO)
 CIBC Wood Gundy plc
 Cottons Centre, Cottons Lane, London SE1 2QL (GB)
 Citibank (Luxembourg) SA
 16, avenue Marie-Thérèse, 2132 Luxembourg (LU)
 Co-Operative Bank
 PO BOX 101, 1 Balloon Street, Manchester M60 4EP (GB)
 Commerzbank AG
 Neue Mainzer Straße 32-36, 60311 Frankfurt am Main (DE)
 Compagnie Financière de CIC & de l'Union européenne "Union
 européenne de CIC" SA
 4, rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02 (FR)
 Confederación Española de Cajas de Ahorros
 Alcalá 27, 28014 Madrid (ES)
 Cortal Bank
 10, rue Nicolas Adames, 2013 Luxembourg (LU)
 Coutts & Co
 440 Stand, London WC2R OQS (GB)
 Creditanstalt Bankverein AG
 Postfach 72, 1010 Wien (AT)
 Crédit Européen SA, Luxembourg
 52, route d'Esch, 2965 Luxembourg (LU)
 Credit Suisse Financial Products
 1 Cabot Square, London E14 4QJ (GB)
 Crédit Suisse (Luxembourg) SA
 56, Grand'Rue, 1660 Luxembourg (LU)
 Crédit Universel SA
 47, boulevard Diderot, 75012 Paris (FR)
 Crédito Predial Portugues
 Rua Augusta 237, 1100 Lisboa (PT)
 Cregem International Bank SA
 283, route d'Arlon, 1150 Luxembourg (LU)
 Christiana Bank OG Kreditkasse ASA
 Middelthusgt. 17, 0368 OSLO (NO)
 Crown Agents Financial Services Limited (CAFSL)
 St-Nicholas House, Sutton, Surrey SM1 1EL (GB)
 Dai-Ichi Kangyo Bank Nederland
 Appololaan 171, 1077 AS Amsterdam (NL)
 Daiwa Europe Bank plc
 Condor House, 14 St Paul's Churchyard, London EC4M 8BD (GB)
 Dao Heng Bank (London) plc
 9-10 Angel Court, London EC2R 7HP (GB)
 Den Danske Bank International SA
 2, rue du Fossé, P.O. Box 173, 2011 Luxembourg (LU)
 Den Københavnske Bank A/S
 Østergrade 4-6, 1100 København (DK)
 Den Norske Bank ASA
 Stranden 21, 0250 Oslo (NO)
 Depfa-Bank Europe plc
 PO Box 3997, West Block Building - IFSC, Dublin 1 (IE)
 Deutsche Ausgleichsbank
 Ludwig-Erhard-Platz 1-3, 53170 Bonn (DE)
 Deutsche Bank AG
 Taunusanlage 2, 60325 Frankfurt am Main (DE)
 Deutsche Bank/DB Ireland plc
 IFSC, George's Dock House, Dublin 1 (IE)
 Deutsche Bank Luxembourg SA
 Boîte Postale 586, 2015 Luxembourg (LU)
 Deutsche Bau- und Bodenbank AG (jusqu'au 31-déc-98)
 DePfa Bank AG (à partir du 01-jan-99)
 Taunusanlage 8, 60329 Frankfurt am Main (DE)
 Deutsche Handelsbank AG
 Jägerstraße 49/50, 10117 Berlin (DE)
 Deutsche Hypothekenbank (Actiengesellschaft)
 Georgsplatz 8, 30159 Hannover (DE)
 DG Bank Deutsche Genossenschaftsbank AG
 Am Platz der Republik, 60265 Frankfurt am Main (DE)
 Dornbirner Sparkasse
 Postfach 199, Bahnhofstraße 2, 6850 Dornbirn (AT)

Dresdner Bank AG
 Jürgen-Ponto-Platz 1, 60301 Frankfurt am Main (DE)
 Dresdner Bank Luxembourg
 26, rue du Marché aux Herbes, 2097 Luxembourg (LU)

DSL Bank (Deutsche Siedlungs- und Landesrentenbank)
 Kennedyallee 62-70, 53175 Bonn (DE)
 Fibi Bank (UK) plc
 2 London Wall Buildings, London EC2M 5PP (GB)
 Fimat International Banque S.A.
 32 rue de Trévisse, 75009 Paris (FR)
 Finansbank (Holland) NV
 P.O. Box 59366, 1040 KJ Amsterdam (NL)
 Fokus Bank ASA
 Postboks 6090, 7003 Trondheim (NO)
 Fortis Bank Luxembourg
 4, rue de la Reine, 1021 Luxembourg (LU)
 Fuji Bank Nederland N.V.
 « Rivierstaele », Amstoldijk 166, 1079 H Amsterdam (NL)
 Generale Bank & Co.
 Christophstraße 33, 50670 Köln (DE)
 Gerrard & King Ltd
 32 Lombard Street, London EC3V 9BE (GB)
 Girobank plc
 49 Park Lane, London W1Y 4EQ (GB)
 Guinness Mahon & Co Ltd
 32 St Mary at Hill, London EC3P 3AJ (GB)
 GWK Bank N.V.
 Postbus 721, 1000 AS Amsterdam (NL)
 Habibsons Bank Ltd
 55/56 St James's Street, London SW1A 1LA (GB)
 Halifax plc
 Trinity Road Halifax, West Yorkshire HX1 2RG (GB)
 Hambros Bank Ltd
 41 Tower Hill, London EC3N 4HA (GB)
 Hampshire Trust plc
 288 West Street, Fareham, Hampshire PO16 OAJ (GB)
 Harrods Bank Ltd
 87/135 Brompton Road, Knightsbridge, London SW1X 7XL (GB)
 Havana International Bank Ltd
 20 Ironmonger Lane, London EC2V 8EY (GB)
 Helaba Dublin (Landesbank Hessen-Thüringen International)
 AIB International Centre, Custom House Docks, Dublin 1 (IE)
 Helaba Luxembourg (Landesbank Hessen-Thüringen International)
 4, place de Paris, BP 1702, 1017 Luxembourg (LU)

Henri Ansbacher & Co Ltd
 One Mitre Square, London EC3A 5AN (GB)
 Hill Samuel Bank Ltd
 100 Wood Street, London EC2P 2AJ (GB)
 HSBC Investment Bank plc
 Thames Exchange, 10 Queen Street Place, London EC4R 1BL (GB)
 HSBC Equator Bank plc
 Equator House, 66, Warwick Square, London SW1V 2AL (GB)
 Hypobank International SA
 4, rue Alphonse Weicker, 2721 Luxembourg (LU)

Iduna Bausparkasse AG
 Neue Rabenstraße 15-19, 20354 Hamburg (DE)
 ING Bank NV
 Postbus 1800, 1000 BV Amsterdam (NL)
 Investec Bank (UK) LTD
 Cannon Bridge, 25 Dowgate Hill, London EC4R 2AT (GB)
 J Henry Schroder & Co Ltd
 120 Cheapside, London EC2V 6DS (GB)
 Kas-Associatie
 Spuistraat 172, 1012 VT Amsterdam (NL)
 KBC Bank Luxembourg SA
 7, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Kleinwort Benson Investment Management Ltd
 PO BOX 191, 10 Fenchurch Street, London EC3M 3LB (GB)

Dresdner Bank AG
 Jürgen-Ponto-Platz 1, 60301 Frankfurt am Main (DE)
 Dresdner Bank Luxembourg
 26, rue du Marché aux Herbes, 2097 Luxembourg (LU)

DSL Bank (Deutsche Siedlungs- und Landesrentenbank)
 Kennedyallee 62-70, 53175 Bonn (DE)
 Fibi Bank (UK) plc
 2 London Wall Buildings, London EC2M 5PP (GB)
 Fimat International Banque S.A.
 32 rue de Trévisse, 75009 Paris (FR)
 Finansbank (Holland) NV
 P.O. Box 59366, 1040 KJ Amsterdam (NL)
 Fokus Bank ASA
 Postboks 6090, 7003 Trondheim (NO)
 Fortis Bank Luxembourg
 4, rue de la Reine, 1021 Luxembourg (LU)
 Fuji Bank Nederland N.V.
 « Rivierstaele », Amstoldijk 166, 1079 H Amsterdam (NL)
 Generale Bank & Co.
 Christophstraße 33, 50670 Köln (DE)
 Gerrard & King Ltd
 32 Lombard Street, London EC3V 9BE (GB)
 Girobank plc
 49 Park Lane, London W1Y 4EQ (GB)
 Guinness Mahon & Co Ltd
 32 St Mary at Hill, London EC3P 3AJ (GB)
 GWK Bank N.V.
 Postbus 721, 1000 AS Amsterdam (NL)
 Habibsons Bank Ltd
 55/56 St James's Street, London SW1A 1LA (GB)
 Halifax plc
 Trinity Road Halifax, West Yorkshire HX1 2RG (GB)
 Hambros Bank Ltd
 41 Tower Hill, London EC3N 4HA (GB)
 Hampshire Trust plc
 288 West Street, Fareham, Hampshire PO16 OAJ (GB)
 Harrods Bank Ltd
 87/135 Brompton Road, Knightsbridge, London SW1X 7XL (GB)
 Havana International Bank Ltd
 20 Ironmonger Lane, London EC2V 8EY (GB)
 Helaba Dublin (Landesbank Hessen-Thüringen International)
 AIB International Centre, Custom House Docks, Dublin 1 (IE)
 Helaba Luxembourg (Landesbank Hessen-Thüringen International)
 4, place de Paris, BP 1702, 1017 Luxembourg (LU)

Henri Ansbacher & Co Ltd
 One Mitre Square, London EC3A 5AN (GB)
 Hill Samuel Bank Ltd
 100 Wood Street, London EC2P 2AJ (GB)
 HSBC Investment Bank plc
 Thames Exchange, 10 Queen Street Place, London EC4R 1BL (GB)
 HSBC Equator Bank plc
 Equator House, 66, Warwick Square, London SW1V 2AL (GB)
 Hypobank International SA
 4, rue Alphonse Weicker, 2721 Luxembourg (LU)

Iduna Bausparkasse AG
 Neue Rabenstraße 15-19, 20354 Hamburg (DE)
 ING Bank NV
 Postbus 1800, 1000 BV Amsterdam (NL)
 Investec Bank (UK) LTD
 Cannon Bridge, 25 Dowgate Hill, London EC4R 2AT (GB)
 J Henry Schroder & Co Ltd
 120 Cheapside, London EC2V 6DS (GB)
 Kas-Associatie
 Spuistraat 172, 1012 VT Amsterdam (NL)
 KBC Bank Luxembourg SA
 7, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Kleinwort Benson Investment Management Ltd
 PO BOX 191, 10 Fenchurch Street, London EC3M 3LB (GB)

Kleinwort Benson Ltd
 PO BOX 560, 20 Fenchurch Street, London EC3P 3DB (GB)
 Kredietbank (Nederland) NV
 Westersingel 88, 3015 LC Rotterdam (NL)
 Kredietbank S.A. Luxembourgeoise
 43, boulevard Royal, 2955 Luxembourg (LU)
 Labouchere & Cie (Luxembourg)
 5, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Landesbausparkasse Saarbrücken
 Bahnhofstraße 111, 66111 Saarbrücken (DE)
 Lazard Brothers & Co Ltd
 21 Moorfields, London EC2P 2HT (GB)
 Leopold Joseph & Sons Ltd
 29 Gersham Street, London EC2V 7EA (GB)
 Lloyds Bank plc
 71 Lombard Street, London EC3P 3BS (GB)
 Lombard North Central plc
 Lombard House, 3 Princess Way, Redhill, Surrey RH1 1NP (GB)
 London Trust Bank plc
 30 Upper Grosvenor Street, London W1X OAH (GB)
 Matheson Bank Ltd
 Jardine House, 6 Crutched Friars, London EC3N 2HT (GB)
 Matlock Bank Ltd
 Hesketh House, Portman Square, London W1A 4SU (GB)
 MeesPierson (Luxembourg) SA
 10, rue Antoine Jans, 1820 Luxembourg (LU)
 Merrill Lynch Capital Markets Bank Limited
 Treasury Building, Lower Grand Canal Street, Dublin 2 (IE)
 Midland Bank plc
 Poultry, London EC2P 2BX (GB)
 Morgan Grenfell & Co Ltd
 23 Great Winchester Street, London EC2P 2AX (GB)
 Moscow Narodny Bank Ltd
 81 King William Street, London EC4P 4JS (GB)
 Nationale Investeringsbank NV (De)
 Carnegieplein 4, Postbus 380, 2501 8H Den Haag (NL)
 National Westminster Bank plc
 41 Lothbury, London EC2P 2BP (GB)
 Nationsbank Europe Limited
 35 New Broad Street, London EC2M 1NH (GB)
 N.M. Rothschild & Sons Ltd
 New Court, St Swithin's Lane, London EC4P 4DU (GB)
 Noble Grossart Ltd
 48 Queen Street, Edinburgh EH2 3NR (GB)
 Nomura Bank International plc
 Nomura House, 1 St Martin's-Le-Grand, London EC1A 4NP (GB)
 Private Bank & Trust Co Ltd
 12 Hay Hill, London W1X 8EE (GB)
 Prudential-Bache International Bank Ltd
 9 Devonshire Square, EC2M 4HP London (GB)
 Rabobank Aardenburg-Eede
 Kaai 16, 4527 ZG Aardenburg (NL)
 Rabobank Baarle-Nassau en omstreken
 Singel 4, 5111 CD Baarle-Nassau (NL)
 Rabobank De Mierden-Reusel
 Markt 26, 5540 AA Reusel (NL)
 Rabobank Hulst Nieuw-Namen
 Grote Markt 24, 4560 AB Hulst (NL)
 Rabobank Ireland Ltd
 2 Harbourmaster Place, International Centre IFSC, Dublin 1 (IE)
 Rabobank Luxembourg
 283, route d'Arlon, 1150 Luxembourg (LU)
 Rabobank Maastricht
 Van Hasselkade 20, 6211 CD Maastricht (NL)
 Rabobank Ossendrecht
 Dorpsstraat 31, 4641 HV Ossendrecht (NL)
 Rabobank Roosendaal
 Laan van Limburg 2, 4701 BP Roosendaal (NL)
 Rabobank Sas van Gent
 Kasteelstraat 2, 4553 ZG Philippine (NL)

Kleinwort Benson Ltd
 PO BOX 560, 20 Fenchurch Street, London EC3P 3DB (GB)
 Kredietbank (Nederland) NV
 Westersingel 88, 3015 LC Rotterdam (NL)
 Kredietbank S.A. Luxembourgeoise
 43, boulevard Royal, 2955 Luxembourg (LU)
 Labouchere & Cie (Luxembourg)
 5, boulevard Royal, 2449 Luxembourg (LU)
 Landesbausparkasse Saarbrücken
 Bahnhofstraße 111, 66111 Saarbrücken (DE)
 Lazard Brothers & Co Ltd
 21 Moorfields, London EC2P 2HT (GB)
 Leopold Joseph & Sons Ltd
 29 Gersham Street, London EC2V 7EA (GB)
 Lloyds Bank plc
 71 Lombard Street, London EC3P 3BS (GB)
 Lombard North Central plc
 Lombard House, 3 Princess Way, Redhill, Surrey RH1 1NP (GB)
 London Trust Bank plc
 30 Upper Grosvenor Street, London W1X OAH (GB)
 Matheson Bank Ltd
 Jardine House, 6 Crutched Friars, London EC3N 2HT (GB)
 Matlock Bank Ltd
 Hesketh House, Portman Square, London W1A 4SU (GB)
 MeesPierson (Luxembourg) SA
 10, rue Antoine Jans, 1820 Luxembourg (LU)
 Merrill Lynch Capital Markets Bank Limited
 Treasury Building, Lower Grand Canal Street, Dublin 2 (IE)
 Midland Bank plc
 Poultry, London EC2P 2BX (GB)
 Morgan Grenfell & Co Ltd
 23 Great Winchester Street, London EC2P 2AX (GB)
 Moscow Narodny Bank Ltd
 81 King William Street, London EC4P 4JS (GB)
 Nationale Investeringsbank NV (De)
 Carnegieplein 4, Postbus 380, 2501 8H Den Haag (NL)
 National Westminster Bank plc
 41 Lothbury, London EC2P 2BP (GB)
 Nationsbank Europe Limited
 35 New Broad Street, London EC2M 1NH (GB)
 N.M. Rothschild & Sons Ltd
 New Court, St Swithin's Lane, London EC4P 4DU (GB)
 Noble Grossart Ltd
 48 Queen Street, Edinburgh EH2 3NR (GB)
 Nomura Bank International plc
 Nomura House, 1 St Martin's-Le-Grand, London EC1A 4NP (GB)
 Private Bank & Trust Co Ltd
 12 Hay Hill, London W1X 8EE (GB)
 Prudential-Bache International Bank Ltd
 9 Devonshire Square, EC2M 4HP London (GB)
 Rabobank Aardenburg-Eede
 Kaai 16, 4527 ZG Aardenburg (NL)
 Rabobank Baarle-Nassau en omstreken
 Singel 4, 5111 CD Baarle-Nassau (NL)
 Rabobank De Mierden-Reusel
 Markt 26, 5540 AA Reusel (NL)
 Rabobank Hulst Nieuw-Namen
 Grote Markt 24, 4560 AB Hulst (NL)
 Rabobank Ireland Ltd
 2 Harbourmaster Place, International Centre IFSC, Dublin 1 (IE)
 Rabobank Luxembourg
 283, route d'Arlon, 1150 Luxembourg (LU)
 Rabobank Maastricht
 Van Hasselkade 20, 6211 CD Maastricht (NL)
 Rabobank Ossendrecht
 Dorpsstraat 31, 4641 HV Ossendrecht (NL)
 Rabobank Roosendaal
 Laan van Limburg 2, 4701 BP Roosendaal (NL)
 Rabobank Sas van Gent
 Kasteelstraat 2, 4553 ZG Philippine (NL)

Rabobank West Zeeuwsch-Vlaanderen
 Nieuwstraat 18, 4501 BD Oostburg (NL)
 RABO Securities N.V.
 Amstelplein 1, 1096 HA Amsterdam (NL)
 Rathbone Bros & Co Ltd
 Port of Liverpool Building, Pier Head, Liverpool L3 1NW (GB)
 RBS Trust Bank
 67, Lombard Street, London EC3P 3DL (GB)
 Rea Brothers Ltd
 Aldermans House, Aldermans Walk, London EC2M 3XR (GB)
 Robeco Bank (Luxembourg) SA
 3, rue Thomas Edison, 1445 Luxembourg (LU)
 Robert Fleming & Co Ltd
 25 Cophthall Avenue, London EC2R 7DR (GB)
 Royal Bank of Canada Europe Ltd
 71 Queen Victoria Street, London EC4V 4DE (GB)
 Royal Bank of Scotland plc (The)
 42 St Andrew Square, Edinburgh EH2 2YE (GB)
 Sabanci Bank plc
 10 Finsbury Square, London EC2A 1HE (GB)
 SanPaolo Bank S.A.
 B.P. 2062, 1020 Luxembourg (LU)
 Sanwa International plc
 PO Box 245, City Place House, 55 Basinghall Street, London EC2V 5DJ (GB)
 Scotiabank Europe plc
 Scotia House, 33 Finsbury Square, London EC2A 1BB (GB)
 Singer & Friedlander Ltd
 21 New Street, Bishopsgate, London EC2M 4HR (GB)
 Société Européenne de Banque SA
 19-21, boulevard Prince Henri, 1724 Luxembourg (LU)
 Société Générale
 29, boulevard Haussmann, Paris 9ème (FR)
 Société Nancéienne Varin-Bernier "Banque SNVB" SA
 4, place André Maginot, 54074 Nancy Cedex (FR)
 Sparkasse Aachen
 Friedrich-Wilhelm-Platz 1-4, Münsterplatz 7-9, 52062 Aachen (DE)
 Standard Bank London Ltd
 Cannon Bridge House, 25 Dowgate Hill, London EC4R 2SB (GB)
 State Street Banque
 21-25, rue Balzac, 75008 Paris (FR)
 State Street Bank Europe (SSBE)
 1 Royal Exchange Steps, Royal Exchange, London EC3V 3LE (GB)
 Toronto Dominion Bank Europe Ltd
 Triton Court, 14-18 Finsbury Square, London EC2A 1DB (GB)
 TSB Bank plc
 PO Box 33, 25 Milk Street, London EC2V 8LU (GB)
 Ulster Bank Ltd
 PO Box 232, 47 Donegall Place, Belfast BT1 5AU (GB)
 United Overseas Bank (Luxembourg) SA
 3B, boulevard du Prince Henri, 2018 Luxembourg (LU)
 Vereinsbank Ireland
 3 Harbourmaster, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Wesdeutsche Landesbank Girozentrale
 Herzogstrasse 15, 40217 Düsseldorf (DE)
 West Merchant Bank Ltd
 33-36 Gracechurch Street, London EC3V OAX (GB)
 Yorkshire Building Society
 Yorkshire House, Yorkshire Drive, Bradford BD5 8LJ (GB)

Bruxelles, le 19 janvier 1999.

Le président,
 J.-L. Duplat.

Rabobank West Zeeuwsch-Vlaanderen
 Nieuwstraat 18, 4501 BD Oostburg (NL)
 RABO Securities N.V.
 Amstelplein 1, 1096 HA Amsterdam (NL)
 Rathbone Bros & Co Ltd
 Port of Liverpool Building, Pier Head, Liverpool L3 1NW (GB)
 RBS Trust Bank
 67, Lombard Street, London EC3P 3DL (GB)
 Rea Brothers Ltd
 Aldermans House, Aldermans Walk, London EC2M 3XR (GB)
 Robeco Bank (Luxembourg) SA
 3, rue Thomas Edison, 1445 Luxembourg (LU)
 Robert Fleming & Co Ltd
 25 Cophthall Avenue, London EC2R 7DR (GB)
 Royal Bank of Canada Europe Ltd
 71 Queen Victoria Street, London EC4V 4DE (GB)
 Royal Bank of Scotland plc (The)
 42 St Andrew Square, Edinburgh EH2 2YE (GB)
 Sabanci Bank plc
 10 Finsbury Square, London EC2A 1HE (GB)
 SanPaolo Bank S.A.
 B.P. 2062, 1020 Luxembourg (LU)
 Sanwa International plc
 PO Box 245, City Place House, 55 Basinghall Street, London EC2V 5DJ (GB)
 Scotiabank Europe plc
 Scotia House, 33 Finsbury Square, London EC2A 1BB (GB)
 Singer & Friedlander Ltd
 21 New Street, Bishopsgate, London EC2M 4HR (GB)
 Société Européenne de Banque SA
 19-21, boulevard Prince Henri, 1724 Luxembourg (LU)
 Société Générale
 29, boulevard Haussmann, Paris 9ème (FR)
 Société Nancéienne Varin-Bernier "Banque SNVB" SA
 4, place André Maginot, 54074 Nancy Cedex (FR)
 Sparkasse Aachen
 Friedrich-Wilhelm-Platz 1-4, Münsterplatz 7-9, 52062 Aachen (DE)
 Standard Bank London Ltd
 Cannon Bridge House, 25 Dowgate Hill, London EC4R 2SB (GB)
 State Street Banque
 21-25, rue Balzac, 75008 Paris (FR)
 State Street Bank Europe (SSBE)
 1 Royal Exchange Steps, Royal Exchange, London EC3V 3LE (GB)
 Toronto Dominion Bank Europe Ltd
 Triton Court, 14-18 Finsbury Square, London EC2A 1DB (GB)
 TSB Bank plc
 PO Box 33, 25 Milk Street, London EC2V 8LU (GB)
 Ulster Bank Ltd
 PO Box 232, 47 Donegall Place, Belfast BT1 5AU (GB)
 United Overseas Bank (Luxembourg) SA
 3B, boulevard du Prince Henri, 2018 Luxembourg (LU)
 Vereinsbank Ireland
 3 Harbourmaster, IFSC, Dublin 1 (IE)
 Wesdeutsche Landesbank Girozentrale
 Herzogstrasse 15, 40217 Düsseldorf (DE)
 West Merchant Bank Ltd
 33-36 Gracechurch Street, London EC3V OAX (GB)
 Yorkshire Building Society
 Yorkshire House, Yorkshire Drive, Bradford BD5 8LJ (GB)

Brussel, 19 januari 1999.

De voorzitter,
 J.-L. Duplat.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09193]

Recrutements à Europol

L'Office européen de police (Europol), installé à La Haye, organise à intervalles réguliers des recrutements au sein des Etats membres de l'Union européenne, sous la forme de contrats à durée déterminée. La majorité de ces postes sont uniquement accessibles à des membres des services de police.

Des informations concernant ces recrutements sont diffusées :

- a) dans le *Journal Officiel des Communautés européennes*;
- b) sur le site internet d'Europol (www.europol.eu.int);
- c) pour les membres des services de police, au niveau des différents corps par l'intermédiaire du Service général d'Appui Policier.

[99/09198]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- Greffier adjoint au tribunal de première instance d'Anvers : 2;
- secrétaire adjoint :
 - au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai : 1;
 - au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Marche-en-Famenne : 1;
- agent administratif au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège : 1 (*).

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

(*) Les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de téléphoniste ou de messenger conservent leurs titres à la nomination au grade d'agent administratif, pour autant qu'ils aient réussi l'examen organisé dans le ressort de la cour d'appel où ils postulent (article 24 de l'arrêté royal du 19 mars 1996).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09193]

Aanwervingen bij Europol

De Europese politiedienst (Europol), gevestigd te Den Haag, organiseert op regelmatige tijdstippen aanwervingen binnen de Lidstaten van de Europese Unie, onder de vorm van contracten voor bepaalde duur. De meerderheid van deze plaatsen is enkel toegankelijk voor leden van politiediensten.

Informatie over deze aanwervingen wordt verspreid :

- a) in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*;
- b) op de internetsite van Europol (www.europol.eu.int);
- c) voor de leden van de politiediensten, op het niveau van de verschillende korpsen door bemiddeling van de Algemene Politiesteun-dienst.

[99/09198]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- Adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 2;
- adjunct-secretaris :
 - bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk : 1;
 - bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Marche-en-Famenne : 1;
- administratief agent bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik : 1 (*).

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

(*) De geslaagden voor een wervingsexamen voor de graden van telefoniste of bode behouden hun aanspraken op benoeming in de graad van administratief agent, voor zover zij slaagden in het examen georganiseerd in het rechtsgebied van het hof van beroep waar zij zich kandidaat stellen (artikel 24 van het koninklijk besluit van 19 maart 1996).

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[98/53735]

Succession en déshérence de Van der Ginst, Louis

Van der Ginst, Louis, veuf de Felix, Henriette, né à Schaerbeek le 13 juin 1914, fils de Van der Ginst, François, et de Van de Kerckhoven, Marie (décédés), domicilié à Ganshoren, avenue des Neufs Provinces 36/12-1. est décédé à Anderlecht le 25 avril 1990, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 10 juin 1998, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 15 octobre 1998.

Le directeur a.i.,
P. De Mol.

(53735)

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[98/53735]

Erfloze nalatenschap van Van der Ginst, Louis

Van der Ginst, Louis, weduwnaar van Felix, Henriette, geboren te Schaerbeek op 13 juni 1914, zoon van Van der Ginst, François, en van Van de Kerckhoven, Marie (beiden overleden), wonende te Ganshoren, Negen Provinciënlaan 36/12-1, is overleden te Anderlecht op 25 april 1990, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om, namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 10 juni 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 15 oktober 1998.

De directeur a.i.,
P. De Mol.

(53735)

[99/53776]

Succession en déshérence de Demeulemeester, Georges

Georges Aimé Demeulemeester, veuf de Elodia Eykmans, né à Anvers le 30 novembre 1920, domicilié à Anvers, Lange Van Sterbeekstraat 10, est décédé à Anvers le 30 novembre 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance d'Anvers a, par jugement du 1^{er} février 1999, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 12 février 1999.

Le directeur régional de l'enregistrement,
R. Nuyts.

(53776)

[99/53777]

Succession en déshérence de Bouillot, Madeleine

Madeleine Jeanne Bouillot, veuve de Alfons De Wilde, née à Paris (France) le 28 février 1918, domiciliée à Anvers, Kasteelpleinstraat 61, est décédée à Anvers le 19 avril 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance d'Anvers a, par jugement du 1^{er} février 1999, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 12 février 1999.

Le directeur régional de l'enregistrement,
R. Nuyts.

(53777)

[99/53776]

Erfloze nalatenschap van Demeulemeester, Georges

Georges Aimé Demeulemeester, weduwnaar van Elodia Eykmans, geboren te Antwerpen op 30 november 1920, wonende te Antwerpen, Lange Van Sterbeekstraat 10, is overleden te Antwerpen op 30 november 1996, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 1 februari 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 12 februari 1999.

De gewestelijke directeur,
R. Nuyts.

(53776)

[99/53777]

Erfloze nalatenschap van Bouillot, Madeleine

Madeleine Jeanne Bouillot, weduwe van Alfons De Wilde, geboren te Parijs (Frankrijk) op 28 februari 1918, wonende te Antwerpen, Kasteelpleinstraat 61, is overleden te Antwerpen op 19 april 1997, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 1 februari 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 12 februari 1999.

De gewestelijke directeur,
R. Nuyts.

(53777)

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[99/15026]

Administration générale de la Coopération au Développement**Appel n° 33/98****Recrutement d'un coordinateur pour le projet
« Développement de la Sécurité sociale au Laos »**

L'Administration générale de la Coopération au Développement (AGCD) procède au recrutement d'un coordinateur pour le projet « Développement de la Sécurité sociale au Laos ».

Description de la fonction :

Le coordinateur du projet assistera le directeur et l'administrateur du projet, tous deux fonctionnaires du gouvernement laotien, dans la planification et l'exécution journalière du projet. Plus spécifiquement, le coordinateur du projet sera responsable des tâches suivantes :

— coordonner les investissements internationaux destinés au projet, en étroite collaboration avec le responsable principal en sécurité sociale de l'EASMAT (l'équipe multidisciplinaire de l'OIT à Bangkok);

— conseiller au jour le jour le gouvernement sur la gestion du système de la sécurité sociale en étroite collaboration avec les experts internationaux désignés pour le projet;

— coordonner étroitement tous les aspects du projet. S'assurer que le projet progresse selon le plan de mise en exécution;

— collaborer avec l'expert politique et l'expert des opérations à tous les aspects de la stratégie pour l'exécution du plan de réforme du secteur public;

— collaborer avec l'expert-conseil en informatique, l'administrateur des programmes et l'expert national en informatique à l'introduction progressive d'un nouveau système administratif et à l'informatisation du Ministère du travail et du bien-être social à Vientiane et dans les provinces;

— superviser et organiser des voyages d'étude et des cours de formation;

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[99/15026]

Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking**Oproep nr. 33/98****Aanwerving van een coördinator voor het project
« Uitbouw van de Sociale Voorzorg » in Laos**

Het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking (ABOS) gaat over tot de aanwerving van een coördinator voor het project « Uitbouw van de Sociale Voorzorg » in Laos.

Ambtsbeschrijving :

De projectcoördinator zal de directeur en de bestuurder van het project, beiden Laotiaanse regeringsambtenaren, bijstaan in de dagelijkse planning en uitvoering van het project. De projectcoördinator zal meer bepaald verantwoordelijk zijn voor de volgende taken :

— in nauwe samenwerking met de voornaamste verantwoordelijke voor de sociale voorzorg van EASMAT (multidisciplinaire ploeg van OIT in Bangkok), de internationale investeringen voor het project coördineren;

— in nauwe samenwerking met de internationale deskundigen, aangesteld voor het project, de regering dag na dag raadgeven aangaande het beheren van het systeem van de sociale voorzorg;

— al de aspecten van het project nauwkeurig coördineren. Er zich van vergewissen dat het project verloopt zoals voorzien in het uitvoeringsplan;

— met de politiek deskundige alsook met de deskundige van de operaties samenwerken met betrekking tot al de aspecten van de strategie voor de uitvoering en realisatie van het hervormingsplan voor de openbare sector;

— met de deskundige-raadgever in de informatica, de beheerder van de programma's en de nationale deskundige in de informatica samenwerken voor de geleidelijke invoering van een nieuw bestuursstelsel en voor de informatisering van het Ministerie van Arbeid en Sociaal Welzijn in Vientiane en in de provincies;

— het toezicht houden op en het organiseren van studiereizen en vormingscursussen;

— collaborer avec l'expert politique des opérations et les experts-conseil en informatique et des finances à la planification et à la révision du système administratif dans le cadre du secteur public;

— collaborer avec l'expert politique, l'expert des opérations et les experts-conseil en informatique et des finances à la stratégie à adopter pour l'exécution du plan de réforme du secteur privé et de l'organisation de son système administratif;

— collaborer avec l'expert politique, le PNUD et le directeur du programme à l'organisation d'une campagne d'éducation publique;

— collaborer avec l'expert conseil en assurance-santé à l'avant-projet de mise en place de nouveaux procédés de contrôle du droit au remboursement des frais médicaux, déterminer le coût global de ceux-ci et participer à la supervision de la mise en place de ces nouveaux procédés de contrôle.

Diplôme requis :

Licence en sciences sociales avec trois ans minimum d'expérience comme coordinateur de projet et cinq ans d'expérience au moins dans l'administration de la sécurité sociale.

Connaissances linguistiques :

Connaissance excellente de l'anglais.

Volonté d'apprendre la langue lao dans les meilleurs délais (connaissance de base de la langue lao souhaitée).

Lieu de ou zone d'affectation :

Vientiane (Laos).

Durée de l'affectation :

Trois ans.

Niveau de la fonction :

2e catégorie — 1er échelon.

Les candidats ayant acquis un grade dans le secteur public belge ou ayant la qualité de personnel d'Afrique ou ayant déjà fait partie de la coopération technique belge seront rangés compte tenu de cette situation.

Conditions particulières :

Pour être admissible, le candidat doit avoir suivi avec succès le cycle de formation organisé par l'Administration générale de la Coopération au Développement, ou en avoir été dispensé par le Ministre.

L'engagement se fera en qualité d'agent complémentaire conformément au statut du personnel de la coopération avec les pays en développement, fixé par l'arrêté royal du 10 avril 1967, tel que modifié à ce jour.

Ces emplois sont accessibles tant aux candidats masculins que féminins.

Dépôt des candidatures :

Pour être recevable, la candidature devra être adressée par lettre recommandée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, Service du personnel de la Coopération, rue Brederode 6, 1000 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la date de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

La sélection des candidats sera opérée par un Comité de Sélection sur la base de l'examen de leur *curriculum vitae* et de leur adéquation aux conditions prescrites par cet appel.

Cette première phase sera complétée, si nécessaire, par une interview des postulants que le Comité aura jugés les plus aptes à remplir la fonction.

(La presse et la radio sont invitées à bien vouloir reproduire cet avis.)

— met de politiek deskundige, de deskundige van de operaties en de deskundigen-raadgevers in de informatica en financiën samenwerken voor de planning en herziening van het bestuursstelsel in het raam van de openbare sector;

— met de politiek deskundige, de deskundige van de operaties en de deskundigen-raadgevers in de informatica en financiën samenwerken voor het op touw zetten van een strategie voor de uitvoering van een hervormingsplan voor de privé-sector en de organisatie van zijn bestuursstelsel;

— met de politiek deskundige, de UNDP en de directeur van het programma samenwerken voor het organiseren van een campagne voor burgerlijke vorming;

— met de deskundige-raadgever in verzekeringen-gezondheidszorg samenwerken aan een pre-project voor het invoeren van nieuwe controleprocessen omtrent het recht op terugbetaling van medische kosten, de globale kostprijs ervan vast te leggen alsook toezicht houden op de invoering van deze nieuwe processen.

Vereist diploma :

Licentie in sociale wetenschappen met minimum drie jaar ervaring als projectcoördinator en ten minste vijf jaar ervaring in het beheer van de sociale verzorging.

Taalkennis :

Uitstekende kennis van het Engels.

Uitdrukkelijke wil om de Laotiaanse taal zo vlug mogelijk aan te leren (basiskennis van de Laotiaanse taal gewenst).

Tewerkstellingsplaats of -zone :

Vientiane (Laos).

Tewerkstellingsduur :

Drie jaar.

Ambtspeil :

Categorie 2 — trap 1.

Voor de kandidaten die een graad verworven hebben in de Belgische openbare sector, voormalig personeelslid waren van het Afrikapersoneel of vroeger reeds deel hebben uitgemaakt van de Belgische technische samenwerking, zal bij hun rangschikking met hun specifieke situatie rekening worden gehouden.

Bijzondere voorwaarden :

Om aanvaard te worden, dient de kandidaat met succes de vormingscyclus te hebben gevolgd die door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking georganiseerd wordt, of er door de Minister van zijn vrijgesteld.

De aanwerving zal gebeuren als aanvullend personeelslid overeenkomstig het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, bepaald door het koninklijk besluit van 10 april 1967, zoals tot op heden gewijzigd.

Deze betrekkingen zijn toegankelijk zowel voor mannelijke als vrouwelijke kandidaten.

Indienen der kandidaturen :

Om in aanmerking te komen, dient de kandidatuur per aangetekend schrijven te worden gestuurd naar het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Dienst Samenwerkingspersoneel, Brederodestraat 6, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

De keuze van de kandidaten zal gemaakt worden door een Selectiecomité op basis van het onderzoek van hun *curriculum vitae* en van de mate waarin ze aan de in de oproep voorgeschreven voorwaarden beantwoorden.

Indien nodig, zal deze eerste fase aangevuld worden met een interview met de kandidaten die het Comité het meest geschikt acht om de post te bekleden.

(Pers en radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)

[99/15007]

Appel n° 34/98
Recrutement de membres des sections de coopération

L'Administration générale de la Coopération au Développement (AGCD) recrute pour les sections de coopération, créées auprès des Ambassades de Belgique :

A. 2 chefs de section pour Cotonou et Addis Abeba.

B. 1 agent administratif et comptable pour Ouagadougou.

Ces postes sont accessibles tant aux candidats masculins que féminins.

I. Postes de chef de section en pays de développement : Cotonou et Addis Abeba.

A. Description de la fonction :

Le chef de section dirige l'antenne de l'AGCD dans la zone territoriale qui lui a été fixée, sous l'autorité du chef de la mission diplomatique belge dont il relève.

Il organise, coordonne et contrôle les activités des différents membres de la section.

Il assure une concertation permanente et directe avec le chef du poste diplomatique qu'il informe des actions de développement prévues ou en cours.

Il est le délégué du Ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions, pour les questions de politique de coopération. Il représente l'AGCD pour les questions administratives et techniques, ainsi que dans les forums formels et informels organisés localement.

Il réunit, analyse, synthétise et commente toutes les données collectées localement (notamment auprès de donateurs bilatéraux et multilatéraux).

Dans la phase de préparation des interventions, il identifie les besoins essentiels et les priorités du PVD. Il aide celui-ci à formuler les dossiers d'identification d'interventions que la Belgique a la capacité et l'intérêt de rencontrer.

Dans la phase d'exécution des interventions, il approuve et supervise leur gestion dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués. Il fait établir et approuve la comptabilité des dépenses locales. Il veille à l'approvisionnement des fonds de roulement des interventions.

Il donne des avis sur la pertinence et la durabilité des actions de l'aide directe, indirecte et multilatérale. Il participe au suivi et au contrôle de ces interventions financées par l'AGCD. Il donne également des avis sur la pertinence des propositions de prêts d'Etat à Etat.

Il gère les programmes des micro-interventions ainsi que des fonds d'actions ponctuelles, des fonds de contrepartie et des fonds d'études.

Il participe à la sélection des boursiers et gère le programme des bourses locales.

Il veille à l'intégration des approches thématiques dans les interventions, de même qu'à la cohérence avec les interventions de l'Union européenne.

B. Conditions de recrutement exigées :

1. Diplôme :

Etre en possession d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme d'enseignement supérieur.

2. Expérience :

Avoir :

— soit une expérience professionnelle de 4 (quatre) ans au moins en PVD dont au moins 2 (deux) ans dans une fonction de direction;

— soit une expérience professionnelle dans le domaine de la coopération de 6 (six) ans au moins dont au moins 2 (deux) ans dans une fonction de direction;

— avoir travaillé dans le pays d'affectation ou au sein d'une organisation internationale (OI), ou y avoir exécuté des missions fréquentes, ou encore avoir acquis une expérience indiscutable en la matière, sera considéré comme un atout supplémentaire.

3. Autres :

— Avoir une connaissance suffisante (écrite et orale) de la langue internationale de travail en usage dans le pays d'affectation ainsi que du néerlandais et/ou du français. Ces langues de travail sont :

— le français et l'anglais pour le poste d'Addis Abeba;

— le français pour les postes de Cotonou et de Ouagadougou.

[99/15007]

Oproep nr. 34/98
Aanwerving van leden van de samenwerkingssecties

Het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking (ABOS) werft aan voor de samenwerkingssecties, toegevoegd aan de Ambassades van België :

A. 2 sectiehoofden voor Cotonou en Addis Abeba.

B. 1 administratief en boekhoudkundig agent voor Ouagadougou.

Deze betrekkingen zijn toegankelijk zowel voor mannelijke als vrouwelijke kandidaten.

I. Betrekkingen van sectiehoofd in ontwikkelingslanden : Cotonou en Addis Abeba

A. Beschrijving van de functie :

Het sectiehoofd leidt de ABOS-antenne in de territoriale zone, die hem is toevertrouwd, onder het gezag van de diplomatieke postoverste, waarvan hij afhangt.

Hij organiseert, coördineert de activiteiten van de verschillende leden van de sectie.

Hij onderhoudt een permanent en direct overleg met de diplomatieke postoverste, die hij informeert over de geplande en lopende ontwikkelingsacties.

Wat de samenwerkingspolitiek betreft is hij de afgevaardigde van de Minister die Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft. Hij vertegenwoordigt het ABOS voor administratieve en technische aanlegenheden, evenals in lokaal georganiseerde formele en informele fora.

Hij verzamelt, analyseert, synthetiseert en commentarieert alle lokaal verzamelde gegevens (m.n. bilaterale en multilaterale donoren).

In de voorbereidingsfase van de interventies, identificeert hij de essentiële noden en prioriteiten van de OL. Hij helpt het OL om de identificatiedossiers te formuleren voor deze interventies waarvoor België de capaciteit en de interesse heeft om ze te beantwoorden.

In de uitvoeringsfase van de interventies, geeft hij zijn goedkeuring aan en superviseert het beheer van de interventies binnen het kader van de hem gedelegeerde bevoegdheden. Hij laat een boekhouding opmaken van de lokale uitgaven, waaraan hij zijn goedkeuring geeft. Hij waakt over de voorziening van de rollende fondsen voor de interventies.

Hij geeft advies over de ontwikkelingsrelevantie en de duurzaamheid van acties in de directe, indirecte en multilaterale samenwerking. Hij neemt deel aan de opvolging en controle van deze interventies, gefinancierd door het ABOS. Hij geeft eveneens een advies over de ontwikkelingsrelevantie van de voorstellen van leningen van Staat tot Staat.

Hij beheert de programma's van micro-interventies, de fondsen voor punctuele acties, de tegenwaardefondsen en de studiefondsen.

Hij neemt deel aan de selectie van de beursstudenten en beheert het programma van de lokale beurzen.

Hij waakt over de integratie van de thematische benadering in de interventies, evenals over de samenhang met de interventies van de Europese Unie.

B. Vereiste aanwervingsvoorwaarden :

1. Diploma :

In het bezit zijn van een universitair diploma of van een diploma van het hoger niet-universitair onderwijs.

2. Ervaring :

Ofwel :

— beschikken over een beroepservaring van minstens 4 (vier) jaar in een OL, waarvan minstens 2 (twee) jaar in een leidinggevende functie;

— beschikken over een beroepservaring in het domein van de ontwikkelingsamenwerking van minstens 6 (zes) jaar, waarvan minstens 2 (twee) jaar in een leidinggevende functie;

— gewerkt hebben in de regio of in een internationale organisatie (IO) van aanstelling of er veelvuldig missies hebben uitgevoerd of er een uitgesproken ervaring mee hebben, zal beschouwd worden als een bijkomend voordeel.

3. Andere vereisten :

— voldoende kennis hebben (schriftelijk en mondeling) van de gebruikte internationale werktalen in het land van aanstelling en van het Frans en/of van het Nederlands. De bedoelde werktalen zijn :

— het Frans en het Engels voor de post van Addis Abeba;

— het Frans voor de posten van Cotonou en Ouagadougou.

— Satisfaire aux conditions exigées par l'article 5 de l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, tel que modifié à ce jour, et avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'AGCD ou en avoir été dispensé par le Ministre.

— Etre prédisposé à la communication, au dialogue et à la négociation.

C. Conditions souhaitées :

Avoir des notions d'une ou de plusieurs langues vernaculaires du pays ou de la région concernés.

II. Agent administratif et comptable : Ouagadougou

A. Description sommaire de la fonction :

Les fonctions d'agent administratif et comptable consistent à assurer, sous l'autorité du chef de la section, les tâches administratives, financières et comptables suivantes liées à la gestion :

(1) de la section de coopération et des projets de coopération;

(2) des personnels belges financés par l'AGCD.

Il sera chargé des tâches liées à la gestion des biens, des véhicules et des habitations financés par la Belgique.

Cet agent gère également les dossiers administratifs du personnel de l'aide bilatérale directe et veille au respect des réglementations douanières et fiscales.

B. Conditions de recrutement exigées :

1. Diplôme :

Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

2. Expérience :

Avoir au minimum 5 (cinq) ans d'expérience en gestion administrative et comptable.

3. Autres exigences :

— avoir une connaissance des applications comptables les plus courantes;

— avoir une connaissance suffisante (écrite et orale) de la langue internationale en usage dans les pays d'affection — le français — ainsi que du néerlandais et/ou du français;

— satisfaire aux conditions exigées par l'article 5 de l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, tel que modifié à ce jour, et avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'AGCD ou en avoir été dispensé par le Ministre.

4. Condition souhaitée :

Maîtriser les applications informatiques usuelles et être en mesure de suivre leur évolution.

Communication générale :

Avant son recrutement ou sa désignation, le candidat retenu devra satisfaire à un test clôturant un stage préparatoire à l'exercice de ses fonctions, organisé par l'AGCD.

L'engagement se fera, pour une durée indéterminée, en qualité d'agent de la coopération, conformément au statut du personnel précité.

La durée de l'affectation dans une section est au maximum de 4 (quatre) ans. Cette durée pourra toutefois être revue avant ces échéances si l'agent se voit attribuer un signalement insuffisant ou mauvais.

Dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions les agents peuvent être amenés à de nombreux déplacements, notamment à l'intérieur du pays ou de la région d'affectation.

Niveau des fonctions :

Chefs de section : 1^{re} catégorie - 1^{er} échelon.

Agent administratif et comptable : 3^e catégorie - 3^e échelon.

Il sera tenu compte, lors du recrutement, de la situation spécifique des candidats qui ont acquis un grade dans la Fonction publique belge, qui ont fait partie du personnel d'Afrique ou qui ont déjà fait partie de la coopération technique belge.

Dépôt des candidatures :

Pour être recevable, la candidature doit viser un emploi précis et localisé. Les candidats désireux de postuler à plusieurs emplois devront introduire autant de lettres de candidatures que d'emplois visés. Le dossier de candidature devra contenir un *curriculum vitae* récent (moins

— Voldoen aan de voorwaarden vereist in artikel 5 van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het samenwerkingspersoneel met de ontwikkelingslanden, zoals tot op heden gewijzigd en met succes de door het ABOS georganiseerde vormingscyclus hebben gevolgd of er door de Minister van zijn vrijgesteld.

— Blijk geven van vaardigheden inzake communicatie, dialoog en onderhandelingen.

C. Gewenste bekwaamheden :

Noties hebben van één of meerdere inheemse talen van bedoeld land of streek.

II. Administratief en boekhoudkundig agent : Ouagadougou

A. Beschrijving van de opdracht :

De opdracht van administratief en boekhoudkundig agent bestaat erin om, onder gezag van het sectiehoofd, de volgende administratieve, financiële en boekhoudkundige taken te verzekeren met betrekking tot het beheer van :

(1) de samenwerkingssectie en de ontwikkelingsprojecten;

(2) het Belgisch personeel, gefinancierd door het ABOS.

Hij zal eveneens instaan voor het beheer van de goederen, voertuigen en woningen, door België gefinancierd.

De agent beheert eveneens de administratieve dossiers van het direct bilateraal personeel en waakt over het respect van de fiscale en douanereglementeringen.

B. Vereiste aanwervingsvoorwaarden :

1. Diploma :

In het bezit zijn van een diploma van het hoger niet-universitair onderwijs of een diploma van het hoger secundair onderwijs.

2. Ervaring :

Een ervaring hebben van minstens 5 (vijf) jaar in administratief en boekhoudkundig beheer.

3. Andere vereisten :

— kennis hebben van de meest gebruikelijke boekhoudkundige toepassingen;

— voldoende kennis hebben (schriftelijk en mondeling) van de gebruikte internationale werktalen in het land van aanstelling — te weten het Frans — en van het Nederlands en/of van het Frans;

— voldoen aan de voorwaarden vereist in artikel 5 van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het samenwerkingspersoneel met de ontwikkelingslanden, zoals tot op heden gewijzigd, en met succes de door het ABOS georganiseerde vormingscyclus hebben gevolgd of er door de Minister van zijn vrijgesteld.

4. Gewenste bekwaamheid :

De gebruikelijke informaticatoepassingen beheersen en in staat zijn hun evolutie te volgen.

Algemene opmerkingen :

Voor zijn aanwerving of zijn benoeming, dient de weerhouden kandidaat te voldoen aan een test, die een voorbereidende stage op de uitoefening van zijn opdracht, georganiseerd door het ABOS, afsluit.

De aanwerving gebeurt voor onbepaalde duur als personeelslid van de samenwerking overeenkomstig het voornoemd personeelsstatuut.

De tewerkstellingsduur in een sectie bedraagt maximum 4 (vier) jaar. Deze duur kan nochtans herzien worden voor het verstrijken van de eindtermijn, indien het personeelslid een beoordeling « onvoldoende » of « slecht » heeft gekregen.

In het kader van de uitoefening van hun opdracht, zullen de sectieleden meerdere verplaatsingen moeten uitvoeren, meer bepaald in hun land van aanstelling of in de regio.

Niveau van de functies :

— Sectiehoofden : 1^e categorie - 1^e trap.

— Administratief en boekhoudkundig agenten : 3^e categorie - 3^e trap.

Voor de kandidaten die een graad verworven hebben in de Belgische openbare sector, voormalig personeelslid waren van het Afrikapersoneel of vroeger reeds deel hebben uitgemaakt van de Belgische technische samenwerking, zal bij de aanwerving met hun specifieke situatie rekening worden gehouden.

Indienen van de kandidaturen :

Om in aanmerking te komen moet de kandidatuur betrekking hebben op een welomschreven en geografisch bepaalde betrekking. De kandidaten die wensen te solliciteren voor meerdere betrekkingen dienen evenveel kandidaatstellingen te doen als er betrekkingen zijn

d'un an) et détaillé, établi de préférence sur les formulaires standardisés qui peuvent être retirés ou réclamés au service du recrutement de l'AGCD (tél. 02/519 03 86), ainsi que les pièces justificatives correspondantes.

Ce dossier devra être adressé, par lettre recommandée à la poste, à : l'Administration générale de la Coopération au Développement, Service du Personnel de la Coopération, rue Brederode 6, 1000 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la date de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

Les emplois à pourvoir sont aussi accessibles (par voie de désignation, de mutation ou de réaffectation aux membres du personnel qui sont actuellement en service et soumis au statut du 10 avril 1967. Ces agents devront introduire leur demande dans les mêmes délais et dans la même forme que les autres candidats.

La sélection des candidats sera opérée sur la base de l'examen de leur *curriculum vitae* et de leur adéquation aux conditions prescrites par cet appel.

Cette première phase sera complétée, si nécessaire, par une interview des postulants que le Comité aura jugés les plus aptes à remplir la fonction.

(La presse et la radio sont invitées à bien vouloir reproduire cet avis.)

die hun belangstelling wegdragen. Het dossier van de kandidaatstelling moet een geactualiseerd (minder dan één jaar oud) en gedetailleerd *curriculum vitae* bevatten, bij voorkeur opgemaakt op de standaardformulieren die te bekomen zijn bij de aanwervingsdienst van het ABOS (tel. 02/519 03 86), evenals de overeenstemmende bewijsstukken.

Dit dossier dient per aangetekende zending verstuurd te worden aan het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Dienst Samenwerkingspersoneel, Brederodestraat 6, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

De te begeven betrekkingen zijn eveneens toegankelijk (via aanstelling, mutatie of wederaanstelling) voor de personeelsleden die op dit ogenblik in dienst zijn in de samenwerking en onderworpen zijn aan het statuut van 10 april 1967. Deze personeelsleden dienen hun aanvraag in te dienen binnen dezelfde termijn en onder dezelfde vorm als de andere kandidaten.

De selectie van de kandidaten zal gebeuren op basis van een onderzoek van hun *curriculum vitae* en de mate waarin ze voldoen aan de voorwaarden beschreven in deze oproep.

Indien nodig, zal de eerste fase afgerond worden met een interview van de kandidaten die het Selectiecomité het meest geschikt acht om de functie te bekleden.

(Pers en radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)

[99/15034]

Appel n° 1/99

Appui au Centre national de Formation judiciaire au Rwanda

L'Administration générale de la Coopération au Développement (AGCD) procède au recrutement d'un délégué à la cogestion dans le cadre du projet « Appui au Centre national de Formation judiciaire » au Rwanda.

Description de la fonction :

Ce coopérant belge cogèrera avec le directeur de l'intervention rwandais, l'ensemble de l'intervention. A eux deux, ils constituent la direction de l'intervention.

Son rôle sera avant tout d'assurer la gestion journalière de l'intervention en matière de personnel, finances, charroi et équipements. Le délégué à la cogestion assurera la permanence de l'intervention durant les périodes intermédiaires entre les missions successives des professeurs visiteurs belges et du coordinateur. Il veillera au bon déroulement de ces missions aussi bien à l'intérieur du pays que dans la capitale.

Le délégué à la cogestion partagera avec le directeur de l'intervention les responsabilités suivantes :

- la direction et la gestion générale de l'intervention en matière de personnel, finances, charroi et équipements;
- la supervision du budget;
- l'approvisionnement général;
- l'exécution des activités;
- les relations avec les autorités rwandaises, les bailleurs de fonds et les autres intervenants;
- établissement et la distribution des rapports d'activité et financiers;
- la préparation des réunions du comité de concertation.

Diplômes et qualifications requis :

Diplômes :

— Etre détenteur d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit, ou le cas échéant, d'un diplôme de licencié en sciences politiques et sociales ou en sciences administratives et management public.

— Avoir une bonne connaissance de l'informatique, des techniques de gestion de pédagogie et de formation d'adulte.

Expérience :

— Avoir une expérience professionnelle pertinente d'au moins cinq ans avec, si possible, une bonne connaissance de la Région de Grands Lacs.

— Disposer des capacités humaines requises pour une bonne collaboration avec les différents intervenants et partenaires de l'intervention.

Connaissances linguistiques :

Langue de travail : le français.

La connaissance pratique de l'anglais est nécessaire.

[99/15034]

Oproep nr. 1/99

Steun aan het « Centre national de Formation judiciaire » in Rwanda

Het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking (ABOS) gaat over tot de aanwerving van een afgevaardigde voor het mede-beheer in het raam van het project « Steun aan het Centre national de Formation judiciaire » in Rwanda.

Ambtsbeschrijving :

De Belgische coöperant zal, samen met de directeur van het Rwandese interventie, het geheel van de interventie beheren. Met hun beiden vormen ze de directie van de interventie.

Zijn rol zal hoofdzakelijk bestaan in het dagelijks beheer van de interventie in verband met personeel, financiën, wagenpark en uitrustingen. De afgevaardigde voor het mede-beheer zal instaan voor de permanentie van de interventie in de periodes tussen de opeenvolgende opdrachten van de Belgische gastleraren en van de coördinator. Hij zal het goede verloop waarborgen van deze opdrachten zowel in het binnenland als in de hoofdstad.

De afgevaardigde voor het mede-beheer zal samen met de directeur van de interventie volgende verantwoordelijkheden delen :

- de directie en het algemeen beheer van de interventie met betrekking tot het personeel, financiën, wagenpark en uitrustingen;
- de controle over de begroting;
- de algemene bevoorrading;
- de uitvoering van de werkzaamheden;
- de relaties met de Rwandese overheid, geldschieters en andere intervenanten;
- de opstelling en verdeling van de verslagen qua werkzaamheden en financiën;
- de voorbereiding van de vergaderingen van het overlegcomité.

Vereiste diploma's en bekwaamheden :

Diploma's :

— Houder zijn van een diploma van doctor of van licentiaat in de rechten of desgevallend een diploma van licentiaat in politieke en sociale wetenschappen of in administratieve wetenschappen en overheidsmanagement.

— Een goede kennis hebben in verband met de informatica, beheers- en pedagogische technieken en vorming van volwassenen.

Ervaring :

— Een relevante beroepservaring van ten minste vijf jaar hebben met, indien nodig, een goede kennis van de Streek van de Grote Meren.

— Kunnen beschikken over de vereiste menselijke capaciteiten voor een goede samenwerking met de verschillende intervenanten en partners van de interventie.

Taalkennis :

Werktal : Frans.

Praktische kennis van het Engels is nodig.

Lieux ou zones d'activités :
Nyabisindu, au Rwanda.
Des missions à Kigali ainsi qu'à l'intérieur du pays sont à prévoir.

Durée du mandat :
2 ans, renouvelable.
Niveau de la fonction :
2e catégorie - 1er échelon.

Les candidats ayant acquis un grade dans le secteur public belge ou ayant la qualité de personnel d'Afrique ou ayant déjà fait partie de la Coopération technique belge seront rangés compte tenu de cette situation.

Conditions particulières :
Pour être admissible, le candidat doit avoir suivi avec succès le cycle de formation organisé par l'Administration générale de la Coopération au Développement, ou en avoir été dispensé par le Ministre.

L'engagement se fera en qualité d'agent complémentaire conformément au statut du personnel de la coopération avec les pays en développement, fixé par l'arrêté royal du 10 avril 1967, tel que modifié à ce jour.

Cet emploi est accessible tant aux candidats masculins que féminins.

Dépôt des candidatures :
Pour être recevable, la candidature devra être adressée par lettre recommandée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, Service du personnel de la Coopération, rue Brederode 6, 1000 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la date de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

La sélection des candidats sera opérée par un Comité de Sélection sur la base de l'examen de leur *curriculum vitae* et leur adéquation aux conditions prescrites par cet appel.

Cette première phase sera complétée, si nécessaire, par une interview des postulants que le Comité aura jugés les plus aptes à remplir la fonction.

(La presse et la radio sont invitées à bien vouloir reproduire cet avis.)

Tewerkstellingsplaats of -zone :
Nyabisindu in Rwanda.
Oprachten in Kigali evenals in het binnenland zijn te voorzien.

Duur van het mandaat :
2 jaar, hernieuwbaar.
Ambtspeil :
Categorie 2 - trap 1.

De kandidaten die een graad verworven hebben in de Belgische openbare sector of de hoedanigheid bezitten van personeel van Afrika of reeds deel uitmaakten van de Belgische technische samenwerking zullen worden gerangschikt rekening houdend met deze situatie.

Bijzondere voorwaarden :
Om aanvaard te worden, dient de kandidaat met succes de vormingscyclus te hebben gevolgd die door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking georganiseerd werd, of er door de Minister van zijn vrijgesteld.

De aanwerving zal gebeuren als aanvullend personeelslid overeenkomstig het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, bepaald door het koninklijk besluit van 10 april 1967, zoals tot op heden gewijzigd.

Deze betrekking is toegankelijk zowel voor mannelijke als vrouwelijke kandidaten.

Indienen der candidaturen :
Om in aanmerking te komen, dient de kandidatuur per aangetekend schrijven te worden gestuurd naar : Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Dienst Samenwerkingspersoneel, Brederodestraat 6, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

De keuze van de kandidaten zal gemaakt worden door een Selectiecomité op basis van het onderzoek van hun *curriculum vitae* en hun overeenkomst met de door de oproep voorgeschreven voorwaarden.

Indien nodig zal deze eerste fase afgerond worden met een interview met de kandidaten dat het Comité het meest geschikt acht om de post te bekleden.

(Pers en radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[99/22082]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité
Vacance d'emploi. — Appel aux candidats**

Un emploi de conseiller général (rang 15) est à conférer au Service des indemnités de l'INAMI.

Conformément à l'article 20sexies de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation de la carrière des agents de l'Etat, tel qu'il est applicable au sein des organismes d'intérêt public comme précisé à l'article 28quater de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public et conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, les agents cités ci-dessous peuvent se porter candidat :

1. les agents définitifs des organismes d'intérêt public visés à l'article 1er, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, titulaires d'un grade de rang 15;

2. les agents définitifs de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Il doit être satisfait aux conditions de promotion au moment de la nomination.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[99/22082]

**Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering
Vacante betrekking. — Oproep aan kandidaten**

De betrekking van adviseur-generaal (rang 15) is te begeven bij de Dienst voor uitkeringen van het RIZIV.

Overeenkomstig het artikel 20sexies van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zoals het van toepassing is verklaard op de instellingen van openbaar nut, en verduidelijkt in het artikel 28quater van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en overeenkomstig het artikel 13 van het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, kunnen zich kandidaat stellen :

1. de vastbenoemde ambtenaren van de instellingen van openbaar nut genoemd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, die titularis zijn van een graad van rang 15;

2. de vastbenoemde ambtenaren van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in het niveau 1 tellen.

Er moet aan de bevorderingsvoorwaarden worden voldaan op het ogenblik van de benoeming.

En application des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 novembre 1998 portant règlement du personnel de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, les agents titulaires du grade d'informaticien-directeur doivent compter une ancienneté de grade de quinze ans au moins dans les grades d'informaticien ou d'informaticien-directeur, pour pouvoir être promu au grade de conseiller général.

Description de la fonction :

La fonction de conseiller général au Service des indemnités nécessite les qualités et capacités reprises ci-dessous qui devront être mises en œuvre dans les domaines de la gestion administrative et financière du Service.

Le conseiller général assiste le directeur général dans sa mission de gestion humaine et matérielle du Service et participe activement à la coordination entre les différentes directions (Finances et statistique, Réglementation et contentieux, Médicale, Convention internationales).

1. Traits de caractère

- personnalité dynamique;
- sens de l'initiative et de la responsabilité;
- qualités relationnelles (faculté d'écoute et de conciliation d'opinion divergentes);
- sens de l'objectivité et de l'impartialité lors du traitement des dossiers;
- transparence dans la politique de gestion de l'information.

2. Capacités professionnelles

— posséder des connaissances étendues dans les matières qui relèvent du Service ou disposer d'une capacité d'acquérir rapidement une bonne connaissance technique des matières dont le Service a à connaître;

- disponibilité à la formation continue;
- pouvoir synthétiser et exposer clairement des matières complexes;

— aptitudes en matière de gestion, de direction et d'appréciation des moyens humains et matériels requis pour le bon fonctionnement du Service;

— aptitude à exercer de l'autorité, à organiser et à suivre le travail de collaborateurs, à évaluer et à motiver le personnel;

- capacité de gérer des situations conflictuelles;
- perception et prise en compte des priorités, savoir définir des objectifs réalistes;

- disposer de bonnes notions sur les potentialités de l'informatique;
- savoir prendre et assumer ses responsabilités;
- savoir gérer une réunion de travail ou une commission;
- savoir s'exprimer en public, présenter et défendre un dossier;

— savoir faire preuve de fermeté dans la défense des besoins objectifs du Service et du personnel en vue d'assumer le rôle d'interface.

Dépôt des candidatures

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, sous pli recommandé, à M. J. De Cock, administrateur général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, avenue de Tervuren 211, à 1150 Bruxelles, dans un délai de 10 jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la publication du présent appel au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi). Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

L'acte de candidature doit mentionner la date de naissance, le nom, les prénoms, le grade du candidat, le service dont il/elle relève et contenir un exposé des titres que le candidat fait valoir.

A cet égard, il convient de fournir une description détaillée de l'expérience acquise mettant en évidence l'adéquation du profil à la fonction décrite, ainsi qu'un curriculum vitæ.

Les candidats non membres de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité doivent fournir un document certifié conforme délivré par le service du personnel de l'organisme qui les occupe attestant qu'ils sont dotés, à titre définitif d'un grade du rang 15 et reprenant la date de nomination audit grade.

Bij toepassing van de bepalingen van het ministerieel besluit van 12 november 1998 houdende het reglement van het personeel van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering moeten de ambtenaren titularis van de graad van informaticus-directeur ten minste vijftien jaar graadanciënniteit hebben in de graad van informaticus of informaticus-directeur om tot de graad van adviseur-generaal te kunnen bevorderd worden.

Functiebeschrijving :

De functie van adviseur-generaal bij de Dienst voor uitkeringen vereist de hieronder vermelde eigenschappen en bekwaamheden, die in de domeinen van het administratieve en financiële beheer van de Dienst aan de dag zullen moeten worden gelegd.

De adviseur-generaal staat de directeur-generaal bij in zijn opdracht die ertoe strekt de menselijke en materiële middelen van de Dienst te beheren en hij neemt actief deel aan de coördinatie van de verschillende directies (Financiën en statistieken, Reglementering en geschillen, Geneeskundige directie, Internationale verdragen).

1. Persoonlijke eigenschappen

- dynamische persoonlijkheid;
- zin voor initiatief en verantwoordelijkheid;
- zin voor menselijke relaties (kunnen luisteren en uiteenlopende meningen verzoenen);
- zin voor objectiviteit en onpartijdigheid bij de afhandeling van de dossiers;
- openheid in het beleid inzake beheer van de informatie.

2. Professionele bekwaamheden

— een uitgebreide kennis bezitten inzake de materie die onder de Dienst ressorteert of in staat zijn snel een goede technische kennis te verwerven van de materies die de Dienst moet behandelen;

- bereid zijn een permanente opleiding te volgen;
- ingewikkelde materies kunnen samenvatten en op heldere wijze kunnen uiteenzetten;

— vaardigheden bezitten inzake beheer, leiding en beoordeling van mensen en materiële middelen vereist voor een goede werking van de Dienst;

— aanleg hebben voor het uitoefenen van gezag, het werk van de medewerkers kunnen organiseren en volgen, het personeel kunnen evalueren en motiveren;

- kunnen omgaan met conflictsituaties;
- prioriteiten weten te zien en rekening mee te houden, realistische doelstellingen kunnen bepalen;

- goede noties hebben van de mogelijkheden van de informatica;
- zijn verantwoordelijkheid kunnen opnemen en dragen;
- een werkvergadering of commissie kunnen leiden;

— zich in het openbaar kunnen uitdrukken, een dossier kunnen inleiden en verdedigen;

— vastberaden de objectieve behoeften van de Dienst en van het personeel kunnen verdedigen om als tussenpersoon op te treden.

Indiening van de kandidaturen

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidatuur bij ter post aangetekende brief te richten aan de heer J. De Cock, administrateur-generaal van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, Tervurenlaan 211, te 1150 Brussel, binnen een termijn van 10 werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (de poststempel geldt als bewijs). Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

In de kandidatuurstelling moet de geboortedatum, de naam, de voornamen, de graad en de dienst waarvan hij/zij afhangt worden vermeld en een uiteenzetting betreffende zijn/haar aanspraken.

Te dien einde moet er een gedetailleerde beschrijving van de geworven ervaring gegeven worden waarbij de afstemming van het profiel op de beschreven functie wordt onderstreept, alsook een curriculum vitæ.

De kandidaten die niet tot het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering behoren moeten een voor eensluidend verklaard document verstrekken, afgeleverd door de personeelsdienst van de instelling die hen tewerkstelt waarin bevestigd wordt dat zij een graad van rang 15 definitief bekleden en met vermelding van de datum van benoeming in die graad.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 99/12021]

Avis concernant une réglementation nouvelle
du champ d'application de commissions paritaires

La Ministre de l'Emploi et du Travail, dont les bureaux sont situés à 1040 Bruxelles, rue Belliard 51, informe les organisations intéressées qu'elle envisage de proposer au Roi :

1. de modifier le champ de compétence de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole (n° 117), fixé par l'arrêté royal du 28 mars 1975 (*Moniteur belge* du 23 mai 1975), modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1987 (*Moniteur belge* du 13 février 1987), comme suit :

a) remplacer l'article 1^{er} par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Il est institué une commission paritaire, dénommée "Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole", compétente pour les travailleurs dont l'occupation est de caractère principalement manuel et leurs employeurs, et ce pour les entreprises qui, soit pour leur propre compte, soit pour le compte de tiers, exercent une activité industrielle et/ou commerciale dans le domaine des produits pétroliers et leurs dérivés (entre autres les gaz de pétrole comprimés, liquéfiés ou dissous, ainsi que les lubrifiants et les graisses), en ce compris la manipulation, le raffinage, le stockage, le chargement, le transport et le déchargement de ces produits, et qui répondent à une des conditions de l'article 2 »;

b) ajouter les articles suivants :

« Art. 2. Pour ressortir à cette commission paritaire, les entreprises visées à l'article 1^{er} doivent posséder ou exploiter, à quelque titre que ce soit, des installations de stockage de produits pétroliers d'une capacité totale d'au moins 15 000 m³ ou répondre à au moins deux des critères suivants :

— assurer la distribution d'au moins 150 000 tonnes de produits pétroliers, à l'exclusion du fuel-oil, par an. Par fuel-oil, on entend tant le fuel-oil mi-lourd, que lourd et extra-lourd;

— assurer la distribution d'au moins 200 000 tonnes de fuel-oil par an;

— utiliser une flotte de camions-citernes dont la capacité (cubage) atteint 250 m³, qui est sa propriété ou celle de tiers;

— assurer le commerce par l'intermédiaire d'au moins 25 points de vente de détail sous une même dénomination commerciale, propriété de l'entreprise intéressée.

Art. 3. Sont de toute manière exclues de la compétence de cette commission paritaire :

1. toutes les entreprises qui utilisent pour leur production propre autre que pétrolière ou pour leur propre usage et avec leur personnel, des produits pétroliers comme matières premières, comme combustibles, ou comme sources énergétiques;

2. les entreprises de vente au détail vendant directement aux consommateurs des produits divers, en ce compris des produits pétroliers, et qui ressortissent aux commissions paritaires ci-après :

— la Commission paritaire des entreprises de garage;

— la Commission paritaire du commerce alimentaire;

— la Commission paritaire pour le commerce de combustibles;

— la Commission paritaire du commerce de détail indépendant;

— la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire;

— la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail;

— la Commission paritaire des grands magasins. »

2. de modifier le champ de compétence de la Commission paritaire pour le commerce de combustibles (n° 127), fixé par l'arrêté royal du 28 mars 1975 (*Moniteur belge* du 23 mai 1975), modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1987 (*Moniteur belge* du 13 février 1987), comme suit :

a) remplacer l'article 1^{er} par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Il est institué une commission paritaire, dénommée "Commission paritaire pour le commerce de combustibles »;

b) ajouter les articles suivants :

« Art. 2. La commission paritaire est compétente pour les travailleurs dont l'occupation est de caractère principalement manuel et leurs employeurs et ce pour les entreprises exerçant une ou plusieurs des activités commerciales suivantes :

a) le chargement et/ou le déchargement, la livraison à domicile et toute manipulation de combustibles solides;

b) la possession ou l'exploitation d'installations de stockage pour produits pétroliers d'une capacité totale de moins de 15 000 m³ à quelque titre que ce soit;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 99/12021]

Bericht betreffende een nieuwe regeling
van de werkingsfeer van paritaire comités

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid, wiens kantoren gevestigd zijn te 1040 Brussel, Belliardstraat 51, brengt ter kennis van de betrokken organisaties dat zij overweegt de Koning voor te stellen om :

1. het bevoegdheidsgebied van het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel (nr. 117), vastgelegd bij koninklijk besluit van 28 maart 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1975), gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1987), te wijzigen als volgt :

a) artikel 1 te vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Er wordt een paritair comité opgericht, genaamd "Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel", dat bevoegd is voor de werknemers die hoofdzakelijk handarbeid verrichten en hun werkgevers, te weten de ondernemingen die, hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van derden, op het stuk van petroleumproducten en -derivaten (onder andere de samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste petroleumgassen, alsmede de smeermiddelen en de vetten) een industriële en/of handelsbedrijvigheid uitoefenen, daarin begrepen het behandelen, de raffinage, het opslaan, het laden, het vervoeren en het lossen van deze producten, en die voldoen aan één van de voorwaarden van artikel 2 »;

b) volgende artikelen toe te voegen :

« Art. 2. Om tot dit paritair comité te behoren, moeten de ondernemingen bedoeld in artikel 1 opslagplaatsen voor petroleumproducten met een totale inhoudsruimte van minstens 15 000 m³ uit welke hoofde ook, bezitten of exploiteren, of aan minstens twee van de volgende maatstaven beantwoorden :

— de distributie verzekeren van minstens 150 000 ton per jaar petroleumproducten, stookolie uitgezonderd. Met stookolie worden zowel halfzware, zware alsook extra-zware stookolie bedoeld;

— de distributie verzekeren van minstens 200 000 ton per jaar stookolie;

— een vloot van tankwagens gebruiken waarvan de capaciteit (inhoud) 250 m³ bereikt, welke haar eigendom of die van derden is;

— de handel van petroleumproducten verzekeren door ten minste 25 punten van detailverkoop onder eenzelfde handelsbenaming, eigendom van de betrokken onderneming.

Art 3. In ieder geval zijn uitgesloten van de bevoegdheid van dit paritair comité :

1. elke onderneming die voor haar eigen productie andere dan petroleumproductie, of voor eigen gebruik en met eigen personeel, petroleumproducten gebruikt als grondstof, als brandstof of als energiebron;

2. de ondernemingen voor detailverkoop die rechtstreeks aan de verbruikers diverse producten, met inbegrip van petroleumproducten verkopen, en die onder volgende paritaire comités ressorteren :

— het Paritair Comité voor het garagebedrijf;

— het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

— het Paritair Comité voor de handel in brandstoffen;

— het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel;

— het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren;

— het Paritair Comité voor de grote kleinhandelzaken;

— het Paritair Comité voor de warenhuizen. »

2. het bevoegdheidsgebied van het Paritair Comité voor de handel in brandstoffen (nr. 127), vastgelegd bij koninklijk besluit van 28 maart 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1975), gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1987), te wijzigen als volgt :

a) artikel 1 te vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Er wordt een paritair comité opgericht, genaamd "Paritair Comité voor de handel in brandstoffen. »;

b) volgende artikelen toe te voegen :

« Art. 2. Het paritair comité is bevoegd voor de werknemers die hoofdzakelijk handarbeid verrichten en hun werkgevers, te weten de ondernemingen die een of meerdere van de volgende handelsactiviteiten uitoefenen :

a) het laden en/of het lossen, het ten huize afleveren en elke behandeling van vaste brandstoffen;

b) het bezitten of het exploiteren van opslagplaatsen voor petroleumproducten met een totale inhoudsruimte van minder dan 15 000 m³ uit welke hoofde ook;

c) ne pas répondre à deux des critères suivants :

- assurer la distribution d'au moins 150 000 tonnes de produits pétroliers, à l'exclusion du fuel-oil, par an. Par fuel-oil, on entend tant le fuel-oil mi-lourd, que lourd et extra-lourd;
- assurer la distribution d'au moins 200 000 tonnes de fuel-oil par an;
- utiliser une flotte de camions-citernes dont la capacité (cubage) atteint 250 m³, qui est sa propriété ou celle de tiers;
- assurer le commerce par l'intermédiaire d'au moins 25 points de vente de détail sous une même dénomination commerciale, propriété de l'entreprise intéressée.

Art. 3. Sont exclues de cette commission paritaire, les entreprises de vente au détail vendant directement aux consommateurs des produits divers, en ce compris des produits pétroliers, et qui ressortissent aux commissions paritaires ci-après :

- la Commission paritaire des entreprises de garage;
- la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole;
- la Commission paritaire du commerce alimentaire;
- la Commission paritaire du commerce de détail indépendant;
- la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire;
- la Commission paritaire paritaire des grandes entreprises de vente au détail;
- la Commission paritaire des grands magasins. »

3. de modifier le champ de compétence de la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole (n° 211), fixé par l'arrêté royal du 12 janvier 1976 (*Moniteur belge* du 25 mars 1976), comme suit :

a) remplacer l'article 1^{er} par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Il est institué une commission paritaire, dénommée "Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole", compétente pour les travailleurs dont l'occupation est de caractère principalement intellectuel et leurs employeurs, à savoir les entreprises qui, soit pour leur propre compte, soit pour le compte de tiers, dans le domaine des produits pétroliers et de leurs dérivés (entre autres les gaz de pétrole comprimés, liquéfiés ou dissous, ainsi que les lubrifiants et les graisses), exercent une activité industrielle et/ou commerciale, en ce compris la manipulation, le raffinage, le stockage, le chargement, le transport et le déchargement de ces produits, et qui répondent à une des conditions de l'article 2 »;

b) ajouter les articles suivants :

« Art. 2. Pour ressortir à cette commission paritaire, les entreprises visées à l'article 1^{er} doivent posséder ou exploiter, à quelque titre que ce soit, des installations de stockage de produits pétroliers d'une capacité totale d'au moins 15 000 m³ ou répondre à au moins deux des critères suivants :

- assurer la distribution d'au moins 150 000 tonnes de produits pétroliers, à l'exclusion du fuel-oil, par an. Par fuel-oil, on entend tant le fuel-oil mi-lourd, que lourd et extra-lourd;
- assurer la distribution d'au moins 200 000 tonnes de fuel-oil par an;
- utiliser une flotte de camions-citernes dont la capacité (cubage) atteint 250 m³, qui est sa propriété ou celle de tiers;
- assurer le commerce par l'intermédiaire d'au moins 25 points de vente de détail sous une même dénomination commerciale, propriété de l'entreprise intéressée.

Art. 3. Sont de toute manière exclus de cette commission paritaire :

1. toutes les entreprises qui utilisent pour leur production propre autre que pétrolière ou pour leur propre usage et avec leur personnel, des produits pétroliers comme matières premières, comme combustibles, ou comme sources énergétiques;

2. les entreprises de vente au détail vendant directement aux consommateurs des produits divers, en ce compris des produits pétroliers, et qui ressortissent aux commissions paritaires ci-après :

- la Commission paritaire des entreprises de garage;
- la Commission paritaire du commerce alimentaire;
- la Commission paritaire pour le commerce de combustibles;
- la Commission paritaire du commerce de détail indépendant;
- la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire;
- la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail;
- la Commission paritaire des grands magasins. »

c) niet aan twee van de volgende maatstaven beantwoorden :

- de distributie verzekeren van minstens 150 000 ton per jaar petroleumproducten, stookolie uitgezonderd. Met stookolie worden zowel halfzware, zware alsook extra-zware stookolie bedoeld;
- de distributie verzekeren van minstens 200 000 ton per jaar stookolie;
- een vloot van tankwagens gebruiken waarvan de capaciteit (inhoud) 250 m³ bereikt, welke haar eigendom of die van derden is;
- de handel van petroleumproducten verzekeren door ten minste 25 punten van detailverkoop onder eenzelfde handelsbenaming, eigendom van de betrokken onderneming.

Art. 3. Uitgesloten van de bevoegdheid van dit paritair comité zijn de ondernemingen voor detailverkoop die rechtstreeks aan de verbruikers diverse producten, met inbegrip van petroleumproducten verkopen, en die onder volgende paritaire comités ressorteren :

- het Paritair Comité voor het garagebedrijf;
- het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel;
- het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;
- het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel;
- het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren;
- het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken;

— het Paritair Comité voor de warenhuizen. »

3. het bevoegdheidsgebied van het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel (nr. 211), vastgelegd bij koninklijk besluit van 12 januari 1976 (*Belgisch Staatsblad* van 25 maart 1976), te wijzigen als volgt :

a) artikel 1 te vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Er wordt een paritair comité opgericht, genaamd "Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel", dat bevoegd is voor de werknemers die hoofdzakelijk intellectuele arbeid verrichten en hun werkgevers, te weten de ondernemingen die, hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van derden, op het stuk van petroleumproducten en -derivaten (onder andere de samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste petroleumgassen, alsmede de smeermiddelen en de vetten) een industriële en/of handelsbedrijvigheid uitoefenen, daarin begrepen het behandelen, de raffinage, het opslaan, het laden, het vervoeren en het lossen van deze producten, en die voldoen aan één van de voorwaarden van artikel 2 »;

b) volgende artikelen toe te voegen :

« Art. 2. Om tot dit paritair comité te behoren, moeten de ondernemingen bedoeld in artikel 1 opslagplaatsen voor petroleumproducten met een totale inhoudsruimte van minstens 15 000 m³ uit welke hoofde ook, bezitten of exploiteren, of aan minstens twee van de volgende maatstaven beantwoorden :

- de distributie verzekeren van minstens 150 000 ton per jaar petroleumproducten, stookolie uitgezonderd. Met stookolie worden zowel halfzware, zware alsook extra-zware stookolie bedoeld;
- de distributie verzekeren van minstens 200 000 ton per jaar stookolie;
- een vloot van tankwagens gebruiken waarvan de capaciteit (inhoud) 250 m³ bereikt, welke haar eigendom of die van derden is;
- de handel van petroleumproducten verzekeren door ten minste 25 punten van detailverkoop onder eenzelfde handelsbenaming, eigendom van de betrokken onderneming.

Art. 3. In ieder geval zijn uitgesloten van de bevoegdheid van dit paritair comité :

1. elke onderneming die voor haar eigen productie andere dan petroleumproductie, of voor eigen gebruik en met eigen personeel, petroleumproducten gebruikt als grondstof, als brandstof of als energiebron;

2. de ondernemingen voor detailverkoop die rechtstreeks aan de verbruikers diverse producten, met inbegrip van petroleumproducten verkopen, en die onder volgende paritaire comités ressorteren :

- het Paritair Comité voor het garagebedrijf;
- het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;
- het Paritair Comité voor de handel in brandstoffen;
- het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel;
- het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren;
- het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken;

— het Paritair Comité voor de warenhuizen. »

[C - 99/12068]

[C - 99/12068]

Avis aux organisations représentatives d'employeurs, de travailleurs ouvriers et de travailleurs employés. — Nomination de conseillers et de juges sociaux auprès des juridictions du travail

En vertu des articles 202 et 216 du Code judiciaire, les conseillers et juges sociaux près les cours et tribunaux du travail sont nommés pour un terme de cinq ans; ce terme vient à expiration au cours de l'année 1999.

En vue de procéder au renouvellement des nominations ou à de nouvelles nominations reprises au tableau ci-dessous, les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs sont invitées à présenter des listes doubles de candidats dans le plus bref délai et au plus tard dans les trois mois de la publication du présent avis. A défaut de propositions dans les trois mois, il est procédé d'office aux nominations.

Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 avril 1970, modifié par les arrêtés royaux des 12 octobre 1970, 4 mai 1971, 11 septembre 1974, 12 septembre 1974, 8 juin 1976, 12 octobre 1978, 11 août 1982, 6 mars 1984, 18 février 1994 et du 19 janvier 1999, le nom d'un candidat ne peut figurer sur plusieurs listes doubles, ni plus d'une fois sur une même liste double. Cependant les candidats présentés au titre d'employeur peuvent déjà être en fonction en qualité de juge social ou de conseiller social indépendant.

On entend par liste double l'ensemble des candidats présentés, pour une même catégorie, aux places vacantes d'une juridiction déterminée.

Les listes doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, rue Belliard 51-53, à 1040 Bruxelles. Elles mentionneront pour chaque candidat; ses nom et prénoms, son lieu et sa date de naissance, son adresse, sa profession et en ce qui concerne la Cour et le Tribunal du travail de Bruxelles ainsi que la Cour du travail de Liège et les Tribunaux du travail de Verviers et d'Eupen, le régime linguistique. Un extrait d'acte de naissance sera joint pour chaque nouveau candidat.

Bericht aan de representatieve organisaties van werkgevers, werknemers-arbeiders en werknemers-bedienden. — Benoeming van raadsheren en rechters in sociale zaken bij de arbeidsgerechten

Krachtens de artikelen 202 en 216 van het Gerechtelijk Wetboek worden de raadsheren en rechters in sociale zaken bij de arbeidshoven en -rechtbanken voor een termijn van vijf jaar benoemd; die termijn verstrijkt tijdens het jaar 1999.

Om tot de hernieuwing van de benoemingen of tot nieuwe benoemingen zoals vermeld op bijgaande tabel over te gaan, worden de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers erom verzocht dubbele lijsten van kandidaten voor te dragen binnen de kortst mogelijke tijd en ten laatste binnen drie maanden van de publikatie van dit bericht. Bij ontstentenis van voorstellen binnen de drie maanden, zal ambtshalve worden benoemd.

Overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 april 1970, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1970, 4 mei 1971, 11 september 1974, 12 september 1974, 8 juni 1976, 12 oktober 1978, 11 augustus 1982, 6 maart 1984, 18 februari 1994 en 19 januari 1999, mag de naam van de kandidaat niet in verschillende dubbeltallen en niet meer dan eenmaal in eenzelfde dubbeltal voorkomen. Nochtans mogen wel kandidaten als werkgever worden voorgedragen die reeds in functie zijn als rechter of raadsheer in sociale zaken als zelfstandige.

Onder dubbeltal wordt verstaan de lijst van alle kandidaten die, voor eenzelfde categorie, worden voorgedragen voor de plaatsen die bij een bepaald gerecht vacant zijn.

De lijsten moeten gericht worden aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Belliardstraat 51, 1040 Brussel. Zij moeten voor iedere kandidaat vermelden: zijn naam en voornamen, zijn geboorteplaats en zijn geboortedatum, zijn adres, zijn beroep en wat het Arbeidshof en de Arbeidsrechtbank van Brussel alsmede het Arbeidshof van Luik en de Arbeidsrechtbanken van Verviers en Eupen betreft, het taalstelsel. Een uittreksel van de geboorteakte zal voor ieder nieuwe kandidaat bijgevoegd worden.

1. Cours du travail — 1. Arbeidshoven

Siège	Au titre d'employeur	Au titre de travailleur	Au titre de travailleur	Zetel
	— Als werkgever	(ouvrier) — Als werknemer (arbeider)	(employé) — Als werknemer (bediende)	
Anvers	40	20	20	Antwerpen
Bruxelles (1)	40	20	28	Brussel (1)
Gand	34	18	16	Gent
Liège (3)	46	26	26	Luik (3)
Mons	21	13	8	Bergen

2. Tribunaux du travail — 2. Arbeidsrechtbanken

Bruxelles (2)	110	59	51	Brussel (2)
Anvers	44	26	18	Antwerpen
Liège	40	23	17	Luik
Charleroi	24	15	9	Charleroi
Gand	20	12	8	Gent
Termonde	30	15	15	Dendermonde
Mons	20	10	10	Bergen
Brugge	22	11	11	Brugge
Courtrai-Ypres-Furnes	25	17	15	Kortrijk-Ieper-Veurne
Louvain	9	7	6	Leuven
Hasselt	15	9	6	Hasselt
Turnhout	9	5	4	Turnhout
Tongres	20	12	8	Tongeren
Tournai	18	11	11	Doornik
Malines	9	5	4	Mechelen
Audenaerde	12	7	5	Oudenaarde
Verviers-Eupen (4)	14	10	8	Verviers-Eupen (4)
Namur-Dinant	16	9	7	Namen-Dinant

1. Cours du travail — 1. Arbeidshoven

Siège	Au titre d'employeur	Au titre de travailleur (ouvrier)	Au titre de travailleur (employé)	Zetel
	Als werkgever	Als werknemer (arbeider)	Als werknemer (bediende)	
Nivelles	15	9	9	Nijvel
Huy	7	4	3	Hoei
Arlon-Neufchâteau- Marche-en-Famenne	18	10	9	Aarlen-Neufchâteau- Marche-en-Famenne

Notes

- (1) Situation actuelle :
employeurs : 20 conseillers du régime linguistique français;
20 conseillers du régime linguistique néerlandais;
travailleurs : 24 conseillers du régime linguistique français;
24 conseillers du régime linguistique néerlandais.
- (2) Situation actuelle :
employeurs : 72 juges du régime linguistique français;
38 juges du régime linguistique néerlandais;
travailleurs : 70 juges du régime linguistique français;
40 juges du régime linguistique néerlandais.
- (3) 8 conseillers sociaux, dont 4 employeurs et 4 travailleurs, doivent justifier de la connaissance de la langue allemande.
- (4) 8 juges sociaux, dont 4 employeurs et 4 travailleurs, doivent justifier de la connaissance de la langue allemande.

[99/12022]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives d'employeurs. — Place vacante d'un juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Tournai, en remplacement de Mme Moineau, Anne-Marie

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[C - 99/12075]

Dépôt de conventions collectives de travail

Les conventions collectives de travail désignées ci-après ont été déposées au Greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

On peut se faire délivrer des copies de ces conventions moyennant le paiement d'une redevance de 40 BEF par page.

La redevance peut être payée en EUR par virement en divisant le total obtenu en BEF par le taux de conversion 40,3399.

Adresse : rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles, local B456.

Téléphone : 02/233.41.48 et 41.49 de 9 à 12 heures.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTIION

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 18/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : prépension sectorielle, à mi-temps, à partir de l'âge de 55 ans en vue de promouvoir l'emploi

- prolongation de la convention numéro 044882 du 29/04/1997

- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2001

- force obligatoire demandée : oui

- numéro d'enregistrement : 49933/CO/1210000.

Nota's

- (1) Huidige toestand :
werkgevers : 20 raadsheren van het Frans taalstelsel;
20 raadsheren van het Nederlands taalstelsel;
werknemers : 24 raadsheren van het Frans taalstelsel
24 raadsheren van het Nederlands taalstelsel.
- (2) Huidige toestand :
werkgevers : 72 rechters van het Frans taalstelsel;
38 rechters van het Nederlands taalstelsel;
werknemers : 70 rechters van het Frans taalstelsel;
40 rechters van het Nederlands taalstelsel.
- (3) 8 raadsheren in sociale zaken, waarvan 4 werkgevers en 4 werknemers, moeten het bewijs leveren van de kennis van de Duitse taal.
- (4) 8 rechters in sociale zaken, waarvan 4 werkgevers en 4 werknemers, moeten het bewijs leveren van de kennis van de Duitse taal.

[99/12022]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werkgevers. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Tournai, ter vervanging van Mevr. Moineau, Anne-Marie

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[C - 99/12075]

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De hierna vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten werden neergelegd ter Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Er kunnen afschriften van deze overeenkomsten worden verkregen mits betaling van een retributie van 40 BEF per bladzijde.

De retributie kan in EUR per overschrijving betaald worden door het bedrag in BEF te delen door de omrekeningskoers 40,3399.

Adres : Belliardstraat 51, te 1040 Brussel, lokaal B456.

Telefoon : 02/233.41.48 en 41.49 van 9 tot 12 uur.

PARITAIR COMITE VOOR DE SCHOONMAAK- EN ONTSMETTINGS- ONDERNEMINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 18/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : sectorieel halftijds brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar met het oog op de bevordering van de tewerkstelling

- verlenging van overeenkomst nummer 044882 van 29/04/1997

- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2001

- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja

- registratienummer : 49933/CO/1210000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES TABACS

Convention collective de travail conclue le 05/01/1999, déposée le 07/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- exécution de la convention numéro 001901 du 30/11/1972
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/09/1999, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49934/CO/1330000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE DE DETAIL ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 11/01/1999, déposée le 13/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - groupe C
- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- modification de la convention numéro 036481 du 19/06/1994
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49935/CO/2020000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services publics d'autobus
- entreprises qui travaillent pour le compte de la "Vlaamse Vervoermaatschappij" (V.V.M.)
- objet : conditions de rémunération
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49936/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services publics d'autobus
- objet : prime de fin d'année
- durée de validité : du 01/01/1997 au 31/12/1997
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49937/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services publics d'autobus
- objet : prime de fin d'année
- durée de validité : du 01/01/1998 au 31/12/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49938/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services spéciaux d'autobus
- objet : prime de fin d'année
- durée de validité : du 01/01/1997 au 11/01/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49939/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TABAKSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 05/01/1999, neergelegd op 07/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- uitvoering van overeenkomst nummer 001901 van 30/11/1972
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/09/1999, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49934/CO/1330000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE KLEINHANDEL IN VOEDINGSWAREN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/01/1999, neergelegd op 13/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - groep C
- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- wijziging van overeenkomst nummer 036481 van 19/06/1994
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49935/CO/2020000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector openbare autobusdiensten
- ondernemingen die werken in opdracht van de Vlaamse Vervoermaatschappij (V.V.M.)
- onderwerp : loonvoorwaarden
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49936/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector openbare autobusdiensten
- onderwerp : eindejaarspremie
- geldigheidsduur : van 01/01/1997 tot 31/12/1997
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49937/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector openbare autobusdiensten
- onderwerp : eindejaarspremie
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 31/12/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49938/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector speciale autobusdiensten
- onderwerp : eindejaarspremie
- geldigheidsduur : van 01/01/1997 tot 11/01/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49939/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous-secteur des services spéciaux d'autobus
- objet : prime de fin d'année
- durée de validité : du 01/01/1998 au 11/01/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49940/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous-secteur des services publics d'autobus
- sous-secteur des services spéciaux d'autobus
- sous-secteur d'entreprises d'autocars
- objet : document individuel
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49941/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 15/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous-secteur des services publics d'autobus
- sous-secteur des services spéciaux d'autobus
- Sous-secteur d'entreprises d'autocars
- objet : prépension à 58 ans
- remplacement de la convention numéro 037990 du 31/03/1995
- abrogation de la convention numéro 042363 du 06/06/1996
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49942/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- Sous-secteur d'entreprises d'autocars
- objet : prime de fin d'année
- durée de validité : du 01/01/1998 au 01/01/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49943/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous-secteur d'entreprises d'autocars
- objet : prime de fin d'année
- durée de validité : du 01/01/1997 au 01/01/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49944/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous secteur du transport de choses par la route pour compte de tiers
- sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers
- objet : prépension à 58 ans
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49945/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector speciale autobusdiensten
- onderwerp : eindejaarspremie
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 11/01/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49940/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector openbare autobusdiensten
- subsector speciale autobusdiensten
- subsector autocarondernemingen
- onderwerp : individueel document
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49941/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 15/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector openbare autobusdiensten
- subsector speciale autobusdiensten
- subsector autocarondernemingen
- onderwerp : bruggpensioen op 58 jaar
- vervanging van overeenkomst nummer 037990 van 31/03/1995
- opheffing van overeenkomst nummer 042363 van 06/06/1996
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49942/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- Subsector autocarondernemingen
- onderwerp : eindejaarspremie
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 01/01/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49943/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector autocarondernemingen
- onderwerp : eindejaarspremie
- geldigheidsduur : van 01/01/1997 tot 01/01/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49944/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector van het goederenvervoer over de weg voor rekening van de derden
- subsector van goederenbehandeling voor rekening van derden
- onderwerp : bruggpensioen op 58 jaar
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49945/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de déménagements, garde-meubles et leurs activités annexes
- objet : durée du travail
- modification de la convention numéro 021655 du 09/12/1988
- durée de validité : à partir du 01/12/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49946/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de déménagements, garde-meubles et leurs activités annexes
- objet : prépension à 58 ans
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49947/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 14/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de déménagements, garde-meubles et leurs activités annexes
- objet : congé-éducation payé
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49948/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail conclue le 30/06/1998, déposée le 15/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services subsidiés par la Région wallonne
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 047090 du 30/01/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49949/CO/3180000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail conclue le 30/06/1998, déposée le 15/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services subsidiés par les Commissions communautaires commune et française de la Région de Bruxelles-Capitale
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 047091 du 27/01/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49950/CO/3180000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - verhuisondernemingen, meubelbewaring en hun aanverwante activiteiten
- onderwerp : arbeidsduur
- wijziging van overeenkomst nummer 021655 van 09/12/1988
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/12/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49946/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - verhuisondernemingen, meubelbewaring en hun aanverwante activiteiten
- onderwerp : bruggpensioen op 58 jaar
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49947/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 14/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - verhuisondernemingen, meubelbewaring en hun aanverwante activiteiten
- onderwerp : betaald educatief verlof
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49948/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/06/1998, neergelegd op 15/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector diensten gesubsidieerd door het Waals Gewest
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 047090 van 30/01/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49949/CO/3180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/06/1998, neergelegd op 15/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector diensten gesubsidieerd door de Franse en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 047091 van 27/01/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49950/CO/3180000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail conclue le 30/06/1998, déposée le 15/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous-secteur des services subsidiés par la Communauté germanophone
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 047092 du 27/01/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49951/CO/3180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE

Convention collective de travail conclue le 09/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : classification des fonctions et détermination des salaires minimums
- modification de la convention numéro 045511 du 25/06/1997
- durée de validité : à partir du 01/07/1997, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49952/CO/3020000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE

Convention collective de travail conclue le 09/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : classification des fonctions et détermination des salaires minimums
- modification de la convention numéro 045511 du 25/06/1997
- durée de validité : à partir du 01/07/1997, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49953/CO/3020000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE

Convention collective de travail conclue le 09/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : classification des fonctions et détermination des salaires minimums
- modification de la convention numéro 045511 du 25/06/1997
- durée de validité : à partir du 09/12/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49954/CO/3020000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE

Convention collective de travail conclue le 09/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : indexation des rémunérations au 1^{er} janvier 1999
- durée de validité : du 01/01/1999 au 01/04/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49955/CO/3020000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE

Convention collective de travail conclue le 09/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : conditions de travail et de rémunération des travailleurs fournissant des prestations de travail entre minuit et cinq heures
- remplacement de la convention numéro 048572 du 31/03/1998
- durée de validité : à partir du 01/04/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49956/CO/3020000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/06/1998, neergelegd op 15/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector diensten gesubsidieerd door de Duitse Gemeenschap
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 047092 van 27/01/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49951/CO/3180000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HOTELBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : wijziging functieclassificatie en vaststelling van de minimumlonen
- wijziging van overeenkomst nummer 045511 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1997, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49952/CO/3020000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HOTELBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : wijziging functieclassificatie en vaststelling van de minimumlonen
- wijziging van overeenkomst nummer 045511 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1997, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49953/CO/3020000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HOTELBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : invoering van een functieclassificatie en vaststelling van de minimumlonen
- wijziging van overeenkomst nummer 045511 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 09/12/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49954/CO/3020000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HOTELBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : de indexering van de bezoldigingen op 01 januari 1999
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 01/04/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49955/CO/3020000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HOTELBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden voor de werknemers die arbeidsprestaties leveren tussen 24 uur en 5 uur
- vervanging van overeenkomst nummer 048572 van 31/03/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/04/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49956/CO/3020000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- hors du champ d'application :
- Secteur des entreprises de montage des ponts et charpentes
- objet : prolongation accord national 1997-1998
- prolongation de la convention numéro 044221 du 13/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045242 du 16/06/1997
- prolongation de la convention numéro 045236 du 16/06/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/03/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49957/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- hors du champ d'application :
- Secteur des entreprises de montage des ponts et charpentes
- objet : encadrement sectoriel du droit à l'interruption de carrière professionnelle
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49958/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclue le 21/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- entreprises situées à Bruxelles et dans les provinces du Brabant Flamand et du Brabant Wallon
- objet : prime de fin d'année
- modification de la convention numéro 022503 du 20/02/1989
- exécution de la convention numéro 045241 du 16/06/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49959/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclues les 21/12/1998 et 01/12/1998, déposée le 23/12/1998 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- entreprises situées dans la province de Flandre occidentale
- hors du champ d'application :
- secteur des entreprises de montage des ponts et charpentes
- objet : méthode de classification dans le secteur du métal de la province de Flandre occidentale
- durée de validité : à partir du 01/09/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49960/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail conclue le 01/12/1998, déposée le 06/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous-secteur des services subsidiés par la Communauté flamande
- objet : prépension à mi-temps à 55 ans
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, avec clause de dénonciation
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49961/CO/3180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- niet van toepassing op :
- Sector voor de ondernemingen welke bruggen en gebinten monteren
- onderwerp : verlenging van het nationaal akkoord 1997-1998
- verlenging van overeenkomst nummer 044221 van 13/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045242 van 16/06/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045236 van 16/06/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/03/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49957/CO/1110000.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- niet van toepassing op :
- Sector voor de ondernemingen welke bruggen en gebinten monteren
- onderwerp : de sectorale omkadering voor het recht op beroepsloopbaanonderbreking
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49958/CO/1110000.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- ondernemingen die gelegen zijn te Brussel en in de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant
- onderwerp : eindejaarspremie
- wijziging van overeenkomst nummer 022503 van 20/02/1989
- uitvoering van overeenkomst nummer 045241 van 16/06/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49959/CO/1110000.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/12/1998 en 01/12/1998, neergelegd op 23/12/1998 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- ondernemingen gevestigd in de provincie West-Vlaanderen
- niet van toepassing op :
- sector voor de ondernemingen welke bruggen en gebinten monteren
- onderwerp : classificatiemethode West-Vlaanderen
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/09/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49960/CO/1110000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 01/12/1998, neergelegd op 06/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector diensten gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap
- onderwerp : halftijds brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, met opzeggingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49961/CO/3180000.

COMMISSION PARITAIRE DES METAUX NON-FERREUX

Convention collective de travail conclue le 15/12/1998, déposée le 06/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : prolongation pour une durée limitée de certaines dispositions de l'accord sectoriel 1997-1998
- prolongation de la convention numéro 044213 du 06/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/03/1999
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 49962/CO/1050000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DE GARDE

Convention collective de travail conclue le 07/12/1998, déposée le 07/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - Entreprises de gardiennage dans le secteur militaire
- objet : promotion de l'emploi et fixation de certaines conditions de travail
- modification de la convention numéro 045992 du 12/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49963/CO/3170000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE DE DETAIL ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 11/01/1999, déposée le 13/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - groupe C
- objet : cotisation au fonds social
- exécution de la convention numéro 036482 du 17/06/1994
- exécution de la convention numéro 036484 du 17/06/1994
- prolongation de la convention numéro 047188 du 04/12/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49964/CO/2020000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE METAUX

Convention collective de travail conclue le 07/12/1998, déposée le 12/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : cotisation exceptionnelle pour le troisième trimestre 1999 au "Fonds social des entreprises pour la Récupération des Métaux"
- exécution de la convention numéro 032044 du 19/12/1991
- durée de validité : du 01/07/1999 au 30/09/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49965/CO/1420100.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES TABACS

Convention collective de travail conclue le 05/01/1999, déposée le 07/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur tabac à fumer, à mâcher et à priser
- objet : promotion de l'emploi
- prolongation de la convention numéro 044908 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49966/CO/1330200.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES TABACS

Convention collective de travail conclue le 05/01/1999, déposée le 07/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur cigares et cigarillos
- objet : promotion de l'emploi
- prolongation de la convention numéro 044909 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49967/CO/1330300.

PARITAIR COMITE VOOR DE NON-FERRO METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/12/1998, neergelegd op 06/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : tijdelijke verlenging van sommige bepalingen van het sectoraal akkoord 1997-1998
- verlenging van overeenkomst nummer 044213 van 06/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/03/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 49962/CO/1050000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEWAKINGSDIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 07/12/1998, neergelegd op 07/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - Bewakingsondernemingen in de militaire sector
- onderwerp : bevordering van de werkgelegenheid en vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden
- wijziging van overeenkomst nummer 045992 van 12/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49963/CO/3170000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE KLEINHANDEL IN VOEDINGSWAREN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/01/1999, neergelegd op 13/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - groep C
- onderwerp : bijdrage voor het sociaal fonds
- uitvoering van overeenkomst nummer 036482 van 17/06/1994
- uitvoering van overeenkomst nummer 036484 van 17/06/1994
- verlenging van overeenkomst nummer 047188 van 04/12/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49964/CO/2020000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 07/12/1998, neergelegd op 12/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : buitengewone bijdrage voor het derde kwartaal 1999 aan het "Sociaal fonds voor de Ondernemingen voor de terugwinning van metalen"
- uitvoering van overeenkomst nummer 032044 van 19/12/1991
- geldigheidsduur : van 01/07/1999 tot 30/09/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49965/CO/1420100.

PARITAIR COMITE VOOR HET TABAKSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 05/01/1999, neergelegd op 07/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector rook-, pruim- en snuiftabakondernemingen
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling
- verlenging van overeenkomst nummer 044908 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49966/CO/1330200.

PARITAIR COMITE VOOR HET TABAKSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 05/01/1999, neergelegd op 07/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector sigaren en cigarillos
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling
- verlenging van overeenkomst nummer 044909 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49967/CO/1330300.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES TABACS

Convention collective de travail conclue le 05/01/1999, déposée le 07/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- champ d'application :
- sous-secteur usines de cigarettes et entreprises mixtes
- objet : promotion de l'emploi
- prolongation de la convention numéro 044907 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49968/CO/1330100.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

Convention collective de travail conclue le 13/01/1999, déposée le 18/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- exécution de la convention numéro 003113 du 13/12/1974
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49969/CO/1200000.

COMMISSION PARITAIRE POUR EMPLOYES DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

Convention collective de travail conclue le 15/01/1999, déposée le 18/01/1999 et enregistrée le 05/02/1999.

- hors du champ d'application :
- n.v. Celanese et les employés administratifs et techniques qu'ils occupent
- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- exécution de la convention numéro 015479 du 28/10/1985
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49970/CO/2140000.

[99/12100]

Avis rectificatif

Dépôt de conventions collectives de travail et approbation d'accords d'emploi, en exécution de l'arrêté royal du 24 février 1997 contenant des dispositions plus précises relatives aux accords d'emploi en application des articles 7 § 2, 30, § 2, et 33 de la loi du 26 juillet 1996, relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité

La convention conclue le 14 mai 1997 au sein de la Commission paritaire pour les employés occupés chez les notaires, enregistrée sous le n° 44267/COB/216 et dont l'avis de dépôt a été publié dans le *Moniteur belge* du 12 août 1997, page 20541, a été approuvée le 11 décembre 1998 en tant qu'accord pour l'emploi et n'a pas d'effet direct.

Contre cette décision, un recours en annulation peut être introduit auprès du Conseil d'État, section administration. Le recours en annulation doit être adressé par lettre recommandée à la poste au Conseil d'État, rue de la science 33, à 1040 Bruxelles, endéans les soixante jours suivant la notification.

PARITAIR COMITE VOOR HET TABAKSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 05/01/1999, neergelegd op 07/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- toepassingsgebied :
- subsector sigarettenfabrieken en gemengde ondernemingen
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling
- verlenging van overeenkomst nummer 044907 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49968/CO/1330100.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 13/01/1999, neergelegd op 18/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- uitvoering van overeenkomst nummer 003113 van 13/12/1974
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49969/CO/1200000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/01/1999, neergelegd op 18/01/1999 en geregistreerd op 05/02/1999.

- niet van toepassing op :
- n.v. Celanese en de administratieve en technische bedienden die zij tewerkstellen
- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- uitvoering van overeenkomst nummer 015479 van 28/10/1985
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49970/CO/2140000.

[99/12100]

Advies van rechtzetting

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten en goedkeuring van tewerkstellingsakkoorden in uitvoering van het koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden in toepassing van de artikelen 7 § 2, 30, § 2, en 33 van de wet van 26 juli 1996, tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen

De overeenkomst gesloten op 14 mei 1997 in het Paritair Comité voor de notarisbedienden, geregistreerd onder het nr. 44267/COB/216, waarvan het advies van neerlegging gepubliceerd werd in het *Belgisch Staatsblad* van 12 augustus 1997, bladzijde 20541, werd als tewerkstellingsakkoord goedgekeurd op 11 december 1998 en heeft geen directe uitwerking.

Tegen deze beslissing kan een beroep tot nietigverklaring worden aangetekend bij de Raad van State, afdeling administratie. Het verzoek tot nietigverklaring moet bij een ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, worden toegezonden binnen de zestig dagen na deze kennisgeving.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

VLAAMS PARLEMENT

[99/35224]

Plenaire vergadering

Agenda

Dinsdag 23 februari 1999, vanaf 14 u. 30 m. :
 Actuele vragen (Regl. art. 82).

[S - C - 99/35223]

Openbare commissievergaderingen

Agenda :

Maandag 22 februari 1999

Commissie Mobiliteit

Hans Memlingzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

Bespreking van de synthesesnota's over de luiken :

- bereikbaarheid;
- basismobiliteit.

De Commissie vergadert eventueel eveneens op donderdag 25 februari 1999, om 14 uur.

Dinsdag 23 februari 1999

Commissie voor Werkgelegenheid en Economische Aangelegenheden

Pieter Bruegelzaal - 3e verdieping

Te 15 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Peter Vanvelthoven tot de heer Eric Van Rompuy, Vlaams minister van Economie, KMO, Landbouw en Media, over de ontwikkeling van nieuwe industrieterreinen in de Kempen en Noord-Limburg.

2. Vraag om uitleg van Mevr. Riet Van Cleuvenbergen tot de heer Theo Kelchtermans, Vlaams minister van Leefmilieu en Tewerkstelling, over de uitvoering van de resolutie tewerkstelling allochtonen/migranten.

3. Ontwerp van decreet met betrekking tot de private arbeidsbemiddeling in het Vlaamse Gewest.

Voorstel van decreet van de heer Eddy Schuermans cs. houdende bepalingen inzake arbeidsbemiddeling en een erkenningsregeling voor particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

4. Voorstel van decreet van de heer Luk Van Nieuwenhuysen houdende wijziging van het decreet van 27 juni 1985 op de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen.

Stemming.

De Commissie vergadert eveneens op donderdag 25 februari 1999, om 10 en om 14 uur.

Dinsdag 23 februari 1999

Commissie voor Mediabeleid

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

Te 15 u. 30 m. :

Voorstel van decreet van de heer Jos Stassen houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Film.

Voorstel van decreet van de heren Carl Decaluwé en Peter Vanvelthoven cs. houdende machtiging van de Vlaamse regering om mee te werken aan de oprichting van de vereniging zonder winstgevend doel Vlaams Audiovisueel Fonds.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

De Commissie vergadert eveneens op donderdag 25 februari 1999, om 10 en om 14 uur.

Dinsdag 23 februari 1999

Commissie voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer
Jeroen Boschzaal - 2e verdieping

Te 15 u. 30 m. :

1. Vragen om uitleg tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- van de heer Hugo Marsoul over de aanleg van een fietspad langs het jaagpad van de Demer tussen Aarschot en Diest;

- van de heer Johan Malcorps over de koppeling tussen de IJzeren Rijn en de tweede havenontsluiting;

- van de heer Johan Malcorps over de dodelijke ongevallen op het kruispunt Zuidwege in Zedelgem;

- van de heer Jean-Marie Bogaert over de heraanleg van het kruispunt Torhoutse Steenweg-Ruddervoordestraat op het grondgebied van de gemeente Zedelgem;

- van de heer Carl Decaluwé over de inderzieningstelling van het gewestplan Kortrijk;

- van de heer Joachim Coens over de stand van zaken van de oostwaartse ontsluiting van de haven van Zeebrugge.

2. Voorstel van decreet van de heer Patrick Lachaert houdende wijziging van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wat de door overmacht vernielde gebouwen betreft.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

De Commissie vergadert eveneens op woensdag 24 februari 1999, om 14 uur.

Dinsdag 23 februari 1999

Commissie voor Staatshervorming, Algemene Zaken en Verzoekschriften
Valerius De Saedeleerzaal - 2e verdieping

Te 15 u. 30 m. :

1. Voorstel van decreet van de heer Paul Van Grembergen cs. houdende instelling van een Vlaams Publikatieblad.
Voortzetting van de bespreking en stemming.

2. Voorstel van decreet van de heer Lieven Dehandschutter houdende oprichting van een Vlaams Vredesinstituut.
Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

3. Voorstel van resolutie van de heer Paul Van Grembergen cs. betreffende de benaming van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

4. Voorstel van resolutie van de heer Luk Van Nieuwenhuysen betreffende het plaatsen van advertenties van overheidsinstellingen in politieke of partijgebonden publicaties.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

5. Voorstel van resolutie van de heren Dominiek Lootens-Stael en Luk Van Nieuwenhuysen betreffende de niet-toepassing van de taalwetgeving op het personeel van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

6. Voorstel van resolutie van de heren Dominiek Lootens-Stael en Luk Van Nieuwenhuysen betreffende de beslissing van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht om voortaan nog slechts één klacht per aangetekende zending te aanvaarden.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

7. Verzoekschriften (Regl. art. 88, 1 en 2).

Woensdag 24 februari 1999

Advies- en Overlegcomité voor Brussel en Vlaams-Brabant
James Ensorzaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Walter Vandenbossche tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, over de herwaardering van de Kuregemwijk van de gemeente Anderlecht.

2. Vraag om uitleg van de heer Dominiek Lootens-Stael aan Mevr. Brigitte Grouwels, Vlaams minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijke-Kansenbeleid, over een VGC-studie van professor Velaers.

3. Interpellaties tot Mevr. Brigitte Grouwels, Vlaams minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijke-Kansenbeleid :

- van de heer Dominiek Lootens-Stael over de resultaten van de zogenaamde Search Conference "Brussel levende stad" van juni 1998 en de gevolgen ervan voor het beleid van de minister;

- van de heer Luk Van Nieuwenhuysen over de werking en de voorzitter van het Informatiecentrum Wonen in Brussel.

4. Gedachtewisseling over de nota van de juridische dienst van het Vlaams Parlement over de voogdijproblematiek VGC.

Woensdag 24 februari 1999

Commissie voor Binnenlandse Aangelegenheden, Stadsvernieuwing en Huisvesting

Hans Memlingzaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Voorstel van decreet van de heren Georges Cardoen, Herman De Loor, Mark Van der Poorten, Marcel Logist, John Taylor, André Kenzeler cs. houdende de oprichting van een Hoge Raad voor Binnenlands Bestuur.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Te 11 u. 30 m. :

2. Vraag om uitleg van de heer Jos Stassen tot de heer Leo Peeters, Vlaams minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting, over het huisvestingsproject "Groene Vlasdam" in Lokeren.

Te 14 uur :

3. Eventueel :

Voortzetting van de bespreking van punt 1.

4. Voorstel van resolutie van Mevr. Cecile Verwimp-Sillis en de heren Jef Sleenckx en Johan Sauwens betreffende een kernwapenvrij Vlaanderen.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

5. Voorstel van bijzonder decreet van de heren Paul Dumez, Tuur Van Wallendael, Herman Lauwers, Johan Malcorps, Julien Demeulenaere en Marc Van Peel houdende oprichting van binnengemeentelijke territoriale organen.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

6. Voorstel van decreet van de heren Paul Dumez, Tuur Van Wallendael, Herman Lauwers, Johan Malcorps, Julien Demeulenaere en Marc Van Peel houdende wijziging van het decreet van 28 april 1993 houdende regeling, voor het Vlaamse Gewest, van het administratief toezicht op de gemeenten, wat betreft het administratief toezicht op de binnengemeentelijke territoriale organen.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

7. Voorstel van decreet van de heer Jan Béghin houdende wijziging van het decreet van 14 mei 1996 tot vaststelling van de regelen inzake de werking en de verdeling van het Sociaal Impulsfonds.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Woensdag 24 februari 1999

Commissie voor Welzijn, Gezondheid en Gezin

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Vraag om uitleg van Mevr. Veerle Heeren tot de heer Luc Martens, Vlaams minister van Cultuur, Gezin en Welzijn, over het beleidsplan voor kinderopvang.

2. Voorstel van decreet van de heer Guy Swennen en Mevr. Sonja Becq houdende scheidingsbemiddeling.

Voorstel van decreet van Mevr. Patricia Ceysens cs. houdende scheidings- of omgangsbegeleiding en scheidingsbemiddeling.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

3. Voorstel van resolutie van de heer Filip Dewinter betreffende de uitvoering van een studie in verband met diverse aspecten van de aanwezigheid van vreemdelingen in Vlaanderen.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

4. Voorstel van resolutie van Mevr. Ria Van Den Heuvel en de heer Johan Malcorps betreffende sociale, gezondheids- en participatierechten van kinderen.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

5. Voorstel van decreet van Mevr. Patricia Ceysens cs. houdende wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1991 betreffende de inschrijving bij het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

6. Voorstel van decreet van de heren John Taylor en Freddy De Vilder tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

Van 14 uur tot 16 u. 30 m. :

Voortzetting van de ochtendagenda.

Woensdag 24 februari 1999

Commissie voor Leefmilieu en Natuurbehoud

Antoon Van Dyckzaal - 2e verdieping

Te 10 u. 15 m. :

1. Voorstel van resolutie van de heren Johan Malcorps, Leonard Quintelier, Arnold Van Aperen, Bruno Tobback en Mevr. Gerda Raskin betreffende milieubeleidsvereenkomst afgedankte voertuigen.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

Eventueel :

2. Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen en tot wijziging van het decreet van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning.

Benoeming van een verslaggever en toelichting.

Hoorzitting met een vertegenwoordiging van de Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen.

Te 14 u. 30 m. :

Eventueel :

Voortzetting van de morgenvergadering.

Hoorzitting met vertegenwoordigers van landbouworganisaties.

De Commissie vergadert eveneens op donderdag 25 februari 1999, om 10 u. 15 m. en om 14 uur.

Woensdag 24 februari 1999

Commissie voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer

Jeroen Boschzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

1. Ontwerp van decreet houdende de goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende het Eurovignet en de rechten voor het gebruik van het wegennet of de retributies in verband met het gebruik van de wegen en hun aanhorigheden.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

2. Voorstel van decreet van de heer Carl Decaluwé cs. houdende wijziging van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, inzake de aanpasbaarheid van woningen aan personen die wegens handicap of ouderdom in hun bewegingsmogelijkheden beperkt zijn.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

3. Voorstel van resolutie van de heren Pieter Huybrechts, Wilfried Aers en Felix Strackx betreffende het aanpasbaar wonen en de toegankelijkheid van de openbare gebouwen en het openbaar vervoer voor mindervaliden en bejaarden.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

4. Voorstel van resolutie van de heren Patrick Lachaert en André Denys betreffende de zonevreemde bedrijven.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Woensdag 24 februari 1999

Commissie voor Buitenlandse en Europese Aangelegenheden

Constant Permekezaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

Vragen om uitleg tot de heer Luc Van den Brande, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie :

- van de heer Carl Decaluwé over het Vlaams Huis te Rijsel;

- van de heer Erik Matthijs over de strategie die zal worden aangewend om de relatieve onbekendheid van Vlaanderen voor buitenlandse investeerders te verminderen.

Donderdag 25 februari 1999

Commissie voor Mediabeleid

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

Te 10 en te 14 uur :

1. Voorstel van decreet van de heer Jos Stassen houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Film.

Voorstel van decreet van de heren Carl Decaluwé en Peter Vanvelthoven cs. houdende machtiging van de Vlaamse regering om mee te werken aan de oprichting van de vereniging zonder winstgevend doel Vlaams Audiovisueel Fonds.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

Donderdag 25 februari 1999

Commissie voor Werkgelegenheid en Economische Aangelegenheden

Pieter Bruegelzaal - 3e verdieping

Te 10 uur :

1. Interpellaties tot de heer Luc Van den Brande, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie :

- van de heer André Denys over de lancering van het dienstencentrum Prodem door het VITO;

- van de heer Karel De Gucht over de problematiek van de permanente campingbewoning.

Van 14 tot 17 uur :

Eventueel :

2. Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 3 maart 1993 houdende het statuut van de terreinen voor openlucht recreatieve verblijven.

Voorstel van decreet van de heren Patrick Lachaert, Karel De Gucht en Didier Ramoudt houdende wijziging van het decreet van 3 maart 1993 betreffende het statuut van de terreinen voor openlucht recreatieve verblijven.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemmingen.

3. Voorstel van decreet van Mevr. Trees Merckx-Van Goey en de heren Georges Cardoen en Johan De Roo tot vaststelling van het statuut van de logiesverstreckende bedrijven.

Voorstel van decreet van de heren Jacky Maes, Peter Vanvelthoven, André Van Nieuwkerke en Freddy De Vilder houdende wijziging van het decreet van 20 maart 1984 houdende het statuut van de logiesverstreckende bedrijven.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemmingen.

Donderdag 25 februari 1999

Commissie ad hoc Bijzondere Jeugdzorg

De Schelp - 2e verdieping

Terugkoppeling ontwerp van maatschappelijke beleidsnota bijzondere jeugdzorg.

Ochtendvergadering om 10 uur :

- 10 uur tot 10 u. 30 m. : Inleiding.
- 10 u. 30 m. tot 11 u. 30 m. : De legitimering van de bijzondere jeugdzorg.
- 11 u. 30 m. tot 12 u. 30 m. : De decretale principes en de praktijk van de bijzondere jeugdzorg.

Middagvergadering om 14 uur :

- 14 uur tot 15 u. 30 m. : Populatie en doelgroep van de bijzondere jeugdzorg.
- 15 u. 30 m. tot 17 uur : Organisatie van de (bijzondere) jeugdzorg.

Avondvergadering om 18 uur :

- 18 uur tot 20 uur : Verwijzings- en beslissingsstructuur in de bijzondere jeugdzorg.
- 20 uur tot 22 uur : Preventie.

Donderdag 25 februari 1999

Commissie voor Leefmilieu en Natuurbehoud

Antoon Van Dyckzaal - 2e verdieping

Te 10 u. 15 m. :

Eventueel : Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen en tot wijziging van het decreet van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning.

Hoorzitting met vertegenwoordigers van milieu- en natuurverenigingen.

Bespreking.

Te 14 uur :

Eventueel : Voortzetting van de morgenvergadering.

Donderdag 25 februari 1999

Commissie voor Onderwijs, Vorming en Wetenschapsbeleid

Peter Paul Rubenszaal - 2e verdieping

Te 10 u. 15 m. :

1. Vragen om uitleg tot de heer Eddy Baldewijns, Vlaams minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken :
 - van Mevr. Mia De Schampheleare over de vrijstelling van levensbeschouwelijke vakken in uitvoering van het decreet op het basisonderwijs;
 - van Mevr. Marleen Vanderpoorten over het te verwachten tekort aan huisartsen en het beleid van de Vlaamse regering inzake de toegang tot de studierichting geneeskunde;
 - van Mevr. Marleen Vanderpoorten over het al dan niet verhogen van de instapleeftijd voor kleuters;
 - van de heer Gilbert Vanleenhove over het verlagen van de weddebarema's praktijkvakken voor de licentiaten medisch-sociale wetenschappen in de vierde graad secundair onderwijs verpleegkunde.

Te 14 u. 15 m. :

2. Voorstel van decreet van Mevr. Marleen Vanderpoorten, Mevr. Sonja Becq en de heren Gilbert Vanleenhove, André Van Nieuwkerke, Kris Van Dijk en Ludo Sannen houdende de leerlingenraden in het secundair onderwijs.
Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.
3. Voorstel van decreet van de heer Gilbert Vanleenhove, Mevr. Marleen Vanderpoorten, de heren René Swinnen, Chris Vandenbroeke en Ludo Sannen houdende de subsidiëring van studenten- en leerlingenkoepelverenigingen.
Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.
4. Voorstel van decreet van Mevr. Marijke Dillen houdende wijziging van artikelen 3 en 51 van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997.
Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.
5. Voorstel van resolutie van Mevr. Gerda Raskin cs. betreffende het opstellen van een financieel meerjarenplan voor infrastructuurwerken in het onderwijs.
Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

Donderdag 25 februari 1999

Commissie voor Cultuur en Sport

Valerius De Saedeleerzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

Voorstel van decreet van de heren Joachim Coens en André Van Nieuwkerke, Mevr. Mieke Van Hecke en de heer Peter Vanvelthoven houdende erkenning en subsidiëring van de Vlaamse sportfederaties.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

Donderdag 25 februari 1999

Commissie Mobiliteit

Hans Memlingzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

Eventueel :

Voortzetting van de bespreking van de synthesesnota's over de luiken :

- bereikbaarheid;

- basismobiliteit.

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[S - C - 99/31082]

Réunions publiques des commissions

Ordre du jour

*Lundi 22 février 1999, à 15 heures**et éventuellement à 20 heures **

(Maison des Parlementaires - salle 3) **

Commission des Finances, du Budget,
de la Fonction publique, des Relations extérieures et des Affaires générales

a) Proposition d'ordonnance (de Mme Marie Nagy et M. Philippe Debry) instaurant une taxe sur les immeubles abandonnés.

Rapporteur : M. Alain Zenner.

b) Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) sur les immeubles d'habitation inoccupés pendant une longue durée.

Rapporteur : M. Alain Zenner.

c) Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) sur les immeubles d'exploitation inoccupés pendant une longue durée.

Rapporteur : M. Alain Zenner.

d) Projet d'ordonnance relative à la taxe régionale sur l'inoccupation.

Rapporteur : M. Alain Zenner.

Poursuite de la discussion des articles.

Votes.

Mardi 23 février 1999, à 14 h 30 m

(Maison des Parlementaires - salle 3) *

Commission des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'Emploi et de la Recherche scientifique

1. Projet d'ordonnance relatif à l'agrément et au financement des entreprises d'insertion.

Proposition d'ordonnance (de MM. Michel Lemaire et Denis Grimberghs) relative à l'agrément et au financement des entreprises d'insertion en Région bruxelloise.

Rapporteur : M. Serge de Patoul.

Poursuite de la discussion.

Eventuellement votes.

2. Proposition de résolution (de M. Bernard Clerfayt et Mme Françoise Dupuis) visant à promouvoir l'emploi des Bruxellois par l'instauration de clauses sociales dans les marchés publics.

Rapporteur : M. Mostafa Ouezekhti.

Poursuite de la discussion.

Eventuellement votes.

Jedi 25 février 1999, à 14 h 30 m

(Maison des Parlementaires - salle 1) *

Commissions réunies du Logement et de la Renovation urbaine et des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'Emploi et de la Recherche scientifique

(La réunion sera prolongée) **

Projet d'ordonnance relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Rapporteur : M. Bernard Clerfayt.

Poursuite de la discussion.

Votes.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[S - C - 99/31082]

Openbare commissievergaderingen

Agenda

*Maandag 22 februari 1999, om 15 uur**en eventueel om 20 uur **

(Huis van de Parlementsleden - zaal 3) **

Commissie voor de Financiën, Begroting, Openbaar Ambt,
Externe Betrekkingen en Algemene Zaken

a) Voorstel van ordonnantie (van Mevr. Marie Nagy en de heer Philippe Debry) houdende de invoering van een belasting op de leegstaande gebouwen.

Rapporteur : de heer Alain Zenner.

b) Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) op de langdurig leegstaande woningen.

Rapporteur : de heer Alain Zenner.

c) Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) op de langdurig leegstaande uitbatingsgebouwen.

Rapporteur : de heer Alain Zenner.

d) Ontwerp van ordonnantie betreffende de Gewestbelasting op de leegstand.

Rapporteur : de heer Alain Zenner.

Voortzetting van de artikelsgewijze bespreking.

Stemmingen.

Dinsdag 23 februari 1999, om 14 u. 30 m.

(Huis van de Parlementsleden - zaal 3) *

Commissie voor de Economische Zaken, belast met het Economisch Beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

1. Ontwerp van ordonnantie betreffende de erkenning en de financiering van de inschakelingsondernemingen.

Voorstel van ordonnantie (van de heren Michel Lemaire en Denis Grimberghs) betreffende de erkenning en de financiering van inschakelingsbedrijven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Rapporteur : de heer Serge de Patoul.

Voortzetting van de bespreking.

Eventueel stemmingen.

2. Voorstel van resolutie (van de heer Bernard Clerfayt en Mevr. Françoise Dupuis) dat ertoe strekt de werkgelegenheid van de Brusselaars te bevorderen door de invoering van sociale bepalingen in overheidsopdrachten.

Rapporteur : de heer Mostafa Ouezekhti.

Voortzetting van de bespreking.

Eventueel stemmingen.

Donderdag 25 februari 1999, om 14 u. 30 m.

(Huis van de Parlementsleden - zaal 1) *

Verenigde Commissies voor de Huisvesting en Stadsvernieuwing en voor de Economische Zaken, belast met het Economisch Beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

(De vergadering zal verlengd worden) **

Ontwerp van ordonnantie betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Rapporteur : de heer Bernard Clerfayt.

Voortzetting van de bespreking.

Stemmingen.

Jeudi 25 février 1999, à 14 h 45 m

(Maison des Parlementaires - salle 3) *

Commission de l'Amenagement du Territoire,
de l'Urbanisme et de la Politique foncière

Interpellation de M. Walter Vandenbossche (N) à M. Charles Picqué,
Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-
Capitale, chargé des pouvoirs locaux, de l'emploi, du logement et des
monuments et sites, concernant « la cité-jardin La Roue ».

Notes

* Une collation sera éventuellement servie.

** Sauf les cas visés à l'article 33.1 a et b du Règlement, les réunions
de commission sont publiques, sous réserve des dispositions de
l'alinéa 2 du même article.

Donderdag 25 februari 1999, om 14 u. 45 m.

(Huis van de Parlementsleden - zaal 3)*

Commissie voor de Ruimtelijke Ordening,
de Stedenbouw en het Grondbeleid

Interpellatie van de heer Walter Vandenbossche (N) tot de heer
Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke
Regering, belast met plaatselijke besturen, werkgelegenheid, huisves-
ting en monumenten en landschappen, betreffende « de tuinwijk Het
Rad ».

Nota's

* Een lichte maaltijd zal eventueel worden aangeboden.

** Behalve in de gevallen bedoeld in artikel 33.1 a en b van het
Reglement zijn de vergaderingen van de commissies openbaar, onder
voorbehoud van de bepalingen van het tweede lid van hetzelfde
artikel.

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

[99/31083]

Commissions publiques

Maison des Parlementaires — salle 1

Commission des Affaires sociales et des Compétences résiduelles

Lundi 22 février 1999, à 12 h 30 m

Modification de l'ordre du jour

1. Proposition de résolution visant à la prise en compte par la Commission communautaire française de l'accessibilité des personnes sourdes à l'interprétariat en langue des signes, ou en toute autre technique d'interprétation, déposée par Mmes Martine Payfa, Michèle Carthé, MM. Philippe Smits, Mohamed Daïf, Michel Lemaire et Mme Evelyne Huytebroeck.

Vote.

2. Proposition de décret établissant les principes généraux des relations entre l'autorité publique et le secteur associatif, déposée par M. Denis Grimberghs.

Désignation du rapporteur.

Exposé des auteurs de la proposition.

Discussion générale.

Examen des articles.

Eventuellement votes.

3. Proposition de résolution visant à accorder une aide aux associations reconnues par la Commission communautaire française, dans le cadre d'investissements contribuant directement à la mise en conformité aux normes de l'Union européenne relatives à l'euro, déposée par M. Dominique Harmel, Mme Béatrice Fraiteur, MM. Michel Lemaire et Denis Grimberghs.

Désignation du rapporteur.

Exposé des auteurs de la proposition.

Discussion générale.

Examen du texte de la proposition.

Eventuellement votes.

4. Divers.

[99/31084]

Commission mixte de concertation entre l'Assemblée de la Commission communautaire française
et les milieux de population d'origine étrangère de la Région de Bruxelles-Capitale

Jeudi 25 février 1999, à 12 heures

Ordre du jour

1. Formation professionnelle

Audition de M. Georges Van Loubbeeck, Conseiller au cabinet de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française.

Audition de M. Mateo Allaluf, professeur à l'Institut de sociologie de l'U.L.B.

Discussion.

2. Divers.

Avis divers — Verschillende berichten

LA POSTE

[C - 99/14344]

**Tarifs postaux arrêtés par les organes de gestion
conformément aux dispositions du contrat de gestion
conclu entre LA POSTE et l'Etat**

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 3, § 2, point 2;

Vu le contrat de gestion conclu entre LA POSTE et l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1997, notamment l'article 3, §§ 1^{er} et 2;

Considérant que l'autonomie accordée à LA POSTE implique pour celle-ci l'obligation de maintenir une position concurrentielle pour l'année 1999;

Le Conseil d'Administration communique ci-après les nouveaux tarifs de la Poste aux lettres :

2.1. Lettres, cartes-lettres, cartes postales, cartes illustrées et autres envois déposés dans une boîte postale :

- envois normalisés, jusqu'à	
20 g	17,-
- envois non normalisés	
0 g jusqu'à 50 g	32,-
+ 50 g jusqu'à 100 g	36,-
+ 100 g jusqu'à 250 g	50,-
+ 250 g jusqu'à 350 g	58,-

Au-delà de 350 g : voir tarifs des Maxipost.

2.2. Maxipost

+ 350 g jusqu'à 500 g	80,-
+ 500 g jusqu'à 1 kg	100,-
+ 1 kg jusqu'à 2 kg	120,-

Limite de poids : 2 kg; au-delà, les envois sont à affranchir au tarif des paquets postaux (Kilopost).

2.3. Paquets postaux (Kilopost)

+ 2 kg jusqu'à 3 kg	210,-
+ 3 kg jusqu'à 4 kg	240,-
+ 4 kg jusqu'à 5 kg	270,-
+ 5 kg jusqu'à 10 kg	300,-
+ 10 kg jusqu'à 20 kg	350,-
+ 20 kg jusqu'à 30 kg	450,-

2.4. Envois adressés répondant aux critères de l'imprimé et déposés au guichet d'un bureau de poste.

- envois normalisés,	
jusqu'à 20 g	16,-
- envois non normalisés	
0 g jusqu'à 50 g	21,-
+ 50 g jusqu'à 100 g	24,-
+ 100 g jusqu'à 250 g	39,-
+ 250 g jusqu'à 350 g	55,-

Limite de poids : 350 g; au-delà, les envois sont à affranchir au tarif des Maxipost.

3. Service international

1. Services ordinaires

3.1. Envois prioritaires revêtus de l'étiquette A PRIOR :

DE POST

[C - 99/14344]

**Posttarieven vastgesteld door de beheersorganen overeenkomstig de
bepalingen van het Beheerscontract, gesloten tussen DE POST en
de Staat**

Gelet op de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, met name artikel 3, § 2, punt 2;

Gelet op het Beheerscontract afgesloten tussen DE POST en de Staat, van kracht sinds 1 januari 1997, meer bepaald artikel 3, §§ 1 en 2;

Overwegende dat de autonomie van DE POST haar de verplichting oplegt een concurrentiële positie te behouden voor het jaar 1999;

De Raad van Bestuur deelt hierna de nieuwe tarieven van de brievenpost mee :

2.1. Brieven, briefkaarten, post- en geïllustreerde kaarten en andere zendingen gedeponneerd in een brievenbus :

- Genormaliseerde zendingen t.e.m.	
20 gr	17,-
- Niet-genormaliseerde zendingen	
0 gr t.e.m. 50 gr	32,-
+ 50 gr t.e.m. 100 gr	36,-
+ 100 gr t.e.m. 250 gr	50,-
+ 250 gr t.e.m. 350 gr	58,-

Boven 350 gr : zie tarieven Maxipost.

2.2. Maxipost

+ 350 gr t.e.m. 500 gr	80,-
+ 500 gr t.e.m. 1 kg	100,-
+ 1 kg t.e.m. 2 kg	120,-

Maximumgewicht : 2 kg; erboven moeten de zendingen gefrankeerd worden aan het tarief voor postpakketten (Kilopost).

2.3. Postpakketten (Kilopost)

+ 2 kg t.e.m. 3 kg	210,-
+ 3 kg t.e.m. 4 kg	240,-
+ 4 kg t.e.m. 5 kg	270,-
+ 5 kg t.e.m. 10 kg	300,-
+ 10 kg t.e.m. 20 kg	350,-
+ 20 kg t.e.m. 30 kg	450,-

2.4. Geadresseerde zendingen die aan de voorwaarden inzake de drukwerken en die aan het loket van een postkantoor worden afgegeven.

- Genormaliseerde zendingen	
t.e.m. 20 gr	16,-
- Niet-genormaliseerde zendingen :	
0 gr t.e.m. 50 gr	21,-
+ 50 gr t.e.m. 100 gr	24,-
+ 100 gr t.e.m. 250 gr	39,-
+ 250 gr t.e.m. 350 gr	55,-

Maximumgewicht : 350 gr; erboven moeten de zendingen gefrankeerd worden aan het tarief voor Maxipost.

3. Internationale dienst

1. Gewone diensten

3.1. Prioritaire zendingen voorzien van het etiket A PRIOR :

Envois	Zone A	Zone B	Zone C	Zendingen	Zone A	Zone B	Zone C
Normalisés	21,-	30,-	34,-	Genormaliseerd	21,-	30,-	34,-
Non normalisés				Niet-genormaliseerd			
0 g jusqu'à 50 g	41,-	44,-	62,-	0 gr t.e.m. 50 gr	41,-	44,-	62,-
+ 50 g jusqu'à 100 g	55,-	58,-	78,-	+ 50 gr t.e.m. 100 gr	55,-	58,-	78,-
+ 100 g jusqu'à 250 g	110,-	130,-	165,-	+ 100 gr t.e.m. 250 gr	110,-	130,-	165,-
+ 250 g jusqu'à 500 g	200,-	246,-	310,-	+ 250 gr t.e.m. 500 gr	200,-	246,-	310,-
+ 500 g jusqu'à 1 kg	350,-	429,-	600,-	+ 500 gr t.e.m. 1 kg	350,-	429,-	600,-
+ 1 kg jusqu'à 2 kg	590,-	690,-	1 000,-	+ 1 kg t.e.m. 2 kg	590,-	690,-	1 000,-

Envois	Zone A	Zone B	Zone C	Zendingen	Zone A	Zone B	Zone C
+ 2 kg jusqu'à 3 kg	780,-	900,-	1 300,-	+ 2 kg t.e.m. 3 kg	780,-	900,-	1 300,-
+ 3 kg jusqu'à 4 kg	900,-	1 100,-	1 500,-	+ 3 kg t.e.m. 4 kg	900,-	1 100,-	1 500,-
+ 4 kg jusqu'à 5 kg	1 000,-	1 300,-	1 800,-	+ 4 kg t.e.m. 5 kg	1 000,-	1 300,-	1 800,-

Limite de poids : 2 kg, sauf livres et brochures 5 kg. Au-delà : voir paquets postaux.

3.2. Envois non prioritaires

Maximumgewicht : 2 kg, behalve boeken en brochures 5 kg. Erboven : zie Postpakketten.

3.2. Niet-prioritaire zendingen

Envois	Zone A	Zone B	Zone C	Zendingen	Zone A	Zone B	Zone C
Normalisés	19,-	21,-	23,-	Genormaliseerd	19,-	21,-	23,-
Non normalisés				Niet-genormaliseerd			
0 g jusqu'à 50 g	30,-	32,-	38,-	0 gr t.e.m. 50 gr	30,-	32,-	38,-
+ 50 g jusqu'à 100 g	39,-	41,-	44,-	+ 50 gr t.e.m. 100 gr	39,-	41,-	44,-
+ 100 g jusqu'à 250 g	65,-	68,-	88,-	+ 100 gr t.e.m. 250 gr	65,-	68,-	88,-
+ 250 g jusqu'à 500 g	110,-	125,-	160,-	+ 250 gr t.e.m. 500 gr	110,-	125,-	160,-
+ 500 g jusqu'à 1 kg	200,-	225,-	295,-	+ 500 gr t.e.m. 1 kg	200,-	225,-	295,-
+ 1 kg jusqu'à 2 kg	275,-	430,-	550,-	+ 1 kg t.e.m. 2 kg	275,-	430,-	550,-
+ 2 kg jusqu'à 3 kg	380,-	640,-	850,-	+ 2 kg t.e.m. 3 kg	380,-	640,-	850,-
+ 3 kg jusqu'à 4 kg	500,-	860,-	1 080,-	+ 3 kg t.e.m. 4 kg	500,-	860,-	1 080,-
+ 4 kg jusqu'à 5 kg	610,-	1 070,-	1 330,-	+ 4 kg t.e.m. 5 kg	610,-	1 070,-	1 330,-

Limite de poids : 2 kg, sauf livres et brochures 5 kg. Au-delà : voir paquets postaux.

3.3. Envois non prioritaires à taxe réduite

- Journaux et écrits périodiques déposés par l'éditeur ou son mandataire et remplissant toutes les conditions requises par la réglementation intérieure pour circuler au tarif des journaux ou des écrits périodiques.

- Livres et brochures à caractère culturel ou scientifique, partitions de musique et cartes géographiques ne comportant aucune publicité autre que celle figurant sur la couverture ou les pages de garde de ces envois, déposés par l'éditeur ou son mandataire.

Maximumgewicht : 2 kg, behalve boeken en brochures 5 kg. Erboven : zie Postpakketten.

3.3. Niet-prioritaire zendingen tegen verminderd tarief

- Dagbladen en tijdschriften, uitsluitend afgegeven door de uitgever of zijn afgevaardigde, die aan de reglementering voldoen om in het binnenland tegen het tarief voor dagbladen of tijdschriften verzonden te kunnen worden.

- Boeken en brochures van wetenschappelijke of culturele aard, muziekpartituren en geografische kaarten die geen andere publiciteit bevatten dan deze op de titelbladzijde of de schutbladen van deze zendingen, afgegeven door de uitgever of zijn afgevaardigde.

Envois	Zone A	Zone B	Zone C	Zendingen	Zone A	Zone B	Zone C
Normalisés	19,-	20,-	22,-	Genormaliseerd	19,-	20,-	22,-
Non normalisés				Niet-genormaliseerd			
0 g jusqu'à 50 g	28,-	29,-	30,-	0 gr t.e.m. 50 gr	28,-	29,-	30,-
+ 50 g jusqu'à 100 g	38,-	39,-	40,-	+ 50 gr t.e.m. 100 gr	38,-	39,-	40,-
+ 100 g jusqu'à 250 g	55,-	62,-	75,-	+ 100 gr t.e.m. 250 gr	55,-	62,-	75,-
+ 250 g jusqu'à 500 g	86,-	115,-	140,-	+ 250 gr t.e.m. 500 gr	86,-	115,-	140,-
+ 500 g jusqu'à 1 kg	140,-	220,-	270,-	+ 500 gr t.e.m. 1 kg	140,-	220,-	270,-
+ 1 kg jusqu'à 2 kg	240,-	425,-	525,-	+ 1 kg t.e.m. 2 kg	240,-	425,-	525,-
+ 2 kg jusqu'à 3 kg	350,-	635,-	772,-	+ 2 kg t.e.m. 3 kg	350,-	635,-	772,-
+ 3 kg jusqu'à 4 kg	460,-	850,-	1 031,-	+ 3 kg t.e.m. 4 kg	460,-	850,-	1 031,-
+ 4 kg jusqu'à 5 kg	570,-	1 060,-	1 290,-	+ 4 kg t.e.m. 5 kg	570,-	1 060,-	1 290,-

III. Taxe de présentation à la douane

3.7. Taxe à payer par le destinataire par objet, par sac « M » ou pour tout objet traité prioritairement (EMS, exprès, exprès recommandés, envoi avec valeur déclarée par exprès) 350,-

Cette taxe n'est pas perçue pour les marchandises originaires d'un pays membre de l'Union européenne.

4. Services communs national - international

4.1. - Renvoi (1) - L'équivalent du DTS (Unité de Compte du Fonds monétaire international) s'élève à 47,6262 BEF au 15 octobre 1998.

III. Taks voor aanbieding bij de douane

3.7. Taks te betalen door de bestemmeling per voorwerp, per « M »-zak of voor elk voorwerp dat een voorkeurbehandeling krijgt (EMS, expresse-bestelling, aangetekende expresse-bestelling, zending met aangegeven waarde tegen expresse-bestelling) 350,-

Deze taks wordt niet geïnd voor goederen afkomstig uit een lidstaat van de Europese Unie.

4. Gemeenschappelijke diensten nationaal - internationaal

4.1. - Verwijzing (1) - De tegenwaarde van de STR (Munteenheid van het Internationaal Monetair Fonds) is vastgesteld op 47,6262 BEF op 15 oktober 1998.

6. Tarifs presse en service national

6.2. Abonnements-poste

6.2.1. Aux écrits périodiques

Par exemplaire :

jusqu'à 75 g	4,35
jusqu'à 100 g	5,30
jusqu'à 125 g	5,50
jusqu'à 150 g	6,45
jusqu'à 175 g	6,65
jusqu'à 225 g	7,55
jusqu'à 275 g	8,40
jusqu'à 325 g	9,20
jusqu'à 375 g	10,-
jusqu'à 425 g	10,90

Pour les échelons suivants : tarifs inchangés (voir *Moniteur belge* n° 241 du 19 décembre 1997 - pages 34353 et 34354).

6.2.2. Aux écrits périodiques édités par des associations sans but lucratif, paraissant au maximum une fois par semaine et au minimum deux fois par mois. La distribution n'est garantie que du lundi au mercredi avec report éventuel au lundi suivant.

Par exemplaire :

jusqu'à 75 g	2,30
jusqu'à 100 g	2,90
jusqu'à 125 g	3,50
jusqu'à 150 g	4,40
jusqu'à 175 g	4,75
jusqu'à 225 g	5,95
jusqu'à 275 g	7,05
jusqu'à 325 g	8,10
jusqu'à 375 g	8,85
jusqu'à 425 g	9,90

Pour les échelons suivants : tarifs inchangés (voir *Moniteur belge* n° 241 du 19 décembre 1997 - page 34354 et du 31 décembre 1997 - page 35365)

7.1. Service national

A. Envois adressés

6. Perstarieven in nationale dienst

6.2. Postabonnementen

6.2.1. Op tijdschriften

Per exemplaar :

T.e.m. 75 gr	4,35
T.e.m. 100 gr	5,30
T.e.m. 125 gr	5,50
T.e.m. 150 gr	6,45
T.e.m. 175 gr	6,65
T.e.m. 225 gr	7,55
T.e.m. 275 gr	8,40
T.e.m. 325 gr	9,20
T.e.m. 375 gr	10,-
T.e.m. 425 gr	10,90

Voor de overige trappen : ongewijzigde tarieven (zie *Belgisch Staatsblad* nr. 241 van 19 december 1997 - bladzijde 34353 en 34354).

6.2.2. Op tijdschriften uitgegeven door een vereniging zonder winstgevend doel, die hoogstens eenmaal per week en minstens tweemaal per maand verschijnen. De uitreiking kan slechts gewaarborgd worden van maandag t.e.m. woensdag, met een eventuele overdracht naar de volgende maandag.

Per exemplaar :

T.e.m. 75 gr	2,30
T.e.m. 100 gr	2,90
T.e.m. 125 gr	3,50
T.e.m. 150 gr	4,40
T.e.m. 175 gr	4,75
T.e.m. 225 gr	5,95
T.e.m. 275 gr	7,05
T.e.m. 325 gr	8,10
T.e.m. 375 gr	8,85
T.e.m. 425 gr	9,90

Voor de overige trappen : ongewijzigde tarieven (zie *Belgisch Staatsblad* nr. 241 van 19 december 1997 - blz. 34354 en van 31 december 1997 - blz. 35365).

7.1. Nationale dienst

A. Geadresseerde zendingen

Lettres — Brieven									
		Local Lokaal	Régional — Regionaal				National — Nationaal		
N o m b r e minimum Minimum aantal		50	500	5 000	10 000	20 000	1 000	10 000	20 000
Tri Sortering		par paquet de 50 ou 100 per pak van 50 of 100	par paquet de 50 ou 100 per pak van 50 of 100	par bureau distributeur per uitreikingskantoor			par secteur de tri per sorteer- sector	par secteur de tri ET bureau distributeur per sorteersektor EN uitreikingskantoor	
Tarifs Tarieven	poids (g) gewicht (g)								
	genorm. - norm.	13,50	16,50	15,40	15,10	14,70	16,50	15,70	15,20
	niet genorm. non norm. t.e.m. - jusqu'à								
	50 g	24,-	26,30	25,-	24,40	24,-	26,30	25,20	24,60
	100 g	29,-	33,-	31,-	30,50	30,-	33,-	31,60	31,-
	250 g	37,50	43,-	39,20	38,60	38,-	41,50	40,-	39,10
	350 g	41,-	50,-	43,-	42,60	42,-	45,-	43,50	43,-

Imprimés — Drukwerken											
		Local — Lokaal	Régional — Regionaal				National — Nationaal				
Nombre minimum Minimum aantal		50	500	5 000	10 000	20 000	500	1 000	5 000	10 000	20 000
Tri Sortering		par paquet de 50 ou 100 per pak van 50 of 100	par paquet de 50 ou 100 per pak van 50 of 100	par bureau distributeur per uitreikingskantoor			par paquet de 50 ou 100 per pak van 50 of 100	par secteur de tri per sorteer- sector		par secteur de tri ET bureau distributeur per sorteersector EN uitreikingskantoor	
Tarifs Tarieven	poids (g) gewicht (g)										
	genorm. - norm.	8,90	15,-	10,50	9,60	9,10	15,20	12,-	11,60	9,90	9,70
	niet genorm. non norm. t.e.m. - jusqu'à										
	50 g	10,90	19,30	12,50	11,20	10,90	19,80	14,30	13,70	11,80	11,50
	100 g	12,70	12,70	14,30	13,20	12,70	23,-	16,-	15,40	13,70	13,30
	150 g	16,60	16,60	18,40	17,10	16,60	34,90	20,40	19,60	17,70	17,20
	200 g	18,70	18,70	20,90	19,30	18,70	35,90	23,20	22,20	19,80	19,40
250 g	21,40	21,40	24,-	21,90	21,40	36,90	27,-	25,60	22,50	22,-	
350 g	30,-	30,-	34,20	30,50	30,-	53,-	38,50	36,70	31,50	31,-	

MAXIPOST			
	LOCAL - LOKAAL	National — Nationaal	
Nombre minimum Minimum aantal	50	1 000	5 000
Tri Sortering	—	Par secteur de tri Per sorteersector	Par secteur de tri ET bureau distributeur Per sorteersector EN uitreikingskantoor
Poids - Gewicht			
jusqu'à 500 g /+ 350 g t.e.m.	50,-	56,-	50,-
jusqu'à 1 kg /+ 500 g t.e.m.	62,-	68,-	62,-
jusqu'à 2 kg /+ 1 kg t.e.m.	78,-	92,-	81,-

Les tarifs des rubriques 2.1., 2.3. et 2.4. entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et remplacent les tarifs des mêmes rubriques mentionnés à l'Avis divers publié au *Moniteur belge* du 14 décembre 1996.

Les tarifs des rubriques 2.2., 3.1., 3.2., 3.3., 3.7., 4.1., 6.2.1., 6.2.2. et 7.1. entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et remplacent les tarifs des mêmes rubriques mentionnés à l'Avis divers publié au *Moniteur belge* du 19 décembre 1997.

Les tarifs des rubriques non reprises ci-avant restent inchangés.

De tarieven in de rubrieken 2.1., 2.3. en 2.4. worden van kracht op 1 januari 1999. Zij vervangen de tarieven in dezelfde rubrieken in de Diverse Berichten, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1996.

De tarieven van de rubrieken 2.2., 3.1., 3.2., 3.7., 4.1., 6.2.1., 6.2.2. en 7.1. worden van kracht op 1 januari 1999 en vervangen de tarieven in dezelfde rubrieken vermeld in de Diverse Berichten, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1997.

De tarieven van de niet opgenomen rubrieken blijven ongewijzigd.

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

—
Gemeente Lennik
 —

Bijzonder plan van aanleg — Openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen, brengt ter kennis dat, het ontwerp van bijzonder plan van aanleg nr. SKL2 « Den Bleek », door de gemeenteraad voorlopig goedgekeurd in vergadering van 25 januari 1999, en omvattende het situatieplan, het bestemmingsplan met de erbij horende stedenbouwkundige voorschriften en de verantwoordingsnota van de ontwerper, ter inzage zal liggen van de bevolking van 22 februari 1999 tot en met 22 maart 1999, op het gemeentehuis te Lennik, technische dienst, alle werkdagen van 10 tot 12 uur, uitgezonderd 's zaterdags, overeenkomstig artikel 21 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de stedenbouw en van de ruimtelijke ordening, zoals gewijzigd bij latere wetten en decreten.

De bezwaren en opmerkingen waartoe het ontwerp van bijzonder plan van aanleg zou kunnen aanleiding geven, dienen vóór het einde van de gestelde termijn, schriftelijk, aan het college van burgemeester en schepenen ter kennis gebracht.

Het college maakt binnen de acht dagen na afloop van het openbaar onderzoek een proces-verbaal van sluiting op.

Lennik, 8 februari 1999. (3372)

—
Gemeente Heist-op-den-Berg
 —

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

In toepassing van artikel 19 van het gecoördineerde decreet inzake ruimtelijke ordening brengt het college van burgemeester en schepenen ter kennis van het publiek dat de gemeenteraad in zitting van 2 februari 1999 de wijziging van het bijzonder plan van aanleg « Hof van Riemen » voorlopig heeft vastgesteld.

Het ontwerpplan ligt elke werkdag ter inzage van de bevolking vanaf 22 februari 1999 tot en met 24 maart 1999 op het gemeentehuis, dienst ruimtelijke ordening, Kerkplein 17, te Heist-op-den-Berg, van 9 tot 12 uur.

Er wordt een informatievergadering georganiseerd op 3 maart 1999, te 20 uur, in zaal 4 van het Cultureel Centrum Zwaneberg, Bergstraat, te Heist-op-den-Berg.

Bezwaren of opmerkingen aangaande het voorstel van wijziging moeten schriftelijk worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen vóór 24 maart 1999, te 16 uur.

Namens het college van burgemeester en schepenen.
 Heist-op-den-Berg, 19 februari 1999. (3373)

—
Stad Ninove
 —

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Overeenkomstig de bepalingen van de wet van 29 maart 1962 (gecoördineerd op 22 oktober 1996), houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw, brengt ter kennis van de belanghebbende dat het B.P.A. « Preulegem », door de gemeenteraad voorlopig werd aanvaard in zitting van 22 oktober 1998.

Het volgens de bepalingen van voornoemde wet ingestelde openbaar onderzoek wordt gehouden van 24 februari 1999 tot en met 25 maart 1999.

Inlichtingen of technische uitleg kunnen op het stadsbestuur verkregen worden.

De documenten liggen ter inzage op het stadhuis, 2^e verdieping, bureel stedenbouwkundige dienst, Centrumlaan 100, te 9400 Ninove, elke werkdag tussen 8 u. 30 m. en 12 uur, op donderdag eveneens tussen 16 en 18 u. 30 m.

De eventuele bezwaren of opmerkingen moeten schriftelijk gestuurd worden aan het college van burgemeester en schepenen van Ninove, Centrumlaan 100, te 9400 Ninove, en dit ten laatste op 25 maart 1999, om 11 uur, dag en uur waarop het openbaar onderzoek door het college van burgemeester en schepenen zal gesloten worden. (3374)

Annonces – Aankondigingen

—
 SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN
 —

Simmolor, société anonyme,
rue de Rabais 3, 6760 Ethe (Virton)

—
 L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} mars 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (3286)

Gloria Construct, naamloze vennootschap,
Touwslagerstraat 8, 9240 Zele

H.R. Dendermonde 44773 – BTW 440.672.285

—
 De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 maart 1999, te 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Overige. (3287)

Naamloze Vennootschap Raes-Daly,
Steenweg Deinze-Gavere 193, Nazareth

H.R. Gent 146001

—
 De aandeelhouders worden opgeroepen tot de jaarlijkse algemene vergadering die zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 6 maart 1999, om 14 uur. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming van het resultaat. Varia. Zich richten naar de statuten. (3288)

**Société coopérative Le Crédit des Travailleurs
de Dinant-Philippeville**

Siège social :
boulevard des Fortifications 2D, 5600 Philippeville

Moniteur belge du 21 janvier 1989, n° 890121-376

L'assemblée générale statutaire de la société aura lieu le samedi 6 mars 1999, à 16 heures, au siège de la société.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes.
3. Répartition du bénéfice.
4. Approbation des frais généraux.
5. Rapport du commissaire.
6. Décharge aux administrateurs et au commissaire de leur gestion.
7. Nominations statutaires.
8. Divers. (3289)

Société anonyme Le Crédit des Travailleurs, en liquidation

Siège social :
Mutualité socialiste, rue de France 35, 5600 Philippeville

Société agréée par la C.G.E.R.
Moniteur belge du 3 février 1929, n° 1444

L'assemblée générale statutaire de la société aura lieu le samedi 6 mars 1999, à 15 heures, au siège de la société.

Ordre du jour :

- Procès-verbal de la dernière assemblée générale.
Approbation du bilan et du compte des pertes et profits.
Décharge aux liquidateurs.
Divers. (3290)

**« Planning », naamloze vennootschap,
te 2000 Antwerpen, Vlaamse Kaai 32, bus 2**

BTW 412.684.223

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die op 1 maart 1999, te 14 uur, zal gehouden worden op het kantoor van notaris Luc Roctus, te Antwerpen, Van Breestraat 33, met volgende agenda :

- Wijziging boekjaar.
Wijziging datum algemene vergadering.
Kapitaalvermindering.
Aanpassing der statuten.
Varia. (3291)

**Acmis, naamloze vennootschap,
Middelmolenlaan 110, 2100 Deurne (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 298859 — BTW 450.896.778

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, dewelke gehouden wordt op 1 maart 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing verslagen bestuursraad en commissaris-revisor.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening op 30.09.1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.

5. Ontslag en benoeming van bestuurders en/of commissaris-revisor.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70566)

**Assur-Consulting, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 32, 3590 Diepenbeek**

H.R. Hasselt 79723

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 maart 1999, ten maatschappelijke zetel, om 10 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (70567)

**Belgimo, naamloze vennootschap,
Kennedylaan 14, 9000 Gent**

H.R. Gent 186769 — BTW 461.474.035

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, die zal plaatshebben op 1 maart 1999 te 20 uur, Kennedylaan 14, te 9000 Gent.

Agenda :

1. Samenstelling bureau.
2. Verslagen.
3. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/98.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Verlenen van kwijtingen.
6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen.
7. Rondvraag.

Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn. W. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van de KBC-Bank vanaf 31/03/99. (70568)

**Bruko, naamloze vennootschap,
Langemarkseweg 26A, 8900 Ieper**

H.R. Ieper 33588 — BTW 444.781.325

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 3 maart 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening op 30 september 1998. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurder. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen vóór de vergadering. (70569)

De raad van bestuur.

Carinco, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 938, 2610 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 290598 — BTW 447.672.222

De aandeelhouders worden uitgenodigd om de algemene vergadering bij te wonen, op 3 maart 1999 om 15 uur, op de zetel. — Dagorde :
 1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. (70570)

Cermo, naamloze vennootschap,
steenweg op Mol 114, 2300 Turnhout
 H.R. Turnhout 81166 — BTW 459.616.088

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 1 maart 1999 om 19 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (70571)

Cofinim, société anonyme,
avenue Maréchal Ney 32, 1180 Bruxelles
 R.C. Bruxelles 567088 — T.V.A. 449.441.580

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 1 mars 1999 à 14 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration concernant l'exercice au 30 septembre 1998.
 2. Approbation des comptes annuels concernant l'exercice 1997/1998.
 3. Approbation de l'affectation du résultat.
 4. Décharge aux administrateurs.
 5. Nominations statutaires.
- Pour être admis à l'assemblée, prière de respecter les articles des statuts. (70572)

D.B.N., naamloze vennootschap,
Muizelstraat 87, 8531 Harelbeke (Hulste)
 H.R. Kortrijk 126208 — BTW 446.768.736

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op de zetel van de vennootschap, op 5 maart 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Lezing en bespreking jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening per 30 september 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Eventuele beslissingen art. 103 en volgende venn. wetten. (70573)

Deconor, naamloze vennootschap,
A. Willaertstraat 43, 8800 Roeselare
 H.R. Kortrijk 138304 — BTW 457.650.453

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering op 3 maart 1999, ten maatschappelijke zetel, om 15 uur, met volgende agenda :

- goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998;
- aanwending resultaat;
- ontslag en benoeming bestuurder;
- kwijting bestuurders. (70574)

Denico, naamloze vennootschap,
Wagenaarstraat 87, 8791 Beveren-Leie
 H.R. Kortrijk 88080 — BTW 413.877.620

Jaarvergadering op 5 maart 1999 om 15 uur, op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag. (70575)
- De raad van bestuur.

D.I.C.E., naamloze vennootschap,
E. Toussaintlaan 56, 1090 Brussel
 H.R. Brussel 515998 — BTW 436.689.842

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 maart 1999 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Aanvaarding van wijze van samenroeping.
 2. Verslag van de raad van bestuur.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
 4. Decharge aan de bestuurders.
 5. Varia.
- Verder dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (70576)

D.P.-Invest, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 18, 9100 Sint-Niklaas
 H.R. Sint-Niklaas 48392

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, Kasteelstraat 18, 9100 Sint-Niklaas, op 5 maart 1999 te 20 uur.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Decharge aan de bestuurders.
 4. Varia.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70577)

Defreyne G. & zoon, naamloze vennootschap,
Egemsesteenweg 59, 8700 Tielt

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, op maandag 1 maart 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Lezing van het Verslag van de raad van beheer.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 november 1998 en aanwending van het resultaat.
3. Vergoeding bedrijfsleiders.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming van bestuurders.
6. Allerlei. (70578)

**Walter Van Gastel, naamloze vennootschap,
Kapelsesteenweg 511, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 234053 — BTW 423.694.020

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op 1 maart 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Resultaatverwerking. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Varia. (70579)

**Geens Goederen, naamloze vennootschap,
Geneinde 30, 3180 Westerlo (Tongerlo)**

H.R. Antwerpen 22960 — BTW 404.020.638

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 maart 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur en verslag commissaris-revisor.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998.
3. Resultatenverdeling.
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Rondvraag. (70580)

**Immo Geens, naamloze vennootschap,
Herenthoutseweg 218, 2420 Herentals**

H.R. Turnhout 51903 — BTW 426.004.501

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaatshebben op 1 maart 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998.
2. Resultatenverdeling.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag. (70581)

**Cremerie Geybels, naamloze vennootschap,
Oude Barrelei 107, 2170 Antwerpen (Merksem)**

H.R. Antwerpen 179703 — BTW 406.424.357

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op 1 maart 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel, Oude Barrelei 107, 2170 Antwerpen (Merksem).

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening en resultatenrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en opname voorschotten.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel.

(70582)

De raad van bestuur.

**Go Trade, naamloze vennootschap,
Gentseweg 749, 8793 Waregem (Sint-Eloois-Vijve)**

H.R. Kortrijk 135298 — BTW 451.686.537

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 5 maart 1999 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Bespreking jaarrekening per 30 september 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Evt. beslissingen art. 103 e.v. vennootschapswetten.
7. Rondvraag. (70583)

**Kantoor Raf Van Goethem, naamloze vennootschap,
Kortrijksestraat 175, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 107017 — BTW 426.692.508

De aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarvergadering bij te wonen, die zal doorgaan op 1 maart 1999 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 30 september 1998, inclusief de bestemming van het resultaat.
2. Kwijting aan bestuurders.
3. Varia.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(70584)

De raad van bestuur.

**Groenland, naamloze vennootschap,
Citroenstraat 16, 8730 Beernem**

H.R. Brugge 77158 — NN 400.138.955.

Bijeenroeping tot de jaarvergadering van 2 maart 1999 om 16 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Bezoldigingen.
5. Diverse.

De Heren Aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten. (70585)

**Hens, naamloze vennootschap,
Steegsebaan 179, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 74355 — BTW 452.277.940

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden, op 3 maart 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (70586)

**De Schelde - Herzotrans, naamloze vennootschap,
Heuvel 16, 9700 Oudenaarde**

De tweede vergadering wordt gehouden op de zetel van de vennootschap, op maandag 1 maart 1999 te 17 uur, met als dagorde :

- goedkeuring jaarverslag/jaarrekening 30/9/1998;
- kwijting raad van bestuur;
- bestemming resultaat;
- varia. (70587)

**D. & B. Investco, naamloze vennootschap,
Industrielaan 37, 8820 Torhout**

H.R. Oostende 47130 — BTW 443.464.402

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 1 maart 1999 te 10 uur, met volgende dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag.
 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Bezoldigingen.
 5. Benoemingen. (70588)
- De raad van bestuur.

**Mia Jacobs Decoration, naamloze vennootschap,
Zwaluwenlei 5, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 285944 — BTW 445.341.747

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 1 maart 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Statutaire benoemingen.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten. (70589)
- De raad van bestuur.

**Verzekeringen Jacobs-Bax, naamloze vennootschap,
Molenbaan 15, 2387 Baarle-Hertog**

H.R. Turnhout 58719

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op 3 maart 1999 te 12 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
 2. Goedkeuring jaarrekening op 30 september 1998.
 3. Bestemming resultaat.
 4. Kwijting bestuurders.
 5. Benoeming van nieuwe bestuurders.
 6. Rondvraag.
- Zich schikken naar de statuten. (70590)

**Jivais, commanditaire vennootschap op aandelen,
Westrozebekerstraat 54, 8980 Passendale**

H.R. Ieper 37151 — NN 460.393.573

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 1 maart 1999 om 9 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 september 1998.
 2. Kwijting aan de zaakvoerder.
 3. Bezoldigingen.
 4. Allerlei. (70591)
- De zaakvoerder.

**Johama, naamloze vennootschap,
Neerhoeve 40, bus 8, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 210393

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op vrijdag 5 maart 1999 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70592)

**L.B.I., naamloze vennootschap,
Lodewijk de Raetlaan 12, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 8421 — BTW 402.756.470

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die plaats zal hebben op maandag 1 maart 1999 om 15.00 uur, op de zetel, te Lodewijk De Raetlaan 12, 8870 Izegem.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Bezoldigingen.
 5. Allerlei.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70593)
- De raad van bestuur.

Leie Deco, naamloze vennootschap,
Textielstraat 12, 8790 Waregem
 H.R. Kortrijk 125261 — BTW 445.600.578

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op 1 maart 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekeningen.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag. (70594)

Manoux, commanditaire vennootschap op aandelen,
Eekhoornlaan 14, 2610 Antwerpen (Wilrijk)

H.R. Antwerpen 301196 — NN 451.915.278

Jaarvergadering : 1 maart 1999 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 2. Kwijting zaakvoerder. 3. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (70595)

Mejas, naamloze vennootschap,
Tinnenpotstraat 42, 9000 Gent

H.R. Gent 136411 — BTW 425.057.067

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 maart 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoeming bestuurder.
6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (70596)

Naert Fruit en Groenten, naamloze vennootschap,
Ardooisesteenweg 440, 8800 Roeselare

H.R. Kortrijk 135203 — BTW 454.768.167

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 2 maart 1999 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998 (met inbegrip van de toegepaste bestuursvergoedingen en resultaatverwerking).
3. Kwijting aan de raad van bestuur.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten en hun aandelen minstens vijf volle dagen vóór de dag der vergadering neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (70597)

Biscuiterie Narda, naamloze vennootschap,
Vertaking 18-20, 3520 Zonhoven

H.R. Hasselt 52878 — BTW 418.764.440

Bijeenroeping jaarvergadering van 5 maart 1999 te 14 uur, ten zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen.
3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statutaire verplichtingen. (70598)

Nolens, naamloze vennootschap,
Th. Verhaegenstraat 230, 1060 Sint-Gillis

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van 1 maart 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
3. Goedkeuring van voornoemde stukken.
4. Ontheffing van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag. (70599)

Patrimco, naamloze vennootschap,
Kruisstraat 38, 2431 Laakdal

H.R. Turnhout 72782 — BTW 450.962.205

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die op 1 maart 1999 om 18 uur zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Benoemingen.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei. (70600)

Bouwonderneming Peeters en zoon, naamloze vennootschap,
Leopoldslei 209, 2930 Brasschaat

H.R. Antwerpen 299873 — BTW 436.947.287

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 1 maart 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 30 september 1998. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (70601)

**Rabas, naamloze vennootschap,
Scharentstraat 133, 3150 Haacht**
H.R. Leuven 77723 — BTW 441.476.001

Jaarvergadering op maandag 1 maart 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet - Verslag van de raad van bestuur - Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998 - Bestemming van het resultaat - Beraadslaging overeenkomstig artikel 103/104 Venn. Wet - Kwijting/ontslag/Benoeming bestuurders - Diversen. Zich schikken naar de statuten. (70602)

**Rowin Plastics, naamloze vennootschap,
Nieuwe Dreef 8, 2820 Rijmenam**
H.R. Mechelen 54889 — BTW 421.769.262

De gewone jaarvergadering zal worden gehouden op maandag 1 maart 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten om tot de vergadering toegelaten te worden. (70603)

**S-works, naamloze vennootschap,
Beernemsteenweg 47A, 8750 Wingene**
H.R. Brugge 60823 — BTW 426.844.837

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 3 maart 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998;
2. Kwijting aan de bestuurders;
3. Benoemingen;
4. Bezoldigingen;
5. Allerlei.

(70604) De raad van bestuur.

**Saverco, naamloze vennootschap,
De Gerlachekaai 20, 2000 Antwerpen-1**
H.R. Antwerpen 260934 — BTW 427.685.965

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de statutaire jaarvergadering, op 1 maart 1999 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 november 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting te geven aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70605)

**Sofiva, naamloze vennootschap,
Hoekstraat 24, 8570 Anzegem (Vichte)**
H.R. Kortrijk 118568 — NN 437.401.605

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal gehouden worden op 1 maart 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei. (70606)

**Spich, naamloze vennootschap,
De Smet de Naeyerlaan 28, Oostende**

H.R. Oostende 29062 — BTW 407.255.785

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 2 maart 1999 om 18.30 uur, ter zetel der vennootschap.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag bestuurders. 3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslagen - Benoemingen. 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (70607)

**TBT Duffel, naamloze vennootschap,
Klokkestraat 32, 2570 Duffel**

H.R. Mechelen 58683 — BTW 426.064.976

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, op 1 maart 1999 om 9 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Ontlasting van de bestuurders.
3. Ontslag en benoeming van de raad van bestuur.
4. Dividenden.
5. Bestemming resultaat. (70608)

**Terinvest, naamloze vennootschap,
't Hoge 57, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 121934 — BTW 440.659.518

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die gehouden wordt op 5 maart 1999 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998; 2. Bestemming van het resultaat; 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders; 4. Benoemingen; 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70609)

**Vago, naamloze vennootschap,
Rondplein 8, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 65636 — NN 442.185.386

De jaarvergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op vrijdag 5 maart 1999 te 18 uur, op de zetel van de vennootschap, Rondplein 8, 2400 Mol.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 3. Herbenoeming van bestuurders. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Kwijting aan de accountants. Om aan de vergadering te mogen deelnemen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 23 van de statuten. (70610)

**Verbruggen, naamloze vennootschap,
Elsenstraat 20, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 57565

Jaarvergadering op 1 maart 1999, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 30.09.1998. 2. Kwijting bestuurders. 3. Bezoldiging. 4. Benoemingen. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (70611)

**Wattex, naamloze vennootschap,
Kalkenstraat 86, 9255 Buggenhout**

H.R. Dendermonde 43027 — BTW 436.203.060

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 5 maart 1999 om 10 uur, op de zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 30 september 1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Bezoldigingen. (70612)

**Administrations publiques
et Enseignement technique**
Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Bruxelles-Capitale
Commission communautaire française**

Appel au candidats à une désignation à titre temporaire non prioritaire dans l'enseignement de la Commission communautaire française pour l'année scolaire 1999-2000.

A. Personnel enseignant et auxiliaire d'éducation :

Dans l'enseignement de plein exercice :

fondamental spécial;

secondaire et secondaire spécial.

Dans l'enseignement de promotion sociale :

secondaire;

supérieur de type court.

B. Personnel paramédical :

Dans l'enseignement spécial uniquement.

Renseignements :

Les formulaires d'inscription accompagnés d'une notice explicative reprenant tous les renseignements utiles peuvent être demandés, par téléphone aux numéros 02/542 84 12 et 02/542 83 05, ou être retirés chaque jour ouvrable, de 9 à 12 heures, auprès du service enseignement de la Commission communautaire française, boulevard de Waterloo 100-103, 4^e étage, à 1000 Bruxelles.

Envoi et validité des candidatures :

Les candidatures doivent être envoyées par lettre recommandée à la poste pour le 19 mars 1999 au plus tard (le cachet de la Poste faisant foi), à l'adresse suivante : M. le directeur général, chargé de mission de la Commission communautaire française, service enseignement, appel temporaire non prioritaire, boulevard de Waterloo 100-103, 1000 Bruxelles.

Seules les candidatures introduites selon les modalités prescrites seront déclarées recevables. (3292)

Commune de Braine-le-Château

Avis de recrutement (prolongation)

La commune de Braine-le-Château procède actuellement au recrutement d'un garde champêtre en chef (emploi vacant lors de la mise à la retraite du titulaire actuel : au 1^{er} octobre 1999).

La notice détaillée reprenant toutes les conditions à remplir par les personnes intéressées peut être obtenue auprès du service du personnel de l'administration communale, rue de la Libération 9, à 1440 Braine-le-Château (tél. : 02/366 90 93 - postes 25 ou 28; fax : 02/366 33 33).

Toute candidature doit être transmise à l'attention du collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée ou par remise d'un écrit contre accusé de réception, pour le 15 mars 1999 au plus tard.

Elle sera accompagnée, en plus des pièces requises par le règlement, d'un *curriculum vitae* détaillé.

Braine-le-Château, le 11 février 1999. (3293)

Gemeente Zaventem

Aanwerving verpleger A1 (m/v) bij de beroepsafdeling van het brandweerkorps Zaventem, 1 vacante betrekking + aanleggen van wervingsreserve.

Voorwaarden :

lid zijn van de Europese Unie, van onberispelijk gedrag zijn, burgerlijke en politieke rechten genieten, voldoen aan de dienstplichtwetten, min. 21 jaar zijn bij het afsluiten van de kandidatenlijst, de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten, ten minste 1,60 m groot zijn, houder zijn van het diploma van gegradueerde in de verpleegkunde (A1), bij voorkeur ervaring in de dringende geneeskundige hulpverlening, deelnemen aan selectieproeven (fysisch, schriftelijk, praktisch en mondeling).

Inlichtingen :

gemeentelijk secretariaat : tel. 02/720 02 54, brandweerkorps : tel. 02/711 20 20.

Kandidaturen met uitgebreid *curriculum vitae*, afschrift diploma en bewijs van goed zedelijk gedrag, aangetekend sturen naar : college van burgemeester en schepenen, Diegemstraat 37, 1930 Zaventem, vóór 5 april 1999. (3294)

Gemeente Willebroek*Tweede oproep*

Het gemeentebestuur van Willebroek gaat over tot het aanleggen van een wervingsreserve voor geschoold arbeider feestelijkheden & reinigingsdiensten (specialiteit chauffeur) in het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen.

Kandidaturen, samen met de vereiste bewijsstukken, dienen vóór 15 maart 1999 gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, A. Van Landeghemstraat 99, 2830 Willebroek.

Inlichtingen te bekomen op de personeelsdienst (03/860 03 65 - 03/860 03 67 - 03/860 03 21). (3295)

Gemeente Schoten

De gemeente Schoten ligt aan de rand van grootstad Antwerpen. Als lokaal bestuur trachten we de dienstverlening naar de zowat 32 000 inwoners van Schoten zo optimaal mogelijk te organiseren. Hiertoe bouwden we een stevige organisatie uit met zo'n 450 medewerkers. Om dit team te versterken gaat de gemeente Schoten nu over tot de aanwerving van (m/v) in contractueel verband (gesco, onbeaalde duur) administratief medewerker (C1-C3), milieudienst.

Uw taak : u staat in voor het organiseren en uitvoeren van de procedures inzake vergunningstelsels de intake van publiek en de administratie inherent aan de werking van een milieudienst.

Uw profiel : een opleiding van het niveau hoger secundair onderwijs of gelijkwaardig.

Voorwaarden en aanwervingsprocedure : vergelijkend aanwervings-examen, bezoldiging overeenkomstig aanwervingsgraad. Bij aanwerving moeten de kandidaten in aanmerking komen voor het statuut van gesubsidieerde contractueel (gesco).

Voor deze functie wordt een wervingsreserve van twee jaar aangelegd.

Inschrijvingsformulier, functiebeschrijving en aanwervingsvoorwaarden voor deze functie kunnen schriftelijk of telefonisch worden aangevraagd op volgend adres : gemeentebestuur Schoten, personeelsdienst, Verbertstraat 3, 2900 Schoten, tel. 03/680 09 30 of raadpleeg de gemeentelijke website www.schoten.be. De kandidaturen moeten uiterlijk 5 maart in het bezit zijn van het bestuur en dienen vergezeld te zijn van een kopie van het vereiste diploma. (3296)

Provincie Vlaams-Brabant

De provincie Vlaams-Brabant wenst over te gaan tot de aanwerving van een bestuurssecretaris-projectmanager boekhouding V/M, die verantwoordelijk zal zijn voor de implementatie van financiële software SAP.

Uw functie : u staat in voor de begeleiding van het project, het mee opvolgen van de werken en het verder uitbouwen van de organisatorische omkadering van het project. Tot slot werkt u mee aan het analyseren, bijsturen en implementeren van financiële procedures.

Uw profiel : u bent houder van een universitair of gelijkgesteld diploma.

Kennis van boekhouding en affiniteit met informatica is hierbij zeer belangrijk.

Ervaring met SAP of een ander ERP-pakket is niet vereist maar strekt tot aanbeveling.

U beschikt over uitstekende communicatieve vaardigheden en kunt goed in teamverband werken.

De selectieproeven worden georganiseerd in eigen beheer en bestaan uit drie delen : vooreerst een schriftelijke proef (eliminerend) en een persoonlijkheidstest (informatief) en tot slot een interview (peilt naar algemene persoonlijkheid, maturiteit en vakkennis en is eliminerend).

Afhankelijk van het aantal kandidaten zullen deze proeven op een dag of op twee dagen georganiseerd worden (omstreeks 29 maart 1999).

De beginwedde bedraagt aan de huidige index minimum : 1 0001 493 BEF.

De provincie biedt de SAP-manager in spe een boeiende en veelzijdige functie in een moderne en goed uitgeruste informatica-omgeving. Het bestuur voorziet ook in ruime opleidings- en vervolmakingsmogelijkheden.

Er wordt een contract aangeboden voor de duur van het project.

Er wordt een wervingsreserve aangelegd die twee jaar geldig zal blijven vanaf het afsluiten van het proces-verbaal van de selectieproef en die eventueel verlengbaar is met een jaar.

Als deze uitdaging u aanspreekt en u aan de profielvereisten voldoet, stuur dan uw kandidatuur met *curriculum vitae* en een kopie van uw diploma naar Jos Vandeputte, provinciegriffier, Diestsesteenweg 52, te 3010 Leuven, ten laatste op 1 maart 1999 (de postdatum geldt als bewijs).

Info : tel. : 016/26 77 57, Arabelle Goeleven, E-mail. agoeleve@VL-brabant.be. (3297)

Universiteit Gent

Administratief en technisch personeel — Vacante betrekkingen

De Universiteit Gent organiseert weldra wervingsexamens voor onderstaande vacante vaste betrekkingen.

99/DR04L/11 - Eén vaste, voltijdse betrekking in graad 11 als coördinator van de financiële dienst.

Functie-eisen :

een academisch diploma van de tweede cyclus (licentiaat, burgerlijk ingenieur, ...);

kennis van boekhouding, van het opmaken van begroting en rekeningen, van de wetgeving inzake de universiteiten van de Vlaamse Gemeenschap en inzake de overheidsopdrachten;

een ruime professionele ervaring op het vlak van één of meer van de hiernavolgende domeinen : accountancy, auditing, beheerscontrole, financieel beheer of het gebruik van informatica opgedaan in de privé-sector of in de openbare dienst;

over communicatieve vaardigheden en managementervaring beschikken;

een nuttige kennis van het Frans en het Engels.

Functie-inhoud :

De algemeen coördinator leidt de financiële dienst en geeft daarbij leiding aan de titularissen van de verschillende deelfuncties binnen de financiële dienst, zoals de inkomsten- en uitgavenadministratie en het beheer van de financiële middelen. De algemeen coördinator is verantwoordelijk voor de opmaak van de rekeningen en de administratieve voorbereiding en opvolging van de begroting. Hij draag conceptueel bij tot de organisatie en coördinatie van de verschillende financiële deelfuncties. Hij rapporteert rechtstreeks aan de beheersorganen.

Salarisschaal : 11 (1 226 466-1 979 649).

98/DR03L/10 - Eén vaste, voltijdse betrekking bij de personeelsdienst in graad 10 als verantwoordelijke voor de afdeling personeelsbeleid.

Profiel van de kandidaat :

een academisch diploma van de tweede cyclus (licentiaat, burgerlijk ingenieur, ...);

ervaring in meer dan één toepassingsveld van het personeelsbeleid, hetzij in het effectieve personeelsbeleid, hetzij in de adviesverlening;

sociale vaardigheden door het functioneren binnen een professionele overheidsorganisatie;

kunnen werken binnen een complexe organisatie met inspraakmodel;

zin voor efficiënt werken met procedures.

Inhoud van de functie :

In nauwe samenwerking met de coördinator van de personeelsdienst en de externe personeelsadviseur en ondersteund door een goed functionerende personeelsadministratie, zorgen voor de uitbouw van een nieuwe afdeling personeelsbeleid, in het bijzonder :

stimuleren en ondersteunen van de gewilde verandering in de bedrijfscultuur;

implementeren van geplande en lopende herstructureringen;

op punt stellen en implementeren van de instroom (werving, selectie, introductie);

opvolgen van de doorstroom (evaluatie, carrière, opleiding, functioneringsgesprekken, rotatieprogramma's, verloning);

verzorgen van de uitstroom (ontslagregeling, loopbaanbeëindiging), alles binnen het voor de RUG wettelijk kader.

Salarisschaal : 10 (1 133 219-1 724 984).

99/DR20L/07 - Eén vaste, voltijdse betrekking bij het kabinet van de logistiek beheerder in graad 7 als bestuurssecretaris beheerscontrole.

Profiel van de kandidaat :

academisch diploma van licentiaat in de economische wetenschappen of in de toegepaste economische wetenschappen of een academisch diploma aangevuld met een diploma van een voortgezette academische opleiding in het domein van financieel management of algemeen management;

kennis op gebruikersniveau van tekstverwerking en elektronisch rekenblad.

Inhoud van de functie :

Deze medewerker zal advies verlenen rond de opportuniteit van voorgenomen projecten via het uitvoeren van investeringsbeoordelingen, van efficiëntiestudies, van kostprijsanalyses van interne dienstverleningen, van prestatie-meetsystemen en rapporteringssystemen. Hij zal tevens deelnemen aan de preventieve interne beheerscontrole.

Salarisschaal : 7.1 (849 885-1 310 759).

Algemene beschikkingen voor al deze betrekkingen :

a) Wervingsexamens :

Zij zijn functiegericht, staan op het peil van het niveau en de graad van de vacante betrekking en bestaan uit drie gedeelten :

1° een eerste gedeelte, een schiftingsexamen over functie-relevante kennis; onder de geslaagden wordt een aantal kandidaten tot de tweede proef toegelaten dat beperkt wordt door het hoogste van de drie volgende getallen :

twintig procent van het aantal deelnemers aan de eerste proef; dit getal wordt naar boven afgerond;

het viervoudige van het aantal te begeven betrekkingen;

de eerste twintig geslaagde kandidaten.

Indien er zich ten hoogste twintig kandidaten aandienen, mag de betrekking begeven worden na een examen dat enkel loopt over het tweede en derde gedeelte;

2° een schriftelijke gedeelte dat tot doel heeft de vaardigheden tot schriftelijke communicatie te evalueren; de examencommissie bepaalt wie in de tweede proef geslaagd is en tot de derde proef wordt toegelaten;

3° een gedeelte bestaande uit een aangepaste proef die tot doel heeft na te gaan of het profiel van de kandidaat overeenstemt met de specifieke vereiste van de functie. De examencommissie bepaalt wie geslaagd is in de derde proef.

b) Salarisschaal : de wedden worden thans uitbetaald aan 119,51 %.

c) Lichamelijke geschiktheid :

De kandidaten moeten lichamelijk geschikt bevonden worden in een geneeskundig onderzoek bij de Universitaire Gezondheidsdienst.

d) De kandidaten moeten het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten en de mannelijke kandidaten moeten voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

e) Indiening kandidaturen :

Zij moeten per aangetekend schrijven gericht worden aan de Universiteit Gent, personeelsdienst, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk tegen 8 maart 1999.

Bij de sollicitatie moet een *curriculum vitae* en een kopie van het vereiste diploma gevoegd worden.

f) Bijkomende inlichtingen over de selectieproeven kunnen opgevraagd worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, tel. : 09/264 30 52, 09/264 30 53, 09/264 30 97, 09/264 30 98 en 09/264 30 54. (3298)

Economische Hogeschool Sint-Aloysius Brussel

Vacature voltijds assistent
voor de Coördinatiegroep fiscale wetenschappen

Taakinhoud :

voorbereiding en begeleiding van praktische oefeningen in fiscaal recht;

verrichten van onderzoeksactiviteiten in het domein van de fiscaliteit;

begeleiden van projectwerk en eindverhandeling m.b.t. fiscaal recht;

ondersteuning bieden t.b.v. de coördinatiegroep.

Profiel :

in het bezit zijn van het diploma van licentiaat TEW of handelswetenschappen, of een diploma van licentiaat in de rechten;

in het bezit zijn van een aggregaatsdiploma;

een fiscale opleiding gevolgd hebben, ofwel in de afstudeerrichting fiscale wetenschappen, ofwel in een bijkomende fiscale opleiding (b.v. grauaat in de fiscale wetenschappen).

Beschikbaarheid en statuut :

beschikbaarheid voor de hogeschool overeenkomstig de gangbare arbeidsduurregeling (38 uur per week voor een voltijdse betrekking);

inschaling in het onderwijzend kader als assistent met ingang van 1 april 1999;

contract voor een tweejarige aanstelling overeenkomstig de decretale bepalingen, geldelijke anciënniteit in functie van eventuele bewezen nuttige beroepservaring;

tijdelijk statuut overeenkomstig de rechtspositieregeling van het personeel van de hogescholen.

Kandidaatstelling :

Geïnteresseerde kandidaten dienen een eigenhandig geschreven sollicitatiebrief en een uitgebreid *curriculum vitae* (op het daartoe bestemde sollicitatieformulier) te bezorgen aan de dienst personeel en planning, lokaal 5116, Stormstraat 2, 1000 Brussel, vóór 15 maart 1999.

Het sollicitatieformulier en bijkomende inlichtingen zijn te verkrijgen op de dienst personeel en planning, tel. : 02/210 13 16, fax : 02/210 13 04. (3299)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements
Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek**

*Infractions liées à l'état de faillite
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement*

Cour d'appel de Bruxelles

De l'arrêt rendu, contradictoire, par la cour d'appel de Bruxelles, chambre correctionnelle, en date du 15 mai 1998,

il appert que les nommés :

1. Samson, Harry, administrateur de société, né à Amsterdam (Pays-Bas) le 12 octobre 1939, inscrit à Anderlecht, drève Soetkin 46A, de nationalité néerlandaise;

2. Samson, Eddy, industriel, né à Amsterdam (Pays-Bas) le 30 juin 1938, résidant à Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Rosée 10, de nationalité néerlandaise;

le premier (Samson, Harry), étant administrateur délégué et le deuxième (Samson, Eddy), general manager de la société Samson Computer Supplies S.A., dont le siège social est établi à 1190 Bruxelles, avenue Général Dumonceau 62, société commerciale faillie déclarée telle par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, rendu le 17 février 1992 (R.C. Bruxelles 345329),

ont été condamnés à :

le premier et le deuxième à :

A limité + B réunies :

un emprisonnement de vingt mois, avec un sursis simple de cinq ans;

une amende de cinq cents francs portée à 45 000 francs ou deux mois,

du chef de :

dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, entre le 16 novembre 1991 et le 18 février 1992,

comme auteur ou coauteur,

A lim. : banqueroute frauduleuse

B : banqueroute simple.

La cour ordonne la publication du présent arrêt par extrait dans le *Moniteur belge*, et ce aux frais des condamnés.

Pourvois en cassation par Samson, Eddy, et Samson, Harry.

Pourvois en cassation rejetés le 20 janvier 1999.

Cet arrêt est coulé en force de chose jugée au pénal.

Bruxelles, le 29 janvier 1999.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signé) Van Muylem, M. (3300)

Hof van beroep te Antwerpen

Uit het arrest, op tegenspraak, uitgesproken door het hof van beroep, zevende correctionele kamer, zitting houdende te Antwerpen, op 29 januari 1997, blijkt dat :

nr. 171 : Jansen, Jacobus André, houthandelaar, geboren te Lommel op 30 september 1948, wonende te Lommel, Kerkhovensesteenweg 18,

veroordeeld is tot :

voor de vermengde feiten A.2, zoals beperkt, en B.2 :

een hoofdgevangenisstraf van twaalf maanden met uitstel drie jaar voor een gedeelte van negen maanden;

een geldboete van 200 frank × 150 = 30 000 frank of één maand;

terugkeer in de massa van de schuldeisers van alle bedrieglijk weggenomen goederen, rechten of rechtsvorderingen, in casu de ontdragen houtvoorraad;

uit hoofde van :

te Lommel, vanaf minstens 1 september 1990 tot 24 februari 1994,

als natuurlijk persoon, handelaar, H.R. Hasselt 49604,

A.2 : zoals beperkt : bedrieglijke bankbreuk;

B.2 : eenvoudige bankbreuk.

Het hof beveelt de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Antwerpen, 9 februari 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. Geysmans. (3301)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 5 février 1999, Mme Vanderlinden, Carole, mariée, née le 22 avril 1957, domiciliée à 1170 Bruxelles, avenue des Archiducs 1, bte 6, a été déclarée incapable de gérer ses biens et pourvue d'un administrateur provisoire de ses biens, étant : Mme Vanderlinden, Ann-Béatrice, employée, domiciliée à 1170 Bruxelles, avenue des Archiducs 4.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Van Laer, M. (60910)

Justice de paix du premier canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi en date du 5 février 1999, le nommé Vos, Christian, né à Charleroi le 19 mars 1960, domicilié à 6000 Charleroi, route de Mons 29, bte 26, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Ignace, Odette, avocat, dont le cabinet est sis à 6061 Charleroi, rue Monin 10.

Charleroi, le 12 février 1999.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Franz Balle-riaux. (60911)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Evêque

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Evêque en date du 28 janvier 1999, le nommé Delhez, Jean-Claude, né à Goutroux le 24 octobre 1951, domicilié à 6150 Anderlues, rue de la Rocaille 39, résidant actuellement C.H.U. de Charleroi, chambre 310, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Halbreçq, Jean, avocat, domicilié rue de l'Abbaye 26, à 6540 Lobbes.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Fabienne Bastien. (60912)

Justice de paix du canton de Huy

Suite à la requête déposée le 25 janvier 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy rendue le 8 février 1999, Mme Deloge, Eva, née le 30 avril 1906 à Ramelot, célibataire, domiciliée rue du Village 53, à 4557 Ramelot, résidant rue de la Gendarmerie 74, à 4550 Nandrin, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Deloge, Anne-Marie, née le 30 avril 1945 à Abée, sans profession, domiciliée rue de la Gendarmerie 74, à 4550 Nandrin.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien, Liliane. (60913)

Justice de paix du canton de La Louvière

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de La Louvière en date du 2 février 1999, le nommé Ghislain, Lucien Eugène, célibataire, né à Roubaix (France) le 9 août 1922, domicilié à Haine-Saint-Paul, rue Georges Wasterlain 5, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Busez, Jean-Jacques, avocat, domicilié à 7100 La Louvière, rue des Rentiers 100.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marie-Paule Malengrez. (60914)

Par ordonnance du M. le juge de paix du canton de La Louvière en date du 9 février 1999, la nommée Zanor, Giovanna, veuve Sabbadini, Mario, née à Moruzzo (Italie) le 24 août 1915, domiciliée à Haine-Saint-Paul, chaussée de Mons 359, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Pollaert, Carine, avocate, domiciliée à 7100 La Louvière, rue Milcamps 24.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marie-Paule Malengrez. (60915)

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du 11 février 1999 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Colart, Claudine, née à Aiseau le 10 août 1959, domiciliée à Auvelais, ruelle Evraux 17, résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, Hôpital du Beau Vallon, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Charlier, Michel, électricien, domicilié à Auvelais, ruelle Evraux 17.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (60916)

Par ordonnance du 11 février 1999 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Jaupin, Aimée, née à Namur le 4 avril 1924, domiciliée à 5100 Jambes, chaussée de Liège 1, résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, avenue de la Closière 2, Home La Closière, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Clerin, Bruno, avocat, domicilié à 5100 Jambes, boulevard de la Meuse 65.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (60917)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur en date du 10 février 1999, la nommée Thomas, Paulette, épouse Darimont, Marcel, née à Hensies le 12 mars 1926, domiciliée à 5100 Jambes, avenue du Petit Sart 62, résidant au CMS « Les Chardonnerets », rue de Dave 163, à 5100 Jambes, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Marcel Darimont, retraité, domicilié à 5100 Jambes, avenue du Petit Sart 62.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Gregoire. (60918)

Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies en date du 27 janvier 1999, sur requête déposée au greffe le 13 janvier 1999, la nommée Francard, Simone, veuve de Larcin, Marcel, née à Saint-Servais le 21 octobre 1937, résidant actuellement à 7090 Braine-le-Comte, CHR de la Haute Senne, avenue de la Houssière 78, étant domiciliée à 7060 Soignies, rue des Trois Planches 33, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de son fils : M. Larcin, Thierry, domicilié à 1190 Forest, avenue du Globe 41, bte 7.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (60919)

Justice de paix du canton de Stavelot

Par ordonnance du juge de paix du canton de Stavelot rendue le 10 février 1999, M. Mourmanne, Bruno, né à Rumes le 1^{er} septembre 1958, domicilié Naze 2, à 4987 Stoumont (Lorcé), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Xavier Baus, avocat, rue Beekman 14, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grogna, Christiane. (60920)

Justice de paix du canton de Thuin

Par ordonnance du juge de paix du canton de Thuin en date du 8 février 1999, le nommé Gouttière, Emile, né à Yves-Gomezée le 26 janvier 1963, domicilié à 6511 Beaumont (Strée), rue de Thirimont 17, a été déclaré incapable de gérer ses biens, et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, domicilié à 6530 Thuin, place Albert 1^{er} 6, acceptation de la mission le 12 février 1999.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Agnès Mathieu. (60921)

Justice de paix du canton de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton en date du 10 février 1999, la nommée Geoffroy, Cindy, étudiante, célibataire, née à Saint-Mard le 19 avril 1980, domiciliée à Virton, rue Porte de France 5, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Roland Leprince, assistant social, domicilié à Virton, avenue Bouvier 107.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry. (60922)

Justice de paix du canton de Wellin

Suite à la requête déposée le 6 novembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Wellin rendue le 26 janvier 1999, Mme Lambilotte, Stéphanie, née à Ans le 8 novembre 1913, domiciliée rue du Congo 42, à 5580 Rochefort, mais résidant au Val des Seniors, à 6921 Chanly, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Henrotin, Marie-Thérèse, épouse Maillen, J.P., agricultrice, domiciliée allée Saint-Jacques, à 5377 Waillet.

Pour extrait conforme : la greffière adjointe déléguée, (signé) Dethier, Danièle. (60923)

Vrederecht van het kanton Berchem-Antwerpen

De beschikking d.d. 11 februari 1999 verklaart Verhulst, Maria, geboren te Zwijndrecht op 10 januari 1913, gepensioneerde, weduwe, wonende te 2600 Berchem (Antwerpen), Fruithoflaan 6, bus 6, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : De Loose, Jos, notaris, kantoorhoudende te 2050 Antwerpen, A. Verhoevenlaan 3.

Berchem (Antwerpen), 11 februari 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Jaspers, Arthur. (60924)

Vrederecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 5 februari 1999 heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Berton, Rachel Catharina Caroline, weduwe van Braem, Robrecht, geboren te Brugge op 24 februari 1910, wonende te 8000 Brugge, Gulden Vlieslaan 32, bus 1a, verblijvende in het A.Z. Sint-Jan, Ruddershove 10 (V.E. 225, kamer 2262), te 8000 Brugge, niet in staat is zelf haar goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder : Braem, Filip, geboren te Brugge op 21 december 1954, gerechtelijk commissaris, wonende te 8200 Sint-Andries, Hovenierslanden 4, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 12 februari 1999.

De hoofdgriffier, Marechal, Jozef. (60925)

Bij beschikking van 5 februari 1999 heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Peuteman, Yvonne, geboren op 2 juli 1909, gepensioneerde, weduwe, wonende in het R.V.T. « De Branding », te 8420 De Haan (Wenduine), Koninklijke Baan 90, niet in staat is zelf haar goederen te beheren, en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder : Persyn, Denise, weduwe van Vandenbruaene, André, geboren te Brugge op 29 juni 1928, gepensioneerde, wonende te 8420 De Haan, Leopold II-laan 15/2, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 12 februari 1999.

De hoofdgriffier, Marechal, Jozef. (60926)

Vrederecht van het kanton Lokeren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lokeren, verleend op 10 februari 1999, werd De Neef, Roger, wonende en verblijvende te 9160 Lokeren, Hof ter Engelen, Polderstraat 4, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Luc De Block, advocaat te 9160 Lokeren, Antwerpsesteenweg 20.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Christine Ras-schaert. (60927)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 11 februari 1999, werd De Keersmaeker, Agnes, wonende en verblijvende in het Rustoord Sint-Jozef, Zandstraat 33, te 9170 Sint-Pauwels, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vermeulen, Maria, wonende te 9150 Rupelmonde, G. De Cremerstraat 158.

Sint-Niklaas, 11 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (60928)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 11 februari 1999, werd Heirman, William, geboren te Beveren op 29 juli 1959, wonende te 9120 Melsele, Schoolstraat 24, verblijvende in de Psychiatrische Instelling Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 11 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (60928)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 28 januari 1999, werd Swijssen, Bart, geboren te Sint-Truiden op 18 oktober 1971, wonende te 3800 Sint-Truiden, Brustem-Dorp 52, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Radoes, Ghislaine, huisvrouw, wonende te 3800 Sint-Truiden, Brustem-Dorp 52.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 15 januari 1999.

Sint-Truiden, 29 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Marina Derwael. (60930)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 3 februari 1999, werd Elsen, Cyrillus, geboren te Heusden op 13 oktober 1912, wonende te 3530 Houthalen-Helchteren, Lillo Steenweg 70, verblijvende te PC Ziekeren, Halmaalweg 2, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Berghs, Hubert, advocaat, kantoorhoudende te 3500 Hasselt, Guffenslaan 84.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 19 januari 1999.

Sint-Truiden, 4 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60931)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 28 januari 1999, werd Vincent, Luciane, geboren te Hasselt op 1 december 1938, wonende te 3800 Sint-Truiden, Melverencentrum 111, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van Den Wouwer, Anita, advocaat, te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 30.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 8 januari 1999.

Sint-Truiden, 11 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60932)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Leuze

Par ordonnance du juge de paix du canton de Leuze, rendue le 12 février 1999, il a été mis fin au mandat de Me Martine Vloebergs, avocate, dont le cabinet est sis à 7500 Tournai, rue Rogier 45, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Vannieuwenhove, Odette, née à Ellignies-Sainte-Anne le 25 juillet 1929, en son vivant domiciliée à Leuze-en-Hainaut (section Willaupuis), rue du Roi Chevalier 1.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Delbecq, Jean-Claude. (60933)

Vrederecht van het eerste kanton Antwerpen

De vrederechter, voornoemd, rechtdoende op tegenspraak, verklaart Sheila De Cock opnieuw in staat zelf haar goederen te beheren vanaf heden, zodat de beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, op 11 september 1998 (rolnummer R.V. 3488 - Rep.R. 2229, en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 24 september 1998, blz. 31352), ophoudt uitwerking te hebben en er met ingang van heden een einde komt aan de opdracht als voorlopig bewindvoerder van Marc Gross, voornoemd.

De griffier, (get.) G. Braeken.

De vrederechter, (get.) W. Van den Brande. (60934)

Vrederecht van het kanton Lokeren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lokeren, verleend op 10 februari 1999, werd de aanstelling voorlopig bewindvoerder van Goossens, Wilbert, d.d. 29 mei 1998 (gepubliceerd *Belgisch Staatsblad* 6 juni 1998) over Goossens, Frans, ambtshalve opgeheven gezien voormelde Goossens, Frans, overleden is te Lokeren op 7 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Christine Raschaert. (60935)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 11 februari 1999, werd Smeets, Marie, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-sstraat 9, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden op 25 augustus 1993 (rolnummer 6381.93-Rep.R. 1951.93) tot voorlopige bewindvoerder over Paques, Marie, geboren te Halmaal op 13 december 1913, in leven gedomicilieerd in het RVT Sint-Jozef, 3800 Sint-Truiden, Diestersteenweg 100, ontslagen van haar opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Sint-Truiden op 10 januari 1999.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 21 januari 1999.

Sint-Truiden, 12 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60936)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Barvaux

Suite à la requête déposée le 4 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Barvaux, rendue le 4 février 1999, la nommée Mme Maturin, Andrée Georgette, née le 5 août 1937 à Charleroi, veuve, domiciliée Oudler 86, 4780 Saint-Vith, a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire (en remplacement de Me Francis Gouverneur, désigné par ordonnance du 18 juin 1996), étant: M. Zians, Guido, avocat, dont le cabinet est établi Heckingstrasse 10, 4780 Saint-Vith.

Pour extrait conforme: le greffier en chef délégué, (signé) Leruth, Corine. (60937)

Justice de paix du canton de Chimay

Par son ordonnance du 12 février 1999, M. le juge de paix du canton de Chimay a désigné Me Rita Monnard, avocat à Momignies (Macquenoise), Forge Gérard 4, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Mathieu, Angèle Elisabeth, veuve Edgard Thomas, née à Macon le 13 juillet 1916, domiciliée à Momignies (Seloignes), résidence « Le Liberty », rue du Château d'Eau 8, déclarée hors d'état de gérer ses biens par ordonnance du 11 mars 1998, et ce, en remplacement de M. Pascal Cornet.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Mireille Dubail. (60938)

Vrederecht van het derde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 3 februari 1999, kreeg Van den Berg, Maria, geboren te Antwerpen-Hoboken op 5 juni 1933, wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Windmolenstraat 67, toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder: Van Geet, Katelijne, advocaat, wonende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19, en dit in vervanging van de heer Van den Berg, Remi, wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Windmolenstraat 67, aangesteld als voorlopige bewindvoerder bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, van 14 juli 1993, aan wiens opdracht een einde werd gesteld, en dit op datum van 3 februari 1999.

Antwerpen, 12 februari 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Roger Wouters. (60939)

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Bij vonnis van de twintigste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, gewezen op 9 februari 1999, werd Mr. De Schrijver, Willy, advocaat met kantoor te 1790 Affligem, Petterstraat 12, aangeduid als voorlopig bewindvoerder van Mevr. Aelbrecht, Jeannine, geboren op 22 juni 1925, gedomicilieerd te 1790 Affligem (Teralfene), Coucklaan 8, en dit in vervanging van haar zoon, Bart Couck, Kattestraat 87, te 9473 Welle, die hiertoe aangesteld werd bij beschikking gewezen op 27 juni 1990, door de vrederechter van het kanton Asse (A.R. nr. 4652; Rep. nr. 1216).

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) I. De Decker. (60940)

Vrederechter van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 12 februari 1999, werd Van Regemorter, Leontine, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 31 maart 1993 (R.V. 3247-Rep.R. 1356/93) tot voorlopig bewindvoerder over Verstraeten, Magdalena, geboren te Schriek op 16 juli 1923, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 april 1993, blz. 7562 en onder nr. 6254), met ingang van heden ontslagen van haar opdracht.

De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Van den Plas, Christel, met kantoor te 2500 Lier, Guldensporenlaan 136.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Schyvaerts, Simonne. (60941)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 11 februari 1999, werd De Clercq, Sandra, wonende te 2800 Mechelen, Nonnenstraat 22, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 16 september 1997 (R.V. 97B448-Rep.R. 3942) tot voorlopig bewindvoerder over Rijmenants, Justina, geboren te Berlaar op 5 juni 1907, wettelijk gedomicilieerd en verblijvende in het Rusthuis Sint-Augustinus, Legrellestraat 39, te 2590 Berlaar (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 september 1997, blz. 25352 en onder nr. 5564), met ingang van 1 maart 1999 ontslagen van haar opdracht.

De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Van den Plas, Christel, met kantoor te 2500 Lier, Guldensporenlaan 136.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Schyvaerts, Simonne. (60942)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 12 februari 1999, werd Van Regemorter, Leontine, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 31 maart 1993 (R.V. 3217-Rep.R. 1326/93) tot voorlopig bewindvoerder over Prinsen, Josephina, geboren te Tongerlo op 9 juli 1929, wonende te 2260 Oevel, Voorsteinde 1, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 april 1993, blz. 7559 en onder nr. 6223), met ingang van heden ontslagen van haar opdracht.

De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Wuyts, Hilde, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Moeyersoms, Maria. (60943)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 12 februari 1999, werd Van Regemorter, Leontine, wonende te 2530 Boechout, Heerbaan 12, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 10 juli 1997 (R.V. 97B390-Rep.R. 3211) tot voorlopig bewindvoerder over De Prins, Ida, geboren

te Willebroek op 29 oktober 1960, wonende te 2850 Boom, Kerkstraat 57/1, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 1997, blz. 19139 en onder nr. 6712), met ingang van heden ontslagen van haar opdracht.

De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Wuyts, Hilde, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Schyvaerts, Simonne. (60944)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 12 februari 1999, werd Van Regemorter, Leontine, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 31 maart 1993 (R.V. 3276-Rep.R. 1385/93) tot voorlopig bewindvoerder over Wybouw, Marguerite, geboren te Vilvoorde op 26 maart 1934, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 april 1993, blz. 7566 en onder nr. 6283), met ingang van heden ontslagen van haar opdracht.

De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Wuyts, Hilde, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Moeyersoms, Maria. (60945)

Vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 11 februari 1999, werd de aanwijzing van D'Hollander, Martine, wonende te 9170 Sint-Gillis-Waas, Tybaartstraat 45, tot voorlopige bewindvoerder over de genaamde : Maes, Marie-José, geboren te Berchem op 8 juli 1955, wonende te 9170 Sint-Pauwels, Prins Filiplaan 20, bepaald in onze beschikking d.d. 28 januari 1999, opgeheven en werd aangesteld als voorlopige bewindvoerder over de beschermde persoon : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 11 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (60946)

Rechtbank van koophandel te kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 28 januari 1999, werd Schoemans, Erik, wonende Muntstraat 17, 3990 Peer, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, op 20 augustus 1998 (rolnummer 98B9524-Rep.R. 2854.98) tot voorlopige bewindvoerder over : Cosemans, Leon, geboren te Faverges (Frankrijk) op 8 september 1926, Seniorencentrum « De Akker », 3800 Sint-Truiden, Montenakenweg 51/A, met ingang van heden ontslagen van zijn opdracht.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon : Nagels-Coune, Trudo, advocaat, te 3800 Sint-Truiden, Terbiest 83.

Sint-Truiden, 28 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Derwael, Marina. (60947)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

—
Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

—
Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 99-238 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 12 février 1999, Mme Lucki, Renée, née à Ixelles le 14 janvier 1937, domiciliée à 1180 Bruxelles, rue Marie Depage 24, a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Chuderland, Chana Blima, né à Varsovie (Pologne) le 1^{er} octobre 1916, de son vivant domicilié à Ixelles, avenue Franklin Roosevelt 113, et décédé le 4 février 1999 à Woluwe-Saint-Lambert.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Possoz, Luc, notaire à 1000 Bruxelles, rue du Commerce 124/1.

Bruxelles, le 12 février 1999.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (3302)

—
Tribunal de première instance de Liège

Suivant acte n° 99-142, répertoire n° 99-421, passé l'an mil neuf cent nonante-neuf, le onze février, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu: Haesevoets, Patrick, né à Ougrée le 22 septembre 1961, domicilié à Nandrin, rue des Martyrs 13, agissant en sa qualité de père et tuteur légal de son enfant mineur d'âge: Haesevoets, Stéphanie, née à Liège le 1^{er} décembre 1987, domicilié avec le père, et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant M. le juge de paix du canton de Grivegnée en date du 2 février 1999, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Cornely, Adèle Albertine Johanna, née à Saint-Vith le 24 avril 1931, de son vivant domiciliée à Liège, rue Natalis 17, et décédée le 6 novembre 1998 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Delième, Alain, notaire à Chênée, rue Neuve 6.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Diederens. (3303)

Suivant acte n° 99-141, répertoire n° 99-420, passé l'an mil neuf cent nonante-neuf, le onze février, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu: Haesevoets, Patrick, né à Ougrée le 22 septembre 1961, domicilié à Nandrin, rue des Martyrs 13, agissant en sa qualité de père et tuteur légal de son enfant mineur d'âge: Haesevoets, Stéphanie, née à Liège le 1^{er} décembre 1987, domicilié avec le père, et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant M. le juge de paix du canton de Grivegnée en date du 28 juillet 1998, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Goudman, Yolande Charline Adèle Jean, née à Awans le 10 décembre 1959, de son vivant domiciliée à Grivegnée (Liège), rue Bonne Femme 48, et décédée le 23 mai 1998 à Seraing.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Delième, Alain, notaire à Chênée, rue Neuve 6.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Diederens. (3304)

—
Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 12 februari 1999, heeft Degeyter, Maria Peter Rudolf, geboren te Wilrijk op 5 januari 1961, wonende te 2222 Heist-op-den-Berg (Itegem), Schoolstraat 20,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Groot, Frank Lodewijk Rudolf, geboren te Gent op 2 april 1935, in leven laatst wonende te 2018 Antwerpen-1, Karel-Oomsstraat 43, en overleden te Edegem op 3 januari 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Ward Van de Poel, Hoogstraat 86, te 2580 Putte (Beerzel).

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgename gekozen woonplaats.

Antwerpen, 12 februari 1999.

De griffier, (get.) N. Vermeylen. (3305)

—
Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 12 februari 1999, heeft Bogaert, Marc, notaris met standplaats te 2440 Geel, Pas 264;

handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Vanhoorne, Lucien Marcel, geboren te Oostende op 27 juli 1931, wonende te Geel, Pas 200, hiertoe aangewezen bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, d.d. 3 december 1992;

handelende ingevolge machtiging hem verleend, en dit in toepassing van artikel 488bis, f, par. 3e, van het Burgerlijk Wetboek, door de vrederechter van het kanton Mol, zetelende in raadkamer, ingevolge beschikking d.d. 5 januari 1999,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vanhoorne, Remi Roland, geboren te Oostende op 27 mei 1933, in leven laatst wonende te 2440 Geel, Pas 200, en overleden te Geel op 21 september 1993.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op zijn kantoor te 2440 Geel, Pas 264.

Turnhout, 12 februari 1999.

De griffier, (get.) W. Van der Veken. (3306)

Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Volgens akte nr. 99/39, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 12 februari 1999, heeft Mr. Greet Torrekens, advocaat te 1702 Groot-Bijgaarden, Brusselstraat 96, handelend als gevolmachtigde van :

1. Marin, Carine Denise Lysiane G., geboren te Elsene op 10 september 1970, wonende te 1130 Brussel, Beemdgrachtstraat 14;

2. Legros, Chantal Alice Ghislaine, geboren te Elsene op 28 december 1950, wonende te 1050 Brussel, rue des Champs Elysées 70, handelend in haar hoedanigheid van ouder en wettelijke voogd over de goederen van haar minderjarig kind : Marin, Valérie Fabienne Laetitia Carine, geboren te Elsene op 20 juli 1981, wonende te 1130 Brussel, Beemdgrachtstraat 14;

de nalatenschap van wijlen Marin, Sergio, geboren te Camposampiero (Italië) op 6 oktober 1948, in leven laatst wonende te 3050 Oud-Heverlee, Kleinstraat 30/A/13, en overleden te Ganshoren op 30 november 1998;

aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving op naam van Carine en Valérie Marin.

Woonstkeuze wordt gedaan ten kantore van notaris Erik Struyf, Richard Neyberghbaan 41-43, te 1020 Brussel.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Brussel, 12 februari 1999.

(Get.) E. Struyf, notaris. (3307)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 februari 1999 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de B.V.B.A. Equus Belgium, met maatschap-
pelijke zetel te 1780 Wemmel, Sint-Rochusplein 7, H.R. Brussel 614994,
BTW 457.491.788, handelsactiviteit : groothandel meubileringsstoffen.

Curator : Mr. Nadine Mollekens, met kantoor te 1600 Sint-Pieters-
Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bus 2.1.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtsgedebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.
(Pro deo) (3308)

Bij vonnis d.d. 9 februari 1999 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de B.V.B.A. Angelo Decorations Belgium,
met maatschappelijke zetel te 1780 Wemmel, Sint-Rochusplein 7,
H.R. Brussel 434212, BTW 421.631.482, handelsactiviteit : decoratie-
materialen (gordijnen).

Curator : Mr. Nadine Mollekens, met kantoor te 1600 Sint-Pieters-
Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bus 2.1.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtsgedebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.
(Pro deo) (3309)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 février 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la
faillite de la S.A. Squalé Diffusion, ayant son siège social à
1030 Bruxelles, rue Emile Wittmann 46, R.C. Bruxelles 502573,
T.V.A. 432.916.245, activité commerciale principale : service adminis-
tratif.

Juge-commissaire : M. André Servais.

Curateur : Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187,
1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de
Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Rosine Périer. (3310)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 februari 1999 werd geopend verklaard, op aangifte,
het faillissement van de N.V. Squalé Diffusion, met maatschappelijke
zetel te 1030 Brussel, Wittmannstraat 46, H.R. Brussel 502573,
BTW 432.916.245, voornaamste handelsactiviteit : administratieve
dienst.

Rechter-commissaris : de heer André Servais.

Curator : Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtsgedebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van
koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Rosine Périer. (3310)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 février 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la
faillite de la S.P.R.L. KD Trading, ayant son siège social à 1210 Saint-
Joost-ten-Node, rue Bemmél 6, R.C. Bruxelles 595815,
T.V.A. 456.171.895, activité commercial : délicatesses.

Curateur : Me Nadine Mollekens, ayant son cabinet à 1600 Sint-
Pieters-Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bte 2.1.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) N. Mollekens.

(Pro deo) (3311)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 februari 1999 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de B.V.B.A. KD Trading, met maatschappe-
lijke zetel te 1210 Sint-Joost-ten-Node, Bemmelstraat 6,
H.R. Brussel 595815, BTW 456.171.895, handelsactiviteit : delicatessen.

Curator : Mr. Nadine Mollekens, met kantoor te 1600 Sint-Pieters-
Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bus 2.1.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.
(Pro deo) (3311)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la C.V. Labyed, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, avenue
Maurice Lemonnier 140, R.C. Bruxelles 560173, T.V.A. 440.860.050,
activité commercial : agence de voyages.

Curateur : Me Nadine Mollekens, ayant son cabinet à 1600 Sint-
Pieters-Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bte 2.1.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) N. Mollekens.
(Pro deo) (3312)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaar-
ding, het faillissement van de C.V. Labyed, met maatschappelijke zetel
te 1000 Brussel, Maurice Lemonnierlaan 140, H.R. Brussel 560173,
BTW 440.860.050, handelsactiviteit : reisagentschap.

Curator : Mr. Nadine Mollekens, met kantoor te 1600 Sint-Pieters-
Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bus 2.1.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.
(Pro deo) (3312)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la S.P.R.L. Europe Import-Export Trading, ayant son siège
social à 1030 Schaarbeek, avenue Rogier 1, R.C. Bruxelles 613447,
T.V.A. 460.659.433, activité commercial : import-export.

Curateur : Me Nadine Mollekens, ayant son cabinet à 1600 Sint-
Pieters-Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bte 2.1.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) N. Mollekens.
(Pro deo) (3313)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaar-
ding, het faillissement van de B.V.B.A. Europe Import-Export Trading,
met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Rogierlaan 1,
H.R. Brussel 613447, BTW 460.659.433, handelsactiviteit : import-
export.

Curator : Mr. Nadine Mollekens, met kantoor te 1600 Sint-Pieters-
Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bus 2.1.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.
(Pro deo) (3313)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la C.V. Babsky, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, avenue
Maurice Lemonnier 207, T.V.A. 433.040.068, activité commercial :
marketing.

Curateur : Me Nadine Mollekens, ayant son cabinet à 1600 Sint-
Pieters-Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bte 2.1.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) N. Mollekens.
(Pro deo) (3314)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaar-
ding, het faillissement van de C.V. Babsky, met maatschappelijke zetel
te 1000 Brussel, Maurice Lemonnierlaan 207, BTW 433.040.068, handels-
activiteit : marketing.

Curator : Mr. Nadine Mollekens, met kantoor te 1600 Sint-Pieters-
Leeuw, V. Nonnemanstraat 56, bus 2.1.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.
(Pro deo) (3314)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 février 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société anonyme Teewitt, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, rue Capouillet 9, R.C. Bruxelles 555144, T.V.A. 446.184.459.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Uccle.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3315)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 februari 1999 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de N.V. Teewitt, met maatschappelijke zetel
te 1060 Sint-Gillis, Capouilletstraat 9, H.R. Brussel 555144,
BTW 446.184.459.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14,
1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3315)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la société privée à responsabilité limitée Soccer Team, dont le
siège social est établi à 1083 Ganshoren, rue de l'Eglise
Saint-Martin 140, R.C. Bruxelles 588380, T.V.A. 453.848.746.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14,
1180 Uccle.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3316)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaar-
ding, het faillissement van de B.V.B.A. Soccer Team, met maatschappe-
lijke zetel te 1083 Ganshoren, Sint-Martinuskerkstraat 140,
H.R. Brussel 588380, BTW 453.848.746.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14,
1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3316)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 février 1999 a été déclarée ouverte la faillite de la
S.P.R.L. Manilles & Manies, rue Ulens 88, 1080 Bruxelles,
R.C. Bruxelles 544257, T.V.A. 443.732.428.

Juge-commissaire : M. Gilson.

Curateur : Me Philippe Van de Velde-Malbranche, avenue Adolphe
Wansart 8, bte 4-8-9, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Van de
Velde-Malbranche.

(3317)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 februari 1999 werd geopend verklaard het faillite-
ment van de B.V.B.A. Manilles & Manies, Ulensstraat 88,
1080 Brussel, H.R. Brussel 544257, BTW 443.732.428.

Rechter-commissaris : de heer Gilson.

Curator : Mr. Philippe Van de Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8,
bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P. Van de Velde-
Malbranche.

(3317)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 février 1999 a été déclarée ouverte la faillite de la
S.P.R.L. Braun Fax Paper, rue Kessels 14, 1030 Bruxelles,
R.C. Bruxelles 530105, T.V.A. 440.073.063.

Juge-commissaire : M. Gilson.

Curateur : Me Philippe Van de Velde-Malbranche, avenue Adolphe
Wansart 8, bte 4-8-9, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Van de
Velde-Malbranche.

(3318)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 februari 1999 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Braun Fax Paper, Kesselstraat 14, 1030 Brussel, H.R. Brussel 530105, BTW 440.073.063.

Rechter-commissaris : de heer Gilson.

Curator : Mr. Philippe Van de Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (3318)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 février 1999 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Broadcast Tapes & Machines B.T.M., clos du Chemin Creux 6c, 1030 Bruxelles, R.C. Bruxelles 579999, T.V.A. 452.381.472.

Juge-commissaire : M. Gilson.

Curateur : Me Philippe Van de Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Van de Velde-Malbranche. (3319)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 februari 1999 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Broadcast Tapes & Machines B.T.M., Holleweg-gaarde 6c, 1030 Brussel, H.R. Brussel 579999, BTW 452.381.472.

Rechter-commissaris : de heer Gilson.

Curator : Mr. Philippe Van de Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (3319)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 février 1999 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Defi Commun, rue Royale 35, 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 574921, T.V.A. 451.112.653.

Juge-commissaire : M. Gilson.

Curateur : Me Philippe Van de Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (3320)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 februari 1999 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Defi Commun, Koningsstraat 35, 1000 Brussel, H.R. Brussel 574921, BTW 451.112.653.

Rechter-commissaris : de heer Gilson.

Curator : Mr. Philippe Van de Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (3320)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 février 1999 de la sixième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a été clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Luc Auto, dont le siège social est établi à 1140 Bruxelles, chaussée de Haecht 1192, R.C. Bruxelles 604640, T.V.A. 458.114.964.

La faillie n'est pas excusable.

Le curateur : (signé) F. Hanssens-Ensch, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17. (Pro deo) (3321)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 4 februari 1999 van de zesde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Luc Auto, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1140 Brussel, Haachtsesteenweg 1192, gesloten verklaard bij gebreke aan actief, H.R. Brussel 604640, BTW 458.114.964.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : (get.) F. Hanssens-Ensch, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17. (Pro deo) (3321)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société anonyme International Fleet & Trucking — I.F.T., dont le siège social est établi à Evere, rue L. Vandenhoven 76, R.C. Bruxelles 528901.

Juge-commissaire : M. Legraive.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Uccle.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3322)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. International Fleet & Trucking — I.F.T., met maatschappelijke zetel te Evere, L. Vandenhovenstraat 76, H.R. Brussel 528901.

Rechter-commissaris : de heer Legraive.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3322)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée J.F.P. Company, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, avenue Adolphe Buyl 102, R.C. Bruxelles 598173.

Juge-commissaire : M. Legraive.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Uccle.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3323)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. J.F.P. Company, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, A. Buyllaan 102, H.R. Brussel 598173.

Rechter-commissaris : de heer Legraive.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3323)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée C.T.R., dont le siège social est établi à 1040 Etterbeek, boulevard Louis Schmidt 119, R.C. Liège 133246, T.V.A. 419.446.608.

Juge-commissaire : M. Legraive.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Uccle.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 17 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3324)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. C.T.R., met maatschappelijke zetel te 1040 Etterbeek, Louis Schmidlaan 119, H.R. Luik 133246, BTW 419.446.608.

Rechter-commissaris : de heer Legraive.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 17 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.

(Pro deo) (3324)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 9 février 1999 de la cinquième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles, la date de cessation de paiements de la faillite de la S.A. Struelens Classics, dont le siège social est établi à 1640 Rhode-Saint-Genèse, chaussée de Hal 246-250, R.C. Bruxelles 607646, T.V.A. 458.785.353, prononcée par un jugement du 5 août 1998 du tribunal de commerce de Bruxelles, a été reportée au 5 février 1998.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Lodewijk De Mot, rue Ernest Allard 35-37, 1000 Bruxelles. (3325)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 9 februari 1999 van de vijfde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd de datum van staking van betaling in het faillissement van de N.V. Struelens Classics, met maatschappelijke zetel te 1640 Sint-Genesius-Rode, steenweg naar Halle 246-250, H.R. Brussel 607646, BTW 458.785.353, uitgesproken bij vonnis van 5 augustus 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel, teruggebracht op 5 februari 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Lodewijk De Mot, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel. (3325)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 11 février 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de Vanneste, Chantal, née à Ixelles le 16 décembre 1969, domiciliée à 5030 Gembloux, rue Baty de Speche 8, exploitant à 5030 Gembloux, Grand-Rue 24, une entreprise générale de bâtiment, maçonnerie et béton, matériaux de construction sous la dénomination « Biauty Hoose Concept », R.C. Namur 72622, T.V.A. 692.309.982.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 11 février 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Kluyskens, Jean, juge-consulaire.

Curateurs : Me Van Temsche, Pascale, avenue de la Faculté d'Agronomie 39, 5030 Gembloux.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 1^{er} avril 1999, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : (signé) V. Rulot, curateur. (Pro deo) (3326)

Tribunal de commerce de Namur, quatrième chambre, jugement du 4 février 1999, en cause de Me Thibault Bouvier, avocat au barreau de Namur, agissant en sa qualité de curateur à la faillite de Bales, Damien, domicilié rue J.J. Merlot 25, à 5060 Sambreville, R.C. Namur 59548, exploitant un salon de coiffure mixte sous la dénomination « Sélectif », faillite prononcée par jugement du tribunal de céans le 16 janvier 1997.

Attendu qu'il n'y a pas en l'espèce d'élément suffisant pour justifier l'excusabilité du failli.

Déclare closes pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de M. Bales, Damien, préqualifié.

Donne décharge à la partie demanderesse de son mandat.

Dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité du failli.

(Signé) E. Marmagne; A. Baudart; J.L. Maquet; C. Matray. (3327)

Par jugement du 11 février 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de Mooten, Eric Francis Daniel, né à Liège le 5 mars 1966, domicilié ci-devant à 4000 Liège, rue Charles Magnette 60/73, et actuellement à Liège, rue des Carmes 17, exploitant à Namur, square Léopold 3/4, un débit de boissons sous la dénomination « Le Perroquet », R.C. Namur 72751, T.V.A. 597.565.035.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 11 février 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Gigounon, Jacques, juge-consulaire.

Curateur : Me Sine, Jean, rue de Fleurus 120A, 5030 Gembloux.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 1^{er} avril 1999, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, premier étage.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Sine. (3328)

Par jugement du 11 février 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de Van Geel, René François Ghislain, né à Racour le 14 octobre 1933, domicilié à 5190 Jemeppe-sur-Sambre, section de Spy, rue de Temploux 40, y exploitant un commerce de détail en vieux métaux et mitraille, R.C. Namur 57893, T.V.A. 622.452.562.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 11 février 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Kluyskens, Jean, juge-consulaire.

Curateurs : Me Rase, Baudhuin, impasse des Ursulines 1, bte 3, 5000 Namur; Me Lefevre, Christophe, chaussée de Waterloo 70, 5002 Saint-Servais.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 1^{er} avril 1999, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : un curateur, (signé) B. Rase. (3329)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 2 février 1999, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.C. Laura, ayant son siège social à 4000 Liège 1, En Féronstrée 20, T.V.A. 440.396.727.

Ce même jugement a déclaré la faillie inexcusable.

Juge-commissaire : Mme Annette Penners.

Le curateur, (signé) Sophie Bertrand, avocat au barreau de Liège, quai Marcellis 4/11. (3330)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur aveu

Par jugement du jeudi 4 février 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Aux Sans Soucis, dont le siège social est établi à 4960 Malmedy, place du Commerce 3, R.C. Verviers 67434, T.V.A. 455.082.032, pour l'exploitation d'un restaurant au siège social.

Juge-commissaire : M. Jean Peturkenne.

Curateur : Me Yves Barthelemy, avocat à 4960 Malmedy, rue Abbé Péters 49B.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 2 avril 1999, à 9 h 30 m.

Pour extrait conforme : le greffier en chef : (signé) Marc Duysinx. (3331)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 9 février 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a clôturé, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite du Sieur Didier Arndt, domicilié route de Châtelet 312, à 6010 Couillet.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Jean-Pierre Deprez. (3332)

Par jugement du 2 février 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a clôturé, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de la S.C. Dev Trans, dont le siège social était sis route de Châtelet 314, à 6010 Couillet.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Jean-Pierre Deprez. (3333)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 8 février 1999, a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Omastri, en liquidation, dont le siège social est sis rue de Namur 139, à 1400 Nivelles, R.C. Nivelles 73134, T.V.A. 403.134.473.

Juge-commissaire : M. Willy Debuysscher.

Curateur : Me G. Leplat, avocat à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150.

Date limite de dépôt des créances : le 8 mars 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 15 mars 1999, à 11 heures, en l'auditoire du tribunal de commerce de Nivelles.

Pour extrait conforme : (signé) Gérard Leplat, curateur. (3334)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis, in datum van 11 februari 1999 is de datum van staking van de betalingen in het faillissement Videdome N.V., Nationalestraat 79, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 305061, BTW 453.325.243, uitgesproken op 4 augustus 1998, op 4 februari 1998 teruggebracht.

De curator, De Roy, Frans, Paleisstraat 47, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (3335)

Bij vonnis, in datum van 28 januari 1999 is de datum van staking van de betalingen in het faillissement K.H.V.M. N.V., Boechoutsteenweg 38B, 2150 Borsbeek (Antwerpen), H.R. Antwerpen 298355, BTW 450.248.660, uitgesproken op 7 mei 1998, op 7 november 1997 teruggebracht.

De curator, Anckaerts, Paul, Plantin & Moretuslei 174/8, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (3336)

Bij vonnis, in datum van 28 januari 1999 is de datum van staking van de betalingen in het faillissement Boniban Europe N.V., Brouwersvliet 33, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 318807, uitgesproken op 3 september 1998, op 3 maart 1998 teruggebracht.

De curator, De Ferm, Patrick, Ringlaan 138, 2170 Merksem (Antwerpen). (Pro deo) (3337)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 12 februari 1999, werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de B.V.B.A. Wilbea, met maatschappelijke zetel te 2861 Onze-Lieve-Vrouw-Waver, Koelarenvelden 1, H.R. Mechelen 67407, BTW 439.184.029.

Rechter-commissaris : de heer Valckenaer.

Curator : Mr. Marc Joris, advocaat, Bleekstraat 11, bus 003, 2800 Mechelen.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 29 maart 1999, in de zittingszaal van de raadkamer van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Voochtstraat 7, 1e verdieping, 2800 Mechelen.

Staking van de betalingen : 12 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 maart 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Voochtstraat 7, 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) M. Joris. (3338)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft, bij vonnis van 8 februari 1999, op beken-
tenis, in staat van faillissement verklaard Verslegers, Peter Lambert, geboren te Ophoven op 1 maart 1970, wonende en handeldrijvende te Kinrooi, Geistingen 77, H.R. Tongeren 83020, invoeegen en reinigen van gevels, BTW 699.256.370.

Tijdstip van staking van betaling : 1 januari 1999.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 8 maart 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 11 maart 1999, om 11 uur, in raadkamer van de rechtbank van koophandel te Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (Pro deo) (3339)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft, bij vonnis van 8 februari 1999, in staat van faillissement verklaard : Zakenkantoor Bierwerts B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te 3840 Borgloon (Hoepertingen), Daalhofstraat 7, thans te Tongeren, Sint-Truidersteenweg 186, H.R. Tongeren 66582, verzekeringskantoor en onderneming in onroerende goederen, BTW 438.058.928.

Tijdstip van staking van betaling : 14 december 1998.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 8 maart 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 11 maart 1999, om 10 uur, in raadkamer van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (Pro deo) (3340)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft, bij vonnis van 8 februari 1999, in staat van faillissement verklaard : Bureau Technique Multi Services C.V., waarvan de zetel gevestigd is te Voeren, Weg op Dalhem 164a, H.R. Tongeren 70243, onderneming in onroerende goederen, bewakingsfirma, publiciteitsonderneming, vervoer van goederen, BTW 445.068.167.

Tijdstip van staking van betaling : 23 november 1998.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 8 maart 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 11 maart 1999, om 10 uur, in raadkamer van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (Pro deo) (3341)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 9 februari 1999, werd het faillissement van Brecel, Robert, handelaar, destijds H.R. Tongeren 74215, spijshuis, restaurant onder de benaming 't Pepermoleke, te 3600 Genk, Vennestraat 79, thans wonende te 3620 Lanaken, Staatsbaan 75, bus 15, BTW 638.605.339, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 11 juni 1998, voor gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard en aan het mandaat van de curator werd algemene kwijting verleend.

De schuldeisers hebben opnieuw het recht om te handelen overeenkomstig art. 82 Faill. W.

De tenuitvoerlegging van dit vonnis wordt gedurende één maand opgeschort te rekenen vanaf huidige publicatie.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) Bernard Toppet-Hoegars. (Pro deo) (3342)

Bij vonnis van 9 februari 1999 werd het faillissement Vanhellemont, Simon, Blaarmolensstraat 3, 3700 Tongeren, gesloten bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Dit betreft een rechtzitting van het *Belgisch Staatsblad* d.d. 19 januari 1999 (1095).

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans. (3343)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 16 februari 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van Neuteleers, Marc, geboren te Diest op 5 januari 1957, wonende voorheen te 3050 Oud-Heverlee, Waversebaan 68, en thans te 3000 Leuven, Prosper Pouletlaan 10/2, en met als activiteiten : studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, groothandel, in- en uitvoer van diverse goederen (met uitzondering van deze aan vergunning onderworpen), H.R. Leuven 92658, BTW 501.345.785.

Rechter-commissaris : de heer J. Boon.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 11 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 maart 1999, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 22 maart 1999, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 1 december 1995.

De curator, M. Dewael. (3344)

Bij vonnis d.d. 16 februari 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. MN Sales Investments, met maatschappelijke zetel voorheen te 3050 Oud-Heverlee, Waversebaan 68, en thans te 3000 Leuven, Prosper Pouletlaan 10/2, en met als activiteiten : studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale zaken, H.R. Leuven 94049, BTW 457.878.404.

Rechter-commissaris : de heer J. Boon.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 11 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 maart 1999, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 22 maart 1999, te 14 u. 15 m.

Datum oprichting bedrijf : 18 april 1996.

De curator, M. Dewael. (3345)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt verklaart het faillissement Vandebeek, Maria, Bieststraat 84, te 3540 Heusden-Zolder, H.R. Hasselt 56379, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, d.d. 23 juni 1988 (faill. nr. 1748), gesloten bij gebrek aan enig actief.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De rechtbank ontlast de curatoren van hun opdracht.

Namens de curatoren, (get.) Mr. Ivo Valgaeren. (3346)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 11 februari 1999, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Jomaba Construct, met maatschappelijke zetel te 3850 Nieuwerkerken, Diestersteenweg 42, bus 12, H.R. Hasselt 86881, BTW 453.063.145, bouwbedrijf.

Rechter-commissaris : de heer Bours.

Tijdstip ophouden van betaling : 15 december 1998.

Curatoren : Mr. Dirk Van Coppenolle, advocaat te 3520 Zonhoven, Beverzakkbroekweg 97, en Mr. Geert Pauwels, advocaat te 3500 Hasselt, Berenbroekstraat 84a.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koop- handel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 4 maart 1999.

Sluiting proces-verbaal der nazicht van de schuldvorderingen : donderdag 18 maart 1999, om 14 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Dirk Van Coppe-
nolle; Geert Pauwels. (3347)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 11 februari 1999, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Real B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3582 Beringen (Koersel), Laan op Vurten 133, H.R. Hasselt 38022, BTW 401.341.458, handelsactiviteit : aanneming grond- en klinkerwerken.

Rechter-commissaris : de heer Bours.

Curatoren : Mrs. Geert Pauwels en Mr. Dirk Van Coppenolle, advocaten met kantoren Berenbroekstraat 84A, 3500 Hasselt, en Beverzakkbroekweg 97, 3520 Zonhoven.

Datum van staking van betalingen : 11 februari 1999.

De schuldeisers worden verzocht ter griffie van voormelde recht- bank, Havermarkt 8, te Hasselt, de verklaring van schuldvordering te doen : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderin- gen : op 18 maart 1999, om 14 uur, in de raadkamer, gelijkvloers, van de rechtbank van koophandel.

Hasselt, 12 februari 1999.

Voor eensluidend verklaard afschrift : de curatoren, (get.)
Mrs. G. Pauwels; D. Van Coppenolle. (3348)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 11 februari 1999, van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas, werd open verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Optiek Mios, kleinhandel in optische artikelen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9100 Sint-Niklaas, Parkstraat 15, H.R. Sint-Niklaas 56963.

Staking van betaling vastgesteld : op 11 augustus 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 13 maart 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint- Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 24 maart 1998, te 15 uur.

De datum waarop de betwistingen zullen worden behandeld, zal tijdens het verifiëren van de schuldvorderingen bekend worden gemaakt. De schuldeisers wier schuldvordering wordt betwist, zullen aangetekend van deze datum in kennis worden gesteld.

Rechter-commissaris : Ph. Van Haute, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Guy Van den Branden, advocaat, Colmarstraat 2A, bus 1, te 9100 Sint-Niklaas.

De curator, (get.) G. Van den Branden. (3349)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afde- ling Dendermonde, derde kamer, d.d. 11 februari 1999, werd in staat van faillissement verklaard de C.V. Alsomar, met zetel te 9250 Waas- munster, Grote Baan 148, H.R. Dendermonde 42733, BTW 435.327.981, voor onderneming voor de verkoop van sauna's en zwembaden.

Rechter-commissaris : de heer Marc Tackaert, rechter in handels- zaken.

Curator : Hans Van Dooren, advocaat te 9220 Hamme, Stations- straat 50.

De datum van ophouding van betalingen door gefailleerde werd bepaald op 9 februari 1999, onder voorbehoud dit op een andere datum te brengen in toepassing van artikel 12, lid 2, F.W.

Aan de schuldeisers werd bevolen aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de hoger vermelde rechtbank binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis van faillietverklaring.

De datum voor afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen werd bepaald op 19 maart 1999, om 9 u. 10 m., ter zitting van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, zitting houdend in de gehoorzaal van deze rechtbank, Gerechtelijk Complex, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Hans Van
Dooren. (3350)

Faillissement : B.V.B.A. Kiro, met zetel te 9140 Elversele (Temse), Legen Heirweg 97, niet ingeschreven in het H.R. Dendermonde, gekend onder administratief nr. 7140, voor onderneming voor het verpakken en transporteren van goederen, BTW 426.160.293.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afde- ling Dendermonde, d.d. 15 februari 1999, werd voornoemde op dagvaarding failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 15 februari 1999.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentse- steenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer M. Tackaert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorde- ringen is gesteld op vrijdag 2 april 1999, te 9 u. 10 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.

(Pro deo) (3351)

Faillissement : C.V. United Sales Force, met zetel te 9250 Waasmunster, Kouterstraat 10, H.R. Dendermonde 43149, voor onderneming voor het opruimen van magazijnen, BTW 436.591.555.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, d.d. 1 februari 1999, werd voornoemde, op beken- tenis, failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 21 januari 1999.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentse- steenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer M. Tackaert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorde- ringen is gesteld op vrijdag 2 april 1999, te 9 u. 15 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.
(Pro deo) (3352)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 2 februari 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. « Middenstandhuis Van Bissegem », met zetel te 8501 Bissegem, Bisse- gemplaats 1, H.R. Kortrijk 113785, gesloten verklaard bij gebrek aan voldoende actief.

De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) K. Segers, F. Ver- haeghestraat 5, 8790 Waregem. (3353)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, d.d. 1 februari 1999, werd het faillissement van de N.V. Euro Direct, met maatschappelijke zetel te 8560 Wevelgem, Luchthaven- straat 1, bus 13, H.R. Kortrijk 125555, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Luc Vandenbroucke, advocaat, Beukenhofstraat 9, 8570 Anzegem-Vichte. (Pro deo) (3354)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 12 februari 1999, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake High Power Belgium N.V., onder- neming voor het beheer van belegging en vermogens; studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake technische aangelegenheden, octrooibureau, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Rabotstraat 62A, H.R. Gent 170832, BTW 450.633.888.

Rechter-commissaris : de heer Hugo Martens.

Datum staking van de betalingen : 12 februari 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 12 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 30 maart 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoor- zaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. F.L. De Vliegheer, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Pacificatiestraat 33.

Voor eensluidend uittreksel : voor de hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (3355)

Bij vonnis d.d. 12 februari 1999, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake CR B.V.B.A., publiciteitsonderne- ming, onderneming voor geluidsopname, synsynchronisatie, muzikale decors, montage en realisatie van magneetbanden, kleinhandel in boeken, muziekstukken en fonoplaten, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Rabotstraat 62, H.R. Gent 170857, BTW 450.633.690.

Rechter-commissaris : de heer Hugo Martens.

Datum staking van de betalingen : 12 februari 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 12 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 30 maart 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoor- zaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. F.L. De Vliegheer, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Pacificatiestraat 33.

Voor eensluidend uittreksel : voor de hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (3356)

Bij vonnis d.d. 12 februari 1999, op beken- tenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake A.B.I. Contractors N.V., onderne- ming voor slopingswerken van gebouwen en kunstwerken, klein- handel in bouwproducten en bouwmaterialen, met maatschappelijke zetel te 9930 Zomergem, Spinhoutstraat 14, H.R. Gent 186946, BTW 444.767.566.

Rechter-commissaris : Mevr. Monique Jacobus.

Datum staking van de betalingen : 15 januari 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 12 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 26 maart 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoor- zaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. F.L. De Vliegheer, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Pacificatiestraat 33.

Voor eensluidend uittreksel : voor de hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (3357)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 9 februari 1999 werd het faillissement Vercauteren, Jean, Zwijnaardse- steenweg 602, 9000 Gent, H.R. Gent 188144, afgesloten wegens ontoe- reikende activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Defreyne. (Pro deo) (3358)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 februari 1999 werd het faillissement New China West B.V.B.A., Vlaanderenstraat 11, 9000 Gent, H.R. Gent 120522, afgesloten wegens ontoereikende activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Carnewal. (Pro deo) (3359)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Suivant jugement prononcé le 5 janvier 1999 par le tribunal de première instance de Bruxelles, douzième chambre, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre les époux Constant Odile Deudon, chimiste, et Liliane Florentine Victorine Vanheus- ch, employée, demeurant en France, Hérault (Maugio), rue Jean-Paul Sartre 72, dressé par acte du notaire Roger Martin, à Maugio (Hérault, France), le 7 mai 1996, a été homologué.

Le contrat modificatif adopte le régime de communauté universelle. (Signé) Henk De Loose; Fernand Moeykens, curateurs. (3360)

Bij verzoekschrift van 9 februari 1999 hebben de heer Kurt André Peter Puype, exportmanager, en zijn echtgenote, Mevr. Christine Alida Maria Vansteenkiste, zonder beroep, samenwonende te Kuurne, Molenwieklaan 42, bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk verzocht om de homologatie van de akte verleden voor notaris Frederic Maelfait, te Harelbeke, op 9 februari 1999, houdende wijziging van het tussen hen bestaand wettelijk stelsel der gemeenschap door inbreng door Mevr. Vansteenkiste van een haar persoonlijk toebehorend woonhuis te Kuurne, Molenwieklaan 42.

Harelbeke, 12 februari 1999.

Voor de echtgenoten Puype-Vansteenkiste, (get.) Frederic Maelfait, notaris te Harelbeke. (3361)

Bij vonnis van 17 december 1998 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd, verleden voor Mr. Jean-Pierre Leirens, notaris te Gent, op 29 juni 1993, tussen de heer Bernard Jozef Leon Seynaeve, en zijn echtgenote, Mevr. Sandra Theodule Germaine Descamps, beiden glasbewerker, samenwonende te Roeselare, Deleyestraat 5.

(Get.) J.-P. Leirens, notaris. (3362)

Bij verzoekschrift van 11 februari 1999 hebben de heer Filip Remi Maurice Nachtergaele, handelaar, en zijn echtgenote, Mevr. Veronique Georgette Jeanne Demeyere, huisvrouw, samenwonende te Nazareth, steenweg Deinze 68A, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Gent een verzoek ingediend tot homologatie van de akte, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel wordt gewijzigd, verleden voor Mr. Jan Myncke, notaris te Gent, op 11 februari 1999.

(Get.) Jan Myncke, notaris. (3363)

Bij verzoekschrift van 2 februari 1999 hebben de heer Cohen, David Gabriel, handelaar, en Mevr. Delen, Heidi Rolanda Victorina, huisvrouw, samenwonende te Schilde, Breeveld 21, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Jan Van Hemeldonck, te Olen, op 2 februari 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel in een stelsel van wettelijk huwelijksvermogensstelsel met inbreng van een onroerend goed.

De echtgenoten Cohen, David Gabriel - Delen, Heidi Rolanda Victorina, hebben uit hun huwelijk twee kinderen.

(Get.) Cohen, David; Delen, Heidi. (3364)

Bij verzoekschrift van 25 januari 1999 hebben de heer Saerens, Francky Alice, metaalbewerker, geboren te Zele op 2 juli 1961, en zijn echtgenote, Mevr. Van Itegem, Philomena Celestina, zonder beroep, geboren te Clinge (Nederland) op 12 juli 1954, samenwonend te 9100 Sint-Niklaas, Dendermondsesteenweg 303, bus 3, een verzoek ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde tot homologatie van de akte wijziging huwelijksvoorwaarden, verleden voor notaris Patrice Bohyn, te Haasdonk, op 25 januari 1999, waarbij zij het stelsel van wettige gemeenschap hebben behouden, doch mits inbreng door de echtgenoot van een appartement genummerd « 2.4 » op de eerste verdieping in een appartementsgebouw genaamd « Residentie De Dender », te 9100 Sint-Niklaas, Dendermondsesteenweg 303.

Namens de verzoekers, (get.) Patrice Bohyn, notaris. (3365)

Op datum van 8 januari 1999 werd een verzoekschrift ondertekend om ingediend te worden bij de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, op vordering van de heer Vergalle, Philippe Albert Jacques, landbouwkundig ingenieur, geboren te Leuven op 23 augustus 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Descheemaeker, Marijke Irma Hendrika, boekhouster, geboren te Leopoldville (Zaire) op 11 juli 1963, wonende te 1140 Brusel, Adolf De Brandtstraat 72, strekkende tot homologatie van een wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor gelijkluidend uittreksel : (get.) P. Maselis, notaris. (3366)

Op datum van 21 januari 1999 werd een verzoekschrift ondertekend om ingediend te worden bij de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, op vordering van de heer Camphyn, Michel Robert Marc, behanger-garnierder, geboren te Vilvoorde op 23 november 1967, en zijn echtgenote, Mevr. Verbaere, Dominique Laurence Marcella, verkoopster, geboren te Wetteren op 16 april 1971, wonende te 1800 Vilvoorde, Mechelsestraat 48, strekkende tot homologatie van een wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor gelijkluidend uittreksel : (get.) P. Maselis, notaris. (3367)

Bij verzoekschrift van 30 december 1998 hebben de echtgenoten, Danny Gustaaf Anna Joseph Willems, arbeider, en Claire Fernande Andrée Menjoie, huisvrouw, beiden wonend te Nieuwerkerken, Doorstraat 118, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie gevraagd van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, bij akte verleden voor notaris Franz Aumann, te Sint-Truiden, op 30 december 1998, tot behoud van het wettelijk stelsel, met inbreng door de man van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten, (get.) Franz Aumann, notaris. (3368)

Bij verzoekschrift van 2 december 1998 hebben de echtgenoten, Rutger Emma Camille Ferdinand Vandevordt, magazijnier, en Hilde Camille Lucienne Baré, bediende, beiden wonend te Sint-Truiden (Brustem), Brustem-Dorp 162/201, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie gevraagd van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, bij akte verleden voor notaris Franz Aumann, te Sint-Truiden, op 2 december 1998, tot behoud van het wettelijk stelsel, met inbreng door de man van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten, (get.) Franz Aumann, notaris. (3369)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance rendue le 24 novembre 1998, M. François Francis, président du tribunal de première instance de Dinant, a désigné Me Véronique Dolpire, notaire de résidence à Dinant, rue Daoust 8, en qualité d'administrateur chargé de liquider la succession de M. Pascal Louviaux, né à Namur le 14 avril 1960, en son vivant domicilié à Anhée, rue du Canon 15, décédé à Profondeville (Lustin) le 8 juin 1998, en se conformant entre autres à l'article 805 du Code civil.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Véronique Dolpire, notaire, rue Daoust 8, à 5500 Dinant.

(Signé) V. Dolpire, notaire. (3370)

Tribunal de première instance de Nivelles

Par ordonnance rendue le 4 février 1999 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, Me Véronique Dehoux, avocat, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1410 Waterloo, chaussée de Bruxelles 109B, est désigné en qualité de curateur de la succession vacante de M. Marcel Debiegne, né à Bierges le 5 avril 1955, domicilié de son vivant à Mont-Saint-Guibert, et décédé à Woluwe-Saint-Lambert le 27 octobre 1997.

Nivelles, le 12 février 1999.

Le greffier en chef, (signé) R. Gailly. (3371)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 19 février 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1999

—
**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**
—

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**
—

**Verkoopzaal Dirk Martens,
afgekort V.D.M., naamloze vennootschap,
9420 Erpe-Mere, Gentsesteenweg 323**

H.R. Aalst 57307 – BTW 436.581.162
—

De raad van bestuur van de N.V. Verkoopzaal Dirk Martens maakt bij deze bekend dat bij buitengewone algemene vergadering op 15 februari 1999 waarvan het proces-verbaal werd opgemaakt door notaris Caroline Heiremans, te Zele, werd beslist het kapitaal te verhogen met 2 000 000 frank door creatie van 800 nieuwe aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, met dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen, die zullen delen in de winst vanaf het lopende boekjaar, *prorata temporis*.

Op deze nieuwe aandelen kan door de bestaande aandeelhouders bij voorkeur worden ingetekend door storting in speciën van 2 500 frank per aandeel, volledig vol te storten, tegen neerlegging op de zetel van de vennootschap van hun aandelen in de verhouding van 16 nieuwe aandelen voor 25 oude aandelen en tegen overlegging van een bewijs

waaruit de vereiste storting blijkt en mits een vraag tot inschrijving per aangetekende brief te richten aan de voorzitter van de raad van bestuur op de zetel van de vennootschap.

De storting van het door de intekenaars verschuldigd bedrag moet gebeuren op de bijzondere rekening 068-2131803-61 geopend op naam van de vennootschap met vermelding van het aantal aandelen waarop werd ingeschreven.

De intekenperiode wordt opengesteld van 27 februari 1999 tot 13 maart 1999.

De buitengewone algemene vergadering heeft beslist dat ingeval de bestaande aandeelhouders geen of slechts gedeeltelijk gebruik maken van hun voorkeurrecht binnen de gestelde termijn, voor het saldo van de kapitaalverhoging de inschrijving zal worden opengesteld voor derden, volgens de modaliteiten vast te stellen door de raad van bestuur.

Alle inlichtingen met betrekking tot de inschrijvingsmodaliteiten kunnen verkregen worden op de vennootschapszetel. (3375)